

**Universiteit Gent
Faculteit Politieke en Sociale
Wetenschappen**

***Dynamiques locales et pressions extérieures
dans la conflictualité armée au Nord-Kivu :
Cas des territoires de Beni-Lubero***

Par

Roger Kasereka Mwanawavene

Thèse présentée et défendue en vue de l'obtention du grade de Docteur en
Sciences Politiques

Promoteurs :

- Prof. Dr. Koen Vlassenroot
- Prof. Dr. Malumalu Muholongu



Academiejaar 2009-2010

MEMBRES DU JURY

- Prof. Dr Koen Vlassenroot de l'Université de Gand et Promoteur de thèse;
- Prof. Dr Abbé Apollinaire Malumalu Muholangu de l'Université Catholique du Graben/Butembo, Co-promoteur de cette thèse;
- Prof. Dr Rudy Doom de l'Université de Gand, Président du Jury;
- Prof. Dr René Lemarchand, Professeur Emérite de l'Université de Floride/USA
- Prof. Dr Timothy Raeymaekers de l'Université de Gand.



III

A toutes les victimes des conflits armés à l'Est de la RDC et à tous les artisans de la paix dans cette région;

A vous mes enfants pour tant des sacrifices consentis durant ces recherches;

A tous ceux et celles qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour notre ascension multidimensionnelle et qui se soucient encore de notre avenir ;

Cette thèse vous est dédiée.

Roger Kasereka Mwanawavene

REMERCIEMENTS

La mise au point de cette étude résulte de la précieuse conjugaison d'efforts, sous diverses formes, de plus d'une personne. Nous tenons à leur formuler ici un hommage mérité pour leur disponibilité, leurs encouragements, leurs multiples et précieux soutiens sans lesquels nous ne serions pas arrivé au bout de cette œuvre. Il va de soi que nous exprimons nos plus profondes et sincères gratitude et, de façon préférentielle, à tous nos formateurs et bienfaiteurs à tous les niveaux de notre parcours académique.

Le Professeur Koen Vlassenroot, le promoteur de nos recherches doctorales, a donné sens à ce travail. Ses encouragements, ses observations pertinentes et ses appuis multiples ont été très déterminants dans le fond et la forme de cet ouvrage. Qu'il puise en ces lignes l'expression de notre immense gratitude.

Le Professeur et Révérend Abbé Muholongu Malumalu Apollinaire nous a permis d'approfondir et de préciser plusieurs aspects de cette étude. Pour tant de soutiens multiformes dont nous n'avons cessé d'être comblé de sa part, il est pour nous, non seulement un parrain scientifique mais aussi un maître à imiter fidèlement.

Notre profonde gratitude envers les professeurs René Lemarchand et Tim Raeymaekers qui ont éclairé nos lanternes de chercheur débutant. Leurs observations et conseils ont été de très grande portée pour la bonne marche de nos investigations. Il en est de même du Professeur Filip Reyntjens et de Bernard Leloup qui, les tous premiers, nous accueillant à l'Université d'Anvers, nous ont davantage outillé et encouragé dans ce domaine de recherches scientifiques.

Nous n'oublions pas nos amis doctorants et chercheurs au Conflict Research Group de l'Université de Gand pour ce temps d'amitié et de partage scientifique passé ensemble. A leur côté, nous avons une pensée spéciale pour la famille De Cock, la famille Elizabeth Letiexhe, la famille Hilde, la famille Michel Ansay, la famille Ingrid, la famille Guido Verbit, Sarah Deutsch : ils nous ont apporté appui et réconfort à des moments de découragement, de détresse et de désarroi tout au long de nos recherches. Sans oublier la collaboration fructueuse avec tout le Kyaghanda/Belgique.

Plaise aux autorités académiques de l'Université Catholique du Graben, par le biais de son recteur, le Professeur Mafikiri Tsongo, de puiser en ce mot le signe patent de notre attachement à notre Alma Mater.

Ma famille a consenti d'énormes privations pour la bonne marche de cette étude. Qu'elle en soit en remercier.

Nous pensons également à tous nos collaborateurs de la Société Civile du Nord-Kivu, à tous nos enquêtés, pour nous avoir aidé et fourni les informations nécessaires à la réalisation de ce travail.

ABREVIATIONS INDICATIVES

A.N.C :	Armée Nationale du Congo
A.D.F :	Forces Démocratiques Alliées (Allied Democratic Forces)
A.P.C :	Armée Populaire Congolaise, bras armé du RCD-ML
A.P.R:	Armée Patriotique Rwandaise
C.L.A:	Congo Liberation Army
C.N.D.P :	Congrès National pour la Défense du Peuple
D.C.F/N :	Démocratie Chrétienne fédéraliste/Nyamwisi
F.A.C :	Forces Armées Congolaises
F.A.Z :	Forces Armées Zaïroises
F.L.C :	Front de Libération du Congo
F.R.P.L:	Front de Résistance Populaire de Lubwe-Ruwenzori
H.C.D :	Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme
L.R.A :	Lord's Resistance Army
M.L.C :	Mouvement pour la Libération du Congo
M.O.N.U.C :	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo
N.A.L.U :	Armée Nationale de Libération de l'Ouganda (National Army for the Liberation of Uganda)
N.R.A:	National Resistance Army
R.C.D :	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
R.C.D-K/M.L :	Rassemblement Congolais pour la Démocratie- Kisangani/Mouvement de Libération
R.C.D-N :	Rassemblement Congolais pour la Démocratie-National
R.N.L :	Résistance Nationale Lumumbiste
S.P.L.A:	Sudan People's Liberation Army
T.P.D	Tous pour la Paix et le Développement
U.P.C	Union des Patriotes Congolais
U.P.D.F	Forces de Défense du Peuple Ougandais (Ugandan People's Defense Forces)
U.P.P	Unité Présidentielle de Protection

INTRODUCTION GENERALE

1.1. Contexte

Les lendemains de la confrontation est-ouest voient notre monde s'enfoncer dans un tourbillon des conflits armés et des crises affectant tous les continents. Ils ont en commun des logiques difficilement décryptables et des acteurs non-étatiques dont on ne connaît pas grand-chose¹. C'est dans ce sens que Barthélémy Cournont et Darko Ribnikar² analysent la manière dont la fin de la bipolarité a ouvert le champ étatique africain à des conflictualités armées restées relativement silencieuses, mettant en confrontation des adversaires aux moyens limités. Les conflits armés naissent et s'y transforment en fonction du style de gouvernance en vigueur. A noter que la déliquescence de l'Etat alimente la recrudescence des zones de crises et l'émergence des maquis armés. Elle consacre le phénomène des seigneurs de guerre avec la récurrence insécuritaire. Certains analystes parlent ainsi de « retournement du monde »³.

En fait, la dernière décennie du 20^{ème} siècle a été celle des bouleversements politico-institutionnels et économiques qui ont considérablement changé le visage du continent africain depuis les indépendances⁴. L'on y assiste à un climat délétère des conflits armés internes, à leur transnationalisation, à la précarité des mécanismes de leur résolution. Ils sont la conséquence logique de la résurgence du facteur militaire dans le processus de démocratisation et de l'érosion de l'effectivité de la souveraineté étatique.

A ce juste titre, Sessanga Hipungu Dja Kaseng Kabitu⁵ démontre que, depuis 1990, aucune sous-région de l'Afrique

¹ J. M. Balancie et Arnaud de La Grange, in *Les nouveaux mondes rebelles. Conflits, terrorismes et contestations*, (sd J. C. Rufin), Ed. Michalon, Paris, 2005, p. IX.

² B. Courmont et D. Ribnikar, *Les guerres asymétriques. Conflits d'hier et d'aujourd'hui, terrorisme et nouvelles menaces*, 2^e Ed., revue et augmentée, Paris, IRIS/Daloz, 2009.

³ B. Badie et M.C. Smouts, *Le retournement du monde: sociologie des relations internationales*, 3^e Ed., Paris, Presses de Sciences Po/Daloz, 1999.

⁴ S. Ellis (Sd), *L'Afrique maintenant*, Paris, Karthala, 1995, p. 333.

⁵ Sessanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu, *Les politiques publiques de sécurité en Afrique subsaharienne*; Ares, n°49, volume XIX, Fascicule 3, mai 2002, pp. 21-22.

subsaharienne n'échappe à ce phénomène. Plusieurs études⁶ ont déjà été consacrées à la conflictualité armée en Afrique post-guerre froide. Il y a lieu d'en démontrer l'articulation entre les diverses dynamiques armées, celles dedans avec celles du dehors.

En Afrique de l'Ouest, par exemple, les dynamiques guerrières dans les conflits armés du Libéria (1989-1997) et du Sierra Leone (depuis 1991) s'entremêlent et ont longtemps établi une forte insécurité dans cette partie d'Afrique. Le conflit casamançais au Sénégal s'est régionalisé par ses réseaux en Guinée Bissau et en Gambie. Le modèle ivoirien, jadis présenté comme prototype de stabilité de la région, s'est érodé sous l'effet de tensions politiques internes entretenues par une classe politique divisée sur le registre religieux, ethnique et spatial, le tout sur fond de crise économique. Le Nigéria, bien qu'incarnant un rôle déterminant dans la quête du maintien de la paix dans la sous-région par le truchement de l'ECOMOG⁷, est soumis à une instabilité interne, menaçant sa cohésion nationale. Ce qui constitue un frein à la consolidation de sa démocratie et au renforcement de l'efficacité de son action sous-régionale.

L'Afrique centrale, quant à elle, a tellement été noyée dans la violence qu'en une certaine période, elle a même perdu son identité en tant que système régional. L'implosion de l'Etat congolais à la croisée des guerres civiles rwandaises, burundaises, ougandaises et l'internationalisation de la guerre qui s'en est suivie reflètent l'amateurisme de divers jeux d'alliances scellées entre les protagonistes. Sur cette même lancée, le Congo-Brazzaville et la

⁶ Cf. notamment Jean-Claude Allain (Sd.), "Guerres et conflits en Afrique noire", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°181, Paris, 1996, pp.1-24; Jean-Claude Ruffin (dir), "Les conflits en Afrique", *Relations internationales et stratégiques*, n°23, Paris, 1996, pp.79-178; Bernard Adam, *Conflits en Afrique: analyse des crises et pistes pour une prévention*, Bruxelles, Complexe, 1997, Paul Mathieu et Jean-Claude Willame, "Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs", *Cahiers africains*, n°39-40, Tervuren-Paris, 1999; Gauthier de Villers, Jean Omasombo, Erik Kennes, "République démocratique du Congo. Guerre et politique. Les Trente derniers mois de L.D. Kabila" (août 1998-janvier 2001), *Cahiers africains*, n°47-48, Tervuren-Paris, 2001. Cette liste n'est qu'indicative et non exhaustive.

⁷ ECOMOG, Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group, ou brigade de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO. Cette brigade est aussi appelée les « Casques Blancs » en référence aux Casques Bleus de l'ONU. Il s'agit d'un mécanisme d'intervention militaire de la CEDEAO dont le leadership revient au Nigéria, première puissance militaire de la sous-région.

République Centre-Africaine ont vécu depuis 1992 dans une instabilité politique liée aux soubresauts de leur démocratisation.

L'Afrique Australe n'en est pas exemptée. La stabilité angolaise est récente et reste à consolider. Au Zimbabwe, le constat semble être sévère. La loi agraire en vogue dans ce pays, nourrie par une crise économique aigüe n'est pas encore parvenue à calmer les antagonismes entre les différentes communautés et générations. La problématique foncière constitue une véritable épine dorsale dans le rapport entre la communauté blanche et le pouvoir en place. C'est ainsi qu'une partie des Zimbabwéens, surtout, les tenants du régime Mugabe, espérant récupérer une grande partie de terre appartenant jusque-là aux colons, radicalisent l'instabilité politique sur fond d'une insécurité permanente. Ce clivage entre minorité blanche et population noire est susceptible de compromettre durablement, par son cycle de violence, la concorde dans toute l'Afrique Australe.

Dans un autre contexte, le conflit soudanais perdure depuis 1983, faisant de cet Etat un foyer de déstabilisation des pays voisins. Il est devenu le refuge des fondamentalistes musulmans. Dans le même rayon, la guerre civile en Somalie a détruit l'Etat somalien pourtant interlocuteur incontournable pour la sécurité de la corne d'Afrique. Ses effets pervers se font sentir en territoires kenyan, ougandais et voient la résurgence des pirates qui insécurisent l'océan indien. De même, la guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée (1998-2000), a compromis les chances de rebâtir la stabilité politique et de reconstruire l'économie de cette sous-région. Pendant que le Kenya peine à panser ses plaies dues aux manipulations électorales par des dirigeants n'ayant aucune perspective en matière de gouvernance démocratique du pays, la Tanzanie est régulièrement confrontée aux velléités sécessionnistes entretenues dans ses îles de Pemba et de Zanzibar.

Ce bref parcours panoramique des zones grises en Afrique subsaharienne, loin de toute exhaustivité, rend compte de la façon dont les dictatures africaines ont été désinvesties par ceux qui les soutenaient sous la guerre froide. Dans leur grande majorité, les Etats africains ne savent plus générer une offre globale et crédible de sécurité couvrant la protection des citoyens et la défense de l'intégrité territoriale. Cet indice reflète la faiblesse de la machine coercitive de l'Etat ainsi que sa crise de souveraineté.

Dans cette perspective, certains pays africains avec leurs Etats perméables ou fragiles sont devenus ou demeurent encore, dans une

moindre mesure, le théâtre d'opérations conflictuelles et d'entreprises subversives et mafieuses⁸. La perméabilité de ces Etats déblaie le terrain non seulement à l'émergence mais aussi à l'ancrage des seigneurs de guerre comme en témoignent les trajectoires politiques de la Somalie, du Soudan, du Libéria, de la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire, de la République Centre-Africaine et du Congo-Kinshasa.

Ces Etats ont, d'une manière ou d'une autre, cessé d'exister en tant qu'ensembles politiquement organisés. Ils ont perdu, à de degrés divers et pendant des périodes plus ou moins longues, l'effectivité de leur souveraineté sur une partie de leur territoire national. Les fonctions supposées publiques et les tâches de souveraineté y sont exercées par ces entrepreneurs politico-militaires et à des fins privées. Telle la « *situation de non-Etat* » théorisée par Achille Mbembe⁹.

Cette thèse se recoupe avec celle de Koen Vlassenroot¹⁰ selon laquelle, l'analyse de l'actuel conflit armé à l'Est de la RD Congo ne peut être déconnectée du long processus de désintégration politique de ce pays, référence faite à un contexte particulier, à savoir « *l'extrême faiblesse de l'Etat congolais* ». Celle-ci a produit, par manque de mécanismes liant ses citoyens à l'ordre social, des milliers de jeunes marginalisés, avec un faible support social et un très pauvre arrière-plan d'éducation pour qui, la guerre devient un choix leur permettant d'avoir un emploi rémunérateur.

Dans ce même registre, il soutient que « *la combinaison d'un long processus de détérioration de l'Etat zaïrois et d'un renversement de l'utilisation économique de l'espace sont venus saper l'organisation sociale coutumière et ont fait résulter un changement structurel de la société rurale. Ces dynamiques ont eu pour effet d'éroder le tissu social et économique, excluant les générations plus jeunes qui, dans le premier temps, optèrent pour la migration temporaire vers les centres miniers avant de trouver de nouvelles formes d'intégration dans des milices de base* »¹¹. Celles-ci misent sur l'usage de la violence dans leurs stratégies de réorganisation de la

⁸ J.M. Balancie et Arnaud de La Grange, (sd) de J.C. Rufin, op.cit., p. 127.

⁹ A. Mbembe, Du gouvernement privé indirect, in *Politique africaine*, Karthala, n°74, 1999, pp.105-106.

¹⁰ K. Vlassenroot, "Violence et constitution des milices dans l'Est du Congo: Cas des mayi-mayi", in *Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2001-2002, p.117.

¹¹ Ibidem, p. 135

sphère sociale et économique, de maîtriser la mobilité à l'intérieur et entre les différents espaces sous leur contrôle.

Comme le constate, par ailleurs, Mamadou Diouf¹², ce syndrome des milices armées est une manifestation des frustrations sociales et de la contestation du système politique en vigueur visant à changer la redistribution sociale des pouvoirs. Ce qui fait dire à C. Coquery-Vidrovitch que le succès de pareille entreprise est fonction de l'existence d'une solide et active base de résistance¹³ sur laquelle se greffent ces centres nouveaux et autonomes d'autorités. Cette greffe a des répercussions notables sur leur environnement tant endogène qu'exogène.

Dans ce sens, F. Van Acker et K. Vlassenroot remarquent que « *le changement des frontières de l'espace économique confère aux milices un rôle crucial dans l'articulation des dynamiques locales et régionales, et au-delà* »¹⁴. Ce qui fait que certaines zones de tensions peuvent s'étendre au-delà de leur rayon initial. Ali El Kenz écrit à ce propos qu'il « *suffit que l'espace recouvert par un conflit s'internationalise pour qu'il déborde les frontières nationales et s'étende à d'autres pays* »¹⁵.

Ce constat colle bien aux conflits armés vécus dans les Etats de la région des grands lacs d'Afrique centrale. Venant du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi, leurs vagues ont irrémédiablement élu domicile dans la partie orientale de la RDC déjà en proie aux tensions d'allochtonie et d'autochtonie alimentées par le régime zaïrois d'alors. A ce stade, nous faisons nôtre l'analyse de F. Van Acker et K. Vlassenroot¹⁶, pour qui, le contexte de vide d'Etat congolais, surtout dans sa partie Est, et d'implosion régionale lie ipso facto les tensions locales aux pressions régionales par l'entremise des réseaux militarisés informels. L'incubation des zones des tensions dans cette partie en a servi de détonateur.

¹² Mamadou Diouf, « Privatisation des économies et des Etats africains », in *Politique africaine*, Karthala, n°74, 1999, p. 16.

¹³ C. Coquery-Vidrovitch, *Afrique noire. Permanences et ruptures*, L'Harmattan, Paris, 2^{ème} Ed. 1985, pp 259-260.

¹⁴ F. Van Acker et K. Vlassenroot, Les "maï-maï" et les fonctions de la violence milicienne dans l'Est du Congo, in *Politique africaine*, n°84, décembre, 2001, p.104.

¹⁵ Ali El Kenz, « Les jeunes et la violence », in *L'Afrique maintenant*, (Sd Stephen Ellis) Karthala, Paris, 1995, pp 107-108.

¹⁶ F. Van Acker et K. Vlassenroot, op.cit., pp. 109-112.

Le contexte de désintégration étatique zairoise et d'insécurité croissante sur l'échelle régionale à la croisée des épineuses questions foncières et de nationalité à l'est de ce pays ont servi de ferment à la formation de réseaux militarisés rodés dans l'extraction locale des circuits économique-financiers¹⁷.

Joseph Vitalis¹⁸ estime que pareil contexte d'évanouissement de l'Etat crée un besoin de protection qui conduit à la mise sur pied d'outils de sécurité privatisés. C'est ainsi que le vide de l'Etat zairois a été capitalisé par les régimes voisins instigateurs des rébellions congolaises. Kigali et Kampala ont saisi de cette aubaine pour occuper militairement et exploiter cette région qui leur est transfrontalière.

En vue de juguler la présence ougando-rwandaise sur le sol congolais, Kinshasa a, à son tour, axé son action armée sur la dynamique milicienne locale et, par moment, sur les groupes armés étrangers. Par ce fait, elle a monté la stratégie de parrainage de certaines milices locales à même de déstabiliser les troupes d'agression. L'on y observe ainsi l'articulation des dynamiques locales, nationales avec celles étrangères dans l'enlisement des conflits armés et dans le processus de criminalisation de l'Etat congolais dans ses périphéries orientales.

Une étude axée sur les conflits armés au Nord-Kivu, avec un bémol sur ceux vécus en Beni-Lubero, illustre fort bien cet enchevêtrement des diverses dynamiques en confrontation à l'est de la RDC. Elle permet de mieux cerner les enjeux de la guerre tout en s'imprégnant de sa perception locale au regard des mécanismes de transformation des maquis armés actifs dans la région et du remodelage incessant de leurs agendas affichés.

Ces guerres avaient été, de toute évidence, alimentées par les régimes de Kampala, de Kigali et de Kinshasa. Ces régimes le font par acteurs congolais (milices locales, rébellions) et milices étrangères interposés. L'Etat congolais, avec sa stratégie d'appui à la militarisation milicienne active dans le milieu serait lui-même acteur de sa propre désintégration. Cette réalité coïncide avec la théorie des

¹⁷ R. Kasereka Mwanawavene, *Ethnicité et militarisation au Nord-Kivu (1990-1999)*, monographie, G3 FSSPA, UCG, inédit, 1999.

¹⁸ J. Vitalis, "Les crises africaines. Violence, pouvoir et profit", dans *Etudes*, décembre 2003, n° 3996, p. 590-592.

«*Etats sponsors et des Etats parrains* »¹⁹ défendue par P. Marchesin dans la criminalisation de l'Etat en Afrique noire.

D'application dans notre terrain d'investigations, les milices armées locales dans leur interaction avec les dynamiques exogènes ont acquis une certaine maturité guerrière en développant des stratégies de monopôlisation de la violence dans les zones sous leur contrôle. Ce chevauchement illustre également la perméabilité des frontières entre le politique et l'économique, entre le formel et le criminel. Les activités illégales y prospèrent grâce aux divers appuis étatiques ou sociaux relationnels transfrontaliers dont bénéficient les réseaux criminels, marchands d'armes et de minerais.

Cette situation mérite une analyse approfondie au regard de la complexité des enjeux du terrain, de la diversité d'acteurs, de leurs mécanismes de transformation et de mobilisation sociale ainsi que des liens entretenus avec leur environnement local et extranational.

L'intérêt de cette analyse d'interactions entre diverses dynamiques armées en présence et des mécanismes de leur métamorphose, la nécessité d'une toile de fond historique, nous stimule à en ressortir l'objet et le cadre avant de donner le bénéfice d'une grille de lecture en termes des théories, des concepts, des modèles explicatifs et d'interprétation des faits partant des données empiriques.

1.2. Objet de l'étude

Hélène Morvan fait remarquer que les périodes de crises qu'elles soient politiques ou socioéconomiques marquent des moments des ruptures révélant, avec une acuité particulière, les contradictions et le malaise existant au sein de toute société²⁰. Pareil moment des profonds bouleversements représente une période privilégiée d'analyse qui permet, entre autre, d'étudier la capacité organisationnelle des acteurs et leurs stratégies d'accommodation à la nouvelle donne politique.

Sur cette lancée, cette recherche ambitionne mettre en lumière et analyser les enjeux de la conflictualité armée au Nord-

¹⁹ P. Marchesin, *Les nouvelles menaces. Les relations nord-sud des années 1980 à nos jours*, Paris, Karthala, 2001. p. 133.

²⁰ H. Morvan, *Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu*, Life & Peace Institute, Suède, 2005, p. 25.

Kivu, avec un accent particulier au Grand Nord (territoires de Beni-Lubero). Pour ce faire, nous appréhendons les interactions entre les diverses dynamiques en présence. Ce travail étudie de la sorte les liens fondés sur la violence, tissés entre les milices et leurs filiations belligérantes ainsi que les liens entretenus avec leur environnement endogène et exogène.

Notre apport à la meilleure compréhension des méandres des entreprises guerrières à l'Est du Congo et des comportements des seigneurs de guerres aussi bien locaux qu'étrangers, est une réflexion sur le « *comment et le pourquoi* » de leur pérennisation dans cet espace congolais, à la lumière du phénomène de la transformation des maquis armés et des mécanismes de mobilisation de leur capital environnemental.

Cette étude offre des perspectives en termes de plan d'actions politiques à entreprendre pour mieux gérer les crises politiques en vue d'une stabilité régionale durable. Elle appréhende le contexte d'émergence des milices armées locales et étrangères sur le flanc congolais du Ruwenzori et les raisons de leur propension, de leur intégration aux réalités locales de Beni-Lubero ainsi que de leur interconnexion avec d'autres forces actives à l'Est de ce pays. Il en est de même des milices et rébellions armées actives dans le Petit Nord (territoires de Rutshuru, Masisi, Nyirangongo et Walikale).

Le postulat de départ est que tous les conflits armés que connaît la partie Est de la RD Congo ne naissent pas du vide. Il en est de même des maquis armés qu'elle recèle et qui en sont la manifestation tangible. Ceux-ci s'enracinent dans un contexte spécifique, se nourrissent des influences locales et extérieures qui conditionnent leurs mutations. Leur ancrage local, bien qu'encore moins bien perçu et quasi non étudié, trouve l'explication dans l'histoire des invasions guerrières que connaissent les peuples de la région en l'absence de toute puissance étatique légale mais aussi et surtout dans la psychose de guerre permanente aux portes du Nord-Kivu, telle l'épée de Damoclès toujours suspendue au-dessus de cette province.

Comme pour corroborer ce postulat, à l'issue de leurs investigations, K. Vlassenroot et F. Van Acker sont d'avis que « *la résistance locale, dans l'est du Congo, ne s'est pas développée sans lien avec le passé, elle s'est construite sur des solides croyances traditionnelles. A différentes époques, des milices tribales locales ont*

mobilisé la population pour défendre l'ordre rural traditionnel contre ce qui était perçu comme influences étrangères »²¹.

Bien qu'analysant les fonctions des milices mayi-mayi au Sud-Kivu, ce constat se vérifie, à quelque mesure près, dans notre milieu d'étude. Il convient d'observer que loin en marge des conflits interethniques connus dans la région, la contrée de Beni-Lubero apparaît encore aujourd'hui comme un " *un îlot ou un oasis de paix*" pour ce qui est des guerres à connotation interethnique vécues de part et d'autre de ses frontières administratives et culturelles.

Ceci étant, il convient cependant de nous interroger sur la pérennisation des conflits armés dans cette aire septentrionale du Nord-Kivu. Comment et pourquoi la conflictualité armée se pérennise en Beni-Lubero ? Quels sont les facteurs qui incitent, alimentent et enracinent les dynamiques armées dans cette contrée ? Quelle est l'empreinte environnementale sur leur trajectoire ? Comment ces dynamiques armées conditionnent-elles l'avenir de la région ?

Construire toute réponse à cette question de départ nécessite que nous nous penchions, plus particulièrement, sur certaines caractéristiques de la période de singularité qui ont contribué à la naissance et à la propension des dynamiques armées dans cette partie dite « Grand Nord ». ²²

Observons que les germes du phénomène milicien y remontent aux stratégies de résistance aux razzias des arabisés et à l'occupation coloniale. Dans la décennie 1960, le même phénomène a resurgi dans le contexte de désintégration étatique congolaise. Il s'est enraciné et propagé suite à l'insécurité croissante au Kivu et à l'implosion de la région entière des Grand Lacs.

La crise de souveraineté zaïroise a vu cette contrée se transformer en bastion des bandes armées de tout genre. C'est la manifestation de la rupture, de la désarticulation de l'appareil administratif et de l'absence de l'autorité étatique dans cette partie. Comme l'Etat n'est plus en mesure de remplir ses fonctions, même régaliennes, d'autres acteurs se profilent pour se positionner en

²¹ F. Van Acker et K. Vlassenroot, "Les maï-maï et les fonctions de la violence milicienne dans l'Ets du Congo", in *Politique africaine*, n°84, décembre 2001, p.108.

²² Grand Nord est l'autre appellation de deux territoires de Beni et Lubero réunis. D'autres chercheurs, l'appellent abusivement « pays Nande ». Cependant, et nous aurons à le démontrer, cette région n'héberge pas que les Nande. On y trouve une mosaïque d'ethnies congolaises tout en reconnaissant que les Nande y sont largement majoritaires.

alternatives. L'émergence des entrepreneurs privés rôdés dans le maniement de la violence paraît donc comme une réaction contre la crise de la puissance publique congolaise. Ils se présentent comme une alternative à l'ordre patrimonial existant, le contexte d'alors leur offrant des possibilités de créer et d'exploiter des réseaux militaro-commerciaux de façon souterraine.

En outre et, en vue de faire face à cette situation d'incertitude permanente et de sauvegarder, tant soit peu, le dynamisme de leurs activités quotidiennes, quête de survie oblige, les populations locales, sous l'impulsion de certains leaders sociaux à la base, ont mis sur pieds des stratégies d'accommodation, de fidélisation ou de rejet de l'occupant selon que les circonstances s'y prêtent.

Le potentiel de la violence guerrière devient alors un atout majeur dans le marchandage politique, voire social entre divers acteurs, telle la « *violence sous des formes contrôlables et échangeables* »²³. A ce sujet, Donald Crummey fait observer que « *le véritable défi est de concevoir la violence dans son contexte local, d'apprécier ses racines dans le conflit social et de comprendre pourquoi et comment les gens ont recours à elle* »²⁴.

Comme on peut s'en apercevoir, l'enchevêtrement des dynamiques et d'enjeux est pour beaucoup dans la pérennisation des conflits armés et dans l'enlèvement des maquis armés dans la région sous examen. Afin de mieux étayer cette problématique, quelques questions subsidiaires méritent d'être soulevées avant d'en ressortir le cadre d'étude.

D'entrée de jeu, nous estimons qu'une étude focalisée sur les maquis armés actifs dans cette région renforcerait cette démarche et éluciderait notre question de recherche. En ce sens, il convient de chercher à comprendre la manière dont le maquis armé ougandais a évolué sur le contrefort zaïrois du Ruwenzori. Quid de l'encrage des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) dans la partie sud du Nord-Kivu ? Quels sont les facteurs qui ont milité pour l'enracinement de ces milices étrangères (ougandaise et rwandaise) dans une société allogène jusqu'à leur appropriation locale ? Qu'en est-il de leur articulation avec les milices armées locales ? Dans quelle mesure ces maquis armés ont influé, du point de vue socio-économique et juridique, sur les structures sociales et les institutions

²³ F. Van Acker et K. Vlassenroot, op.cit.p.105.

²⁴ D. Crummey, cité par F. Van Acker et K. Vlassenroot, citato.

traditionnelles locales? Quels sont les liens existants entre les groupes armés et les populations sous leur contrôle? Qu'en est-il de l'impact de la violence politico-militaire sur les rapports et équilibres sociaux au niveau local et régional ? Comment projeter un vivre-ensemble entre les peuples de la région en vue d'une paix durable?

Ce questionnement trouve sa raison d'être dans l'analyse du contexte environnemental et de son impact sur les maquis armés actifs dans cette contrée. Il en est de même de l'appréhension des liens entretenus entre ces milices et les institutions traditionnelles, les structures civiles locales, les autres réseaux militarisés rebelles ou d'armées d'agression, les milices étrangères et l'armée loyaliste congolaise. Le caractère mouvant de ces relations et les frontières ambiguës entre sphère formelle et activités souterraines confèrent aux milices armées un rôle crucial dans l'interconnexion entre conflits internes, tensions régionales et réseaux criminels transnationaux. La population locale, par le fait d'influence réciproque, ne serait pas étrangère dans ce phénomène qui gangrène la contrée. Elle en est à la fois victime et actrice bien qu'il faille toujours nuancer son activisme en fonction des conjonctures ou du dictat du moment.

Une autre hypothèse susceptible d'être avancée consiste à comprendre la position géostratégique qu'occupe cette province au cœur des guerres que se livrent les Etats de la région par l'entremise des mouvements rebelles ou des milices armées locales y suscitées pour la raison de la cause. Au moment de la transformation des mouvements rebelles en partis politiques, ces derniers y ont, à leur tour, laissé des groupes armés résiduels dont le soin revient à certains de leurs fidèles lieutenants dits « *dissidents* » ou « *réfractaires* » au processus de réunification nationale. C'est ainsi que l'on y assiste à toute une floraison des groupuscules et de rébellions armés.

Cette attitude belliqueuse cristallise, au plus bas niveau des communautés locales, les dynamiques d'autodéfense populaire. Toutes ces forces jouent les unes vis-à-vis des autres un jeu à somme nulle. L'on y assiste à d'énormes pressions des dynamiques régionales sur leurs groupes pivots locaux et nationaux, ceux-ci clamant avoir pour finalité de « *neutraliser les forces négatives* » aux yeux des régimes voisins alors qu'ils y perpétuent l'entreprise criminelle en faveur de leur parrain respectif. Ce qui accroît la belligérance et, parfois, des nouvelles alliances entre ces nouvelles dynamiques et les forces d'auto-défense populaire. Parfois, la résistance des forces endogènes et leur capacité de nuisance démystifient les pressions de la

plus énigmatique communauté internationale. Toutes ces dynamiques se court-circuitent et y entretiennent le meli-melo.

Il y a également la récupération et la manipulation des tensions locales 'normales' par les seigneurs de la guerre. C'est dire que la région sous examen se trouve à l'épicentre de tendances et de revendications tant internes qu'externes très complexes et très divergentes. Elle a du mal à faire face à des télescopages ambigus entre les acteurs du dedans et ceux du dehors. Ainsi tiraillée, cette région est terrifiée dans sa survie politique et sociale.

Par ailleurs, l'histoire de cette région abonde d'exemples de conflits armés ayant suscité une forte mobilisation populaire, une cohésion interne de toutes les dynamiques locales et la création d'un contre-feu commun à l'encontre des dangers du dehors. L'exhibition d'une menace commune voit les rangs se recentrer autour du chef de fil. L'aptitude de celui-ci à plier ses adversaires soit par la force, soit par la voie diplomatique, le consolide davantage. Cette démonstration de force lui procure l'allégeance de ses troupes, une certaine légitimité populaire et une reconnaissance externe. Bref, il s'en sort fortifier, perçu localement comme l'unique homme de la situation. A la suite de P. Vercauteren, il y a lieu de remarquer que « *coincés entre l'enclume externe et le marteau interne, les entrepreneurs politico-militaires locaux s'en servent pour se maintenir politiquement en justifiant leurs actions en raison de pressions locales, voire internes en leur faction, ou en arguant des contraintes externes pour faire accepter des mesures impopulaires à l'intérieur de leur mouvement ou au niveau local* »²⁵.

Pour mieux saisir cette donne partant des conflits armés récurrents au Nord-Kivu, il est nécessaire que cette étude use de l'approche par le bas. Cette démarche permet de prêter attention aux stratégies développées par les acteurs d'en bas en vue de survivre dans ce climat de guerre. Catherine Coquery-Vidrovitch remarque à ce sujet que les tensions locales ne se traduisent pas nécessairement par des guerres ouvertes. Il y a également les tactiques passives et non-violentes d'accommodation et d'esquive. « *Les paysans, écrit-elle, font parfois preuve d'une singulière capacité à opposer aux risques inhérents au changement un attachement têtu aux rythmes antérieurs*

²⁵ P. Vercauteren, « Une perte de l'Etat » in L'Etat en crise : souveraineté et légitimité en question ? FIUC, Paris, 2000, p.50.

par des techniques passives d'esquive ou, au contraire, d'acquiescement »²⁶.

Ainsi donc, la manipulation de la violence a permis aux chefs de bandes d'exercer un contrôle relativement continu sur des portions de territoires plus au moins étendues, de dépouiller les leaders traditionnels de leurs pouvoirs coutumiers, de monnayer et vilipender la justice. Pareil contrôle leur donne accès non seulement aux populations mais aussi aux ressources qui s'y trouvent et aux biens qui y sont produits. Il en ressort que les « *barrages économiques* »²⁷ figurent parmi les incitants à la récurrence de la conflictualité armée dans cette contrée. Ce qui justifie, constate F. Cooper, comment jusqu'à ce jour, l'exclusivité des richesses à laquelle aspirent les tenants de la séniorité absolue se trouve au cœur des confrontations entre les acteurs « *d'en haut et ceux d'en bas* »²⁸.

En effet, dans le chef des divers acteurs politico-militaires actifs dans la région, la guerre est muée en une affaire commerciale très juteuse, la gestion publique étant devenue une officine privée²⁹. Les rentes attrayantes mettent désormais cette économie de guerre au centre de l'instabilité permanente de cette zone. Elles expliquent autant les scissions intempestives au sein des milices armées locales et des mouvements rebelles. Cette segmentation des dynamiques guerrières touche non seulement « *à la sécurité interne et externe mais aussi à l'économie et à la cohésion sociale* »³⁰.

C'est dans ce contexte que la promptitude des populations locales à s'organiser dans un climat d'incertitude mérite une étude approfondie surtout qu'elle est perçue comme un mode de gouvernance privatisée qui prend la relève de l'Etat démissionnaire. Il convient de dépasser le niveau descriptif de cette forme de gouvernementabilité pour la recentrer sur les vrais contours des conflits armés en Beni-Lubero, ressortir leurs différents paramètres d'intervention dont l'effet combiné a déterminé, suivant les époques,

²⁶C. Coquery-Vidrovitch, op. cit., pp. 211-214; H. Behrend, op. cit. p. 11 et B. Verhaegen, Rébellions au Congo Maniema, TII, CRISP, Bruxelles 1 et IRES-Lovanium, 1969, p. 32.

²⁷ J.P. Raison, Economie politique et géopolitique des barrages routiers ; Madagascar, les urnes et la rue, février-mai, 2002, p.120.

²⁸ F. Cooper, "Africa and the world economy", *The African Studies Review*, 24 (2-3), juin-sept 1981, p. 296.

²⁹ R.Tangri, Servir ou se servir? A propos du Sierra Leone, in *Politique Afrique*, Karthala, II (6), mai, 1982, p.6.

³⁰ P. Vercauteren, op. cit.p. 53.

l'ampleur de la conflictualité et les analyser à la lumière des enjeux politiques ou économique-financiers tout en les replaçant dans le contexte national et régional très instable.

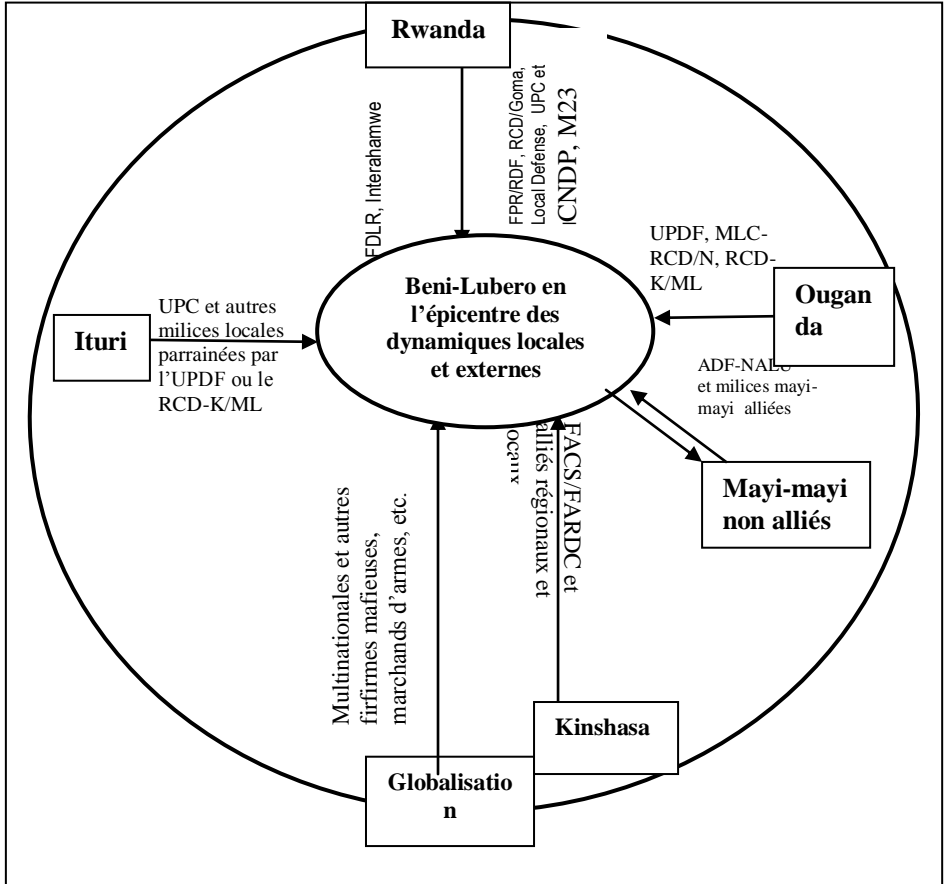
En somme, l'articulation des dynamiques comme la constellation d'acteurs du dedans et du dehors dans les conflits armés en Beni-Lubero placent notre rayon d'étude au centre de toutes les divergences. Il est donc question de cerner et d'offrir des éléments d'analyse des stratégies de pérennisation des conflits des acteurs extérieurs par les entrepreneurs privés, pivots locaux dans cette partie septentrionale du Nord-Kivu. C'est aussi une autre manière de mettre à nu la constellation d'acteurs dans les conflits armés qui gangrènent cette région où les pratiques criminelles sont encore très courantes. Cette contrée a été, à des degrés divers, convoitée par des milices aussi bien locales qu'étrangères, l'armée gouvernementale et celles d'agression. En termes de pressions externes, Beni-Lubero est au confluent d'influences entre Kampala, Kigali et Kinshasa.

De manière très synthétique, cette recherche consiste à analyser le contexte de l'émergence des maquis armés, les mobiles de leur prolifération et les liens qui y militent sans cesse pour leur métamorphose. Il s'agit aussi de ressortir l'influence réciproque entre les milices locales et leur environnement tant endogène qu'exogène, ainsi que la manière dont ces interactions, à divers niveaux, se traduisent à la base. Il est question également d'étudier les pratiques développées localement en pleine guerre pour raison de survie des communautés à la base.

A titre illustratif, le schéma ci-contre est très éloquent quant aux interactions entre diverses dynamiques en présence faisant de Beni-Lubero, cette partie septentrionale du Nord-Kivu, ce que Colette Braeckman présente comme « *un lit pour plusieurs rêves* »³¹.

³¹ C. Braeckman, L'enjeu congolais. L'Afrique centrale après Mobutu, Paris, Fayard 1999, p. 169.

Schéma n°1 : Beni-Lubero au cœur des enjeux des belligérants (auteur)



1.3. Cadre de l'étude

Ce point consiste à donner au lecteur un cadre de référence pour mieux saisir les enjeux du référent local et mieux suivre l'évolution des forces en présence. Il s'agit de reconnaître la situation de « *non-Etat* » congolais, au sens webérien, qui prévaut depuis des décennies au Nord-Kivu. Des vastes localités y échappent au contrôle du pouvoir central et demeurent sous l'emprise des milices armées

locales et étrangères. Cette province, ainsi que le district de l'Ituri, constituent une zone très fertile aux maquis multiples.

Paradoxalement, lorsqu'on observe la carte des zones de tensions en RDC, il n'est pas fréquent de fixer l'attention sur la frontière ougando-congolaise, entre le lac Edouard et le lac Albert, où les stigmates de la succession d'évènements politiques dans ces deux pays restent indélébiles. Bien qu'étant, géographiquement, loin à la marge de l'arc de crises dont le chevauchement a affecté la région de Grands Lacs jusqu'aux années 1980 (insurrection, génocide et contre-guérilla au Rwanda et au Burundi, guerre civile en Ouganda, rébellions nordistes ougandaises et conflits armés sud-soudanais, etc.)³², le Nord-Kivu en est pourtant devenu l'épicentre.

Situé au carrefour de diverses influences, il est transformé en un terrain d'expérimentation de stratégies divergentes de nouvelles élites de la région. Cette partie congolaise vit un état de guerre larvée transfrontalière artificiellement entretenu par Kampala et Kinshasa depuis de décennies. Elle est ouverte sous le régime Mobutu et celui de Museveni aux années 1986³³.

L'incubation des belligérances au Ruwenzori et leur instrumentalisation réciproque est à la base de la froideur diplomatique entre ces deux capitales. Le manque de dialogue pour éradiquer le maquis du Ruwenzori, sa manipulation et sa récupération par les régimes voisins en connivence avec une certaine élite locale est pour beaucoup dans le long processus de criminalisation de l'Etat congolais dans cette aire. Il en est de même de la gestion chaotique et de la récupération rwandaise de la question des FDLR actifs dans la partie sud de la province. De cette façon, les dynamiques régionales captivent et enveniment les tensions locales. Les forces du dehors greffent leurs actions sur celles du dedans.

Il est à observer, par ailleurs, que la naissance des maquis armés y remonte à la traite des noirs. Ils prennent la forme de guérillas modernes aux années 1950, avec l'installation du « *Lwanzururu kingdom* » sur le flanc congolais du Ruwenzori. Jusqu'à ce jour, passant par les rébellions de 1960, les opérations militaires

³² J.M. Balancie et Arnaud de La Grange, (sd.) de J. C. Rufin, *Mondes rebelles*, op.cit. p413.

³³ XXX, *Conflits politico-ethniques au Zaïre. Livre blanc sur la situation des Droits de l'Homme dans les provinces du Shaba et du Nord-Kivu*, Gouvernement de Transition du Zaïre. Ministère de la Communication et Presse, 1993, p34.

successives des années 1990 (« *Mumbiri, Mbata, Kimya* »³⁴) qui débouchent sur la conquête de l'AFDL, du RCD, du FLC et du RCD/K-ML, etc., l'instabilité récurrente des Etats de la région y a continuellement alimenté les maquis. Des vastes localités surtout en campagne sont devenues les repaires des milices qui rendent la contrée incontrôlable et invivable pour la population civile.

Leur prolifération est en lien avec les cures de lait, de viande et du cycle des violences pour le contrôle des sites miniers par lesquelles les jeunes guerriers y ont acquis leur statut d'adulte dans la nouvelle configuration sociale. Autant dire, avec F. Cooper³⁵, que les luttes fractionnelles dans ce territoire n'ont pas seulement pour objet la ventilation du statut et du pouvoir, elles sont liées également à celle des richesses ou, plus exactement, à celle des possibilités de maximiser et de réaliser une véritable accumulation primitive des richesses par la confiscation des moyens de production et d'échange. Ce qui explique la prédation débridée de la part des groupes armés actifs et la violence dont elle s'accompagne.

La violence, ici mise en exergue, provient de ce que R. Bazenguissa-Ganga et P. Yengo appellent, dans le cas d'espèce du Congo-Brazzaville, « *la transformation générationnelle du champ étatique marquée par l'irruption massive des jeunes. Cette popularisation résulte de la rencontre entre les stratégies politiques mises en œuvre par les élites et des dispositifs qui surgissent d'une réalité sociale autonome* »³⁶. Dans une certaine mesure et, comme s'en rend compte P. Richards, cette machine de « *violence devient une attaque contre la société elle-même en réponse à une crise profonde de confiance dans les principes de responsabilité des institutions étatiques* »³⁷.

Il va sans dire que la frustration due à la marginalisation sociale est ressentie par un grand nombre des jeunes du milieu comme une grande humiliation. Ce qui les prédispose désormais à agir contre ce qui est localement perçu comme la racine de leur malheur. Il s'agit

³⁴ Nous aurons à expliquer dans la suite du travail à quoi ces opérations militaires ont consisté.

³⁵ F. Cooper, "Africa and the world economy", *The African Studies Review*, 24 (2-3), juin-sept 1981, p.18.

³⁶ Bazenguissa-Ganga et P. Yengo, La popularisation de la violence politique au Congo, in *Politique africaine*, n°73, mars 1999, p.192.

³⁷ P. Richards, "Sur la nouvelle violence politique en Afrique: le sectarisme séculier au Sierra Leone", in *Politique africaine*, n°70, juin 1998, pp.85-104.

du régime Mobutu à travers sa machine d'oppression que sont les forces armées zaïroises, des armées d'occupation rwando-ougandaises et de tous leurs complices congolais. Rien ne sert à rappeler combien l'Etat zaïrois n'était qu'une illusion, car « *incapable de consolider les solidarités transversales et d'assumer son rôle de fédérateur national. Ce discrédit a vite précipité sa ruine* »³⁸.

Nous sommes là au cœur de la manifestation endogène de la crise de souveraineté congolaise antérieure aux mutations politiques des années nonante et dont les conquêtes de l'AFDL et du RCD ne sont qu'un reflet. Tout en ne sous-estimant pas la donne régionale, notre conviction est qu'à elles seules, les forces étrangères ne s'éterniseraient pas à l'Est de la RDC sans l'implication des dynamiques locales et la préexistence de toute une « *calebasse de tensions locales* »³⁹, poudrière attisée par les pressions extérieures et sur laquelle elles se sont greffées. Celles-ci continuent d'ailleurs à focaliser leurs actions bien que de façon sournoise sur les résidus de ces tensions locales. A ces jours, la province du Nord-Kivu se trouve écartelé dans le lent processus de criminalisation et de satellisation de l'espace congolais par ses voisins ougandais et rwandais. Ces derniers se servent de leurs pivots locaux, créant ainsi un terrain de prédilection de tout atterroissement politique.

La pérennisation de menaces de guerres y génère des révoltes, des formations de milices armées locales qui y font la guerre dans la guerre. Ces acteurs d'en bas y bénéficient parfois de la collaboration active des communautés locales conformément à la discipline dont ils font montre et aux garanties de sécurité qu'ils leur procurent. Leur capacité de mobilisation sociale est fonction de l'ampleur des menaces externes qui guettent cette province. C'est dire que la mainmise des milices sur des vastes zones y a obligé groupes armés et populations civiles à cohabiter en vue de préserver la stabilité nécessaire à leur survie respectif. Mais cette cohabitation est conditionnée à un certain nombre de facteurs, remarque Hélène Morgan : « *l'organisation et la discipline au sein des milices, la nature et la force des liens qui unissent combattants et civils, la perception des groupes ennemis par les civils, les relations*

³⁸ M. Adam, *Guerres africaines. De la compétition ethnique à l'anomie sociale*, Ed. de l'EHESS, Etudes rurales, n°163-164, 2002; p.182.

³⁹ Expression empruntée de René Lemarchand tel que soutenue par K.Vlasenroot et T. Raymaekers, in *Conflit et transformation sociale à l'Est de la RDC*, Gent, Academia Press, 2004, p39.

économiques entre combattants et civils, la capacité des combattants à garantir la sécurité des civils et enfin la dépendance des autorités militaires dans le recrutement local de leurs combattants »⁴⁰. Selon divers épisodes, tel son rempart, les milices armées ont quadrillé le Nord-Kivu. Leur prolifération y a suscité une cohorte d'administrations et de « *champs juridiques semi-autonomes* »⁴¹.

Par ailleurs, l'on observe la naissance des groupes locaux d'autodéfense populaire constitués sur base du « *référént local* » dans l'esprit du protectionnisme communautaire dû aux guerres autochtonistes du Masisi et de Rutshuru. Dès 1993⁴², celles-ci ont eu des répercussions néfastes sur la partie sud du territoire de Lubero. Les milices armées mayi-mayi s'y sont radicalisées avec l'arrivée des réfugiés rwandais en 1994 et surtout avec la présence sur le sol congolais de l'APR.

Il est donc difficile d'ignorer la militarisation excessive de cette province associée à tout rapport social ayant la terre ou la défense du terroir pour enjeu. La crainte locale de perdre le contrôle du foncier au profit des envahisseurs conduit certes à s'interroger sur le statut de la terre et sur son rôle dans le processus d'accumulation du pouvoir politique et économique. Elle contient aussi d'autres débats sur la production sociale de l'espace et son usage à des fins de « *protectionnisme communautaire* », sur l'émergence du territoire, la gestion des relations transfrontalières, la fonction du « *référént local* » dans la mobilisation populaire à la base.

Dans cette perspective, A. Mafikiri Tsongo soutient que « *la distribution des richesses en terres et du pouvoir sont deux éléments liés et qui sont à la base des conflits au Kivu* »⁴³. S. Bucyalimwe Mararo ajoute : « *l'élevage bovin, ce 'mangeur des terres' est aussi à prendre en compte dans l'analyse du processus qui a conduit à la 'redistribution des rapports politiques, économiques et fonciers' et,*

⁴⁰ H. Morvan, op.cit. p. 16.

⁴¹ F.Reyntjens, Cours de Droit et Développement, dispensé au programme de Master en Gouvernance et développement, IPGD, UA, 2003-2004.

⁴² Pour mieux comprendre ces répercussions, lire, A. T. Mafikiri Tsongo, « Les guerres paysannes au Kivu montagneux », et H. Morvan, Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu, Life & Peace Institute, Suède, 2005. K. Mwanawavene, Ethnicité et militarisation au Nord-Kivu, monographie, UCG/Butembo, inédit, 1999.

⁴³ A. T. Mafikiri, *La problématique foncière au Kivu montagneux (Zaire)*, Cahier du CIDEP n°21, L'Harmattan, septembre 1994, p.20

par conséquent, à l'aggravation des conflits dans cette partie du pays. La vache y étant devenue une source de pouvoir et de décision »⁴⁴.

Il convient d'insister sur ce fait longtemps occulté. En fait, dès la guerre du FPR à partir de son sanctuaire ougandais jusqu'au Nord-Kivu, les grandes concessions d'élevage au Masisi et dans le Rutshuru sont transformées en premiers noyaux de la militarisation et des trafics d'armes. Ce phénomène tout à fait nouveau est la conséquence de la dépossession foncière systématique des paysans cultivateurs et de leur exclusion du processus de production. Si la propriété foncière y est devenue un enjeu, les pouvoirs publics sont demeurés le catalyseur de ces antagonismes. La corrélation entre pouvoirs et question foncière est une donnée présente à travers le temps et l'espace nord-kivutien⁴⁵.

Les acteurs des guerres actuelles au Nord-Kivu captivent cette donnée et exacerbent la compétition pour l'accès à cette ressource foncière. Ce constat mène K. Vlassenroot à mettre un accent particulier sur l'accès à la terre. Il écrit, à ce propos : « *Un élément qui manque souvent dans le débat autour de liens existants entre les ressources et le conflit est la question de l'accès à la terre et son contrôle. Des disputes locales autour de la terre, plutôt que la lutte armée pour le contrôle des sites miniers, tendent à dominer la compétition socio-économique locale, dressant des communautés entières les unes contre les autres [...] La terre est devenue une ressource importante pour les groupes armés non étatiques aussi bien que les armées nationales. La terre est à la fois une source de conflit et une ressource de guerre. Ce contexte de guerre motive une classe importante d'hommes d'affaires, politiciens, autorités traditionnelles et propriétaires fonciers à développer des stratégies nouvelles pour augmenter leur contrôle de la terre »⁴⁶.*

Il sied d'ajouter à cela le fait de dollarisation de l'économie foncière depuis les années 90 et donc, le phénomène des « *paysans sans terre* » suite à l'accaparement des terres rurales par l'élite bourgeoise et politique locale. Ces logiques contradictoires attisent les rivalités foncières dans cette région. Et comme le note Anselme Paluku Kitakya: « *les tensions et les rivalités foncières s'attisent dans un contexte de contradiction entre les logiques bourgeoises et élitistes*

⁴⁴ S. Bucyalimwe Mararo, Pouvoirs, Elevage bovin et la question foncière au Nord-Kivu, in Annuaire des Grands Lacs, Anvers, avril 2001, pp.2 et 23.

⁴⁵ Ibidem, pp.25-31.

⁴⁶ K. Vlassenroot, « Terre et conflit : le cas du Masisi », in Vlassenroot K. et Raymaekers T., *op.cit.*, pp. 79-98

d'accumulation foncière et les logiques paysannes de conservation de cette ressource vitale »⁴⁷.

Etudiant la fragmentation et la militarisation au Kivu, Frank Van Acker constate curieusement que « *les guerres ont mené à la réhabilitation de l'ordre traditionnel qui avait été sérieusement discrédité à la fin des années quatre-vingt, dans ce sens que les Bami sont considérés comme des points de référence d'un ordre qui subit des attaques externes et qui a donc besoin de se défendre* »⁴⁸. Ainsi leurs rapports avec la société civile et les milices mayi-mayi sont très déterminant pour l'issue de ces conflits armés. L'on ne doit donc pas sous-estimer le problème éminemment politique de réinterprétation de milices armées locales sous les prismes du '*réfèrent local, de la défense du terroir et du droit de jouissance du foncier,*' point nodal dans le processus de reproduction sociale. De même, l'analyse des mécanismes de transformation du conflit à la base est éclairante pour la compréhension de la malléabilité des couches paysannes, terrain de prédilection de tout recrutement milicien et militaire.

Par ailleurs, il est à noter la présence, dans cette même aire, des mouvements rebelles initiés directement et appuyés ouvertement par les armées rwandaise et ougandaise en vue d'y voiler leurs entreprises criminelles. Ceux-ci, dans leurs stratégies de satellisation de cette partie orientale de la RDC, greffent leurs actions sur certaines complicités locales. Il y a encore à ces jours certaines poches de tensions pouvant toujours être récupérées en cas de besoin. Elles bénéficient des faveurs des anciennes rébellions bien que les leaders soient actuellement au pouvoir à Kinshasa. En fait, ce sont les frustrations et l'incertitude politique du lendemain qui justifient ces groupes résiduels.

Eu égard à l'interaction entre les diverses dynamiques qui pérennisent la guerre dans cette partie est de la RDC, toute quête de solution qu'elle soit politique ou liée au développement se heurte à cette complexité des situations et nécessite sa prise en compte dans la détermination des enjeux locaux, nationaux et régionaux. Nous sommes persuadé, à la suite de K. Vlassenroot⁴⁹, de l'importance que

⁴⁷ A. Paluku Kitakya, *Interactions entre la gestion foncière et l'économie locale en région de Butembo, Nord Kivu, RDC*, Thèse de doctorat, Presses Universitaires de Louvain, LLN, novembre 2007, p. 8

⁴⁸ F. Van Acker, La « Pembénisation » du Haut-Kivu : Opportunisme et droits fonciers revisités, in *L'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 1998-1999, p.27.

⁴⁹ Ibidem, p9 (préface).

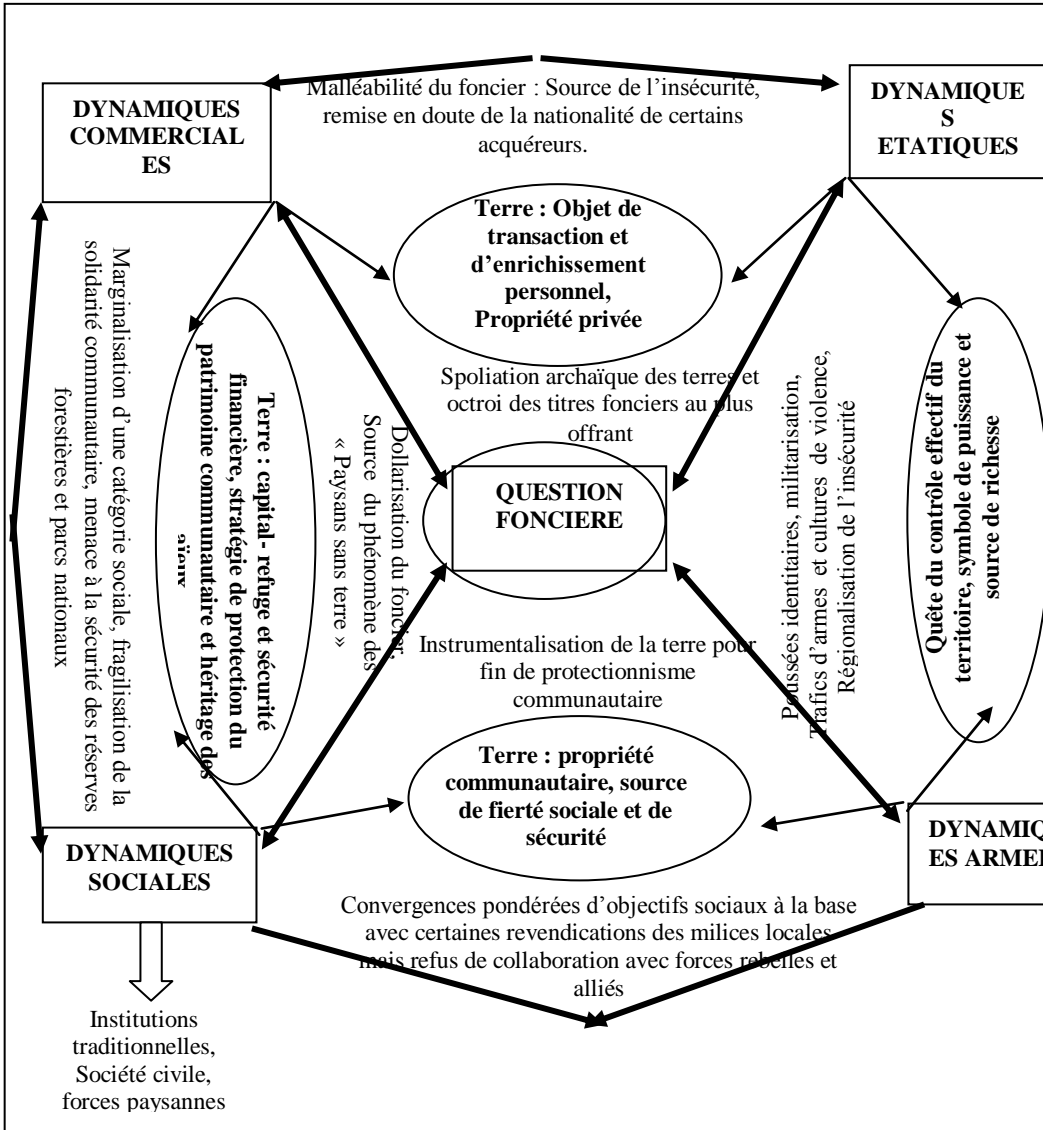
revêtent et requièrent les niveaux multiples d'analyses de ce contexte géopolitique. Surtout que la récupération politicienne de ces forces du dedans menace la stabilité de la région entière et donne lieu à des « *formes spatiales d'incertitude* »⁵⁰ où grouillent des patrimoines à la solde des activités guerrières.

L'image que l'on se fait de l'étranger en tant qu'« *envahisseur* » ainsi que de ses complices locaux est à la base de la radicalisation des milices d'autodéfense populaire. Celles-ci ont, en principe, pour mission de garantir la protection des membres de leur communauté respective ainsi que de défendre leur terroir contre toute tentative d'invasion. Mais dans le concret, l'on assiste à un déplacement de but. Ces milices armées s'investissent plus dans la recherche de positionnement politique et social au sein de la nouvelle architecture congolaise.

Les diverses dynamiques en interactions permanentes autour de la question foncière au Nord-Kivu peuvent être schématisées comme suit:

⁵⁰ Expression empruntée de J.P. Raison, loco citato.

Schéma n°2 : Imbrications des diverses dynamiques autour du foncier (auteur)



1.4. Intérêt de l'étude

Il est important de rappeler l'intérêt de nos investigations. Ce choix est dicté par la quête de compréhension de la recurrence des conflits armés au Nord-Kivu, avec un accent mis sur les dynamiques armées en Beni-Lubero. La conflictualité armée que connaît cette contrée est encore peu étudiée. Les faits politiques y vécus demeurent encore mal connus aussi bien dans le monde de l'information que des recherches scientifiques. Ils sont longtemps restés en retrait des médias et de l'analyse politique. Aucun aspect sociopolitique de très détaillé n'a été publié sur cette contrée. Il y a donc là une lacune à combler, un apport majeur à la compréhension du paysage politique en Beni-Lubero.

Nous avons choisi ce terrain en tant que système, ensemble d'éléments ou d'acteurs interconnectés dont l'action de l'un influe sur les agissements des autres dans un environnement de conflictualité permanente. Originaire du terroir, témoin oculaire de certains faits politiques, ayant vécu de très près ces conflits armés, nous avons estimé qu'il était plus aisé pour nous d'aborder pareille étude. A dire vrai, nous sommes né, grandi et vivons encore en pleine guerre ! Notre maîtrise du milieu et notre connaissance des acteurs sont autant d'atouts pour mener une analyse plus approfondie.

Cette recherche a donc pour avantage de contribuer à la compréhension des enjeux des conflits armés dans la province du Nord-Kivu. Elle démontre la façon dont les guerres à l'est de la RDC ont été traduites à la base. Elle analyse les stratégies mises en place par les différents acteurs et cela, à tous les niveaux. Sa particularité est qu'elle aborde la guerre en RDC partant de la base en interprétant le comportement des acteurs d'en bas, au niveau méso-sociétal. Une attention particulière est focalisée sur les manœuvres déployées au quotidien par les forces en présence pour alimenter la guerre. La meilleure compréhension de la popularisation croissante de la violence à l'est de la RDC nécessite la prise en compte de ces « *micro-procédures* », de ces « *arts de faire* » du quotidien, qui sont autant de manière de « *faire avec* » la guerre⁵¹.

⁵¹ R. Banégas et B. Jewsiewicki (Sd), RDC, la guerre vue d'en bas, in *Politique africaine*, n°84, décembre 2001, p.6.

En effet, bon nombre de recherches sur les conflits armés que connaît la partie orientale de la RDC minorisent les causes locales de cette conflictualité pour mettre au devant de la scène ses causes internationales. Plusieurs analyses s'articulent notamment autour des acteurs visibles de ces conflits armés et font fi des dynamiques locales difficilement identifiables mais qui, à notre avis, constituent un véritable piédestal aux forces extérieures. Il nous a fallu donc axer l'analyse sur ces dynamiques du dedans dans la conflictualité armée au Nord-Kivu et, plus particulièrement, en Beni-Lubero. Cette démarche implique une présence fréquente et les entretiens soutenus avec les acteurs de terrain.

Cette étude permet également d'appréhender les dessous des cartes dans les confrontations entre la population et les milices locales, les combats fratricides qui déchirent ces dernières, les guerres opposant factions rebelles et alliés entre eux, ces derniers aux milices locales, etc., bref, la confrontation entre acteurs d'en bas et ceux d'en haut, entre le local, le national et le régional. Il s'agit de savoir en quoi les enjeux de guerres dans cette contrée diffèrent ou se rapprochent de ceux de guerre de l'Ituri et au « Petit Nord »⁵² du Nord-Kivu.

Il est à noter que notre champ d'étude socio-économique et politique est peuplé d'acteurs qui se positionnent, se concurrencent, mettent sur pieds des stratégies, agissent les uns sur les autres et même sur les structures.

Sur le plan d'actions politiques à y entreprendre, cette étude a le mérite de jeter les bases scientifiques pour l'édification d'une paix durable dans la région. Il s'agit aussi d'une contribution à la compréhension du changement socio-économique et politique ainsi qu'à l'analyse des figures atypiques de la désétatisation de cette partie du Congo.

Nous inspirant de la théorie de « répétition transhistorique »⁵³ du changement social, nous soutenons que le phénomène politico-militaire sous examen est en interconnexion directe avec la gestion compradore du Zaïre, la désintégration étatique qui s'ensuit au

⁵² Le Petit Nord s'étend de la partie sud de la province du Nord-Kivu. Elle est constituée des territoires de Rutshuru, de Walikale, de Masisi, de Nyiragongo et de la ville de Goma.

⁵³ Allusion est ici faite de Rudolf Rezsö, Pour comprendre l'action et le changement politiques, Duculot, LLN, 1996.

confluent de l'instabilité politique qui a prévalu dans toute la région des grands lacs.

La mise au point de cette recherche impose une approche appropriée tant au stade d'investigations, de récolte, d'assemblage que de traitement des données. Cette démarche scientifique permet de mieux cerner l'objet de cette étude.

1.5. Démarches méthodologiques

La fin de la guerre froide et les bouleversements de la carte du monde qui en ont découlé ont suscité un besoin de compréhension et, de là, un intérêt marqué pour les éléments d'explication des conflits, des mutations, des changements majeurs qui prenaient forme. Il s'agit d'une quête de sens dans un environnement international aux règles plus complexes. Cependant les approches comme les concepts doivent aussi s'adapter aux réalités changeantes. Le passage d'une vision bipolaire des relations internationales à une vision multipolaire nécessite de réviser les modes de pensées et les démarches scientifiques mises en œuvre depuis lors.

Par celles-ci, l'on entend les différents procédés et moyens d'analyses capables de conduire à une explication des phénomènes observés ou étudiés. Pour Madeleine Grawitz, « *le propre de la méthode est d'aider à comprendre, au sens le plus large, non seulement les résultats de la recherche scientifique mais aussi le processus de la recherche lui-même* »⁵⁴. De la sorte, l'option pour telle approche méthodologique n'est pas le fruit d'un hasard. Elle reflète la conception que l'on a de l'objet à élucider et, par conséquent, la manière dont on veut s'y prendre pour l'analyser. La représentation que l'on se fait de l'objet d'investigation éclaire et guide le choix de la démarche scientifique et du cadre d'analyse.

1.5.1. L'histoire immédiate de Benoît Verhaegen

De cette partie introductive, il ressort que la complexité de la situation et l'imbrication des enjeux au regard de la constellation d'acteurs dans les conflits armés que connaît le Nord-Kivu exige l'approche globale et transversale, toutes les dynamiques

⁵⁴ M. Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, Ed Dalloz, 3^e éd, Paris, 1976, p 417

s'interconnectant entre elles. Cette démarche se situe dans le sillage de ce que Benoît Verhaegen⁵⁵ a appelé *l'histoire immédiate*. Son avantage est son objet essentiel, son point de départ étant toujours une société en crise ou un processus de transformation rapide. Elle a pour règle de méthode, la dialectique. A ce titre, elle s'intéresse aux tensions, aux conflits, aux ruptures, aux facteurs de mobilité et de changement, aux contradictions sociétales. Elle place le concept de crise au centre de son analyse, non comme un moment révélateur, mais comme l'essence la plus vraie de la société contemporaine, comme sa vie même.

C'est dire qu'à part la médiation du document écrit ou de l'objet, cette méthode recourt plus au contact direct, à l'observation systématique et à l'interrogation des sujets historiques. Les faits et les théories se répondent tout comme le présent interroge le passé et le passé examine le présent. *L'Histoire immédiate* est une méthode de connaissance au confluent de l'histoire, de la sociologie, de l'anthropologie et des sciences politiques, dont, malheureusement, le champ d'observation est limité, en principe, aux sociétés et aux événements contemporains. D'autres méthodes comblent cette lacune accusée par l'Histoire immédiate.

1.5.2. L'approche géopolitique

En vue de palier à ses limites, la démarche scientifique prônée par Benoît Verhaegen est ici enrichie par la méthode géopolitique, synonyme de moyen de compréhension ou d'explication d'une situation complexe, en ce qu'elle ne se résume pas à un simple jeu de société entre deux adversaires déplaçant pour son seul avantage stratégique des pions affectés de valeurs équivalentes. La géopolitique étant définie comme « *l'étude de l'espace considéré comme un enjeu* » et impliquant des acteurs, opposés ou alliés. L'analyse des enjeux dynamiques de pouvoir sur des espaces, des lieux est un des champs privilégiés de notre étude.

En opérant un syncrétisme d'observations politiques, économiques, géographiques, sociales, voire environnementales, la géopolitique propose une approche qui permet de rendre compte des

⁵⁵ Lire J.Tshonda Omasombo (Sd), *Le Zaïre à l'épreuve de l'histoire immédiate*. Hommage à Benoît Verhaegen, Karthala, Paris, 1993, p 280 et suivant.

enjeux du pouvoir sur des territoires et des images que les hommes s'en construisent. Il s'avère que l'analyse des discours et des représentations, et donc des visions subjectives des acteurs, est un outil indispensable pour, d'une part, appréhender la relation entre ceux-ci et l'espace et, d'autre part, saisir l'origine des rivalités de pouvoirs que l'on souhaite étudier. Comme au théâtre, les représentations reposent fondamentalement sur les jeux qui, individuellement, proposent leur propre lecture de la pièce⁵⁶.

C'est ainsi que Michel Foucher (1988) définit la géopolitique comme étant « *une méthode globale d'analyse géographique de situations sociopolitiques concrètes envisagées en tant qu'elles sont localisées et des représentations habituelles qui les décrivent. Elle procède à la détermination des coordonnées géographiques d'une situation et d'un processus sociopolitique et au décryptage des discours et des images cartographiques qui les accompagnent* ». Approche multi-variée, car s'intéressant autant aux configurations politiques, économiques et sociales, en les croisant sur différentes échelles, et autant aux éléments factuels qu'aux discours des acteurs, la géopolitique se révèle un intéressant outil d'analyse des enjeux des conflits armés tels que ceux vécus dans la partie Est de la RDC. C'est un outil mobilisable dans la compréhension des soubassements des guerres en répétition dans cette partie congolaise et dans toute la région des grands-lacs. Elle aide à sonder, si pas à scruter les pratiques locales des divers entrepreneurs privés et publics, les liens et réseaux transfrontaliers tissés entre les différentes dynamiques en présence.

Tant il est vrai que de nombreux acteurs établissent une relation avec leur espace, tel qu'ils s'en font l'image, et dont le déploiement des activités peut entrer en concurrence avec celles d'autres acteurs, individuels ou institutionnels, elles aussi nécessairement reliées à un espace⁵⁷. Cette concurrence implique une démarche géopolitique. Celle-ci permet de souligner les multiples échelles d'analyse pertinentes pour des situations complexes, tels les conflits armés en Beni-Lubero, en Ituri et dans les territoires environnants Goma. Elle aide dans l'explication autant les tenants

⁵⁶ Frédéric Lasserre et Emmanuel Gonon, *Manuel de géopolitique. Enjeux de pouvoir sur des territoires*, Armand Colin, Paris, 2008, pp 11 et 2.

⁵⁷ Ibidem, loco citato.

comme les aboutissants de cette conflictualité armée que des raisons et causes de sa pérennisation.

La combinaison de ces méthodes est à même de rendre compte de la complexité et du caractère mouvant de la trajectoire politique des dynamiques armées vécues dans notre champ d'investigation. Elle est susceptible de répondre aux défis posés par les multiples guerres au regard de la déliquescence des institutions étatiques congolaises, d'analyser le processus d'émergence et de métamorphose des milices armées actives dans ce rayon. La prise en compte de pareilles réalités permet de montrer la valeur heuristique de la sociologie de rébellion dans l'analyse de la crise congolaise. L'analyse des méandres des conflits armés dans cette aire nous conduit à l'exploration des multiples racines historiques des forces en présence dans leur interconnexion avec les structures sociales et politiques tant locales qu'extérieures.

De la sorte, nous comptons combler la faille de la méthode de Verhaegen qui, dans ses deux ouvrages sur les rébellions au Congo, semble faire une chronologie des faits sans pour autant en ressortir les méandres. C'est une valeur ajoutée d'analyse des enjeux de la conflictualité que nous nous assignons ici en investissant le maître mot de la pérennisation des conflits armés au Nord-Kivu, particulièrement en Beni-Lubero.

La démarche empruntée consiste donc à confronter des concepts élaborés théoriquement et à procéder à un va-et-vient constant entre la théorie et les réalités concrètes du terrain. Cette façon de faire facilite la compréhension et l'interprétation des rapports de forces en présence et permet de saisir la quintessence des évolutions historiques différentielles d'acteurs dans les conflits armés. Dans le cadre de cette étude, il est impérieux d'analyser le phénomène de maquis armés actifs surtout dans la contrée de Beni-Lubero, dès leurs origines bien que diverses, jusqu'à leur état actuel, tout en partant de l'image que s'en fait la population locale. Le même phénomène au Petit-Nord n'est pas coulé dans les oubliettes. Une section est également consacrée au conflit armé en Ituri en vue de l'approche globale et transversale de la conflictualité armée vécue à l'est de la RDC.

Ce faisant, nous traitons de la crise politique récurrente dans cette partie congolaise comme un « *fait social total* », une des meilleures façons de cette prise en compte étant de recourir aux approches socio-historique, anthropologique, fonctionnaliste et

cybernétique en vue de pallier aux insuffisances de deux méthodes précitées.

L'approche socio-historique va au-delà de l'histoire immédiate. Elle nous permet de remonter dans les temps anciens, tout en tenant compte du contexte sociétal d'alors, en vue de mieux comprendre le phénomène étudié et les facteurs qui militent pour ses métamorphoses sociopolitiques. La démarche anthropologique aide, quant à elle, à puiser dans les pratiques culturelles et politiques ancestrales des peuples de la région des éléments d'analyse pour une meilleure appréhension des actuels conflits armés et de la perception locale de l'étranger.

Concernant les approches fonctionnaliste et cybernétique, leur apport est de grande importance dans l'analyse des liens et de la communication existant entre belligérants dans un environnement très mouvant. Lewis Coser⁵⁸ soutient, à ce juste titre, à l'instar de Georg Simmel, que le conflit peut servir à renforcer la cohésion d'un groupe peu structuré. Un conflit inter-groupal peut avoir un effet de reconstituer les liens sociaux et favoriser l'intégration. Il en est de même de la production de la cohésion qui se concrétise par une série d'alliances avec d'autres groupes. Selon Coser, la conflictualité peut également remplir une fonction de communication.

En effet, avant les hostilités, les groupes peuvent méconnaître la position de leur adversaire. Une fois le conflit en cours, les positions et les frontières entre les groupes se clarifient, donnant à des individus en position influente l'occasion de décider d'une ligne de conduite appropriée par rapport à la position adverse. La conflictualité met donc à jour les fonctions incarnées par chaque acteur et le style de communication au sein du groupe et entre les protagonistes.

Ces approches font ensemble avec l'apport systémique afin de mieux « *approfondir la construction de nouveaux liens sociaux et de comprendre leur dynamique en rapport avec les formes d'interaction et d'organisation* »⁵⁹, tout en plaçant chaque fait dans son contexte.

⁵⁸ L.A. Coser, *Théorie sociale des conflits*, 1964. Lewis. A. Coser a été le premier sociologue à tenter d'appliquer le fonctionnalisme à l'analyse du conflit. Ses recherches ont porté principalement sur les formes et la fonction des conflits sociaux.

⁵⁹ P. Charlier, « La vieille dame, la pieuvre, la boîte et les autres » ou les métaphores de l'organisation, dans *Recherche en communication, Métaphores I*, 1994, n°1, p. 115.

1.5.3. *L'apport du systémisme*

De surcroît, théorique et empirique, l'approche systémique permet d'agencer les données et de piloter la prospective avec plus d'efficacité. C'est pourquoi elle est « *une pièce d'appoint de la dialectique du complexe qui débouche sur des praxéologies politiques rénovées et sur l'intelligence de l'intervention complexe sur la complexité* »⁶⁰.

Sous-ensemble du système mondial et chaînon de l'homéostasie régionale, l'Etat congolais est ainsi convié à interagir auprès d'autres sous-systèmes. Avec eux, il constitue une « *clôture organisationnelle, une stabilité structurelle, un ordre interne et une permanence phénoménale, (susceptible de résister) aux pressions destructrices de l'intérieur et de l'extérieur* ». Car ensemble, ils sont « *ouverts pour se fermer et fermés pour s'ouvrir et, en définitive, (ils) se ferment en s'ouvrant* »⁶¹.

Cependant, ravagé par une porosité frontalière, le sous-système congolais exige une évaluation géographique et normative par rapport aux indicateurs internationaux. Ceci mène à scruter minutieusement les résultats des enquêtes spécialisées, à l'instar de ceux de l'Onu, de Human Rights Watch ou Global Witness, de l'International Crisis Group, etc., qui, dans leurs analyses de la situation de guerre à l'est de la RDC abordent ce phénomène par le bas.

1.5.4. *L'approche de la politique par le bas*

En outre, la complexité de notre objet d'étude nous stimule à emprunter également quelques éléments de l'approche de la « *politique par le bas* ». Ce qui nous permet de déplacer notre regard du côté des dominés qui, pour leur survie, mettent sur pieds des mécanismes d'adaptation ou de contournement de la domination. En fait, influencés par les travaux d'Alain Touraine, de David Easton et de Michel Foucault, ses initiateurs estimaient, et avec raison, que les acteurs « *du bas* » ne faisaient pas que subir la domination des

⁶⁰ P. F. Gonod, *Dynamique de la prospective*, cité par J-C. Lugan, *La systémique sociale*, 2è édition, Paris, PUF, 1996, p. 19.

⁶¹ E. Morin, *La méthode*. Tome 1, cité par Jean-Claude Lugan, *op.cit.*, p. 46.

gouvernants, mais pouvaient développer leurs propres stratégies de contournement pour se soustraire au contrôle politique leur imposé.

La subordination, la soumission ou l'obéissance peuvent être feintes, simulées. Elles peuvent masquer des expressions protestataires bien réelles derrière toutes sortes de postures non violentes souvent interprétées comme de la collaboration ou de l'indifférence, de l'apathie, de la résignation ou du fatalisme en vue de « *mettre à distance le pouvoir et avoir une certaine paix* »⁶². Il est assez révélateur que les couches sociales politiquement supposées passives, et donc éloignées du centre du pouvoir, sont aussi les grands consommateurs et colporteurs de la désinformation et de la rumeur politique lorsqu'elles n'en sont pas les productrices actives.

En fait, nous ne pourrions pas nous adonner à expliquer et à analyser le phénomène de la conflictualité armée en l'est de la RDC en nous contentant de soulever ce qu'il signifierait pour nous, d'en ressortir les soubassements sans pour autant chercher à comprendre le sens profond qu'en donnent ses propres instigateurs et la population qui en subit les affres tout en le situant dans le contexte de son émergence. De surcroît, donner notre interprétation des faits de terrain sans tenir compte de l'appréhension que s'en font les auteurs et les destinataires serait dénier leur statut des sujets actifs ou passifs, une façon de les faire taire, voire de les éliminer du champ des significations de leurs actions.

A propos de l'approche contextuelle, Paul Watzlawick soutient qu'un phénomène demeure incompréhensible tant que son champ d'observation n'est pas suffisamment large pour inclure le contexte d'émergence. Ainsi, ajoute-t-il, « *ne pas vouloir saisir la complexité des relations entre un fait et un cadre dans lequel il s'insère, entre un organisme et son milieu fait que l'observateur (...) se trouve conduit à attribuer à l'objet de son étude des propriétés que peut-être il ne possède pas* ». ⁶³

Au sein de ce travail, les acteurs encore en vie, leurs actions et comportements ont été appréhendés dans le cadre du champ social, c'est dire toujours en relation avec les interprétations qu'en font

⁶² Cedrec Mayrargue et Comi Toulabor, "L'expression et la participation politiques en Afrique", in *Le politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherches*, (Sd.) Mamadou Gazibo et Céline Thiriot, Karthala, Paris, 2009, pp 106 et 116.

⁶³ Paul Watzlawick, *Une logique de la communication*, Paris, Editions du Seuil, 1972, p. 15. Voir aussi Alex Mucchielli, *Les Sciences de l'information et de la communication*, Paris, Hachette, 2001, p.118.

d'autres entrepreneurs et les populations civiles environnant leurs maquis. Mettre l'accent sur le point de vue de l'acteur et du spectateur, du bourreau et de la victime de ses turpitudes, dans un contexte approprié, comme c'est le cas de « *la théorie de l'action* »⁶⁴, a un autre privilège au sein de cette étude.

C'est une manière de saisir la politique par le bas en nous intéressant aux stratégies d'acteurs d'en bas en vue de nous imprégner des faits et mécanismes développés par les dominés pour faire ou composer avec la violence des dominants. Comment comprennent-ils les actes de violence leur infligés ou qu'ils s'infligent entre eux et quels sens donnent-ils aux manœuvres menées à l'endroit des forces d'occupation par les milices d'auto-défense populaire ? Il est ici question d'appréhender la manière dont « *le bas gère cet état de guerre ou mieux ses intérêts, jouant sur l'un ou l'autre registre au point de se réapproprier la guerre et de réinventer ses stratégies d'action* »⁶⁵.

R. Banégas et B. Jewsiewicki estiment qu'« *analyser le conflit en RDC par le 'bas', c'est aussi tenter de rendre compte, concrètement, des multiples facettes et des ambivalences fondamentales de cette guerre* »⁶⁶. En vue de saisir les mutations récurrentes dans leur dimension à la fois structurelle et imaginaire, il convient ainsi, à la suite de Richard Banégas⁶⁷, de renouer avec les travaux empiriques de terrain et les approches de « *politiques par le bas* ». C'est-à-dire, restituer la parole des acteurs pour mieux appréhender la richesse des dynamiques dans la conflictualité armée au Nord-Kivu, aire de notre étude, prêter attention « *aux milles pratiques minuscules* » qui se déploient dans la quotidienneté des rapports de pouvoir et la banalité des relations sociales.

1.5.5. Techniques de récoltes des données

Cette option méthodologique exige que nous nous rendions, de temps à autre, sur terrain en vue de la consultance de la documentation primaire originale, rencontrer et échanger avec les

⁶⁴ P. Kamba, *Violence politique au Congo-Kinshasa*, L'Harmattan, Paris, 2008, p.26.

⁶⁵ A. Maindo Monga Ngonda, *Survivre à la guerre des autres: un défi populaire en RDC*, in *Politique africaine*, n°84, décembre 2001, p.34.

⁶⁶ R. Banégas et B. Jewsiewicki, *RDC, la guerre vue d'en bas*, in *Politique africaine*, n°84, déc.2001, p.7.

⁶⁷ R. Banégas (Sd.), *Revue Politique Africaine*, n°73, mars 1999, p.4.

sujets historiques concernés soit individuellement, soit lors de mini-tables rondes. Cette méthode participative nous a permis d'observer directement certains processus de transformation politique, d'y conduire des entretiens libres, sources irremplaçables dans ces cultures où l'oralité demeure encore un outil incontournable.

En vue de maximiser toutes les chances lors de la récolte et l'assemblage des données, la technique documentaire, y compris cartographique, nous a également largement servi dans la compilation des données conformes à cette recherche.

La documentation relative à notre préoccupation nous a ouvert l'esprit quant à la compréhension, l'orientation et la maîtrise du sujet. Elle nous a servi de référence dans la confrontation des théories aux réalités tangibles de terrain. La participation active aux conférences-débats organisées soit par le pouvoir central, soit par le monde associatif et partis politiques, aux activités, ateliers et séminaires convoqués par certaines composantes de la société civile, le contact avec des personnalités politiques, les chefs des groupes armés signataires de l'Accord de Goma du 23 janvier 2008 sur la « *Sécurité, la paix et le développement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu* », les leaders sociaux à la base et les populations résidant dans les zones en tension, nous ont permis de combler les lacunes documentaires et de contourner les difficultés du parcours.

Notre analyse se base essentiellement sur les entretiens de terrain. Nous avons effectué une série d'entretiens semi-directifs en intermittenance selon l'évolution de la situation sécuritaire dans la région. Cette technique a porté essentiellement, d'une part, sur les milices armées locales et les anciens mouvements rebelles dans leur interconnexion avec les forces extérieures et, d'autre part, sur les groupes armés étrangers et leur ancrage dans le milieu local. Les relations existant entre ces forces politico-militaires et d'autres dynamiques locales non-violentes, l'influence environnementale sur leur mutation étaient aussi au cœur de nos entretiens. Cela ressort du guide d'entretien en annexe, reflet direct des préoccupations de notre recherche.

Cette quête des données empiriques a nécessité de cibler certaines personnes ressources susceptibles de nous fournir des informations capitales pour la bonne marche de nos investigations. Le succès dans ce cas est fonction de la disponibilité et de l'opportunité offerte pour rencontrer la personne ciblée. Mais cet obstacle est contourné grâce au fait de boule de neige, méthode qui, partant du

crédit dont le chercheur joui auprès de son enquêté, permet à ce dernier de lui indiquer ou de le recommander auprès d'une nouvelle et intéressante source d'informations. De certains entretiens naissaient ainsi des nouveaux interlocuteurs à même de nous fournir des informations utiles à ces recherches.

Comme on peut s'en rendre compte, notre population cible est constituée a priori de tous les chefs des milices armées locales, tous les leaders des anciens mouvements rebelles actifs au Nord Kivu et leurs anciens compagnons d'armes, les chefs coutumiers, certaines notabilités du Nord-Kivu et certains leaders sociaux à la base, les populations paysannes vivant dans les rayons contrôlés par les groupes armés, certains fonctionnaires sous la rébellion, certains agents de la MONUC, etc. Nous désirions rencontrer les chefs de fil des groupes armés étrangers mais le contact n'a pas pu avoir lieu vu le climat de suspicion très vif dans cette région.

Toutes ces démarches et techniques tiennent à la nature de cette étude qui nous a plongé dans l'arène des résidus de pouvoirs rebelles, des maquis armés actifs au Nord-Kivu, dans le domaine de l'imaginaire populaire ou de la perception de la politique par le bas. Ces contraintes de recherche ont suscité en nous un réel esprit d'inventivité, une ouverture qui nous a rendu prompt à exploiter toutes les virtualités d'une étude de cas. D'où l'impérieuse flexibilité d'esprit pour mieux corrélérer et croiser nos diverses données de terrain.

CHAPITRE 1: CADRE D'INTELLIGIBILITE, MODELES THEORIQUES ET APPROCHES CONCEPTUELLES

Introduction

Ce chapitre renvoie à une théorie globale ou à plusieurs modèles théoriques et séries de concepts abstraits qui collent à notre étude. Ce champ d'analyses guide notre explication et compréhension des conflits armés dans un contexte de singularité qui est celui d'instabilité permanente dans la région des Grands-Lacs d'Afrique centrale. A ce stade, nous présentons le champ théorique dans lequel s'insère ce travail. Il n'est pas question de faire un contour exhaustif des théories sur les conflits armés en Afrique subsaharienne, ni des concepts clés en usage dans cette étude, mais plutôt de faire ressortir leur contenu et leur donner une orientation appropriée dans le cadre de ce travail. De la sorte, il s'agit de nous inspirer des modèles théoriques et conceptuels déjà émis en la matière.

En effet, focalisant leur étude sur la violence et l'ordre politique au Nigéria, Laurent Fourchard et Benjamin Soares⁶⁸ constatent que ce qui est considéré comme le processus de privatisation de l'Etat en Afrique est devenu une question centrale au cours de ces deux dernières décennies, en particulier avec l'essor des compagnies de sécurité, des armées privées, des seigneurs de guerre, des milices et des groupes d'auto-défense. Ainsi pour Crawford Young, le processus de démocratisation et la libéralisation économique des années 1990 marqueraient la fin de l'Etat postcolonial. La « *dramatique érosion de l'Etat* »⁶⁹ ouvre alors, dans de nombreux cas, l'espace à une multitude d'acteurs : commerçants de l'informel, trafiquants, chefs de guerre, marchands d'armes, milices armées, etc.

⁶⁸ L. Fourchard et B. Soares, Violence et ordre politique au Nigéria. Le Nigéria sous Obasanjo: violences et démocratie, in *Politique africaine*, n°106, juin 2007, p.6.

⁶⁹ C. Young, « Pluralism, ethnicity and militarization », in R.R. Laremon (éd.), *The causes of war and the consequences of peacekeeping in Africa*, Portsmouth, Heineman, 2002, pp.37-57

Les liens de ces groupements avec l'Etat posent évidemment problème surtout en cas de rébellion ouverte contre l'autorité étatique.

Relativisant cette thèse du déclin de l'Etat en Afrique, Achille Mbembe⁷⁰ estime que la réduction de la rente étatique, la déflation de l'Etat, la remise en cause de sa souveraineté, l'émergence de nouvelles organisations privées qui administrent la violence et la contrainte font émerger un style nouveau de gouvernance, le « *gouvernement privé indirect* ». Dans le même esprit, Béatrice Hibou envisage « *les stratégies qui paraissent en retrait, en déclin, voire en décomposition comme faisant partie du processus de formation continue de l'Etat* »⁷¹.

Il n'est donc pas étonnant que pour une certaine tranche de la population, le conflit serait préférable à la paix dès lors qu'il sert de facteur décisif de redistribution des avantages matériels et symboliques dans la société. Pareille option en vue de renverser les rapports de force a été illustrée dans l'analyse des motivations des jeunes enrôlés dans les milices armées de Brazzaville⁷² ou encore dans les unités des milices combattant pendant la guerre du Libéria⁷³.

Il apparaît que la guerre est, pour certains groupes sociaux marginalisés, une aubaine de renégocier leur statut et leur accès aux ressources. C'est le cas des jeunes et autres « *cadets sociaux* »⁷⁴ qui ont pris les armes à l'est de la RD Congo. Ils modifient les équilibres sociaux et les rapports locaux d'hégémonie. Il en est de même des « *creuseurs* » d'or, de coltan et d'autres minerais de l'Ituri comme du Kivu qui tirent profit de l'économie de pillage mise en place par les belligérants.

Les « *en-bas-du-bas* » investissent ainsi à leur manière et avec leur rationalité le champ de la belligérance prenant parfois leur revanche sur le sort par l'exercice de la violence⁷⁵. C'est une rationalité (théorie de rationalité limitée d'Herbert Simon) circonscrite dans un contexte particulier et uniquement explicable dans l'environnement au sein duquel elle émerge.

⁷⁰ A. Mbembe, De la postcolonie. Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine, Paris, Karthala, 2005, pp.95-135.

⁷¹ B. Hibou (Sd), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999, p.13.

⁷² R. Bazenguissa Gonga, *Milices politiques et bandes armées à Brazzaville: Enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés*, CERI-FNSP, Paris, avril 1996.

⁷³ F. Weissmann, "Liberia: derrière le chaos, crises et interventions internationales", in *Relations internationales et stratégiques*, n°23, Automne 1996.

⁷⁴ Voir contribution de F. Van Acker et K. Vlassenroot sur les mai-mai du Kivu.

⁷⁵ R. Banégas et B. Jewsiewicki, op. cit. p.7.

Elle est le reflet de l'absence de la sûreté individuelle et de la défaillance d'un Etat à même de mettre sur pieds un cadre acceptable de résolution politique des problèmes socio-économiques. C'est ainsi que la guerre devient « *la continuation de la politique par d'autres moyens* »⁷⁶, le conflit armé étant « *la suite logique d'une tentative d'un groupe pour protéger ou augmenter sa prospérité économique, politique et sociale au dépens d'un autre ou d'autres groupe(s)* »⁷⁷.

Ceci est bien entendu la définition de la guerre impériale et de la guerre entre des États, où chacun d'eux se bat pour élever son niveau de vie au détriment des autres. Il est à noter que, dans cette perception, les intérêts économiques sous-jacents sont parfois enfouis derrière les alibis politiques. La guerre n'est qu'un des moyens d'imposer sa volonté à un groupe ou à l'inverse de lui résister.

Cette théorie n'explique cependant pas l'origine de la guerre dans des sociétés non-étatiques, communautaires et villageoises. De surcroît, aborder les conflits armés en Afrique noire sous ce seul angle de l'économie politique ou d'une approche instrumentaliste centrée sur les stratégies opportunistes de quelques acteurs serait trop réducteur.

Une chose est, en effet, évidente : durant ces deux dernières décennies l'Afrique noire demeure le théâtre d'opérations offrant bien d'opportunités pour nombre de dynamiques conflictuelles et d'entreprises subversives⁷⁸. Des conflits armés font que la question n'est plus celle des liens entre les périphéries et le centre mais bien celle de la violence et des pratiques de survie à la base dans un contexte de désétatisation. Toutefois, l'appréhension de leur métamorphose et des stratégies de leur pérennisation est encore insuffisante car cernées par diverses approches, parfois contradictoires.

D'aucuns les abordent en tant que des manifestations de la mauvaise gouvernance ou sous l'angle des guerres interethniques. D'autres y voient des stratégies de prédation et d'accumulation par les seigneurs de guerre. D'autres encore les qualifient des manipulations néocoloniales, des guerres de recompositions territoriales, des guerres foncières, des guerres de pauvres contre d'autres pauvres, etc.

⁷⁶ Karl Von Clausewitz, *De la guerre*, traduction de Nicolas Waquet, Éditions Rivage poche, 2006. Ou Idem, *Théorie du Combat*, préface de Thomas Lindemann, Economica; 1998.

⁷⁷ Marvin Harris, *Cannibals and Kings. The Origins of Culture*, Vintage, New York, 1977, p. 54.

⁷⁸ J. C. Ruffin (Sd), op.cit.127

Les courants de pensées sur les guerres persistantes en Afrique subsaharienne se sont ainsi multipliés. Roland Marchal et Christine Messiant indiquent qu'en ce domaine trois courants ont acquis une influence particulière sur le débat universitaire et politique.

L'un, surtout illustré par Robert Kaplan, voit la civilisation attaquée par de multiples maux dont le plus délétère est la violence communautaire. Ici, la guerre est l'affaire de tout un peuple, la guerre de tous contre tous, l'état de nature, un règne de l'anarchie tel que décrit par les théoriciens de la naissance de l'Etat.

Un autre courant, soutenu par May Kaldor, analyse les répercussions du changement de période sur les Etats et les conflits. Bien que différentes, opposées même dans leurs points de vue, ces deux approches cherchent l'une et l'autre à rendre compte des transformations que la fin de la guerre froide et l'accélération de la mondialisation impriment aux conflits armés en Afrique noire.

La troisième théorie est celle de l'économie de la guerre dont Paul Collier figure parmi les tenants. Selon cette approche, lorsqu'on a affaire à un conflit armé, il faut s'imprégner de la capacité d'autofinancement de l'organisation. En ce cas, le risque du conflit est déterminé par la faisabilité de la prédation. Cette démarche considère le conflit armé comme une forme de criminalité organisée dont la rébellion illustre la prédation à grande échelle des activités productrices.⁷⁹ Ces théories économiques utilitaristes, en termes de rationalité économique des agents représentatifs, et praxéologiques, en termes d'adaptation des moyens aux fins, privilégient les facteurs internes aux Etats en opposant les gouvernants et les rebelles. Entrepreneurs de la guerre, ces derniers sont des agents rationnels faisant des calculs coûts/avantages.

Ce modèle théorique ne s'intéresse cependant pas aux motivations profondes des conflits mais à leur faisabilité. Cette théorie reste également muette quant aux méandres de l'imbrication des diverses dynamiques dans la conflictualité armée. De même, elle ne rend pas compte de multiples facettes de ces dissensions.

A notre avis, pour mieux saisir la quintessence des conflits armés sur le continent africain, il convient de les cerner à travers l'articulation des forces endogènes avec celles exogènes. Cette

⁷⁹ R. Marchal et C. Messiant, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier, in *Critique internationale*, n°16, juillet 2002 tel que présenté sur site <http://www.Ceri-sciencespo.com/publica/critique/article>

démarche consiste à les analyser partant des germes locaux de tensions. Ce choix paraît mieux indiqué pour saisir les enjeux et les mécanismes de transformations des conflits armés sur ce continent. Il est à noter que bon nombre s'enracinent et prennent plus d'ampleur suite à la préexistence, au niveau méso et micro-sociétal, des zones de tensions endémiques que captivent les pressions extérieures. En quête de l'intelligibilité des conflits armés récurrents actuels en Afrique, il est impérieux d'intégrer à la fois le jeu des intérêts économiques, des passions et des décisions politiques répondant à des enjeux politiques ou géopolitiques plus larges.

Il importe donc de les analyser dans leur propre contexte, d'en dégager les racines profondes avant de se pencher sur les facteurs circonstanciels de leur transformation. Notons qu'à ce dernier aspect, les facteurs économiques sont d'importance capitale en tant qu'enjeux et modes de financement des conflits ou, disons mieux, le nerf même de la guerre. En un mot, les facteurs explicatifs des guerres sont évidemment multiples et ne peuvent être réduits aux seuls facteurs économiques, jouant en dernière instance⁸⁰.

De nombreux conflits africains sont liés, à la fois, à une fragmentation de l'espace national non contrôlé par un Etat fort et aux réseaux transnationaux avec des jeux d'alliance ou d'allégeance qui leur impriment la connotation interactionnelle incessante. Certes que les facteurs politiques sont de taille, que ce soit en termes de déficit de légitimité des pouvoirs en place, de disparition des compromis sociaux, de querelles de leadership, de questions foncières ou de poussées identitaires, de décomposition des citoyennetés ou de volonté de nouvelles configurations territoriales. Les conflits sont d'autant plus présents que les systèmes d'accaparement des richesses par les tenants du pouvoir ne donnent nécessairement pas lieu à la redistribution, au contrôle et aux sanctions. La guerre peut avoir ainsi une finalité politique, accéder au pouvoir par la force.

Les référents identitaires, communautaires ou claniques favorisent dès lors des logiques de fractionnement. Ce processus peut être plus ou moins alimenté de l'extérieur, par des financements de la part des Etats, des diasporas ou des firmes transnationales. Dans bon nombre de cas, des conglomérats au pouvoir, les puissances régionales

⁸⁰ P. Hugon, Les conflits armés en Afrique: Apports, mythes et limites de l'analyse économique, *Revue Tiers Monde*, t. XLIV, n°176, octobre-décembre 2003, pp. 829-843.

s'appuient sur ces factions par le biais et le chevauchement de multiples réseaux organisés des pouvoirs. On observe ainsi des liens entre privatisation de l'Etat et la montée de la violence⁸¹.

Ainsi posée la fondation de notre cadre d'intelligibilité, force nous est d'étayer le champ théorique dans lequel s'insère cette étude. Il sied de rappeler que nous traitons d'un cas-type de crise étatique ou de « *non-Etat* » tel que vécu depuis plusieurs décennies au Nord-Kivu, spécifiquement dans sa partie septentrionale. Cette étude colle à certaines théories sur la conflictualité armée et la criminalisation de l'Etat en Afrique subsaharienne post-guerre froide.

1.1 : Théories de la conflictualité armée en Afrique

Force soit de présenter la vision dominante sur les conflits armés en Afrique subsaharienne post-guerre froide, les liens qu'entretiennent les seigneurs de guerres avec leur environnement tant local qu'extranational qui, à leur tour, conditionnent leurs mutations sociopolitiques. Il y a lieu de signaler que l'exercice consiste à étayer les causes de conflits en Afrique, une grille d'analyse pour appréhender le cas de ceux vécus à l'est de la RDC, cible de notre étude, où les conflits armés et non armés, produits de conjonctures nationales et régionales distinctes, relevant des acteurs, de modalités et d'enjeux différents, s'articulent les uns aux autres et brouillent les frontières spatiales, socio-économiques et politiques. Ces conflits entrent en résonance, s'imbriquent les uns dans les autres, se militarisent et se transforment de façon permanente.

1.1.1. Interprétation des conflits armés en Afrique

L'analyse des conflits armés en Afrique n'est pas si aisée eu égard à leur configuration beaucoup plus complexe caractérisée par le choc d'une multitude de parties belligérantes, elles-mêmes en proie à diverses scissions et recompositions politico-militaires, au sein d'un champ politique déliquescents. La déliquescence étatique est un prélude à la prolifération des entrepreneurs privés qui confèrent à leurs luttes une coloration déstructurée. Ce constat se confirme dans le cas

⁸¹Ibidem, pp.845-846.

d'espèce des guerres qui ont émaillé la chronique en Afrique noire depuis la décennie 1990.

C'est ainsi qu'initialement ouverte comme une lutte de type classique entre les autorités gouvernementales et un mouvement armé rebelle déclenché par Charles Taylor en décembre 1989, constate Victor-Yves Ghebali⁸², la guerre civile au Libéria s'est assez vite transformée en un conflit entre une dizaine des factions miliciennes issues des recompositions internes circonstancielles sur fond d'absence totale d'Etat libérien. De même, le conflit de Sierra Leone, directement provoqué par Charles Taylor en 1991 depuis le Libéria voisin, mettait aux prises une série de bandes armées guerroyant au sein d'un Etat aux structures virtuelles.

En Somalie, après la chute du président Syad Barré, les structures étatiques tombèrent aussitôt en déliquescence avec la proclamation de l'indépendance du Somaliland bien que non reconnue de la communauté internationale. Cette sécession n'ayant pas acquis l'unanimité au plan local, une farouche lutte pour le contrôle du reste du pays s'engage entre une dizaine de factions claniques et sous-claniques armées.⁸³

Sur cette même lancée, les guerres successives que connaît l'est de la RDC depuis la décennie 1990 ont également vu toute une constellation d'acteurs armés aussi bien locaux, nationaux qu'étrangers. L'on a vu également des milices locales se fractionner et guerroyer les unes contre les autres, nouer et dénouer des alliances à contre nature.

Dans tous les cas, il s'agit d'Etats en faillite dont la source de légitimité de pouvoir, la guerre froide durant, était essentiellement exogène. L'appui politique, militaire et économique venait de l'un ou l'autre de deux blocs jadis en confrontation. C'est dire que la dislocation de l'URSS a mis à nu l'incapacité de certains Etats africains à remplir d'eux-mêmes leurs fonctions régaliennes. Outre cette absence de toute autorité étatique légitime, ces guerres se caractérisent par l'implication d'autres catégories d'acteurs, à savoir les enfants-soldats et les mercenaires affairistes.

⁸² V.-Y. Ghebali, « Les guerres de la post-bipolarité : nouveaux acteurs et nouveaux objectifs », in *Relations internationales*, n°105, printemps 2001, pp.31-44

⁸³ Pour plus de détails, on peut se référer à Jean-Marc Balencie et Armand de La Grange, *Mondes rebelles*, publié sous la direction de JC Rufin, Paris, Editions Michelon, 1999, pp.289-ss

On retiendra que ces guerres, les plus déconcertantes, ont été motivées par la quête du profit économique à partir de la prédation systématique du patrimoine national. Cette main basse sur le maximum des ressources lucratives du pays se traduit par l'instauration des réseaux criminels et mafieux très juteux au point qu'aucun belligérant n'ait intérêt à mettre un terme à la guerre à moins que ce ne soit par sa victoire totale.⁸⁴ Ce qui explique pourquoi à l'est de la RDC, les entrepreneurs de la belligérance ne sont pas en danger de guerre mais plutôt de paix.

La disparition de toute forme légale de contrôle de l'exploitation de toutes les richesses que regorge l'entité conquise y favorise la criminalisation par la vente des ressources pillées (or, diamant, coltan, cassitérite, bois précieux, etc.) à des multinationales ravies de les obtenir à vil prix. Ces pratiques des seigneurs de guerre remettent en cause le sacro-saint principe de la souveraineté étatique congolaise. Il est question d'un désaveu de son unicité spatiale nationale, d'une méconnaissance de ses frontières, de l'occupation de son territoire, de lui priver de tout moyen lui permettant de maintenir sa puissance publique. La finalité est de mettre tout son appareil étatique dans une situation telle qu'il ne puisse plus longtemps se défendre et, pour cela, lui ravir son territoire et paralyser les résistances de son peuple. Le summum de cette entreprise est bien la « *balkanisation* » de ce pays au grand risque de sa « *libanisation* » au regard du déterminisme et des résistances tenaces dans le chef de la majorité des communautés locales. Cette réistance locale est une donne indomptable, un casse-tête aux instigateurs de ces guerres.

Les conflits armés africains et les zones de tension s'étant multipliés et rapprochés des aires jusque-là préservées⁸⁵ seraient, note C.P. David, d'un type nouveau et différent : « *alors qu'auparavant les Etats se combattaient entre eux, désormais, des groupes, des clans, des ethnies et des factions se disputent ou contestent l'Etat lui-même (...), les acteurs étatiques perdent leur monopole sur la violence aux mains des acteurs infra-étatiques* »⁸⁶.

⁸⁴ V.Y. Ghabali, « Les guerres de la post-bipolarité : nouveaux acteurs et nouveaux objectifs », in *Relations internationales*, n°105, printemps 2001, pp.31-44 comme tel sur site <http://hei-unige.ch/ri/articles>

⁸⁵ M. Nouschi, *Lexique de géopolitique*, Armand Colin, Paris, 1998, p. 37.

⁸⁶ C. P. David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, P.S.P., Paris, 2000, pp. 125-127.

F. Thual⁸⁷ affirme, pour sa part, qu'en Afrique la plupart des guerres seraient déclenchées par des luttes d'influences entre puissances rivalisant pour s'évincer l'une l'autre, par le biais des fractions rebelles ou des Etats pivots, dans des domaines qu'ils s'étaient constitués. Cet auteur montre que trois mécanismes fondamentaux semblent expliquer la partition incessante des espaces politiques qu'on peut classer en facteurs endogènes, l'identitaire et l'économique, et un facteur exogène, à savoir, l'instrumentalisation territoriale de la planète par quelques grandes puissances. En d'autres termes, l'aspect ethnico-identitaire, la rivalité entre les grandes puissances et les guerres économiques pour le contrôle des matières premières expliquent, selon cet auteur, les conflits en Afrique.

1.1.1.1. L'ethnicité dans les conflits armés en Afrique

La première série d'analyses sur les conflits armés en Afrique s'appuie sur le poids sociologique du phénomène ethnique dans les sociétés africaines. Selon ce courant, la plupart des Etats africains souffrent de malformations ethniques, soit parce que des ethnies se retrouvent divisées entre pays, soit parce que la colonisation a obligé une cohabitation forcée des ethnies, soit encore parce que le colonisateur a privilégié une ethnie au détriment des autres, provoquant chez ces dernières des frustrations à la fois politiques, sociales et économiques⁸⁸.

C'est la même analyse qu'en fait Alain Tirefort. Celui-ci observe combien : « *la gestion du pouvoir politique et de ce qui tenait lieu d'Etat a beaucoup souffert des rivalités ethniques et tribales. Les premières élites politiques africaines n'ont jamais su dépasser les contingences tribales, car toutes ont construit, consciemment ou non, leur légitimité autour des fiefs régionaux ou ethniques. Dès lors qu'on manque d'arguments, la manipulation et l'utilisation des différences culturelles ou de divergences ancestrales dans un but politicien sont la création de conditions propres à la monopolisation du pouvoir par le groupe dominant ou minoritaire. Cette représentation de soi et de l'autre conduit, tout naturellement, à la création d'armées de la même nature, d'une bureaucratie aux mêmes couleurs et à la promotion de*

⁸⁷ F. Thual, *Contrôler et contrer, stratégies géopolitiques*, Ellipses, Paris, 2000, p. 130.

⁸⁸ *Ibidem*, p. 27-28.

*comportements exclusionnistes ou racistes ou de brutalité envers un groupe donné*⁸⁹.

Pour les Etats à cohésion fragile, l'instrumentalisation ethnique finit par inhiber les esprits et contribue à vicier le débat politique quand il existe ou à transformer toute divergence, minime soit-elle, en antagonismes interethniques. Cette permanence du fait ethnique au cœur de l'action politique pousse certains chercheurs à soutenir la thèse selon laquelle les guerres africaines sont les conséquences directes du fait ethnique.

Observons, à la suite de P. Gervais-Lambony⁹⁰, qu'expliquer les conflits africains par l'ethnicité en opposition à la nation, toutes deux étant une émanation coloniale, est un contresens. L'ethnie n'existe pas en soi, elle est une construction historique, et d'ailleurs des ethnies continuent d'être créées aujourd'hui en Afrique. Le cas des Banyamulenge en RDC en est une manifestation. La lecture ethnique des conflits africains a des causes diverses : méconnaissance de la complexité politique des sociétés africaines, goût de l'explication facile, ancienne tradition européenne qui voyait un continent en proie aux guerres tribales mais sauvé par la civilisation, etc.

Cette approche a aussi une source scientifique, à chercher dans une ancienne ethnologie qui a voulu nier l'historicité des sociétés africaines. Pourtant, ce facteur ethnique n'intervient pas dans bon nombre des conflits armés que connaissent certains pays africains. Le cas de la guerre continentale aux visées plus économiques et financières qu'interethniques qu'a connue la RDC en est très illustratif. De même le Lesotho, pays mono-ethnique connaît pourtant depuis quelques années des conflits armés.

Ainsi, voir l'ombre de l'ethnicité dans toutes les guerres civiles actuelles en Afrique est une grille de lecture facile a posteriori mais qui occulte la réalité et les faits nouveaux. Plus encore, en se focalisant sur l'aspect ethnique de ces conflits, on omet les changements fondamentaux de la géopolitique africaine actuelle : l'internationalisation des guerres, le développement massif des flux internationaux, l'augmentation des conflits armés très localisés, le

⁸⁹ A. Tirefort (Sd.), *Guerres et paix en Afrique noire et à Madagascar, XIXième et XXième siècles*, PUR, Remes, p. 171.

⁹⁰ P. Gervais-Lambony, *Guerres, conflits et recompositions territoriales en Afrique noire*, papier présenté à Madrid lors de la conférence du 10 février 2003.

caractère criminel de ces guerres, le pillage systématique de ressources rares qui, à leur tour, permettent de financer les conflits.

De surcroît, on oublie que l'ethnie est instrumentalisée par les acteurs de conflits eux-mêmes. Ceux-ci mettent l'ethnie au-devant de la scène comme masque de leurs ambitions politiciennes. Non qu'il faille nier l'ethnie en tant que fait social et réalité politique pertinents dans la région des grands lacs, mais bien parce que les approches fondées sur l'ethnisme, très souvent simplistes, ont tendance à méconnaître les évolutions historiques et à figer les groupes sociaux de la région dans des rapports ataviques, note Emmanuel Lubala Mugisho⁹¹, la réalité étant pourtant plus complexe.

Parlant du rôle du facteur ethnique dans les conflits armés en Afrique d'aujourd'hui, Crawford Young relève ainsi que, « *de façon générale, mais avec l'importante exception du Rwanda et du Burundi, l'ethnicité per se n'est pas le moteur des conflits ni ne détermine leur surgissement. Les seigneurs de guerre manipulent et utilisent l'ethnicité, mais ne sont pas des entrepreneurs ethniques* »⁹².

Encore faudrait-il aller au-delà de ces clichés d'antagonismes interethniques dans la compréhension des drames burundais et rwandais, analyser les manières dont les imaginaires sociaux ont travaillé ces clivages créés à travers l'histoire. Ce qui nécessite de tenir, par ailleurs, compte du phénomène de domination et d'exclusion, de rapport de systématisation et de durcissement des liens hiérarchisés entre tutsi et hutu qui ont caractérisé la politique mandataire. Et même dans le cas extrême du génocide rwandais de 1994, il se peut que la donne ethnique y est mise en mal surtout que les victimes se comptent aussi bien parmi les tutsi que chez les hutu modérés. A ce sujet, Yves Lacoste⁹³ constate qu'au Rwanda, « *le conflit ne se serait pas véritablement déroulé entre hutu et tutsi, puisque lors du génocide de 1994 des hutu dits 'modérés' ont été comme les tutsi victimes de massacres* ». Il note, par ailleurs, que la plupart des chercheurs

⁹¹ E. Lubala Mugisho, "L'émergence d'un phénomène résistant au Sud-Kivu (1996-2000), in *Afrique des Grands Lacs*, annuaire 1999-2000, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 195.

⁹² C. Young, « Pluralism, ethnicity and militarization », in R.R. Laremon (éd.), *The causes of war and the consequences of peacekeeping in Africa*, Portsmouth, Heineman, 2002, pp.37-57)

⁹³ Y. Lacoste, Géopolitique des tragédies africaines, in *Hérodote*, n°111, La Découverte, 4^{ème} trimestre 2003, pp.5-6.

africanistes « *récusent l'idée de conflits ethniques qu'ils considèrent comme une expression médiatique sans fondement scientifique* ».

De la sorte, les conflits armés que connaissent les Etats d'Afrique noire sont d'abord des conflits internes. S'ils se propagent dans les Etats voisins, ils apparaissent d'abord dans le cadre d'un Etat et se déroulent entre des forces locales ou régionales. Il ressort dans bien de cas que la question ethnique n'est qu'un maquillage politicien. Les conflits armés en Afrique sont plus ethnicisés qu'ethniques. Certes que certains acteurs jouent sur la fibre identitaire dans leur ascension politique. La vérité est donc ailleurs. Ainsi, toute généralisation ou standardisation des facteurs explicatifs de la conflictualité armée en Afrique peut s'avérer erronée. Surtout que cette thèse de la « *causalité unique* »⁹⁴ qui consiste à tout justifier par l'ethnicité néglige les causes fondamentales de l'instrumentalisation ethnique.

Par ailleurs, l'on peut souligner, à la suite de Didier Bigo⁹⁵, que le monde est une harmonie des tensions tour à tour tendues et détendues. Le conflit est par essence lié à la complexification des rapports sociaux. Il résulte de la multiplication des interactions humaines et de la disproportion que cela engendre entre les besoins qui s'imposent et la capacité à les satisfaire. Il est donc la résultante des facteurs politiques qui le précèdent, symptômes de la désorganisation sociétale ou étatique. Ce qui nous mène à la dimension géopolitique des guerres en Afrique.

Sont ici épinglées les mutations géopolitiques africaines : internationalisation des guerres, développement excessif des réseaux transnationaux, pérennisation des guerres en vue du contrôle du territoire et de l'exploitation de ses richesses, etc.

1.1.1.2. Le territoire, une dimension géopolitique de conflictualité

A la suite d'Aymeric Chauprade, cette dimension géopolitique est liée à la notion d'espace (territoire), surtout de son contrôle effectif. En fait, certaines contrées présentent un atout stratégique immense dans la conquête et l'occupation de l'espace⁹⁶. Ce même auteur ensemble avec François Thual, considèrent enfin que la plupart des

⁹⁴ A. Tirefort, op. Cit., 172.

⁹⁵ D. Bigo, « Nouveaux regards sur les conflits? », in *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories* (sous direction de M-C. Smouts), Paris, Presses de sciences Po, 1999, pp.30-354

⁹⁶ A. Chauprade, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Ellipses, Paris, 1999, p. 26.

conflits en Afrique tiennent à la lutte pour les ressources : matières premières, minières, agricoles et industrielles⁹⁷.

De sa part, Marc Nouschi estime que les conflits naissent des fractures du système local, là où le territoire, la frontière, l'identité nationale, l'autorité étatique sont les plus fragiles. Les conflits armés actuels en Afrique sont à la mesure de l'anomie dans laquelle ce continent s'enfonce. Derrière leur opacité, quelques évidences : le but des combattants est toujours le contrôle du territoire et de la population, source de tout approvisionnement⁹⁸. Ce qu'Aymeric Chauprade analyse en termes d'avidité des ressources qui stimule des groupes humains à s'emparer, au détriment de leurs semblables, de territoires et à mettre ceux-ci en valeur à leur profit⁹⁹.

Le territoire, écrit F. Thual, « demeure au cœur des affrontements des sociétés humaines. Que ce soit pour s'enrichir et donc augmenter sa puissance, pour fonder une légitimité identitaire nationale ou religieuse. La territorialité est l'inclinaison, le penchant naturel, 'le péché originel', diraient les esprits religieux, des rapports des sociétés humaines entre elles »¹⁰⁰. D'où la stratégie de privatisation de certains espaces territoriaux. Ici, la guerre occulte la politique de prédation et de privatisation de l'espace public.

1.1.1.3. L'approche en termes de privatisation de l'Etat en Afrique

Promue au stade de construction théorique des trajectoires du politique et de l'Etat en Afrique, la privatisation de l'Etat concerne dans une confusion inexplicable aussi bien la patrimonialisation des ressources étatiques, la corruption généralisée des cadres et des fonctionnaires de l'Etat, les manipulations politiques que les logiques de survie habituellement connues sous le vocable d'économie informelle¹⁰¹ ou sous l'euphémisme « *d'article quinze* »¹⁰² sous le régime du maréchal Mobutu.

⁹⁷ A. Chauprade et F. Thual, *Dictionnaire de géopolitique*, Ellipses, Paris, 1999, p. 28.

⁹⁸ M. Nouschi, *op. cit.*, p. 38.

⁹⁹ A. Chauprade, *Géopolitique, Constantes et changement dans l'histoire*, Ellipses, Paris, 2001, p. 242.

¹⁰⁰ F. Thual, *op. cit.*, p. 174.

¹⁰¹ J.F. Bayart, *L'Etat en Afrique: la politique du ventre*, Fayard, Paris, 1989, p.12.

¹⁰² A. Muholongu Malumalu, *La politique de recours à l'Authenticité au Congo-Zaïre sous le régime de Mobutu (1965-1997)*, thèse de doctorat en science politique, déc.1999, p.4.

En fait, l'approche en termes de privatisation a le mérite de renouveler le raisonnement sur les relations, la fluidité et l'enchevêtrement entre la sphère publique et privée, entre l'économique et le politique. De cette manière, elle permet, comme le démontre K. Bennafla¹⁰³, de ne pas s'arrêter aux processus de déterritorialisation, mais de découvrir les diverses pratiques qui contribuent à dessiner les contours d'une reterritorialisation.

La montée des acteurs non-étatiques captivent les nouvelles revendications populaires. Ils dessinent des nouveaux lieux du pouvoir étatique et transforment les modes de son apparition dans l'espace et dans l'imaginaire populaire. La privatisation de l'Etat est, de cette manière le résultat de multiples stratégies, parfois contradictoires, qui traduisent notamment un certain malaise social, une absence de confiance dans les institutions étatiques et la primauté accordée à la loyauté sur les relations fonctionnelles.

Dans l'explication de l'allégeance aux autorités rebelles, la sociologie des rebellions rurales exige que soient invoqués d'autres facteurs que ceux d'ethnicité, même si les formations des milices armées ont effectivement tendu au cloisonnement géographique et culturel pour des raisons de cohésion et d'efficacité dans l'action, l'ethnicité n'en constituant pas la trame fondamentale. Ses manifestations impliquent inévitablement d'autres dimensions de la société. Son référentiel privilégié a plutôt trait à la manipulation de la violence dans la compétition pour l'acquisition de la richesse et du pouvoir. Il est vrai qu'à la base, « *la vie politique s'articule autour des individus, des familles, des groupes religieux, socioculturels et économiques [...], on substitue facilement la tendance au clan et le clan à la tendance. La locution 'faire de la politique' n'est rien d'autre qu'être partisan d'un leader d'une faction, d'une milice et militer en sa faveur* »¹⁰⁴.

Dans ce sens, il n'est aucun doute que la satellisation du territoire congolais par divers entrepreneurs connote le mode de gouvernance privatisée qui prend le relais de l'Etat moribond. L'implication d'armées étrangères et de certaines multinationales au côté d'armées rebelles et des milices locales dans le pillage

¹⁰³ K. Bennafla, "Mbaïbom: Un marché au carrefour de frontières multiples", in *Autre part*, n°6, Ed. de l'Aube, 1998, pp.53-72.

¹⁰⁴XXX, Parti Socialiste sénégalais, Groupe d'étude et de recherche, Séminaire sur le thème: Les tendances et les clans, 1er déc. 1984, p4.

systematique des richesses congolaises illustre le processus de criminalisation et de privatisation de l'espace congolais en faveur de Kigali et de Kampala.

1.1.1.4. La criminalisation de l'Etat en Afrique

Celle-ci englobe des pratiques publiques et privées qui se font en dehors de toute légalité. Ces pratiques englobent, entre autres, la patrimonialisation, la privatisation de l'Etat, le pillage de richesses nationales et tant d'autres pratiques souterraines prédatrices.

En effet, dans les zones en guerres, les activités illégales prospèrent sous forme de réseaux criminels, la plupart de fois, transfrontaliers avec l'appui des puissances étatiques. L'ampleur de l'enjeu fait que la prospérité du trafic transnational ne peut s'expliquer sans l'existence de protection ou de complicité très rentable, la thèse plausible étant de « *cumuler fonction publique et parrainage rémunérateur des réseaux, de contrebandes* ». ¹⁰⁵

Didier Bigo et Michel Dobry étendent cette analyse à de nombreux pays (Colombie, Thaïlande, Pakistan, Liban, etc.) où les « *trafics criminels ne pourraient avoir de l'ampleur qu'ils ont si les institutions policières ou militaires n'y étaient pas impliquées, au point parfois d'en devenir des véritables patrons* ». ¹⁰⁶

Plus systématique, Béatrice Hibou estime que l'envolée des activités délictueuses à l'échelle mondiale « *n'épargne aucun pays en développement, même si l'on ne peut que très rarement parler d'Etats criminels ou mafieux, les liens entre crime et politique sont désormais largement démontrés* ». ¹⁰⁷

Et comme l'affirme, par ailleurs, Isabelle Sommier, « *l'analyse de la rencontre entre sphère politique et sphère criminelle relève plus du commensalisme que du choc frontal* ». ¹⁰⁸ François Misser et Olivier Vallée ont, quant à eux, consacré un ouvrage aux « *gemocraties* » africaines, à savoir, « *un mode de pouvoir géré sur le contrôle des diamants, des pillages et des détournements de pierres précieuses par*

¹⁰⁵ Constantin, cité par P. Marchesin, Les nouvelles menaces. Les relations nord-sud des années 1980 à nos jours, Paris, Karthala, 2001, p. 131.

¹⁰⁶ Ibidem, p. 131

¹⁰⁷ B. Hibou, « Retrait ou redéploiement de l'Etat » in *Critique Internationale*, n°1, automne 1998, p. 158

¹⁰⁸ I. Sommier, Les mafias, Paris, Montchretien, 1998, p. 111

des bandes armées ». ¹⁰⁹ C'est ce que, sur le marché mondial, l'on a appelé le « *diamant du sang* », métaphore de la commercialisation frauduleuse des minerais issus des zones en guerres. Cela est dû au fait qu'une large étendue du territoire national échappe au contrôle effectif du pouvoir étatique tel que manifeste à l'est de la RDC.

Ce constat coïncide avec l'analyse de Filip Reyntjens pour qui, « *à côté de l'intervention unilatérale des Etats voisins du Congo, apparaît le phénomène de privatisation de l'espace public et donc de gestion de crises, notamment par l'entrée de réseaux mafieux ou spéculatifs et de sociétés à charte accompagnées par des instruments privés de maintien de l'ordre. Le vide d'Etat congolais offre un large champ de manœuvres à des intérêts particuliers y compris, sous le label de seigneurs de guerre, de nouveaux mouvements rebelles et de milices, et tout cela dans un contexte où la réalité des frontières entre le formel et le souterrain devient de plus en plus relative* » ¹¹⁰. Dans la poursuite de leurs intérêts, tous ces acteurs, étatiques et non-étatiques, officiels et officieux, visibles et moins visibles, conclurent des alliances conjoncturelles et donc changeantes, créant ainsi un paysage politico-militaire complexe, mouvant et imprévisible.

En outre, les économies de guerres y fleurissent aisément grâce aux sanctuaires humains et aux réseaux dont jouissent les forces-relais dans les pays frontaliers. Les camps des réfugiés situés de part et d'autre des frontières des Etats de la région des Grands-Lacs ont servi de viviers de recrutement au solde des mouvements rebelles et d'armées nationales et de créneaux aux circuits financiers de la guerre. Nul doute que, le CNDP comme le M23 jouissent d'une certaine popularité et d'un quelconque soutien dans le milieu des réfugiés tutsi congolais vivant dans des camps au Rwanda, au Burundi, en Tanzanie et en Ouganda et dont ils ont gonflé leurs rangs. Il en est de même de l'ADF-NALU et des rébellions congolaises actives au mont Ruwenzori. Ces sanctuaires constituent des pépinières en ressources humaines et aident au blanchissement des activités criminelles telles qu'entreprises dans les fiefs rebelles.

Jean-Christophe Ruffin corrobore cette notion de sanctuaires en ces termes, « *...les économies de guerre isolées ne sont pas viables et un mouvement armé qui prétend s'étendre et durer doit trouver*

¹⁰⁹ F. Misser et O. Vallée, *Les Gemocraties. L'économie politique du diamant africain*, Paris, Desclée de Brouver, 1997, p. 217.

¹¹⁰ *Ibidem*, p. 76.

*d'autres moyens de se développer : ce sera pendant longtemps l'ouverture sur un pays voisin, où la guérilla se dote d'un sanctuaire »*¹¹¹. Et pour cela, le mouvement armé bénéficie de deux outils : la prédation : « *il s'agit de méthodes d'appropriation destructives qui ont pour résultat de soustraire à la population le plus de ressources possible, sans se soucier des conséquences économiques de cette spoliation »*¹¹² et la criminalisation qui n'est rien d'autre que « *la production, l'exploitation ou la commercialisation illégale de biens ou services licites ou illicites »*¹¹³.

Par ailleurs, il convient de reconnaître, à l'issue d'une analyse libérale, l'excès de l'Etat comme facteur susceptible de conduire à sa criminalisation. L'Etat, soutient O. Kambale Mirembe, « *est dans ce cas caractérisé par l'abondance et la complexité des réglementations qui pèsent sur les administrés, agents économiques y compris, en termes de coûts, de temps, de tracasseries, de procédures et de lourdeur administrative. En réaction, ces derniers développent des mécanismes de contournement »*.¹¹⁴

Dans ce cas, l'appareil étatique est perçu par la base comme une machine oppressive qui éponge davantage les administrés. Ceux-ci n'évitent pas les bureaux officiels. Ils s'y rendent régulièrement pour négocier les procédures légales, les droits de douane et autres taxes en leur faveur. Cette stratégie est payante grâce aux relations existantes entre administrés et les agents de la fonction publique. Impayés depuis des années, les fonctionnaires congolais ont développé des pratiques pour survivre en marge, voire au détriment des institutions qu'ils sont censés servir et faire respecter. Cette approche nous aide à affiner la compréhension et à restituer la montée des pratiques d'esquives et de survie développées à la base par les populations sous le Zaïre et lors des dernières guerres dans des zones occupées.

Combinées, toutes ces approches théoriques éclairent davantage notre lanterne en vue de l'explication et de la compréhension des conflits armés vécus à l'est de la RDC.

¹¹¹ J.C. Ruffin, "Les économies de guerre dans les conflits internes", in *Economie des guerres civiles* (sd.) François Jean et Jean-Christophe Rufin), Hachette, 1996, p.23.

¹¹² Ibidem, p.36.

¹¹³ Ibidem, p.41.

¹¹⁴ O. K. Mirembe, op. cit. p.58.

1.1.1.5. L'Etat failli ou l' « Etat fantôme »

Parmi les causes endogènes ou facteurs de déclenchement des guerres civiles en Afrique, l'on peut mentionner le disfonctionnement de l'Etat africain postcolonial, les luttes pour le pouvoir et les ambitions personnelles, les dérapages du processus de la démocratisation, les épineuses questions foncières et de la nationalité, etc. Il y a également, des facteurs exogènes tel le jeu de puissances régionales ou extérieures au continent.

Pour Alain Tirefort¹¹⁵ certains indices tendent à montrer la triple faillite de l'Etat en Afrique sur le plan politique, économique et sécuritaire. En fait, l'on assiste dans la majorité d'Etats africains en guerre à une grave confusion sur le rapport entre pouvoir politique et Etat. Bon nombre des dirigeants africains sont des chefs au-dessus de l'Etat. Ils réduisent celui-ci en sa simple expression. Ils s'en font l'incarnation ou le transforment en appendice de leur parti.

Cette conception a conduit à de graves excès et dérapages du pouvoir politique à l'origine de nombreux disfonctionnements de l'Etat. L'on note que les pays africains où ces pratiques sont de mises confortent l'analyse selon laquelle les Etats sont passés au service de la minorité, d'une couche sociale et sont incapables d'assurer le moindre bien-être de leurs citoyens. C'est cette particularisation de l'Etat, dans sa privatisation qu'il sied de rechercher une des causes de la violence en Afrique. L'absence d'un mode de régulation consensuelle de la vie politique, d'accession au pouvoir dans un cadre concurrentiel aux règles transparentes, résultat du verrouillage politique permet de comprendre les nombreux coups d'Etat et d'insurrections armées qui se présentent comme unique issue d'accession au pouvoir.

Concernant la faillite économique, les pratiques prébandières y sont récurrentes. Les richesses nationales sont entre les mains des cercles politiques proches du pouvoir. Il s'agit d'une gestion affairiste menant à une rupture entre l'Etat et la société. Les conditions de vie des populations et de classes moyennes régressent et deviennent trop précaires. Dans pareil contexte, les affrontements entre couches sociales et la résurgence de la crise deviennent inévitables, les exclus sociaux du gâteau national étant en droit d'en revendiquer le partage équitable et plus équilibré. L'analyse des racines de la violence armée en Sierra Leone, riche en diamant, ainsi que la double révolte

¹¹⁵ A. Tirefort (Sd.), op.cit. Pp.167-183.

touarègue au Niger et au Mali offrent des exemples qui démontrent, si besoin était, que la paupérisation, la marginalisation sociale et la misère généralisée peuvent constituer, dans certains cas, des cocktails explosifs.

Nous penchant sur les failles sécuritaires, il y a lieu d'insister sur l'incapacité de l'Etat à élaborer une politique sécuritaire cohérente à la hauteur des menaces réelles ou illusoire à même de le déstabiliser. Depuis les indépendances, l'appareil sécuritaire a été conçu comme moyen de réprimer en vue de mieux assurer la longévité des régimes impopulaires. Des révoltes, des insurrections armées contre la violence de l'Etat naissent surtout lorsque le pouvoir perd, malgré ses apparences, le monopole officiel de l'usage de violence, n'étant plus le seul détenteur du pouvoir de gestion et de commandement. Le pouvoir devenant multipolaire, le pays bascule inévitablement dans la violence anémique, les militaires obéissant aux généraux et les combattants aux seigneurs de guerre¹¹⁶.

De cette manière, l'appareil étatique est transformé en un fantôme. Il s'agit de la création d'un dispositif du pouvoir en dehors des institutions formelles de l'Etat, un fantôme d'appareil bureaucratique étatique basé sur des réseaux informels de pouvoir militaro-commerciaux. C'est un domaine de l'ombre où opèrent les évolutions politiques et sociales réelles en dehors de toute légitimité.

1.1.2. De la spécificité des conflits armés africains

La nouveauté des conflits armés en Afrique en est que, bien qu'internes, ils s'articulent avec des réseaux régionaux et internationaux. Ils mettent en scène des acteurs privés, des milices en coloration communautaire et les forces traditionnelles aux côtés des acteurs publics. Ils impliquent les guerriers errants, les civils et les soldats disponibles pour la criminalité guerrière.

Rarement, leurs entreprises mènent à une victoire militaire. Ils culminent la plupart de cas dans l'enlèvement total, une décomposition-recomposition des entrepreneurs de la violence. L'on assiste à l'émergence des mercenaires, des enfants-soldats, des bandes armées et des oligopoles de la violence dans les espaces échappant à toute autorité légale. A la longue, ils finissent soit par fondre, soit être intégrés, à l'issue de maintes tractations avec le camp gouvernemental

¹¹⁶ P. Kamba, *Violence politique au Congo-Kinshasa*, L'Harmattan, Paris, 2008; p.13.

dans les rangs de l'armée nationale, les cadres politiques étant conviés au partage du pouvoir national.

Dépeignant les conflits en Afrique centrale, pour le compte du PNUD, Allassoum Bedoum¹¹⁷ souligne la caractéristique dominante des mouvements armés actifs dans cette aire africaine qui est celle de servir les intérêts d'un individu, d'un groupe d'individus, de pays ou de multinationales. Ces mouvements armés sont dirigés par des seigneurs de guerre qui usent de leurs armes pour faire de la contrebande grâce à l'extraction frauduleuse des richesses minières et d'autres ressources rares. Ils se distinguent par leur instabilité, leur démultiplication et leurs diverses alliances. Tout changement de rapports de force ou d'intérêt au sein du mouvement armé ou de ses protecteurs déclenche ipso facto sa fragmentation. Mais chaque dissident, du fait qu'il a libre accès aux revenus et aux armes, perpétue la guerre sous prétexte de protéger les siens et de promouvoir leurs intérêts. Ainsi donc, l'analyse de leur processus de mutation nécessite des approches multiples.

A l'issue de son étude sur la spécificité des conflits armés africains, Philippe Hugon¹¹⁸ est d'avis que la mutation des violences sur le continent africain nécessite une analyse à niveau multiple. Selon cet auteur, il faut analyser, à la base, les racines des conflits en termes de rapport de pouvoir, de structures sociales concernant notamment les accès différenciés des jeunes et d'autres couches sociales les plus vulnérables aux emplois rémunérés, aux ressources naturelles et au foncier.

L'on remarque que l'entière des conflits actuels sur le continent noir met en scène les jeunes « *autochtones* » mais sans emplois et donc démunis de tout revenu licite et des migrants « *allochènes* » se heurtant à l'accès à ces ressources du fait de leur monopolisation par les « aînés » et de la priorité reconnue aux autochtones ou du fait même de leur rareté¹¹⁹. Dans ce sens, la question de l'accès à la terre et aux ressources naturelles afférentes est un des facteurs clés de la dynamique des conflits armés en Afrique.

La raréfaction des biens de première nécessité ou leur monopolisation par la classe des nantis sont à la base de beaucoup de

¹¹⁷ A. Bedoum, « Les conflits en Afrique Centrale : un défi pour le PNUD », in *Centre d'Oslo sur la Gouvernance*, décembre 2003, p. 17.

¹¹⁸ P. Hugon, *Géopolitique de l'Afrique*, SEDES, 2ième Ed, Paris, 2009, pp.144-152.

¹¹⁹ J.F. Bayart, P. Geschiere et Francis Nyamnjoh, Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique, in *Critique internationale*, n°10, janvier 2001, pp.177-194.

revendications sociales qui, se butant au refus de partage, se muent en conflit armé.

Il en est, par exemple, ainsi des revendications du *Revolutionary United Front*, le RUF au Sierra Leone. Ce mouvement rebelle a puisé aisément le gros de ses rangs, non seulement, parmi les jeunes prolétaires urbains mais aussi des jeunes ruraux se heurtant au contrôle du foncier par des nantis.

De même, la loi foncière de 1998 supprimant le droit à la terre pour ceux qui la cultivent a mis le feu aux poudres en Côte-d'Ivoire. Il y a affrontement entre une tranche sociale revendiquant les droits ancestraux et les migrants jouissant des terres louées dans l'esprit d'accords de tutorat à la conjonction de la très brûlante et manipulable question de l'*ivoirité*.

Epinglant la conflictualité armée dans la partie surpeuplée au Kivu montagneux, J.C. Willame¹²⁰ note l'ambivalence ou ce que les auteurs spécialisés sur le sujet appellent la « *gestion de la confusion* »¹²¹ qui prédomine depuis la loi foncière de 1973. Cette loi instaure le monopole de l'Etat sur le foncier tout en prévoyant une législation ultérieure (mais qui n'a jamais vu jour) sur les terres occupées par les communautés locales en vertu de la coutume. La corruption, érigée en norme dans ce pays, ouvre la porte à l'acquisition frauduleuse des titres fonciers par l'élite allochtone et la bourgeoisie.

Cette confusion a contribué à accroître fortement la conflictualité armée au Kivu au prisme de la brûlante question de la nationalité. Cette conflictualité s'enracine dans un contexte spécifique de raréfaction de la terre et de crise de l'Etat Zaïrois. Elle s'amplifie face à la pression démographique et migratoire. Il se peut, et comme le dit si bien Giri¹²², que le « *temps de l'espace fini a sonné* » au Kivu.

¹²⁰ J.C. Willame, *Insécurité, violences et ressources naturelles au Congo-Zaïre*, Madrid, le 25 mai 2007. Idem, "Banyarwanda et banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu", in *Cahiers africains*, n°25, Bruxelles-Paris, Institut africain, CEDAF, L'Harmattan, 1997.

¹²¹ Il y a lieu de mentionner les œuvres de O. Lanote, *Guerre sans frontières en République démocratique du Congo*, Bruxelles, GRIP, Complexe, 2003; M. Tsisembe, *Géopolitique de la paix en Afrique médiane, Angola, Burundi, république démocratique du Congo, Ouganda, Rwanda*, Paris, L'Harmattan, 2003. A. Tsongo Mafikiri, op.cit.; F. Reyntjens, *L'Afrique des Grands Lacs en crise. Rwanda, Burundi: 1988-1994*, Paris, Karthala, 1994. G. De Villers et J. Omasambo Tshonda, "Zaïre. La transition manquée (1990-1997)", *Cahiers africains*, n°27-28-29, Institut africain, CEDAF, L'Harmattan, Tervuren-Paris, 1997.

¹²² Giri, *L'Afrique en panne. Vingt-cinq ans de développement*, Paris, Karthala, 1986.

S'impose ainsi l'analyse des liens entre les violences infranationales et leur caractère transnational que ce soit par des appuis d'Etats voisins ou suite aux appartenances à des communautés transfrontalières ou aux diasporas de réfugiés.

Au sujet de cette régionalisation de la conflictualité, il est à noter que la fragilité et la vulnérabilité des Etats sont en interrelation avec la porosité des espaces frontaliers. Les conflits armés transfrontaliers ont pour caractéristique commune l'effet de contagion. Les conflits rwando-burundais et ougandais ont ainsi étendu leur champ d'action à l'est de la RDC à l'instar du conflit libérien déplacé en Sierra Leone et en Côte-d'Ivoire du fait entre autre de la mobilisation des soldats désœuvrés. Il en est de même de la Guinée, entourée d'une ceinture de feu avec de milliers de réfugiés sur son territoire. La Guinée-Bissau est déstabilisée par la rébellion casamançaise, d'origine sénégalaise. Les ondes de choc du conflit au Darfour se font douloureusement sentir au Tchad, en Ouganda et en République Centre-Africaine. Il en est de même du conflit somalien dont les affres sont néfastes au Kenya et dans toute la corne d'Afrique.

Ces théories sur la nouveauté des conflits armés et du rôle des facteurs économiques sont controversées suite à l'agrégation des conflits de nature diverse et du bémol mis sur leur rupture. Que de les inscrire dans une continuité historique, une chose est cependant évidente, si toutes les guerres n'ont pas une explication économique, toutes ont besoin de financement. Nerf de la guerre, les ressources naturelles permettent le financement des conflits tout en demeurant un des principaux enjeux. La réalité est que les combattants se font payer sur la population civile. Cette observation mène Stephen Ellis à écrire : « pendant la guerre, tous les groupes armés ont une tendance à se livrer à des attaques simultanées, seulement destinées à faciliter le pillage [...], particulièrement dans les zones de ligne de front »¹²³.

La compétition pour le contrôle des ressources naturelles est un des éléments capitaux pour une meilleure compréhension de la pérennisation de la guerre et des fissures observées au sein des rébellions et milices armées actives en Afrique. Cet aspect est illustratif dans la crise de l'Ituri et celle majeure qui écume le Nord-Kivu dont l'enjeu des richesses naturelles se combine avec la question foncière, l'exercice du pouvoir local et le contrôle du circuit financier tout en captivant les vellétés internes aux communautés locales.

¹²³ S. Ellis, *The mark of Anarchy*, Londres, Hurst and co., 1999, p.145.

Toutefois, ce courant instrumentaliste accuse des insuffisances face au refus de certains groupes de ne pas céder au goût du lucre malgré les réelles opportunités, leur capacité à ébranler les apports financiers issus de l'exploitation des ressources sous leur contrôle. Ces tendances veulent atteindre la finalité toute en conservant la cohésion de leur groupe. William Reno¹²⁴ l'illustre par l'exemple des talibans afghans. Selon cet auteur, ces combattants ont éradiqué, en 2001, 96% de la production d'opium dans les territoires sous leur gouvernance. Ils se privaient ainsi d'un revenu estimé à 100 millions de dollars américains. Leur comportement suggère d'autres motivations au niveau tant interne (afghan) qu'externe (communauté internationale). Par le maintien de leur objectif idéologique et pragmatique, ils ont mis à mal les tenants de la théorie de l'économie politique de la guerre en montrant que la disponibilité des ressources et de rackets ne prédestine pas en elle-même une organisation à un registre étroit de comportement.

Force est de s'interroger sur le pourquoi de ce comportement puritain dans le chef de certains groupes armés. Probablement que la situation dramatique qui est la leur devrait leur permettre de construire un projet et de s'organiser en conséquence. De même si la communauté internationale est aujourd'hui plus regardante sur les rébellions qu'elle peut tolérer, les directions de certaines d'entre elles, y trouvent un créneau pour se présenter comme une alternative réformatrice aux systèmes en place, en suppléant leur prédation effrénée et leurs contacts avec le milieu du crime international par une structure étatique moderne soucieuse des attentes de ses administrés.

Soulignons enfin, combien est très difficile la théorisation des conflits armés africains. Il en est de même de leur analyse du fait de l'enchevêtrement des facteurs explicatifs et de la spécificité des différentes configurations. Il peut arriver que la cause initiale de déclenchement du conflit soit mineure mais l'ampleur de ses violences devienne incontrôlable. Celles-ci aggravent la paupérisation, engendrent l'exclusion et l'absence d'institutions qui elles-mêmes nourrissent les conflits et l'on se retrouve dans un cercle vicieux de la violence. En un mot, le conflit armé résulte d'un enchevêtrement de plusieurs facteurs ayant leur propre temporalité.

¹²⁴ W. Reno, la "sale petite guerre" du Libéria, in *Politique africaine*, n°188, décembre 2002, pp.72-73.

Pour le cas de l'est de la RDC, le problème ne réside plus à la seule abondance des ressources de ce pays mais aussi et surtout à l'effondrement de l'Etat et des conditions sociales y subséquentes qui alimentent les dynamiques guerrières.

1.1.2.1. De la conflictualité armée dans la région des Grands Lacs

Vercauteren fait remarquer que « depuis la disparition de la guerre froide, certaines crises africaines ont perdu leurs justifications officielles de conflits périphériques de la rivalité soviéto-américaine pour laisser apparaître des causes réelles et souvent endogènes ou locales de tension ».¹²⁵

Depuis le début des années 1990, écrit Roland Pourtier, « l'Afrique centrale est une des zones d'instabilité majeure du continent. La fin de la guerre froide et de l'ordre mondial qu'elle avait imposées a libéré des tensions internes longtemps contenues, déclenchant une multitude de conflits d'une violence inouïe pour les plus graves d'entre eux »¹²⁶. L'engrenage de la guerre a créé un véritable système de conflits découlant des interactions multiples entre les diverses forces en présence : tensions locales, dynamiques nationales et régionales, voire, extrarégionales.

Par sa position géographique, la RDC se trouve au centre de cette conflictualité. En fait, et comme l'écrit si bien René Lemarchand, « en dernière analyse, l'effondrement de l'Etat Zaïrois doit être vu comme un sous-produit de la fin de la guerre froide »¹²⁷.

En effet, l'interaction la plus forte avec les pays voisins, longtemps polarisée par l'Angola, s'est déplacée aujourd'hui sur son flanc oriental limitrophe des pays des Grands Lacs. La superposition et l'enchevêtrement de plusieurs strates identitaires, claniques, ethniques, nationales à la croisée du vide de l'Etat zaïrois, ont fait apparaître des situations particulièrement complexes dans les espaces autrefois ouverts aux déplacements des populations. L'imbroglio politico-militaire qui fait de l'ancien Kivu la poudrière de l'Afrique centrale, tient à ces chevauchements. La présence des communautés d'origine

¹²⁵ P. Vercauteren (sd), *L'Etat en crise : souveraineté et légitimité en question ?*, Secrétariat de la FIUC, Paris, 2000, p.37.

¹²⁶ Roland Pourtier, L'Afrique centrale entre incertitudes et renouveau, in *Afrique contemporaine*, Paris, 2005, pp.21-27.

¹²⁷ R. Lemarchand, *The Democratic Republic of Congo: from collapse to potential reconstruction*, Occasional Paper, September 2001.

rwandaise y alimentait déjà des réactions de rejet de la part des autochtones, le tout sur fond de la « géopolitique mobutiennne ».

Il faut observer que depuis l'indépendance, la question de la nationalité congolaise à la m le de celle foncière empoisonne les relations entre ces deux blocs communautaires au Kivu. Cete partie orientale congolaise constitue le coin le plus névralgique d'Afrique centrale, pour des causes à la fois structurelles et conjoncturelles.

Yves Lacoste¹²⁸ remarque ainsi que l'étude des conflits que connaît cet espace est très complexe suite à la multiplicité d'acteurs, à l'imbrication des zones de tensions, au chevauchement des conflits de natures diverses qui font de cette région de hautes terres, partageant ses frontières avec cinq pays voisins, un des points géopolitiques les plus chauds du continent.

Carte né 1 : Aperçu de la région des Grands Lacs



Source : [http:// www.ritimo.org/.../rdc/rdc](http://www.ritimo.org/.../rdc/rdc)

¹²⁸ Y. Lacoste, « Géopolitique d'une Afrique médiane », in *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n 86-87, La Découverte, Paris, 1997, p. 20.

Autrefois perçue comme périphérique, enclavée politiquement mais économiquement intéressante, cette partie de l'Afrique connaît des processus de déstructuration géopolitique parmi les plus acharnés qu'aient connus les dernières décennies du 20^e siècle. Ainsi, depuis les années 1960, l'Est de la RDC demeure particulièrement confrontée à des multiples crises aiguës, caractérisées par la succession et l'âpreté de luttes politiques dans toute la région. Dès lors, cette partie est plongée dans une crise tout à fait particulière pour le contrôle de la scène politique et du foncier entre autochtone et allochtone.

Dans ce sens, Filip Reyntjens fait observer que les germes de l'instabilité du Kivu sont présents dès le début des années 1960 : « [...] *exil massif des rwandais, toutes les ethnies confondues, qui s'installent dans les pays voisins pendant et après la révolution de 1959-1961. La déstabilisation aiguë de la région débute le premier octobre 1990, lorsque le Front Patriotique Rwandais (F.P.R.) attaque le Rwanda à partir de l'Ouganda et lorsque les Hutu et Tutsi immigrés au Zaïre prennent ouvertement position active dans la guerre civile qui déchirait le Rwanda* »¹²⁹. D'autre part, l'on note l'appui officiel des FAZ aux FAR de Juvénal Habyarimana contre le FPR, péché originel dont les congolais continuent à payer les frais. Le régime actuel de Kigali n'a jamais digéré les revers subis par le FPR à ses premières heures d'insurrection grâce à l'ingérence zaïroise dans les affaires rwando-rwandaises d'alors.

Filip Reyntjens remarque, en outre, que la toile de fond des récents événements dans cette partie orientale est due aux dynamiques politiques et économiques de la région, sa situation périphérique dans l'ensemble de la RDC et son insertion dans l'aire est-africaine¹³⁰. Les dynamiques guerrières qui gangrènent cette partie du Congo-Kinshasa, continue ce même auteur, se basent sur les flux migratoires rwandais d'avant, pendant et d'après la période coloniale¹³¹.

C'est à ce juste titre que Gauthier de Villers note qu'il « *faudrait remonter au moins à la période de l'indépendance pour faire l'histoire des relations complexes, marquées par des rivalités, entre les populations Banyarwanda et les autres groupes ethniques du Kivu. Il faudrait en particulier montrer comment des liens privilégiés avec le*

¹²⁹ F. Reyntjens, *La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique Centrale*, Harmattan, Paris, 1999, p. 7.

¹³⁰ Ibidem, p. 13.

¹³¹ Ibidem, p. 12.

régime Mobutu ainsi que certaines caractéristiques sociales et culturelles de cette population ont conduit au Kivu à l'accaparement d'espaces fonciers par les Banyarwanda. Mais on peut considérer que le point de départ du processus d'aggravation des tensions interethniques est la contestation de la nationalité des Banyarwanda dans les années 1980, une contestation obéissant à deux principales motivations : la compétition pour les ressources foncières, rares dans cette région densément peuplée, et celle pour l'accès au pouvoir politique lors des élections de 1982 et 1987 sous le parti unique »¹³².

Disons que les guerres congolaises, puissantes dans la poudrière du Kivu, apparaissent comme le prolongement des guerres civiles qu'ont connues bon nombre des pays limitrophes du Zaïre de Mobutu.

Analysant la guerre qui a amené Laurent Désiré Kabila et l'AFDL au pouvoir à Kinshasa, Filip Reyntjens¹³³ estime que celle-ci ne peut pas être vue de façon isolée. Elle s'inscrit dans un contexte bien plus large de trois conflits : celui des grands lacs, bien sûr, qui en a été la face immédiatement visible, mais également ceux du Soudan et de l'Angola. La proximité géographique entre ces foyers d'instabilité et le jeu des alliances objectives - tous les acteurs raisonnant dans la logique de « *l'ennemi de mon ennemi est mon ami* » - ont rapproché ces conflits, ouvrant ainsi la perspective de l'émergence d'une zone de guerre qui s'étendrait d'Asmara à Luanda.

Géopolitiquement, le Zaïre faisait la jonction entre ces trois zones. Ce n'est un secret pour personne. Le régime de Mobutu soutenait le régime de Khartoum en guerre contre la guérilla sudiste, la SPLA (Sudan People's Liberation Army) appuyée au niveau régional par Asmara, Addis-Abeba et Kampala. De même, le territoire zaïrois servait de base arrière à des attaques menées par divers mouvements armés contre l'Ouganda, le Burundi et, depuis juin 1994, les milices hostiles à Kigali. Enfin, il faut mentionner le soutien accordé par le régime Mobutu à la rébellion de l'UNITA de Jonas Savimbi en guerre contre le régime de Luanda. Ce qui fait que, au moindre dérapage, tous les ingrédients étant ainsi réunis, Kinshasa s'attirait la foudre de tous

¹³² G. De Villers, La guerre dans les évolutions du Congo-Kinshasa, in *Afrique contemporaine*, 2005 ; p.57.

¹³³ S. Kabuya Lumuna, *Les conflits de l'Est du Zaïre, repères et enjeux*, Publication du ministère de la presse du Zaïre, Edition SECCO/LIN, 1997, p. 28.

¹³³ F. Reyntjens, « La rébellion au Congo-Zaïre : une affaire des voisins », in *Revue de géographie et de géopolitique*, n°86/87, 1997, pp.57-58.

ces pays. Ce qui justifie la coalition des armées étrangères qui a amené Laurent Désiré Kabila et l'AFDL au pouvoir à Kinshasa mettant fin à un système qui avait miné toute la région d'Afrique centrale. Cette donne purement régionale va se greffer à des étincelles de tensions purement locales dans l'est du Zaïre mais dont Kinshasa était lui-même catalyseur.

Dans ce même esprit qu'au sein de son mémoire de maîtrise, R. Mwanawavene¹³⁴ montre comment l'Ouganda et le Rwanda tout en misant sur les acteurs locaux font du morcellement du territoire congolais leurs zones satellites qu'ils exploitent à leur guise et s'en servent pour augmenter leur puissance économique et politique respective dans la région. Ces Etats voisins s'enlisent dans une spirale de guerres entretenues par des dynamiques locales qui instrumentalisent la fibre ethnique tout en s'appuyant sur l'argument populiste de protectionnisme communautaire et du référent local.

En somme, l'implication de divers acteurs ayant des intérêts divergents en RDC, au-delà du court terme, pourrait remplacer des conflits relativement structurés au macro-niveau par des conflits aux méso et micro, beaucoup moins structurés et dont l'issue est hautement imprévisible¹³⁵. Ceci tient, en fait, au parcours de la déstructuration géopolitique du Congo-Kinshasa, plus particulièrement au Nord Kivu septentrional, champ de nos investigations.

1.1.2.2. Imbrication de divers facteurs dans la guerre au Kivu

En ce domaine les notions de géopolitique et géostratégie sont incontournables, la conflictualité armée ou la guerre étant l'essence même de la géopolitique et son horizon indispensable. Quelles que soient la forme et l'intensité de crise, là où il y a conflit, il y a matière d'analyse géopolitique. Inversement, là où il y a réflexion géopolitique, il y a conflit car les représentations politiques des peuples sont eux aussi de l'analyse géopolitique¹³⁶.

Une étude axée sur les conflits armés dans l'aire de Beni-Lubero illustre bien la réflexion géopolitique autour des dynamiques guerrières dans la pérennisation des tensions au niveau local. Ce qui

¹³⁴ R. Kasereka Mwanawavene, *Dynamiques locales et géopolitiques régionales des pays de Grands Lacs. Cas du territoire contrôlé par le R.C.D.-K/M.L.*, Thèse de Master, inédite, Universiteit Antwerpen /Belgique, 2003-2004, p. 53.

¹³⁵ F.Reytjens, op.cit. p. 75.

¹³⁶ A. Chauprade et F. Thual, *op. Cit.* p. 486.

permet de dénuder l'interconnexion des réseaux d'acteurs dans les conflits armés au Nord-Kivu. Nous nous investissons de cette manière à comprendre les dessous-de-cartes de ces guerres récurrentes et des jeux d'alliances dans la criminalisation de l'Etat dans cette partie de la RDC surtout que les théories sur la conflictualité armée en Afrique coïncident sur le terrain explicatif avec celles de la criminalisation de l'Etat dans cette Afrique de grands-lacs.

L'analyse concrète de l'entrée du Congo-Zaïre dans un temps de guerre permanente, depuis la décennie 1990, fait intervenir un grand nombre de facteurs qui appellent chacun une explication. Parmi les principaux, mentionnons le blocage et le pourrissement du processus de « transition démocratique », le délitement de ce qui subsistait du système Mobutu et, en particulier, de sa force armée, la révolte dite des Banyamulenge, l'existence des formes diverses de guerres civiles dans plusieurs pays voisins avec les prolongements transfrontaliers au Zaïre, la formation d'alliances interétatiques opportunistes et très mouvantes dictées par des préoccupations « *économico-sécuritaires* » en même temps que par les ambitions géopolitiques concurrentes des chefs d'Etats de cette région. La conjonction de ces facteurs internes et externes, répondant à des causalités totalement ou partiellement indépendantes les unes des autres, a conduit au processus de démantèlement du territoire national et au surgissement des forces locales d'autodéfense populaire.

C'est avec la transition démocratique que la remise en cause des droits des Banyarwanda débouche, au Nord-Kivu, dès mars 1993, sur des affrontements meurtriers entre communautés autochtones et celles allochtones au Masisi et dans le Rutshuru. Les conflits autour de l'accès à la terre en est toujours un facteur crucial, ravivé par la compétition politique ou la tendance à exclure collectivement tous les Banyarwanda de la nationalité congolaise et donc de l'exercice des droits politiques.

En outre, l'effet de contagion des évolutions en cours au Rwanda de 1990, à savoir le « *sionisme tutsi* » amorcé par la conquête du FPR partant du territoire ougandais, joue également un rôle très déterminant dans la conflictualité armée au Nord-Kivu. Vlassenroot et Raeymaekers, relèvent que « *l'un des facteurs d'aggravations des tensions interethniques dans le Masisi en 1993, cette zone du Nord-Kivu alors la plus affectée par les violences, est l'encouragement que*

leur apporté par la présidence hutu du Rwanda, dans le but de couper les liens que nouaient les tutsi locaux (congolais) avec le FPR »¹³⁷.

Ces mêmes auteurs font observer que l'arrivée des réfugiés hutus à 1994 modifie le caractère des conflits socio-ethniques au Kivu. A des affrontements qui restaient localisés entre autochtones et Banyarwanda se substitue une coalition Hutu du Kivu et réfugiés Hutu, rejoints parfois par des milices autochtones, contre les tutsi congolais, dans un conflit de dimension régionale, imbriquant le Kivu et le Rwanda¹³⁸.

Emmanuel Lubala Mugisho¹³⁹ est du même avis. Il relève qu'après le génocide rwandais de 1994, la trame de l'instabilité de la région de Grands Lacs est constituée par deux éléments : la question tutsi et le problème des Interahamwe, ce binôme qui empoisonne les consciences et les relations non seulement dans cette région mais aussi sur la scène internationale. Dans cette même perspective, Privat Rutazibwa creuse l'abcès en ces termes : « *tant qu'on n'aura pas compris que face aux revendications générales de démocratie, de droits de l'homme et de bonne gouvernance, la question tutsi dans la région constitue non pas un détail mais plutôt le problème de fond à résoudre en premier lieu et avant toute autre chose, les armes continueront à crépiter et les perspectives de paix s'éloigneront de plus en plus* »¹⁴⁰.

Cette affirmation révèle les comportements de certains instigateurs de la guerre à l'Est de la RDC ainsi que l'importance que requiert cette donne dans les dynamiques régionales actuelles. Elle sous-tend la confusion savamment entretenue autour du vocable FDLR dont la présence dans les provinces est du Congo-Kinshasa est très néfaste pour les populations du Kivu mais qui sert de léitmotiv pour l'actuel régime de Kigali pour agresser la RDC. Il y a extension de ce qualificatif à tout hutu congolais ou rwandais qui s'inscrit en contre

¹³⁷ K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, *Conflict and social transformation in Eastern RD Congo*, Gent, Academia Press, 2004, pp. 57-58.

¹³⁸ Ibidem, pp.90-92.

¹³⁹ E. Lubala Mugisho, Interventions militaires étrangères au Kivu: Prévention du génocide ou voie de puissance?, in *Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 1998-1999, Paris, L'Harmattan, 1999.

¹⁴⁰ P. Rutazibwa, "Grands-Lacs: la question tutsi n'est pas un détail", *Agence rwandaise d'information (ARI/ANA)*, n°110 du 1 au 7 octobre 1998, tel que cité par E. Lubala Mugisho; *op.cit.*

courant de l'idéologie actuelle de Kigali et même à tout congolais résistant à l'ingérence rwandaise en RDC.

Contrairement à l'aspect interne de la conflictualité à l'Est du Congo, l'on ne doit pas omettre les facteurs externes qui consacrent le chaos congolais par le biais du processus de « *désinstitutionalisation* » et de l'« *informalisation* » de l'Etat congolais avec sa cohorte de pillages de richesses nationales et de violations massives des droits humains¹⁴¹. Avec le prolongement de la guerre, ont surgi d'autres conflits armés purement internes, dans la même partie orientale du pays, notamment en Ituri, y menant des guerres dans la guerre. La guerre de 1998 a nourri et s'est nourrie de ces dynamiques guerrières locales en Ituri et dans les deux Kivu. Elle s'est transformée en une entreprise de pillage des ressources congolaises et s'est ainsi auto-entretenu. Ainsi donc, les substrats purement congolais y ont servi des ferments à une mainmise extérieure.

C'est avec raison que G. De Villers note : « ... *bien que des tutsis congolais et l'armée rwandaise aient été ses initiateurs, le mouvement de rébellion créé en août 1998, sous les auspices de Kigali rallie d'emblée un échantillon assez varié des élites politiques congolaises. De nombreux soldats et officiers de l'ancienne armée de Mobutu, négligés ou maltraités sous L.D. Kabila, se joignent au mouvement. Le MLC, rébellion lancée sous le patronage de l'Ouganda, rencontre à ses débuts une assez large adhésion populaire dans la province de l'Equateur, ancien fief de Mobutu s'étant vu victime d'un certain ostracisme avec le changement du pouvoir* »¹⁴².

1. 2. De la reterritorialisation de l'espace politique

De nombreux politistes africanistes ont produit toute une floraison de concepts (Etat criminel, Etat rhizome, Etat malfaiteur, Etat prédateur, etc.) qui, de fois s'entrecourent, parfois divergent dans leur appréhension de l'Etat en Afrique. D'aucuns voient dans le syndrome des seigneurs de guerres en Afrique le reflet de la crise du territoire et de la souveraineté nationale¹⁴³. Béatrice Hibou¹⁴⁴ parle d'Etat en pleine déliquescence.

¹⁴¹ G. de Villers, op.cit., p.49.

¹⁴² Ibidem, p.47.

¹⁴³ J.C.Rufin (Sd), *Mondes Rebelles. Guerres civiles et violences politiques*, L'encyclopédie des conflits, Ed. Michelon, 1999, p23 et p.524.

¹⁴⁴ B. Hibou, *Retrait ou redéploiement de l'Etat ? 1998*, p.153.

Néanmoins, au sein de cet Etat déliquescant, on voit surgir d'autres pratiques locales d'autogestion et de survie, un genre nouveau de 'gouvernance locale'. Par celle-ci, l'on entend les mécanismes de gestion rebelle mais aussi d'auto-prise en charge locale développés par les populations à la base en vue de se maintenir dans la guerre. Il est, par ailleurs, plausible d'analyser la pérennisation de la guerre à l'est de la RDC à la lumière des dividendes issues de cette 'gouvernance informelle'.

1.2.1. Théories de la crise de l'Etat en Afrique noire

Nombreux facteurs contribuent à altérer la problématique classique des conflits armés en Afrique: proliférations déstructurées d'acteurs, juvénilisation des combattants, prédation et privatisation du patrimoine national, économies de guerre à base mafieuse, satellisation du territoire, usage abusif de la violence, etc. Les appareils étatiques sont minés par des logiques stratégiques qui jaillissent dans des guerres, signes patents de l'effondrement de l'Etat.

Par celui-ci, W. L. Zartman (1995) entend une situation dans laquelle la structure, l'autorité, le droit et l'ordre politique sont en pleine décomposition. Dans ce contexte, le gouvernement est paralysé, a perdu et fonctionne sans aucune source de légitimité charismatique ou institutionnelle. C'est ainsi que B. Badie et M.C. Smouts (1995) estiment que le fil conducteur de la crise de l'Etat-nation est l'absence de sécurité qui, le plus souvent, est assurée de plus en plus par les groupes et réseaux privés. Il y a donc crise ou effondrement de l'Etat lorsque celui-ci devient l'instrument de sécurisation des intérêts de quelques groupes privés, à des fins privées et par des entrepreneurs privés ou non-étatiques.

La crise de l'Etat se vérifie, en effet, dans deux domaines cruciaux que sont la maîtrise du territoire et le plein exercice de la souveraineté nationale, tous deux amplement illustrés par Bertrand Badie.¹⁴⁵ Selon lui, la vitalité des flux transnationaux conduit tout d'abord à la remise en cause des frontières. Le monde de réseaux se dresse contre celui des territoires. L'ordre des réseaux transperce et cisaille celui du territoire, l'affaiblit et lui fait perdre précisément cette

¹⁴⁵ B. Badie, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité du respect*, Paris, Fayard, 1995; Idem, *Un monde sans souveraineté. Les Etats entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard, 1999.

cohésion et exceptionnalité qui fondaient sa nature essentiellement politique à tel point que le « *territoire agonise en politique* »¹⁴⁶. F. Constantin met l'accent sur ce premier phénomène. En vidant de son sens la composante essentielle du territoire qu'est la frontière, les flux transnationaux subvertissent l'espace de l'Etat. Ce dernier est « *dévalorisé, ridiculisé* » par l'informel transnational, « *négarion du territoire étatique national* ».¹⁴⁷

A la lumière de ce qui précède, nous sommes persuadé, à l'instar de Mamadou Diouf¹⁴⁸ et de John O. Igue¹⁴⁹, que l'extraversion des activités militaro-commerciales dans la contrée sous examen fonctionnant comme une enclave entre deux Etats sert de créneau à l'Ouganda dans ses stratégies de satellisation du territoire congolais. Ce morcellement territorial, à la fois délibéré et imposé par les circonstances, remet en cause le mode de gestion en vigueur au Zaïre de Mobutu qui a vu émergé une classe d'entrepreneurs militaro-commerciaux sous le prisme de « *l'article quinze* » consacrant la débrouillardise. Ceux-ci s'étaient positionnés en dehors du système en place dont ils constituaient des « *doublures* »¹⁵⁰.

De la sorte, l'on assiste à la crise du territoire national zaïrois conçu comme « *support d'une identité politique citoyenne* » avec le risque de voir se profiler des « *territoires identitaires* » fondés sur une même appartenance communautaire ou culturelle¹⁵¹. Du fait de la non-maîtrise de ses frontières, le dynamisme des réseaux militaro-commerciaux transfrontaliers y met en mal la souveraineté congolaise en termes d'absence et de non-effectivité du pouvoir central dans certaines collectivités de son territoire national.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il n'est pas erroné d'affirmer, à la suite de Pierre Kamba, que « *la faillite de l'Etat et le délitement de la société congolaise sont l'une des conséquences politiques et sociologiques majeures d'un mode de domination qui*

¹⁴⁶ Idem, *La fin des territoires*, *op.cit.* p. 135

¹⁴⁷ F. Constantin, *L'informel internationalisé ou la subversion de la territorialité*, *op.cit.* pp. 318-319

¹⁴⁸ Mamadou Diouf, « *Privatisation des économies et des Etats africains* », in *Politique africaine*, Karthala, n°74, 1999, p. 16.

¹⁴⁹ J.O. Igue, *Le territoire et l'Etat en Afrique. Les dimensions spatiales du développement*, Karthala, Paris, 1995, p. 41.

¹⁵⁰ Voir à ce sujet J.F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe, Coll. « Espace international », 1997, pp. 105-158.

¹⁵¹ B. Badie et M.C. Smouts (dir), *L'international sans territoire*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Cultures et conflits », 1996.

recourt abondamment à la violence et laisse simultanément toute latitude aux dominés de se 'débrouiller' de diverses manières »¹⁵².

La crise de l'Etat est, par ailleurs, à illustrer aussi bien sur le plan géographique que thématique. La réaction des flux et des réseaux transnationaux en Afrique conduit à la mise en place d'espaces alternatifs – contrebande, réseaux marchands et migratoires- qui s'affirment face aux territoires « *qui échappent de façon coûteuse à la souveraineté des Etats* »¹⁵³. B. Badie¹⁵⁴ affirme ainsi que les réseaux mafieux, à travers le pillage des ressources naturelles, le blanchissement d'argent sale, le commerce clandestin d'armes affectent directement la sécurité de l'Etat et défient le principe de souveraineté. Ces faits connotent la fragilité de l'Etat.

1.2.2. Théories sur les Etats fragiles

Depuis le 11 septembre 2001, la problématique des « *Etats fragiles* » suscite de nombreuses études et réflexions d'horizons variés. Toutes prouvent dans une convergence assez remarquable la manière dont, dès le début de l'ère unipolaire, les conflits armés dans les pays en développement sont nés de l'affaiblissement d'Etats « *privatisés* » et du détournement du monopole de la violence légitime au profit d'individus et de groupes réduits¹⁵⁵. Cependant, cette théorie est trop controversée du fait même de l'ambiguïté du concept « *fragile* ».

Ne s'agit-il pas là d'une étiquette purement occidentale juste pour s'octroyer le droit de tutelle sur certains Etats en développement ? Encore que la fragilité existe partout, y compris dans les pays développés. En plus, la fragilisation des Etats africains n'est-elle pas une conséquence logique du plan d'ajustement structurel, cette mise sous tutelle internationale telle que prônée par l'occident et testée en Afrique par le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale?

La privatisation de l'économie au nom de la libéralisation, a paradoxalement favorisé la criminalisation des activités économiques et exacerbé les comportements prédateurs. En outre, allant de pair avec l'ajustement structurel et la déliquescence de l'Etat, la privatisation de la sécurité et son usage à des fins privées et criminelles, à travers la

¹⁵² P. Kamba, *Violence politique eu Congo-Kinshasa*, L'Harmattan, Paris, 2008, p.13.

¹⁵³ B. Badie et alii., op.cit. p.80

¹⁵⁴ Ibidem, p. 225.

¹⁵⁵ J. M. Châtaigner et H. Magro (Sd.), *Etats et Sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007, pp9-10.

montée des pratiques miliciennes d'autodéfense en est un autre élément illustratif. C'est dans ce *no-man's-land* qu'émerge une multitude de bandes armées douées dans la manipulation de la violence.

En fait, le courant de l'« *Etat fragile* » ne doit pas se limiter uniquement à identifier des corrélations entre faible gouvernance, faible performance économique et inégalité dans l'accès aux opportunités économiques, absence de loi et d'ordre et de services sociaux absents ou inéquitables. Mais elle doit tenter surtout de comprendre les causalités pour mieux identifier les pistes de solution.

Les Etats fragiles sont définis comme « *les pays caractérisés par un manque d'engagement politique et/ou par une faible capacité à développer ou mettre en œuvre des politiques en faveur des pauvres, par la présence de conflits violents et/ou une faible gouvernance* »¹⁵⁶. Figurent ainsi dans cette catégorie, les Etats qui se sont effondrés, telle la Somalie et ceux qui ont des difficultés à contrôler l'entièreté de leur territoire, comme la RDC ou ceux dont les étincelles prouvent en suffisance une grande probabilité de conflictualité si aucune mesure préventive n'est prise le plutôt possible. Il y a également les Etats qui sont en plein conflit ou peinent à s'en sortir.

Certains théoriciens mettent en parallèle le dynamisme de la mondialisation et l'affaiblissement des Etats du tiers monde. Ce dynamisme est marqué par le développement de nouvelles zones grises qui échappent au contrôle des Etats, soit que ces derniers n'existent plus, soit qu'ils sont devenus très faibles pour exercer un semblant d'autorité sur les territoires qui leur sont les plus périphériques.

Dans le cas des pays africains, cette thèse soulève bien de controverses. Pour Daniel Bourmaud, par exemple, l'absence d'une bourgeoisie capitaliste a conduit l'Etat africain à jouer le rôle d'entrepreneur. Légitimé dès lors comme acteur privilégié du développement économique, il s'est trouvé dans une position de *straddling* entre domaines public et privé. Cette interprétation a été confortée dans la logique suivie par les agents publics pour asseoir leur pouvoir. En outre, la confusion public/privé a conduit des auteurs tels que Samuel Eisenstadt ou J.F. Médard à proposer le concept de

¹⁵⁶ Rapport de l'OCDE/CAD, 2005b.

néopatrimonialisme pour désigner la nature de l'Etat dans les pays en développement¹⁵⁷.

Définir l'Etat néopatrimonial suppose de faire tout d'abord référence à la catégorie wébérienne de domination traditionnelle qui inclut le patriarcat, le patrimonialisme et le sultanisme. Pour Max Weber, le patrimonialisme repose sur une confusion entre la sphère du droit public et la sphère du droit privé de la part du souverain qui exerce le pouvoir en vertu d'un droit personnel absolu. Les pouvoirs politiques, administratifs et judiciaires relèvent de son pouvoir personnel. Les serviteurs patrimoniaux ou agents politico-administratifs sont ses obligés. La confusion public/privé est donc au centre de la construction de la politique néopatrimoniale¹⁵⁸ qui caractérise l'espace public en Afrique noire.

Le clientélisme est structurellement lié au néopatrimonialisme. L'élite utilise ainsi une partie des ressources accumulées grâce à la position de pouvoir pour alimenter divers réseaux de clients qui représentent par la suite, pour lui, autant des soutiens politiques. A ce sujet, Béatrice Hibou¹⁵⁹ fait observer qu'en Afrique le chevauchement entre positions du pouvoir et celles d'accumulation, entre le légal et l'illégal constituent, depuis la période coloniale, le socle du pouvoir.

Dans cette optique, la crise de l'Etat en Afrique est à interpréter comme la source ou la terre nourricière des dynamiques locales qui suppléent à cette carence étatique. Il est donc question du retour, au premier plan, du rôle ou de la place de l'Etat souverain et donc, de la nécessité de sa consolidation et du renforcement de ses institutions en vue de la promotion du développement économique et social multisectoriel susceptible d'atténuer les conflits sociaux.

Il serait donc hâtif de conclure à la déliquescence de l'Etat en Afrique noire. Il faut plutôt parler de l'échec des projets ambitieux des nationalistes et constructeurs occidentaux d'édification de l'Etat selon le schéma prédéfini. C'est donc la distance qui sépare les actuels Etats africains du modèle idéalisé à l'occidental qui incite à parler de la déliquescence de l'Etat en Afrique. Encore que si déliquescence de

¹⁵⁷ J.-F. Médard, « L'Etat néo-patrimonial en Afrique noire », in J.-F. Médard (Ed.), *Etats d'Afrique noire. Formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1999.

¹⁵⁸ P. Marchésin, *Les nouvelles menaces. Les relations nord-sud des années 1980 à nos jours*, Paris, Karthala, 2001.p. 145.

¹⁵⁹ B. Hibou, « La décharge, nouvel interventionnisme », in *op.cit.* p.14

l'Etat il y en avait, elle résulterait de l'articulation des politiques élitistes africaines occidentalises avec celles occidentales.

L'on doit reconnaître la part de responsabilité des puissances occidentales dans le processus de déstabilisation des Etats africains par le truchement de cette élite africaine elle-même. Cette interconnexion des diverses dynamiques mène à penser qu'il ne servirait à rien de désigner un coupable unique, étant entendu qu'il s'agit d'une question complexe que ne saurait épuiser les grilles de lecture et les schémas théoriques standards censés trouver une explication rationnelle à la conflictualité armée sur ce continent.

Il s'avère qu'en Afrique la formation de l'Etat passe par le redéploiement, la privatisation de la sphère publique et par diverses logiques illicites, voire prédatrices. La consolidation de l'Etat peut donc se faire par des moyens indirects et non bureaucratiques. Paradoxalement, la guerre, la violence, les pillages et la contrebande peuvent contribuer à la formation de l'Etat. Même si ces pratiques horrifient, l'Etat y demeure pourtant le cadre de référence dans le chef de tous les entrepreneurs privés ou publics.

Autrement dit, tous les mécanismes de détournement, de contournement ou de retournement des dispositifs légaux par les entrepreneurs privés sont à interpréter comme des contestations d'un modèle étatique imposé et qui a échoué car ne tenant pas compte des réalités purement africaines. L'idée largement répandue de la nécessité de l'Etat ne paraît pas antinomique par rapport aux logiques privées actuellement en œuvre sur ce continent. Le but affiché de tous les mouvements armés est de se faire, certes à leur manière, un certain cadre étatique propice aux aspirations sociopolitiques et économiques de populations au nom desquelles ils prétendent agir.¹⁶⁰ Cette quête d'un Etat modelé selon les réalités locales, disons mieux, selon l'imaginaire populaire est au cœur même de ce que nous appelons au sein de cette étude « *gouvernance locale* ».

A ce titre, la crise est donc, non seulement consubstantielle à l'Etat en Afrique mais elle est aussi constitutive de celui-ci. Sinon, comment comprendre que les guerres que connaît ce continent durant ces deux dernières décennies aient plutôt contribué à l'affirmation territoriale de l'Etat et à plus de patriotisme, contrairement à l'idée

¹⁶⁰ T. Gordadze, « Les nouvelles guerres du Caucase (1991-2000) et la formation des Etats post-communistes », in *Guerres et sociétés, Etat et violence après la guerre froide*, CERI, Paris, Karthala, 2003, pp 395-398.

selon laquelle les frontières en Afrique étaient par essence artificielles, flottantes et donc intenables. C'est comme la décomposition-implosion annoncée de l'Etat congolais en Afrique centrale qui ne s'est pourtant jamais produite. Au contraire, sous les affres des guerres, cet Etat s'est consolidé davantage dans la conscience collective des congolais au point de prouver aux tenants de la thèse de la balkanisation de la RDC que cet Etat est un et indivisible. Cette réalité coïncide avec la théorie de redéploiement ou de la reterritorialisation de l'Etat très vivace dans l'imaginaire populaire et collectif congolais.

1.2.3. Thèse de redéploiement/reterritorialisation de l'Etat

A ce stade, Jean-François Bayart¹⁶¹ distingue l'apparition de « l'Etat-trickster », un « Etat prédateur et militarisé », mais aussi un Etat « triché », habile à tirer avantage des interstices de l'économie internationale et de l'interface entre les activités formelles et celles informelles. Il met plus l'accent sur le développement du secteur informel comme mode populaire de survie à la base. Cette position est également celle d'Hélène Morvan¹⁶² dans son étude sur la cohabitation des populations civiles et les milices mayi-mayi à Bunyakiri, au Sud-Kivu. C'est ce que démontre également O. Kambale Mirembe¹⁶³ pour qui, le contexte de conflictualité au nord-est de la RDC a été propice pour la mise sur pieds d'économie souterraine qui renforce davantage les réseaux transnationaux d'affaires.

Pour sa part, Béatrice Hibou relève que « l'Etat, dans tous les pays d'Afrique, participe activement à l'économie informelle ».¹⁶⁴ Quant à Stephen Ellis, celui-ci constate que « l'émergence des groupes rebelles qui défient l'autorité du pouvoir central ou cherchent à imposer une certaine autonomie des espaces qu'ils contrôlent reflète de nouveaux modes de gestion de l'espace public apparentés aux stratégies de criminalisation et privatisation de l'Etat »¹⁶⁵.

¹⁶¹ P. Machesin, « La guerre en Afrique : dépérissement ou formation de l'Etat ? », op.cit. pp. 72 ; 93.

¹⁶² H. Morvan, *Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et les combattants mayi-mayi au Kivu*, Life & Peace Institute, Suède, 2005

¹⁶³ O. Kambale Mirembe, *Echanges transnationaux, réseaux informels et développement local. Une étude au Nord-est de la République démocratique du Congo*, Thèse de doctorat, UCL, Presses universitaires de Louvain, 2005

¹⁶⁴ B. Hibou, « Le 'capital social' de l'Etat falsificateur... », art. *Op.cit.* p.29.

¹⁶⁵ S. Ellis (Sd), *op. cit.* p. 333.

Cependant, toutes ces thèses ne trouvent pas d'unanimité dans le chef des analystes des conflits africains. Elles ont, parfois, tendance à affirmer une chose et son contraire à la fois. Certaines théories, tout en soutenant la thèse de la déliquescence de l'Etat en Afrique subsaharienne, voient dans le phénomène des seigneurs de guerres non pas un signe de « *dépérissement* » de l'Etat mais plutôt de son véritable redéploiement.

C'est dans ce sens que, focalisant leurs recherches sur la manière dont le conflit à l'Est du Congo s'est traduit socialement à la base, Vlassenroot et Raeymaekers¹⁶⁶ s'aperçoivent que les acteurs politico-militaires représentent une quelconque « *réussite sociale* », au moins sur le plan matériel et du positionnement social. Les pratiques illicites y servent des stratégies de promotion sociale et de respectabilité. A leur suite, Marchesin affirme que pareil prestige attire l'attention et provoque la curiosité des populations jeunes. Cette réussite sociale ébranle, poursuit-il, les vieilles disciplines fondées sur la valeur du travail et offre un exemple d'accès facile au monde de consommation ostentatoire.¹⁶⁷

Les innombrables bandes de jeunes qui, sous une étiquette ou une autre, ont su imposé leur emprise tant en la campagne qu'en milieux urbains, témoignent de l'irréductible séduction exercée par un modèle d'organisation qui permet, en accumulant (au moins imaginativement) richesses et pouvoir, d'accéder à la modernité par raccourci¹⁶⁸.

Etudiant la décharge comme une stratégie nouvelle d'interventionnisme, Béatrice Hibou se rend compte, par exemple, que « *les pratiques de chevauchement entre positions de pouvoir et celles d'accumulation, entre public et privé, entre légal et illégal constituent le fondement du politique* »¹⁶⁹. Ce chevauchement renvoie bien sûr à une spécificité du champ politique. En fait, et comme l'estime D. Bourmaud, « *la position politique permet le cumul économique qui*

¹⁶⁶ K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, *Conflit et transformation sociale à l'est de la RDC*, Gent, Académia Press, 2004

¹⁶⁷ P. Marchesin, op.cit. p. 149

¹⁶⁸ H. Ossebi (Sd.), *De la galère à la guerre: jeunes et 'cobras' dans les quartiers Nord de Brazzaville*; K. Vlassenroot, *Violence et constitution des milices dans l'Est du Congo: Cas des mayi-mayi*, in *Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2001-2002.

¹⁶⁹ B. Hibou, « La 'décharge', nouvel interventionnisme », art. cit., p. 14.

conforte à son tour la position du pouvoir »¹⁷⁰. C'est ce que J. F. Bayart appelle « *Etat-rhizome* », expression fort suggestive qui renvoie au terreau social dans lequel l'Etat s'enracine, à savoir cette « *multiplicité protéiforme de réseaux dont les tiges souterraines relient des points épars de la société* ». A y voir de près, cet Etat-rhizome sous-tend la logique d'assimilation réciproque des élites, des « *doublures* » de la classe dirigeante ou de « *renégociation permanente* ».¹⁷¹ Dans ce sens, J. F. Bayart reprend le concept foucauldien de « *gouvernementalité* ». Il constate que la plupart des activités économiques font l'objet de l'appropriation privée par des acteurs publics et privés mais à des fins de contrôle politique.

L'Etat en Afrique n'étant cependant pas défini d'avance, la théorie de la sociologie historique de l'Etat africain telle que défendue par P. Anderson, C.Tilly, T. Skopol ou de l'historicité de l'Etat de J.F.Bayart s'impose ainsi à notre analyse. Il n'en saurait en être autrement dès lors que l'on sait que les Etats africains sont le produit d'une histoire et non de l'Histoire. Ainsi appareillés, nous pouvons donner une lecture différente des dysfonctionnements de la plupart de ces Etats africains. C'est dire que leur capacité régulatrice peut être altérée, sans que soit pour autant remis en cause leur pouvoir. La désinstitutionnalisation n'y est donc pas forcément synonyme d'affaiblissement du pouvoir vue les capacités des dynamiques alternatives.

Béatrice Hibou remarque à ce sujet qu'en Afrique, la faiblesse de l'administration et des institutions étatiques peut coïncider avec la « *force et un réel enracinement de l'Etat* » en raison de sa nature rhizomatique. Les procédures administratives ne représentent qu'un canal, parmi beaucoup d'autres, de gestion des pouvoirs publics. Le recours aux relations personnelles et aux réseaux est autrement plus efficace.¹⁷² Au lieu de s'effacer, l'Etat ne fait souvent que se redéployer. On comprend ainsi que « *certaines situations envisagées d'ordinaire comme étant plus ou moins déstabilisatrices pour les Etats, telles que les guerres soient lues comme des vecteurs de leur formation* ».¹⁷³

¹⁷⁰ D. Bourmaud, *La Politique en Afrique*, Paris, Montchrestien, 1997.

¹⁷¹ J.F. Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, op.cit ; p. 272.

¹⁷² B. Hibou, « Le 'capital social' de l'Etat falsificateur, ou les ruses de l'intelligence économique », op.cit., p. 131-132

¹⁷³ J.F. Bayart, « La guerre en Afrique : dépérissement ou formation de l'Etat ? », *Esprit*, novembre 1998 ; B. Hibou, « La privatisation de l'Etat », art. Op.cit. p 123.

Dans cette foulée, Jean-François Bayart estime qu'à travers des conflits chaotiques et destructeurs, à l'instar de ceux vécus en Afrique des Grands Lacs, cheminerait un processus de construction de l'Etat : « *l'exacerbation des conflits en Afrique centrale peut (...) être interprétée, sous réserve d'inventaire, comme la manifestation, certes douloureuse, du processus de formation de l'Etat* ». ¹⁷⁴ Il est possible que, derrière le processus de dépérissement de l'Etat et d'instauration d'un régime de violence, profile « *des efforts d'institutionnalisation de nouvelles modalités de la domination légitime et de reconstruction graduelle de formules d'autorité fondées sur d'autres bases* ». ¹⁷⁵

Dans ce même esprit, K. Vlassenroot et T. Raeymaekers démontrent qu'« ... *au lieu de conduire à un effondrement ou au chaos (...), les conflits du Congo oriental semblent avoir la potentialité de créer un « système alternatif de profit, de pouvoir et de protection* ». ¹⁷⁶ Ils en épinglent même « *diverses structures informelles de gouvernance* » ¹⁷⁷. Bien que cette analyse sous-estime le caractère extrêmement limité et précaire de la protection offerte, comme le constate Gauthier De Villers ¹⁷⁸, loin d'exalter le phénomène de seigneurs de guerre, cette étude a le mérite d'objectiver les agissements des agents de violence et de destruction susceptibles de procurer aussi une relative « *sécurité* », donc témoigner d'une certaine capacité de « *gouvernance* » en dispensant des « *biens publics* » en faveur des populations sous leur contrôle.

Béatrice Hibou démontre, dans la même logique, de quelle manière dans certains pays africains, il peut arriver que le rôle politique d'intérêts privés ou l'accaparement des richesses par des élites ou des équipes dirigeantes restreintes n'aille pas à l'encontre de l'Etat dans la mesure où ces acteurs privés sont aussi des acteurs publics et qu'ils font partie de l'Etat. En ce sens, écrit-elle, « *les pratiques d'appropriation deviennent des pratiques politiques, autrement dit une gouvernementalité à part entière* ». ¹⁷⁹

¹⁷⁴ J.F. Bayart, « La guerre en Afrique. Dépérissement ou formation de l'Etat? », *Esprit*, n°247, p.63

¹⁷⁵ A. Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000, p. 112.

¹⁷⁶ K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, *op.cit.* p.23.

¹⁷⁷ *Ibidem*, p.221.

¹⁷⁸ G. De Villers, *op.cit.* p.66.

¹⁷⁹ B. Hibou, « Retrait ou redéploiement de l'Etat ?, art. *Op.cit.* p. 167.

En fait, poursuit-elle, « *c'est parce que l'on définit l'Etat, par exemple, en termes de souveraineté, ou comme l'unique détenteur du monopole de la violence légitime et de fiscalité, que l'on en conclut à la déliquescence de l'Etat ou que l'on crie à la concurrence de l'Etat par des nouveaux pouvoirs (tels les réseaux transnationaux, les troupes d'agression, les bandes armées locales, les rebelles nationaux, etc.)* ». En revanche, si l'on considère que la question de souveraineté est distincte de celle du pouvoir étatique, « *l'apparition de ces acteurs, de ces flux et de ces pouvoirs apparemment concurrents de l'Etat peut alors être comprise comme des points, nouveaux ou non, de son intervention* ».¹⁸⁰ Dans cette configuration, les principaux acteurs de l'informel sont, d'une façon ou d'une autre, liés au pouvoir politique. Il n'est donc pas surprenant, renchérit-elle, que « *le même Etat avalise, sinon verse dans l'illégalité, voire la criminalité par sa participation active à l'économie informelle* ».¹⁸¹

C'est ainsi que K. Vlassenroot et T. Raeymaekers appréhendent l'existence réelle de la trilogie si complexe, car informelle, de pouvoir, profit et protection informels, se trouvant au cœur des actions de seigneurs de guerre actifs à l'est de la RDC. Ils attestent que les processus de changement ne doivent pas être considérés comme « *déviants* » ou « *irrationnels*. *Par l'usage qu'ils font des opportunités créées par le conflit armé, ils doivent plutôt être vus comme constituant de nouvelles formes d'intégration socio-économiques, incontestablement violentes mais néanmoins effectives* ».¹⁸²

Le type de redéploiement envisagé dans notre étude concerne les conflits armés que connaît la RDC dans sa partie orientale. Ceux-ci, de nature privée, remettent directement en cause la souveraineté de l'Etat congolais. Or, selon le cadre théorique ci-haut épinglé, cette frontière nette entre la sphère privée et la sphère publique se brouille. Contrairement au réflexe wébérien de différenciation formel-informel, le politique, dans la province du Nord-Kivu et, de façon particulière, en Beni-Lubero, consacre une '*inter-compénétration*' entre les deux catégories. Tout en étudiant les pratiques des entrepreneurs politico-militaires agissant en dehors du cadre étatique congolais

¹⁸⁰ Idem, « 'La décharge', nouvel interventionnisme », op.cit. p 9 ou JF Bayart, idem, p 63.

¹⁸¹ B. Hibou, « Le 'capital social' de l'Etat falsificateur... », art. Op.cit. p.29.

¹⁸² K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, op.cit. pp.178;193.

internationalement reconnu, réalité sociopolitique contemporaine, nous examinons les pratiques de gouvernance propres aux forces armées locales dans leur articulation avec celles transnationales en quête paradoxale du redéploiement de l'autorité étatique congolaise dans cette région, donc de la reterritorialisation congolaise.

Cette approche théorique permet de mieux saisir la singularité organisationnelle des zones sous contrôle des maquis armés à l'instar de 'mini-Etats'. De la sorte, ce que d'aucuns qualifient de crise de l'Etat en Afrique est bien plus l'expression manifeste de son redéploiement. Le 'vide étatique' avec tous ses effets collatéraux stimule les particuliers à user également de la violence, à s'organiser en vue se poser en dynamiques alternatives.

Nous sommes ainsi persuadé qu'au sein de cette étude, il faille prendre en considération l'hétérogénéité sociale en Afrique et le fait que les entrepreneurs privés de la violence peuvent aussi œuvrer dans le sens du renforcement de l'Etat plutôt que de son implosion. Cette analyse nous permet d'aborder le phénomène des maquis armés en Beni-Lubero tout en les replaçant dans ce contexte particulier de l'instabilité générale qu'ont connu tous les Etats de la région.

1.2.4. Cas du redéploiement de l'Etat congolais en Beni-Lubero

Depuis des décennies, la gestion administrative de certaines localités du Grand-Nord a longtemps échappé à l'autorité étatique légalement établie. Dans les montagnes à l'ouest de Beni et au bas de contrefort du Ruwenzori vivent, depuis l'époque coloniale, des populations insoumises. Elles ne reconnaissent pas les agents de l'Etat, bien plus, elles les combattent. Les flux migratoires transfrontaliers aidant, ces zones se sont transformées en auberge de nombreux maquis armés sur lesquels une certaine élite locale s'est appuyée dans sa quête de leadership local et national. A dire vrai, l'Etat congolais n'y a jamais existé, au sens wébérien du terme.

Le pouvoir public demeure cloisonné de façon kleptocratique dans les seules grandes agglomérations. Ce semblant administratif y rackette plus les sujets qu'il ne les administre. L'autorité publique s'y manifeste plus comme un agent « *déshydrateur* » que régulateur de la vie sociale. Elle n'y fait montre d'aucune aptitude normative, ni responsive ni distributive. Seule la capacité extractive y est de mise, prototype d'une administration rodée dans les manœuvres d'éponger davantage ses administrés. Tracasseries multiples, convocations,

amandes et taxes arbitraires, autant des tactiques d'enrichissement personnel mais qui instaurent un climat de méfiance vis-à-vis de la fonction publique formelle.

Ce climat de méfiance voit naître les structures privées qui se posent en alternative. Elles s'assignent pour finalité première de garantir la sécurité des personnes et de leurs biens. Les autorités rebelles et les chefs de milices, voire des groupes armés étrangers se sont ainsi substitués à l'Etat central congolais dans les entités sous leur contrôle respectif. Ils y ont installé leurs administrations calquées sur le modèle du gouvernement central en vue d'exercer efficacement leur pouvoir politique. Ils ont, chacun à sa manière, organisé la sphère socio-économique, administrer la justice, encadrer et former leurs branches armées. Ils ont géré la trésorerie des entreprises publiques se trouvant dans leur rayon d'action, prélever les impôts et taxes, etc. Certains d'entre eux, se sont même tapé une certaine reconnaissance au sein de la communauté internationale. En un mot, ils se sont arrogé toutes les prérogatives reconnues à l'Etat moderne.

Bien que leur gestion n'est différée en rien de celle des acteurs politiques précédents pour qui, comme partout en RDC, les positions de pouvoir confèrent des opportunités d'enrichissement personnel, l'émergence de ces acteurs rodés dans la manipulation de la violence reflète, à notre avis, un besoin imminent d'organisation étatique tel que ressenti au niveau local. Ces agissements, loin de privatiser l'Etat congolais, celui-ci n'y ayant jamais existé au vrai sens du mot, sont des manifestations de son redéploiement et de sa construction. L'espoir suscité par les milices armées locales en tant que dynamiques refondatrices de l'Etat congolais a milité pour le soutien, bien que circonspect, des populations locales à leur lutte. Ces milices sont vite tombées en disgrâce suite aux exactions et violations graves à l'endroit des populations civiles. Elles ont subi des sérieux coups de boutoir sous l'effet des crispations du leadership et de la montée en leur sein des réseaux militaro-économiques rodés dans la criminalité.

Face à ce climat d'incertitude, au déploiement intensif de la violence et à la dérégulation de l'économie locale, il y a eu une prise de conscience collective au sein de la population civile sur le bien-fondé de son auto-prise en charge multisectorielle. Pour cette population, il s'agit d'un processus d'initiatives relatives à l'accès aux meilleures conditions de vie, à la garantie sécuritaire et à la consolidation de capacité, du lien social au sein et entre les communautés de la contrée.

A ce propos, Mgr Emmanuel Kataliko écrit : « *la meilleure façon de sortir du sous-développement, de la misère et de rendre un service, un véritable service à la population, est de susciter l'esprit de 'self-help', quitte cependant à aider cette population en lui fournissant ce qu'elle-même ne peut pas trouver pour assurer seule son propre développement [...] les populations de Beni et Lubero [...] comprennent que rien ne sert de se lamenter et d'attendre béatement et désespérément un secours quelconque qui leur viendrait du ciel* »¹⁸³.

Cet appel du prélat catholique à l'auto-prise en charge porte localement ses fruits. Les capacités de dynamisme des populations civiles s'y manifestent dans la mise en œuvre des stratégies de mobilisation collective d'initiatives de développement endogènes.¹⁸⁴ L'initiative de l'action collective de développement n'émane plus d'une quelconque autorité publique mais bien plus des comités érigés pour la circonstance constitués des représentants des contribuables et des bénéficiaires. Cette prise de distance vis-à-vis de l'autorité publique figurative les stimule à développer des stratégies de survie et d'acclimatation avec la force occupante.

C'est ainsi qu'au-delà de l'action destructive de maquis et des menaces de guerres, l'on y assiste à des innovations dans le secteur socio-économique perçues comme une révolution silencieuse, une vitrine du développement local dans la région entière. L'esprit d'entreprenariat et le goût du risque qui animent le secteur privé local en termes d'initiatives de développement, nonobstant les affres de la guerre, font parler de cette contrée en tant qu'un « *Congo qui marche* ». Son principal atout demeure avant tout la synergie efficace entre l'élite religieuse, commerciale, intellectuelle et associative active dans le milieu et qui fléchit alors les décideurs politiques.

Comme susmentionné, ce pragmatisme remonte à Mgr Kataliko qui, de son vivant, a su instaurer une complicité entre la paysannerie, le monde d'affaires, le monde associatif, les leaders politiques du terroir, les coutumiers, l'élite intellectuelle et le pouvoir religieux pour développer les infrastructures de base et mettre sur pieds d'innombrables initiatives pour le développement endogène. En ce domaine, les populations locales, loin de se résigner, dévoilent un

¹⁸³ Mgr E. Kataliko, « Contribution à l'objectif 80 en territoires de Beni et Lubero. 'Aide-toi et le Ciel t'aidera' », in *Congo-Afrique*, n°56, juillet 1971, p.353.

¹⁸⁴ J.A. De Sequeira Carvalho, *La dynamisation des initiatives locales. Une force synergique de développement*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.104.

riche potentiel d'inventivités qui leur permet de maintenir leur élan d'innovation même en pleine guerre. Cet esprit de créativité ne se réduit pas à la seule maîtrise des affaires mais se ramène aussi et surtout aux stratégies de maîtrise des zones d'incertitude garante de la protection du patrimoine local.

Concernant la sphère économique, il est à noter que le dynamisme commercial dans cette région ne date pas d'hier, moins encore, les fortunes ne s'y créent pas sur l'or, le diamant, la cassitérite ou le coltan, ces deux dernières guerres durant, comme d'aucuns le prétendraient, mais plutôt sur la gestion rationnelle des revenus des produits agricoles. Il y a des interactions notables entre le foncier et l'économie locale¹⁸⁵.

Parlant de la grande réputation dont jouissent les Nande pour leur dynamisme dans le secteur agro-pastoral, Nzabandora Ndi Mubanzi constate que « *le pays Nande est une des zones socio-économiques du Nord-Kivu où les activités agro-pastorales ont impressionné plusieurs observateurs depuis l'époque coloniale. Les Nande pratiquent depuis de temps très anciens une variété de cultures vivrières et s'adonnent à l'élevage du bétail, chèvre et vache notamment. La prospérité de l'agriculture chez les Nande est beaucoup plus liée aux investissements humains qu'à la fertilité des sols* ».¹⁸⁶

A travers les époques, les pratiques y témoignent d'une dynamique commerciale liée aux solides liens familiaux, aux échanges transnationaux et au développement du secteur informel. Ce qui fait dire à Gauthier de Villers que : « *la région de Butembo-Beni est considérée aujourd'hui comme l'une des plus dynamiques du pays sur le plan économique. Des facteurs tenant à l'histoire et aux caractéristiques sociales de la population Nande au Nord-Kivu contribuent certainement à expliquer ce dynamisme, mais il faut aussi tenir compte des possibilités de trafic fructueux que leur situation*

¹⁸⁵ Dans nos entretiens avec bon nombre d'hommes d'affaires locaux, il ressort clairement qu'en majorité, leur capital de départ vient des activités agricoles. C'est ainsi qu'ils sont encore liés à la terre et constituent les grands propriétaires terriens. Pour plus d'éclaircissement, lire Kitakya P. A., *Interactions entre la gestion foncière et l'économie locale en région de Butembo, Nord-Kivu, République démocratique du Congo*, thèse de doctorat, UCL, Presses universitaires de Louvain, 2007

¹⁸⁶ Nzabandora Ndi Mubanzi, tel que cité par A.P. Kitakya, op.cit. p.164

frontalière et leur éloignement par rapport à la capitale offrent aux Nande »¹⁸⁷.

De sa part, focalisant ses recherches sur l'économie politique de cette région, T. Raeymaekers écrit: « *Un élément saisissant de l'économie du Grand-Nord en est son dynamisme. Les raisons de cette activité économique dynamique font l'objet d'une controverse. Bien que différents auteurs divergent sur ses origines politiques, l'on accepte généralement que trois caractéristiques aient contribué à l'émergence de cette île de prospérité : des forts liens de parenté, un climat favorable et la proximité des frontières. [...] le sol favorable et le climat tempéré, des parties du nord du Nord-Kivu produisent des cultures qui sont en forte demande dans d'autres pays. De la même manière, l'expansion de l'élevage à Lubero a transformé la province en un important exportateur de bœuf vers Kisangani et la capitale Kinshasa. Avec les possibilités d'accumuler les richesses dans l'économie informelle, ces caractéristiques ont fourni une plate-forme de signification pour le développement d'une classe commerçante Nande* ».¹⁸⁸

L'étude des manœuvres de survie développées par la population locale en pleins conflits armés nous mène ainsi, à l'instar de Benoît Verhaegen, à tenir compte de la capacité des populations marginalisées à se confronter aux structures de domination. A ce stade, il sied de souligner que les conjonctures de crise conduisent à la prise de conscience collective, à la lutte, à la prise de parole et au changement. Benoît Verhaegen montre de quelle manière une situation de crise révèle à la fraction opprimée et exploitée de la société les contradictions et les déterminismes structureaux sous-jacents qui caractérisent sa situation concrète et dont la prise de conscience est à même de conditionner son avenir. Cet éveil de conscience lui permet de modifier en sa faveur le système des rapports sociaux et les institutions par une pratique politique révolutionnaire. C'est ainsi que, écrit-il, « *la crise débouche sur l'engagement politique d'un sujet historique* »¹⁸⁹.

¹⁸⁷ G. De Villiers, *Le pauvre, le hors-la-loi, le métis. La question d'économie informelle en Afrique*, Bruxelles, CEDAF, 1992, p.11.

¹⁸⁸ T. Raeymaekers, "L'économie politique de Beni-Lubero", in K. Vlassenroot, T. Raeymaekers, *op.cit.*, pp59-78

¹⁸⁹ J. Tshonda Omasambo (Sd), *Le Zaïre à l'épreuve de l'histoire immédiate. Hommage à Benoît Verhaegen*, Karthala, Paris, 1993, p.219.

Ce n'est donc pas sans raison que nous nous intéressons au sein de cette étude aux liens à établir et à l'influence à élucider, en terme de transformations temporelles et structurelles, entre les milices armées, les mouvements rebelles et leur milieu ambiant.

Il faut souligner que l'instauration d'un certain équilibre social dans cette région est fonction de maintes stratégies d'adaptation et de confrontations directes avec les forces occupantes. Il y a une forte dynamique sociale nourrie par la prise de conscience collective du danger qui quête les communautés locales si celles-ci ne se prennent pas en charge. Cet éveil communautaire alimente l'édification d'hôpitaux, d'universités et d'écoles, le traçage et entretien des routes, la construction des barrages hydroélectriques et d'aéroport international et d'aérodromes, des bâtiments et ponts publics, l'adduction d'eau potable, les projets d'entretien de la voirie urbaine, jusqu'à la prise en charge locales des militaires et de la police, etc.

Ainsi, des particuliers ont investi tous les secteurs relevant de la puissance publique. Ces pratiques locales d'auto-prise en charge, loin d'y consacrer le déclin de l'Etat congolais, ont, bien au contraire, suscité un élan patriotique et plaidé pour le redéploiement du gouvernement central dans cette contrée. En même temps, ces pratiques sont une expérimentation anticipative de la décentralisation et de la gouvernance de proximité, une préfiguration de la gestion démocratique locale, dans la mesure où la responsabilisation des divers comités de suivi des projets communautaires, l'accountability sont garanties et font déjà localement leur preuve, loin en marge de toute autorité publique légitime.

Nul doute, la dynamique associative très poussée dans le milieu, les acteurs économiques locaux, le monde religieux contribuent à l'amélioration de la qualité de vie des populations locales. De fois, en concertation avec l'autorité provinciale, on reconnaît à certaines associations la compétence de lever des taxes, d'administrer des soins de santé, de gérer des œuvres sociales, etc., mais avec, comme maître mot, l'obligation des résultats et de transparence dans la gestion des fonds. L'efficacité de ces initiatives collectives non-étatiques pousse les acteurs socio-économiques locaux, même les plus hésitants à s'acquitter des taxes auprès de ces comités ad hoc quitte à négocier des mesures compensatoires sous forme d'exonérations auprès du représentant de la puissance publique. C'est le cas de maintes tractations avec l'instance provinciale à l'issue desquelles la compétence de prélèvement et de gestion de la « *taxe développement* »

est reconnue à la Fédération locale des Entrepreneurs du Congo (FEC). Nombreux opérateurs économiques locaux préfèrent ainsi financer directement les œuvres sociales dont l'impact est tangible. Loin de désavouer l'appareil étatique, ce comportement reflète le degré de déficit de confiance de la puissance publique auprès de ses administrés.

A propos de ce discrédit qui peint l'administration publique congolaise aux yeux de ses contribuables, Omer Kambale Mirembe constate que : *« pour la plupart des commerçants locaux, tant que l'Etat ne sera pas intègre et honnête, ils seront réticents à payer les impôts et taxes. Ils se disent découragés par le détournement et la dilapidation des recettes publiques alors que celles-ci devaient servir à l'intérêt public : payer les fonctionnaires, aménager et réparer les routes, investir pour améliorer la santé publique, assurer la scolarité de base, etc. »*¹⁹⁰.

Il nous semble qu'il s'agit là d'une exigence légitime formulée à l'endroit de l'administration publique et de tout autre mandataire public ou privé soit-il, de l'obligation légale de rendre compte de la gestion d'un projet d'intérêt collectif aux contribuables et aux bénéficiaires.

De cette manière s'exprime, bien qu'encore au stade informel et embryonnaire, le besoin de la gouvernance démocratique locale. Les acteurs à la base désirent être impliqués dans la prise de décision, dans le suivi et l'évaluation des programmes de développement financés grâce à l'apport collectif. D'où la nécessité de mettre sur pieds un cadre de concertation à même de garantir la gestion transparente des ressources locales et d'avoir un mot à dire ou un droit de regard quant à l'affectation des recettes générées localement. Certes que cela se fait encore avec certaines imperfections. Mais l'élément moteur est de lire dans ces initiatives la volonté des gens de prendre part directe aux décisions concernant l'allocation ou la rétribution des richesses nationales en vue d'une meilleure et concrète amélioration du cadre de vie collectif et, au besoin, d'en assumer eux-mêmes la responsabilité.

On le voit, ces pratiques ne concurrencent en rien l'Etat congolais mais plaident plutôt pour son instauration et son effectivité. Le contrôle social de proximité fait que les bénéficiaires sont en droit de demander de compte au comité en charge de telle œuvre sociale. C'est donc un espace localement déblayé pour la meilleure gestion des

¹⁹⁰ O. Kambale Mirembe, *op.cit.*, p113.

affaires et doléances à la base, pour l'atterrissage en douceur des institutions démocratiques locales dont les élections tardent de se matérialiser dans les entités urbaines et municipales.

A travers cet élan d'initiatives de développement participatif communautaire et les structures de base rarement formalisées, il en découle un idéal, un éminent besoin local de l'Etat, du redéploiement et de l'effectivité de la puissance publique dans cette contrée. Ce mode de gouvernance informelle en œuvre en Beni-Lubero est un atout majeur à formaliser et à consolider en tant qu'appropriation à la base et responsabilisation locale des actions œuvrant pour le mieux être des citoyens.

Conclusion partielle

Ce passage en revue des diverses approches théoriques cadrant avec cette étude éclaire nos lanternes dans l'appréhension du pourquoi de la récurrence des conflits armés au Nord-Kivu et nous aide à mieux comprendre les stimuli des interactions entre diverses dynamiques en présence. Les agissements des acteurs politico-militaires et les modes d'actions populaires initiées par la population civile en vue de se maintenir dans la guerre sont élucidés au regard de ce cadre d'intelligibilité théorique. L'usage de la violence comme instrument d'interaction sociale ainsi que l'auto-prise en charge à la base sont à interpréter sous le prisme, non pas de la privatisation de l'Etat congolais, mais plutôt en tant qu'illustration locale de l'imminent besoin de son effectif et réel (re)déploiement.

Cette quête a certes donné naissance à un nouveau type d'hommes forts au niveau local du fait qu'ils s'investissent à contrôler le peu qui subsiste encore des structures étatiques. Surement qu'en raison d'intérêts respectifs à préserver, des passerelles ont été établies entre les hommes de troupes, les milieux du crime et de la fraude, entre les seigneurs de guerre et certains notables ou hommes d'affaires locaux et étrangers.

Cela est plus fonction de la « *cannibalisation* » de l'Etat zaïrois et de la démission morale de l'élite dirigeante qui s'en est suivie. En fait, sous Mobutu, comme d'ailleurs sous l'actuel régime, la corruption, la malversation et le népotisme étaient instaurés comme des normes sociales intégrées. Alors que le détournement des deniers publics demeure un réflexe spontané, l'informel devenant la norme en

vigueur. Ces pratiques antiétatiques ont conduit et alimentent encore l'émergence des réseaux criminels.

Décrivant ce processus d'effondrement de l'Etat zaïrois, Hans Romkema et K. Vlassenroot, se rendent à l'évidence : « *les conditions de cet effondrement ont été créées par le président Mobutu lui-même : diviser l'opposition, rassembler parmi les politiciens opposants les plus 'tièdes' et avides, les inonder de fonds et en faire des alliés. A cette fin, Mobutu a élaboré un réseau de protection et a converti les biens économiques en une réserve de ressources politiques à redistribuer à ceux qui avaient fait preuve de loyauté politique* »¹⁹¹.

Au niveau le plus bas de la société, des privilèges et l'immunité judiciaire étaient garantis à tous les fidèles du régime. Mobutu s'assurait la loyauté de ses soldats non pas par la paie régulière de leur solde mais en leur laissant libre court de se faire payer sur le dos de la population. Les fonctionnaires n'étaient pas en marge. Ils épongeaient leurs administrés par des amendes les unes plus arbitraires que d'autres, de tracasseries à toute barrière et des manœuvres dilatoires à la sollicitation de tout service public. Ils écumaient une large part du denier public. L'impunité leur était garantie tant qu'ils partageaient avec leurs collègues et octroyaient des pots-de-vin sous forme des redevances à leur hiérarchie.

Ce qui fait dire à ces chercheurs que « *en dehors de l'administration, les citoyens tentaient tout simplement de survivre. Ils ont suivi la doctrine de l'article quinze' (débrouillez-vous) qui signifiait qu'ils ne devaient rien attendre de l'Etat. Cette économie politique de survie s'est finalement érigée en système alternatif du développement économique loin en marge du contrôle de l'Etat* »¹⁹². La combinaison d'un Etat absent avec un régime aux assises incertaines a donc stimulé l'émergence des dynamiques supplétives.

Certaines théories sur les conflits armés en Afrique sont ainsi passées au crible de l'esprit critique. Tout en nous inspirant de certaines d'entre elles, nous estimons que la meilleure compréhension du phénomène sous examen nécessite que soient prises en compte la greffe des pressions extérieures sur les tensions locales. C'est la thèse accréditée de la préexistence de germes locaux des conflits et d'une grande aptitude des populations à s'auto-organiser qui est ici soutenue. Elle colle au mieux à la théorie de redéploiement de l'Etat, très

¹⁹¹ H. Romkema et K. Vlassenroot, *op.cit.* p.10.

¹⁹² *Ibidem, loco citato.*

plausible au regard des actions entreprises dans le milieu par nombre d'acteurs non-étatiques.

L'analyse de l'imbrication entre ces diverses dynamiques permet de mieux comprendre le pourquoi de la pérennisation des conflits armés dans cette partie orientale de la République démocratique du Congo.

Chapitre 2 :

APPROCHES CONCEPTUELLES & PRESENTATION DE TERRAIN D'ETUDE

Cette étude repose sur un corpus des concepts qui permettent sa structuration ainsi qu'une orientation par rapport au cadre théorique. Il s'agit des concepts tels que conflits et guerres, dynamiques locales et régionales, etc.

2.1. Orientation conceptuelle et importance théorique

Loin de nous l'intention de spéculer sur les définitions des concepts qui sont d'usage courant dans ce travail, notre apport consiste plutôt à préciser le sens dans lequel nous les utilisons tout en les inscrivant dans les courants théoriques susmentionnés en essayant de rester le plus proche possible de la réalité du terrain.

Alternatifs à la diplomatie et « *autre façon de faire la politique* »¹⁹³, les conflits armés ou guerres constituent, en effet, le principal catalyseur de la dynamique interétatique. A la suite de Friedrich Hegel¹⁹⁴, ils sont à percevoir comme des énoncés historiques de la santé des nations. Pour ce philosophe allemand (1770-1831), la guerre est le moteur de l'histoire universelle qui se déroule de façon dialectique, de la thèse à la synthèse, en passant inéluctablement par une antithèse transformatrice de la vitalité des peuples et des Etats.

Leurs formes actuelles déploient certains aspects d'une réalité éternelle qui, banale, voire plus cruelle dans la période post-guerre froide¹⁹⁵, se trouve reliée en Afrique au déficit démocratique et au cynisme désintégrateur de la puissance publique. Michel Klen note à cet effet que, à la fin de la guerre froide qui a entraîné une réduction importante des budgets de défense et des effectifs militaires dans les pays occidentaux et la rupture brutale de l'équilibre de la terreur entre

¹⁹³ Conception largement partagée par l'école réaliste et néo-réaliste dans Charles-Philippe David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie. 2^e édition revue et augmentée*. Paris, Sciences Po., 2006, p. 52.

¹⁹⁴ Friedrich Hegel, *La phénoménologie de l'esprit*, 1812.

¹⁹⁵ Charles-Philippe David, *Guerres et conflits*, dans *Le dictionnaire des sciences humaines*, Paris, PUF, 2006, p. 142.

les deux blocs antagonistes, les conflits régionaux dits de basse et moyenne intensité se sont multipliés sur toute la planète. Par rapport à l'augmentation des victimes des conflits régionaux, qualifiés aussi de guerres civiles, de nouvelles guerres ou encore de guerres dégénérées sont localisés en Afrique subsaharienne.

Pierre Jacquemot¹⁹⁶ évoque le cas de partie orientale de la RDC au regard des estimations, bien que controversées mais toutes effrayantes, des décès associés aux conflits récurrents dans la région, qu'ils soient dus à la guerre elle-même, aux maladies, à la malnutrition ou à la criminalité.

Pour la période la plus dramatique de 1998 à 2004, les évaluations proposées par aussi bien les humanitaires que de chercheurs font appel au souvenir. Ils estiment le nombre de décès à 3,9 millions. Selon les dernières estimations, à 2013, ce chiffre serait plutôt de l'ordre de 5,4 millions, morts aux combats exclus. Ce qui en fait le conflit le plus meurtrier depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Cependant la phénoménologie de ces conflits armés qui gangrènent la région des Grands Lacs suscite une série de questions sur le statut conventionnel des protagonistes et des modes opératoires.

En effet, utilisant des stratégies asymétriques, les conflits actuels défient le champ des opérations où « *l'autonomie, l'hétérogénéité des acteurs collectifs et l'influence du transnationalisme s'opposent clairement au système étatique traditionnel* »¹⁹⁷. Ils tonifient l'intérêt de repenser les faits géodésiques tendant à les concentrer dans les zones riches en ressources naturelles¹⁹⁸. C'est pourquoi, autant que celui des termes additionnels dynamiques, réseaux, etc., l'usage du syntagme conflits armés mérite d'être débattu.

2. 1.1. Conflits armés ou guerre ?

Les difficultés de cerner le syntagme conflits armés sont réelles. Elles relèvent, d'une part, de la relation aporétique entre

¹⁹⁶ P. Jacquemot, "Ressources minérales, armes et violence dans les Kivu (RDC)", in *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n°134, 2009, p.38.

¹⁹⁷ B. Badie et M.C. Smouts, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, FNSP et Dalloz, 1999, cité par C.P. David, op.cit. p.523.

¹⁹⁸ Philippe Hugon, "Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains", in *Hérodote. Revue de Géographie et de Géopolitique*, Paris, La Découverte, 2009, pp.63-79.

guerre et paix¹⁹⁹, impliquant de définir l'une par la négation de l'autre, la paix étant alors la rivale de la guerre et celle-ci, la rupture de celle-là ; ou de poser la précédente comme condition d'émergence de la suivante sous l'égide de la stratégie romaine de prévention du « *si vis pacem, para bellum* »²⁰⁰. D'autre part, elles perdurent du fait que, aussitôt libéré des apories ci-dessus, l'esprit se mure dans un pléonasme empruntant aux alliés des droits de l'homme la confusion entre « *état victimaire et efficacité* »²⁰¹.

Pourtant, l'exercice ne cesse de fasciner bon nombre de chercheurs, à l'instar de Pascal Boniface²⁰². Mais, les résultats qu'il présente perturbent autant la compréhension et la distinction des cas qu'ils retardent la saisie panoramique d'un fait global qu'est la conflictualité armée. C'est pourquoi, en plus du syntagme et des critères de classement, il faut revisiter la diversité des acteurs et de leurs modes opérationnels.

En effet, appréhendé en fonction de l'intensité de cruauté, le conflit s'accroche aux abscisses maximales, au niveau desquelles les spécialistes tracent la frontière entre le seuil le plus atroce (la guerre) et le moins cruel (la crise)²⁰³. Il constitue le paroxysme des tensions qui, finalement, cèdent au langage des armes.

Selon le dictionnaire de l'Espace Politique²⁰⁴, du latin « *confligere* » (heurter) et « *conflictus* » (*choc*), le conflit exprime une opposition, un antagonisme entre au moins deux acteurs. Mais le conflit est plus qu'un désaccord. Il implique l'affrontement. En

¹⁹⁹ Entre autres, Gaston Bouthoul reconnaît que guerre et paix sont les deux faces du même Janus, l'envers et l'endroit de la vie sociale. In G. Bouthoul & R. Carrere, *Le défi de la guerre (1770-1974) : deux siècles de guerres et de révolutions*, Paris, PUF, 1976.

²⁰⁰ « Si tu veux la paix, prépare la guerre dans la mesure où, pour éviter d'être attaqué, le meilleur moyen est de se mettre en état de défense ».

²⁰¹ Lire Sidiki Kaba et Antoine Bernard pour une énumération des cas de violation des droits humains: in ' Les ONG de défense des droits de l'homme dans les Etats fragiles : victimes et actrices, dans Jean-Marie Chataignier et Hervé Magro, *Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007, p.388.

²⁰² P. Boniface, *Les guerres de demain*, Paris, Le Seuil, 2001, cité par C.P. David, op.cit., p. 135. La même nomenclature est reprise dans l'article *Guerres et conflits* du Dictionnaire des sciences humaines sous la direction de Sylvie Mesure et Patrick Savidan, p. 521.

²⁰³ Charles-Philippe DAVID, o.c., p. 135-137.

²⁰⁴ S. Rosière (Sd.), Dictionnaire de l'Espace Politique. Géographie et géopolitique, Armand Colin, Paris, 2008, p.56.

géographie politique et en géopolitique, ce terme tend souvent à remplacer le mot guerre dont il constitue une forme euphémique. Ce glissement sémantique exprime aussi le large éventail des formes d'affrontements. En effet, si toutes les guerres sont des conflits, tous les conflits ne sont pas des guerres. Ainsi, d'usage dans ce travail, le remplacement fréquent du mot guerre par conflit exprime l'éventail de formes d'affrontement, spécialement de conflits armés.

2.1.1.1. Du choix du syntagme « conflits armés »

L'opulence dénomminative des hostilités est de nature à exposer la perception à une impasse. Appliqué à la thématique sous examen, à savoir les conflits armés dans la partie orientale de la République démocratique du Congo, l'exercice s'avère plus ardu. Des réels ennuis déroutent l'effort de définition consenti, par exemple, par Jean-Claude Willame²⁰⁵. Selon ce spécialiste belge de questions politiques à l'est de la RDC, les mots usuels ne sont guère appropriés pour qualifier la situation congolaise. Il estime ainsi que parler de 'crise' est trop réducteur car une crise est une perturbation violente par rapport à une situation préalablement stable et qui renvoie à un moment historique. Cette définition ne s'applique décidément pas à un pays en instabilité depuis plusieurs décennies et où le désastre se compte en millions de victimes.

Parler de 'guerre' dans le sens habituel du terme est tout aussi 'court' puisque la conflictualité dans cette partie de l'Afrique, loin de se réduire à un affrontement entre une ou des armées nationales, met en scène un foisonnement de groupes armés qui, à défaut de réussir à s'insérer dans une société de pauvres, ont fait du fusil l'outil premier soit de leur promotion sociale et économique, soit de leur autodéfense. Parler de 'conflit' est trop édulcoré puisque le conflit est un différend profond et grave pouvant mener à la guerre. Au regard du nombre des victimes, en RDC, on est bien au-delà du différend. Lorsque les congolais parlent de leur situation, ils se réfèrent à la guerre. Il est question de la première guerre, celle de 1996 qui aboutit à la prise du pouvoir par les armes de Laurent Désiré Kabila, puis de la deuxième guerre, celle de 1998 qui est menée essentiellement par deux voisins,

²⁰⁵ J.C. Willame, *Les "faiseurs de paix" au Congo. Gestion d'une crise internationale dans un Etat sous tutelle*, Bruxelles, Editions Complexe-Coédition GRIP, 2007, pp. 5-6.

l'Ouganda et le Rwanda, contre la RDC. Les quotidiens congolais parlent souvent d'une troisième guerre qui mettrait aux prises le Congo et le Rwanda.

De sa part, Gaston Bouthoul définit la guerre comme une « *lutte armée et sanglante entre groupes organisés* ». ²⁰⁶ Tandis que, Clausewitz, que l'on peut considérer comme le père de toutes les doctrines stratégiques du début du XX^e siècle à l'âge nucléaire, définit la guerre comme un « *acte de violence destiné à imposer notre volonté* » et « *un drame sanglant et passionné*. Un conflit est donc « *un état de tension résultant de l'antagonisme entre deux individus ou deux collectivités* ». ²⁰⁷ Il implique, selon Charles-Philippe David, une situation dans laquelle un Etat, une ethnie, un clan ou un groupe s'engage dans une opposition résolue contre l'un de ceux-ci parce que les objectifs recherchés sont, à l'instar de la guerre, incompatibles ²⁰⁸. A travers ces définitions, ce qui caractérise la guerre, c'est l'assertion de lutte armée violente par laquelle un groupement organisé cherche à contraindre un adversaire à exécuter sa volonté.

En la matière, écrit Antoine-Denis N'Dimina-Mougala ²⁰⁹, peu importe que les groupes en question soient des entités politiques souveraines ou, au contraire, des unités combattantes infra-étatiques. Raison pour laquelle, d'ailleurs, le concept de guerre est progressivement abandonné dans la littérature spécialisée au profit de celui de « *conflit armé majeur* », défini par deux critères : l'affrontement prolongé entre les forces militaires d'au moins deux gouvernements, entre une armée régulière et, au moins, un autre groupe armé organisé. Ce concept conflit ne préjugant pas la nature étatique ou non des acteurs, permet, estime Dario Battitesta ²¹⁰, de mieux rendre compte de l'hétérogénéité croissante des luttes armées.

Il advient que le syntagme *conflits armés* se réfère à l'actualité, à l'intensité et aux conséquences des opérations. Il se justifie par la conditionnalité d'une rivalité implacable et le recours

²⁰⁶ G. Bouthoul, *Le phénomène guerre*, Paris, Payot, 1962, p.42.

²⁰⁷ F. Géré (dir.), *Dictionnaire de la pensée stratégique*, Paris, Larousse-Bordas, 2000, p.55.

²⁰⁸ C.P. David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 200, p.133.

²⁰⁹ A.D. N'Dimina-Mougala, "Les conflits africains au XXI^e siècle. Essai de typologie", in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, PUF, Paris, 2007, p.122.

²¹⁰ D. Battitesta, "Guerres et conflits dans l'après-guerre froide", in *Problèmes politiques et sociaux*, n°799-800, 1998, pp.3-120.

sans état d'âme aux armes comme stratégie de dénouement privilégié et efficace. Cette position est conforme à l'orientation donnée par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm qui perçoit le conflit armé comme une série de « *combats prolongés entre les forces militaires de deux gouvernements ou plus* » ou encore « *entre un gouvernement et au moins un groupe armé organisé, au cours desquels le nombre de morts dépasse le millier* ». ²¹¹ Ce choix reflète également le caractère indéfini des fronts, la prévalence asymétrique et la faillite onusienne dans la situation sous examen qui dévisagent la violation locale et délocalisée des normes internationales et l'indécence discursive de certains propos humanitaires ²¹².

Enfin, l'usage légitime du concept *conflits armés* implique des effets socio-juridiques inhérents à toute participation aux situations d'exception. Elle permet d'indexer lucidement les séquences d'une syntagmatique armée et de les catégoriser d'après leurs protagonistes et leurs modes opératoires. Sur d'autres registres, les conflits armés sont perçus à la lumière de l'importance des finances, des troupes et surtout des victimes qui changent d'un cas à l'autre, voire d'une source à une autre pour un même cas. Il est à noter que les critères retenus par certains théoriciens de la guerre s'ajustent au conflit saisi en termes d'*affrontements à grande échelle organisés et sanglants entre groupes politiques* ²¹³. Ils commandent la distinction spéculative entre guerre et conflit en fonction du degré d'organisation des protagonistes et de la mesure plus ou moins élevée des dégâts.

Mais, Michel Fortmann signale le défi heuristique de préciser aussi bien le « *seuil quantitatif de soldats combattants et présents sur le front* » que le « *seuil quantitatif de pertes en vies humaines* » ²¹⁴. Qu'on ne s'y trompe dans la mesure où la comptabilité *ex post* des morts sur le champ martial s'avère réductrice. Dans cet esprit, Michel Fortmann précise que : « *le cortège des excès (et des effets*

²¹¹ Dario Battistella, *Guerres et conflits dans l'après-guerre froide*, Paris, La Documentation Française, 1998, p. 23.

²¹² Allusion faite à l'article de Marc Le Pape, République démocratique du Congo: Des victimes sans importance, dans Fabrice Weissman (sd.), *A l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire*, Paris, Flammarion, 2003, p. 217-233.

²¹³ Gaston Bouthoul, *Glossaire polémologique des termes de violence*, Paris, Institut français de polémologie, 1975, tel que cité par Thierry de Montbrial et Jean Klein (Sd.), *Dictionnaire de stratégies*, Paris, PUF, 2006, p. 276-283.

²¹⁴ M. Fortmann, *Guerre*, (Sd.) de Thierry de Montbrial et Jean Klein, op.cit., p. 277.

collatéraux) qui accompagnent les conflits (pillage, massacre) ainsi que les désordres économiques et sociaux qui les suivent (famine, épidémie), ont souvent causé plus de morts que les combats eux-mêmes »²¹⁵.

Quant à nous, nous avons opté pour l'usage du terme '*conflit armé*' dans cet ouvrage. Cette option est dictée, tout d'abord, par le fait que le '*conflit armé*' implique à la fois une situation d'hostilités ouvertes et violentes, avec usage d'armes en feu, entre les gens et les groupes des personnes. De même, ce terme englobe effectivement les affrontements armés mettant en scène non seulement les mouvements insurrectionnels contre un gouvernement légalement reconnu mais également la sous-traitance de ces rébellions par des armées d'agression. Il en est de même des milices armées locales et étrangères, des bandes armées qui vont de la violence leur expression et un instrument de leur ascension sociale et politique.

Observons toutefois que la stratégie de la sous-traitance d'entités arc-en-ciel dont les atrocités torturent toute la partie orientale de la RD Congo constitue un indice de relancer le débat. Dans cette partie congolaise, la conflictualité armée prend racine dans un terreau local et interne qui, au confluent de l'instabilité régionale prend l'allure d'une poudrière favorable au déploiement de violences meurtrières et permanentes.

Cette thèse s'inscrit en contre courant de certaines recherches qui, abordant cette question des guerres congolaises, privilégient ses origines externes et considèrent comme secondaires les causes internes et/ou locales. Certes, il n'est pas exclu que les conflits armés soient directement ou indirectement causés par des facteurs externes du fait du rôle prépondérant joué par les acteurs étrangers dans son déclenchement et son déroulement. Toutefois, en définitive, les chances de réussite de ces facteurs externes à déclencher une guerre civile sont fonction du déblaiement du lit par les forces internes. Compte tenu de ce lien presque intrinsèque entre le « *dedans* » et le « *dehors* » dans la conflictualité armée à l'est de la RDC, nous maintenons que, bien qu'important, le rôle de ce dernier est partiel, puisque pris isolément, il a moins de chance de se pérenniser.

Ainsi dit, nous abordons la conflictualité armée au Nord-Kivu en tant qu'un tout au sein duquel les dynamiques internes servent de

²¹⁵ Michel Fortmann, article déjà cité, p. 277.

créneau aux pressions externes régionales et internationales dans le lent et long processus de criminalisation de l'Etat congolais. Il existe entre ces dynamiques en présence des liens transfrontaliers indéniables, tel le cas des mouvements involontaires de population, les camps de réfugiés ayant servi des pépinières de recrutement et de sources de financement, les liens entre les élites politiques et les groupes rebelles des pays voisins, le trafic transfrontalier d'armes et munitions, l'engagement des puissances régionales au côté de groupes armés locaux dû à certains enjeux régionaux. L'étude axée sur ce phénomène dans la province du Nord-Kivu illustre bien cette réalité.

En effet, la région du Nord-Kivu est tiraillée entre l'influence ougandaise, au nord (Grand-Nord) et celle rwandaise (au Petit-Sud). Cette prise en étau par la convoitise de ces deux pays voisins y contribue à la fois à l'éruption et à la persistance des conflits armés. Ce phénomène figure parmi les causes structurelles de conflits récurrents dans cette aire susceptibles d'être expliqués par sa position géostratégique dans les enjeux régionaux. Approche logique et non surprenante, le conflit, cœur même de la stratégie générale, est souvent envisagé en géopolitique. Beaucoup de situations géopolitiques sont liées, en effet, à des conflits et font référence à des crises militaires. Le conflit, en tant qu'opposition d'intérêts entre deux ou plusieurs acteurs (Etat ou groupes d'Etats, milices, partis politiques, etc.), est aussi une forme de rapport géopolitique.

2.1.1.2. Typologie des conflits armés

Les conflits peuvent être rangés en fonction de leur intensité (conflit de base et de haute intensité)²¹⁶. Stéphane Rosière en donne une typologie en termes de « *guerres conventionnelles* » qui sont de haute intensité et des « *conflits non conventionnels* » qui sont, en général, de basse intensité.²¹⁷ Toutes ces deux catégories coexistent dans notre cas d'étude.

Concernant les guerres non conventionnelles, il convient de mentionner qu'il s'agit de toute une gamme des conflits qui se distinguent de la vision classique de la guerre et qui se sont développés sous forme de résistance à la traite de noirs et à

²¹⁶ A. D. N'Dimina-Mougala, op.cit. Pp122-129, épingle une typologie des conflits identifiables en Afrique au vingtième siècle.

²¹⁷ S. Rosière, Géographie politique et Géopolitique. Une grammaire de l'espace politique, Ellipses, Paris, 2003, p. 283.

l'occupation coloniale. Elles ont pris forme de guerres de « *décolonisation* » ou de « *libération* » auxquelles viennent s'ajouter les guérillas et les guerres civiles. Une spécificité de ce type des conflits est due en raison d'acteurs qui les mènent, des moyens utilisés et de leurs cibles.

Ce ne sont donc pas des armées au sens classique qui s'affrontent, mais des bandes ou groupes armés, plus au moins nombreux et organisés, parfois des peuples en armes. Il y a un fait que les acteurs armés ne s'affrontent pas avec les moyens conventionnels et sur des fronts suivant les modalités de la guerre telles que décrites par Clausewitz au début du 19^{ième} siècle. Enfin, la cible des combattants n'est pas nécessairement une armée ou un groupe militaire mais des populations civiles ou les champs de paysans, les villes et les villages. Ce sont des « *cibles non conventionnelles* ». ²¹⁸

Dans les années 1950-1960 est apparue la notion de « *guerre subversive* » opposant un gouvernement à des guérillas dont le but est de renverser le pouvoir en place. Par étapes successives, la guerre s'est donc complexifiée autant en termes d'acteurs, qui ne sont plus seulement les armées que de cibles. Quelles que soient ses formes, et le mot qui tend à la supplanter, la guerre exprime justement cette diversification, seuls ses objectifs restent identiques : l'hégémonie et la puissance²¹⁹.

En fait, cette description colle entièrement à l'histoire des conflits armés en Beni-Lubero. De la résistance des « *hommes léopards* » contre les arabisés et l'occupation coloniale, jusqu'à la formation récente des milices mayi-mayi en passant par les maquis du Ruwenzori et des « *Simba mulelé-mayi* », et par d'autres groupes armés sous Mobutu, leurs stratégies de combats et leurs cibles prouvent le caractère non conventionnel des conflits armés vécus dans cette région. Cette poudrière de milices armées y ont donc servi de socle aux guerres ouvertes et plus dévastatrices que connaît la RDC depuis 1996. Ces guerres ont engendré et interconnecté de nombreuses dynamiques armées et spatiales.

²¹⁸ Ibidem, p.285.

²¹⁹ S. Rosière (Sd.), *Dictionnaire de l'espace politique. Géographie politique & géopolitique*, Armand Colin, Paris; 2008, p.142.

2.1.2. Notions de dynamiques et de réseaux

A ce stade, il convient de faire une démarcation entre les dynamiques et les réseaux qui les articulent les unes aux autres dans le processus d'enracinement des conflits armés à l'est de la RDC. Il y a lieu de relever que dans l'enchevêtrement des dynamiques les unes aux autres, la mobilité de réseaux joue un rôle important en termes de captation des ressources et de consolidation des stratégies des acteurs de terrain.

Circonscrire les diverses dynamiques dans la conflictualité armée au Nord-Kivu permet de mieux cerner leurs réseaux d'interconnexion, leur influence sur les structures sociales, les institutions politiques et l'empreinte environnementale sur leur métamorphose.

2.1.2.1. Les dynamiques

Le concept des dynamiques locales nous permet de nous imprégner de la réalité des forces et des poches des tensions existant sur terrain. Celles-ci nous permettent de dégager le mode d'organisation populaire en vigueur dans un contexte de guerre permanente. Il s'agit donc des forces locales (internes) sur lesquelles s'articulent les acteurs externes dans leurs stratégies d'extraction de ressources rares mais nécessaires pour leur survie. En ce sens, les dynamiques régionales ne sont rien d'autres que les forces étrangères en actions dans un territoire qui n'est pas le leur pour des raisons non affichées. Ces pressions proviennent de l'environnement extranational, soit directement des pays voisins, voire même au-delà. Dans la plupart des cas, ces dynamiques du dehors greffent leurs actions sur les dynamiques du dedans. La situation à l'Est de la RDC est illustrative de ces interactions.

Disons-le sans ambages, les ambitions de Kigali et de Kampala sur une partie du territoire congolais y captivent des tensions préexistantes. La présence des milices hostiles à leur régime respectif sur le territoire congolais leur a servi de prétexte pour justifier leurs actions armées et masquer leurs entreprises prédatrices dans cette région. En fait, les stratégies militaires en vigueur sur terrain, misant sur les forces locales sensées maîtriser les rouages de la contrée, leur ont permis d'avoir la mainmise sur les matières précieuses que regorge cette partie du pays. L'on y assiste, de la sorte, à un quiproquo

entre le local, le national et le régional. Il y a ainsi lieu de penser, à la suite de Luc Sindjoun²²⁰, que cette imbrication des tensions comme unité de référence rend aussi bien compte de l'interaction originale des relations transfrontalières entre certains peuples de l'est de la RDC qui, parfois, y blanchissent les activités criminelles.

Ces référents spatiaux sont des niveaux d'observation et d'analyse. Le local dans son articulation avec le régional ne remet pas nécessairement en cause le principe de territorialité. Lié au cadre national, ce principe est en interaction avec le localisme, celui-ci n'ayant pas de sens sans celui-là. Le local constitue le point d'appui des acteurs infra-étatiques, un cadre d'enjeux importants pour les forces extérieures. Le principe de territorialité est aussi en interaction avec le régional. Il produit, en ce sens, l'inter-étatisme. La dynamique étatique y oscille donc entre l'intra-étatisme et l'inter-étatisme. Qui plus est, dans cette étude, le local, le national et le régional sont pensés comme formant un continuum. C'est le cas de la régionalisation du conflit armé interne. Telle la vague des guerres civiles rwandaises, burundaises en termes de cohabitation délicate entre des ethnies (Hutu et Tutsi), et ougandaises qui, par effet de contagion, se sont transplantées sur le sol congolais.

Il en découle que les tissus sociaux et politiques des conflits armés à l'Est de la RDC intègrent la triade local-national-régional. On sait que l'Etat congolais, surtout dans sa partie Est, s'est longtemps trouvé coincé entre un monde externe très exigeant et une réalité interne anarchique. Sans arrêt, il y a été confronté aux tensions entre les intérêts internes locaux et/ou nationaux, ceux des Etats de la région et les exigences de l'énigmatique communauté internationale. Il a du mal à résister aux télescopages de plus en plus nombreux entre tous ces niveaux. Tirailé entre ces diverses dynamiques, l'Etat congolais est menacé dans sa survie politique en tant qu'acteur légitime et donc souverain d'influence sur le jeu politique et socio-économique.

Abondant dans le champ théorique de la désintégration étatique en Afrique centrale, la crise de souveraineté congolaise touche à la fois les trois champs de l'activité étatique correspondant à ses missions régaliennes: la sécurité interne et externe, l'économie et la cohésion sociale. A ce stade, la théorie de l'interdépendance apporte une contribution permettant de mettre en exergue

²²⁰ L. Sindjoun, *Sociologie des relations internationales africaines*, Karthala, Paris, 2002, pp. 72-73

l'interconnexion de ces dynamiques à divers niveaux dans la crise congolaise. Cette désintégration étatique et l'insécurité croissante qui s'ensuit est une aubaine à l'émergence des acteurs non-étatiques bénéficiant des interconnexions dans les pays voisins et qui opèrent en marge de toute légalité.

La situation dans le massif du Ruwenzori dès les années 1960 illustrative l'accointance entre ces divers niveaux de tensions. Les conflits armés au Ruwenzori paraissent être purement locaux car assimilés par le pouvoir central à un fait local propre aux peuples de la contrée. Ils ont, ensuite, un cachet national puisque mettant en jeu la crédibilité de la puissance publique zaïroise, surtout lorsque les milices y ont défié les forces armées zaïroises. Ils sont, enfin, régionaux en ce sens que l'Ouganda, le Rwanda et le Soudan y sont impliqués à des degrés divers, partageant les frontières avec le Zaïre de Mobutu. L'un ou l'autre y héberge et finance des rebelles hostiles au régime du voisin. Le maquis de Ruwenzori sert également de déversoirs des soldats fuyards de la guerre du Sud-Soudan et de terrain de recrutement des troupes alliées au FPR en plein préparatif de guerre contre le régime de Kigali d'alors.

L'articulation des dynamiques locales avec celles de l'extérieur est facilitée par le fait que chacun de ces Etats disposait d'un sanctuaire militaire ou d'une armée de réserve, empruntant l'expression marxiste, sur le flanc zaïrois du Ruwenzori. A cela, il faut ajouter le sanctuaire humanitaire. Les camps de réfugiés situés aux frontières de zones de conflits ont été utilisés comme base de ravitaillement, lieu de protection et zone de contact avec l'étranger d'où peuvent venir des soutiens politiques et financiers.²²¹ Il y a donc des refuges transfrontaliers pour tous les mouvements armés que connaît la région. Cette politique de sponsoriser et de parrainer les milices ou mouvements armés en vue de déstabiliser ou de faire face à une éventuelle évasion de la part du régime voisin a longtemps gangrené cette région.

Ces dynamiques s'interconnectent si aisément grâce à l'existence des réseaux bellicistes locaux, transfrontaliers et régionaux entre alliés. Ce qui sous-tend l'existence des contrebandes, les mouvements transfrontaliers qui contournent les réglementations à la

²²¹ Pour plus d'éléments, lire, J. C. Ruffin (sd), "Mondes Rebelles." Et nous y reviendrons quand nous parlerons des maquis du Ruwenzori et leurs mécanismes de survie politique et sociale.

frontière pour alimenter les maquis en armes et munitions en échange des matières précieuses dont les pays parrains ne disposent pas.

Il faut noter que ces transactions mafieuses s'y font avec la complicité de certains officiers et officiels de part et d'autre de la frontière. Certains liens sociaux individuels transfrontaliers sont également mis en œuvres dans ces entreprises. Nul besoin de rappeler que nonobstant la fixation arbitraire des frontières par les puissances coloniales, les relations entre peuples ont continué de part et d'autre de ces limites artificielles, surtout du fait que les liens sociaux sont plus raffinés entre les familles africaines. La frontière devient ainsi une zone de contact que de rupture.

En ce sens, l'on ne doit pas sous-estimer le fait ethnique qui est un élément incontournable d'aisance dans la dynamique transfrontalière. C'est autour de lui que se greffent beaucoup d'enjeux socio-économiques, identitaires, voire politico-militaires et militaro-commerciales. Rien de secret, de part et d'autre des frontières ougando-congolaises, on retrouve les mêmes ethnies : Nande au Congo et Kondjo en Ouganda à l'instar des Tutsi et Hutu aussi bien au Congo qu'au Rwanda, etc.

Les liens transfrontaliers entre ces diverses communautés sont un fait social de grande portée dans l'analyse de l'intégration des milices étrangères, à savoir ougandaises et rwandaises, dans les réalités locales congolaises et leurs mutations aussi bien sur le flan congolais du Ruwenzori que dans les collines du Masisi et de Rutshuru. C'est un fait indéniable surtout dans les différentes localités frontalières qui, de part et d'autre, participent à une redynamisation des divers contacts entre milices armées. L'espace transfrontalier constitue un cadre propice aux flux transnationaux par où transitent « *les ressources rares d'un lieu à l'autre au grand mépris de toute législation en matière douanière, en bafouant complètement les souverainetés et en contournant les Etats concernés* »²²². Cette frontière ne diffère en rien de celle que J. Roitman²²³, analysant la « *garnison-entrepôt* » et les « *installations frontalières* » dans le bassin du Tchad, note qu'elle génère des régimes de violence alternatifs et s'apparentent à des lieux de pouvoir.

²²² B. Badié, *L'Etat importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, 1992, pp.51 et 82.

²²³ Citée par J.P.Raison, "Les formes spatiales de l'incertitude en Afrique contemporaine", in *Espaces africaines en crise*, travaux de l'Institut géographique de reims, 1983-1984, pp.5-18.

On peut en conclure que les alliances militaro-commerciales y constituent des figures émergentes de l'autorité régulatrice qui concurrencent et défont l'intégrité des pays impliqués au niveau de la maîtrise de l'autorité réglementaire du pouvoir financier et du monopole légitime de la violence. Bien que ces alliances soient très mouvantes, elles sont cependant très rodées dans le système en réseaux bien fins, génialement tissés et magistralement entretenus entre seigneurs de guerres et élites dirigeantes de la région. Cette criminalité transfrontalière, basée sur une organisation très élaborée, pratique dans sa structuration et le secret de son fonctionnement un jeu dont la finalité première est d'échapper à tout contrôle formel. Des stratégies de contournement de la figurante administration des frontières sont minutieusement pensées, soutenues en cela, par la corruption, l'impunité et la porosité des frontières.

La forte croissance des mouvements armés transfrontaliers dans la région a pour corollaire la constitution des vastes réseaux d'acteurs politico-militaires extra-étatiques spécialisés dans l'extraction illégale des profits économiques et dont l'impact est très déterminant dans leurs mutations et l'avenir de la région toute entière.

2.1.2.2. Les réseaux dans la conflictualité armée au Nord-Kivu

Différents pôles économiques, religieux, politiques, notent Frédéric Lasserre et Emmanuel Gonon, « *entretiennent des relations entre eux et tissent une trame particulière dans l'espace, trame qui entre en interaction avec les autres flux et réseaux qui parcourent la région, le pays, le monde. Ces réseaux peuvent être un ensemble d'éléments matériels, les infrastructures, ou immatériels, électromagnétiques ou informationnels, assurant la mise en relation de différents lieux [...], les réseaux structurent un espace et en modifient la territorialité : tel pan de l'espace pourra être négligé et demeurer en périphérie, tandis que d'autres seront de plus en plus intégrés* ». Les espaces de réseaux, surtout, ne coïncident pas nécessairement avec ceux des Etats, « *tantôt, le réseau est facteur de cohésion sociale, il solidarise, il homogénéise, tantôt il transgresse les territoires, en opposant aux maillages institutionnels ses logiques fonctionnelles. Des acteurs en réseaux peuvent ainsi venir à s'opposer*

à des Etats ou, à tout le moins, développer les stratégies qui interfèrent avec la cohésion socio-économique de ceux-ci »²²⁴.

Ainsi donc, tout en relevant l'importance des réseaux à ce qui est de l'organisation des acteurs dans la perpétuation des guerres, cette étude, ne prétend pas en donner des éléments très succincts. L'on ne peut pas parler d'interconnexions entre divers acteurs et omettre leurs canaux de communication et leur sphère fonctionnelle.

De prime abord, il convient d'aborder cette notion de réseau dans le cadre de la sociologie relationnelle. Les réseaux sont envisagés ici plus comme mode de connexion relationnelle des pratiques de guerres telles que mises en place par les chefs de milices et les seigneurs de guerres avec leurs parrains respectifs en vue de leur survie politique, voire sociale. Ce sont de synergies établies entre entrepreneurs politico-militaires et militaro-commerciaux dans les conflits armés à l'est de la RDC et qui y pérennisent les guerres.

En sciences sociales, le terme réseau désigne plus des liens entre individus et la situation collective faite de connexions et d'acteurs. De ce point de vue, les réseaux sont présentés comme des ensembles de nœuds, éléments du système social et comme des points de jonction de ces éléments. Il existe donc des liens qui déterminent les degrés de connexité entre ces nœuds. Il s'agit en fait, et comme le stigmatisent H. Bakis, M.C. Monnoyer, et A. Mayere, des systèmes de contacts et de connexité des acteurs de façon formelle ou informelle pour faciliter leurs transactions.²²⁵

Le système de réseau sous-tend l'existence d'un cerveau moteur (centre d'impulsion ou de conception), des filières ou antennes et des branches éparses pour soutirer le maximum et perpétrer dans la plus grande discrétion des activités projetées dès le départ. Il s'agit de toute une chaîne qui interconnecte plusieurs acteurs en vue d'une finalité commune et dont les bénéfices sont repartis au prorata de l'activisme de chaque nœud. Le concept réseau est donc à prendre, non pas tel que développé dans l'histoire économique et sociale du capitalisme ou dans le champ macro-politique mais bien de la micro-politique. Dans ce monde de réseaux, c'est plus le capital social 'connectionnel' d'un acteur qui est mis en profit en vue de la

²²⁴ F. Lasserre et E. Gonon, *Manuel de géopolitique; Enjeux de pouvoir sur des territoires*, Armand Colin, 2008, pp.35-36.

²²⁵ H. Bakis et M.C. Monnoyer, A. Mayere, tels que cité par K. Mirembe, op.cit. p.61 et 63.

mobilisation de soutiens et l'accès aux ressources dont lui et son groupe ne pouvaient bénéficier autrement.

Le rôle du leadership au sein des réseaux est de grande importance. Il en est de même de l'observance scrupuleuse des pratiques discrétionnaires, informelles et illégales, un véritable système de communication dont dépendent très largement la longévité, l'efficacité, la stabilité et la crédibilité des intéressés ainsi que l'affermissement de leurs complexes alliances. En fait, leurs divers liens peuvent être aussi bien locaux, nationaux que régionaux ou transnationaux mais ils sont tous dictés par les enjeux et l'intérêt que présente l'objet en compétition.

Comme qui dirait, l'enjeu est non seulement ce qui motive l'acteur en tant qu'objectif à atteindre, c'est aussi une condition lui permettant d'atteindre sa finalité. Les stratèges le résument mieux en ces termes : « *l'enjeu convoité doit être supérieur aux risques encourus* ». ²²⁶ Certains acteurs dans les conflits armés à l'Est de la RDC ont su manœuvrer ces réseaux.

Il y en a qui ont su mobiliser leur capacité relationnelle pour captiver d'énormes soutiens politico-militaires locaux, nationaux et étrangers indispensables dans leur entreprise guerrière. Ils ont su séduire certaines hautes et influentes personnalités, comme points focaux de leurs manœuvres dilatoires aussi bien au sein de la notabilité locale, du pouvoir central, des pays voisins qu'au sein de la communauté internationale. Ils sont, même, parvenus à investir l'entourage direct de certains chefs d'Etats de la région et de certaines chancelleries occidentales. Ces connexions les ont épaulé, notamment, à contenir les hommes de troupe en termes de financement et formation, de fourniture en armes et munitions, d'appui diplomatique au point de plier le pouvoir central en toutes les étapes des négociations en vue de leur tailler des places stratégiques ou honorables au sein du pouvoir à l'échelle nationale.

C'est ainsi que les réseaux assurent toute une diversité des fonctions dans les trajectoires politiques des mouvements armés que connaît la région. Ces interconnexions peuvent être occasionnelles, éphémères, opportunistes ou même durables. Elles s'adaptent aux exigences de leur environnement tant au sein de la milice elle-même (en termes d'organisation interne et de leadership), au niveau national

²²⁶ S. Rosière, Géographie politique et Géopolitique. Une grammaire de l'espace politique, Ellipses, Paris, 2003, p.258.

qu'extranational. C'est ainsi que les réseaux sont voués à évoluer, à se conformer, à se composer ou se recomposer au gré des mutations et de la finalité que s'assignent leurs instigateurs.

Ces descriptions des réseaux coïncident exactement avec les réalités concrètes et très mouvantes des groupes armés sur le flanc congolais du Ruwenzori ainsi que dans le Masisi et le Rutshuru. Les jeux d'alliances dans les conflits armés que connaît cet espace ont été très changeants, dictés surtout par la logique de « *l'ennemi de mon ennemi est mon ami* ».

Certains parrains des milices armées sont demeurés aux aguets doutant de la crédibilité de leurs protégés locaux, étant toujours prêts à leur trouver des « *pièces de rechange* » au moindre dérapage. Pareil virement d'alliances et, ipso facto, d'instabilité des réseaux ont été pour beaucoup dans la transformation des factions armées au Nord-Kivu. Cet espace représente un enjeu géopolitique de taille dans les guerres de leadership que se sont livrées les chefs des milices locales, les dirigeants des factions rebelles et les chefs d'Etats de la région.

2.2. Champ d'investigations

Notre terrain de recherches est constitué des deux territoires administratifs de Beni et de Lubero, dans la partie septentrionale de la province du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo. Cette contrée est communément appelée « Grand Nord » du Nord-Kivu. Frontalière avec l'Ouganda, elle touche : au nord et à l'ouest respectivement les territoires d'Irumu, celui de Mambasa et de Bafwasende en province Orientale. Au sud, elle partage ses frontières avec les territoires de Rutshuru et de Walikale en province du Nord-Kivu tandis qu'à l'Est, elle est riveraine du lac Edouard. Au regard des analyses géopolitiques, ce milieu est encore peu connu du monde scientifique. On dénombre très peu d'études sur les conflits armés qui écumant cette contrée.

Etendu de plus de 25.580 km², ce territoire est un des plus peuplés du Congo. Il est habité majoritairement par le peuple Yira, appelé communément Nande depuis l'époque coloniale. Lors de la période des arabisés, Beni était situé sur la route des caravanes des trafiquants du Soudan via l'Ituri. Jusqu'aux années 1935, ces deux territoires étaient, du point de vue politico-administratif, rattachés à la province Orientale (Stanleyville). Ce n'est qu'après qu'ils incorporent

la province du Kivu et voient le premier maquis armé moderne s'implanter dans le Ruwenzori. A la croisée d'autres milices locales et des imbrications régionales, ce maquis y prolifère au fur du temps conformément aux trajectoires politiques congolaises et d'autres Etats de la sous-région.

Ces deux territoires restent le cas empirique de notre analyse nourrie par l'examen des liens transversaux existant entre le local, le national et le transnational dans les conflits armés qui font que cette partie demeure un des coins les plus ensanglantés de la RDC. Les guerres y vécues paraissent moins coller à la logique politicienne ethnique qu'à celle de désétatisation, de prédation et de leadership. Ainsi, les étudier sous l'angle des conflits interethniques que connaît la région, serait falsifié l'histoire, le cours des événements et la trajectoire politique congolaise dans cette aire de Beni-Lubero. Certes, l'on ne saurait mener une étude de la conflictualité armée au Grand-Nord sans tenir compte des faits probants de ce même phénomène dans la partie sud du Nord-Kivu ainsi qu'en Ituri du fait de l'enchevêtrement des dynamiques guerrières les unes dans les autres.

Pour mieux en saisir les méandres, il est indispensable de replacer cette analyse au cœur de la cohorte des enjeux politico-militaires et mafieux qui secouent la région au lendemain de l'indépendance congolaise et des Etats voisins de l'Est. Depuis ce moment, la contrée reste le champ d'atermoiements des manœuvres politiques tant locales que transnationales et tenue à l'œil par Kampala et Kigali.

L'appui logistique et financier aux maquis de la contrée, de part et d'autre de la frontière, a longtemps été au centre des tensions politiques et donc du contentieux diplomatique entre Kampala et Kinshasa confirmant ainsi les stratégies de « *parrainage et sponsoring* » entreprises par ces régimes dans le Ruwenzori en faveur de leurs substituts locaux. Stratégies politiques dont se sont également servi les récentes rebellions congolaises. Celles-ci ont, chacune à son niveau, usé de tous les moyens pour fractionner (amoindrir) les milices locales en instrumentalisant leurs vieux conflits.

Les chefs rebelles et leurs alliés respectifs ont, chacun à son niveau, joué à la fois au catalyseur et au sapeur-pompier et faisaient de tout leur mieux possible pour qu'il n'y ait pas cohésion et entente au sein et entre les diverses factions mayi-mayi, alliance qui leur serait très préjudiciable. C'est ainsi qu'ils ont soutenu militairement celles qui leur étaient favorables dans la traque de celles qui leur paraissaient

trop intransigeantes. Ainsi, certaines milices locales ont, d'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement bénéficié de l'appui de parrains respectifs des rébellions.

C'est donc un imbroglio d'alliances politico-militaires qui, aux côtés des exigences populaires locales, a été à la base des métamorphoses des maquis armés et, ipso facto, de la pérennisation des conflits armés, du cercle infernal de violence dont cette étude se propose d'étayer les enjeux. Mais, avant tout, il est nécessaire de présenter, dans les lignes ci-après notre terrain d'investigation, chaque territoire en tant qu'entité administrative distincte sans pour autant perdre de vue la caractéristique de leurs liens en termes de contiguïté.

2. 2. 1. Cadre physique et administratif de Beni-Lubero

Nous présentons séparément chaque territoire, quand bien même au sein de ce travail, il est impossible de les traiter différemment. Les deux entités administratives font un tout que les acteurs s'y meuvent aisément, sans ombrage. Il faut noter que cette subdivision est purement administrative et non politico-militaire, encore moins socio-économique. Nous traitons Beni-Lubero en tant qu'un système au sein duquel tous les événements sont intimement en interconnexion permanente de telle sorte qu'un événement qui touche un coin entraîne immédiatement des répercussions sur tout l'ensemble. Les trajectoires politico-militaires de ces territoires s'influencent réciproquement. En plus, les peuples de la contrée sont très soudés qu'en cas de menaces, il y a mobilisation rapide et conjugaison d'énergies de toute part.

A maintes reprises, face à un ennemi commun, tous les désaccords internes se volatilisent pour faire face au danger. Le fait que le peuple Nande y est largement majoritaire accroît aisément cette capacité mobilisatrice. La crédibilité dont jouit le leadership religieux (spécialement catholique) et commercial qui couvre pratiquement toute la contrée est un autre facteur non de moindre taille. Il en est de même de l'animation des méso-structures administratives à la base par des autorités respectueuses de la coutume et qui se reconnaissent d'un ancêtre commun. En plus, du point de vue d'anthropologie politique, le pouvoir traditionnel se retrouve représenté dans tous les clans. Ces derniers se localisent aussi bien en territoire de Lubero qu'en celui de Beni dont certains groupements portent la même dénomination.

2.2.1.1. Le territoire de Beni

A l'extrême nord et à l'ouest du territoire de Beni, on trouve la forêt équatoriale. A l'est se situent le mont Ruwenzori à la frontière avec l'Ouganda et une importante partie du parc national des Virunga. Au sud-est, on a une partie du lac Edouard et, au sud, il y a le territoire de Lubero. Ce territoire de Beni partage également ses frontières nord avec la province orientale via le district de l'Ituri dont il dépendait administrativement depuis sa création en 1894 jusqu'à 1935. L'entité connaît le climat équatorial. Le chef-lieu de ce territoire est transféré du centre urbain du même nom (ville de Beni) à Oïcha, le 1^{er} juillet 2000 sur une décision politique rebelle mais reconduite par le décret n°041/2003 du 28 mars 2003 sous le gouvernement de transition.

La ville de Beni (décret n°042/2003 du 28 mars 2003), au carrefour des routes menant de Goma à Kisangani et de Butembo à Kasindi, est située à 54 km au nord de la ville de Butembo et à 80 km de la frontière ougandaise. C'est le centre commercial et administratif le plus important de ce territoire portant le même nom. C'est également la ville de Beni qui abrite tous les services publics de l'Etat actifs dans toute la contrée. Ce qui explique, en partie, le caractère hétérogène de sa population. Depuis 2001 jusqu'en 2004, cette ville abritait les institutions de la faction rebelle, le Rassemblement congolais pour la démocratie-Kisangani/Mouvement de libération (RCD-K/ML) dont le leadership fut longuement disputé entre Wamba-Dia-Wamba, John Tibassima et Mbusa Nyamwisi. Elle a également servi de quartier général au Front de Libération du Congo (FLC) sous la houlette de Jean-Pierre Bemba.

Du point de vue administratif, le territoire de Beni compte quatre entités administratives rurales : la collectivité-chefferie de Bashu, la collectivité-secteur de Beni-Mbaï, celle de Ruwenzori et celle de Watalinga. Il englobe à son sein cinq agglomérations semi-urbaines dénommées citées, à savoir : Bulongo, Kyondo, Lume, Mangina et Oïcha. Le poste douanier de Kasindi est la porte d'entrée dans ce territoire en provenance de l'Afrique de l'Est, notamment de l'Ouganda. Du point de vue socio-économique et politique, il est difficile d'ériger une frontière claire et nette avec ce territoire de Beni et son frère jumeau de Lubero.

2.2.1.2. L'entité administrative de Lubero

Le territoire de Lubero est traversé par l'Equateur. Il jouxte ceux de Rutshuru (au sud) et de Walikale (au sud-ouest). A l'est, il longe le lac Edouard tandis qu'à l'ouest, il est frontalier du territoire de Bafwasende et, au nord, des territoires de Beni et de Mambasa. Le chef-lieu Lubero, du même nom, se trouve à près de 250 km au nord de Goma et à 45 km au sud de Butembo. Le territoire connaît un climat tropical d'altitude. Son relief est très varié. Il est dominé par des collines d'une altitude oscillant entre 1500 et 2000 m. A l'est, l'on trouve la chaîne des montagnes ou les Monts Mitumba et des plateaux de la crête Congo-Nil. C'est la région des cultures maraîchères et de l'élevage très varié. La cuvette centrale commence dans sa partie ouest. Cette diversité de relief y stimule des cultures multivariées et favorise l'élevage en grande échelle.

Du point de vue organisation administrative, ce territoire comprend à son sein quatre entités coutumières : la collectivité-chefferie des Batangi, celle des Bamate, celle des Baswagha et la collectivité-secteur des Bapere. Il compte également quatre agglomérations semi-urbaines entre autres Kanyabayonga, Kayna, Kirumba et Lubero. Butembo est la principale ville et le centre commercial le plus important de toute la contrée de Beni-Lubero. Cette ville de Butembo est une plaque tournante des affaires dans leurs connections avec les marchés asiatiques, est-africains, voire occidentaux. Elle se trouve en cheval sur les deux territoires, à près de 54 km au sud de Beni et 45 km au nord de Lubero, sur l'axe routier Goma-Kisangani-Bunia. La température moyenne oscille entre 18° et 23°C. Cité indigène en 1949, Butembo devient centre extra-coutumier en septembre 1958.

Il est un important point de transit de la main-d'œuvre indigène en route vers les centres miniers. Butembo a été le siège de la société Minière des Grands Lacs (MGL, nom que porte désormais un des quartiers résidentiels de Butembo). La présence de cette société a fort influencé l'hétérogénéité dans le milieu et nombre des gens ont préféré se naturaliser Nande. Depuis que cette agglomération a le statut de ville (décret n°042/2003 du 28 mars 2003), ses limites se sont étendues englobant ainsi une population jadis dépendante des entités rurales. C'est la ville la plus peuplée de la contrée, sa population avoisine actuellement les 700.000 habitants.

Ce galop démographique est dû non seulement aux facteurs endogènes urbains mais aussi à l'exode rural et au phénomène récurrents des déplacés de guerres. Butembo héberge beaucoup de déplacés de guerres de l'Ituri, d'autres viennent des campagnes environnantes et certains fuyards de l'éruption volcanique de Goma de 2002 qui ont préféré carrément y élire domicile. Le flux commercial florissant, l'implantation des institutions universitaires et sanitaires viables rendent Butembo attractif de plus en plus du monde d'autres provinces congolaises, voire des pays voisins de l'Est.

Comme on peut s'en rendre compte, les collectivités sont des grands ensembles des clans. En territoire de Beni, l'on retrouve des groupements ruraux constitués essentiellement des ressortissants d'une des collectivités du territoire de Lubero. C'est une donnée politique essentielle dans la compréhension de la solidarité qui caractérise les liens sociaux entre ces deux entités loin au-delà des clivages que l'élite politique tente d'y susciter. Par ailleurs, chaque groupement a un espace vital de pêche au niveau du lac Edouard. Il faut signaler que pour éviter des frustrations au sein des populations locales, l'administration traditionnelle est organisée de telle sorte que chaque collectivité-chefferie et chaque collectivité-secteur ainsi que tout groupement aient accès au lac Edouard en vue de la sécurité alimentaire de ses citoyens.

En bref, les différentes subdivisions administratives de la contrée de Beni-Lubero sont reprises dans le tableau ci-après :

Tableau n°1 : Entités administratives en Beni-Lubero

Territoire	Cités et Collectivités-chefferies ou collectivités-secteurs	Groupements	Chef-lieu	Villes
BENI	1. Collectivité-chefferies des Bashu	1. Bunyuka	Butungera	BENI
		2. Isale-Bulambo		
		3. Isale-Kasongwere		
		4. Malio-Butuhe		
		5. Masiki-Kalonge		
		6. Masiki-Vahyana		
		7. Isale-Vuhovi		
	2. Collectivité-chefferie de Watalinga	1. Bahumu	Kamango	
		2. Bawisa		
		3. Watalinga		
	3. Collectivité-secteur de Beni-Mbaï	1. Banande-Kaïnama	Mbaï	
		2. Baswagha-Madiwe		
		3. Bambumba-Visiki		
		4. Batangi-Mbaï		
	4. Collectivité-secteur de Ruwenzori	1. Balema	Mutwanga	
		2. Baniangala		
3. Basongora				
4. Buliki				
5. Malambo				
LUBERO	1. Collectivité-chefferie de Bawagha	1. Bukenye	Musyenene	BUTEMBO
		2. Bulengya		
		3. Buyora		
		4. Luongo		
		5. Manzia		
		6. Muhola		
		7. Mwenye		
		8. Ngulo		
	2. Collectivité-secteur des Bapere	1. Bakira	Manguredjipa	
		2. Bapaitumba		
		3. Bapakombe		
		4. Bapukura		
		5. Baredje		
		6. Butike		
	3. Collectivité-chefferie des Bamate	1. Buhima	Mambasa	
		2. Hutwe		
		3. Lwenge		
		4. Tama		
	4. Collectivité-chefferie des Batangi	1. Itala	Bingi	
		2. Mbulye		
3. Musindi				

Source : Services administratifs des territoires de Beni (à Oïcha) et de Lubero (à cité de Lubero)

2.2.2. De l'organisation traditionnelle des peuples de la région

Dans ce point, il est logique que nous fassions mention des ethnies qu'héberge cette contrée et de l'organisation sociopolitique Yira, de sa survivance nonobstant la politique coloniale de fractionner les communautés et les affres des guerres.

2.2.2.1. Liens socio-économiques entre les peuples de la région

La population de cette contrée est hétérogène. Le peuple Nande y est majoritaire aux côtés des Watalinga, des Balese, des Bakumu, des Bapere, des Babumba, des Bapakombe, des Bambuti ainsi que d'autres tribus congolaises. On y trouve aussi des ethnies étrangères entre autres les Bakondjo, les Hima, les soudanais, etc. Pour de raison d'intégration, nombreux de ces peuples préfèrent se naturaliser Nande par le truchement de divers canaux sociaux dont le mariage, le jumelage, le brassage culturel, etc.

Sur les huit collectivités administratives de Beni et de Lubero, les Nande sont très majoritaires dans cinq qui font chaîne : les collectivités des Bamate, des Batangi au sud, des Baswagha, des Bashu et celle du Ruwenzori²²⁷. La particularité de cette région est son exemption pour ce qui est des poussées identitaires qui jaillissent dans les conflits interethniques. Toutes les communautés s'y investissent dans la promotion des œuvres sociales profitant à tout le monde, sans discrimination ethnique ni distinction confessionnelle²²⁸.

L'on doit cependant reconnaître le monopole Nande dans l'économie locale qui ne connote à rien d'une quelconque discrimination ethnique supposée mais relève plutôt du dynamisme hors du commun de ce peuple, et donc de la compétitivité, de l'initiative privée, de l'esprit de risque et d'entreprise.

Nzabandora Ndi Mubanzi remarque, à ce propos que « *la prospérité chez les Nande est beaucoup plus liée aux investissements humains qu'à la fertilité des sols* »²²⁹. Encore que des affaires des non-originares y fleurissent autant que celles des autochtones

²²⁷ Kakule Muwiri et alii, *Identité culturelle dans la dynamique du développement*, FIUC, Académia Bruylant, Presse de l'Université Catholique du Graben, 2002, p.20.

²²⁸ Lire à ce sujet, la lettre de Mgr Kataliko aux autorités du RCD-Goma, lettre-réponse aux accusations portées contre lui juste pour justifier leur décision de le reléguer dans son diocèse natal.

²²⁹ Nzabandora Ndi Mubanzi, op.cit. p.164

contrairement à ce que d'aucuns pensent. Certains hommes d'affaires allochtones figurent même comme membres du « *G8 local*²³⁰ ». Nombreux de non-originares du milieu y ont donc fait fortune tant dans les activités commerciales, agro-pastorales que politiques. D'autres encore y monopolisent le commerce de la bière, les comptoirs d'achats de minerais, etc. La particularité en est que tous les acteurs sociaux y cohabitent sans heurte et sont coude-à-coude dans la recherche du mieux-être des populations locales.

Raeymaekers donne quelques indices de cette dynamique dans la région en termes d'initiatives locales de développement et d'affaires très lucratives partant des marchés lointains d'Emirats Arabes Unis, d'extrême Orient et aujourd'hui de Chine. Ce qui l'amène à qualifier cette contrée d'« *île de prospérité* »²³¹. G. De Villiers, quant à lui, soutient que ce dynamisme trouve des explications dans les facteurs qui collent à l'histoire et aux caractéristiques sociales de la population Nande²³².

A notre avis, si le Grand-Nord impressionne, c'est surtout par les difficultés que ses communautés parviennent à surmonter. Loin d'entraver l'esprit d'entrepreneuriat local, les guerres ont stimulé à Beni-Lubero plus d'initiatives et ont incité les populations locales à s'intéresser à la politique.

Car de ce point de vue, l'on doit reconnaître que les Nande étaient quasiment absents dans l'administration publique coloniale. Les postes administratifs dans cette contrée étaient occupés par les « *non-originares* », particulièrement les Banyarwanda, les Kasaiens et les Bakongo²³³. Janet MacGaffey écrit à ce propos: « *An account of the pre-colonial society of the Nande and of the particular colonial experience shows why they are marginal, why so few have attained position in the dominant class and why they lack political position and influence in post-independance ...* »²³⁴.

²³⁰ Dans ce jargon, faut sous-entendre les milliardaires du milieu, dits aussi « grosses légumes ».

²³¹ T. Raeymaekers, « L'économie politique de Beni-Lubero », in K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, *Conflit et transformation sociale à l'est de la RDC*, Academia Press, Gent, 2004, p.60.

²³² G. De Villiers, *Le pauvre. Le hors-la-loi. Le mépris. La question de l' « économie informelle » en Afrique*, Les cahiers africains/CEDAF, Bruxelles, n°6, p.11

²³³ Lire à ce propos T. Raeymaekers, op.cit. p. 61.

²³⁴ J. MacGaffey, « Long-distance trade, smuggling and the new commercial class: the Nande of North Kivu », *Entrepreneurs and Parasites. The struggle for indigenous capitalism in Zaïre*, Cambridge University Press, 1987, p.144.

Cette marginalisation a nourri une conception dans le milieu Nande que la politique est une affaire des non-originares, des gens qui vivent sur le dos des contribuables locaux. L'administration publique était perçue localement comme une moule des menteurs dorloteurs, des pillards. Mises en part les activités agro-pastorales, les natifs du milieu étaient des simples courtiers, des chauffeurs et des capitas-vendeurs des commerçants grecs et belges qu'ils ont vite imités dans la maîtrise des affaires²³⁵.

La situation périphérique de la contrée, sa proximité avec les pays de l'Afrique de l'Est, le mode de gestion du système politique en place au Zaïre de Mobutu, comme sous le régime de l'AFDL, autant de facteurs qui ont poussé les opérateurs économiques locaux à prendre distance de Kinshasa. Ils se sont tournés vers les grands centres commerciaux du monde via l'Afrique de l'est : Asie du sud-est, Afrique du Sud, Bruxelles, Washington. L'approvisionnement se fait par les ports de Mombasa et de Dar-El-Salam.

Cette évolution vers plus d'autonomie a été suivie avec beaucoup de suspicions dans les couloirs du pouvoir à Kinshasa où la logique prédominante consistait à transformer tous les zaïrois à des obligés de la « *magnanimité du guide* »²³⁶. Ce qui fait que cette contrée n'a jamais figuré parmi les entités devant bénéficier d'un plan national de développement. D'ailleurs au moment où nous couchons ces lignes, Butembo n'a aucun projet cadrant avec les « cinq chantiers de la république », slogan tant chanté par ceux là qui sont en train d'ériger une dictature en RDC bien qu'issus du verdict des urnes.

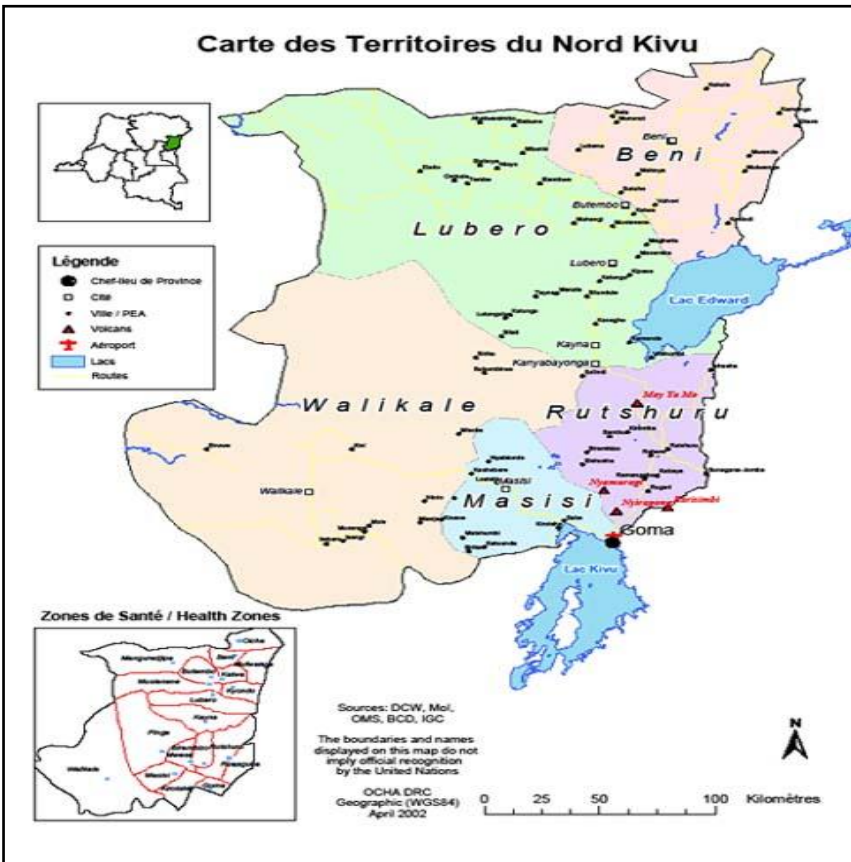
Depuis l'indépendance, Butembo-Beni est transformé en une contrée à pourrir. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter les déchainements massifs dans ce lieu de toutes les brigades des FAZ et la DSP à la solde de la population locale. Il en est de même de l'offensive terroriste menée à l'endroit des populations civiles sous le label des « *opération Ruwenzori et Kimya* » par les FAZ. La présence des milices hostiles au régime Mobutu dans cette zone a servi d'élément déclencheur de la traque à l'homme d'affaire et à l'élite intellectuelle locale. Aux premières heures de l'AFDL, ce milieu a

²³⁵ Un de vieux hommes d'affaires locaux et ancien chauffeur des colonisateurs, nous a confirmé, lors de notre entretien, qu'il doit l'esprit capitaliste à ses anciens maîtres qu'il a mimés dans ses activités commerciales.

²³⁶ xxx, *Conflits politico-ethniques au Zaïre. Livre blanc sur la situation des droits de l'Homme dans les provinces du Shaba (Katanga) et du Nord-Kivu*. Gouvernement de Transition du Zaïre. Ministère de la communication et presse, 1993, p.38.

encore vécu le cauchemar sous forme d'assassinats d'hommes d'affaires locaux suivis de vols de leurs biens précieux, voitures de luxe, pillages de pièces maîtresses dans les usines locales, massacres de jeunes garçons, viols des filles, emprisonnement des intellectuels, etc. Les mêmes ambitions ont caractérisé le comportement des acteurs politiques, de toute tendance confondue, ayant eu à administrer cette contrée : RCD et alliés, RCD-K/ML et alliés, FLC et alliés²³⁷.

Carte n°2 : Carte administrative des territoires du Nord-Kivu



Source : http://www.ritimo.org/.../rdc/rdc_nord_kivu.html

²³⁷ Ces guerres seront étayées dans la troisième partie de ce travail.

2.2.2.2. De l'organisation traditionnelle Yira

Du fait que le peuple Nande est majoritaire dans cette partie, il importe de faire mention de son organisation sociopolitique, de la place des institutions coutumières dans la gestion collective de la sécurité et de la terre. Les lignes qui suivent ont pour finalité de puiser dans l'anthropologie politique Nande pour aider à mieux interpréter les conflits armés les plus récents et la résurgence des forces locales d'auto-défense populaire dites « *mayi-mayi* ».

2.2.2.2. 1. Organisation sociopolitique Yira

La gestion du territoire est de l'apanage des familles royales au niveau clanique et supra-clanique. Le clan est l'unité de référence du pouvoir politique, social et économique. Le pouvoir n'y est pas détenu par le seul chef mais partagé entre les membres du lignage. Il est coutumièrement exercé au sommet par un triumvirat avec le « *Mwami* » comme chef politique, le « *Isemwami* », chef religieux du royaume et le « *Ngabwe* » (*bouclier*) en tant que général de l'armée. Au dessus de ces trois personnalités, le conseil royal, constitué des vieux sages et hauts dignitaires de la chefferie, constitue l'organe suprême et législatif. Il a pour mission d'assister et guider le '*Ovwami*' (la royauté) dans sa politique générale. C'est ce conseil royal qui désigne le successeur du chef mourant qui doit être un des dignes fils du roi. Si ceux-ci sont encore très jeunes et ne pouvant pas encore exercer le pouvoir, le Conseil désigne un « *régent* » dans l'attente que le fils héritier atteigne l'âge majeur pour présider à la destinée de la communauté. Celle-ci est constituée de plusieurs clans se reconnaissant descendre d'un ancêtre commun.²³⁸

La communauté Nande a en son sein plusieurs clans dont, seulement quatre, à savoir : les Bashu, les Batangi, les Bamate et les Baswagha, sont les plus connus. Cette reconnaissance découle certainement de leurs importants effectifs et de leurs prérogatives coutumières les plus manifestes. Ces clans sont détenteurs du pouvoir politique alors que plusieurs autres n'en disposent pas. Kambalume et Muwiri attribuent la renommée de ces clans au fait que leurs noms

²³⁸ On peut lire à cet effet, L. Bergmans, *Les Wanande, T1. Les Baswagha. Aperçu historique*, Editions A.B.B. ; Butembo, 1970 ; Idem, *Les Wanande, T2. Croyances et pratiques traditionnelles*, Editions A.B.B., Butembo, 1971 ; Idem, *Les Wanande : une peuplade aux pieds des Monts de la lune*, Editions A.B.B., Butembo, 1973.

sont liés directement aux collectivités²³⁹. Au regard de certaines pratiques entre les *Bami* (pluriel du *Mwami*), ceux-ci évitent de se livrer de guerre ouverte et privilégient toujours la réconciliation. Le primat de cette pratique en toute situation conflictuelle est un des mécanismes de la cohésion clanique, de la meilleure intégration sociale et politique d'autres clans, bref, de la cohabitation pacifique entre diverses communautés humaines.

En effet, l'organisation politique de cet espace est le prototype d'une confédération traditionnelle des Etats. Kipasa constate que la structure politique et administrative du Bunande (pays Nande) est loin d'être celle d'un royaume où il y aurait un chef commun à la tête qui trônerait sur tous les clans. Il se rend compte que cette organisation « *est plutôt celle d'une sorte de confédération de quatorze clans²⁴⁰ parmi lesquels certains sont intronisables ('abakasinga') du fait qu'ils ont chacun un chef dénommé Mwami coutumièrement intronisé et un territoire comme propriété collective et les autres clans sont non intronisables ('abatesinga'), n'ayant pas de Mwami sacré, ni grande étendue de terre. Ils sont dilués dans les clans intronisables* »²⁴¹.

La consolidation et le maintien de cette confédération sont dus à la gestion par interconnexion et interaction de certains pouvoirs comme garde-fous. Les relations sociales s'y solidifient autour du « *Kyaghanda* », institution (véranda) traditionnelle Nande qui s'assigne pour rôle premier de cimenter les relations sociales entre ses membres. Cette institution traditionnelle a pour membres les esprits tutélaires, les ancêtres, les vivants et les générations futures, tous épris de paix et de concorde.²⁴² Un autre élément, pas de moindre importance, est la présence effective au sein de l'institution suprême

²³⁹ K. Muwiri et R. Kahindo Kambalume, *Identité culturelle dans la dynamique du développement*, Académia/Bruylant-Presses de l'Université catholique du Graben, LLN/Butembo, 2002, p.24.

²⁴⁰ Notons à ce propos que Charles Mogha parle lui de plus de 17 clans nande, le temps jouant, certains se sont dilués dans les clans dominants. Kambalume et Muwiri font également mention de plusieurs clans mais n'ayant pas le même poids démographique, religieux et politique.

²⁴¹ K. Kipasa, *L'expérience vitale Nande*, source nominative de Dieu Nyamuhanga, mémoire, Grand séminaire Saint Mbagu Tuzinde, Cibanda-Mpungwe, Bukavu, 1982, pp.4-5

²⁴² R. Kasereka Mwanawavene, « Le Kyaghanda, couloir de paix chez les nande », in *Racines de Paix en Afrique. A la rencontre des traditions de paix dans la région des Grands Lacs*, Institut de la Vie, inédit, Bruxelles, août 2005, pp.171-176.

Ovwami (royauté) des objets sacrés venant de chaque clan et des dignitaires ressortissants de ces clans. Ces personnages issus d'autres clans consœurs ont chacun un pouvoir et un rôle spécifique incontournable pour la bonne marche du royaume.

C'est cette même vision de choses qui explique le fait que les insignes royales (couronne royale, bracelet, tambour, eau, etc.), symboles du pouvoir du nouveau chef, proviennent de divers clans de cette confédération Yira. De même, les différents rites d'investitures sont incarnés par divers personnages en provenance de ces clans. A titre illustratif, les chargés de l'investiture « *avasingya* » appartiennent à des clans différents de celui du chef à investir. De même, le conseil du Mwami (chef) est élargi à des personnages appartenant à différents clans de la juridiction souvent ayant des rites propres « *amakinga* » à accomplir dans la gestion du pouvoir et sans lesquels le nouveau roi serait limité dans l'exercice de ses fonctions.

En plus, lors des cérémonies d'investiture une phase préliminaire est prévue pendant laquelle le candidat-chef doit passer au crible de tous les Esprits bienveillants du *Bunande* (royaume Nande). Avant son intronisation, le candidat chef est présenté dans les « *Byaghandanda* » (pluriel du *Kyaghandanda*) importants de tous les clans en vue d'être agréé par tous les ancêtres et les habitants de l'entité Nande. Autrement dit, s'il n'est pas le vrai héritier du trône, les mânes des aïeux ne manquent de le prouver durant ces épreuves mêlées aux rites magiques dont le dernier est l'enterrement symbolique du candidat roi avec son épouse rituelle, la « *mumbo* ». Il s'agit donc d'épreuves d'approbation et d'investiture par les esprits tutélaires de son royaume et dont un candidat usurpateur ne peut jamais s'en sortir vivant.²⁴³

En cas des menaces de guerre extérieures contre son clan, l'approbation du nouveau Mwami lui octroie le pouvoir de recourir aux moyens de défense appartenant aux ancêtres et est assisté par ses pairs d'autres clans. L'on a ainsi vu les chefs coutumiers développer des mécanismes traditionnels d'autodéfense. A la période des arabisés, ils ont mis sur pieds la milice des « *hommes léopards* », appelés localement « *Bihokohoko* » pour faire face au razzia des ces commerçants d'êtres humains et à l'occupation coloniale. Cette résistance traditionnelle était corrélée à une multitude de manœuvres

²⁴³ Entretien personnel que j'ai eu avec le chargé des coutumes chez les Baswagha, l'Isemwami Kitoti Seve, en date du 15 août 2006 à sa résidence de Musyenene.

d'insoumission. Certaines pratiques de ce système d'auto-défense, ayant évolué au cours du temps, ont été récupérées par les éléments « *Simba-mulele-mayi* » lors des rébellions des années 1964. Ces mêmes pratiques traditionnelles ont servi de terreau de résistance locale à l'occupation étrangère aux milices « *mayi-mayi* ». ²⁴⁴

L'intégration politique Nande est donc à situer aux stades des rites d'intronisation et de gestion de l'entité, du mariage du Mwami (chef) investi et dans les rôles supra-claniques incarnés par d'autres pouvoirs claniques dans les cours royales respectives. En cas d'affres luttes de succession, il n'est pas étonnant que le choix du chef à investir revienne à un autre clan, celui de Bakira pour les Batangi, au cas où ces derniers ne trouvent pas d'entente. Localement, l'on soutient que « *le devin des Batangi est à Mulinde* », fief des Bakira.

Par ailleurs, la descente du Mwami dans la tombe symbolique la veille de son intronisation, creusée pour la circonstance, le met en contact direct avec les forces du monde souterrain. En remontant, il fait désormais et effectivement partie de ces forces auxquelles revient en réalité la gestion de l'entité, que ce soit la nature ou la société. Il est désormais investi des pouvoirs divins. Il change de condition d'homme. Dès cet instant, sa vie se déroule entre les mailles des interdits. Elle n'est qu'une incarnation de la volonté de ses pairs prédécesseurs.

A travers cette liturgie de l'investiture du Mwami, celui-ci est présenté comme l'axe de toutes les relations socio-économiques. Il apparaît comme le seul médiateur légitimé par les aïeux et les vivants de son royaume à même de résoudre les contradictions sociales et politiques dans le temps et sur toute l'étendue de son territoire.

Il est le symbole de l'unité de sa communauté du fait qu'il incarne symboliquement tous les pouvoirs dont avaient été investis ses prédécesseurs par tous les anciens du Buyira et dont il porte les insignes royaux. A ce titre, il est l'incarnation de toutes les valeurs vitales. Ce qui fait qu'à sa mort, la vie s'arrête sur toute l'étendue de son territoire. L'abstinence sexuelle est de mise chez tous ses sujets. Les animaux domestiques sont séparés les mâles de femelles. Les houes sont suspendues, les tiges de bananier non découpées jusqu'à

²⁴⁴ Nous le développerons dans les détails au cours de la deuxième partie de ce travail.

l'avènement de son successeur, lequel incarnera de nouveau toute la puissance germinative²⁴⁵.

En ce qui concerne l'exercice et la conservation du pouvoir, les interdits sont des garde-fous contre les abus du pouvoir, contre les extravagances du Mwami. Ils garantissent la retenue, l'intégrité, l'honorabilité, l'esprit de discernement, la générosité, la probité, le sens de la mesure et de la modération des tenants du pouvoir. N'exerçant pas un pouvoir personnel, le Mwami a l'obligation de consulter régulièrement le « *Kyaghanda* », son conseil suprême, dont les avis influencent fortement ses décisions. De même, il a le loisir de faire appel à certaines familles qui détiendraient des « *pouvoirs magiques et charismes* » dont il n'est pas en possession afin de renforcer et d'asseoir son pouvoir.

C'est ce qui explique la présence, dans la cour royale, de certains personnages comme le guérisseur, le devin, le sorcier, le pourvoyeur du bon temps, etc., qui ne sont pas nécessairement du clan du Mwami. Leur rôle est d'aider celui-ci à éviter de prendre des décisions impopulaires, c'est-à-dire, qui ne procèdent pas des aspirations profondes du peuple. Celui qui exerce le pouvoir, le transmet à sa descendance.

Le pouvoir politique est héréditaire et reste entre les mains des « *bien-nés* », les élus des Etres surnaturels. La vie politique traditionnelle Nande est une vie interne, cachée, sans tapage ni ostentation. La succession est régie par des normes bien précises, transmises de génération à génération par l'intermédiaire de l'institution du « *Ovwami* ».

Il convient, par ailleurs, de se demander pourquoi ce pouvoir coutumier a résisté malgré les dernières guerres pendant que dans la partie sud du Nord-Kivu, notamment, les institutions traditionnelles ont été les premières cibles des seigneurs de guerre. Ici, les autorités traditionnelles incarnent l'identification sociale. Les populations locales se reconnaissent d'abord en la personne du chef coutumier qu'en celle de l'occupant. Ce qui fait qu'elles-mêmes s'érigent à leur bouclier, les sécurisent contre toute tentative d'élimination physique.

²⁴⁵ Il y a lieu d'observer ce même symbolisme dans la cour royale du Bushi au Sud-Kivu, voire écrits de Mgr C. Muzihirwa tels que cités par S. Mugangu Matabaro, La gestion foncière rurale au Zaïre. Réformes juridiques et pratiques foncières locales. Cas du Bushi, L'Harmattan/ Academia/Bruylant, Paris/LLN, 1997.

Un autre fait à signaler est celui de la politique de la succession au trône qui se fait par la consanguinité. En effet, est fils héritier, le fils du roi issu de l'inceste lors de l'enterrement symbolique du candidat roi ou celui né de son mariage civil et religieux avec la reine dite « *mughole* ».

En effet, la femme avec laquelle il passe nuit dans sa tombe est sa cousine (soit fille de son oncle maternel, soit de sa tante paternelle), une stratégie de conserver à l'état pur le sang royal. Cela fait qu'on dénombre peu de cas d'usurpation de pouvoir qui est, parfois, à la base d'assassinat des chefs coutumiers sous couverts d'hommes en armes.

Il y a lieu également de parler du système d'administration indirecte, mode de gestion politique mis en vigueur par le RCD-K/ML et son allié ougandais. Etant en quête de légitimité, ces rebelles ont préféré maintenir les mêmes autorités coutumières que de les remplacer par d'autres de leur obédience sous peine d'inciter les révoltes populaires. Elles leur reconnaissent entre autre, leur rôle de premier magistrat à la base, ciment de l'harmonie sociale, l'essentiel étant de s'acquitter des exigences rebelles en termes d'appuis financiers.

2.2.2.2. La propriété foncière, un bien communautaire

Un autre fait d'intégration politique en Beni-Lubero est la vision communautaire de la propriété foncière. Dans ces deux territoires, la coutume locale garantit la propriété communautaire de la terre. Le droit d'usage accordé par les autorités coutumières est le principal mode de le faire valoir. Elle n'appartient donc pas au Mwami, celui-ci n'en est que le gestionnaire. Il ne doit pas la vendre mais peut juste la distribuer à ses sujets qui, à rebours, lui doivent redevance et civilités. Un adage local affirme, en ce sens, que : « *O' Mwami ni balume n'ekitaka ni kye' kihanda* ». Autrement dit, un chef ne l'est réellement que par la reconnaissance et l'appui de ses sujets. La terre n'est donc pas sienne mais bien plus la propriété de sa communauté. Ce qui fait dire à A. Mafikiri Tsongo que ce « *droit coutumier garantissait ainsi à la paysannerie sa reproduction* »²⁴⁶.

²⁴⁶ A. Mafikiri Tsongo, La problématique foncière au Kivu montagnoux (Zaire), *Cahiers du CIDEP*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp.20-21.

Toutefois, selon l'esprit de la loi n°66-343 du 7 juin 1966 telle que complétée par la loi n°73-021 du 20 juillet 1973 actuellement en vigueur, dite loi Bakajika, les droits fonciers sont de l'unique apanage de l'Etat, le sol étant érigé en propriété inaliénable de l'Etat qui a le pouvoir d'en accorder des droits à des particuliers. L'article 53 de cette loi stipule en substance que « *le sol et le sous-sol appartiennent à l'Etat congolais* ». Une ordonnance ultérieure qui, malheureusement, n'a jamais vu le jour réglerait la gestion foncière des terres exploitées par les communautés locales. Ce vide juridique suscite la confusion entre ces deux conceptions du foncier et alimente actuellement la recrudescence des conflits fonciers dans cette région. L'ambiguïté entre la vision communautaire de la terre et de sa gestion étatique est, elle-même, germe de litige.

Notons néanmoins que la conception traditionnelle de la terre avait permis aux Bami de la contrée de faire face aux sollicitations et offres de l'autorité coloniale lors de la Mission d'Immigration des Banyarwanda au Nord-Kivu. A ce sujet, le gardien de la coutume chez les Baswagha, nous relate que « *Les Bami Kinahwa II des Batangi et Biondi Inoghoverya II, Mwami des Baswagha avaient refusé les faveurs proposées par l'administration coloniale pour qu'ils octroient des concessions foncières aux immigrants rwandophones. Ils auraient volontiers accepté de les accueillir dans leurs collectivités comme tout autre sujet. C'est-à-dire, à l'unique condition qu'ils se soumettent aux normes foncières coutumières en vigueur et reconnaissent l'autorité traditionnelle de l'entité à tous les niveaux* »²⁴⁷.

Le paradoxe actuel en est qu'en procédant à la 'vente' de la terre, les chefs coutumiers, notables ou autres propriétaires terriens n'ont pas le sentiment de se déposséder mais de passer des vassaux pauvres aux vassaux riches, la vassalité étant un symbole de pouvoir. C'est dire qu'acquéreurs, ces riches reconnaissent l'autorité coutumière à qui ils continuent de payer annuellement la redevance traditionnelle. A ce propos, il convient de noter, à la suite de Mafikiri Tsongo²⁴⁸, que les paysans agriculteurs préfèrent toujours le droit

²⁴⁷ Isemwami, Kitoti Seve, lors de notre entretien en date du 15 août 2006 à sa résidence de Musyenene.

²⁴⁸ A. Mafikiri Tsongo, Problématique d'accès à la terre dans le système d'exploitation agricole des régions montagneuses du Nord-Kivu (Zaire), thèse de doctorat, LLN, février 1994, p. 245.

foncier coutumier car c'est le plus accessible et sécurise au mieux leurs intérêts et ceux de la communauté villageoise.

Il se fait qu'au petit-Nord (Rutshuru, Masisi, Nyirangongo, Walikale) où des familles rwandophones furent installées dans le cadre de la Mission d'immigration des Banyarwanda durant le Congo-Belge et d'autres par vagues successives dictées par l'instabilité institutionnelle et successive au Rwanda, ayant bénéficiés de l'hospitalité des communautés locales, se sont frauduleusement octroyés les titres fonciers en violation de la procédure y afférente selon l'esprit de la législation foncière en vigueur en RDC. Ces manigances de virer, par escroquerie et corruption du pouvoir central à Kinshasa, du statut local du vassal à celui du propriétaire terrien au détriment des communautés autochtones sont à l'origine des tensions mettant en scène autochtones et allochtones rwandophones.

Certes que ces tensions peuvent y être interprétées comme figurant parmi les effets collatéraux des guerres interethniques rwandaises. Mais les aborder dans le maillon local des revendications foncières permet de mieux comprendre l'enracinement dans ce milieu du phénomène d'autodéfense populaire aux prises avec les incursions armées rwandophones. L'appui logistique, humain et financier rwandais dont bénéficient certaines forces armées actives dans cette province pousse les populations locales à y voir un acte d'agression et y ravive la méfiance en l'endroit de ses substituts locaux.

Cet éclaircissement est de taille dans la mesure où il permet de mieux saisir les « *raisons de causes* » de la propension des maquis armés locaux dans la partie sud de Lubero, leur appropriation locale et les incessantes incursions rwandophones, sous le label du RCD-Goma, des dissidents de l'ANC réfractaires au brassage, enfin et ouvertement, du CNDP du général Laurent Kunda et actuellement sous couvert du M23. Il en est de même de l'activisme nourri actuel des FDLR dont les populations locales sont leur première cible.

Il convient donc d'analyser la conflictualité armée dans cette zone en termes d'affronts aux arrangements locaux, parmi lesquels l'autodéfense populaire, la création des fermes par les autochtones, etc., tels qu'entrepris dans le milieu pour faire face, tant soit peu, à ce qui, depuis un certain temps, y est perçu comme évasion étrangère. Autrement dit, l'érection de cette zone en foyer de tensions et l'imminence des attaques armées s'y accompagnent de la mise en place de milices qui apparaissent et répondent à la crise de l'Etat. Ce

qui fait dire à Koen Vlassenroot ²⁴⁹ que les mayi-mayi sont une alternative à la désolation. Leur violence politique est une réaction aux effets d'un long processus de détérioration sociale et de destruction politique, plutôt que la résultante du conflit actuel. La référence à l'appartenance ethnique fait partie d'une stratégie délibérée pour renforcer la cohésion et remobiliser les forces internes.

Toutefois, on ne peut ignorer que la plupart des milices tendent à être le résultat de la logique interne de communautés ethniques locales et qu'elles reposent sur celles-ci. La milicianisation y traduit donc le processus de mobilisation et d'émergence des milices en coloration communautaire dans ce champ social. C'est dans ce sens que Dr. Etanislav Ngodi insiste sur le rôle de l'encadrement efficace des milices dans le maintien de sa cohésion et la poursuite de la finalité lui assignée. Sans quoi, insinue-t-il, ce phénomène vire « *au gangstérisme et brigandage politique qui traduit de fait l'usage de gangs et de la brutalité comme procédure ordinaire pour renforcer le dysfonctionnement de l'appareil étatique, celui-ci y apparaissant comme principal acteur de violence* »²⁵⁰.

Il faut noter que Beni-Lubero se trouve loin en marge de la guerre d'autochtonie contre d'allochtonie telle que vécue aux Masisi - Rutshuru bien que cette contrée en subisse des affres partant de la partie sud de Lubero, frontalière à Rutshuru. En outre, au Nord-Kivu, l'on assiste à des extrapolations à l'ensemble des communautés des stratégies de pouvoirs de certains réseaux familiaux. A la suite de William Barnes²⁵¹, il y a lieu de soutenir à cet effet que, parfois, des luttes banales de pouvoir entre sujets appartenant à deux familles, autour d'un lopin de terre ou d'une dette pécuniaire, sont aussitôt transposées au stade intercommunautaire.

Il se peut que les violences ayant rompu les passerelles entre communautés limitent les capacités à prendre en compte les pluralités de facettes existant au sein même de chaque communauté et d'autant d'individualités au sein même d'un groupe humain. Les préjugés et les stigmatisations aidant, une mésentente bénigne entre deux sujets est vite extrapolée sur l'ensemble de toute leur communauté respective.

²⁴⁹ K. Vlassenroot, "Violence et constitution des milices dans l'Est du Congo: le cas des mayi-mayi"; in op. cit. P134.

²⁵⁰ E. Ngodi, *Comprendre le mouvement Nsilulu et la crise politique au Congo-Brazzaville*, 2009, p.15.

²⁵¹ William Barnes, Kivu: l'enlèvement dans la violence, in *Politique africaine*, n°73, mars 1999. p.134.

Ce qui nourrit la méfiance et le mépris réciproques entre blocs communautaires au Nord-Kivu, lesquels servent de ferment dans l'émergence et l'ancrage de la surmilitarisation de cette province, avec comme conséquence logique, la pérennisation du climat de guerres.

Conclusion partielle

Bien que l'administration coloniale belge ait créé des désarticulations au sein des sociétés traditionnelles congolaises, l'on a trouvé des peuples indigènes qui lui ont résisté. Il en est ainsi de ceux du Grand-Nord. Les institutions et pratiques traditionnelles locales ont persisté aux tentatives d'occidentalisation telles que menées par le colonisateur. Il en est de même à ces jours où leur soumission à l'occupation étrangère n'est pas une mince affaire.

Certaines recettes traditionnelles leur ont permis de se maintenir dans un contexte des conflits armés récurrents. Il y a une grande estime populaire aux chefs coutumiers, gardiens de la terre et incarnations des aïeux. La terre est une propriété communautaire et le plus grand héritage légué par les ancêtres. Aucun Mwami n'osera la vendre aux étrangers au détriment de son propre pouvoir car un mwami sans terre n'en vaut pas un. La défense de cet héritage ancestral, jusqu'au sacrifice suprême, incombe donc à ces institutions traditionnelles. Ainsi s'explique le rôle du pouvoir traditionnel dans la naissance des milices d'autodéfense que connaît cette province.

De la traite des noirs à la récente guerre d'agression rwandougandaise en passant par l'occupation coloniale, les chefs coutumiers ont toujours été, nécessité royale oblige, les premières incarnations de la résistance contre les menaces étrangères. Ils demeurent les piliers et les défenseurs de leur communauté contre toute menace d'évasion que tous leurs sujets abondent dans ce sens.

Aux années 1990, leur influence a été indéniable à la résurgence de la nébuleuse milice mayi-mayi bien qu'au fur et à mesure que celle-ci prenait de l'ampleur, son contrôle leur a quasiment échappé. Dans certains milieux, ces milices locales ont pris distance de leurs inspirateurs et se sont tournées contre eux. Ce virement d'objectif de départ, c'est dire des stratégies d'autodéfense populaire massivement soutenues par la base aux manœuvres prédatrices d'enrichissement personnel et dilatoires politiciennes de cette dynamique milicienne a été le début du calvaire pour certains coutumiers et la population civile locale.

Chapitre 3 :

EMERGENCE ET INTEGRATION DES MAQUIS ARMES EN BENI-LUBERO

Introduction

Le contexte de naissance des milices armées au Petit-Nord du Nord-Kivu ayant déjà fait l'objet de maintes études, nous avons estimé mieux nous pencher en ce chapitre sur la particularité des dynamiques armées ayant et qui écument encore la partie septentrionale de cette province. Il s'agit ici d'analyser le contexte de la naissance des maquis armés sur le versant congolais du Ruwenzori et environs, d'appréhender les divers jeux d'alliances qui les ont marqués pour mieux élucider les grandes mutations politiques nationales et régionales qui ont présidé à leur prolifération dans toute la contrée.

La méthode dialectique de Hegel révèle, en effet, que tout système porte en soi les germes de sa propre destruction et qu'il est voué à céder place à un autre. Ainsi, toute organisation politique, traditionnelle soit-elle, porte des contradictions internes qui mènent inéluctablement à l'apparition d'un nouveau système²⁵². Cette réalité est beaucoup plus observable, particulièrement et avec acuité, dans la partie septentrionale du Nord-Kivu où les attaques, sous formes de razzias des arabisés, la violence structurelle coloniale, l'échec de la première république congolaise et le dysfonctionnement du régime de Mobutu, les diverses exactions à l'endroit des populations locales sous l'AFDL et le RCD ont suscité, au niveau local, la mise en place des solutions alternatives, le développement d'enclaves d'auto-substance fondées sur des solidarités communautaires.

Ce contexte voit se consolider des acteurs non-étatiques en tant que substituts de l'impuissant Etat congolais. Cette contrée connaît des conflits armés enracinés au niveau local tout en se nourrissant de l'instabilité régionale. Tel est également l'analyse de

²⁵² Kangitsi Katembo, "Les causes des conflits du pouvoir politique traditionnel dans les collectivités-chefferies des Wanande du Nord-Kivu", in *Journal of Oriental and African Studies*, vol. 6, 1996, pp.110-124

Hélène Morvan²⁵³ : « *luttés pour le contrôle des zones d'influences politiques et économiques au niveau international, conflits entre groupes armés pour le contrôle politique au niveau national, conflits de leadership dans le chef des seigneurs de guerres, conflits fonciers entre communautés locales, etc., se développent, s'entrecroisent, les acteurs se multiplient, les alliances se recomposent* », et progressivement l'est de la RDC s'est enfin imposé comme l'épicentre de ce qu'il est convenu d'appeler la « *première guerre internationale africaine* »²⁵⁴.

Il convient, par ailleurs, de relever le caractère combien complexe et ambiguë des phénomènes endogènes dans les conflits armés que connaît cette partie. Parfois, remarque Hermann Yameogo, « *ces phénomènes jouent en interaction les uns par rapport aux autres, par moment enfin, bien qu'étant essentiellement d'origine interne, ils ont des incidences externes. A côté, il y a des manifestations qui présentent la particularité de provenir de l'extérieur de l'Etat* »²⁵⁵. Cette complexité mine davantage les assises de l'Etat congolais dans sa partie orientale.

Dans cette perspective, Erik Kennes (1998) décrit la manière dont, lors de la guerre de l'AFDL, l'intervention armée rwandaise s'est basée sur le sanctuaire humanitaire crée à l'Est de la RDC et qui servait d'appui aux actions militaires et paramilitaires contre le nouveau régime de Kigali. L'APR a trouvé le levier idéal dans les tensions qui y déchiraient depuis des années les populations autochtones à celles allochtones. Cette présence étrangère a attisé les tensions locales nourries par les couches résiduelles lumumbistes, le ras-le-bol populaire local, aidé par des défections en cascade dans les rangs des FAZ.

En fait, depuis les années 60, une lutte est engagée, essentiellement au Nord-Kivu, pour le contrôle du champ politique et du foncier entre autochtones et allochtones. Ce qui culmine dès la décennie 80, à chaque échéance électorale, au rebondissement de la question de la « *nationalité* » et à l'affirmation de l' « *autochtonéité* »

²⁵³ H. Morvan, *op.cit.* pp.17-18.

²⁵⁴ Qualification donnée par le monde médiatique à la guerre congolaise d'août 1998. Colette Braeckman, « Congo : l'engrenage informel d'un conflit régional », in *Le soir*, 16 sept. 1998, p.8.

²⁵⁵ H. Yameogo, *Repenser l'Etat Africain, ses dimensions et prérogatives*, Paris, L'Harmattan, 1993, p.28.

face aux populations d'expression rwandophone²⁵⁶. De la sorte, de dimension régionale, les derniers conflits armés s'y sont greffés sur ces vieilles tensions locales.

Il est à souligner que le phénomène des milices armées y est généré aussi bien en réaction contre l'oppression du régime Mobutu qu'y consacrait le vide de l'Etat zaïrois. Outre sa fertilité et sa forte densité humaine, le Kivu se caractérise également par des liens communautaires transfrontaliers et a servi de refuge à plusieurs petits mouvements de lutte armée, héritiers lointains des guérillas lumumbistes. D'où la survivance des quelques foyers insurrectionnels s'adonnant aux mini-guérillas fortement criminalisées reposant sur d'intenses trafics d'or, de diamant, d'ivoire, de café, etc.²⁵⁷

Cette couvaison des maquis armés fait du Kivu le vivier de milices armées, le conservatoire d'un reliquat des guérillas multiformes, un lieu confortable pour leur survie : nature montagnaise et forestière, porosité des frontières, proximité des pays abritant leurs bases arrières, appui et instrumentalisation par Kampala dans le cadre du bras de fer qu'il livrait à partir des années 1980 au régime de Kinshasa et réciproquement.

L'autre facteur menaçant est l'excentration de la capitale Kinshasa par rapport aux régions périphériques et très dynamiques de l'est davantage tournée vers l'Afrique orientale. Privée de liaisons aisées avec l'ensemble du territoire national du fait de l'insuffisance et du délabrement des infrastructures et de moyens de communication, Kinshasa n'exerce un pouvoir réel que sur un modeste hinterland à l'échelle du pays.

La réalité en est que la RDC est un ensemble administratif désarticulé et incohérent. La conjoncture découlant de l'incurie du régime Mobutu, les questions foncières et celles de la nationalité au Kivu, les incertitudes du processus démocratique, la montée de l'insécurité et de la violence dès 1986 ne font qu'entériner la thèse de la désintégration de l'Etat congolais. Que dire de la paralysie des institutions politiques et des services publics qui, enfin de compte, a vu la naissance des forces parallèles. C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer les interconnexions entre les diverses

²⁵⁶ J.C. Willame, Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identité au Kivu, in *Cahiers Africains*, n°25, Bruxelles/Paris, Institut Africain/L'Harmattan, 1997.

²⁵⁷ Pour plus d'éléments, lire B. Verhaegen, *Les rébellions au Congo*, t1 & t2, op.cit.

dynamiques actives dans les guerres en Beni-Lubero longtemps écartelé par le phénomène des milices armées qui prend racine dans le massif du Ruwenzori.

Comme susmentionné, l'ambition est d'étayer le contexte de la naissance des maquis armés dans le Ruwenzori, leur incubation et le fait déclencheur de leur prolifération à travers toute la contrée de Beni-Lubero. Ce qui nous plonge dans l'histoire d'invasions guerrières que connaît cette contrée depuis la traite des noirs. Les grandes attaques extérieures remontent à l'époque des arabisés jusqu'à l'agression récente ougando-rwandaise en passant par l'occupation coloniale.

En effet, comme l'épingle si bien Catherine Coquery-Vidrovitch, « *le rejet de tout pouvoir englobant a été et demeure une constante des sociétés paysannes, dans toutes les sociétés et à travers tous les temps* »²⁵⁸. Les populations du Grand-Nord n'en font pas exception. Elles ont une histoire de résistances musclées mêlées aux techniques passives d'esquives et de ruses. Leurs tactiques de d'autodéfense ne s'y traduisent pas seulement par des révoltes ouvertes mais aussi par des comportements pondérés d'accommodation. La teneur de ces résistances est certes moins perçue surtout si l'on se passe de l'approche anthropologique d'immersion. L'important est de dépasser le niveau de leur description pour s'atteler à l'analyse de leur capacité à se maintenir dans le temps et des différents paramètres de leurs interventions en termes d'organisation interne, de stratégies de mobilisation sociale et des soutiens dont elles bénéficient localement.

A titre exemplatif, quelles étaient les conjonctures favorables à la mobilisation collective en vue de consolider les capacités d'une milice armée, à même de garantir la sécurité du terroir et susceptible de se maintenir malgré les aléas du parcours et l'influence environnementale? Quels sont les liens existant entre milices armées, population locale et environnement exogène ?

3.1. Résistances traditionnelles locales

D'entrée de jeu, rappelons que la communauté Nande, du vrai nom « *Yira* », doit sa nouvelle appellation aux arabisés. Nande ou

²⁵⁸ C. Coquery-Vidrovitch, *Afrique noire. Permanences et ruptures*, L'Harmattan, Paris, (2^e Ed.), 1985, pp 211 et 214.

Banande est issu du verbe swahili « *kuenda, Banaenda* », c'est dire « *s'en aller, ils s'en vont, ils désertent leurs villages* ». Face à l'ennemi, ce peuple optait pour la désertion de ses villages. C'était un peuple fuyard. La politique de la chaise vide a longtemps marqué sa trajectoire politique.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, le sobriquet « *Nande* » est devenu le nom d'un peuple en réalité très hétérogène et cette politique de désertion de villages n'est pas synonyme d'incapacité à faire face à l'ennemi. Bien au contraire, il s'agit d'une tactique particulière de résistance passive locale observée lors des razzias arabes ainsi qu'à l'aune de l'occupation coloniale, fin 19^{ième} et début 20^{ième} siècles.

Cette période a vu naître dans les entourages immédiats des chefs coutumiers une milice des « *Bihokohoko* », dits « *hommes léopards* » par le colonisateur suite à leur parure lors des combats. Ce mode de résistance n'est pas l'apanage des seuls Nande, il y a lieu de le retrouver chez tous les peuples du monde.

3.1.1. La milice des « *Bihokohoko* »

Celle-ci était constituée des jeunes gens physiquement forts et géants dévoués pour la défense des intérêts communautaires dont les chefs coutumiers étaient les garants. Cette milice leur a permis de protéger leurs sujets contre les razzias opérés par les arabisés. Ces derniers eurent à se confronter à l'horreur du vide, aux attaques diurnes de ces hommes aux peaux et griffes des léopards. Cette milice leur essayait des pertes en vies humaines et mit un terme à leur aventure commerciale dans la contrée qu'ils se replièrent dans le district actuel de Kibali-Ituri, frontalier au Soudan²⁵⁹.

Les miliciens étaient astreints à certains interdits et à l'observance d'une certaine éthique lors des combats sous la bienveillance magique d'un grand sorcier qui était au devant de chaque peloton. Tatoués des herbes sauvages, ils étaient soumis à un régime alimentaire spécifique en vue de les fortifier davantage. Et ce régime débutait pendant qu'ils étaient encore dans le sein maternel.

²⁵⁹ Avec le temps, ironie du sorte, la route frayée par les arabisés servira dans la promotion des activités commerciales entre peuples de la région. Ainsi, les activités des populations de Beni-Lubero sont dès lors tournées vers le sud-Soudan via l'Ituri et l'Ouganda, le swahili parlé par les arabisés devint la langue commune à toutes les communautés à l'est de la RD Congo.

Les familles réputées sorcières dans le milieu devaient offrir au Mwami leurs magies et pouvoirs surnaturels dits « *émihereko* » pour que ce dernier s'en serve dans la défense de la communauté contre l'ennemi. Les détenteurs des pouvoirs protecteurs de la communauté se trouvaient dans les villages. C'est ainsi que les jeunes garçons destinés à cette mission protectrice du *Buyira* (*espace Yira*) étaient encadrés par des vieux sorciers de la royauté, dans la forêt vierge sensée abriter les esprits tutélaires et bénéfiques des ancêtres.

La forêt symbolise un milieu inconnu, impénétrable par l'invasisseur. Les rites d'initiation des jeunes miliciens étaient sanctionnés par des épreuves sous formes d'exercices physiques, d'assauts, de pièges ou de stratagèmes d'attraper vifs ou morts, lors des chasses organisées pour la circonstance, les animaux féroces tels le léopard, le lion, le sanglier, ou le loup. Leurs outils de chasse étaient les pierres, les lances, les couteaux et les sticks de bois. Il était préférable que chacun se dote, de lui-même, d'une peau de léopard et de ses griffes, tenue et armes dont il se servira lors des opérations contre les troupes ennemies²⁶⁰. Au terme de ce rite, chaque initié était sensé faire face, à lui seul, aux menaces représentées par la cruauté de ces bêtes sauvages.

Cette milice avait mis la population locale à l'abri des razzias des arabisés. A leur avancée, la population locale recevait des signes de désertion des villages en vue de permettre aux miliciens *Bihokohoko* d'y revenir nuitamment prendre d'assaut les envahisseurs. La stratégie consistait donc à fuir à l'approche des arabisés pour y déclencher les miliciens locaux qui, la nuit, à pas feutrés, lançaient leurs sagaies sur les escortes ennemies et leurs porteurs endormis après avoir étranglé ou hypnotisé leurs sentinelles. Cette même stratégie a été récupérée par les mayi-mayi dans les combats qu'ils ont eu à livrer aux troupes d'agression et à leurs protégés locaux.

En fait, il s'agit d'une société secrète d'auto-défense locale contre toute emprise extérieure. Géants, initiés et très braves hommes, les *Bihokohoko* étaient réputés mystérieux et invulnérables. Ils capturaient leurs ennemis, les épinçaient de leurs griffes de léopards, s'envolaient avec leurs proies pour les achever dans les vallées²⁶¹. Ils

²⁶⁰ Témoignage de l'Abbé Karambura de la paroisse Beni-cité, lors de mon entretien libre avec lui, à Beni, sur les mécanismes traditionnels d'autodéfense populaire du 28 août 2006

²⁶¹ De l'entretien du 14 août 2006 à Butembo avec Monsieur Lingombe, chef coutumier du groupement de Mwenye en collectivité-chefferie de Baswagha où ce

avaient ainsi la réputation d'être doués du pouvoir surnaturel qu'ils volaient en l'air ou disparaissaient mystérieusement au champ de bataille. Ces pouvoirs leur permettaient d'envouter, d'hypnotiser les troupes adverses. La cruauté dont ils faisaient montre sur les fronts de batailles semait la panique chez les troupes ennemies qu'elle les menait à rebrousser chemin.

D'autres pratiques magiques et rites religieux étaient localement d'usage lors de guerre contre l'envahisseur. C'est notamment l'usage de l'eau contenant d'ingrédients d'herbes de la forêt pour barricader la route à l'ennemi, «*émitsiriko* ». Cette pratique permettait d'hypnotiser, d'endormir momentanément l'ennemi en pleine conquête, manœuvres dites «*évisamali* ». Ce qui permettait aux villageois de capturer vivant l'envahisseur pour enfin l'échanger contre le retrait des troupes ennemies. En certaines circonstances et, sous forme de résistance pacifique, ces pratiques étaient d'usage, juste pour distraire l'adversaire et lui faire oublier complètement l'objectif de son expédition, la finalité ultime étant de le convertir en un ami. A maintes reprises, ces stratagèmes ont été utilisés par certains maîtres du savoir (chefs de villages, vieux sages) à l'endroit des agents coloniaux et, très récemment sous le régime de Mobutu, contre les agents de fisc lors du recouvrement forcé de l'impôt et d'autres taxes.

L'activisme milicien et la croyance aux *Bihokohoko* étaient centrés sur la défense des intérêts locaux, dans les seules limites de Beni-Lubero. Le reliquat lointain de ces guerriers traditionnels mettra son génie au service des communautés Nyanga, Tembo et Hunde lors des guerres de Masisi et de Rutshuru des années 1993.

Associé aux pouvoirs et stratégies protecteurs du *Bunande*, surtout de ses cours royales, ce phénomène a longtemps survécu à l'occupation coloniale et aux rebellions congolaises des années 60. Il a ressurgi dans la décennie 90. Les cours royales demeurent attachées à ces croyances que ces pratiques magiques sont encore d'observance dans certaines campagnes de la région. Lors des récentes occupations ougando-rwandaïses, les familles jadis pourvoyeuses de *Bihokohoko*, ont alimenté le phénomène mayi-mayi, autour des grands chefs coutumiers. Elles se sont muées en socles de cette nouvelle version de la force d'auto-défense populaire. Les anciens foyers des *Bihokohoko*

phénomène était plus récurrent et où, à ce jour le même phénomène persiste sous de nouvelles formes. Bon nombre de leaders mayi-mayi se réclament descendre de ces familles *Bihokohoko*.

sont ainsi devenus les pépinières des mayi-mayi. Ils ont servi de terrain de prédilection de leurs quartiers généraux, ces transmutés actuels de la milice des hommes léopards.

3.1.2. Autres formes des résistances locales à l'occupation coloniale

L'occupation coloniale s'était heurtée à des multiformes résistances locales. Certaines étaient violentes tandis que d'autres étaient passives : déguerpissement des villages, présentation des faux chefs, désobéissance aux ordres du colonisateur, etc. Mais comment furent alors soumises ces peuplades au pouvoir colonial? Notons qu'il n'y a jamais eu de soumission totale de la part des peuples indigènes. La résistance locale allait de la politique du vide aux rites magico-religieux et, de là, à la résurgence des « *hommes léopards* », fer de lance, avons-nous ci-haut mentionné, contre la traite des noirs et l'emprise du colonisateur. Peut en témoigner le massacre dans la montagne à l'ouest de Beni, en 1902, de l'expédition belge où périrent un blanc, vingt soldats, cent pistoniers (indigènes armés de fusils à piston) et quarante-huit porteurs²⁶².

A propos de cette insoumission locale, le récit du capitaine Brochard est très éloquent. Celui-ci s'était aperçu, lors de nombreux combats qu'ils avaient livrés dans cette région, que les assauts des indigènes étaient menés par des sorciers. Il était persuadé qu'on ne pouvait pas s'engager à l'intérieur de ce territoire, aussi bien en direction du Ruwenzori à l'est qu'à l'ouest sans avoir à redouter des agressions et des attaques. Il spécifie qu'au bas de contreforts du Ruwenzori, donc à l'est de Beni et dans les montagnes situées à l'ouest, vivaient des populations insoumises qui refusaient de reconnaître les agents de l'Etat, fuyaient à leur approche pour venir les attaquer la nuit. En 1913, une expédition de vingt soldats, d'une force auxiliaire de cents pistoniers accompagnée de cinquante porteurs et de nombreuses femmes fut lancée dans cette même zone en vue d'obtenir la soumission des indigènes. Quelques jours après, deux de porteurs revenaient à Beni comme seuls survivants de la caravane qui, surprise la nuit, avait été entièrement massacrée²⁶³.

L'axe routier Beni-Kasindi leur semblait l'unique voie sécurisée où ils pouvaient se mouvoir en toute quiétude. Toutes ces

²⁶² xxx, L'expédition belge, n°9-12 de septembre en décembre 1936.

²⁶³ Ibidem.

pertes en vies humaines étaient l'œuvre de la milice locale d'« *hommes léopards* » qui avaient pour finalité d'encadrer le pouvoir traditionnel contre l'évasion coloniale. Cette milice ne s'apprenait pas au seul blanc mais aussi châtiait tout indigène qui collaborait à l'entreprise coloniale accusée de remettre en cause le pouvoir des chefs coutumiers locaux et de désarticuler les tissus sociaux locaux.

Dans l'histoire de la résistance locale contre la colonisation, l'on trouve la figure emblématique du Mwami Biondi Inohoverya II qui, en 1921, avait craché, sur le visage du premier colon venu en sa cour solliciter sa collaboration. Cette agressivité lui avait valu la relégation et la prison à Irumu (Ituri) de 1921 jusqu'en 1933. Dans cet intervalle de temps, la commande de son entité coutumière des Baswagha fut confiée à un régent favorable à l'occupation belge. Beaucoup de ses collègues Bami et sujets lui avaient emboîté le pas. A dire vrai, tout l'espace du Grand Nord n'était pas encore pacifié jusqu'en 1925.

Les hostilités vont jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale sous forme d'oppositions sociales et économiques locales contre le système colonial d'exploitation par le biais des travaux obligatoires²⁶⁴. Craignant que toutes leurs terres arables ne soient spoliées à la faveur de la culture du café y imposée par les colons et, à titre des ripostes à l'abattage de leurs bananerais sur ordre du pouvoir colonial, les paysans indigènes bouillaient les grains de café avant de les mettre dans les pépinières, plantules devant servir dans les plantations créées par le « *Muzungu* » (l'homme blanc). Le paysan persuadait ainsi le colonisateur de l'infertilité du sol à cette culture occidentale mais en vue de préserver ses bananerais vouées à être rasées pour céder place aux cultures d'extraversion²⁶⁵. En d'autres endroits, les « *hommes léopards* » resurgissaient en cas de tentatives d'usurpation du pouvoir du Mwami au profit du colonisateur. Ces derniers s'apprenaient directement au cheptel du colon et à l'élimination physique de ses conspirateurs²⁶⁶.

²⁶⁴ J.M. Gaffey, *Entrepreneurs and parasites. The struggle for indigenous capitalism in Zaïre*, Cambridge University Press, 1987, p. 145.

²⁶⁵ Récit de la part de Kisumano, un des vieux sages de la collectivité-chefferie des Baswagha, le 06 septembre 2006

²⁶⁶ Lors de notre entretien, à Musyenene, avec le gardien des coutumes en collectivité-chefferie de Baswagha, l'Isemwami Kitoti Seve en date du 07septembre 2006.

L'administration coloniale voulant faire retomber la responsabilité de cette milice sur les chefs coutumiers, ceux-ci indexaient indistinctement leurs sujets de désobéissance civile généralisée. Ces pratiques rejoignent l'analyse d'Achille Mbembe sur la naissance des maquis au Sud-Cameroun, « [...] *jusqu'à l'indépendance, face aux exigences du colonisateur, la plupart des chefs traditionnels camerounais jouaient double jeu* »²⁶⁷.

Ainsi, en cas des menaces de la part du colon, le Mwami et ses notables se contentaient à répondre qu'ils n'étaient plus obéis de la part de leurs sujets. Les émissaires du blanc les rencontraient seuls aux villages, tout le monde s'étant enfui en brousse pour, disaient-ils, animer la guérilla. Ce qui les effrayait davantage.

A dire vrai, ces coutumiers n'étaient pas disposés à contrer leur propre œuvre qui suscitait l'adhésion et l'engouement d'un grand nombre de leurs sujets. De surcroît, ils ne pouvaient pas faire voler en éclat le crédit et le soutien populaire dont ils jouissaient auprès de leurs en faveur d'un pouvoir étranger qui ne leur garantissait aucun avenir. Ils s'inspiraient ainsi de la maxime latine invitant à la prudence dans le positionnement politique surtout lorsque la nation est en danger, à savoir: « *quel étranger trouveras-tu fidèle lorsque tu auras été ennemi aux tiens ?* ». Dans ce sens, plusieurs notables et chefs de villages soutenaient les actions des maquisards contre l'oppression coloniale. C'est eux qui encadraient en fait la base rurale radicalisée en raison des exactions, des abus et des vexations de divers ordres auxquels les indigènes étaient soumis de la part du pouvoir colonial.

Ceci permet de comprendre la survivance des îlots résiduels longtemps en marge de l'administration moderne ainsi que le large mouvement de cohésion sociale en appui à la résistance locale. Celle-ci constituait non seulement une réponse aux abus coloniaux mais aussi et surtout une mesure de sauvegarde des valeurs ancestrales. Il s'agissait d'une réponse directe aux exigences immédiates et concrètes du colonisateur : paiement d'impôt, recrutements militaires forcés, fourniture d'hommes à la corvée, cultures extraverties

²⁶⁷ A. Mbembe, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*, publié avec le concours du CNRS, Karthala, Paris, 1996, p. 326.

obligatoires, travaux forcés, cueillette obligatoire de caoutchouc, à la base du phénomène du « *caoutchouc rouge* »²⁶⁸, etc.

Les coutumiers mirent au point des tactiques adaptées aux conditions naturelles du milieu qui leur permirent de ne pas vilipender leurs mœurs traditionnelles au profit du colon. C'est de cette façon que le colonisateur belge eut à confronter l'instinct de préservation de la spécificité coutumière Nande à Beni-Lubero.

Pour Catherine Coquery-Vidrovitch, toutes ces tactiques reflètent le malaise ressenti par les populations locales suite aux pressions insupportables exercées sur elles et donc, l'intérêt qu'elles ont de lutter pour la défense de leurs terres coutumières et leurs droits traditionnels²⁶⁹. De sa part, Heike Behrend analysant le mouvement du Saint-Esprit d'Alice Lakwena chez les Acholi en Ouganda,²⁷⁰ affirme que ces résistances témoignent des capacités organisationnelles et idéologiques des populations rurales livrées à elles-mêmes dans des situations de crises sociales aiguës.

Cet aperçu historique de la résistance est très importante dans la compréhension de l'encrage local du phénomène des milices armées qui conditionne largement le comportement de l'élite politique locale dans les jeux d'alliances politico-militaires qui ont marqué le parcours des divers mouvements armés que connaît la région. Dans cette même logique, Hélène Morvan estime que les actions entreprises par les acteurs locaux dans les guerres en RDC ne sont pas simplement à envisager comme un « *art de faire avec* », autrement dit, « *de s'approprier et de détourner des rapports de pouvoir qui leur sont défavorables mais aussi comme l'expression d'une autonomie d'action de la part de ces dynamiques locales dotées d'une capacité à remettre en cause l'ordre établi* »²⁷¹.

Ces résistances locales prennent de l'ampleur en fonction de l'éminence des menaces en présence. Ce qui réduit à l'état de latence les vieilles contradictions internes, inhérentes à toute société humaine, pour céder place à la cohésion sociale et à la conjugaison commune

²⁶⁸ Le phénomène de « caoutchouc rouge » consistait à imputer un organe, surtout la main aux indigènes qui refusaient de cueillir le caoutchouc pour la couronne royale belge sous le règne du roi Léopold II.

²⁶⁹ C. Coquery-Vidrovitch, op.cit. p.256.

²⁷⁰ Heike Behrend, *La guerre des esprits en Ouganda 1985-1996. Le mouvement du Saint-Esprit d'Alice Lakwena*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.19.

²⁷¹ H. Morvan, op.cit. p.26.

d'efforts en vue de juguler le danger. Contrairement au mythe colonial, l'on est frappé par les mouvements de révoltes indigènes en Beni-Lubero. Celles-ci furent innombrables que d'aucuns en tissent un lien de cause à effet avec l'absence de l'élite Nande dans l'Administration coloniale.

Il est en effet une réalité, le peuple Nande a été marginalisé du point de vue politique et administratif pratiquement durant toute la période coloniale. Le manque criant de l'élite intellectuelle au sein de cette communauté justifie l'absence de ses membres parmi l'élite politique congolaise durant la colonisation et la non-prise en compte de leur territoire dans toute politique nationale de développement²⁷².

Fataki Luhindi²⁷³ remarque, à ce propos, que jusqu'à 1968, 90% de gens formés dans les rares écoles du milieu étaient des éducateurs, sans possibilités d'émerger dans la sphère politico-administrative. Leur éducation intellectuelle avait été sciemment limitée aux trois années d'écoles secondaires dites « *écoles normales* ». Cette exclusion stimule les Nande à se mettre à l'école de marchands grecs réputés dans le secteur économique au point qu'ils sont parvenus à se tailler une place dans le monde des affaires internationales et faire de Butembo une plaque commerciale tournante dans cette partie est de la RDC. Encore que l'esprit entrepreneurial Nande remonte à l'époque précoloniale avec le tronc du sel. La récente émergence Nande dans la sphère politique congolaise est à placer sur le registre de la « *révolution silencieuse* »²⁷⁴ qui est longtemps restée en couveuse dans cette contrée.

²⁷² J.C. Willame, 1964 : 35 ; Cité par Janet Mac Gaffey, op. cit. p. 145.

²⁷³ F. Luhindi Seya, « *Le legs socio-politique du mode de production pré-capitaliste et colonial dans la société Nande au 30 juin 1960.* », mémoire, UNAZA, Kisangani, 1979.

²⁷⁴ Allusion est ici faite à la « révolution tranquille » québécoise. C'est un moment de l'histoire du Québec qui a été interprété de diverses manières. Ses acteurs, ses témoins et ses premiers analystes ont vu en elle un véritable avènement. Aussi tard qu'en 1990, l'historien Fernand Ouellet, bien représentatif de ce courant, croyait encore pouvoir écrire que "La Révolution tranquille marqua incontestablement pour les Québécois francophones le moment capital de leur entrée dans la modernité". Parlant de la ville de Butembo, certains chercheurs collent son actuel rayonnement avec la récente rébellion du RCD-KML estimant que celle-ci a créé de la richesse aux Nande. Ils oublient que l'apogée du commerce de Butembo se situe dans la décennie 1970 et que ce dynamisme économique connaît plus de recul depuis les pillages de la soldatesque de Mobutu de 1990 jusqu'à ce jour. L'émergence des villas sous la guerre est à comprendre comme une stratégie rationnelle de capital-refuge, mieux protéger son avoir face aux pillages et tueries systématiques. Il y a également beaucoup d'autres

D'aucuns attribuent la paternité de cette révolution Nande à l'œuvre évangélisatrice de Mgr Henri Pierard, missionnaire belge qui, aux années 1956, envoie quatre grands séminaristes de son diocèse, parmi lesquels Mgr Emmanuel Kataliko, aux études à Rome. Ce qui fallut à cet évêque des attaques de la part de l'épiscopat colonial. De leur retour, et au lendemain de l'indépendance, ils succèdent aux hautes fonctions qui revenaient aux seuls missionnaires blancs²⁷⁵.

Sacré Evêque en 1966, Mgr Kataliko perpétue l'œuvre de son prédécesseur. Ce prélat a suscité la conscience collective de l'auto-prise en charge locale qu'il a lui-même initié et stimulé d'énormes projets multisectoriels en vue du développement de la région. Ses œuvres font de lui un « *visionnaire* »²⁷⁶ dont le dynamisme et le franc-parler ont ébranlé les stratégies des entrepreneurs de la guerre et de réseaux criminels. En certains endroits, il a même été déclaré « *persona non grata* », quelqu'un à éliminer par tous les moyens²⁷⁷.

En somme, il ressort que les mécanismes de résistances locales dans cette contrée préexistent à l'installation du maquis de Bakondjo sur le versant congolais du Ruwenzori. Celui-ci y aurait trouvé un terrain préalablement déblayé par la milice d'hommes léopards aux prises de laquelle, il s'est aisément intégré aux réalités du terroir jusqu'à son appropriation locale. C'est donc sur la survivance des maquis traditionnels de *Bihokohoko* que s'est greffée le Rwanzururu Kingdom au point de s'enraciner dans la région.

3.2. Dynamiques transfrontalières et naissance des maquis modernes au Ruwenzori

Il se fait que les peuplades aux pieds du mont enneigé du Ruwenzori acceptent difficilement de se soumettre à une domination

facteurs endogènes qui militent pour l'urbanisation de Butembo et de Beni, voire d'autres grandes agglomérations en Beni-Lubero.

²⁷⁵ Entretien avec l'abbé Maghaniryo, à la propédeutique de Beni-Païda, le 29 août 2006, ce prêtre figure parmi les quatre grands séminaristes envoyés à Rome.

²⁷⁶ Voir tous les discours de son oraison funèbre et au sein de la conscience collective locale.

²⁷⁷ Ayant succédé à l'archevêché de Bukavu à Mgr Christophe Munzehirwa assassiné le 29/10/1998 pour avoir dénoncé les enjeux de la guerre, Mgr Kataliko sera relégué dans son diocèse natal le 12 février 2000 par les autorités rebelles du RCD-Goma pour avoir mis à nu les stratégies d'occupation étrangère de cette partie du Congo. Il mourra brusquement à Rome, le 04 octobre 2000, quelques jours après son retour à Bukavu.

surtout perçue comme étrangère. A présent, il convient de nous pencher sur les facteurs les ayant stimulées à intégrer et à faire leurs revendications propres aux Bakondjo, ethnie ougandaise dont la branche armée a élu domicile au Ruwenzori.

De prime abord, il sied de reconnaître l'existence des liens sociaux, voire parentaux bien consolidés entre les Bakondjo et les Nande qui se trouvent de part et d'autre de cette frontière. L'on a affaire à un même peuple scindé arbitrairement du point de vue géographique, lors de la conférence de Berlin de 1885. Tous se reconnaissent descendre d'un ancêtre commun. Les récits Kondjo stipulent qu'ils puisent leur origine au Congo notamment de la lignée du Mwami Kalemire, un des grands Bami Nande.²⁷⁸ Tandis qu'il existe chez les Nande une légende selon laquelle, ils seraient venus de Kitara, de chez les Kondjo, en territoire ougandais.

Cependant et au regard, de l'ambiguïté qui entoure les mythes de l'immigration de l'un et l'autre de ces deux peuples, nous faisons nôtre la thèse de l'historien Tsongo Mashauri selon laquelle ces peuples n'ont jamais eu à immigrer, seule la logique et les intérêts coloniaux leur ont érigé des barrières surnaturelles²⁷⁹. Cette thèse est vivante dans les pratiques quotidiennes et collectives de ces deux peuples pour qui, l'étendue du territoire Yira allait jusqu'au-delà du district ougandais actuel de Kasese et une partie du territoire de Rutshuru, dans les collines de Kabasha, actuellement partie intégrante au territoire de Rutshuru au Petit-Nord. C'est le roi belge qui, au terme des arrangements avec la reine d'Angleterre désireuse d'accéder sans ombre à la neige éternelle du pic Marguerite, lui avait cédé cette étendue bordant le mont Ruwenzori, en échange d'une partie du district actuel de l'Ituri. Tel l'esprit de l'accord de Bruxelles du 10 mai 1910 qui consacrait les limites nord-est du Congo-belge entre les deux puissances coloniales.

Il n'est donc pas étonnant que le peuple victime de cette politique de scission lui résiste à travers ses pratiques quotidiennes. Il en est de même de certains chefs coutumiers qui, ipso facto, perdaient leur pouvoir sur d'énormes étendues de leurs terres ancestrales. Ce

²⁷⁸ Information reçue lors d'une conversation avec Monsieur Christophe, un Mukondjo, cuisinier à l'hôtel Cardinal Nsubuga/Sambya à Kampala en date du 27 août 2005.

²⁷⁹ Il y a une grande controverse sur cette thèse d'immigration des Yira. Mashauri Tsongo est d'avis que ce peuple n'a jamais eu à immigrer et donc qu'il a toujours occupé son terroir actuel depuis des siècles.

refus de reconnaître la nouvelle frontière est dicté, non seulement par le fait de la cassure de l'unité organique de cette entité historiquement liée, mais aussi puisque la nouvelle frontière traverse la zone gorgée des ressources minières convoitées de part et d'autre. Ceci justifie les mouvements anarchiques auxquels s'adonnent les populations de ce rayon désormais astreintes aux formalités administratives lors de toute traversée de frontière que ce soit dans le but commercial, social (visites familiales ou pour s'approvisionner en vivres). L'érection de ces barrières artificielles pousse ces populations à se frayer des voies détournées et frauduleuses sur le mont Ruwenzori.

Par ailleurs, le régime de la « *bande neutre* », territoire compris entre le 30^{ième} méridien primitif et le 30^{ième} méridien vrai, instauré en attente du règlement du litige de ce méridien entre les deux colonies, avait provoqué des froissements entre les deux administrations coloniales et dont l'exploitation par un camp avait causé de multiples incidents entre populations. L'exploitation des salines de Katwe qui se trouvaient dans ladite « *bande neutre* », par les indigènes, sujets du roi de Toro (Ouganda) avait, en effet, provoqué des vives contestations de la part des autorités belges.

Tandis que l'interdiction d'accès à ces salines par les mêmes autorités belges à leurs sujets indigènes soulevait des remous au sein de ces derniers qui, comme les Toro, revendiquaient leurs us et coutumes ancestraux de puiser de ce sel. Un autre inconvénient dû à l'existence de cette « *bande neutre* » est l'intensification des trafics illicites des minerais, de l'ivoire et des peaux d'animaux rares auxquels se livraient dans cette région de nombreux grecs, hindous, arabisés et autres qui, après avoir parcouru la vallée de la Semliki, se réfugiaient dans cette « *bande neutre* » à toute approche d'un fonctionnaire²⁸⁰. Ce même territoire neutre a également, au fur du temps, servi de refuge à la NALU et à d'autres miliciens actifs au Ruwenzori toutes les fois qu'ils étaient confrontés aux attaques des armées adverses.

Autrement dit, la bande neutre s'était progressivement transformée en « *terre d'asile* » pour les contrebandes harcelées par l'autorité légale. Les rebelles et autres bandes armées s'y promenaient en toute quiétude. Toutes les milices armées du mont Ruwenzori s'en ont servi d'une manière ou d'une autre dans les diverses transactions

²⁸⁰ Concernant cette mésentente entre puissances coloniales en présence, lire xxx, Bulletin des séances VIII, n°2, 1937, pp.307-329.

liées à leur armement et condition de vie. Toutes s'en servaient pour dévier leurs adversaires grâce au statut d'inviolabilité dont jouissait cette portion territoriale large de près de trois km.

Cependant, du fait qu'on y observait incessamment des mouvements de troupes incontrôlées qui s'en servaient tant pour leur ravitaillement que pour tout autre trafic illicite, les autorités rebelles du RCD/K-ML en accord avec leurs alliés ougandais ont convenu, en 2000, de supprimer cette bande neutre en déplaçant l'administration douanière du quai de Kasindi jusqu'à la rivière Lubiriha. Ce nouvel aménagement a permis la concentration massive des populations autour de ce nouveau centre douanier et a donné naissance à l'agglomération semi-urbaine de Lubiriha, très frontalière avec la ville ougandaise de Bwera, toutes deux marquées par d'intenses mouvements de populations et d'activités commerciales transfrontaliers.

C'est avec raison que Yao Kouassi²⁸¹ affirme que les Etats africains hérités de la colonisation présentaient un environnement favorable à la naissance de plusieurs contradictions dans la mesure où, des peuples, des nations, d'histoires et d'aires culturelles différentes, se sont retrouvés, du fait des arrangements coloniaux, au sein d'un Etat dont les frontières ne coïncident pas avec l'espace territorial auquel ils appartenaient avant les tracées coloniales. Cet héritage historique combien complexe aurait dû amener les dirigeants africains à plus de responsabilité dans la gestion de cette multi-culturalité, parfois transnationale, afin de faciliter la construction d'une nation moderne et l'intégration régionale des peuples.

C'est la négation de cette réalité, c'est-à-dire, le refus de tenir compte de la diversité culturelle et la négligence de prendre en considération dans la politique nationale des pratiques quotidiennement transnationales des communautés vivant en cheval sur au moins deux Etats qui, au nom de l'unité nationale, a conduit à la désintégration étatique surtout dans les zones périphériques et à la criminalisation d'un bon nombre d'Etats africains. Ces pratiques de désétatisation se matérialisent dans la mise sur pied des réseaux militaro-commerciaux et de l'*informalisation* de l'économie nationale.

²⁸¹ Y. Kouassi, "Le processus de formation des guerres civiles en Afrique", in *Guerres et paix en Afrique noire et à Madagascar, XIXe et XXe siècles*, PUF, Remes, 2006, p.176.

A dire vrai, les liens sociaux solidement tissés entre les Nande et les Bakondjo font de cette frontière ce que John O. Igue appelle, dans sa typologie des frontières, « *les périphéries nationales* »²⁸². Il s'agit des régions frontalières dynamiques suite à l'existence d'une forte possibilité de distribution, entre pays voisins concernés, des richesses provenant de la vente des matières premières : minières, agro-pastorales, des produits de la pêche, et des produits manufacturés dont disposent abondamment certains de ces Etats.

Cette vivacité est également fonction de la préexistence de la forte solidarité entre les populations transfrontalières, victimes de la partition coloniale. Ceci permet la mise sur pied de tout un système de régulation sociale et économique basé sur l'intensité des migrations et des échanges commerciaux. John O. Igue démontre comment ces derniers, lorsqu'ils sont animés par les populations vivant en cheval sur les frontières, alimentent la disposition des centres urbains les uns en face des autres et voient parfois émerger les agglomérations jumelles dans les principaux points de passage. Ce qui, selon lui, sert aussi de support à la création d'un important réseau de marchés frontaliers dont bon nombre sont aussi des marchés jumeaux.

Ce phénomène érige de facto une zone franche qui se détache de part sa situation périphérique et de la large autonomie dont elle jouit du fonctionnement formel de l'espace national. Cette autonomie se caractérise, poursuit John O. Igue, par trois éléments :

- L'usage de plusieurs monnaies : le cours est déterminé dans toute la zone par un marché parallèle d'échange ;
- Un contrôle douanier inefficace : le milieu rend inopérante l'activité des douaniers dont nombreux deviennent aussitôt alliés traditionnels des opérateurs économiques ;
- Une exceptionnelle solidarité entre populations victimes du partage colonial. La conscience nationale y est vite doublée, si pas supplantée, de cette solidarité transfrontalière plus concrète. Celle-ci justifie l'existence du dynamisme des réseaux d'échanges capables de résoudre toute difficulté liée à une transaction illicite par-delà les frontières.

La même solidarité communautaire transfrontalière est à la base du développement des localités-entrepôts. Le rôle de ces dernières est capital dans l'encrage des échanges frontaliers. Les

²⁸² J.O. Igue, *Le territoire et l'Etat en Afrique. Les dimensions spatiales du développement*, Karthala, Paris, 1995, pp.58.

réseaux transfrontaliers d'affaires utilisent les mêmes créneaux dans l'intensification de leurs transactions. Celles-ci se nourrissent surtout des pratiques d'économie souterraine de part et d'autre de la frontière. Ce sont donc des espaces autonomes qui échappent entièrement aux lois économiques des pays qui les abritent. Cela est dû à l'interférence des monnaies, à une forte mobilité journalière des populations et à une forte circulation des produits agricoles ou manufacturés de par et d'autre de la frontière. Cette thèse s'avère, à quelque ressemblance près, confirmée par O. Kambale Mirembe²⁸³ pour ce qui est des villes frontalières ainsi que la mise au point des réseaux bien fins qui facilitent la matérialisation des activités commerciales transfrontalières, voire internationales au niveau du poste douanier de Kasindi.

Il faut noter que la fragmentation du réseau central de protection, signe annonciateur du déclin du régime de Mobutu, a donné lieu, dans cette partie zairoise au développement de centres autonomes d'accumulation, une sorte de patrimonialisme décentralisé. A même de sécuriser et de pérenniser leur contrôle sur des ressources locales à travers des activités économiques clandestines, ces nouveaux centres ont de plus en plus défié l'Etat zairois en tant que structure organisatrice du territoire national. Ce processus de segmentation et d'évolution vers l'informel consacre la désintégration étatique zairoise qui explique en partie, à en croire Hans Romkema et Koen Vlassenroot²⁸⁴, la formation des dynamiques conflictuelles locales dès la décennie 1990. Ce contexte d'absence d'un cadre unique et rigide de l'Etat dans cette zone de Beni-Lubero a balisé le terrain à la prolifération et à l'emprise d'entrepreneurs militaro-commerciaux.

L'accès aux activités économiques et le contrôle des réseaux financiers locaux étaient souvent des principaux objectifs de ces groupes criminels et, dans de nombreux cas, permettaient aux chefs rebelles d'y imposer facilement leur autorité. Ceux-ci s'y sont conduits, tel en territoire conquis, à véritables maîtres de terrain. Ils y ont érigé leur propre réglementation socio-économique. Postes de contrôles, contraventions, diverses taxes et amendes pécuniaires ou par nature, braquages sur les tronçons routiers, pillages, vols, etc., sont devenus autant de tactiques largement utilisées pour augmenter leurs revenus personnels. En outre, les troubles, l'insécurité et une culture

²⁸³ O. Kambale Mirembe, op.cit.

²⁸⁴ H. Romkema & K. Vlassenroot, op.cit. p.19.

générale d'impunité ont encouragé de nouveaux réseaux militarisés à prélever indument les bénéfiques économiques.

Ces réseaux relèvent de ce qui y apparaît comme puissance publique. Ils sont parrainés par des commandants locaux de la force armée, de la police et des agents de renseignements. Ceux-ci larguent leurs hommes dans la population pour piller et même tuer, dévaliser tout passant quitte à ce qu'il y ait une répartition équitable du butin. Une partie revient aux opérateurs de terrain tandis que l'autre portion est répartie entre divers niveaux du pouvoir militaire et services de renseignement locaux. La loyauté y est, de la sorte, achetée par l'octroi au parrain politique d'une part des revenus illégalement perçus. Ce climat d'insécurité multisectorielle contraint les acteurs économiques traditionnels de négocier, de façon permanente, leur sécurité avec ces fallacieux agents de l'Etat.

Pareilles pratiques ont privé l'Etat congolais des ressources nécessaires pour son fonctionnement. Elles illustrent le processus non seulement de la criminalisation de l'Etat mais aussi de sa désétatisation. Celle-ci se nourrit de la multiplication de zones de tensions et de la mise en place des réseaux criminels. Cette criminalisation insécurise certaines zones périphériques qui voient émerger les milices armées transnationales. Il est évident que l'insécurité transfrontalière y est entretenue par les filières contrebandières, le développement des réseaux militaro-commerciaux et d'autres liens mafieux transfrontaliers à même de blanchir les activités des trafiquants d'armes, des minerais et d'autres ressources rares congolaises.

Les seigneurs de guerres actifs dans cette région, milices et rebellions récentes, tous s'en ont servi d'une manière ou d'une autre dans leurs transactions militaro-commerciales. Beni-Lubero est, de la sorte, longtemps demeuré une zone de « *non-pouvoir* »²⁸⁵ à la fois propice à toutes formes de violences et exposée aux convoitises tant nationales que des pays voisins qui tirent prétexte de la présence des milices étrangères sur le territoire congolais pour y déployer officiellement leurs armées.

La réalité au mont Ruwenzori reflète bien la description faite par Etanislav Ngodi²⁸⁶ de la partition de l'Etat Congolais/Brazzavillois

²⁸⁵ E. Lubala Mugisho, « Interventions militaires étrangères au Kivu : Prévention du Génocide ou voie de puissance ? », in *Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 1998-1999.

²⁸⁶ E? Ngodi, op.cit., p.16.

sous forme des « *partis-ethnies* » qui s'étaient repartis des zones d'influence sous l'emprise d'un leader charismatique et d'une milice d'autodéfense.

De la même manière, le mont Ruwenzori s'est transformé en un sanctuaire où les maquis armés opèrent de part et d'autre de la frontière sans être inquiétés. Les écuries y ont ouvert la voie aux pillages à des fins d'enracinement et d'entretien de ces maquis, à l'accaparement des ressources économiques à des fins privées et à la recrudescence de la violence et de l'insécurité en l'endroit de la population civile. L'extrême criminalisation de l'économie locale offre de grandes possibilités aux maquisards de s'enraciner dans le milieu. C'est un véritable prototype de maquis prédateur²⁸⁷.

3.2.1. Naissance des maquis armés sur le flanc congolais du Ruwenzori

Il est important de rappeler la cendre des « *hommes léopards* » au pied de cette montagne. Il convient aussi d'avoir en esprit cette vivacité des pratiques contrebandières transfrontalières due aux solides liens sociaux entre ce peuple transfrontalier et de ses mécanismes de contournement des nouvelles frontières en vue de maintenir l'élan de ses échanges quotidiens.

Du point de vue géopolitique, le mont Ruwenzori est un des coins de la région dont l'accès n'est pas aisé pour tout non-initié. C'est donc un site approprié à la retraite des insoumis sociaux qui y ont élu refuge, y ont développé leur maquis et s'y livrent aux pratiques de guérillas. La maîtrise de ce massif est un atout stratégique majeur permettant aux maquisards de dérouter les troupes ennemies. La notion géopolitique de l'espace dont le contrôle de certains sites névralgiques est un atout politique majeur s'invite ainsi dans ce travail. Sa conquête est au cœur des stratégies militaires vu que son contrôle, sa mise en valeur est à même d'augmenter leur puissance face à l'adversaire.²⁸⁸

C'est donc avec raison que Frédéric Lasserre et Emmanuel Gonon soulèvent la relation entre acteurs et espace qui culmine dans la notion de la territorialité. Il s'agit ici des lieux ou espaces vécus,

²⁸⁷ Collier et Hoeffler cités par William Reno, « La 'sale petite guerre' du Libéria », in *Politique africaine*, n°88, déc.2002, p.67.

²⁸⁸ A. Chauprade, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Ellipses, Paris, 1999.

appréhendés, revendiqués, exploités par des acteurs, sans lesquels il y'a pas de dynamique des territoires, ni de rivalités de pouvoir pour le contrôle de ces lieux. Ce sont ces espaces appropriés symboliquement ou concrètement qui deviennent des territoires, lieux d'échanges ou de production, lieux où s'incarnent des valeurs d'un groupe. Certains de ces lieux acquièrent plus d'importance (économique, politique, sociale) que d'autres. On parle alors de pôles qui structurent les relations entre les différents lieux et espaces d'un territoire²⁸⁹.

Abordant les notions d'acteurs et de territorialité, ces auteurs sont persuadés qu'un acteur n'est pas forcément l'Etat. Il peut s'agir d'un individu, d'un groupe ou d'une structure. Au-delà des acteurs directement liés au territoire, la société produit aussi des espaces qui peuvent interagir avec les territoires politiques, aires culturelles, espaces appropriés, des réseaux qui entrent en concurrence avec le maillage territorial. En effet, les acteurs développent des pratiques spatiales qui découlent des stratégies pouvant parfois les opposer. Le contrôle du territoire à des fins politiques peut être au cœur des affrontements entre acteurs en présence.

La territorialité est à percevoir donc comme le rapport, individuel ou collectif, à un territoire. C'est l'ensemble des représentations qui lui sont associées et des pratiques dont il est l'objet. La territorialité associe, à la fois, des pratiques objectivables mais aussi des représentations, forcément subjectives et dont les contours sont parfois difficiles à cerner, car les pratiques spatiales de chaque acteur procèdent fondamentalement du rapport qu'il entretient à son territoire par le biais de sa raison et de ses sentiments, donc de ses représentations.

Ils en concluent que, concept vaste et englobant, la territorialité synthétise les relations établies entre un acteur et son territoire, relations qui peuvent parfois l'amener en compétition avec d'autres acteurs du fait de pratiques antagonistes ou simplement différentes, ou du fait de représentations divergentes au sujet de ce territoire.

Cette représentation territoriale dans le chef des protagonistes en Beni-Lubero est au cœur de notre quête d'explication des enjeux et stratégies de prise de contrôle de cet espace et de développement des réseaux, stratégies qui rassurent ou octroient plus de puissance au maître du terrain. C'est dans cette perspective que la mainmise sur le

²⁸⁹ F.Lasserre et E. Gonon, op.cit. pp.17-19.

vaste territoire allant du mont Ruwenzori jusqu'à Kanyabayonga est devenue un des enjeux de taille dans la conflictualité armée que connaît la province du Nord-Kivu.

En effet, les guerres qui inquiètent aux frontières ougando-congolaises couvent dans cette région à partir des années 50. Elles remontent à la création dans ce massif du « *Rwanzururu Kingdom* ». Dès lors, le Ruwenzori sert de gîte aux milices armées telles qu'y entretenues par divers entrepreneurs politico-militaires locaux et gouvernementaux²⁹⁰. C'est ainsi que des agglomérations entières sont demeurées des *no man's lands* qu'aucune autorité étatique légitime ne les contrôle²⁹¹. Plusieurs bandes et groupes armés y ont rendu des zones entières incontrôlables. Le cas d'insécurité permanente vécue depuis lors dans les collectivités-secteurs de Ruwenzori, de Watalinga, de Beni-Mbaï et au sein de la collectivité-chefferie de Bashu en est une des manifestations.

En plus, Les facteurs topologiques - existence des montagnes, des forêts vierges et du parc de Virunga - font de cette région un terrain de prédilection de toute sorte de maquis armés. Cette aire frontalière avec l'Ouganda est devenue le repaire des bandes en déroute qui la rendent invivable pour les populations civiles.

L'incapacité du pouvoir central à recentrer son contrôle sur cette partie de l'espace national reflète une des dimensions du vide de l'Etat au sein duquel les milices armées prospèrent en tant que forces supplétives dans un champ de violence productrice de rentes à ses instigateurs. C'est la cause et la conséquence immédiate du climat de méfiance entretenu sciemment entre Kampala et Kinshasa. Dès l'accession de l'Ouganda à son indépendance, ces deux Etats se livraient au Ruwenzori une guerre voilée mais atroce pour la population, avant que Kampala ne décide, en 1996, de déployer ouvertement son arsenal militaire en RDC.

²⁹⁰ R. Kasereka Mwanawavene, *Ethnicité et militarisation au Nord-Kivu*, monographie de Graduat en sciences politiques et administratives à l'UCG/Butembo, inédit, 1999.

²⁹¹ Quatorze ans d'horreur dans les maquis du Ruwenzori, une enquête de l'ASADHO sur les 14 ans des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire par troupes rebelles et gouvernementales ougandaises et congolaises dans le territoire de Beni, Nord-Kivu, 2004, p.5.

3.2.2. *Bref historique sur le Rwanzururu Kingdom*

Tout est parti du district ougandais de Bundibugyo, dans les années 50, lorsque deux ethnies (les Bakondjo et les Toro) ne pouvant plus se supporter, un chef Kondjo, Isaya Mukirania Kivanzanga, décide se s'en aller avec ses fidèles pour s'installer dans le Ruwenzori. Il crée, en 1957, le « *Rwanzururu Kingdom* ». Il s'agit d'un mouvement armé dont le but déclaré est de libérer le peuple Kondjo de l'emprise des Toro. Ses combattants se font appeler « *Banyalwanzururu* », c'est dire les habitants de la montagne enneigée du Ruwenzori²⁹². Lorsqu'en 1962, l'Ouganda accède à son indépendance, les hommes du *Rwanzururu Kingdom* intensifient les attaques contre les localités du district ougandais de Bundibugyo.

Devenant de plus en plus agaçants pour le gouvernement de Milton Obote, l'armée ougandaise lance une offensive en 1963 et les refoule de l'autre côté de la frontière en territoire congolais. Isaya Mukirania s'exile à Butembo et ses hommes s'abritent sur les hauteurs du Ruwenzori, dans les localités de Mumbiri et Mathungu difficilement accessibles.

Au même moment, éclate au Congo une rébellion conduite par Pierre Mulele, ancien compagnon d'Emery Patrice Lumumba dont les guerriers « *Simba* » (lions) conquièrent progressivement l'intérieur du pays et débarquent en Beni-Lubero à l'été 1964²⁹³. Parrainés par l'armée ougandaise d'alors, les *Simba* mènent des expéditions dans le massif contre les maquisards de *Rwanzururu* et les délogent du territoire congolais. Cette débâcle incite leur leader Isaya Mukirania à les rejoindre en vue de réorganiser le maquis, cette fois sur le flanc ougandais du massif, notamment à Kavunanu, Kambasa et Bukukya.

Concernant l'adhésion locale aux troupes mulelistes, il est à noter que les rangs des *Simba* furent gonflés par les recrues issues de toutes les couches sociales du milieu toute appartenance ethnique confondue²⁹⁴. Cette mobilisation locale fut aisée suite à la prédisposition de ces peuples à défendre leur terroir. L'appropriation locale de cette rébellion par certains grands chefs coutumiers, à

²⁹² Kondjo est l'appellation des Nande se trouvant en Ouganda dans le district de Kasese.

²⁹³ Lors de nos enquêtes, certains de nos interlocuteurs situent l'arrivée de *Simba* en Beni-Lubero à juillet 1964 tandis que d'autres parlent de septembre de la même année. Cette divergence nous pousse à parler de l'été 1964.

²⁹⁴ De l'entretien avec l'abbé Maghaniryo, à Beni-Païda, le 29 août 2006.

véritables anciens lumumbistes, est un autre facteur très marquant de cette emprise muleliste. L'adhésion massive à la rébellion lumumbiste était à la hauteur de la déception des populations locales vis-à-vis du pouvoir post-indépendance.

Dans l'entendement local, l'indépendance ne signifiait pas seulement la fin d'un système d'oppression mais aussi la restitution des propriétés foncières des anciens colons aux grands chefs coutumiers qui, à leur tour, devaient les redistribuer conformément aux normes traditionnelles à leurs sujets respectifs. Autrement dit, l'action des Simba était une occasion propice pour ces populations déçues et opprimées d'extérioriser leur raz-de-bol contre un appareil étatique proprement congolais mais qui détériorait davantage leurs conditions de vie en les épongeant de plus bel par le biais de multiples tracasseries sous forme des taxes. L'on comprend alors pourquoi, et comme le fait d'ailleurs observé Benoît Verhaegen, « *l'insurrection y fut littéralement portée de village à village par l'espérance que suscitait chez des misérables paysans le mot d'ordre lancé au nom de Patrice Emery Lumumba, d'une nouvelle indépendance enfin garante de justice et de progrès social pour tous, contre le régime corrompu de la classe dirigeante et la misère accrue par une situation agricole et financière catastrophique* »²⁹⁵.

Il faut signaler que la récupération des cités indigènes de Butembo et de Beni du joug rebelle avait poussé les Simba rescapés à se disperser dans les campagnes environnantes. Bien que nombre d'entre eux s'exilèrent en Ouganda où ils rejoignaient les rangs de l'armée de Milton Obote, d'autres installèrent leur maquis dans le Ruwenzori. De 1964 à 1968, ils opèrent dans toute cette partie frontalière de l'Ouganda jusqu'au bord du lac Edouard via le parc Virunga sous le drapeau du Mouvement de Libération du Congo (MLC, en sigle).

Une tranche non moins importante de ce mouvement avait investi les forêts à l'ouest de Butembo telles que les localités de Mwenye, Manguredjipa et d'Etaütu. Ils campèrent dans le parc national de Maïko qui longe la partie ouest du territoire de Lubero. Ils s'adonnèrent aux pratiques de braconnage, d'exploitation des sites miniers et au commerce de l'ivoire, des peaux de léopards et d'autres ressources rares que regorge ce milieu.

²⁹⁵ B. Verhaegen, *Rebellions au Congo*, CRISP, Bruxelles, tome II, 1969, tel que cité par C. Coquery-Vidrovitch, op.cit. p. 229.

Ce fut le début de la confusion et de la prolifération des bandes armées dans la région de Beni-Lubero qui vivait dès lors au rythme de l'insécurité permanente. Ces maquis s'y articulent les uns avec les autres et servent de greffe aux tensions externes au milieu.

3.3. Interconnexion entre milices au Ruwenzori

Comme susmentionné, l'appui local à la rébellion muleliste se justifiait par le fait que les coutumiers et les paysans de la région étaient émus surtout par le discours des Simba qui prônait la distribution équitable des terres qui servaient des plantations des colons ainsi que des terres spoliées par le parc national Albert, actuel parc des Virunga, entre 1925 et 1935 dans la plaine de la Semliki et au bord du lac Albert. Raison pour laquelle l'on assiste à plus de dynamisme chez les sujets de Kalemire, Mwami de Bashu. Celui-ci fut sénateur au premier gouvernement légal dans le camp du MNC. En plus, en cas de victoire de cette rébellion, sa chefferie serait la grande bénéficiaire de cette nouvelle vision politique. De croyance musulmane, cela sert de leitmotiv pour l'adhésion massive dans les rangs rebelles des jeunes musulmans, sujets du Mwami Kalemire. Une autre explication est que cette rébellion était soutenue par les régimes islamistes (communistes) de Khartoum, du Moyen-Orient et de l'Europe de l'est.

Cette prise de position fait qu'une fois l'avancée muleliste matée par le gouvernement Tshombé appuyé par les armées extérieures, le Mwami des Bashu Juma Kalemire s'exile en Ouganda, en 1964. De sa terre d'asile, il n'abandonne pas ses hommes. Il construit une maison à Bwera en plein camp de réfugiés congolais, ville ougandaise voisine de Kasindi. Certains locaux servent de siège du comité du MNC en exil tandis que d'autres sont érigés en entrepôts d'armes, munitions et de denrées alimentaires destinées à ses troupes opérationnelles sur territoire congolais qu'il tenta d'organiser en mettant en place une structure milicienne appelée la « *Bande de Kasindi-port* », du nom du rayon dans lequel cette milice opérait activement. Les chefs de cette milice restent à la frontière ougando-congolaise en vue de récolte des dons et d'approvisionnement des

troupes²⁹⁶. Cette bande fera parler d'elle un moment avant de se fondre dans le « *Mouvement de Libération du Congo* », (MLC, en sigle), mouvement armé plus large qui s'assignait pour finalité de perpétuer, par les armes, la lutte de Lumumba en vue de la libération totale de la République démocratique du Congo.

3.3.1. La milice Kalemire de Kasindi-port

Celle-ci est l'œuvre du chef coutumier, le Mwami des Bashu, monsieur Juma Kalemire, un lumumbiste engagé. Des enquêtes menées, il ressort que ce mouvement bénéficiait d'un large soutien à la base spécialement dans la localité d'Isale qui demeure encore un des bastions de l'ADF-Nalu²⁹⁷. Cette milice symbolisait aux yeux des paysans une stratégie d'auto-sécurisation contre les repréailles du gouvernement Tshombé. Dans leurs méthodes de mobilisation, les kasindiens prônaient, à l'instar des Simba, l'indépendance économique et politique du Congo, la légitimation du pouvoir national et la justice sociale. De son exil, Kalemire mobilisait d'autres appuis financiers, matériels et logistiques pour renforcer l'action de ses troupes.

Cependant, ayant échappée au contrôle effectif de son initiateur, ce dernier l'ayant longtemps abandonné au commandement de ses lieutenants locaux, cette milice versa dans le banditisme. Bandes d'affairistes et de braconniers autour du lac Edouard, et tout le long du Ruwenzori, elles s'adonnent à l'exploitation et au trafic intensif de l'ivoire, de l'or, du café, de la papaine, de l'huile de palme et d'autres biens précieux de la contrée. Elles se muent également en coupeurs de route et dévalisent, dépouillent certains trafiquants et les hommes d'affaires sur le tronçon routier Beni-Kasindi.

Les combattants du Mouvement de Libération du Congo feront parlé d'eux jusqu'aux années 1970. En fait, lors des attaques musclées de la part de l'Armée nationale congolaise de 1969, cette milice armée essuya d'énormes pertes en vies humaines. Ce cuisant échec fait que ces combattants abandonnent momentanément leur lutte armée pour se livrer au braconnage et à d'autres actes criminels. Cette

²⁹⁶ De notre entretien, de Goma du 17 juin 2009, avec le colonel Paluku Aboubakar, ancien administrateur du territoire de Mahagi en 1964 et lumumbiste de première heure.

²⁹⁷ Des enquêtes initiées par le GRIP/Bruxelles sur les « trafics d'armes au Kivu » que nous avons localement supervisées entre le 15 juin et 16 septembre 2005.

criminalité prend plus d'ampleur avec la complicité de certains réfugiés congolais se trouvant dans les camps d'accueil érigés le long de la frontière en territoire ougandais. Les divers entrepreneurs se servent également du statut d'inviolabilité de la bande neutre. Ces dynamiques locales se fondront dans d'autres mouvements armés plus structurés avec des objectifs politiques bien qu'aux contours obscurs qui s'y disputeront le terrain avec le *National Army for Liberation of Uganda* suppléant du *Rwanzururu Kingdom*, à la mort d'Isaya Mukirania, son leader charismatique.

Dans la décennie 80, cette contrée connaît avec acuité les turbulences socio-économiques et militaro-politiques. Aux cotés des rebelles ougandais apparaît une multitude des milices locales aux divers pseudonymes : « rally », « braconniers » ou « wakombozi », etc. D'autres mouvements armés y apparaissent également, tel le Parti de Libération du Congo (PLC) d'Antoine Marandura, le Mouvement des Paysans et des Travailleurs (MPT) de Christophe Opange, la Lutte pour la Démocratie au Congo (LDC), etc. Cette constellation de milices et bandes armées, vite rejointes dans leur besoin par les militaires de l'Armée Nationale congolaise devenue, dans le contexte de la zaïrianisation, forces armées zaïroises, y pérennise un régime de violences aux conséquences néfastes pour les populations à la base.

Le grand banditisme y consacre les principaux registres de déclinaison de la conjoncture sécuritaire. Il affecte le champ politique congolais et procède à l'érosion des assises de toute autorité publique. Il frappe le noyau dur du « *pacte social* », à savoir, la sécurité des personnes et de leurs biens. C'est dans ce contexte de « *sauve qui peut* » que l'on y assiste à l'émancipation extra-étatique des acteurs sociaux. La conjoncture de la souveraineté et la faillite de la responsabilité qui structurent la puissance étatique sont ainsi la conséquence majeure logique de cette ascension sociale hors d'Etat et de l'émergence d'entrepreneurs privés rodés dans la violence.

La conjoncture sécuritaire s'y situe entre désétatisation, « *parcellisation* » des prérogatives étatiques et ingérence entendue comme la transgression des exclusivités des compétences étatiques dans ce que la fiction juridico-administrative a historiquement qualifié de « *domaines réservés* ». Neutralisé par les entrepreneurs privés, agents de la jungle rodés dans la manipulation de la violence, l'Etat congolais est incapable d'inscrire son autorité, sa marge de manœuvre de « *disciplinarisation* » et de sécurisation dans le cadre de marquage de son action en Beni-Lubero.

Force soit, à présent, de procéder à l'analyse phénoménologique de l'emprise et de l'intégration de la *National Army for Liberation of Uganda* (NALU) dans cette contrée.

3.3.2. *Le National Army for Liberation of Uganda (NALU)*

Remontant aux sources historiques de cette milice ougandaise, sa genèse est à situer aux années 1950, en tant que mouvement de préservation de la culture Kondjo contre la domination Toro. Ce maquis a vite pris la teinture politique et se présente, au début des années 1960, comme le principal défenseur des intérêts des populations Bakondjo résidant sur des larges zones ougandaises qui regorgent de mines de cuivre. Ce mouvement du Rwanzururu milite, entre autre, pour l'indépendance de cette région tournée du point de vue culturel et organisationnel plus vers le Grand-Nord congolais que vers Kampala. C'était sous le leadership d'Isaya Mukirania qui en est, à même temps, son fondateur. La mort de ce dernier et sa relève par Kinyamusitu moins charismatique voient l'hécatombe de cette milice.

Néanmoins, c'est sur son cendre qu'en 1975, Amon Bazira, ancien vice-ministre d'Obote, exilé politique et protégé du régime Mobutu dans la région, crée le *National Army for Liberation of Uganda*, la « NALU ». Cette milice s'abrite dans le même fief du maquis d'Isaya Mukirania dont elle incorpore le reliquat dans ses rangs. La NALU jouissait de l'appui de Kinshasa. L'aérodrome Wagenia de Beni était ainsi à son entière disposition pour ses divers approvisionnements. Ce mouvement s'y mouvait sans aucune entrave. Il recrutait localement ses partisans dont le gros venait surtout du milieu musulman local et des camps des réfugiés ougandais situés dans les localités congolaises de Lume, de Bulongo et de Kasindi, à la porte de l'Ouganda. D'autres jeunes ougandais convertis à l'idéologie de cette rébellion se joignaient à elle au Ruwenzori.

Les pratiques contrebandières s'intensifiaient de plus bel au poste douanier de Kasindi et dans toutes les voies frayées au Ruwenzori. L'amplification des activités guerrières de cette milice est due, non seulement, à la fluidité des postes frontaliers, à la porosité de la frontière ougando-zaïroise, au maintien des lieux sociaux transfrontaliers mais, aussi et surtout, aux flux des réfugiés ougandais dont la présence sur le sol congolais était due à l'instabilité institutionnelle en Ouganda. Cette impasse politique débouche, en 1978, au renversement du président Idi Amin Dada dont le

déferlement des milliers d'ougandais sur le sol zaïrois figure parmi les effets collatéraux. Leurs camps furent transformés en une pépinière, un sanctuaire humain, offrant des nouvelles recrues à la NALU.

Il convient toutefois de signaler que la NALU ne sera pas exempte de pratiques de banditisme auxquelles se livraient ses prédécesseurs dans le maquis du Ruwenzori. Mises à part les pratiques souterraines des activités économiques et financières, on mentionne les prises d'otages monnayées de certaines personnalités politiques réfugiées dans la région et la commercialisation d'armes et minutions. Ces trafics d'armes ont longtemps déstabilisé la région où insécurité et contrebandes s'alimentent alternativement. Un moment, l'instabilité politique en Ouganda rendait ces hors-la-loi seuls maîtres sur l'axe routier Kasindi-Kampala. Une incertitude sécuritaire planait tout le long de la route nationale ougandaise partant de la frontière congolaise de Kasindi. Redoublé par un banditisme armé très dangereux et d'actes terroristes en plein cœur de Kampala, ce climat rendait cette capitale de plus en plus moins attrayante pour le monde d'affaires²⁹⁸. Ce faisant, jusqu'aux années 1990, l'Ouganda n'était plus fréquentable par les hommes d'affaires de Butembo-Beni qui lui avaient préféré Bujumbura et Kigali.

C'est dans ce contexte très chaotique de la trajectoire politique ougandaise qu'en 1980, Kaguta Yoweri Museveni prend les armes à la tête d'un maquis de la *National Resistance Army*, la NRA. Sa prise du pouvoir à Kampala pousse nombre de soldats du régime déchu sur la voie de l'exil. Dans leur déroute, nombreux optent, à leur tour, pour la vie du maquis. Les uns s'exilent au Soudan tandis que les autres se dirigent vers le Sud-ouest où ils gonflent les troupes d'Amon Bazira.

La NALU redouble alors d'effectifs et consolide ses positions en vue d'intensifier les opérations contre le jeune régime ougandais en commençant par des incursions dans les districts proches de Bundibugyo et de Kasese. Il bénéficie, pour ce faire, de l'appui logistique et financier de Kinshasa. L'on doit également signaler l'appui soudanais, par régime zaïrois interposé. Ces menaces pendantes, bien que de l'autre côté de ses frontières, poussent le nouveau régime de Kampala à mettre sur pieds des stratégies d'appui

²⁹⁸ Récit d'un ancien chauffeur des missionnaires et qui était contraint désormais de se tourner vers Kigali et Bujumbura pour toutes les activités étrangères de ses patrons.

à la rébellion sécessionniste soudanaise et de fragilisation de la NALU en suscitant dans le même Ruwenzori les milices de son obédience.

La présence remarquable des combattants du MLC, ces lumumbistes acharnés de première heure, dans les rangs de la NRA n'est pas fortuite. Ils ont la certitude d'être soutenus dans leur lutte contre le régime de Mobutu, une fois la NRA serait aux commandes à Kampala²⁹⁹. Ce même mouvement aurait bénéficié, à la fin des années 1970, des soutiens de régimes libyen et égyptien en vue de s'organiser militairement en territoire ougandais.

A ce sujet, il faut noter qu'au lendemain de la reprise de Stanleyville par l'ANC grâce au renfort de para-commandos belges, une grande vague des Simba et leurs chefs, entre autre, le général Nicolas Olonga, avaient fui vers le nord en traversant la frontière soudanaise. Colette Braeckman³⁰⁰ fait remarquer qu'ils s'étaient repliés en bon ordre à Juba, capitale du Sud-Soudan, où ils furent accueillis par le général Béchir, alors officier de l'armée soudanaise. Dans leurs camions, ils emportaient un lourd et précieux butin de guerre. Ce trésor était de lingots d'or et d'argent, des caissettes de diamant, des sacs de cassitérite, des devises étrangères dont les francs belges et d'autres métaux précieux.

Ils amenaient aussi des défenses d'éléphant, des peaux de léopard, des véhicules et des armes qui leur avaient été fournies par Pékin. Saisi dans les banques locales congolaises, mais surtout dans les sièges d'exploitation des mines d'or de Watsa et de Kilo Moto, ce trésor fut déposé dans la banque nationale soudanaise. De la même source d'information, il ressort qu'à la même époque, neuf tonnes d'or étaient également déposées dans les banques égyptiennes.

Cet atout financier des Simba doublé de l'idéologie socialiste leur ont valu l'appui de Khartoum, du Caire, de Tripoli et de tout le monde communiste dans les tentatives de réorganiser leur maquis aussi bien en pays d'accueil que dans le Ruwenzori. C'est d'ailleurs de son retour du Caire que Laurent Désiré Kabila jette les premières bases de son maquis de Hewa Bora dont les rangs étaient gonflés des réfugiés congolais vivant en Tanzanie de Julius Nyerere, grand leader et chantre du socialisme africain.

²⁹⁹ C.Braeckman, *L'enjeu congolais. L'Afrique centrale après Mobutu*, Fayard, 1999.

³⁰⁰ Idem, « Congo/Un milliard de dollars attendent reprenneur. Sur la piste du fabuleux trésor des Simba », in *Le Soir*, Edition Liège, mardi 03 janvier 2006, pp.2-3.

Il faut dire que le soutien tanzanien aux maquis lumumbistes à l'est du Congo a été une aubaine pour Museveni de puiser dans ces réservoirs miliciens pour renforcer ses troupes dans sa guerre contre le régime de Milton Obote II. Il avait également recruté dans les camps des réfugiés rwandais, majoritairement Tutsi, se trouvant sur le sol ougandais. Cette stratégie de conjugaison guerrière d'efforts a fait ses preuves dans la longue marche armée de l'APR de Paul Kagamé sur Kigali entre 1990-1994. C'est la même coalition armée qui, le 17 mai 1997 sous le drapeau de l'AFDL, amène Laurent Désiré Kabila au pouvoir à Kinshasa.

Autrement dit, les reliquats du maquis lumumbiste du MLC, ayant le Ruwenzori pour gîte, ont été impliqués d'une manière ou d'une autre dans les conflits armés que connaissent, durant les deux dernières décennies du 20^{ième} siècle, tous les Etats de la région. Il y a une véritable circulation d'acteurs militaires. Ce sont les mêmes qui guerroient dans presque tous les Etats d'Afrique de Grands-Lacs. Il y a également une compénétration d'enjeux qui conditionne les interactions entre les diverses dynamiques guerrières en présence et l'immixtion des pressions extérieures dans les foyers de tensions internes. Il advient que le contexte de très grande instabilité régionale a joué un rôle important dans le processus de transformation des maquis armés au Ruwenzori.

3.3.3. Instabilité régionale et crise récurrente au Ruwenzori

Depuis 1960, le massif du Ruwenzori est réduit en zone d'imbrication des conflagrations ougando-congolaises et soudano-ougandaises. L'on signale une lointaine implication, bien que tacite, tanzanienne, libyenne et égyptienne dans la survivance des reliquats rebelles lumumbistes dans la région. Ces appuis multidimensionnels dictent les alliances nouées entre les forces en présence. Le poids de Khartoum n'est pas à sous-estimer dans l'activisme de la NALU au Ruwenzori. Une des stratégies soudanaises était de disperser et de mettre l'armée ougandaise dans l'impasse en ouvrant plusieurs fronts armés en vue de diminuer son soutien à la rébellion de SPLA de John Garang. La Tanzanie, quant à elle, à véritable « *tombeur et faiseur des rois* » dans la région, terre d'asile de nombreux lumumbistes, joue au héros dans l'ombre, derrière Kampala et Kigali.

Les conflits armés au Ruwenzori présageaient et configuraient déjà les possibles alliances dans une guerre à portée régionale, voire

internationale. Certes qu'il s'agit d'un petit coin perdu de la RDC mais qui abrite une poudrière des milices par le biais desquelles certains pays de la région tentent, d'une part, de régler militairement une partie des problèmes de sécurité qu'ils connaissent chez eux et, d'autre part, de faire face à l'impérialisme du régime voisin. Sollicitée de tout côté, une certaine élite locale s'en est même politiquement servi.

Cet état de choses suscite des attitudes de méfiance entre les régimes successifs des Etats de la région qui mettent, chacun, sur pieds une politique préventive en parrainant et sponsorisant les milices hostiles au régime voisin. L'on assiste à l'articulation des milices armées locales avec les dynamiques régionales dans les conflits armés que connaissent les pays de la région.

Les suspicions de déstabilisation institutionnelle entre Addis-Abeba, Khartoum, Kampala, Kigali, Bujumbura et Kinshasa, Dodoma jouant au héros dans l'ombre, sont des faits politiques qui ne trompent pas. Bien qu'elles paraissent vétustes et que leurs fondements divergent, ces méfiances diplomatiques auguraient déjà l'instabilité régionale. Il suffisait de mettre le feu aux poudres dans un seul Etat pour que l'incendie décime tous les autres pays. Tel le déclenchement de la gâchette au Congo-Kinshasa qui a vu la guerre prendre une teinte régionale et continentale. Au regard des faits, on a tendance à penser que toute la politique interétatique y était dictée conformément à la logique populaire de « *l'ennemi de mon ennemi est mon ami* ».

Décrivant cette situation tumultueuse, Gérard Prunier³⁰¹ souligne que Mobutu craignait Museveni « *le révolutionnaire* » dont la fougue venait troubler le confortable club est-africain où il siégeait à titre de cousin lointain en compagnie de Daniel Arap Moï, de Milton Obote, de Juvénal Habyarimana et de Jean-Baptiste Bagaza. Khartoum, indique-t-il, embarqué depuis 1983 dans un nouvel épisode de la guerre nord-sud qui remontait à son indépendance en 1956, craignait la création de nouvelles bases arrière pour la guérilla de la SPLA qui bénéficiait déjà de l'appui éthiopien du colonel Mengistu Haile Mariam. Cette crainte était fondée d'autant plus que Museveni avait des affinités avec le colonel John Garang.

Il n'en fallut pas plus que Khartoum accorde un asile politique et une aide militaire aux survivants du régime Obote pour que

³⁰¹ G. Prunier, « La crise du Kivu et ses conséquences dans la région des Grands Lacs », in *Revue de géographie et de géopolitique*, n°86/87, 1997, pp.42-56.

Kampala vienne en appui aux troupes de la SPLA. D'autres liens seront tissés entre Khartoum et d'autres milices nord-ougandaises telle la guérilla millénariste de la *Lord's Resistance Army* (LRA), rejeton de la rébellion de la prophétesse Alice Lakwena des années 1980 et ce, jusqu'au début 1996. Relevons qu'en 1995, les services secrets soudanais avaient mis sur pied un second mouvement des guérillas, de structure plus classique. C'est le *West Nile Bank Liberation Front* (le WNBLF). Ce Front de Libération de la Rive Occidentale du Nil opéra, momentanément, aux lisières ouest du Nil et de la province zaïroise Orientale³⁰².

Les hommes de cette nouvelle milice étaient en majorité des musulmans classiques et englobaient certains anciens de l'armée du président déchu Idi Amin Dada, plus acceptables au régime islamiste de Khartoum. Dans le même rayon, on parle d'une autre guérilla des *Salaf Tabligh ougandais*, un fondamentalisme violent de souche pakistanaise. Bien qu'en sa phase embryonnaire, ce maquis fut vite défait par l'UPDF, ses survivants s'étaient réfugiés au nord-est du Zaïre, près du lac Albert, en Ituri.

L'appui soudano-zaïrois à ces maquis constitue un élément de taille pour mieux saisir les méandres des ramifications établies entre les *Forces démocratiques alliées* (ADF) et l'*Armée nationale de Libération de l'Ouganda* (NALU) qui, désormais se sont fondues en l'*ADF-NALU* et campent toujours dans le Ruwenzori.

Au lendemain de l'assassinat d'Amon Bazira survenu à Nairobi, en août 1993, ces miliciens fondamentalistes avaient scellé, sur conseils des stratèges soudanais, l'alliance avec la NALU du Ruwenzori dont Haiji Mohammed Kabeba prend la direction en 1996. Sous sa guidance, la NALU s'allie à l'*Alliance of Democratic Forces* (ADF) qui jusqu'alors recrutait parmi les populations du Buganda. Ils lancent leurs opérations contre les positions ougandaises des régions voisines³⁰³. La même année 1996 finissant, l'ADF-NALU fit, mais en vain, des incursions armées dans le district de Kasese jusqu'à attaquer la ville de Mbarara. Ses capacités de nuisance sont vite réduites par l'UPDF qui opère ouvertement en territoire congolais depuis fin 1996 tout en articulant ses actions sur les milices congolaises locales de son obédience.

³⁰² Pour plus d'éclaircissement, nous nous référons au « Monde rebelle », ouvrage publié sous la direction de Ruffin.

³⁰³ Le Monde rebelle, op. cit., p. 594.

Quant aux tactiques de guérilla menée par les ADF, G. Berghezan et F. Nkundabagenzi³⁰⁴ soutiennent que l'ADF prolongeait ses opérations à Kampala sous forme d'actes terroristes. En fait, un élément qui mérite plus d'attention est le lien supposé entre l'ADF-NALU et des réseaux islamistes terroristes. Plusieurs sources dénoncent l'idéologie islamiste des dirigeants Tabliq tandis que d'autres sources indiquent, en tort ou en raison, l'existence d'un lien entre l'ADF-NALU et Osama Ben Laden, surtout lorsque ce dernier séjournait au Soudan entre 1988-1996.

De nos dernières enquêtes de terrain, il ressort qu'actuellement leurs sources de financement demeurent inconnues. Certains de nos interlocuteurs soutiennent la thèse de l'exploitation des ressources minières congolaises dans le parc Virunga et leurs écoulements frauduleux sur les marchés ougandais, kenyans, voire pakistanais et iraniens vus leurs liens du passé avec ces pays islamiques. D'autres ont parlé de l'appui financier et logistique dont cette rébellion jouirait du milieu islamiste ougandais, soudanais, kenyan et de la diaspora ougandaise. D'autres, encore, privilégient l'audience qu'a l'ADF-NALU auprès des anciens cadres du RCD-K/ML et leur collaboration avec certains hommes d'affaires locaux.

En fait, ce n'est un secret à personne, l'ADF-NALU avait coalisé avec l'APC du RDC-K/ML pour bouter hors de Beni-Lubero, les forces du Front pour la Libération du Congo (FLC) chapeauté par Jean-Pierre Bemba. Certes que cette alliance peut se justifier par les circonstances du moment. L'ADF-NALU voyant ses finalités premières de renverser de force le régime de Kampala se volatiliser à petit feu, serait plus en quête de s'enraciner en RDC, et donc rechercherait plutôt un espace où vivre à l'abri de toute attaque armée. Ce que leur miroitait le RCD-K/ML, à l'époque, en disgrâce aux yeux de Kampala. Enfin, certaines langues ne manquent de pointer du doigt certains membres de la MONUC qui approvisionneraient l'ADF-NALU en armes et munitions en contrepartie des minerais et autres ressources rares leur vendus. Ce qui justifierait la circulation, dans le milieu des ADF-NALU, des billets tout neufs de 100\$ américains avec lesquels ils font des achats dans les marchés locaux.

³⁰⁴ G. Berghezan et alii, « La guerre du Congo-Kinshasa. Analyse d'un conflit et transfert d'armes vers l'Afrique centrale » ; in *Les Rapports du GRIP*, février, 1999. p. 3.

En somme, dans le massif du Ruwenzori, les rangs de l'ADF-NALU ont été rejoints, en automne 1996, par au moins trois autres milices étrangères, à savoir les West Nile Bank Liberation Front (le WNBLF), les Salaf Tabligh ougandais et FDLR rwandais. L'on peut également y signaler les accointances avec les ex-FAZ disparues de la scène quasi sans combattre, les kasindiens qui, au lendemain de l'assassinat de leur leader, le général Kisasi Ngandu, sont retournés en brousse ainsi que des débris de l'ex-FAC, fuyards lors de la guerre d'août 1998. Leur capacité de nuisance a été sensiblement réduite suite à l'intervention ouverte de l'UPDF alliée de l'AFDL et du RCD-K/ML et, plus particulièrement, lors de l'opération « *ratissage des montagnes* » (*mountain sweep*) lancée par Kampala. Celle-ci a été, dernièrement, suivie de l'opération militaire conjointe FARDC-MONUC de décembre 2005.

Cette coalition FARDC-forces onusiennes n'a, toutefois, pas mis un terme à ce maquis. Certes qu'il y a eu reddition de quelques éléments mais d'autres se sont terrés davantage dans les roches du Ruwenzori. Une autre tranche s'est dispersée à travers les montagnes et forêts environnantes alors que les maquisards autochtones se sont, avec armes et munitions, dissimilés dans la population civile locale.

A ces jours, les forces ADF-NALU n'ont plus un poids militaire significatif. Elles ne représentent plus une menace pressante ou réelle pour le régime de Kampala. Elles ont viré de leurs objectifs politiques premiers pour la défense et la promotion de leurs activités lucratives en RDC. Ses rangs ne compteraient qu'environ 900 combattants en déroute et équipés sommairement. De surcroît, 60% de ses effectifs seraient des ressortissants congolais qui, las de la vie du maquis, sont actuellement plus tenté de réintégrer la vie sociale. Certaines de nos sources d'informations, nous ont parlé d'un clivage qui se dessine au sein de l'ADF-NALU entre ressortissants ougandais mieux équipés militairement et financièrement et combattants congolais qui se sentent discriminés, voire oubliés par la hiérarchie du mouvement lors d'opérations de rétributions.

3.3.4. L'ADF-NALU et son environnement endogène

A ce point, il faut noter que les relations entre ADF-NALU et son environnement immédiat sont à appréhender selon divers épisodes que connaît cette rébellion. Il convient de rappeler la collaboration du gouvernement zaïrois sous le président Mobutu dont a bénéficié, dès

son installation dans le massif du Ruwenzori, l'Armée nationale de Libération de l'Ouganda. Le régime Mobutu lui fournissait des armes et munitions tandis que les forces armées zaïroises aidaient en matière de renseignements et de soutien logistique pour les opérations militaires de la NALU contre Kampala. L'aérodrome de Wagenia, en pleine ville de Beni, était à son entière disposition pour tout autre ravitaillement de la part de ses partenaires extérieurs. Les contacts entre cette rébellion ougandaise et le régime de Kinshasa étaient facilités par Enock Nyamwisi Muvingi, homme politique très influent en Beni-Lubero.

Ce soutien local zaïrois a facilité l'intégration des forces de la NALU dans les activités économiques locales et la contrebande de produits miniers et agricoles écoulés sur les marchés ougandais. Très fréquemment, les combattants NALU descendaient de leurs bases pour se ravitailler en nourriture et autres produits de première nécessité sur les marchés locaux. Ces contacts permanents entre rebelles ougandais et population locale zaïroise ont servi de levier dans le recrutement ou d'adhésion de jeunes congolais à la NALU. Le milieu islamiste local a plus servi de vivier à ces adhésions.

Avec la mort de son leader Amon Bazira, les relations entre la NALU et la population ont viré au vinaigre. Les combattants NALU s'en sont de plus en plus pris à la population locale : tracasseries multiples, enrôlements forcés des enfants, enlèvements et viols des filles, etc. Suite à la pénurie financière, ils ont commencé à piller les villages situés dans les environs immédiats de leurs camps et à faire incursion dans les agglomérations semi-urbaines (tel à Eringeti, à Mutwanga) pour piller les magasins, à braquer les véhicules ou containers des commerçants locaux, s'accaparer des récoltes de champs de villageois, etc. Pour de raison de leur survie, ils se sont adonnés à la commercialisation du bois, du café et des minerais sous couverts de certains lieutenants originaires du milieu. Dans la même finalité, ils ont monopolisé la culture et la vente du chanvre sur les marchés informels locaux dont les camps militaires. En outre, ils ont généré des recettes par le prélèvement d'impôts et taxes sur les activités commerciales et autres produits locaux sur les routes de desserte agricoles, les marchés, les sites miniers, les fermes, etc., localisés dans les zones sous leur contrôle.

Plusieurs autorités traditionnelles ont été poussées à quitter les zones sous contrôle de l'ADF-NALU pendant que d'autres notables ont préféré collaboré avec eux. En fait, les liens avec les coutumiers

locaux n'ont pas toujours été au bon terme. Ceux-ci ont progressivement été dépossédés de leurs pouvoirs par les commandants, voire les combattants de l'ADF-NALU. Ces derniers, se comportant comme en territoire conquis, ne voulaient plus reconnaître l'autorité coutumière locale. Ils agissaient en tant que nouveaux seigneurs et opérateurs économiques. Faute de légitimation de leur pouvoir, ils usaient ainsi de la violence pour contraindre les populations sous leur contrôle à des travaux forcés en vue de subvenir à la sécurité alimentaire des combattants.

Après la chute du régime Mobutu et l'entrée en force de l'UPDF sous l'AFDL, l'ADF-NALU s'est résolue de faire la paix avec la population locale, question de survie oblige. Ses combattants se sont plus aisément intégrés au sein de la population, surtout musulmane, le long de la route Beni-Eringeti et Beni-Kamango. Il est vrai que les sujets congolais ont vite réintégré leur famille respective. Le mariage mixte était une des stratégies en vogue. Grâce à tous ces réseaux, les ADF-NALU pouvaient facilement accéder à la nourriture, aux soins médicaux et jouissaient d'une protection civile vis-à-vis de leurs adversaires. Pour ceux qui étaient restés dans la montagne, ils ont convenus avec la population environnante des lieux d'échange et de leur approvisionnement à vivres et autres biens de première nécessité. Aussi, du fait que bon nombre des ADF-NALU sont des congolais, les informations circulent rapidement pour les mettre au courant de ce que mijoteraient, à leur endroit, les forces d'occupations ougandaises et leurs protégés locaux.

Il faut signaler, cependant, le changement radical de ces liens au lendemain de l'opération conjointe des FARDC et de la MONUC contre les bases de l'ADF-NALU en décembre 2005. Dès lors ces rebelles sont devenus des véritables loups pour les villageois congolais. L'on déplore les cas d'assassinats de chefs de localités, d'enlèvements de jeunes filles, de viols et vols, de pillages et incendies de villages entiers, etc.

Conclusion partielle

La naissance des maquis armés dans le Ruwenzori s'est nourrie des poches locales de résistance, débris de la milice d'« *hommes léopards* » qui avaient fait face aux razzias des arabisés et à l'occupation coloniale. Fuyant l'oppression Toro, le Rwanzururu Kingdom trouve également aux pieds de ce massif un terrain balisé

pour son enracinement. Les liens familiaux existant entre ces deux peuples transfrontaliers est un autre facteur important de son intégration locale.

Les déceptions locales vis-à-vis de l'administration postcoloniale ont motivé l'adhésion massive des populations de cette région à la rébellion lumumbiste des années 1960. Les survivants des attaques gouvernementales et alliés feront parler d'eux dans les forêts environnantes et dans le Ruwenzori où ils fondent le Mouvement de Libération du Congo. Ce mouvement bénéficiait de l'appui de beaucoup de régimes voisins et jouera un rôle important dans les divers conflits armés que connaissent bon nombre de ses Etats-parrains, à partir des années 80. En revanche, la NALU, force supplétive du Rwanzururu Kingdom, a bénéficié ouvertement de l'appui de Kinshasa et de Khartoum, stratégie de contrer le régime de Kampala, sponsor privilégié de la SPLA, au côté d'Addis-Abeba, et qui, aux yeux de Kinshasa, vient perturber le club d'amis dont le leadership revenait au Maréchal Mobutu.

L'articulation de ces diverses dynamiques y atteint son paroxysme lorsque l'ADF-NALU attaque avec fracas les positions de l'UPDF jusqu'aux portes de la ville stratégique ougandaise de Mbarara. De cette manière, toutes ces forces sont au centre des enjeux régionaux dont l'issue conditionne l'avenir de la région entière.

Aucun doute, les menaces réciproques que représentent ces dynamiques guerrières aux yeux des régimes respectifs des Etats de la région stimulent chacun d'entre eux à demeurer à la défensive et à mettre sur pieds des stratégies de dissuasion. Il n'est donc pas surprenant que ces régimes patronnent les poches de tensions internes, proches de leurs frontières nationales. Cette stratégie de gestion des rapports interétatiques laisse libre champ aux pratiques criminelles de tout genre et insécurise la région entière. Cet imbroglio se double du commerce souterrain mais intense d'armes alimenté par les réseaux mafieux d'exploitation illégale des ressources précieuses de la région.

En fait, l'entretien de ces forces non-étatiques les oblige à mettre à leur profit les zones qu'elles occupent au détriment des populations locales. Les forces armées zaïroises envoyées dans la zone aux années 1986 pour mettre un terme à l'insurrection armée, parrainée par Kampala, contre le régime de Kinshasa, se sont, à leur tour, déchainées contre la population civile. Il en est de même, au sud de Lubero, lors de l'opération « *Kimya* » destinée à ramener la paix dans le territoire de Rutshuru.

En effet, l'arrogance des FAZ et leurs exactions en l'endroit de la population locale voient se transmuier et se répandre les milices armées locales du Ruwenzori en vue de voler au secours des populations civiles meurtries par les FAZ. Elles ont, de la sorte, étendu leur rayon d'action sur toute l'étendue du Grand-Nord jusqu'aux confins sud du territoire de Lubero. Cette prolifération de maquis du Ruwenzori puise également son explication dans les menaces de contagion que représentait la guerre d'autochtonie contre l'allochtonie qui faisait rage au Petit-Nord. Elle est donc à comprendre comme figurant parmi les stratégies d'ériger un barrage armé au sud de Lubero en vue de parer à cette contagion.

Chapitre 4 :

TRANSFORMATION ET PROLIFERATION DES MILICES ARMEES EN BENI-LUBERO

Dans ce chapitre, nous traitons de l'impact environnemental sur la transformation des milices locales, des événements politiques qui ont concouru à leur prolifération dans la région jusqu'aux confins sud de Lubero. Leur mutation sera illustrée par l'analyse des milices mayi-mayi de Beni-Lubero.

4.1. Mécanismes de transformation des maquis armés

Face aux menaces que présentaient à ses yeux l'ADF-NALU et alliés, avons-nous susindiqué, Kampala suscite, dans le même maquis du Ruwenzori, la création de plusieurs mouvements armés s'assignant tous la finalité de combattre le régime zaïrois. Ils sont décidés à marcher sur Kinshasa à partir de cette région pour renverser le régime dictatorial en place³⁰⁵. Ces milices zaïroises d'émanation ougandaise jouissaient logiquement du soutien matériel, financier et technique de Kampala. Elles s'établissent, cohabitent, se compènètrent ou se succèdent dans les hauteurs du Ruwenzori.

Sur le plan stratégique, Museveni ne se préoccupe de l'efficacité de ces milices armées « *made Kampala* » que du fait qu'il a trouvé en elles un moyen de pression qu'il peut utiliser contre Mobutu sans renforcer la position de groupes plus dangereux au sein même de l'Ouganda profond, et susceptibles de s'apprendre à son régime au cas où ses protégés congolais l'emportaient sur le système Mobutu. A stratège maquisard bien fin, le régime de Kampala préfère les milices désorganisées et politiquement faibles mais, juste assez fortes pour contraindre Mobutu à s'occuper de prime abord de sa

³⁰⁵ A cette époque déjà, Museveni soutient plusieurs milices armées dans la même région comme il en sera à partir de la guerre de 1998 lorsqu'il suscite sur le territoire congolais plusieurs rébellions parrainées de Kampala. C'est une politique de diviser pour mieux contrôler et contrer.

propre sécurité que de se lancer dans des entreprises subversives des régimes voisins, tel que son soutien inconditionnel à l'ADF-NALU.

En vue de garder un strict contrôle sur ces milices au Ruwenzori, Kampala les coiffent par ses anciens amis et fidèles, reliquats des Simba lumumbistes des années 1964 et anciens compagnons d'armes de Museveni. En fait, dans le chef de Kampala, ce serait une grosse erreur stratégique de susciter et stimuler, sans aucune mainmise, des énergies des jeunes combattants issus d'une communauté à ramification transfrontalière, au poids démographique et aux atouts socio-économiques et politiques de taille, au grand risque de les voir se retourner contre leur initiateur. De même, doter ces maquis d'une grande autonomie politico-militaire et financière risquait d'entraîner ou de susciter chez d'autres communautés, au sein même de l'Ouganda profond, un éveil de conscience collective sur la nécessité de mener, elles aussi, leur propre lutte politique.

4.1.1. La métamorphose des milices armées au Ruwenzori

Il n'est pas aisé de démontrer le processus de transformation des milices armées que regorge, depuis des décennies, le massif du Ruwenzori. Au regard de leurs diverses appellations, on y dénombre une bonne dizaine bien que sans un leadership clair. Loin de prétendre à un genre nouveau d'acteurs, il y a lieu d'affirmer que l'on y assiste plus à un changement formel et continu des dénominations, à une métamorphose de façade des milices plutôt qu'à une réelle diversité d'acteurs. L'on y assiste plus à une rotation des miliciens qu'à une véritable résurgence des nouvelles milices. Car, nonobstant leurs multiples appellations, tous les mouvements voient défiler au sein de leurs rangs les mêmes combattants, la commande ayant seule changé de maître.

Cette instabilité institutionnelle était étroitement liée à la crise de leadership qui cisaille le parcours de toutes les milices armées en Beni-Lubero parrainées par Kampala. Ce dernier a toujours eu de préférence, non pour un leadership rebelle congolais trop autonome, mais plus dépendant de lui. Dans cet esprit, loin d'être dues à une révolution profonde des ambitions et des structures des maquis congolais au Ruwenzori, la rotation de leur élite dirigeante et leurs dénominations intempestives sont dictées par le bon vouloir de leur parrain ougandais.

C'est ainsi que les diverses milices s'y font connaître sous les appellations successives des « *Kasindiens* », des hommes de « *Mumbiri* », ou de la Lutte pour la Démocratie au Congo (LDC) dont le leader est le général Kiasu Ngandu, de « *Wakombozi* » (mot swahili signifiant 'libérateurs'), de la *Congo Liberation Army* (C.L.A) confondue au *Parti de Libération du Congo* (PLC) d'Antoine Marandura, ancien président provincial MNC/Kivu. Dans ce même rayon, l'on enregistre en 1987, le Mouvement armé des Paysans Travailleurs sous la guidance de Christophe Opange, un Mubembe du Sud-Kivu³⁰⁶. Tous ces mouvements lumumbistes, d'obédience ougandaise, recrutaient localement mais aussi dans les camps des réfugiés zaïrois installés à Bwera, ville ougandaise d'en face et, d'autres, en provenance de la Tanzanie. Ils comptaient également dans leurs rangs des réfugiés ougandais. Certains de leurs camps de formation militaire se situaient signalés à Bwera et Tako, en plein territoire ougandais. En avril 1986, ils lancent leur première attaque contre un des quartiers généraux de la NALU installé à Lume³⁰⁷, agglomération semi-urbaine sensée être sous le contrôle des FAZ.

Ces attaques sont perçues par les autorités zaïroises comme une provocation. Elles poussent Kinshasa à déclarer cette contrée « *zone opérationnelle* ». Il y déploie un arsenal militaire en juillet 1986 sous le commandement du colonel Mbunza Mabé. C'est une opportunité pour le régime Mobutu de soutenir ouvertement la NALU dans sa guerre contre Kampala. Ce soutien zaïrois s'accroît fin 1988, à l'issue de plusieurs épisodes d'opérations militaires sans la moindre initiative de dialogue entre les deux régimes. La NALU ouvre les fronts contre le régime ougandais et ses protégés locaux. Le massif du Ruwenzori se transforme en foyer de guerre ouverte entre ces deux pays mais par milices armées interposées. Ces tensions font qu'en aval comme en amont les armes circulent et de nombreuses bandes armées incontrôlées érigent la zone en véritable guépier.

³⁰⁶ Données issues des enquêtes sur le « Trafic d'armes au Kivu », initiées par le GRIP/Belgique et dont j'étais superviseur local et moi-même, m'étais rendu dans le Ruwenzori en tant qu'enquêteur. Je détiens ces informations de certains vieux sages du milieu.

³⁰⁷ La localité de Lume, cité relativement importante, est située au pied du massif Ruwenzori à quelques kms de la frontière ougando-congolaise.

En 1993, le général Kissase³⁰⁸ Ngandu, de son retour d'Allemagne, sous couvert d'un passeport diplomatique ougandais³⁰⁹, s'investit à fondre toutes les milices locales d'obédience ougandaise opérationnelles dans le Ruwenzori au sein du Conseil National de la Résistance pour la Démocratie (CNRD), un mouvement politico-militaire avec finalité de renverser le régime Mobutu. C'est sous son commandement que l'on assiste à des nouveaux fronts en collectivités des Watalinga et des Bashu jusqu'à prendre d'assaut la garnison militaire des FAZ à Butembo pour libérer les combattants CNRD y emprisonnés. Ce Mutetela de Kindu figurait parmi les jeunes réfugiés lumumbistes envoyés en formation militaire en Allemagne de l'Est par le président égyptien Nasser. Ses collègues restés au Ruwenzori avaient renforcé les rangs de la National Resistance Army de Museveni. Ils ont également été actifs dans les rangs de l'APR dans sa marche sur Kigali.

Le savoir faire de Kissase Ngandu lui vaut l'admiration et l'obéissance de ses troupes. L'opération réussie de la libération des kasindiens emprisonnés à Butembo lui attire plus de crédit aux yeux de Kampala, auprès de qui, il sollicite l'appui logistique et financier. Pour cette même finalité, il entre également en contact avec les pays de l'Europe de l'est où nombreux de ses compagnons lumumbistes étaient en formation militaire bien qu'avec statut de réfugiés politiques. C'est dans cette foulée d'interconnexion des réseaux lumumbistes que l'on signale la visite éclairée du général Laurent Désiré Kabila dans le maquis des Kasindiens à Kasaka, localité perdue en plein parc de Virunga. D'autres sources parlent particulièrement des localités de Kyavinyonge et Kisaka où, au côté du commandement des kasindiens, son réseau s'adonnait aux trafics frauduleux du café, des produits de la pêche et du braconnage³¹⁰. De son maquis de Baraka, Laurent Désiré Kabila était en connexion avec les kasindiens, ils se côtoieraient avec Mandura et Kiasu Ngandu qui, de fois, recevaient des appuis financiers et logistiques de sa part.

Somme toute, la contrée de Beni-Lubero apparaît au début des années 90 comme « *le conservatoire d'un reliquat de diverses*

³⁰⁸ Dans bon nombre d'ouvrages, le nom de ce général rebelle est écrit différemment, de fois c'est Kissase, de fois Kiasu. Nous utilisons dans ce travail, l'un et l'autre pour désigner la même personne.

³⁰⁹ De notre entretien de Goma, 17 juin 2009, avec le colonel Paluku Abubakar

³¹⁰ Entretien avec le colonel Paluku Aboubakar, actuellement colonel dans le camp de mayi-mayi de Vurondo, Goma, le 17 juin 2009.

guérillas qui avaient trouvé dans cette partie périphérique du pays un cadre favorable pour leur survie »³¹¹. Selon la trajectoire politique congolaise, ces couches de tensions se redynamisent sans cesse aux confluent des guérillas extérieures que connaissent certains Etats de la région. Une certaine élite locale s'est cependant rendue incontournable de deux côtés dans la gestion de cette crise.

Tel Nyamwisi Muvingi Enock et ses acolytes. Celui-ci devient incontournable aussi bien de la part de Kinshasa que de Kampala. Il en soutire d'énormes bénéfices tant politiques que financiers. Le président Mobutu s'appuyait sur son leadership local pour tenter de contrer les milices qui se rebellaient contre son régime tandis que Museveni voyait en lui un allié local sur qu'il pouvait compter pour présider à la destinée des milices lumumbistes sponsorisées par Kampala et l'aider à déboussoler la NALU dans le Ruwenzori. Kampala aurait activé ses réseaux diplomatiques en faveur de ce leader local pour l'appuyer dans ses ambitions politiques.

Déroutant le pouvoir de Kinshasa, Nyamwisi Muvingi a ainsi détourné en sa faveur la mission lui assignée, en recrutant localement les jeunes pour son propre compte avec le soutien de Kampala. Mais ses ambitions politiques tombent en disgrâce, le 05 janvier 1993, avec son assassinat attribué à la cour de Mobutu. La montée en puissance sur la scène politique nationale d'Enock Muvingi et le crédit dont il jouissait auprès des grandes chancelleries occidentales inquiétaient déjà l'entourage de Mobutu qui machine ainsi sa disparition.

Il faut noter cependant que, nonobstant sa mort, le leadership d'Enock Muvingi plane toujours sur cette région. Antipas Mbusa Nyamwisi, son petit frère, a basé son mouvement rebelle sur le crédit dont jouissait localement son frère aîné. Les faits ne trompent pas. Sa rébellion, le RCD-K/ML s'est greffée sur la dynamique d'anciens militants et sympathisants de la Démocratie Chrétienne Fédéraliste/Nyamwisi (la DCF/N), parti politique cher au feu Enock Nyamwisi. Les premiers militants, le gros des cadres politico-militaires du RCD-K/ML sont dénombrés parmi les militants et sympathisants locaux du DCF/N. D'ailleurs, jusqu'à ce jour, ils demeurent les fervents et fidèles de Mbusa Nyamwisi. Ce dernier a, lui-même, marchandé la présence des ADF-NALU au Ruwenzori et

³¹¹ Benoît Verhaegen, analyste des rébellions congolaises (op.cit.p.434) bien que n'ayant rien mentionné au sujet des maquis du Ruwenzori, nous nous inspirons de ses recherches pour mieux aborder la réalité des milices locales au Grand Nord.

son entière disponibilité à coopérer avec le régime de Museveni en vue de son éradication totale. Ce qui lui a fallu le parrainage de Kampala³¹² en tant que chef rebelle du RCD-K/ML. Il a donc su mobiliser les ressources relationnelles de son frère aîné pour asseoir, tant soit peu, son mouvement rebelle.

Cependant, suite aux dynamiques internes très contradictoires au sein de cette rébellion, le leadership de Mbusa Nyamwisi y a été remis en cause par Kampala qui n'a pas lésiné un seul instant à lui fabriquer des « *pièces de rechange* ». Ce virement de donne était dû au fait que certains de ses hauts cadres et proches collaborateurs avaient des connexions dans tous les maquis de la région. Ils tiraient parfois les ficelles entre les diverses milices mayi-mayi locales, les stimulaient à attaquer les camps ougandais et parfois, en vue de se rendre unique maître du terrain, les poussaient aux guerres fratricides. D'autres n'avaient jamais rompu avec l'ADF-NALU. De même, la décapitation de l'officier ougandais Ikondere imputée à un groupe de Mbusa boy's ne faisait que ternir son image auprès de son parrain ougandais. Ces liens très flous ne rassuraient en aucun cas ses alliés.

D'autre part, ayant tiré des leçons de l'assassinat de son grand frère dû, en partie à son arrogance et à son franc politique parler très affiché, Mbusa Nyamwisi est, lui, quelqu'un d'insaisissable, un politicien très ambigu, un renard politique. Ce qui ne rassure point ses partenaires politiques et lui attire parfois leur méfiance. C'est ainsi que l'Ouganda l'accusait de manipulateur des milices mayi-mayi qui s'apprenaient aux troupes ougandaises présentes dans la région.

Ce quiproquo constituait, par ailleurs, une aubaine pour des pratiques illégales auxquelles son gang s'adonnait en termes de commercialisation frauduleuse des ressources rares et précieuses que regorge cette région. Ces opérations seraient couvertes par un vaste et solide réseau mafieux extranational au sein duquel on peut dénombrer, à en croire le rapport des experts de Nations-Unies sur le pillage des ressources congolaises, les entrepreneurs locaux de la guerre, leurs alliés ougandais et certaines multinationales.

Dans les tentatives de pérenniser ce climat de guerre, certains des fidèles lieutenants de cette rébellion ont des accointances, même au moment où nous couchons ses lignes, avec d'autres maquis armés qui font encore parler d'eux aussi bien en Ituri comme dans tout le

³¹² Voir discours du général Kazini au stade Tshaka-Tsaka, à Butembo, 2000.

Nord-Kivu. Les fréquentations avec les milices armées étrangères, tels les FDLR et le reliquat de l'ADF-NALU ne sont pas, elles aussi, à exclure. Toutes ces tergiversations sont pour beaucoup dans la permanence de climat de guerre, telle l'épée de Damoclès, toujours suspendue sur cette région.

Conséquence logique, tous les mouvements armés actifs au Nord-Kivu ont connu de mutations en termes de recomposition politique et des ramifications à travers toute la partie est de la RDC. A titre exemplatif, les maquis du Ruwenzori, à la croisée des grandes mutations politiques que connaissent certains Etats de la région, des velléités démocratiques zaïroises catalyseurs des poussées identitaires au Kivu, se sont ramifiés dans toute cette contrée jusqu'à l'ébranlement de la cohésion sociale plus palpable surtout dans l'aire de Kanyabayonga, au sud de Lubero.

4.1.2. Ramifications de milices armées au sud de Lubero

Le discours du 24 avril 1990 sur la libéralisation politique a pour corollaire les pillages militaires et la fièvre sociale due à la tenue de la conférence nationale souveraine. Les territoires de Beni-Lubero n'en seront pas en marge surtout que les affres des guerres interethniques de Masisi et de Rutshuru, des années 1992-1994, s'étendaient sur la partie sud de Lubero. Ces guerres y ont décimé de milliers de vies dans toutes les communautés ainsi que les cheptels. Les interventions militaires zaïroises, sous le label d'opérations successives baptisées « *Kimya* » et « *Mbata* »³¹³, y fut très catastrophique pour les communautés autochtones. Les FAZ prêtèrent main-forte aux plus offrants et volèrent ainsi à la rescousse des rwandophones³¹⁴ en décapitant aveuglement tous les jeunes garçons accusés collectivement des mayi-mayi ou alors des complices de cette force d'auto-défense populaire. La jeunesse au sud de Lubero en a payé lourdement les frais.

³¹³ « *Kimya* » est un mot lingala et swahili signifiant silence. Tandis que « *Mbata* » est synonyme de gifle. Toutes ces opérations sont explicitées dans la suite de cette dissertation.

³¹⁴ Population à l'expression rwandaise, Hutu et Tutsi confondus, vivant à l'Est de la RDC et dont la nationalité congolaise a été maintes fois remise en doute suite à des manœuvres dilatoires auxquelles ces deux communautés s'adonnent à cœur ouvert sur le territoire congolais en complicité avec les leurs vivant de l'autre côté de la frontière.

En effet, les milices armées locales dites « *Ngilima* » étaient opérationnelles dans le Masisi et Rutshuru. Une fois au sud de Lubero, elles se dénomment mayi-mayi. Leurs appellations varient d'un lieu à un autre, parfois d'une ethnie à une autre, voire d'un leader à un autre. La finalité qu'elles s'assignaient, à savoir la défense de la terre de leurs ancêtres et la lutte contre les dérives de l'administration zaïroise, légitimait leur combat auprès des chefs coutumiers et de la population locale. Prise en étau entre les feux des FAZ et des Banyarwanda³¹⁵, les guerriers traditionnels paraissaient être l'unique bouclier de la population autochtone. Ce phénomène de résistance armée locale se cristallise avec l'arrivée massive de réfugiés Hutu en 1994. Il s'amplifie de plus bel à l'arrivée des armées d'agression dans l'Est du Congo sous couvertes de l'AFDL et se radicalise à partir de 1998. Dès lors, les mayi-mayi y incarnent l'esprit nationaliste, expression d'un peuple en proie à une occupation étrangère.

En fait, les guerres d'AFDL et du RCD y sont ressenties comme une agression à laquelle il convient de faire face. Et comme le souligne, par ailleurs, Jean Ziegler, « *les hommes opprimés se révoltent partout et toujours. A quelque classe, région, religion, ethnie, époque historique qu'il appartienne, jamais l'homme n'accepte durablement ses chaînes* »³¹⁶. Les milices locales étendent ainsi leur résistance au système Mobutu à la préservation de l'intégrité territoriale et donc, à la défense de la souveraineté nationale congolaise. Elles en appellent au patriotisme et au nationalisme lumumbiste.

Dans cet esprit, loin de s'apprendre à une quelconque ethnie, ces milices s'attaquent à ce qui, localement, est perçu comme une agression. Cette résistance s'exprime sous multiples formes : la lutte armée menée par les mayi-mayi et la résistance civile non-violente très manifeste à travers les réseaux de la société civile organisée. Dans ce sens, la façon dont les communautés locales s'organisent pour réagir contre ce qui est perçu comme invasion et défendre leur terroir est un reflex naturel entre dominants et dominés, une manifestation du refus dans le chef d'une majorité des habitants de la région de se soumettre à un ordre imposé de l'extérieur.

³¹⁵ Banyarwanda est l'appellation commune des populations qui parlent le kinyarwanda partout où qu'elles se retrouvent au Nord-Kivu.

³¹⁶J. Ziegler, *Les rebelles*, Paris, seuil, 1985, p.10.

Il en découle que la préservation du local puis de l'intégrité nationale devient le leitmotiv dans la stratégie communicationnelle de ces miliciens en vue de mobiliser les masses populaires. Cependant, leurs dérives feront que ces relations se détériorent du jour au jour. Les multiples exactions que, par après, les mayi-mayi feront subir à leur propre population de souche leur feront perdre du crédit aux yeux de leurs admirateurs locaux. Il faut rappeler, à cet effet, que l'appui populaire des milices mayi-mayi était, contrat social oblige, conditionné par la garantie sécuritaire que ces miliciens devaient procurer aux populations du milieu.

Par ailleurs, la collaboration inter-milices ou entre celles-ci et forces rebelles sont émaillées d'alliances à contre-nature. Tel l'appui des mayi-mayi du docteur³¹⁷ Kaganga aux kasindiens du général Kisasi Ngandu, compagnon d'armes de Laurent Désiré Kabila aux premières heures de l'AFDL, lorsqu'ensemble, ils renforcent ce qui, en octobre 1996, débute au Sud-Kivu comme étant une « *révolte des Banyamulenge* ».

Bien avant ce ralliement, le docteur Kaganga était opérationnel à Kiroshe, localité située au bord du lac Kivu, en territoire de Masisi. Arsène Mwaka³¹⁸ montre comment cet ancien Simba des années 1964 et lieutenant de la bande de Kasindi-port proche du Mwami Juma Kamelire, après s'être impliqué dans les rébellions et bandes armées successives au Ruwenzori, s'est retrouvé en avril 1994 dans le Masisi, aux côtés de ses 203 compagnons miliciens du Ruwenzori qui s'étaient rendus aux FAZ. Il a offert ses services aux communautés Hunde et Tembo en proie aux activités guerrières qui, à l'époque, ravageaient le Masisi.

Dans ses manœuvres, il s'attire la sympathie des populations locales et de nombreux Ngilima dont les chefs de fil et les chefs coutumiers locaux se rallient à ses opérations. Dans l'objectif de s'alimenter en armes et munitions, il lance des attaques contre la garnison militaire de la Rwindi en plein parc de Virunga que sa bande investit finalement en janvier 1996. La milice de Kaganga avait donc pris position aux côtés des communautés autochtones dans la guerre

³¹⁷ Le titre de docteur est une qualification reconnue aux grands féticheurs des mayi-mayi dont la tâche est de fabriquer les potions magiques en vue de rendre ces guerriers traditionnels invulnérables face aux balles ennemies à condition qu'ils respectent scrupuleusement les rites, les préceptes exigés ou les interdits en vigueur.

³¹⁸ A. Mwaka Bwenge, *Les milices mayi-mayi dans les conflits et violences au Nord-Kivu* (Mars 1993-février 2004), Mémoire D.E.S., Unikin, 2003-2004, pp.96-100.

de Masisi et Rutshuru dont l'impact se faisait sentir au sud de Lubero où jusqu'alors autochtones et rwandophones cohabitaient sans heurt.

En s'orientant vers Butembo-Beni, distant de toutes les guerres intercommunautaires qui ont ensanglanté le Masisi et le Rutshuru, ce commandant mayi-mayi se dirige vers un milieu qui lui est très familier et où il lui sera aisé de mobiliser les forces populaires locales. Celles-ci étaient en proie aux attaques et autres tracasseries des FAZ, pourvoyeuses et défendant la cause des Banyarwanda. Kaganga était donc persuadé de les amener vite à adhérer à ses actions. Dans cette quête d'enracinement local, il réussit à prendre d'assaut le magasin des armes des FAZ basées à Kanyabayonga où il étend son mouvement dans tous les villages environnants. La rage de ses éléments pousse les quelques rwandophones qui y habitaient à déguerpir du milieu et prennent la direction de Bwisha, en territoire de Rutshuru.

Observons qu'en fin mai 1993, le régime Mobutu décide de l'opération « *Mbata* » (gifle) dans le Rutshuru et ce, au lendemain de l'échec de l'opération « *Kimya Masisi* » (silence au Masisi). L'objectif était de désarmer de force les guerriers traditionnels locaux et de rétablir la sécurité et la paix dans ce territoire. Mais, cette opération se solde dans un bain de sang dont la population civile est la principale victime. Jusqu'en novembre 1996, dans le rayon de Kanyabayonga, la population civile était abandonnée à son triste sort et vouée à une vie des déplacés permanents. Les hommes de Kaganga ambitionnaient mettre un terme à ce calvaire en prenant d'assaut toutes les garnisons militaires des FAZ. Cependant, suite à leurs tactiques de guérillas « attaques-replis », la colère des FAZ se déchainait contre les paysans innocents.

C'est dans cette foulée que l'on y assiste à des pillages systématiques, aux incendies des villages entiers et à la décapitation des jeunes garçons dont les têtes tranchées sont longtemps restées suspendues sur les sticks de bois, en pleine agglomérations semi-urbaines de Kirumba, Kayna et Kanyabayonga, sur l'axe routier Butembo-Goma. Les hommes de Kaganga ne seront pas inquiétés, outre mesure, s'étant repliés dans les montagnes. En réaction aux exactions des FAZ contre les civils, de leur cachette, ces combattants mayi-mayi lancent des violentes attaques contre les éléments de la

force navale des FAZ basée au bord du lac Edouard, principalement, dans les localités de Vitshumbi, Nyakakoma et Kamandi³¹⁹.

Les représailles aveugles des FAZ en milieu Nande, les massacres et la chasse aux Nande de Rutshuru, les attaques meurtrières contre les convois commerciaux Nande en plein parc de Virunga et autres provocations attribuées aux milices de Ndeze, ce Mwami Hutu très influent au Rutshuru, font que l'élite Nande qui, évitait de s'embarquer dans cette vague estimant que les luttes armées vécues au Petit-Nord ne la concernaient pas du tout, sort de sa réserve et prend position aux côtés de la milice de Kaganga. Cet appui Nande facilite l'installation de la milice mayi-mayi dans toutes les localités où, jadis, les Nande vivaient en parfaite harmonie avec les populations de souche rwandaise. Des négociations amorcées depuis 1994 sous les auspices des vieux sages de ces deux communautés trouvent une accalmie permettant à ces déplacés de regagner leurs demeures respectives aussi bien en Rutshuru qu'au sud de Lubero.

Cependant, l'avancée de l'AFDL y change vite la donne. Kaganga fait route avec ses anciens compagnons de lutte, les Kasindiens sous la houlette du général Kisasi Ngandu. Avec l'aide de ce général, les combattants mayi-mayi rallient l'AFDL et installent leur quartier général dans la cité de Kirumba. C'est de là qu'ils lancent des attaques contre les FAZ en débandade, volent de victoire à victoire, occupent toutes les grandes agglomérations et villes du Grand Nord avant de marcher sur celles de la province Orientale avec l'appui sournois de l'APR. Ce chapelet des victoires fait que localement, les mayi-mayi jouissent d'un appui matériel, financier et humain. Véhicules, habits, vaches et autres biens de valeur sont mis à leur disposition, à titre d'effort de guerre. Cette assistance locale, leur succès au front, la réputation et le mythe de leur invulnérabilité, etc., autant d'atouts qui suscitent l'adhésion massive surtout dans le chef de la jeunesse désœuvrée urbaine et paysanne. Ces adhésions donnent au mouvement sa force et un potentiel croissant de violence.

En effet, encore sous commandement unique de Kaganga, la milice mayi-mayi s'était entourée des mythes de tout genre et de nature mystique supposés protéger les combattants de balles ennemies. Des initiés de Kaganga, majoritairement des enfants dits « *kadogo* » dont certains « *docteurs* » incarnaient le féticheur,

³¹⁹ De notre entretien du 18 juin 2009, à Goma, avec le Général Vita Kitambala.

fabriquaient des produits, le « *dawa* »³²⁰ destiné à rendre invulnérables les audacieux combattants. Parmi ces gris-gris, l'on cite l'eau magique, « *le mayi* », qu'on retrouve chez tous les groupes mayi-mayi. Le rang occupé, le respect et le succès social dont bénéficie cet enfant « *docteur-féticheur* » au sein de sa milice servent de motivation d'enrôlement aux autres enfants. De cette façon, émerge le phénomène des « *enfants-soldats* » ou « *enfants-miliciens* ». Cette période est caractérisée aussi par un semblant de cohésion des troupes et la stricte observance des rites et préceptes du maquisard traditionnel.

Mais le gonflement excessif des rangs fait que le docteur-féticheur Kaganga perd le contrôle sur ses troupes qui, du côté, voient dans leurs alliés de l'AFDL la main de Kigali et exigent le retrait de l'APR de tous les fronts et leur retour au Rwanda. Cette prise de conscience de la dissimulation de l'APR dans les rangs de l'AFDL jaillit à des combats meurtriers entre les deux camps. Dès lors, ils vivaient comme chien et loup.

Ces affrontements datent du 20 décembre 1996 jusqu'au 1^{er} mai 1997. Ils ont débouché sur l'assassinat du général kasindien Kisasu Ngandu en janvier 1997, en plein parc de Virunga par l'APR avec la complicité de Laurent Désiré Kabila³²¹. Au courant du même mois, il y eut la mise à prix de la tête de Kaganga. Sa décapitation à Kisaka, au bord du lac Edouard, pousse des milliers de ses combattants qui étaient en pleine formation militaire dans les camps de Nyaleke (à Beni) et de Rumangabo (à Rutshuru) à s'éparpiller dans les montagnes et forêts en vue d'y perpétuer la lutte de leur leader. Chef d'Etat-major des forces armées de l'AFDL, Kisasu Ngandu constituait, à la fois, un obstacle à Désiré Kabila dans ses ambitions politiques de présider l'AFDL et, vu ses penchants trop nationalistes, un danger pour Kigali qui voulait quelqu'un de malléable.

Sans lendemain certain, tous ces combattants disparaissent dans les collines bondées déjà de bandes armées inciviques et y noueront alliances avec les groupes armés étrangers présents dans la région, les ADF-NALU et les FDLR. De cette manière, les campagnes

³²⁰ « *Dawa* » est un mot swahili synonyme des « *gris-gris* ».

³²⁰

³²¹ Information nous livrée par le commandant Baranaba, ancien compagnon de maquis de Kissase Ngandu et commissaire sous l'AFDL, à Beni, le 23 septembre 2006 et confirmée par le Général Vita Kitambala, entretien du 18 juin 2009, à Goma.

de Beni-Lubero sont transformées en terrain de prédilection pour des milices et bandes armées incontrôlées de toute origine.

De surcroît et, faute de leadership responsable au sein de la milice mayi-mayi, celle-ci est vouée à la segmentation incessante, phénomène qui fait que les localités entières de la contrée vivent au rythme d'une anarchie et d'une insécurité croissante. Nous sommes à face de ce que Catherine Coquery-Vidrovitch appelle « *jacquerie paysanne* ». Celle-ci se rend, en effet, compte que si les paysans ou les « *masses de zones attardées* » sont susceptibles de s'engager dans des actions armées largement spontanées, ils se montrent cependant peu capables d'organiser à eux seuls ce mouvement du fait de leur manque d'expérience du monde auquel ils s'adressent, expérience acquise en ville ou à l'école. C'est ainsi que, constate-t-elle, les chefs de tels mouvements paysans disparaissent aussi vite qu'ils ont surgi et si la structure sous-jacente n'est pas solidement charpentée, le mouvement se désagrège ou verse dans le banditisme armé³²². C'est ce qui est advenu des milices mayi-mayi sous examen du fait de l'immaturité politique et au manque d'expérience militaire dans le chef respectif de leurs staffs dirigeants.

L'émergence du gangstérisme et brigandage politique, comme forme du banditisme politique, y laisse libre champ à la militarisation politique excessive qui ne fait qu'y parachever le processus de la désétatisation. Dans ce contexte de crise de modèle culturel et de marginalisation socio-économique, les jeunes, en majorité, désœuvrés et déscolarisés, expropriés de leur portion de terre, se sont intégrés dans diverses factions des milices dont l'un des traits caractéristiques demeure le brigandage avec son cortège de viols, vols ou pillages, et violences multiples. La '*milicianisation*' de Beni-Lubero a pour corollaire la montée en flèche de la criminalité et du banditisme accru.

Le climat de guerre en récurrence a donc permis aux opportunistes d'assouvir leurs ambitions politiques et de se hisser dans la hiérarchie sociale en razziant du bétail, en volant des récoltes et en kidnappant des femmes. Les milices ont, entre autres, servi à régler des vieux comptes entre familles ou individus au point que les dynamiques des antagonismes locaux ont franchement eu le dessus sur les revendications premières des miliciens.

Dotées d'un armement rudimentaire, ces forces d'auto-défense populaire paraissent incapables d'élaborer une véritable

³²² C. Coquery-Vidrovitch, op.cit. Pp.259-260.

stratégie de conquête susceptible de garantir leur cohésion et leur longévité. Ce faisant, et bien que le phénomène milicien ait su tirer parti des rivalités communautaires dues aux conflits fonciers, à propos du droit de pâturage, spécifiquement au sud de Lubero, et de leur exclusivité sur le territoire communautaire, les retournements d'alliance et leur incessante fragmentation révèlent la fragilité de l'embrigadement milicien chez les populations de cette contrée.

4.1.3. Traits caractéristiques de leur mutation

L'élément commun aux milices armées actives en Beni-Lubero est la carence à leur sommet du leadership pouvant leur inspirer des directives générales et veiller à la discipline dans leurs rangs. Ce manque de cerveaux pensants justifie la recrudescence de la violence et de fissures permanentes en leur sein. Leur trajectoire est émaillée des rivalités personnelles sur lesquelles se greffent des antagonismes des divers ordres. Les concurrences entre dirigeants les poussent à s'entredéchirer et à se fractionner. C'est ainsi que nombreux détachements ou comités de base acquièrent soudainement leur indépendance totale vis-à-vis du comité central³²³. Ces nouveaux centres d'autorités a-étatiques, comme l'écrivent K. Vlassenroot et T. Raeymaekers³²⁴, ont une certaine marge de manœuvre pour remplir des nouvelles compétences, les opportunités offertes engendrant un nouvel ordre social, une privatisation de la violence et une prolifération des seigneurs de guerre.

La transformation de ces milices est également fonction du primat de l'affairisme schizophrène sur l'objectif de départ qui avait suscité l'engouement populaire à leur entreprise. La mise en distance de l'élite intellectuelle à même de penser la meilleure organisation et de présider à la destinée de ces mouvements armés est un élément pas de moindre impact dans leurs mutations au gré de vagues. En fait, on y déplore la carence de la crème intellectuelle, élément primordial pour l'organisation, la longévité, l'idéologisation et la réorientation de ces milices armées. Achille Mbembe affirme, à ce propos, que tout mouvement hors-la-loi doit commencer par consolider son

³²³ Achille Mbembe le démontre si bien en épinglant les faiblesses du maquis camerounais des années coloniales, *op.cit.* p.332.

³²⁴ K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, *op.cit.* p. 54.

organisation avant d'entreprendre une lutte ouverte³²⁵. Cet atout majeur fait défaut dans les maquis armés actifs au Nord-Kivu.

Ces facteurs expliquent également l'échec de certains chefs maquisards à étendre leur leadership au-delà des zones inaccessibles du Ruwenzori ou des vallées et forêts environnantes. Certains maquis se retrouvent sans commandant, d'autres n'ont que des chefs intérimaires ou simples figurants, les titulaires qui en sont parfois les initiateurs jouissant, soit du confort et du butin de guerre loin des fronts, soit se mettant à l'abri d'éventuels attentats, loin au-delà des maquis au point de ne plus y mettre pieds. L'incertitude, la guerre de leadership et le manque d'unité de commandant sont pour beaucoup dans la fragilisation des milices armées. Ce manque de socle les désagrège hâtivement que chaque faction verse dans le banditisme violent et meurtrier.

C'est une des conséquences directes de la surmilitarisation de la société dont l'élément déclencheur est la commercialisation illicite d'armes légères et leur circulation incontrôlée. Alain Tirefort³²⁶ en déduit que pareils facteurs déclenchent un environnement extrêmement dangereux pour la stabilité de la région. Ils favorisent la prolifération de groupements militaires ou paramilitaires privés, sous le terme générique de milices, actuellement, principaux acteurs de conflits armés en Afrique des grands-lacs. Il va de soi que la création et la multiplication de ces entrepreneurs privés de la violence sont dangereuses pour la paix, car ces jacqueries surarmées et qui ne jurent que par leur chef n'entendent qu'un ordre pour se « *mettre au travail* ». Leur seule existence est la preuve du délitement de l'Etat et de la marche inévitable vers un affrontement violent et une instabilité continue de la région.

En un mot, la quête de plus d'autonomie, les visées déstabilisatrices des autres milices, l'absence de codes ou des règles uniformisées, le faible niveau d'instruction de la plupart des chefs miliciens, l'absence de toute idéologie rationalisée et d'un projet de société cohérent, l'indiscipline et le désordre, la récupération et la manipulation politiciennes transforment toutes ces milices en une nébuleuse qui insécurise toute la province. Leurs dérapages, les exactions à l'endroit de la population civile, leurs segmentations

³²⁵ A. Mbembe, *op.cit.* p. 334.

³²⁶ A. Tirefort, *op.cit.* pp. 181-182.

excessives, les ont discréditées auprès de leurs supporters locaux et ont donné une autre teinture à leurs relations.

4.2. Liens entre milices et populations locales

D'entrée de jeu, notons que le climat d'insécurité et de frustration longtemps entretenu dans cette contrée frontalière avec l'Ouganda y favorise la fraude, les trafics de tous ordres, le braconnage, la pêche frauduleuse, les braquages des conteneurs des produits manufacturés, les pillages des richesses de la région, les contrebandes transfrontalières, etc. Ces manigances frauduleuses s'amplifient grâce au développement des réseaux militaro-commerciaux transfrontaliers. Par l'entremise des milices locales qui demeurent leurs points de chute dans la région, ces réseaux sont impliqués dans les violences subies par les populations civiles locales.

Par ailleurs, le sérieux dont fait montre chaque milice conditionne ses relations avec les populations civiles qui se localisent dans son rayon d'action. Ces liens engendrent parfois sympathie, parfois frustrations. Dans certains milieux, les dynamiques guerrières telles que traduites dans la vie quotidienne à la base sont synonyme d'insécurité, de tracasseries et de frustration permanente.

4.2.1. Impact des dynamiques guerrières au niveau local

En ce point, nous étudions uniquement la manière dont les dynamiques dans les conflits armés se sont traduites en Beni-Lubero avant et durant le régime de Mobutu, les plus récentes devant être traitées dans les deux derniers chapitres de cette étude.

De toute l'analyse axée sur les agissements des entrepreneurs politico-militaires au Grand-Nord, dans l'intervalle susmentionné, il ressort que, de temps en autre, la population locale a joué un grand rôle dans la pérennisation de l'insécurité dans la région en fournissant ressources humaines et financières aux miliciens. Elle a été à la fois actrice et victime de leurs entreprises. Certes que la collaboration est dictée par l'impérieux besoin de leur survie respective. Les entrepreneurs de guerre ont, de temps à autre, régulé la vie sociale et les activités commerciales dans les entités qu'ils contrôlaient. Ils ont perçu des taxes dans des marchés locaux et sur des sites miniers, ils ont érigé des barrières sur des axes routiers sous leur contrôle.

Ils ont rendu justice, une justice qualifiée d'expéditive car assorties d'amendes les unes plus arbitraires que d'autres et dont la peine de mort était de mise. Selon les exigences du moment, les populations locales se sont identifiées en certaines revendications des combattants qu'elles leur ont fourni les moyens de leurs actions.

Aucun doute que toute la force des milices provienne des populations paysannes. Celles-ci, écrit Heike Behrend, « *dans la mesure où elles disposent encore de terres, constituent la base logistique indispensable de toutes les formes d'insurrection. C'est d'elles que proviennent leurs ressources alimentaires. Même dépourvues de terre, c'est en leur sein que se recrutent les armées comme les mouvements de résistance* »³²⁷.

Pendant, à l'absence de toute garantie de protection collective de la part de la milice, la population peut opter composer avec l'envahisseur sans coup férir quitte à le combattre de l'intérieur. En cas des bévues de sa part, la même population ne tarde pas de le désapprouver. Elle se lance dès lors dans l'organisation d'une série d'actions non-violentes en signe de dénonciation de maux dont elle est victime. Il s'agit des manœuvres locales multi-facettes ayant pour finalité première d'insécuriser moralement les forces d'occupation en vue de les faire déguerpir du milieu sans beaucoup de casses.

De fois, les désaveux locaux de forces miliciennes enveniment les tensions. A maintes reprises, ces tensions ont jailli dans la confrontation meurtrière entre miliciens et civils. Dans certaines localités, par exemple, les civils se sont appris aux miliciens qui excellent dans le banditisme et les tracasseries. Ils les ont lapidés ou les ont brûlés vifs. En représailles, leurs compagnons d'armes incendient des villages entiers, tuent, violent et pillent tout à leur passage. Ces actes de terreur poussent les populations à des déplacements incessants et les milices à émigrer du milieu.

En outre, il est fréquent que la population civile soit dépossédée de ses moyens de production agricole et animale, de tout son avoir. Son pouvoir d'achat s'amointrit davantage à moins qu'elle ne se tourne vers un approvisionnement extérieur ou qu'elle saisisse la balle au bord en prenant part active dans la guerre aux côtés du maître du terrain, morale de la situation oblige. La privation de gains économiques et sociaux que procure l'exploitation de la terre fragilise

³²⁷ H. Behrend, *La guerre des esprits en Ouganda 1985-1996. Le mouvement du Saint-Esprit d'Alice Lakwena*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 11.

les couches paysannes. Les conditions de vie très déplorables leur imposées de fait par les forces d'occupation les prédisposent aux manipulations politiques. Dans cette logique, elles sont constamment accusées de complicité de part et d'autre. Elles deviennent la cible privilégiée des attaques armées dirigées contre l'une ou l'autre force en présence.

La population civile est ainsi dans une situation inconfortable du paradoxe du « *collabo et du guillotineur* ». Elle est prise en étau entre deux feux rivaux, coincée entre le marteau et l'enclume. Les paysans voisins des quartiers généraux des milices en ont ainsi payé le lourd tribut. Il en est de même des populations urbaines, toutes les fois que les forces rebelles et alliés étaient attaquées par les *mayi-mayi* dans leurs camps situés en pleine ville. Toute population civile en zone militaire opérationnelle devient ainsi la cible première des actions armées.

Nombreuses recherches attestent ce dilemme. Etudiant les relations entre forces occupantes et populations civiles dans les conflits armés au Liberia, Ellis observe que ce phénomène « *a produit une mosaïque de zones miliciennes de contrôle, où les civils ont un certain degré de protection mais doivent payer une taxe en nature au seigneur local, où les frontières zonales changent constamment et où les civils peuvent être pillés de tous côtés. L'objectif est le contrôle de la population et l'acquisition des richesses plutôt que le contrôle d'un territoire d'une manière militaire conventionnelle* »³²⁸.

Dans le même sens, Hélène Morvan estime que l'installation des groupes armés sur des vastes étendues oblige les factions miliciennes et les populations civiles à cohabiter en vue de préserver la stabilité nécessaire à leur survie réciproque. Elle se rend, néanmoins, compte que la forme et l'intensité de leur collaboration varient considérablement d'un territoire à un autre. Elles sont fonction de « *l'organisation et la discipline existant au sein du groupe armé, la nature et la force des liens qui unissent combattants et civils, la perception des groupes ennemis par les civils, les relations économiques entre combattants et civils, la capacité des combattants à assurer la sécurité des civils et enfin la dépendance des autorités miliciennes dans le recrutement local des combattants* »³²⁹.

³²⁸ S. Ellis tel que cité par K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, *op.cit.* p.55.

³²⁹ H. Morvan, *op.cit.*p.16.

Ce dilemme est difficile à briser surtout que lors de sa création, la guérilla cherche à vivre de la production paysanne sans compromettre le ravitaillement de la population. Il semble acquis, dans le chef des seigneurs de guerre que les paysans disposent toujours d'un surplus dont peuvent sans cesse bénéficier des troupes vivant parmi eux. Par contre, il est évident qu'étant occupées à des tâches multiples et, souvent à des déplacements permanents, ces troupes ne peuvent produire elles-mêmes leur nourriture, sauf dans les conditions particulières, ni de gonfler d'elles-mêmes leurs rangs sans recourir à la jeunesse paysanne.

Ainsi, note Che Guevara, « *l'effectif des miliciens est-il limité par la productivité agraire des paysans et le taux de natalité à la campagne* »³³⁰. Pourtant, celle-ci connaît conjoncturellement des pénuries aggravées par les dégâts commis délibérément en son endroit par les troupes armées rivales.

Paradoxalement, au fur et à mesure que les effectifs de la guérilla augmentent ou qu'elle soit en quête de nouvelles unités, « *il arrive un point où la pression exercée sur la production agricole vivrière paysanne devient trop forte. La non-satisfaction locale d'une pareille doléance rebelle due aux difficultés d'approvisionnement ou à la carence de la main-d'œuvre et de la baisse de natalité est vite mise au compte de la mauvaise volonté des paysans. Les rapports se durcissent entre eux et la guérilla. Celle-ci cherche à imposer des prestations. Les rapports volontaires qui ont pu exister au début de l'insurrection deviennent coercitifs. La nature des relations entre guérillas et paysans prend une tournure autoritaire : les combattants imposent des prestations en nature, en travail, la mobilisation des jeunes garçons, la donation des jeunes filles pour épouses, etc.* »³³¹.

C'est dans cet esprit que Mao Dsedong affirme que « *l'armée du peuple vit dans le milieu paysan comme un poisson dans l'eau, par conséquent, la politique de la terre brûlée est le moyen le plus efficace de priver les insurgés de leur base humaine et matérielle* »³³². Toutes ces pratiques guerrières ont été d'application par les diverses forces en présence dans les conflits armés tels que vécus ces deux dernières décennies au Nord-Kivu.

³³⁰ Che Guevara cité par H. Behrend, *op.cit.* p.17.

³³¹ Ibidem, pp.18-19.

³³² Mao Dsedong, cité par H. Behrend, *op. cit.* p. 11.

A titre illustratif, la population de Beni-Lubrero subit au quotidien ces pratiques, pratiquement depuis l'année 1986 lors du déclenchement de l'opération Ruwenzori qui mettait en scène les FAZ alliées de la NALU et les Kasindiens, protégés locaux de Kampala. En fait, l'état de siège y étant décrété et la contrée de Beni-Lubero déclarée zone opérationnelle par Kinshasa, le régime Mobutu y déclenche, en 1986, les FAZ sans aucune ration conséquente. Non seulement, ces troupes rançonnaient, violaient les femmes et massacraient les populations locales, mais aussi, elles incendiaient les champs et les villages entiers. Durant plus de sept ans de « guerre », ces extorsions étaient devenues le lot quotidien des paysans aux pieds du Ruwenzori mais aucun milicien n'était tué. Aucun militaire des FAZ n'était blessé. Cette « promenade disciplinaire » comme aimaient le clamer localement ses instigateurs est un prototype d'un affairisme militaire zaïrois. Ceux-ci se déguisaient de fois en rebelles, en coupeurs de route, parfois en gardiens des parcs pour mieux se livrer aux pillages, aux trafics illicites des produits du braconnage et autres ressources précieuses de la région.

Lorsqu'en 1987, la presse belge dénonce toutes ces exactions en donnant force détails, en l'occurrence les noms d'une cinquantaine de villages incendiés ainsi que de milliers de victimes, parmi lesquelles des gens abattus à bout portant, des commerçants jetés vifs, du haut du pont Semliki, aux hippopotames prétextant qu'ils sont de mèche avec les rebelles alors que la raison en est qu'ils ne dévoilaient pas les cachettes de leur fortune, les filles mineures et des mères de famille violées en présence de leurs parents ou maris, Mobutu caserna momentanément ses fameuses unités de « *bérets verts* ».

Peu de temps après, ils se déguisent en gardes forestiers en voilant leur tenue « *léopard* » en uniforme des « *gardes zaïrois du parc* » de Virunga. Une façon de continuer, en toute quiétude, leurs exactions à l'encontre aussi bien des êtres humains que de la faune et flore. Ils sont en majorité devenus des commerçants. Le café, l'or et d'autres denrées extorquées sont écoulés frauduleusement sur les marchés ougandais. Le parc de Virunga est vidé de ce qui faisait encore la fierté de la faune et flore zaïroises. La viande de ses animaux rares, les défenses d'éléphants, les cornes de rhinocéros, les

peaux de léopards, les captures et ventes de guenons, etc., y ont constitué une dynamique commerciale très prospère³³³.

4.2.2. Le quotidien local sous les dernières guerres

Depuis octobre 1996, les mêmes populations sont confrontées aux exigences des maquis armés locaux et étrangers, des forces rebelles et alliés. Elles sont vouées aux déplacements incessants et paupérisées davantage par l'insécurité y entretenue. Mouvements armés et réseaux mafieux s'interconnectent également dans leurs entreprises de désarticulation de l'économie locale. On a vu les rebelles injectés sur le marché local une « *vraie fausse monnaie* » pour s'approvisionner en produits manufacturiers auprès des petits commerçants et agricoles auprès des paysans cultivateurs qui, avec ces faux dollars américains ou francs congolais, n'ont aucune possibilité de se procurer quoique ce soit sous peine d'être accusés des contrefacteurs par les mêmes services rebelles, jetés en prison et contraints à se dépouiller de tous leurs avoirs en échange de leur liberté.

Le cas de K.N., commerçant ambulant au marché central de Butembo, une des victimes de ce magouille en témoigne largement : « *...ayant découvert que le billet de 100\$ us me tendit par le militaire du FLC était une fausse monnaie, je fus non seulement accusé de contrefacteur, passé à tabac mais aussi contraint de lui livrer la marchandise (poste de radio équivalant à 22\$ us) et lui restituer la somme restante (78\$, us). N'eût-été l'intervention de mes amis du marché, il m'aurait traîné en prison et là, le pire m'attendait. En plus il m'administra une arbitraire amende de 100\$, us à payer sur le champ. D'un coup, j'avais perdu 200\$ américains sans comptabiliser les frais des médicaments que j'avais achetés pour vite faire face aux douleurs atroces dues aux flagellations m'administrées par ce bourreau* »³³⁴. Ces pratiques et autant d'autres mécanismes d'extorsions de la population ont été très courants aussi bien sous Mobutu que lors des récentes rébellions armées et dans les campagnes sous contrôle des milices armées.

³³³ Concernant toutes ces exactions des FAZ au Grand-Nord, lire : Conflits politico-ethniques au Zaïre. Livre blanc sur la situation des droits de l'homme dans la province du Shaba (Katanga) et du Nord-Kivu. Gouvernement de transition au Zaïre, Ministère de la communication et presse, 1993, pp.35-39.

³³⁴ De mon entretien avec K. N., au marché central de Butembo, le 08 avril 2007.

Par ailleurs, les seigneurs de guerres actifs dans ce rayon ont cherché à compenser, de façon anticipative, la probable abdication des alliés extérieurs par les partenaires économiques et financiers locaux. Ils virent de cette façon de leurs aspirations premières aux ambitions purement commerciales. Leur position d'acteurs militaires les stimule, par conséquent, à privilégier dans cette sphère d'affaires les activités illégales et criminelles, donc en marge de toute norme économique nationale et internationale. C'est dans ce sens que les flux commerciaux transfrontaliers, très intenses au voisinage des zones en tensions ont pris une teinture nettement mercantile et mafieuse, pratiquement, au sein de tous les groupes armés de la région.

Toutes ces activités criminelles ont des points d'accointances en Ouganda comme au Rwanda et certainement, à en croire les rapports d'experts onusiens et d'autres organismes indépendants, dans la haute sphère des multinationales. Les transactions sont facilitées par la présence et l'implication des éléments des armées et polices régulières des pays voisins qui, dans ce genre d'opérations, misent sur les forces armées locales. Il faut dire qu'au niveau local, ces pratiques ont lieu sur des marchés parallèles. Il en serait de même dans les pays parrains qui useraient de leurs divers réseaux internationaux pour connecter leurs protégés congolais au marché mondial souterrain.

Encore que sur ce terrain, les chefs de guerres se voilent derrière leurs lieutenants pour qu'en cas des poursuites nationales ou de condamnation internationale, ceux-ci leur servent des boucliers. Ainsi, bon nombre de contrats miniers, forestiers ou autres signés sous la rébellion et beaucoup d'autres transactions financières ne portent pas l'empreinte propre du chef de fil. Cette fuite de responsabilité limite leur marge de manœuvre et leur leadership sur leurs troupes. Ce comportement nourrit la culture de la corruption au sein des troupes et garantit l'impunité aux bons élèves.

Cette anarchie favorise la quête effrénée de l'exploitation des richesses naturelles et le contrôle de toutes les sources financières locales. On localise ainsi les zones de tensions autour des sites miniers et dans les grandes agglomérations et villes pourvoyeuses des caisses publiques et poumons économiques de la sous-région. L'on y assiste aussi à une prédation directe pratiquée par les bandes armées sur la population paysanne. Elles s'accaparent de force de ses biens et propriétés foncières, vident les fermes de leur cheptel, contraignent la population à des tributs et à des taxes de tout genre.

Cette jacquerie armée ponctionne le circuit financier local. Elle rackette la population civile. Elle se déguise en coupeurs de route, dévalise et pille les passagers sur tous les axes routiers. Elle se substitue en juges et administre arbitrairement des amendes pécuniaires ou en nature. A la période des récoltes, les milices s'approprient les champs des paysans en interdisant tout accès à leurs propriétaires. Elles prélèvent des taxes sur tous les produits locaux et manufacturés qui alimentent les échanges commerciaux dans les marchés sous leur contrôle. Les chefs coutumiers et les notables sont contraints à leur fournir, à tour de rôle, des redevances sous forme de denrées alimentaires, animale et pécuniaire. Dans certaines zones, les populations sont soumises à des travaux forcés en vue de garantir la survie à ces milices. Autant de pratiques susceptibles de mettre en péril l'équilibre et même la survie des économies locales et de freiner l'élan de développement observé dans ce milieu.

Ces faits sont démonstratifs de multiples exactions subies par les populations civiles de la part des forces occupantes, toute tendance confondue. Le constat en est que, à l'instar d'Yvon Le Bot³³⁵, loin de protéger les communautés locales, les dynamiques guerrières ont, bien au contraire, contribué à accroître la violence en insécurisant davantage les campagnes. Elles ont ainsi plongé la population civile dans un cycle infernal des guerres et rendu les conflits encore plus inextricables jusqu'au point de perdre l'appui et le crédit dont elles bénéficiaient à la base.

Crise de leadership, manque d'autonomie, perte d'appui local, quête des richesses, etc., autant de facteurs explicatifs des avatars miliciens qui ont émaillé le parcours des mouvements armés qui écument le Nord-Kivu, surtout en Beni-Lubero. Ce déplacement de but et les exactions auxquelles ils se livrent ne sont pas de nature à sécuriser la région moins encore de garantir leur cohésion interne. Ces méli-mélos sont à la base d'intempestives rivalités internes qui les teintent et les fractionnent.

³³⁵ Y. Le Bot, « Conflits armés, décompositions et recompositions identitaires en Amérique Latine », in *Guerres et Sociétés. Etat et violence après la guerre froide*, CERI, Paris, Karthala, 2003, p.270.

4.2.3. Typologie des milices mayi-mayi en Beni-Lubero

Il s'agit de déceler, à ce niveau, les dynamiques mayi-mayi bien que complexes articulées aux enjeux d'alliances qui ont émaillé leurs trajectoires en Beni-Lubero. Cette analyse permet d'aller au-delà des simples slogans mobilisateurs pour saisir les causes cachées de leur processus de transformation. Elle suscite un questionnement sur la façon dont la quête acharnée des ressources financières et l'instrumentalisation politicienne affectent la nature et la forme d'un groupe armé. Il n'est pas question de vouloir savoir si ces milices font la guerre pour piller ou si elles pillent pour faire la guerre surtout que ces luttes ne sont pas à interpréter sous cet unique angle.

Il convient de traiter également de la manière dont sont perçues ces milices armées dans leurs milieux ambiants. Il s'agit de donner leur cliché dans leur environnement endogène. Les populations partageant l'espace vital avec ces milices se font certes une certaine image d'elles. Sont ainsi mises en exergue leur capacité régulatrice, responsive, distributive et extractive, encore que ces aptitudes varient d'une milice à une autre.

Il est nécessaire de rappeler que la prétention première de ces forces locales était de défendre la terre de leurs aïeux contre l'évasion extérieure et donc de lutter pour la sauvegarde de l'unité nationale et le respect de l'intégrité territoriale congolaise. Ces milices ambitionnaient mener une guerre propre et de légitime défense contre les envahisseurs et leurs complices locaux. Cette prise de position correspond à celle décrite par A. Mazrui³³⁶, à propos des premières expressions des résistances de fin du dix-neuvième siècle et le long du vingtième, en vue d'empêcher l'incorporation du système sociétal local dans les structures globales étrangères. Cette option ne pouvait que susciter l'appropriation et l'ovation locales de leur lutte.

La forte mobilisation dont bénéficie la milice mayi-mayi surtout au sein de la catégorie sociale en marge de la modernité rejoint l'analyse de K. Vlassenroot³³⁷ selon laquelle les mayi-mayi représentent le vaste groupe des paysans et des jeunes vivant dans les conditions les plus vulnérables du système global. Ces stigmatisés

³³⁶ A. Mazrui, *Cultural forces in world politics*, London, James Currey, 1990, p. 238.

³³⁷ K. Vlassenroot, Violence et constitution des milices dans l'Est du Congo : le cas de mayi-mayi, In *Afrique des Grands Lacs, Annuaire*, L'Harmattan, Paris, 2002, pp. 124-125.

sociaux ne participent pas à l'ordre ancien mais en même temps se voient exclus du monde moderne. Cette catégorie sociale, poursuit ce chercheur, estime avoir été trahie par son propre gouvernement, abandonnée par l'assistance internationale et oubliée du monde.

La lutte que ces cadets sociaux s'assignent n'est rien d'autre qu'une quête d'affranchissement de leur marginalisation socio-économique. Le choix du maquis est une voie de leur survie et une stratégie d'autodéfense contre un ordre politique et social au comportement envahisseur. Il n'est pas à exclure le fait que, pour un grand nombre d'acteurs, la conflictualité armée génère des économies de guerre qui leur sont avantageuses et profitables au point qu'ils ont tout intérêt à ce que les tensions et l'antagonisme perdurent tandis que la majorité de la population s'enfoncent dans un cycle d'appauvrissement et de perte d'accès à un certain nombre de biens sociaux³³⁸.

Les mayi-mayi ont joué un rôle crucial dans le développement de réseaux sociaux militarisés de façon informelle. Intégrer une milice armée est alors apparu, aux yeux de certains jeunes, comme une stratégie d'échapper à la marginalisation dont ils font l'objet. En fait, l'intégration dans une force armée leur permet l'accès facile aux moyens pourvoyeurs de l'honorabilité, de respectabilité sociale et donc de prestige social que le maniement de l'arme leur octroie.

Il faut rappeler que le prestige et l'engouement massif d'adhésion dont le mouvement mayi-mayi jouit, en ses premières heures, sont dus au penchant de l'élite locale de concert avec les autorités coutumières en leur faveur. Leur attitude a servi de ballon d'oxygène dans la mobilisation, le recrutement, l'encadrement et d'autres types d'assistance à ces combattants. Les atrocités commises à l'endroit des populations civiles locales par les forces régulières des FAZ et les humiliations subies de l'APR (flagellations publiques et crachats) alliée à l'AFDL font des mayi-mayi, le symbole d'une « *armée du peuple* », la seule qui s'assigne la charge de défendre ses intérêts. En réalité les officiers de FAZ et même ceux de FAC, ont créé en Beni-Lubero un climat d'insécurité prestant pour le compte de ceux qui, localement étaient identifiés, dans le premier temps comme oppresseurs, et forces d'agressions, dans le second temps.

³³⁸ J. M. Châtaignier et H. Magro (Sd.), *Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007, p.10.

Aucun doute, les FAZ étaient activement impliquées dans l'orchestration de divers épisodes de violence au Ruwenzori et dans le rayon de Kanyabayonga, la finalité première étant de tirer profit du désordre pour leurs affaires égoïstes. La situation de conflictualité leur offrait un gain financier non seulement en terme de butin de pillage mais aussi comme coût à payer par les plus offrants en contrepartie de la protection qu'elles leur garantissaient.

Tous ces faits auxquels, il faut ajouter les représailles successives des forces rebelles et alliées aux raids de mayi-mayi dans les villes et les campagnes mais dont les populations civiles en étaient victimes, ont contribué à légitimer l'action de mayi-mayi. Emmanuel Lubala³³⁹ écrit à ce sujet que même les bandits sociaux se trouvent acceptés par la société comme faisant partie de son dispositif de défense collective, et la violence qu'ils exercent pour combattre l'ennemi extérieur devient légitime. De la sorte, l'implantation des maquis de ces groupes marginaux se fait avec le consentement implicite et parfois actif de la majorité de la population rurale.

Cette légitimité populaire paraît être l'unique capital dont jouissaient ces combattants. Par l'identification populaire à leur lutte, les mouvements de résistance deviennent les cadres de légitimation des actions et des acteurs politiques. Par leur truchement, des individus et les formations politiques cherchèrent alors à s'imposer à la population en tant que porteurs des aspirations nouvelles. Ces mêmes forces locales ont fait l'objet des convoitises par les forces armées rebelles et alliés mais c'est surtout l'accointance avec les stratégies de Kinshasa qui en a, majoritairement, fait des alliés du camp gouvernemental. Situation qui s'apparente à celle vécue au nord-est de l'Ouganda où une population pastorale, les Karamojong, ont été armés contre les populations locales voisines avec la complicité de certains membres du gouvernement de Kampala. Il en est de même de la milice progouvernementale de Janjawids très active au Darfour en complicité avec le régime de Khartoum.

En effet, loin du prisme simpliste d'une guerre interethnique, la guerre actuelle du Darfour, affirme Pierre-Paul Dika³⁴⁰, a ses racines dans la quête d'une redistribution équitable des retombées des

³³⁹ E. Lubala Mugisho, « L'émergence d'un phénomène résistant au Sud-Kivu (1996-2000) », in *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000, p.225.

³⁴⁰ P.P. Dika, La crise du Darfour ou la faillite de l'Etat postcolonial soudanais, p.10;13 tiré sur le site <http://www.institutirp.org>

richesses du pays et donc de la prospérité économique. Cette crise peut également s'analyser comme l'onde de choc du processus de paix entre Khartoum et le SPLA surtout qu'elle met en exergue les interconnexions politiques et économiques³⁴¹, une divergence d'intérêts pas toujours identifiables, la tentative de restauration de l'Etat central, la crédibilité du pays sur le plan international, et le problème épineux des droits humains. Le caractère atypique de cette guerre a fait réapparaître le propre d'une sale guerre, puisque ce sont surtout les populations civiles qui sont la cible des milices Janjawids.

Il est légitime, à cet égard, de se demander si les gangs armés qui, dans les zones en tensions, servent de sous-traitance aux actions du gouvernement peuvent avoir statut des milices. Certes que leur encadrement par l'armée gouvernementale tient à la conjonction d'intérêts ponctuels.

Revenant à la situation sur terrain à l'Est de la RDC, rappelons, à l'instar de Koen Vlassenroot³⁴², les diverses impulsions qui y ont conduit à la constitution des milices locales. Quoique de résistance à l'occupation étrangère soit le dénominateur commun de la plupart de ces groupes armés, en réalité, il est difficile de distinguer, d'une part, les leaders patriotiques de milices et, d'autre part, les seigneurs locaux de la guerre. Naturellement, l'aspect dynamique de la constitution d'une milice locale est pour beaucoup dans l'explication de cette confusion. Cependant, les différents enracinements sociaux de ces milices offrent une explication plus valable de la forte dissemblance que présentent leurs objectifs et leurs motivations, aussi bien que la nature changeante de ceux-ci.

Paradoxalement, les mayi-mayi sont une force d'allégeance incertaine qui, alliés à des individus en quête de pouvoir, constituent un instrument flexible et efficace de déstabilisation et demeure difficilement compréhensible. En réalité, l'organisation politique des milices mayi-mayi en Beni-Lubero semble être décentralisée. Les commandants jouissent d'une large autonomie organisationnelle et financière sur tout leur rayon d'action. Seules les pratiques magico-

³⁴¹ Une corrélation est à faire ici entre l'irruption du mouvement janjawid, la pourriture de la situation au Darfour et le protocole de Machakos au Kenya signé le 20 juillet 2002 entre le gouvernement de Khartoum et le M/APLS (Mouvement/Armée de Libération du Soudan). L'esprit de Machokos posait les bases du nouveau régionalisme soudanais respectueux des aspirations des populations, en particulier celles de bénéficier et de partager les richesses du pays.

³⁴² K. Vlassenroot, *op.cit.* pp. 137-139.

religieuses y demeurent transversales, encore qu'à ce stade, chaque féticheur a ses « *dawa* » ou gris-gris qui ne sont pas nécessairement identiques chez ses voisins miliciens. Cependant, cette large autonomie a son revers. C'est notamment la perte de contrôle sur les troupes et la recrudescence d'insécurité dans le milieu.

Toujours dans le cadre des revendications mayi-mayi, en tant que force locale d'autodéfense, il y a lieu de faire observer que l'idée de l'auto-prise en charge prônée par la société civile locale, acteur ayant investi le champ socioéconomique en vue de répondre aux doléances de la base dans ce chaos étatique, a servi de greffe aux forces mayi-mayi. La coïncidence de ses prises de positions, reflétant les aspirations de la base, avec les revendications des mayi-mayi a fait qu'elle soit indexée d'être de mèche avec ces dernières. Certains leaders d'opinion ont ainsi été persécutés par les chefs rebelles et alliés selon le principe de « *qui n'est pas avec nous est contre nous* »³⁴³. Ce diktat a mené les chefs coutumiers de la région soit à s'exiler, soit à faire profil bas.

Plus proche de la base, la société civile s'est présentée en défenseur légitime des populations meurtries. Elle a pris d'énormes initiatives en vue de suppléer à la faillite de l'Etat. Les acteurs sociaux à la base prônaient, tout en dénonçant le lourd complot des armées d'agression, des solutions alternatives en vue de sauvegarder un certain élan local en vue de l'épanouissement multisectoriel de la population malgré le contexte de la guerre. L'on a vu naître des projets plus ambitieux d'électrification et d'aéroport international pour le désenclavement local, la promotion de l'industrialisation et du commerce dans le milieu. La rationalité économique, dans ce contexte d'incertitudes politiques, a stimulé les commerçants et autres élites locales à investir dans le foncier et l'immobilier. On y assiste à la construction des villas et à l'acquisition des propriétés foncières. Il faut noter que, dans la culture locale, avoir sa propre maison est une preuve d'attachement au terroir, une fierté identitaire et un prestige social. Il en découle logiquement le besoin de protéger ce patrimoine.

Tous ces faits ont concouru, avons-nous ci-haut épinglé, au soutien massif local à la dynamique mayi-mayi puisque perçus comme une force de défense et protection des intérêts

³⁴³ Ce principe a beaucoup dicté les traques des leaders d'opinion à la base par les rebelles surtout du RCD-K/ML jusqu'aux tortures de l'honorable Lumbulumbu dont il succombera peu de jours après sa libération.

communautaires locaux. Ces combattants servent de boucliers aux cours royales et à d'autres notabilités locales menacées de persécution par les forces d'occupation. Ils sont perçus comme défenseurs des terres communautaires et armée de lance contre l'agression. Mais, à la mort de Kaganga, la milice mayi-mayi, en proie aux divisions intestines, se désagrège, se fractionne, vire en contrebandes criminelles, tourne son épée contre ses parrains et soutiens locaux. Les factions mayi-mayi se livrent aux actes de vandalisme, pillent les fermes, saccagent les dépôts des articles manufacturés, violent les femmes, incendient les villages, etc.

Mais pourquoi ces miliciens se sont-ils appris aux couches sociales dont la défense était au centre de leurs luttes ? Epingleant les atrocités commises par le Front Uni révolutionnaire du Sierre Leone (RUF/SL) à l'endroit d'un peuple auquel il s'identifiait et, paradoxalement, au nom de la cohérence politique et sociale, la thèse de Paul Richards (1998) converge avec celle de F. Van Acker et Koen Vlassenroot pour qui, il faut appréhender les origines de la résurgence actuelle des milices armées à l'est du Congo-Kinshasa sous le prisme d'exclusion sociale dont ils faisaient l'objet.

En fait, à l'issue de ses analyses, R. Richards finit par admettre que le RUF/SL s'était métamorphosé en « *secte laïque* » dont les tendances sectaires découlent d'un sentiment d'exclusion sociale et de grandes frustrations en matière d'éducation. Dans le même ordre d'idée, dans son étude du mouvement Nsilulu et la crise politique au Congo-Brazzaville, Etanislav Ngodi³⁴⁴ rend compte de la spécificité de la guerre qui, au niveau de la région du Pool, avait fait du corps de la femme le terrain privilégié des affrontements symboliques, la métaphore du champ de bataille où, à défaut d'ennemis, il faut détruire ce qui rappelle sa présence. Il constate que, non seulement, la construction des sanctuaires armés expose les civils aux atrocités, mais aussi ouvre, le plus souvent, les sociétés aux économies criminelles avec des bandits politiques qui font régner de l'ordre et du désordre.

Au demeurant, la crise a conduit vers la structuration d'un ordre sociopolitique interne inédit, permettant parfois aux miliciens de contrôler partiellement ou totalement les circuits économiques. Cette crise se déroule dans un contexte d'accroissement de la pauvreté où

³⁴⁴ E. Ngodi, op.cit. p.20.

l'intensification des confrontations armées a contribué grandement à la dégradation des conditions de vie des populations.

L'implosion étatique congolaise ayant fait jonction directe entre les zones locales de tensions et les dynamiques régionales par le biais des réseaux criminels, la cible principale des *mayi-mayi* a aisément glissé d'une logique de résistance vers le contrôle et l'exploitation des sites miniers. Ceci explique mieux l'intensité d'hostilités dans les ceintures des affaires. De cette manière, les affrontements armés sur l'axe Butembo-Manguredjipa se révèlent être des « *guerres de coltan, les guerres des minerais* ». Il en est de même des attaques armées incessantes vécues dans le corridor aurifère et diamantifère Bunyatenge-Kasugho au sud de Lubero.

Le contrôle et l'exploitation des sites miniers deviennent donc l'enjeu majeur dans les déchirements armés vécus dans les territoires de Beni-Lubero. Les minerais nourrissent les animosités entre diverses factions armées. Celles-ci prolifèrent en véritables bandes criminelles, sans aucun leadership ayant l'unanimité au niveau local, en proie à des scissions, prêtes à des alliances en contre nature et scieuses de dotation financière.

Les chefs de ces bandes armées sont sans passé militant mûr. Cette lacune politique et leur impréparation militaire expliquent leurs péripéties et leurs tergiversations. Plus est, le parcours de chaque faction est teinté d'innombrables fissures. Chaque bande se dote d'architecture propre, revendique son autonomie par rapport aux factions rivales. Le goût du lucre et les guerres de leadership qui les scient les fragilisent davantage. Il n'est plus question des forces locales luttant contre l'occupation étrangère pour défendre le domaine ancestral ou le territoire national mais d'une multitude de factions armées enfiévrées du goût du lucre et du confort social.

En outre, ces milices ont investi la quasi-totalité des campagnes de la région. Les tensions internes qui les déchiraient et les rivalités qui les opposaient sans cesse aux troupes rebelles et alliés ont gravement entravé la libre circulation des populations et réduit considérablement leur accès aux biens primaires. Les guerres qu'elles s'y livrent ne font qu'insécuriser davantage la campagne en affamant, de plus, les paysans qui ne vivaient que des produits de champs.

Les accrochages entre *mayi-mayi* et forces d'occupation ont sensiblement augmenté entre 1998 et décembre 2001. Les activistes des droits humains y dénombrent, dans ce seul intervalle, une centaine

de combats dont la population civile est la principale victime³⁴⁵. Ces guerres fratricides se sont amplifiées la veille du dialogue inter-congolais. Certaines factions mayi-mayi ont été instrumentalisées par la rébellion du RCD-K/ML au détriment d'autres. L'on assiste aux massacres, à des multiples exactions en l'endroit des civils et aux déplacements massifs de rescapés voués à se chercher un abri en villes où les réseaux associatif et confessionnel avaient su, à l'issue de maintes concertations avec l'occupant, maintenir un semblant de sécurité³⁴⁶. Ce repli des paysans en villes engendre un phénomène nouveau des « *enfants de la rue* ».

Les conflits armés y sont caractérisés par une violence dont l'étrangeté remet en question les conceptions courantes du bon usage de la force à des fins politiques. Loin de sous-estimer la capacité criminelle d'autant de bandes armées sectionnées dans cette région, toute une mosaïque des milices avec, à leur tête, des petits chefs dont le contrôle ne va même pas au-delà d'un village ou d'une colline, nous tenons, à présent, d'en épinglez que quatre partant de leur semblant d'organisation et de l'emprise qu'elles ont sur l'avenir de la région. Le facteur de visibilité et d'ascendance de leur leader respectif milite également pour ce choix. L'appartenance dans le passé de leur chef à telle ou telle obédience guerrière, nous pousse à les regrouper en deux catégories. En fait, ceux de la nouvelle génération qui se reconnaissent de la lignée directe du docteur Kaganga et d'autres qui se réclament du reliquat lointain lumumbiste.

4.2.3.1. Les milices héritières du commandant Kaganga

Dans cette catégorie, nous avons les milices de Vita Kitambala et Lafontaine Sikuli. Ces deux leaders mayi-mayi sont opérationnels dans la partie sud du territoire de Lubero, tout au long de l'axe routier Butembo-Goma.

4. 2.3.1.1. La faction mayi-mayi de Vita Kitambala

³⁴⁵ Selon les rapports de la Commission Justice et Paix, Diocèse de Butembo-Beni, du 15 janvier 2002.

³⁴⁶ Le monde associatif et les confessions religieuses locales ont développés de cadres de concertations pour trouver certaines mesures alternatives aux tensions entre les forces armées de la région. La quête de légitimité dont toutes avaient besoin localement pour fonder leurs actions, les faisait parfois plier aux exigences de cette dynamique civile locale.

La localité de Kanyabayonga englobant des agglomérations semi-urbaines de Kanyabayonga, Miriki, Luofu, Kayna, Kirumba et Kaseghe, au sud de Lubero, constitue le rayon d'action de cette faction mayi-mayi dont le chef était un agriculteur converti aux activités de la pêche dans le lac Edouard. Il avait intégré le mouvement mayi-mayi, à l'époque Ngilima, lors des prises d'assaut de la station de la Rwindi sous le commandant Kaganga. A la mort de ce dernier, Vita Kitambala rejoint l'armée de l'AFDL au centre d'entraînement militaire de Matembe, en territoire de Rutshuru. Au terme de sa formation militaire, il intègre successivement le 101^{ème} bataillon basé à Rumangabo et le 104^{ème} bataillon opérationnel à Lubero³⁴⁷.

A l'avènement du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), il incorpore les troupes de cette rébellion et alliés jusqu'à Bunia, d'où il s'échappera pour constituer le maquis mayi-mayi dans le rayon de Kayna, ancien bastion du Docteur Kaganga. S'étant alors targué du grade de « *général* », il réorganise les combattants mayi-mayi dispersés dans toute la partie sud du territoire. Sa milice dite « *Forces Armées Congolaises* », FAC en sigle, fera obstacle à l'emprise sur la région des troupes du Rassemblement Congolais pour la Démocratie et alliés. Elle lance des opérations contre les troupes d'occupation et leur fait subir des lourdes pertes³⁴⁸.

Sa capacité de résistance s'amointrit avec la scission du RCD et le contrôle de son rayon d'action par le RCD-K/ML d'obédience ougandaise, avec le professeur Wamba-Dia-Wamba comme chef de fil secondé par Mbusa Nyamwisi, un fils du terroir. Les cadres de cette nouvelle force d'occupation faisaient miroiter aux yeux de ces miliciens l'image d'une rébellion purement congolaise, leur voilant la présence ougandaise.

Il faut dire que contrairement aux soldats de l'APR, les militaires ougandais demeuraient très effacés dans le milieu, préférant la vie de caserne. Ils n'avaient pas de comportement ostentatoire. Ils optaient pour le système d'administration indirecte, l'« *indirect rule* » à l'anglaise. Cette stratégie avait facilité l'inféodation des hommes de Vita Kitambala au RCD-K/ML. Ils ont aussitôt oublié leur objectif de départ pour se livrer à des exactions contre la population civile. Ils se déguisent en coupeurs de route dépouillant les convois des passagers.

³⁴⁷ Entretien avec Vita Kitamba, à Goma, le 18 juin 2009.

³⁴⁸ Confirmé lors de notre entretien avec Vita Kitamba, à Goma, le 18 juin 2009.

Ils investissent aussi le secteur minier, ses combattants étant eux-mêmes convertis en creuseurs des minerais. Ils prélèvent des taxes dans des marchés locaux et exigent des chefs coutumiers et des notoriétés locales d'autres avantages pécuniaires sous prétexte d'efforts de guerre. Ils érigent leurs cours et tribunaux caractérisés par d'absence de présomption d'innocence. Les inculpés y sont soumis à des lourdes amendes si ce n'est à la peine capitale. Ils s'adonnent aux pillages, vols et viols. Ils s'y livrent aux règlements de compte et insécurisent cette partie sud de Lubero.

Dans la fièvre du dialogue inter-congolais, sous les auspices du RCD-K/ML soucieux de gonfler ses rangs militaires et en rupture avec Kampala, son principal allié, en 2002, deux factions mayi-mayi fusionnent, momentanément, sous le label de « *Forces d'Autodéfense populaire* », les FAP, en abrégé. Bien que sans activités d'envergure et sans instruction, Vita Kitambala devient le chef militaire de cette alliance mayi-mayi et Fabien Mudoghu Kukumana, chef politique. Cette ascension et les promesses de postes leur miroiter par le RCD-K/ML les stimulent à regrouper leurs troupes pour une formation militaire dans le centre de Nyaleke, sur l'axe Beni-Kasindi.

Craignant d'être assimilés aux militaires de l'Armée du Peuple Congolais de Mbusa Nyamwisi, ces mayi-mayi optent pour un camp autonome de Mangango, érigé pour la circonstance sur l'axe routier Beni-Mambasa, bénéficiant désormais des instructeurs militaires venus de Kinshasa.

En discordance avec son nouveau allié, le RCD-K/ML, celui-ci l'ayant dépouillé de tous ses moyens logistiques, n'ayant eu aucun poste dans le gouvernement de transition, ses hommes sans grades militaires escomptés dans l'armée nationale réunifiée, Vita Kitambala réactive à nouveau son maquis. Il est signataire de l'Accord de Goma du 23 janvier 2008 aux côtés des mayi-mayi de Lafontaine.

4. 2.3.1.2. La milice mayi-mayi de Lafontaine Sikuli

Lafontaine figure parmi les disciples de Kaganga. A la disparition de ce dernier, Lafontaine s'enrôle dans l'armée de l'AFDL et prend part active aux fronts de cette alliance jusqu'à son entrée triomphale dans Kinshasa. Lors de l'éclatement de la guerre d'août 1998, il est infiltré dans la région de Beni-Lubero alors en pleine ébullition des forces rebelles et alliées. Ce qui justifie qu'il y est perçu comme un émissaire de Kinshasa dans le cadre de l'organisation de la

résistance populaire lancée et appuyée par le gouvernement de Kinshasa à partir des espaces occupés de l'est.

Bon nombre de nos interlocuteurs ne tardent pas le qualifier de « *made in Kinshasa* » et lui reprochent ses liens affinés avec les FDLR. Arsène Mwaka Bwenge écrit à ce propos : « *le commandant Lafontaine Kakule Sikuli, ancien Ngilima, enrôlé dans l'armée de l'AFDL en 1996, a infiltré vers 1999, accompagné d'un groupe de jeunes avocats, la région de Beni-Butembo. Son infiltration présageait une grande opération de résistance lancée par le gouvernement de Kinshasa dont le fer de lance était les forces d'Autodéfense Populaire (FAP) qui agissaient à partir des espaces occupés. Sans idéologie particulière, son groupe, Brigade Raisonneur/FAP est resté allié des Interahamwe et FDLR avant de collaborer avec le RCD-Goma et l'APR à l'issue du dialogue inter-congolais* »³⁴⁹.

L'aire de contrôle de cette brigade Raisonneur/FAP oscille entre les localités de Muhanga, Bunyatenge, Mbingi et Kasugho. Il est l'unique chef mayi-mayi lettré avec une expérience militaire avérée. Il demeure en constante alliance avec les Interahamwe et les FDLR opérationnels au sud de Lubero. C'est dans le cadre de cette alliance qu'il aurait commandité l'assaut sur la cité de Kirumba, au second semestre 2001, lors de laquelle attaque fut abattu le colonel Mbutsi, alors chef d'Etat-major adjoint chargé des opérations de l'APC, branche armée du RCD-K/ML.

Lafontaine figure parmi les plus grands oubliés du partage du pouvoir issu du dialogue inter-congolais de Sun City. Certains de ses collègues mayi-mayi partie prenante aux accords de Goma, nous ont confirmé qu'à l'issue du dialogue inter-congolais, Lafontaine figurait parmi les ministrables de l'entité mayi-mayi mais ils ne comprennent pas eux aussi le pourquoi de sa mise à l'écart. D'autres lui reprochent son insoumission et ses prétentions démesurées qui lui font mordre la poussière. Il n'a donc pas eu de poste nonobstant ses capacités intellectuelles, militaires et sa prétendue collaboration avec le clan Kabila. Déçu, il a repris le maquis. Il est à la tête du PARECO/FAP qui, en alliance avec les FDLR, continue à semer la panique et la désolation dans bon nombre de localités en territoire de Lubero.

³⁴⁹ A. Mwaka Bwenge, "Les milices mayi-mayi à l'Est de la République du Congo: Dynamiques d'une gouvernabilité en situation de crise"; *Revue africaine de sociologie*, n°72, 2003.

4. 2.3.1.3. Perception locale de ces factions mayi-mayi

Comme susmentionné, l'activisme mayi-mayi au sud de Lubero a vu le jour dans le contexte de ramification des guerres d'autochtonie et d'allochtonie de Masisi et de Rutshuru de 1993. Il s'est amplifié par l'arrivée massive des réfugiés Hutu rwandais mêlés aux miliciens Interahamwe et aux ex-F.A.R., présumés auteurs du génocide rwandais de 1994. La milice mayi-mayi inscrivant son action dans la défense et la protection du foncier contre la spoliation amorcée par les Banyarwanda ne devait que bénéficier d'un large soutien populaire. Leur lutte répondait aux craintes locales de voir leur terre changer des maîtres. Outre le recrutement des combattants, les cotisations pécuniaires, la population s'assignait aussi pour tâche de veiller sur la sécurité physique et alimentaire de cette milice.

La dynamique paysanne s'investissait à fournir aux miliciens des informations et renseignements relatifs à l'ennemi. Ce qui, dernièrement, a fait dire à Mathe Sikuli que : « *La Coalition des Résistants Patriotes Congolais-Forces Armées Populaires, (PARECO-FAP, en sigle), née le 14 mars 2007 à Pinga (Walikale) émane de l'expression des souffrances de la population meurtrie par l'occupation du CNDP et des éléments mixés de la 15^{ième} brigade qui n'est qu'une position avancée du CNDP au Grand-Nord. Cette population a émis les vœux d'être mise à l'abri des guerres du CNDP sous lesquelles elle ploie. Elle a ainsi sollicité les jeunes soldats, fils du terroir, pour lui garantir la sécurité et protéger la terre des aïeux. Cette même population fournit des vivres aux troupes de la PARECO-FAP* ». A ce titre, conclut-il, *les relations ne doivent qu'être pacifiques* »³⁵⁰.

Notre interlocuteur reconnaît, néanmoins, que les cas isolés ne manquent pas. Cet euphémisme invite à ne pas exagérer la nature de l'encrage local de la milice qui n'était dicté que par les susceptibilités relatives aux stratégies gouvernementales de constituer et de consolider à l'est des enclaves ou îlots de résistance contre les armées d'agression. L'essentiel des relations entre ces mayi-mayi et la population sous leur contrôle repose sur les rapports de force. La population locale est soumise à des corvées multiples: leur fournir des

³⁵⁰ Extrait de mon entretien du 18 juillet 2008, à Goma, avec Mathe Sikuli, signataire de l'Accord de Goma du 23 janvier 2008 pour la PARECO-FAP. Il est un cadre politique de cette milice et grand-frère à Lafontaine Sikuli, un des cofondateurs de la PARECO-FAP.

services, de l'argent, la ration alimentaire, des femmes, etc. Cet appui bien qu'obligé lui a, à maintes reprises, attiré la foudre des forces rebelles et autres factions armées actives dans la contrée. Cette population a longtemps été victime des affres des guerres qui s'y éternisent. Il en est de même des institutions civiles locales perçues par les rebelles et alliés comme complices des mayi-mayi.

Tel le cas illustratif du RCD-K/ML qui, perdant de plus en plus d'influence dans ce rayon accusait en longueur des journées l'Eglise catholique locale de soutenir Lafontaine et ses hommes. Au lendemain de l'assassinat de son chef d'Etat-major adjoint, le colonel Mbutsi, dans ses farouches représailles contre les positions de Lafontaine, l'APC de Mbusa Nyamwisi saccage la paroisse catholique de Mbingi, localité dans laquelle les miliciens de Lafontaine avaient leur principal bastion. Les militaires du RCD-K/ML s'y livrent à des actes de profanation des lieux sacrés et des espèces eucharistiques, pillent la ferme diocésaine, le presbytère et le couvent des Petites sœurs de la Présentation. Au chef-lieu de la collectivité-chefferie de Batangi, ils s'adonnent aux vols, viols et massacres de la paisible population. Ils pillent toutes les cases et en incendient d'autres, excepté les palais du Mwami Situka Mwanaw'éka³⁵¹, cadre politique de cette rébellion.

La population de ce milieu est longtemps abandonnée à son triste sort, même par son chef coutumier qui a élu domicile à Butembo et résidence à Kinshasa. Prise en étau entre plusieurs feux armés – l'APC, l'ANC, les hommes de Lafontaine, les FDLR, le CNDP, les FARDC - est encore en proie aux multiples exactions et vouée aux incessants déplacements. Autant d'acteurs armés qui y pérennisent le climat de guerre.

Au moment où ces lignes sont couchées, le sud de Lubero est toujours en guerre. L'Etat congolais peine à y restaurer son autorité de façon effective. Ce qui fait dire au coordonateur de la société civile de Lubero que : *« tous les protagonistes des guerres dans cette région se connaissent bien mais évitent de dialoguer. Ils se côtoient même dans certains endroits sans se tirer dessus. Au marché public de Nyabiondo, par exemple, les FARDC, les FDLR et le CNDP s'y ravitaillaient tous au même moment et s'y répartissaient les taxes*

³⁵¹ Mwami des Batangi, Situka Mwanaw'éka a été député de l'entité RCD-K/ML dans le parlement de transition. Même devenu parti politique, il en demeure un de ses plus fervents militants.

qu'ils perçoivent sans heurt. Il en est de même des marchés de Luofu et de Miriki. A Kasugho où les FARDC se promènent dans les camps des FDLR-RUD et vice-versa sans être inquiétés. Tous puisent à une même source, s'alignent pour moudre leur farine au même moulin sans se faire la guerre »³⁵².

Dans la localité de Kilhaï, à l'ouest de la cité de Lubero, nos interlocuteurs nous ont démontré de quelle manière le marché local de cigarette, du chanvre et de « liqueur » locale dite « kanyanga » était monopolisé par les FDLR et que les FARDC et les mayi-mayi figuraient parmi leurs clients d'honneur, les chefs de localité étant chargés de recouvrement en tant qu'intermédiaires entre milices étrangères, armée nationale et milices locales. L'essentiel est que chacun y trouve son compte. Dans cette logique se confirme la thèse selon laquelle, les entrepreneurs de l'insécurité dans la contrée ne sont pas en danger de guerre mais plutôt de paix. Le climat de guerre permanente leur est de loin profitable que la restauration d'une paix durable. Actuellement, la complicité entre les FARDC, les FDLR et la PARECO-FAP demeure une constante dans cette aire où diverses accointances cimentent leur cohabitation.

Il faut préciser que les FDLR se sont scindés en deux factions. D'un côté, l'on a des génocidaires qui ne désirent pas retourner pacifiquement au Rwanda de peur d'être jugés par le régime en place. Cette faction est dénommée FDLR-FOKA et dirigée par le Colonel Musabi. La deuxième faction comprend des jeunes qui n'auraient pas trempé dans le génocide rwandais et qui seraient prêts au retour volontaire dans leur pays d'origine. Cette dernière faction s'appelle FDLR-RUD et est contrôlée par un certain Bruce. Ces FDLR ont pris en otage plusieurs milliers des réfugiés civils rwandais. Tous se livrent à l'exploitation des minerais et aux pillages des récoltes des paysans congolais dans les localités sous leur contrôle.

4.2.3.2. Les milices lumumbistes de « première heure »

D'autres leaders mayi-mayi seraient d'appartenance timorée aux groupes des braconniers du parc national de Virunga et se réclament héritiers des lumumbistes, tels Fabien Mudoghu Kukumana dit « *Commandant Suprême* » dont le Quartier Général

³⁵² Entretien avec le président de la société civile en territoire de Lubero, monsieur Malikidogo, à Kanyabayonga, le 23 juin 2008.

était successivement basé sur les monts Lubwe puis Muhola et Lolwako Kopokopo dont le quartier général est basé à Vurondo-Vihya. Le gros de ces deux milices opère en cheval sur les territoires de Beni et de Lubero. Ces deux factions mayi-mayi se sont longtemps disputé le contrôle de la ville de Butembo avec les forces d'occupation et se sont livrées à des combats fratricides entre elles pour le contrôle des riches sites miniers situés dans la localité de Manguredjipa et des fermes environnantes de la ville de Butembo.

4.2.3.2.1. Le Front de Résistance Populaire de Lubwe-Ruwenzori (F.R.P.L-R)

Ancien militant du Mouvement National Congolais, parti de Patrice Lumumba (MNC/L) des années 60 et président urbain du même parti aux années 1990, Fabien Mudoghu prétend avoir la préséance sur tous les autres héritiers lumumbistes de la région. Il se fait passer pour le grand chantre du lumumbisme. Il se dit mandater par les esprits des aïeux Yira pour mettre Beni-Lubero à l'abri de toute évacuation extérieure. Ce qui, selon ses propres dires, l'a poussé à mettre sur pied, au courant de l'année 1997, un maquis armé de plus de trois mille combattants³⁵³. Selon ses dires, sa milice mayi-mayi devait servir de rempart à Butembo, ville-symbole de l'unité et de la prospérité du Nande.

Ce qui explique son emplacement stratégique au nord-est (au mont Lubwe), au sud-ouest de Butembo (au mont Muhola) et dans le Graben, la milice de Kopokopo étant au nord et à l'ouest de cette ville. En fait, la ville de Butembo se trouve géo-stratégiquement au centre de toutes les dynamiques armées. De par son intransigeance, sa forte croyance à la magie, la cruauté et l'indiscipline de ses hommes, la faction de Mudoghu jouit de peu de sympathie populaire. Elle est la plus dangereuse car la plus instrumentalisée de toutes. Aux yeux des autres factions mayi-mayi de la contrée, ces mayi-mayi de la Force de Résistance pour la Libération du Congo sont une machination du RCD-K/ML en quête d'éradiquer les dynamiques internes locales, frein à son assise politico-militaire.

Le RCD-K/ML voyait en elle un pion dont il se servirait pour déstabiliser les autres mayi-mayi de la région qui lui sont hostiles.

³⁵³ Informations recueillies de notre entretien personnel avec lui lors du voyage effectué de Kinshasa à Butembo via Goma, du 04 mai 2006.

Dans cette logique, on assiste à maints rapprochements bien qu'éphémères entre mayi-mayi de Mudoghu et l'APC de Mbusa Nyamwisi. Ces alliances étaient aussi dictées par les désaccords momentanés entre le RCD-K/ML et ses alliés ougandais. Leurs dénouements étaient surtout dus, mis à part les traitements méprisants de mayi-mayi par l'APC, au fait que l'UPDF les interprétait comme une quête d'indépendance dans le chef de son protégé local.

Concernant l'organisation de cette milice mayi-mayi, l'on peut mentionner un semblant de structure magico-administrative qui chapeautait la milice. A la tête, on trouvait le président du mouvement, Fabien Mudoghu Kukumana alias *Commandant Suprême*. Il était en principe chargé de la gestion quotidienne de tous ses maquis et de tous les espaces conquis. Il concentrait entre ses mains tout le pouvoir temporel, avait le droit de vie et de mort aussi bien sur ses propres combattants que sur tous les habitants sous son contrôle. Il lui revenait aussi de décider de l'affectation de tous les biens se trouvant sous son gouvernail. Il est le plus sanguinaire de tous les chefs mayi-mayi connus de la région.

Pour toute déclaration de la guerre, il s'inspirait des révélations faites en ce sujet par le féticheur, dit « *docteur* ». Cette charge était reconnue à Monsieur Musarangati qui avait entre autres tâches d'initier et immuniser les recrues, de consulter les mânes des ancêtres autour de grandes questions comme les batailles à livrer, les négociations, les menaces éventuelles qui guettaient le mouvement, l'infiltration des troupes par des ennemis ou des traîtres, etc. C'est lui qui a initié beaucoup de jeunes docteurs-féticheurs, âgés entre 8 à 12 ans, censés vierges de tout péché et censés incarner des vrais médiums entre les vivants et les mânes des ancêtres.

La structure militaire était pilotée par Kasereka Surambaya secondé par les commandants Petit Kaganga, Wamwanye et Kata-Lay. Chacun contrôlait le milieu occupé par ses hommes et ses environs mais sous la supervision du « *Commandant Suprême* »³⁵⁴.

L'indiscipline aidant, ce dernier ne savait plus comment contrer toutes les tentatives de défection au sein de ses maquis éparpillés dans la contrée. De cette manière, on assiste à une anarchie totale dans les rangs de cette milice se nourrissant sur le dos de la

³⁵⁴ De notre entretien précité avec le Commandant Suprême Mudoghu, alors député national dans le parlement de transition dans le cadre de l'Accord Global et Inclusif, résultat de Sun City.

population civile. Elle se segmente à toute une mosaïque de factions, chaque commandant ayant pris distance de sa hiérarchie. C'est dans ce contexte que le commandant Surambaya proclame son autonomie et installe son groupe à Manguredjipa en plein parc de Maïko avec des visées d'exploiter les riches sites miniers de Etaüto, de Mambowa, de Pangoya, etc.

Un large courant d'autonomie a marqué cette faction mayi-mayi avec plus d'ampleur du fait que seuls Fabien Mudoghu et l'Ingénieur agronome Jean-Baptiste, adhérent de dernière heure, ont été les seuls mayi-mayi locaux gratifiés du Dialogue inter-congolais³⁵⁵. Tous deux furent députés nationaux de l'entité mayi-mayi après Sun-City. L'éloignement de Fabien Mudoghu loin de ses combattants avait de plus bel servi de détonateur à cet émiettement. L'exploitation des sites miniers et la vente anarchique du cheptel pillé ont octroyé une certaine capacité financière à ces bandes armées.

Quant aux relations avec la population environnante, celle-ci est soumise à des corvées de tout genre : construction forcée des huttes et autres bâtisses utiles pour le camp, nourrir les combattants, redevances, taxes, impôts, travaux forcés : piler le riz et le manioc, puiser l'eau, laver les habits des combattants, transporter sur des longues distances de lourds fardeaux des combattants, le butin de pillages, etc. La population servait souvent comme informateur et cachette pour cette milice. Mais, toutes les fois que la donne militaire était en sa défaveur, ces miliciens s'apprenaient à la population accusée de complicité avec l'ennemi.

Cette faction mayi-mayi avait institué également des tribunaux auprès desquels les paysans amenaient leurs litiges. Cette justice était très expéditive. Les coutumiers en étaient exclus. Il n'y avait pas d'autres alternatives de passer outre le verdict du chef mayi-mayi par crainte des conséquences très fatales. Les tribunaux mayi-mayi étaient devenus des véritables sources de recettes pour ces maquis dont le gros provenait des jugements rendus en localité de Luotu, en région maraichère, réputée pour les conflits fonciers. Les paysans étaient sommés de leur fournir des services et de l'argent. Les fermiers étaient obligés de leur fournir des têtes de bétail, à tour de rôle tandis que, les chefs coutumiers étaient réduits aux percepteurs

³⁵⁵ Tous deux ont été des députés dans le parlement de transition, à l'issue des assises de Sun-City. Et donc, le quota des mayi-mayi du Grand-Nord dans le gouvernement de transition a été accaparé par une seule faction, à savoir, celle de Fabien Mudoghu.

d'impôts et de redevance à la solde de ces miliciens à la gâchette facile et à l'épée friande de sang humain³⁵⁶.

Ici comme ailleurs, la plupart de combattants étaient composés de gens de mauvaise réputation au sein de leur milieu d'origine : sorciers, bandits, délinquants, voleurs, violeurs, déserteurs, escrocs, aventuriers, prostituées, enfants déscolarisés, jeunes gens en perte de repères, paysans sans terre, etc. Cette milice s'était illustrée par des violations graves des droits humains : esclavage sexuel en l'endroit de jeunes filles kidnappées dans les villages ou aux champs, viols, transport de lourds fardeaux vers les hauteurs du mont Muhola, massacres et incendies de villages entiers, pillage des récoltes et du cheptel dans la contrée sous leur contrôle, assassinats et autres meurtres sous forme de règlements de compte, etc. Par moment, la population locale s'apprenait aux combattants extravagants, les battait ou les brûlait vifs. Les représailles étaient sous forme des massacres à série, d'incendies de maisons, des tortures, d'esclavagisme, etc. Les exemples d'affrontements aveugles entre mayi-mayi de Mudoghu et population sont légion surtout dans la localité de Maboya et Kivugha sur le tronçon routier Butembo-Muhangi ou Buyinga au courant de l'année 2002.

4.2.3.2.2. La Résistance Nationale Lumumbiste (RNL/Vurondo)

Avant de constituer sa faction mayi-mayi Kopokopo Lolwako aurait été de l'écurie des braconniers du parc de Virunga, un ancien simba rescapé de 1964. Il se livrait également aux activités de pêche à Vitshumbi, localité qui longe ce parc au bord du lac Edouard, ensemble avec Vita Kitambala. Le quartier général de sa milice mayi-mayi est dans la localité de Vurondo-Vihya, en plein groupement de Mwenye jadis bastion des « *hommes léopards* ». Ce maquis s'étend pratiquement dans toute la partie ouest de la collectivité-chefferie des Baswagha et toute la collectivité-secteur de Bapère, frontalier du territoire de Bafwasende. Cette milice a étendu son maquis jusque

³⁵⁶ Au cours d'un entretien m'accordé par le commandant suprême de cette milice, celui-ci me révélait qu'il avait le droit de vie ou de mort sur toutes les personnes dans son rayon d'action. Il lui arrivait même de donner ordre de castrer, de torturer certaines personnes qui ne voulaient reconnaître son autorité avant de les décapiter ou de les pendre. Cependant le temps qu'il a eu à passer au parlement national lui a permis de faire une introspection et a pris conscience, avec d'énormes remords, d'autant de ressources humaines qu'il a fait perdre à la nation congolaise.

dans la localité d'Opienge et dans les environs de Bafwasende, avec prétention de barrer la route aux pillards des richesses congolaises. En Beni-Lubero, son rayon d'action couvre pratiquement tout l'ancien domaine de la Mine des Grands Lacs dont Butembo abritait le siège.

Force est de constater, à l'instar de Jean-Claude Willame³⁵⁷ que cette zone figure parmi les localités congolaises où le mode de production artisanale de l'or, de diamant, du coltan, ... a pu être célébré, comme un miracle de l'extraordinaire débrouillardise et de la capacité d'adaptation des congolais à un environnement général marqué par la pauvreté et l'exclusion. Nul n'ignore l'empreinte conflictuelle et les violences corollaires à cette économie artisanale et de sa déstructuration profonde des économies locales essentiellement agricoles. On y retrouve des aérodromes vétustes mais qui ont été vite réhabilités dans le cadre des corvées populaires imposées aux populations par ces *mayi-mayi*. Et cela, en vue d'évacuation du coltan, de l'or et d'autres minerais que recèle cette aire sous contrôle de la RNL sur le marché ougandais.

La haute hiérarchie de cette milice a tissé des liens avec certains hommes d'affaires ougandais pour l'écoulement des minerais de la contrée.

Dans cet esprit, les barrières érigées par cette milice sur divers tronçons routiers qui mènent à ces carrières minières, loin d'être interprétées sous l'unique prisme de stratégies de protection des populations locales contre les forces d'agression et les richesses de la contrée contre les pillards, elles sont à comprendre, aussi et surtout, comme une occasion de rançonner tout passant, de se faire fortune sur les usagers de ces voies et une garantie de la mainmise sur de vastes concessions minières et agropastorales. C'est dire que cette milice *mayi-mayi* a été un acteur de taille dans l'exploitation, le trafic illégaux des richesses et les pillages de cheptel dans ce rayon.

La RNL/Vurondo était le maquis le mieux équipé militairement et le plus nanti de toutes les milices *mayi-mayi*. Son patrimoine comprend des charrois automobile (camions, camionnettes, jeeps, motos) et son quartier général était le plus modernisé de tous les autres. Il avait du courant électrique généré par des groupes électrogènes. Ce qui leur a permis de disposer d'une antenne parabolique, des appareils vidéo, des matériels modernes de

³⁵⁷ J.C. Willame, "Insécurité, violences et ressources naturelles au Congo-Zaïre", *conférence de Madrid*, du 25 mai 2007.

communication tels que les téléphones cellulaires, une valise satellitaire, des Motorola, etc.

Cette faction mayi-mayi a excellé grâce au génie organisationnel dont elle disposait. Sa gestion très remarquable était le fruit de la crème intellectuelle dont s'entourait le chef de cette milice. Ces combattants intellectuels ont, cependant, été la première cible d'assassinats de la part des factions rivales. La RNL s'est distinguée des autres milices locales par ses tactiques de guerre et ses stratégies de persuasion. Elle a su médiatiser ses actions et a joué un grand rôle dans la mise au-devant de la scène internationale des certains acteurs du pillage des ressources naturelles congolaises dans cette région. Telle la prise en otage, le 15 mai 2001, des agents de la société forestière Dara Forest installée dans la région en pleine guerre et qui exploitait et trafiquait aussi bien le bois, le coltan, l'or et les autres minerais de la contrée. Parmi ces otages figuraient un suédois, vingt-quatre thaïlandais et un kenyan. Cette société est citée dans le rapport du Panel sur le pillage des ressources naturelles du Congo.

En outre, la RNL était parvenue à maintenir en captivité un bon nombre d'officiels du Front de Libération du Congo de Jean-Pierre Bemba qui tentaient de l'infiltrer. Leur libération était monnayée ou conditionnée par l'octroi de l'équipement militaire, véhicules, bâches, appareils de communication et autres moyens de déplacement. Cette milice a dénudé les dynamiques extérieures actives dans la région. Elle a su captiver l'opinion internationale et le politique congolais surtout avec l'arrivée dans son maquis de François Lumumba, fils du premier ministre congolais Patrice Emery Lumumba. Celui-ci était venu à Vurondo car considéré par la RNL comme l'unique personnalité habilitée, au nom du *lumumbisme*, à négocier la libération des otages. Chose qui fut faite dans la nuit du 28 au 29 juillet 2001.

La forte médiatisation de cette prise d'otages et la présence du fils de Lumumba dans ce maquis propulsent la RNL au devant de la scène politique nationale et internationale. Devenant un acteur de taille dans la configuration politique locale en Beni-Lubero, cette milice devient l'objet des convoitises au point de susciter des aigris parmi ses pairs et lui attirer leur foudre.

L'on se rend compte du grand prestige dont jouit cette faction mayi-mayi en territoires de Beni-Lubero. La RNL met en déroute les armées d'agression et leurs alliés locaux. Elle leur essuiera des lourdes pertes humaines et matérielles. Les raids mayi-mayi du 14

novembre 1999 à Beni sont très illustratifs. Au courant de cette attaque, les combattants de la RNL ont abattu et mutilé le général major ougandais Ikondere après avoir éliminé toute sa garde. Cet assassinat était suivi par d'autres affrontements meurtriers entre l'UPDF et la RNL suite à la saisie par celle-ci des cargaisons de coltan revenant aux officiers ougandais. Jusqu'à 2002, ces résistants mayi-mayi ont su se mettre à l'abri de toute manipulation politique nonobstant une tendance dans le chef d'une certaine élite locale à vouloir se l'approprier. Sa réputation et les fabuleuses richesses naturelles dont la contrée sous son contrôle est dotée la prédisposent aux courtages politico-militaires de tout bord.

Dans la fièvre du dialogue inter-congolais, la RNL mijotait l'unité de commandement de toutes les factions mayi-mayi de Beni-Lubero en vue de mieux affronter les enjeux de ces assises. Cependant, la menace qu'elle représentait à leurs yeux suite à son envengure lui a attiré leur courroux. Pour ce faire, la faction de Fabien Mudoghu décapite la RNL de son cerveau pensant qui, sous la médiation de l'église catholique locale, était en pleine négociation avec sa faction sur la nécessité de pacifier leurs relations et en vue d'une éventuelle fusion. Il faut souligner que le clergé catholique local disposait d'un réel crédit auprès de ces dynamiques armées locales et, parfois, il leur servait d'intermédiaire ou médiateur dans leurs tentatives de rapprochement. Et cela, malgré les menaces que lui proféraient certains cadres du RCD-K/ML.

Cette fiabilité était dictée par l'exacerbation de l'antagonisme entre l'Eglise catholique et les troupes d'agression et leurs alliés locaux. Ce qui ne veut pas dire que cette église était complaisante vis-à-vis des exactions mayi-mayi. Elle rappelait à l'ordre tous les protagonistes, les invitait au dialogue et à l'observance des droits humains dans les zones sous leur contrôle. Ses prises de positions à leur défaveur étaient une aubaine pour le RCD-K/ML de leur tendre de guet-apens en les attirant dans son camp. C'est ainsi qu'en disgrâce aux yeux de l'Eglise locale suite à l'assassinat des hauts cadres de la RNL, la faction de Fabien Mudoghu est soutenue ouvertement par l'APC dans ses attaques armées contre la RNL/Vurondo dont, enfin de compte, son quartier général sera assiégé. Ces affrontements désagrègent la RNL et dispersent ses combattants dans la région jusqu'à Mambasa dans le district de l'Ituri.

En fait, se targuant d'être le premier lumumbiste de la région, Fabien Mudoghu reprochait à la RNL/Vurondo d'avoir reçu le grand

héritier lumumbiste, François Lumumba, dans son maquis et surtout de ne l'y avoir pas associé. Il y avait, certes aussi, l'ambition d'avoir la mainmise sur les concessions agro-pastorales et les carrières des mines que regorgent les localités sous contrôle de la RNL.

Se sentant très humilié, et la RNL n'ayant bénéficié d'aucun poste à l'issue des accords de Sun-City, le chef Kopokopo Lolwako se suicide dans les forêts de l'Ituri, en début 2003. A ces jours, sa deuxième femme Mme Lolwako Kavira tente de réorganiser ce maquis dont le commandement militaire est entre les mains du fils de Kopokopo, dit 'général' Baraka, âgé de 13 ans.

Comme on peut s'en apercevoir, le décès de son fondateur a fragilisé ce maquis au point que certains de ses compagnons d'armes contestent actuellement le commandement de son fils. C'est le cas du commandant Jackson et demoiselle Kavira Viya qui, en 2005, créent leur milice mayi-mayi autonome en plein territoire de Rutshuru. Leur objectif était de contrer les menaces du *Local Defense* d'Eugène Sérufuli, alors gouverneur du Nord-Kivu unifié, et l'avancée des hommes du général dissident Laurent Kunda sur la partie sud du territoire de Lubero³⁵⁸.

En un mot, l'on assiste à l'émiettement de la RNL/Vurondo et, ipso facto, à la résurgence d'autres petits groupes armés qui sèment l'insécurité et la terreur à travers la contrée. Une aile de cette faction dirigée par monsieur Kambilibaya est signataire de l'Accord de Goma du 23 janvier 2008 et, est prenante au processus de pacification et de reconstruction de provinces de l'Est sortant des conflits armés.

4.2.3.2.3. La perception de la RNL dans son milieu ambiant

La discipline que Lolwako entretenait au sein de ses troupes, du moins de son vivant, a valu un fort soutien populaire à la RNL entre 1998 et 2002. Son idéologie était le nationalisme et patriotisme d'inspiration lumumbiste. Sa capacité mobilisatrice a mené à ce que les paysans s'approprient et s'identifient en son combat. La lutte armée que s'assignait la RNL était localement perçue comme la matérialisation de la volonté populaire. Cette légitimation populaire

³⁵⁸ Information recueillie de l'entretien avec le commandant Jackson et Kavé Viya lors de leur séjour à Butembo, le 18 septembre 2006. Ironie du sort, cette dernière a rejoint les troupes de Laurent Kunda et faisait membre de la délégation du CNDP à la conférence de Goma sur « *La Paix, la sécurité et le développement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu* ».

relevait aussi de l'organisation interne de ce maquis, porteur d'un certain projet de société. Kambilibaya, le représentant de cette milice dans l'Accord de Goma du 23 janvier 2008, relate ce qui suit :

« En temps d'accalmie, nos combattants s'adonnaient aux travaux de traçage et d'entretien des routes de dessertes agricoles. Il y avait une large sensibilisation de la population bénéficiaire de ces initiatives. L'on peut citer les tronçons routiers Vulindi-Butuhe et Butuhe-Kikere, Kikere-Alose via Masoya et Vurondo-Bilinga via Vihya. Nous organisions d'autres travaux d'intérêt communautaire : adduction d'eau potable, installation des moulins de farine de manioc, de maïs et du riz. Nous avons mis sur pieds une société de gardiennage pour sécuriser les fermes du milieu, aucune taxe n'était perçue mais le crédit populaire en cette milice faisait que la population elle-même prenait en charge les combattants en vivre et pour d'autres aspects sécuritaires, etc. Nous administrions la justice mais, contrairement aux autres milices de la région, la RNL/Vurondo associait les chefs coutumiers, les grands notables et d'autres vieux sages paysans de notre rayon d'action dans l'organe chargé de régler les différends. C'était une justice équitable, souple et non ressortie d'amandes. Nous entretenions des bonnes relations avec les autorités coutumières. Notre force vient de ces coutumiers étant donné que nos gris-gris émanent d'eux »³⁵⁹.

La sécurisation de la population locale occupait également une place prépondérante dans l'action de cette milice. Elle est non seulement sa première source de financement, de ravitaillement mais aussi et surtout des renseignements militaires et toutes les mesures de sécurité à prendre sont fonction de bons liens entretenus avec la population environnante.

Pour ce faire, la RNL/Vurondo gérait tout l'espace sous son contrôle et y régulaient toutes les relations socio-économiques. Ce rôle régulateur passe par l'administration de la justice, la perception d'impôts et de taxes, l'aménagement du territoire, etc. De cette façon, la RNL a captivé par ses actions, non seulement son milieu ambiant endogène mais aussi les forces exogènes.

Il sied, cependant, de reconnaître que ces relations n'ont toujours pas été pacifiques. De fois, la population a été contrainte aux déplacements suite aux affrontements répétitifs mettant face à face

³⁵⁹ Extrait de mon entretien du 18 juillet 2008, à Goma, avec Kambilibaya, signataire de l'Accord de Goma du 23 janvier 2008 pour les mayi-mayi de la RNL/Vurondo.

cette milice et celle de Fabien Mudoghu soutenue par la branche armée du RCD-K/ML. Dans la dernière partie, nous ferons mention des guerres entre cette milice, l'UPDF et l'Armée de Libération du Congo, branche armée du FLC. En tout, la population environnant cette zone de tension en a payé les frais.

S'inscrivant dans le cadre de la pacification, Kambilibaya souligne que la RNL/Vurondo est la première milice locale à avoir donné le meilleur d'elle-même pour la formation d'une armée nationale intégrée. A ce sujet, il soutient qu'« en 2002, deux bataillons de nos rangs rejoignaient le camp de Mangango pour intégrer les FARDC »³⁶⁰, « malheureusement, par escroquerie politique, le RCD-K/ML les intégra dans ses rangs en vue de s'en servir dans les stratégies de partage de pouvoir politique à Sun-City »³⁶¹.

Depuis 2005, témoignent le staff de cette milice, « nous avons envoyé nos combattants dans les camps de brassage. Ils se retrouvent aussi bien dans la 3^{ième}, 4^{ième}, 5^{ième}, 6^{ième}, 13^{ième} et 14^{ième} brigade intégrée. Le mépris affiché par les autorités de Kinshasa vis-à-vis de nos combattants intégrés en termes de grades et de fonction fait que nous avons d'énormes difficultés à sensibiliser les réfractaires qui, par ailleurs, sont devenus une menace pour la population, à rejoindre le programme Amani qui nous offre plus de garantie »³⁶².

Quant à la composition de son staff dirigeant, celui-ci l'est de façon multiethnique contrairement à ce dont d'aucuns taxent les milices mayi-mayi de cette contrée de tribalistes. La présence de combattants appartenant à d'autres communautés congolaises est aussi remarquable dans les autres milices mayi-mayi susmentionnées, certes avec la prépondérance des combattants Nande.

Conclusion partielle

De tout ce qui précède, il ressort que l'émergence et la propension des milices armées en Beni-Lubero sont dictées par le souci de la protection du terroir, de la défense des intérêts communautaires et de la préservation de l'intégrité du territoire

³⁶⁰ Ibidem

³⁶¹ Propos reconfirmés lors de notre second entretien avec le staff de la RNL/Vurondo, à Goma, le 16 juin 2009.

³⁶² Ibidem.

national congolais contre l'agression extérieure dans un contexte d'instabilité régionale.

L'usure de temps jouant, l'on assiste à un virement d'objectif. Les mayi-mayi versent dans la violence pour des activités lucratives, le contrôle de certains sites miniers, des cheptels et des tronçons routiers financièrement stratégiques. Les guerres fratricides en quête de contrôle de ces zones économiquement réputées ont ébranlées les ambitions premières de ces milices et figurent parmi les facteurs de leur fragmentation.

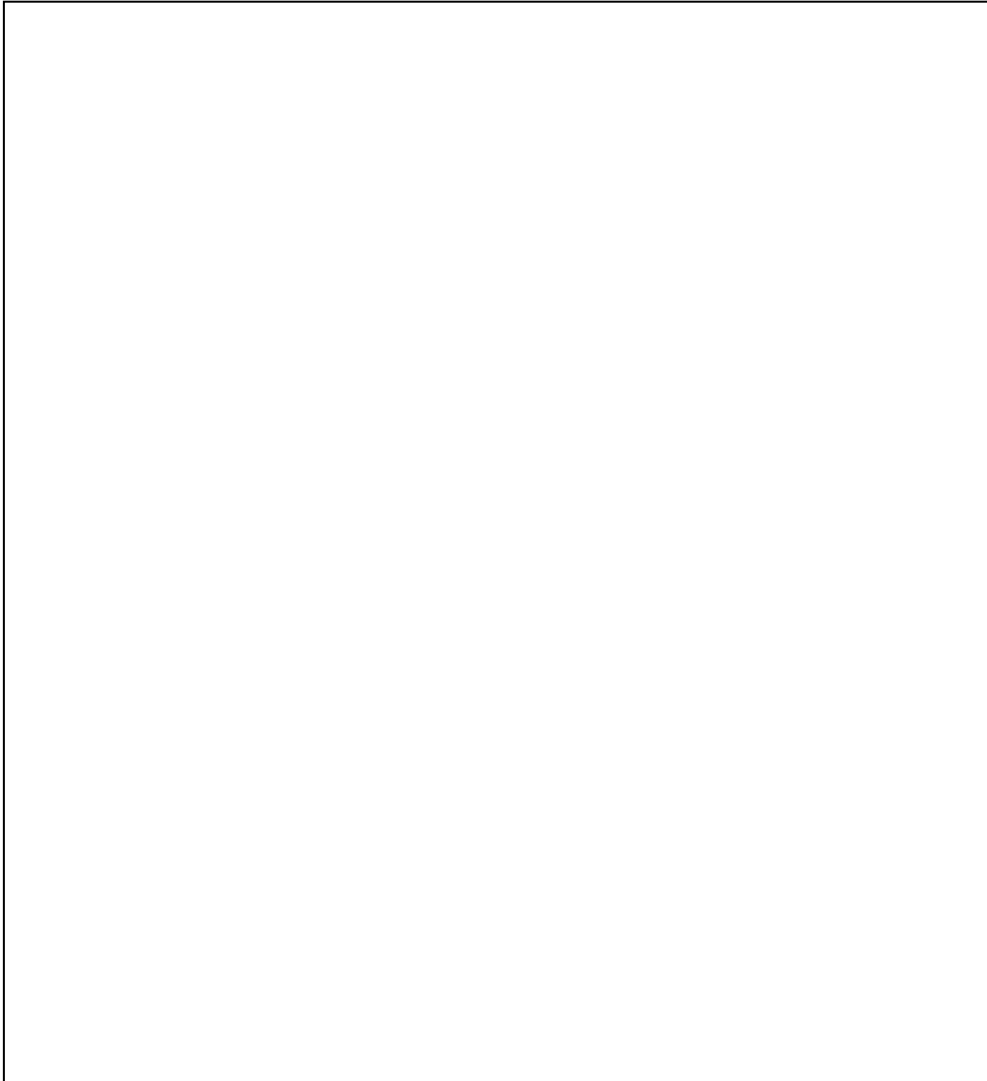
Autrement dit, la primauté de l'économie de guerre axée sur l'appropriation des ressources locales, les stratégies de prédation et les activités commerciales criminalisées telles que pratiquées dans cette région ont sensiblement influé sur la structure des mouvements armés et des milices locales, tous voués à d'innombrables segmentations. Celles-ci sont devenues l'instrument des fossoyeurs politiques en quête de positionnement politique.





C'est avec raison que F. Van Acker et K. Vlassenroot³⁶³ les décrivent comme une force d'allégeance incertaine qui, alliée à des individus en quête de pouvoir, constitue un instrument flexible et efficace de déstabilisation et demeure difficilement compréhensible.

Il faut, par ailleurs, noter que l'exploitation des richesses de la contrée n'y précède pas la naissance des milices bien que leur prolifération soit liée directement aux rentes que procurent le contrôle des sites miniers et aux violences qui s'en dégagent. Cela prend de l'ampleur grâce à la large autonomie dont jouit chaque « *Afande* »³⁶⁴ et de sa mainmise sur une zone regorgeant des ressources rares dont l'exploitation lui attire la foudre de ses pairs mais aussi aiguise la convoitise des autres mouvements armés de la région. Evoluant par le jeu de prédation-répression, cette tendance a évolué vers la pénurie et l'éclosion des maquis armés actifs dans le milieu. C'est ainsi que se trouvent réunies toutes les conditions à même de précipiter leurs rapides et profondes segmentations. Il est évident que les luttes fratricides qu'ils se livrent et la cacophonie organisationnelle qui les caractérise les basculent dans un cercle vicieux de violences qui les broient et hypothèquent pour longtemps l'avenir de la région.

³⁶³ F. Van Acker et K. Vlassenroot, op.cit. p.110.

³⁶⁴ « *Afande* » (mot swahili) signifie commandant, titre dont se targuait chaque enfant milicien porteur des fétiches et eau magique lors des combats et ce, du fait que c'est lui qui avait la destinée de ses compagnons de guerre.

**LEGENDE**

-  : Alliance
-  : Intégration des troupes dans les rangs de l'APC
-  : Alliés aux APC face à d'invasion extérieure
- 

: Les prétentions rivées sur Butembo

Selon les circonstances, les revendications des factions mayi-mayi, ont servi de tremplin politique et d'affranchissement social à une certaine élite locale de ce mouvement rebelle. Il n'est un secret pour personne, certains cadres politico-militaires du RCD-K/ML, s'étant rendus incontournables dans le dossier mayi-mayi, en ont tiré d'énormes dividendes, en termes des rémunérations pécuniaires et de promotion au sein du mouvement. Par crainte de perdre ces avantages, cette élite joue au catalyseur dans les tensions locales. Suivant le besoin du moment, elle incite les milices à se livrer la guerre. De même, en cas de mise en jeu de ses intérêts, elle ne lésine pas un seul instant à pousser telle milice à s'apprendre aux positions militaires du mouvement, voire aux troupes alliées. Cette élite joue avec tact à la fois au sapeur et au pompier dans la conflictualité armée au niveau local. Cette stratégie délibérée de maintien des tensions entre mouvements armés bien que bénéfique à certains, est très néfaste pour la population civile. Cette instrumentalisation se nourrissait de la quête enfiévrée d'un affranchissement social qui anime tous les « kado » et commandants « docteurs-féticheurs » mayi-mayi. Ce qui a, comme corollaire, les profondes mutations à leur sein.

Concernant les relations entre les diverses milices mayi-mayi et la société rurale qui les héberge, tout en faisant nôtre le constat de Koen Vlassenroot³⁶⁶, celles-ci varient selon chaque milice, son rayon d'actions, la présence ou non d'autres forces en compétition, le leadership du groupe, le contexte historique de la milice, le moment précis du temps examiné et la quantité de coopération que certains membres de la société hôte est prête à lui offrir. Contrairement à ce que d'aucuns en attendraient, les liens entre les mayi-mayi et la population à la campagne ne sont pas nécessairement ceux d'intérêt commun, moins encore ceux dont l'appartenance à une même ethnie de la majorité des combattants cimenterait. Les combats fratricides que les diverses factions du milieu s'y sont livrés en témoignent largement.

L'entreprise de leur instrumentalisation est à comprendre comme une stratégie de les anéantir pour un libre accès et un contrôle entier des campagnes pourvoyeuses d'énormes ressources financières incontournables pour les forces d'occupation. Les atrocités à l'endroit

³⁶⁶ K. Vlassenroot; *op. cit.* p.141

de leurs propres communautés sont à interpréter, notent F. Van Acker et K. Vlassenroot³⁶⁷, comme de formes de violence politique. Celle-ci est de plus en plus utilisée comme un moyen permettant de réorganiser la sphère économique et de contrôler la mobilité à l'intérieur et entre différents espaces miliciens. Elle sert à renforcer l'influence socioéconomique de cette génération des combattants.

Longtemps exclus des bénéfices du pouvoir, elle leur offre une possibilité d'y accéder par des voies détournées mais efficaces. Le désordre, l'insécurité et une situation générale d'impunité ont, de cette manière, encouragé la formation de nouveaux réseaux militarisés pour l'extraction de profits économiques. Les entrepreneurs locaux de la guerre trouvent dans les milices un instrument approprié de s'intégrer dans le monde local des affaires. Ce qui justifie autant la dynamique de fragmentation de ces maquis au niveau local. Il en est de même des guerres fratricides qui les déchirent.

Il convient de signaler, enfin, que toutes les failles examinées au sein des milices armées de la région sont également observées au sein de toutes les rébellions vécues dans cette contrée. u Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Kisangani/Mouvement de Libération, alors mouvement rebelle. Les multiples secousses qu'a connues le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) à l'emprise des pressions extranationales ont rendu instable la région de Beni-Lubero. Nous abordons, de cette façon, les altercations qui ont marqué cette rébellion-agression, prototype d'une dynamique locale sous pression permanente des dynamiques extérieures.

³⁶⁷ F. Van Acker et K. Vlassenroot, *op.cit.*pp.104, 106.

Chapitre 5 :

EMPREINTES LOCALES DES DYNAMIQUES EXTERIEURES

Introduction

« *Scandale géologique* », la RDC n'a toutefois pas un contrôle effectif sur une large partie orientale de son territoire national. Par conséquent, elle n'a pas la mainmise sur les richesses que regorge cette partie. Celles-ci attirent la convoitise des Etats et armées voisins et de grands groupes multinationaux. Cette partie demeure à l'épicentre de conflits armés dont les enjeux sont à la fois économiques et politiques. Ces guerres ont à la fois des dimensions locales et régionales. Ces faits sont très palpables dans la crise de l'Ituri dont l'enjeu majeur des ressources naturelles se combine avec des conflits fonciers et interethniques. Il en est de même de la recrudescence de la violence au Nord-Kivu, région frontalière du Rwanda et de l'Ouganda, dotée d'énormes richesses naturelles. Toute cette partie orientale du Congo-Kinshasa demeure un chaudron socioethnique³⁶⁸ où prolifèrent des forces armées « *multifacielles* ».

Au sein de cette partie de notre étude, nous tenons à ressortir l'implication des forces extra-locales dans la conflictualité armée en Beni-Lubero. Certes que nous en avons déjà fait mention dans les parties précédentes, cependant, avec un accent particulier sur les forces internes. Le mouvement rebelle du RCD-K/ML nous sert de cas typique d'une dynamique armée locale/nationale sur laquelle se sont greffées les forces armées externes.

C'est dans ce sens qu'il s'avère nécessaire de faire une brève analyse des dynamiques armées en Ituri pour un meilleur éclairage de l'imbroglio politique entretenu en Beni-Lubero, fief de cette rébellion. En quête de compréhension des enjeux de la conflictualité armée au Nord-Kivu et, plus particulièrement dans la partie jadis contrôlée par le RCD-K/ML alors mouvement rebelle, il s'avère impérieux d'en étayer d'abord le modèle de convoitise en vigueur.

³⁶⁸ P. Hugon, *Géopolitique de l'Afrique*, SEDES, 2^e Ed., Paris, 2009, p.152.

5.1. Le modèle de convoitise en vigueur à l'est de la RDC

Ce modèle sert le plus souvent de système explicatif aux conflits du type de ceux qui gangrènent l'est de la RDC depuis près de trois décennies. Selon ce modèle, l'exploitation illégale et frauduleuse des minerais accroît dans un territoire donné le risque de guerre récurrente de quatre manières : le financement des rebelles et le commerce illicite des armes, l'aggravation de la corruption et le culte de l'impunité, la hausse des incitations à la satellisation territoriale et la sensibilité accrue de la population aux chocs exogènes.³⁶⁹

Le comité permanent des évêques de la RD Congo (2008) a visiblement adhéré à cette thèse : « *Il est évident que les ressources naturelles du Congo alimentent la convoitise de certaines puissances et ne sont pas étrangères à la violence que l'on impose à sa population* ». Ces prélats reviennent sur les pas de deux archevêques de Bukavu et qui en ont payé de leurs vies.

En fait, dès les premiers moments de l'invasion du Zaïre sous le label de l'AFDL, à l'automne 1996, l'Eglise catholique de Bukavu donne le ton avec la lettre pastorale de Monseigneur Christophe Munzihirwa d'octobre 1996. Ce document dénonciateur de l'agression dont le Zaïre est victime dévoile également les ambitions expansionnistes du Rwanda tout en condamnant les soutiens militaires, diplomatiques et économiques dont bénéficient les agresseurs.

Sans crainte de subir le même supplice que son prédécesseur, dans sa lettre pastorale de Noël 1999, Monseigneur Emmanuel Kataliko relève les enjeux de la deuxième guerre d'agression en ces termes : « *Des pouvoirs étrangers, avec la collaboration de certains de nos frères congolais, organisent des guerres avec les ressources de notre pays. Ces ressources qui devaient être utilisées pour notre développement, pour l'éducation de nos enfants, pour guérir nos malades, bref pour que nous puissions vivre d'une façon plus*

³⁶⁹ Collier et Hoeffler, « *On economic causes of civil war in Africa* », Oxford Economic Papers, vol.50; pp.563-573.

humaine, servent à nous tuer. Plus encore, notre pays et nous-mêmes, nous sommes devenus objet d'exploitation »³⁷⁰.

De cette manière, les racines économiques des combats dans le Congo oriental sont avérées. Encore, faut-il, qu'elles trouvent un terrain favorable : un « *Etat failli* », marqué par le déficit des gouvernances passées, doté d'une démocratie inachevée ou précaire et qui souffre de la « *malédiction des matières premières* ».

Les conflits s'alimentent aussi de plusieurs contentieux fossilisés, d'animosités anciennes, de haines sédimentées et de diverses compétitions autour des positions de rente. Autant d'ingrédients qui ont leur propre histoire mais qui se nourrissent mutuellement. Il n'est certes pas aisé d'en démontrer les rouages car ils relèvent de l'illicite et sont minutieusement dissimulés³⁷¹.

5.1.1. Les pillages des richesses congolaises

Dans son article consacré au rôle des ressources minérales dans les guerres et violences au Kivu, Pierre Jacquemot montre comment les conflits récents au Kivu ont conduit à une criminalisation de la société rurale, faite de désordre et d'insécurité. Durant la progression de l'AFDL, écrit-il, « *les zones occupées furent systématiquement dépouillées de leurs ressources pour financer la guerre. Les stocks de minerais, mais aussi de café, de bois, le bétail et les fonds qui se trouvaient dans les territoires conquis furent transférés vers les pays alliés ou bien exportés sur les marchés internationaux par les « hommes forts » de la rébellion. Ce fut le début de la mainmise des lobbies militaro-commerciaux rwandais et ougandais sur les ressources naturelles des zones qu'ils contrôlaient. Leurs activités ne se limitaient pas seulement à l'exportation minière mais concernaient aussi l'importation de produits pétroliers et d'autres biens, servant à acheter armes et munitions pour poursuivre le combat au Congo* »³⁷².

Pour les nouveaux potentats, la persistance de l'insécurité devient l'occasion propice d'enrichissement. La cupidité était si

³⁷⁰ E. Kataliko, *Consolez, consolez mon peuple*, message de Noël 1999 aux fidèles de Bukavu.

³⁷¹ Pierre Jacquemot, Ressources minérales, armes et violences dans les Kivu (RDC), in *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n°134, 2009, p39.

³⁷² *Ibidem*, pp.47-48.

pressante que les alliés rwandais et ougandais en vinrent même à se battre féroce­ment entre eux pour le contrôle des aires minières congolaises. Les combats qui les opposèrent à Kisangani n'avaient d'autres motifs que le contrôle des diamants et de l'or de la région. Avec ces faits probants, l'on doit considérer l'exploitation maximale des ressources naturelles de l'espace occupé comme étant la finalité première de l'invasion militaire rwando-ougandaise et dans une moindre mesure burundaise. Ceci nous permet de mieux comprendre le passage, par des commandants de troupes d'agression, à une phase active d'extraction et d'exploitation directe des ressources se muant en entrepreneurs militaro-commerciaux en vue de mieux garder la haute main sur les mines et les circuits financiers locaux.

Ce changement de casquette n'est pas le propre de seules armées d'occupation. Dans son récent rapport de 2008, *Global Witness* affirme par exemple que la 85^{ième} brigade des FARDC participait au pillage des mines au Nord-Kivu, souvent avec l'appui des milices locales mayi-mayi.

Il en ressort que tous les belligérants n'avaient aucun intérêt à ce que cesse le conflit tant que leurs troupes peuvent se déployer dans les zones minières et en tirer profit. Aussi longtemps que des acheteurs sont disposés à participer au trafic des minerais, les groupes militaires n'ont aucune raison de déposer les armes. Les bénéfices dégagés par l'exploitation minière et des réseaux de trafiquants d'armes permettent aux rebelles d'acquérir un armement moderne adéquat.

A certains moments, des collusions toujours provisoires, parfois paradoxales car faites de groupes sociaux, se forment entre petits oligopoles associant officiers, hommes d'affaires, dirigeants politiques. L'absence de tout ordre public, associée à la culture d'impunité et au culte de la fraude, engendre un environnement politique favorable à l'épanouissement d'une économie criminelle qui se nourrit de la prédation, mais qui s'autodétruit à la longue par la surexploitation des sols, des sous-sols et des hommes. L'efficacité des circuits illégaux, installés à toutes les étapes des réseaux, vulnérabilise et corrode par la corruption les structures formelles de gouvernance. A juste titre, l'on s'inquiète des conséquences du commerce des armes très lucratif dans cette région.

Encore plus abject, mais tout aussi rentable est le commerce des « *biens humanitaires* », ceux délivrés par les organismes humanitaires pour venir en aide aux populations victimes des atrocités

rebelles. Le vol de ces biens humanitaires tire avantage du désordre et fournit des ingrédients au commerce transfrontalier.

L'aide nourrit les hommes, elle nourrit aussi la guerre. Le marché « *aide humanitaire contre guerre* » ou le tronç « *armes contre minerais* » s'est aussi régionalisé. Devenus cyniques avec les événements qui se répètent sans qu'ils puissent imposer leur volonté d'en sortir, les populations du Nord-Kivu ont, par dérision vis-à-vis de la communauté internationale, inventé une formule trop parlante « *no Kunda no job !* ». Preuve que la persistance de la guerre s'y explique, en partie, par les bénéfices directs et indirects qu'en tirent non seulement ses principaux protagonistes mais également certains humanitaires. Certains commandants onusiens ont même pris ouvertement position pour les forces insurrectionnelles du CNDP.

Il est à noter, par ailleurs, que l'intensité des situations chaotiques change avec le temps. Cependant, toutes les nouvelles opportunités d'affaires frauduleuses, inventées pour préserver l'économie de prédation, ont en commun de s'appuyer sur la terreur abjecte mais cruelle. Le conflit armé au Nord-Kivu est devenu une activité hautement lucrative. Malgré l'embargo décrété par le Conseil de Sécurité de l'ONU en 2003, le vaste marché des armes légères ne s'y est jamais tari via les pays voisins. Ce qui conduit à accréditer la thèse selon laquelle les pays agresseurs de la RDC ont, durant la période de leur occupation, efficacement consolidé leurs positions économiques dans l'Est du Congo.³⁷³

Bien que le régime ougandais de Kaguta Yoweri Museveni fût depuis longtemps aux prises avec les rébellions depuis le nord-est du Congo-Kinshasa, la sécurité des frontières ougandaises ne fut, cependant, pas l'unique motivation de son intervention militaire dans cette région. L'accès aux richesses que regorge cette partie constituait une aubaine de relancer à bon compte son économie défailante et d'alléger sa dette internationale³⁷⁴. Tout en assurant l'enrichissement personnel de ses membres, l'état-major ougandais exportait de grandes quantités d'or et de diamants et percevait des lourdes taxes sur tous les biens importés. Observons, à ce sujet, que l'armée ougandaise contrôlait quasiment tous les circuits financiers locaux et transfrontaliers situés dans sa zone d'occupation.

³⁷³ Ibidem, p.50.

³⁷⁴ Pour plus de détails, lire, xxx, Congo (ex-Zaire), Un pays pillé par les seigneurs de guerre et les trusts impérialistes, Lutte de classe, n°76, novembre 2003, pp.3-6.

Devenu tout puissant dans cette partie, le général Kazini sous couvert du RCD-K/ML, son protégé local, érige deux nouvelles provinces. La province du Grand-Nord (Beni-Lubero) s'étendait de Kanyabayonga à Eringeti. Sa partie ouest est réputée en gisements d'or, de cassitérite, de coltan, de diamant, de bois rares, etc. Cette contrée coïncide avec le rayon de l'ancienne société Minière de Grands Lacs, MGL, en sigle. Le contrôle de Butembo, plaque commerciale tournante dans la région, du poste douanier de Kasindi, a également attisé l'appétit ougandais.

Que dire de la province de Kibali-Ituri dont le tracé couvre avec nette exactitude la carte des gisements aurifères de Kilo-Moto, d'Isiro et de Watsa ainsi que le poste douanier d'Aru-Ariwara. Ce qui explique le monopole du marché minier que s'y octroie le groupe Victoria, créé pour la circonstance par les proches du président Museveni. Cette firme ougandaise devint aussitôt l'intermédiaire privilégié des trusts occidentaux pour le commerce de diamants, café, or et autres ressources recherchées de la région.

Prétextant apaiser les tensions entre les ethnies en guerre en Ituri, l'UPDF a poursuivi une stratégie guerrière au nom de la paix. Elle a attisé délibérément les tensions ethniques et la conflictualité armée en offrant son assistance militaire aux milices armées rivales. Les alibis de sécurisation de ses frontières et de pacification de l'Ituri ont permis à l'armée ougandaise d'y perpétuer sa présence.

L'armée rwandaise faisait de même dans les rayons sous son contrôle. Cette réalité mène Global Witness à soutenir que le *« prétexte sécuritaire invoqué par les armées rwandaise et ougandaise a servi à masquer des actes de pillage à grande échelle, une forme de 'commercialisme militaire', les considérations entrepreneuriales constituant le motif clé du déploiement des armées nationales »*³⁷⁵.

Dans ce sens, le partage des marchés lucratifs des minerais constituait l'enjeu majeur des affrontements sanglants de mai et juin 2000 entre les deux armées rwandaise et ougandaise, en pleine ville de Kisangani, plaque tournante des diamants de contrebande. L'importance des motivations économiques s'illustre donc dans les combats pour le contrôle des localités et des postes douaniers financièrement lucratifs. Ces mêmes enjeux ont alimenté les les

³⁷⁵ Rapport de Global Witness, Exploitation des ressources naturelles et droits de l'Homme en République Démocratique du Congo, décembre 2009, p. 9.

déchirements des mouvements rebelles et des milices armées actifs à l'est de la RDC. Des zones locales de tensions ont été savamment entretenues en vue de servir les intérêts des forces extérieures.

Ces créneaux internes de la conflictualité armée, véritable catastrophe pour la population civile contrainte à verser des tributs considérables aux bandes armées rivales, constituent pour ces pays voisins et certaines multinationales une aubaine des pillages du Congo loin à l'abri du pouvoir central. Telle la stratégie de « *soustraction* » qui consiste à fabriquer des milices ou bandes armées, leur fournir les outils nécessaires leur permettant de contrôler durablement une zone enviée quitte à ce qu'elles facilitent à leurs parrains l'accès aux ressources convoitées.

Le rapport de Global Witness³⁷⁶ montre la manière dont l'importance du facteur économique explique l'évolution des alliances entre les groupes armés et les armées nationales durant le conflit. Bien qu'il soit indéniable que la fréquence de ces changements d'allégeance ait été au départ imputable à des calculs politiques, des motivations économiques les ont sensiblement influencés. Raison pour laquelle les groupes ennemis ont souvent cheminés ensemble, les anciens ou proches alliés se sont parfois fait la guerre.

Il est arrivé que des protagonistes deviennent alliés en affaires tout en continuant à se battre sur le terrain. La réalité paradoxale à l'est de la RDC en est que des ennemis sur le champ martial surmontent parfois leurs différends dans le but de tirer un maximum de profits du commerce de minerais et des armes. Il est, par exemple, prouvé dans le rapport d'Amnesty International³⁷⁷ que certains membres de l'armée rwandaise collaborent avec les FDLR dont certains auraient trempé dans le génocide rwandais de 1994 pour l'achat des minerais. Les mêmes réseaux pro-Kigali entretiennent des liens d'affaires avec les mayi-mayi qui clament toujours leur hostilité aux troupes d'agression. Pour ainsi dire que le commerce des minerais contribue à financer leurs activités respectives. Pour corroborer ces faits, le Panel d'experts a évoqué une situation où « *chacun des*

³⁷⁶ Ibidem, p.10.

³⁷⁷ Amnesty International, « République démocratique du Congo : 'Nos frères qui les aident à nous tuer' - Exploitation économique et atteintes aux droits humains dans l'est du pays », avril 2003. Voir également §§66-69 du Rapport final du Groupe d'experts, op.cit., du 16 octobre 2002 (S/2002/1146).

belligérants gagne à tout coup », le peuple congolais étant « *le seul perdant au regard de cette gigantesque entreprise* »³⁷⁸.

Tous ces indicateurs réunis poussent Gaspard Muheme³⁷⁹, à conclure que toutes les guerres que connaît le Kivu, depuis la décennie nonante, sont, malgré la complicité de certaines forces locales, des guerres par procuration. Loin de toute finalité sécuritaire, ces guerres reflètent les convoitises dont les populations civiles payent les frais. Les soubassements des invasions étrangères ne sont rien d'autres que les intérêts financiers et des visées économiques. Ces faits sont successivement étayés par le Panel et le Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles congolaises et par bon nombre d'organisations non gouvernementales.

Le pillage des ressources du Congo était devenu un fait tellement patent qu'en 2000, l'ONU mit sur pied un Panel d'experts chargé d'enquêter sur les filières et les bénéficiaires d'exploitation illégale des richesses de la RDC.

5.1.1.1. Selon les rapports des experts de l'ONU

Un certain progrès a été accompli dans la dénonciation de l'exploitation minière illégale en RDC et la mise en lumière du rôle des entreprises nationales. Cinq rapports (dressés entre 2001 et 2003) du panel d'experts mandaté par le Conseil de sécurité des NU, dirigé par Mahmoud Kassem, mis en place en 2000, se sont employés à disséquer les réseaux de la terreur, de la spoliation et de la corruption entretenus par ce qu'ils appellent les « *réseaux d'élite* » et leurs liens avec la poursuite de la guerre. Dans le troisième rapport publié en octobre 2002, les experts onusiens ont nommément désigné 157 firmes et des individus dont les activités finançaient d'une manière ou d'une autre la perpétuation du conflit armé dans l'est de la RDC.

La mise en évidence de l'implication des sociétés internationales agissant en violation du code de conduite de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) et parmi lesquelles les trois quarts des firmes citées étaient immatriculées en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord est la

³⁷⁸ Rapport du Groupe d'experts, op.cit. 12 avril 2001 (S/2001/357), § 218 et Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la république démocratique du Congo, 16 octobre 2002, (S/2002/1146), §66-69.

³⁷⁹ G. Bagalwa Muheme, *op.cit.*

preuve tangible de la convoitise des richesses congolaises non seulement par les nationaux, les forces régionales mais aussi par des acteurs extrarégionaux. Cette longue liste a prouvé à quel point le pillage ‘systémique et systématique’, pour reprendre les termes du rapport, est ‘mondialisé’.

Supplémentaire au Panel d’experts, le Groupe d’experts onusiens (créé en 2004) sur l’exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses en République Démocratique du Congo avait établi le lien entre trafic de ressources naturelles et pérennisation du conflit armé en RDC. Certes que sa mission première consistait à contrôler le respect de l’embargo sur les armes qui avait été imposé aux groupes armés dans l’est de la RDC. Ce groupe d’experts a, en outre, rendu compte de la façon dont le commerce des ressources naturelles a permis aux groupes armés actifs dans cette partie du Congo-Kinshasa de survivre, et élaboré des rapports détaillés s’agissant de la période 2004-2009. Bien que certains analystes aient qualifié le quatrième rapport de « *giclée d’eau tiède* », il a cependant le mérite d’insister sur le fait que « *l’exploitation demeure l’une des principales sources de financement des groupes qui tentent de perpétuer le conflit, en particulier dans les régions de l’Est et du nord-est de la RDC* »³⁸⁰.

En ce qui concerne les « *diamants de sang* », le document de l’ONU dénonce les multinationales comme le géant sud-africain De Beers qui, tout en prétendant s’interdire de commercialiser des « *pierres de conflit* », ferment les yeux quant à la provenance de leurs approvisionnements.

Ce groupe d’experts relève, de surcroît, que la pérennisation de la conflictualité armée en RDC est étroitement liée à l’exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses congolaises ainsi qu’au trafic d’armes. Ils en concluent que les luttes contre l’exploitation illégale et le trafic d’armes doivent aller de pair en vue de couper les sources de financement et d’approvisionnement en armes aux groupes rebelles actifs à l’est du pays.

Ceci démontre que la solution à la crise congolaise ne peut être que régionale et doit recevoir l’appui actif de la communauté internationale. Surtout que certains pays occidentaux servent encore de rampe de coordination des activités criminelles rebelles en RDC.

³⁸⁰ Rapport de Global Witness, Exploitation des ressources naturelles et droits de l’Homme en République Démocratique du Congo, décembre 2009, p.4.

Ces rapports onusiens ont été suivis d'autres enquêtes à l'initiative des Etats ou d'organismes non-gouvernementaux.

5.1.1.2. Selon les ONG internationales

Global Witness a dénoncé en octobre 2008 les agissements de la société de négoce britannique Afrimex devant le Parlement de Londres. Rights and Accountability in Development est parvenu à faire condamner par le gouvernement britannique une compagnie de fret aérien, DAS Air. La même année, Human Right Watch a mis en évidence la contrebande d'or orchestrée par des fonctionnaires ougandais et des entreprises multinationales par l'intermédiaire des milices rebelles locales.

Southern Africa Ressources Watch a publié également en 2008 la liste d'entreprises impliquées dans le trafic du coltan dans les Kivu : britanniques, belges, américaines, suisses, rwandaises, russes, malaisiennes, kazakhes, chinoises, deux de Saint Kitts, etc., lesquelles informations sont confirmées par le rapport de Rights and Accountability in Development.

Selon le rapport de Global Witness, la cinquième plus importante société du monde de transformation de l'étain, Thailand Smelting and Refining Co (Thaisarco) appartenant au groupe britannique Amalgamated Metal Corporation (AMC), se fournirait encore auprès des mines contrôlées par les FDLR³⁸¹.

Crisis Group a eu également à publier des rapports sur les divers réseaux qui alimentent la guerre à l'est de la RDC et le pillage systématique des richesses de cet Etat dont le gros transite par Kigali. De même, Amnesty International³⁸² affirmait, en 2003, que l'ambition des forces combattantes congolaises et étrangères d'exploiter la richesse minérale et économique de l'est de la RDC se révélait être un facteur primordial de la violence.

Pour sa part, la commission parlementaire congolaise sur les contrats miniers, présidée par le député Christophe Lutundula, a émis un rapport faisant état d'au moins vingt-six contrats léonins signés entre l'Etat congolais et des sociétés minières entre 2001 et 2003 qui auraient conduit à un prélèvement de plus de 11 milliard de dollars.

³⁸¹ P. Jacquemot op.cit. p. 53.

³⁸² Amnesty International, « République démocratique du Congo : 'Nos frères qui les aident à nous tuer' - Exploitation économique et atteintes aux droits humains dans l'est du pays », avril 2003.

Dans la même perspective, Bernard Leloup³⁸³ estime que le système d'exploitation était mis en place dès la première guerre étant donné que les soldats rwandais et ougandais avaient le temps de se rendre compte des potentialités réelles du pays. Ce qui justifie que lors de la deuxième guerre d'août 1998, les troupes d'agression maîtrisaient déjà parfaitement la cartographie des ressources naturelles et les bénéfiques susceptibles d'être tirés de leur appropriation. De septembre 1998 en août 1999, ce fut l'épisode de pillage de tous les stocks de minéraux, bois d'œuvre, produits agricoles ainsi que le bois et le cheptel se trouvant dans les territoires conquis. Une fois ces stocks épuisés, les forces d'occupation et leurs alliés sont passés à une phase d'exploitation active des richesses de ce pays doté de ressources minérales et forestières remarquables.

C'est donc l'assassinat du président Laurent-Désiré Kabila qui freine, tant soit peu, les armées d'agression dans leur conquête de richesses congolaises. En fait, la communauté internationale n'aurait pu comprendre ni tolérer toute poursuite de guerre ouverte alors que la voie du dialogue devenait possible avec le président Joseph Kabila.

Notons que le retrait imposé de l'armée rwandaise du Congo n'a été qu'un trompe-œil. Il fut si partiel que le gros des troupes a été dissimilé dans les rangs de l'armée rebelle du RCD-Goma. C'est ce que souligne le rapport final du groupe d'experts onusiens sur l'exploitation illégale des richesses congolaises qui affirme à cet égard que le Rwanda a intentionnellement détourné l'attention de la communauté internationale du fait que les soldats restaient en RDC en accordant une importance particulière au départ de ceux qui quittaient le pays. En réalité, le nombre de soldats qui ont quitté ce pays ne représente qu'une infime partie de l'ensemble des troupes de l'Armée patriotique rwandaise stationnées dans l'est de ce pays³⁸⁴.

En définitive, ce sont ces troupes qui constituent ce qui, au début de la transition, paraît comme des dissidents de l'ANC ; branche armée rebelle du RCD-Goma pour se muer en CNDP. Les insurrections militaires récurrentes à l'Est de la RDC y exploitent

³⁸³ B. Leloup, *Le Rwanda et ses voisins. Activisme militaire et ambitions régionales*, in *Afrique contemporaine*, p.83.

³⁸⁴ Nations Unies, Conseil de Sécurité, *Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses de la République démocratique du Congo*, document S/2002/1146, New York, 16 octobre 2002, p.6.

donc des ressources rares et d'autres richesses qui militent pour leur survie. C'est avec raison que Paul Collier affirme que « *les données sur les causes de conflit indiquent que les facteurs économiques en sont les principaux moteurs. La combinaison d'importantes exportations de matières premières, d'un bas niveau d'enseignement, d'un pourcentage élevé de jeunes marginalisés et d'un déclin économique augmentent énormément les risques* »³⁸⁵.

Sur cette même lancée, sans se référer uniquement au cas congolais, T. Addison (2002) fait observer que les guerres détruisent le capital humain et physique des pauvres, brisent les liens familiaux et le système relationnel qui est central dans la vie des communautés. Cette réalité est corroborée par l'ébranlement et la désarticulation des circuits économiques congolais dans sa partie est. La conflictualité armée a transformé le Nord-Kivu, jadis région fertile, verdoyante et grenier du Congo, en une zone de pénurie alimentaire.

5.1.1.3. Impact des pillages sur l'environnemental endogène

Les conséquences sociales des conflits généralisés en Afrique ont souvent été identifiées tant par les organismes internationaux, bon nombre des chercheurs que par les diverses composantes de la société civile vivant dans les zones sous tension. Ainsi donc, la conflictualité armée au Nord-Kivu a pris l'allure d'un cancer ayant tendance à se généraliser. Elle tue, meurtrit la population et provoque des handicaps. Elle viole les femmes et leur transmet le sida. Elle gonfle les rangs de milices des enfants-soldats et jette de milliers des congolais sur la voie d'exil, en font des déplacés errants, etc. Des harcèlements y donnent lieu à une série de violations des droits humains, sous la forme de sévices et d'humiliations aux séquelles durables sur les femmes et les enfants, symboles de l'avenir de la région.

Pierre Jacquemot écrit, à ce sujet, que les femmes sont au cœur du drame de l'économie des conflits, victimes de la terreur du viol comme arme de guerre et de soumission, '*bêtes de somme*', souffre-douleur aussi de la déliquescence des infrastructures sanitaires, judiciaires et autres³⁸⁶. En fait, les déplacés de guerre survivent dans les conditions de la plus grande précarité. Ils vivent

³⁸⁵ P. Collier, "Doing well out of war: an economic perspective", in M. Berdal et D. Malone, *Greed and Grievance. Economic Agendas in Civil Wars*, Boulder, Co., Lynne Rienner, 2000, p.110.

³⁸⁶ P. Jacquemot, op.cit. pp.55-57.

dans la promiscuité et sont exposés à des épidémies de tout genre. Leurs camps sont souvent pris pour cible par les belligérants. Ils n'ont accès ni à l'eau potable, ni à la nourriture, ni à l'abri, ni aux soins de santé, ni à la scolarité, moins encore à la justice.

Mises en part les personnes décimées par la guerre, des milliers d'enfants sont privés d'éducation et donc de chance de qualification professionnelle et voient ainsi leur avenir hypothéqué. Il y a également le traumatisme de ces enfants et de toutes les personnes vivant en zones de conflits, l'enrôlement forcé des enfants dans des forces armées en présence où ils sont drogués et poussés à commettre des actes cruels de violence.

Les conflits armés au Nord-Kivu ont conduit à une criminalisation de la société rurale et urbaine, faite de désordre et d'insécurité, où la rumeur et le soupçon alimentent l'opinion sur les rues de villes et en campagne. Ce faisant, chacun court le risque de devenir l'ennemi de tous et complice de tout le monde. Dans ces circonstances de délitement du tissu social, les cadets sociaux n'ont d'autre choix que de rejoindre une milice ou l'une des armées existantes ou de s'aventurier dans les mines et les carrières dans un marché contrôlé par les forces militarisées. Ceci étant, les jeunes en marge de la société quittent, pour longtemps, leur terroir d'origine pour s'affranchir de l'autorité des anciens.

Par ailleurs, la conjugaison des activités d'exploitation et de poursuite de la guerre a, de fait, éliminé tout contrôle administratif sur les parcs. Elle est à la base de leur occupation armée, notamment dans les parcs de Virunga, de Kahuzi-Biega, de Maïko et la réserve naturelle d'Okapi d'Epulu en Ituri. Ces parcs occupent une position stratégique le long de la frontière orientale de la RDC, et sont souvent utilisés comme points de passage des forces armées. Celles-ci s'y livrent régulièrement au braconnage d'éléphants pour leur ivoire, de gibiers et d'espèces rares. Elles saccagent les ressources forestières.

Les populations déplacées et les paysans sans terre, victime de l'application abusive de la loi foncière, s'installent également dans les mêmes parcs pour assurer leur subsistance grâce au braconnage, à la pêche dans les lacs et les rivières riverains. Les mêmes populations s'adonnent à l'abattage intensif des arbres dont le charbon est devenu une ressource tellement recherchée qu'elle alimente actuellement le commerce local et transfrontalier. La végétation y est souvent coupée, brûlée ou défoliée pour accroître la mobilité et la visibilité des troupes. L'extraction intensive des minéraux précieux, à l'absence de

tout contrôle environnemental est également une source de destruction de la flore. L'usage des mines, munitions et autres armes lourdes exacerbe la pollution de l'environnement. Il en est de même de l'immense population en déplacement perpétuel qui a une incidence importante sur l'environnement.

Comme on peut s'en rendre compte, la conflictualité armée à l'est de la RDC a vu naître des alliances entre seigneurs de guerre, une certaine élite commerciale locale et les firmes étrangères pour l'exploitation des richesses naturelles des zones occupées. On peut voir dans ces liens de type criminel une extension et une dégénérescence de l'« *Etat prédateur* »³⁸⁷ décrit par Jean-François Bayart et compagnons et dont la RDC constitue la figure emblématique. Dans la même lignée, Christian R. Manahl³⁸⁸ démontre l'enchevêtrement des structures de pouvoir local, régional et les réseaux internationaux de commerce qui alimentent les réseaux criminels entre seigneurs de guerre, trafiquants d'armes et de matières premières dans la région des Grands-Lacs.

Ces alliances entre diverses dynamiques guerrières se tissent d'autant plus aisément eu égard à la défaillance du système étatique congolais et de son incapacité de recouvrer de manière effective et efficace son pouvoir sur toute l'étendue du territoire national.

De façon assez synthétique, et faisant nôtre la thèse de J.M. Châtaigner et H. Magro³⁸⁹, si la naissance des conflits armés peut être rarement liée à des motivations économiques, mais plus généralement à des questions de partage du pouvoir ou aux sentiments d'exclusion vécus par certaines couches sociales, leur pérennisation repose sur les profits qu'en tirent directement ou indirectement des élites corrompues, des groupes de jeunes qui trouvent dans l'activité milicienne des moyens de survie qu'ils ne pourraient obtenir en situation normale de paix et des différentes entreprises locales et étrangères, formelles ou mafieuses, pour la poursuite de leurs affaires : vente d'armes, achats de matières brutes, minerais rares et autres pierres précieuses. Le maintien d'un Etat aussi effondré est une

³⁸⁷ J.F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Paris, CERI, 1997.

³⁸⁸ C. R. Manahl, Violence politique et gestion des crises: Leçons de la région des Grands Lacs et d'ailleurs, in *Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 1999-2000, Paris, L'Harmattan, p.8.

³⁸⁹ J.M. Châtaigner et H. Magro (Sd.), *Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007, p.11.

bonne affaire pour tous les groupes criminels. Il va sans dire que la restauration de la souveraineté nationale sur toute l'étendue du territoire congolais jusque dans les enclaves mises en sac par ces entreprises criminelles et à même d'assurer les conditions d'une paix durable marquerait la fin de leurs dividendes. Cette évidence explique mieux les entraves et les résistances à tout processus d'instauration de la sécurité et de la paix dans cette partie du pays.

Dans cette perspective, Hans Romkema et Koen Vlassenroot³⁹⁰, ont prouvé que même durant la transition dernière, certains partis au pouvoir à Kinshasa ont tenté de maintenir des structures parallèles basées sur celles instituées pendant la guerre. Ces mécanismes, constatent-ils, ont permis à leurs instigateurs d'échapper au contrôle du gouvernement et du parlement de transition. Ce qui explique pourquoi les hommes forts au niveau local du point de vue politico-militaire ainsi qu'une poignée de l'élite économique ont su sauvegarder leurs structures de contrôle et d'accès aux ressources rares telles qu'aménagées lors de la guerre ouverte. L'entretien et le parrainage de ces réseaux criminels paraît une des stratégies d'anciens rebelles permettant de continuer à piller l'Etat congolais du sommet des institutions de la République.

5.1.1.4. Stratégies d'enracinement local des forces d'occupation

La leçon tirée du revirement d'alliance de Laurent-Désiré Kabila, une fois au pouvoir à Kinshasa, et donc de son émancipation politique vis-à-vis de ses anciens parrains, fait que ces derniers deviennent désormais très prudents quant à la marge de manœuvre de leurs nouveaux substituts congolais. L'analyse de William Barnes³⁹¹ est très éloquent à ce propos. Elle décrit la manière dont les régimes de Kigali et de Kampala freinaient de facto les recompositions inter-congolaises et l'émergence d'une force politique alternative à même de stabiliser la région. Leur stratégie commune est de se focaliser sur des acteurs de paille. En prélevant à leur profit les minerais encore

³⁹⁰ H. Romkema et K. Vlassenroot, *Gouvernance et leadership dans l'est de la RDC*, mai 2007, p.15.

³⁹¹ W. Barnes, Kivu : l'enlèvement dans la violence, in *Politique africaine*, n°73, mars 1999, pp.131, 136.

exploitables, rwandais et ougandais contribuent à empêcher leurs protégés locaux d'avoir les moyens de leur propre politique.

Coups de toute autonomie financière, organisationnelle, militaire et diplomatique, les rebelles congolais sont ainsi réduits à n'être qu'un paravent d'interventions étrangères, sans aucune possibilité de s'émanciper. Ceux qui ont osé prendre distance de leurs parrains se sont vite vus évincés, décapités, emprisonnés ou poussés à l'exil. Ces calculs stratégiques expliquent également les scissions répétitives qui ont émaillé ces rébellions.

Les divergences des vues sur la gestion des territoires conquis et surtout les rivalités entre Kampala et Kigali sur le partage du butin fragilisaient davantage les rebelles congolais dont le premier coup dur s'avère être la scission du RCD sur fond des rivalités entre les parrains externes. Au printemps 1999, le RCD est scindé en deux ailes conformément aux obédiences politiques des parrains. Ces mêmes rivalités font naître le MLC, machinerie ougandaise qui, non seulement brouille la reconnaissance internationale du RCD-Goma mais aussi le dénude de son authenticité congolaise.

Les comportements des parrains rwandais et ougandais favorisent la fragmentation de leurs protégés dans la partie orientale du Congo dont les limites en termes de moyens militaires et leurs rivalités rendent plus qu'incertaine leur capacité à contrôler efficacement les territoires sous leur contrôle respectif. A l'absence d'alliés crédibles ou d'un leadership local congolais, la prolifération des conflits locaux sert de levain dans le processus de satellisation de cette partie congolaise. Elle enclenche des dynamiques où la violence est centrale et rend ingouvernable la région toute entière.

Observons que la région étudiée était initialement sous le gouvernail du RCD, puis de son dissident, le RCD-K/ML et, durant un moment, du MLC. Mais l'absence d'administration, la précarité de leurs moyens militaires et financiers les condamnaient cependant à n'exercer qu'un pouvoir nominal en dehors des principales agglomérations surtout que, du point de vue militaire, les soldats congolais dont pouvaient se targuer ces mouvements rebelles ne constituaient qu'un appoint aux troupes d'agression. Ces dernières avaient l'effectivité de pouvoir de décision du point de vue de l'encadrement, de l'approvisionnement comme de l'affectation et des objectifs à assigner à cette poignée de soldats. Ainsi, pour asseoir leur pouvoir, les chefs rebelles ne pouvaient que s'appuyer sur la seule administration militaire. Or cette dernière n'était qu'une héritière des

comportements des FAZ de Mobutu. De la sorte, les administrations rebelles se sont privées de toute base populaire significative.

En outre, la carence de cohésion au sein des rébellions freinait la constitution d'un appareil militaire efficace. Comme les soldats nationaux n'étaient pas payés au côté de ceux du FPR et de l'UPDF mieux dotés financièrement, le racket sur les routes encore existantes ou auprès des commerçants étaient devenus très récurrents. La principale ligne de clivage demeurait la méfiance entre soldats mercenaires ou allochtones et militaires autochtones. Ces failles les empêchaient de réduire l'insécurité, d'enrayer son développement dans les entités sous leur contrôle comme dans les campagnes sous contrôle des milices armées locales ou étrangères. La recrudescence de l'insécurité dans toute la région rendait de plus en plus aléatoires les déplacements et les mouvements des populations. Ce phénomène est un accélérateur de la déliquescence de l'économie qui, à l'est du Congo, repose sur le secteur agro-pastoral et le commerce.

William Barnes constate à ce juste titre que les conflits armés récurrents au Kivu ont rendu caduque le principe fondant jusqu'alors les alliances locales : un partage d'influence entre les familles de quelques chefs traditionnels, de certains responsables politiques et administratifs ainsi que de certains hommes d'affaires. Il rejoint ainsi Koen Vlassenroot pour ce qui est de l'irruption de nouveaux prétendants sur la scène sociopolitique locale qui usent de la violence dans leur manœuvre de fragiliser les réseaux traditionnels politico-commerciaux préexistants dans la région. Dans cette même foulée, l'influence des milices locales a tenté d'éclipser celle des chefs coutumiers qui, parfois, se plient aux desideratas de ces cadets sociaux, désormais maîtres dans la manipulation d'armes et la maintenance de la violence.

Dans ce contexte, l'articulation des interventions extérieures avec les forces endogènes, dans un climat d'incertitude, de méfiance réciproque et une situation de paupérisation des populations civiles et d'enrichissement anarchique des entrepreneurs de la guerre bride l'apparition de nouvelles coalitions. De cette manière, les convoitises extranationales ancrent les affrontements locaux dans la durée et opèrent, au sein de chaque communauté, un glissement de l'influence au profit des combattants.

La scission de facto du Nord-Kivu en deux provincettes a encore, jusqu'à ces jours, des conséquences néfastes sur l'unité provinciale et la cohabitation intercommunautaire. C'est une

manifestation des rivalités économiques et politiques entre la coalition rwandophone et les Nande. Il existe également la guerre des chiffres, du point de vue démographique, entre ces deux communautés. Les élections de 2006 ayant tranché sur cette dernière question, la montée en puissance Nande inquiète les rwandophones qui manœuvrent actuellement avec la transplantation des populations du Rwanda.

En outre, l'éclatement de cette province reflétait également, dans le chef des pays agresseurs, les divergences de leurs finalités assignées à leur invasion de la RDC. Il faut noter que les Nande ont payé la lourde facture de toutes ces guerres tant en ressources humaines, financières qu'économiques.

Analysant les répercussions de la seule guerre d'août 1998 en termes d'économie politique, William Barnes note à ce sujet que « *si un Nande, Mbusa Nyamwisi, figure parmi les leaders du RCD et parmi ses tous premiers dissidents, les hommes d'affaires de sa communauté ont doublement subi les agressions ougandorwandaises: pillages dans un premier temps, désorganisation de leurs réseaux commerciaux et saccages de leurs cheptels, dans un second moment* »³⁹². Les circuits financiers Nande furent la cible du RCD-Goma, voire même du MLC sous couvert du FLC.

Timothy Raeymaekers ajoute que « *deux de mouvements rebelles, le RCD-Goma et l'UPC, évoluèrent en des complexes de pouvoir en opposition et défiant la dominance Nande dans le commerce régional. A partir de 1999-2000, le RCD-K/ML et les commerçants Nande furent menacés par l'alliance militaro-commerciale entre l'UPDF et le général James Kazini, l'UPC de Thomas Lubanga, et les commerçants Gegere. En 2002, les Nande perdirent l'Ituri aux mains de ce complexe politique émergeant* »³⁹³.

Le contrôle du Grand-Nord par le RCD-K/ML, protégé local de Kampala, y a ravivé, d'un côté, les rivalités entre les parrains rwandais et ougandais par le truchement de leurs alliés congolais respectifs. De l'autre côté, il a entraîné le déchirement entre les protégés congolais de Kampala : RCD-K/ML, MLC, UPC et RCD/N et les raids des milices mayi-mayi contre ces forces armées rebelles et alliés. Ces guerres permanentes, loin d'être profitables à la communauté Nande, ont littéralement freiné son élan d'initiatives de

³⁹² W. Barnes, *op.cit.* p.132.

³⁹³ T. Raeymaekers, « L'économie politique de Beni-Lubero », in K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, *op.cit.* p. 64.

développement endogène. Le dynamisme agro-pastoral, la prospérité économique et financière du milieu en pâtissent jusqu'à ces jours.

Par ailleurs, l'on ne doit pas nier le fait de constitution de deux blocs communautaires au Nord-Kivu. L'un regroupe les communautés endogènes et l'autre rassemblant les communautés perçues localement comme exogènes, allochtones. Il s'agit d'une question éminemment brûlante d'autochtonie et d'allochtonie, une gestion politique très délicate et complexe de la confusion entre leurs revendications et oppositions respectives. Cette donne est très mouvante. Elle illustre la mauvaise gestion des vagues successives des réfugiés rwandais sous le Zaïre et la confusion savamment entretenue autour de leur nationalité. Il en est de même de la question foncière dans cette province en forte densité démographique.

Les guerres au Kivu sont également et étroitement liées à la trajectoire politique de certains pays de la région. Comme l'ont fait remarquer Vlassenroot et Raeymaekers, « *l'arrivée des réfugiés hutus à 1994 modifie le caractère des conflits socio-ethniques au Kivu. A des affrontements qui restaient localisés entre autochtones et Banyarwanda se substitue une coalition Hutu du Kivu et réfugiés Hutu, rejoints parfois par des milices autochtones, contre les tutsi congolais, dans un conflit de dimension régionale, imbriquant le Zaïre de Mobutu, particulièrement le Kivu, le Rwanda et l'Ouganda* »³⁹⁴. Ces attitudes sont dictées par les affres subies par les membres respectifs de ces deux blocs communautaires de la part des groupes armés casquettés du bloc voisin. La peur de l'autre, le chômage, la précarité financière ainsi que leur instrumentalisation se rejoignent dans la pérennisation de la conflictualité armée mettant sur scène autochtones et allochtones.

En fait, les exactions et les violations graves des droits humains attribuées aux seigneurs locaux de la guerre et aux troupes alliées sont à la base de la rupture des passerelles entre ces communautés au point de limiter leurs capacités à prendre en compte les diversités familiales ou groupales existant au sein de chaque bloc. On y réfléchit dans l'unique logique de seules existent les victimes de sa propre communauté. S'érige alors une interprétation cloisonnée des événements. L'on se résigne expressément de ne point reconnaître ou l'on souffre d'une vicieuse cécité pour ne pas voir les brutalités dont souffrent les autres groupes sociaux du fait que, dans l'imaginaire

³⁹⁴ K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, op.cit. pp.90-92.

populaire, ils sont d'office et, de manière collective, catalogués d'ennemis. Ainsi donc, pour la raison de la cause, les turpitudes de quelques individus sont aussitôt récupérées, instrumentalisées et extrapolées à la communauté toute entière.

C'est dans pareil contexte que William Barnes³⁹⁵ estime que les mémoires parallèles deviennent à la fois un symptôme et un facteur du repli communautaire, une entrave considérable à l'élaboration de plates-formes de discussion et de dialogue intercommunautaire. En réaction au sentiment d'insécurité partagé par toutes les communautés, le recours à la force d'autodéfense est de plus en plus considéré comme le meilleur moyen de réaliser les ambitions individuelles ou d'accéder à un confort matériel minimum. Ces attitudes jaillissent dans une remise en cause des mécanismes traditionnels de résolution des différends au sein de chaque communauté et dans un changement radical dans la perception des relations intercommunautaires. De même, les couloirs de paix jadis entre communautés ont cédé la place aux espaces d'exécutions sommaires et expéditives des gens innocents.

Ce chevauchement des niveaux de conflits et leurs diverses stratifications, la place centrale de la violence dans les différentes stratégies des protagonistes et ses retombées socioéconomiques, les disparités entre leurs ambitions entretiennent au Nord-Kivu une conflictualité armée dont l'issue est fatale pour les populations civiles et hypothèque l'avenir de la région toute entière.

Aussi, entre la culture du racket et de la gâchette facile dans le chef de toutes les dynamiques guerrières locales et étrangères, l'emprise locale des armées d'agression, la survivance des réseaux de trafics d'armes et d'autres pratiques criminelles, la province du Nord-Kivu menace-t-elle de s'installer dans une perpétuelle instabilité du fait de sa recrudescence et systématique militarisation.

Toutefois, dans certaines zones occupées, les populations locales ont su mettre sur pieds un mode spécifique de gestion, d'accommodation ou d'esquives de la force occupante. Les populations civiles ont parfois trouvé un terrain d'attentes avec leurs bourreaux. Ces pratiques informelles de gouvernance renforcent la thèse de redéploiement de l'Etat congolais dans cette partie est.

³⁹⁵ Ibidem, p.134.

5.1.1.5. De la gouvernance souterraine locale

Il est vrai que l'analyse des changements provoqués par les guerres en répétition en RDC confirme la difficulté de voir, comme y incite Achille Mbembe, « *derrière le(s) processus* » de dépérissement de l'Etat et d'instauration d'un régime de violence, « *des efforts, en cours, d'institution de nouvelles modalités de la domination légitime et de reconstruction graduelle de formules d'autorité fondées sur d'autres bases* »³⁹⁶. Les faits concrets de terrain prouvent en fait que tous les groupes armés actifs à l'Est de la RDC, essaient d'instaurer une administration publique dans les contrées sous leur contrôle respectif. Aucun d'entre eux n'est sans projeter une certaine régulation de la vie sociale et économique dans son « *territoire* ». Bien que chancelante, cette gouvernance illustre la volonté manifeste d'une certaine organisation sociopolitique et économique que se font les seigneurs de guerre, chacun à son niveau.

Nombreuses études dont celle de Hans Romkema et K. Vlassenroot³⁹⁷, ont récemment démontré que l'effondrement de l'Etat et de sa capacité à fournir des services publics de base ne signifie pas nécessairement la disparition de structures de gouvernance locale. Dans plusieurs zones en conflit, des formes alternatives de légitimité et d'autorité sont apparues dans un contexte de vide étatique. Généralement les nouveaux centres de pouvoir ne cherchent pas à modeler des fonctions et des institutions étatiques. Ils existent en dehors de ce qui reste de l'Etat et sont souvent en conflit ouvert avec celui-ci sans tenter de le remplacer tout à fait.

Ces structures parallèles comptent non seulement des entrepreneurs de la guerre mais également des autorités traditionnelles et le monde associatif local. C'est un cas manifeste de l'abandon des structures de l'Etat au profit d'arrangements sociaux, économiques et politiques supplétifs. Le nombre important de structures informelles d'auto-gouvernance a clairement démontré que la société était capable de survivre sans les structures classiques de l'Etat. Dans certaines zones, seules les structures informelles régissent la vie publique.

Ainsi donc, à travers les conflits chaotiques et destructeurs, comme ceux du Nord-Kivu, cheminerait un processus de construction

³⁹⁶ A. Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000, p. 112.

³⁹⁷ H. Romkema et K. Vlassenroot, *Gouvernance et Leadership dans l'est de la RDC*, mai 2007, pp.8-9

de l'Etat : « *l'exacerbation des conflits en Afrique centrale peut (...) être interprétée, sous réserve d'inventaire, comme la manifestation, certes douloureuse, du processus de formation de l'Etat* »³⁹⁸.

Affermissant cette thèse, K. Vlassenroot et T. Raeymaekers remarquent qu'au « *lieu de conduire à un effondrement ou au chaos (...), les conflits du Congo oriental semblent avoir la potentialité de créer un système alternatif de profit, de pouvoir et de protection* »³⁹⁹. Ils évoquent la mise en place dans les zones de guerre et de conflits de « *diverses structures informelles de gouvernance* »⁴⁰⁰. Ils font, en outre, observer que les processus de changement ne doivent pas être considérés comme « *déviant ou irrationnels* », car, par « *l'usage qu'ils font des opportunités créées par le conflit armé, ils doivent plutôt être vus comme constituant de nouvelles formes d'intégration socio-économiques, incontestablement violentes mais néanmoins effectives* ». Ce qui explique la mise en place de « *complexes de pouvoir, de profit et de protection* »⁴⁰¹.

Il y a donc lieu de transposer aux zones sous occupation à l'est de la RDC l'analyse de Stephen Ellis montrant que les seigneurs de guerre du Libéria ne sont pas seulement des agents de violence et de destruction mais peuvent aussi procurer à la population qui dépend d'eux, une relative « *sécurité* », donc témoigner d'une certaine capacité de « *gouvernance rebelle* » dispensant des « *biens publics* ». Il écrit à ce propos : « *le développement au Libéria de systèmes autonomes de gouvernement par des seigneurs de guerre (...) a produit une mosaïque de zones contrôlées par des milices, dans lesquelles les civils bénéficient de quelque protection, mais doivent payer un tribut en nature au seigneur de guerre local* »⁴⁰².

En fait, le paradoxe à l'est de la RDC en est que les structures de l'Etat, soulignent Hans Romkema et Koen Vlassenroot⁴⁰³, tels que produits sous le Zaïre de Mobutu n'ont jamais été mises en danger. Bien que la plupart des groupes rebelles et des milices aient nommé

³⁹⁸ J. F. Bayart, « La guerre en Afrique. Dépérissement ou formation de l'Etat ? », *Esprit*, n°247, p.63.

³⁹⁹ K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, *op.cit.* p.23.

⁴⁰⁰ *Ibidem*, p.221.

⁴⁰¹ *Ibidem*, pp.178, 193.

⁴⁰² S. Ellis, « Liberia 1989-1994: a study of ethnic and spiritual violence », in *African Affairs*, n°94, 1995, p. 57.

⁴⁰³ H. Romkema et K. Vlassenroot, *op.cit.* pp. 14, 19.

leurs propres agents dans la fonction publique, ils ont rarement tenté d'instituer des structures innovatrices de gouvernance.

Autrement dit, même en pleine guerre, les structures formelles de l'Etat congolais n'ont jamais cessé d'exister. Elles avaient juste perdu l'effectivité de leur pouvoir. Les dirigeants de l'AFDL, de tous les mouvements rebelles et des milices locales congolaises, toutes leurs administrations n'ont pas pu changer le système de gouvernance préexistant ni proposer de nouvelles formes de leadership moins encore de culture politique. L'usage de la violence, les pratiques de la corruption, du clientélisme, les tracasseries administratives, la culture de l'impunité sont demeurés leurs mots de passe.

5.1.2. L'état de lieu du Grand-Nord sous l'occupation

Avant d'aborder la deuxième section, nous estimons nécessaire de présenter d'abord la situation sécuritaire dans cette partie du Congo, l'instabilité politique qui s'en est suivie et captivée par tous les chefs de guerre pour tenter de justifier leurs actions.

En effet, la fin du régime Mobutu a connu un cycle infernal de violences et de guerres qui, pour la plupart, partent de la partie Est du pays. A peine achevée la bataille menée par la coalition de l'AFDL contre le régime Mobutu, le pays sombrait une année après dans une guerre dite du Rassemblement Congolais pour la Démocratie. Devant l'enlisement de la situation, le pays est morcelé en plusieurs centres de pouvoirs. La partie septentrionale de la province du Nord-Kivu et le Kibali-Ituri, en province Orientale passaient, au printemps 1999, sous contrôle du RCD-K/ML et alliés. Ce territoire contrôlé par le RCD-K/ML connaîtra une instabilité permanente et une fragmentation continue dues à l'enchevêtrement entre les enjeux régionaux et les intérêts politiques internes. Ce qui a suscité des luttes de leadership au sommet de cette rébellion et un climat de guerre permanente en son sein par la fluctuation ses frontières.

Cet ancien fief du RCD-K/ML a été successivement géré par l'AFDL dans sa conquête d'éviction du régime Mobutu, le RCD, le RCD-K/ML, le RCD-Populaire, le FLC, de nouveau le RCD-K/ML alors qu'une large partie de ses campagnes était sous contrôle des milices mayi-mayi, des groupes armés étrangers ADF-NALU et FDLR. Au regard de son pesant d'or dans la géopolitique nationale et régionale, cette contrée est convoitée par une constellation d'acteurs tant internes qu'externes. Son contrôle était devenu un enjeu majeur

dans la quête du leadership local, national et régional. La mainmise sur cette contrée alimentait la récurrence des conflits armés.

Il sied de rappeler que bien avant l'avènement du RCD-K/ML, la localité du Ruwenzori s'était enlisée dans une spirale des turbulences et des violences militaro-commerciales depuis la décennie 1960. Au milieu des années 1990, la question foncière doublée d'une précarité politique et d'une pénurie économique mit le feu à la poudre entre autochtones et allochtones dans le Masisi et le Rutshuru. Au sud de Lubero, les jeunes Nande soupçonnés d'être acquis à la résistance mayi-mayi ont été sévèrement réprimés par les FAZ lors des opérations '*Mbata*' et '*Kimya*'. Les dynamiques guerrières s'amplifient de plus bel avec l'arrivée de réfugiés rwandais Hutu mêlés aux génocidaires rwandais et miliciens Interahamwe.

C'est sur ces poches de tensions que se sont basées les milices locales et étaient articulées les forces rebelles. Elles ont été également captivées les forces extranationales. Dès lors les rébellions et alliés, les groupes armés étrangers et les milices locales se sont enracinés dans les villes et campagnes. C'est toute une constellation d'acteurs qui y entretient l'insécurité. Durant les deux guerres d'agression, comme sous le RCD-K/ML, quelques faits ont marqué la mémoire des populations de ce territoire. Il convient de les épinglez vu leur impact dans la trajectoire mouvante de tous les mouvements armés de la région. Ils suffisent, à eux seuls, pour comprendre le désaveu local de la guerre, la radicalisation des milices mayi-mayi et la mise sur pieds des tactiques locales de déviation des forces d'occupation.

5.1.2.1. La période de l'AFDL

Le régime Mobutu finissant et l'arrivée de l'AFDL ont vu la recrudescence de l'insécurité, d'exactions contre la population civile, de pillages systématiques et d'autres violations graves des droits humains en Beni-Lubero. A peine mis leurs pieds à Butembo, les alliés de l'AFDL s'adonnent aux actes de genre nouveau.

Pour la première fois, l'on assiste aux pillages des pièces maîtresses dans des usines locales dont celles de BRIBO (briqueterie industrielle de Butembo), de MENUIBO (menuiserie industrielle de Butembo), etc. Les viols des femmes, les massacres systématiques des jeunes, les assassinats ciblés de l'élite commerçante locale accompagnés des vols des voitures de luxe – qui, nuitamment, traversent le parc Virunga pour se retrouver en territoire rwandais, -

prisent de l'ampleur qu'ils suscitèrent localement d'énormes inquiétudes. En plus, les flagellations publiques, les crachats dans les bouches des gens et autres traitements dégradants et humiliants subis de la part des alliés de l'AFDL, devenant le quotidien local, frustrèrent davantage les populations de cette contrée.

A titre illustratif, mentionnons l'assassinat, en date du 24 août 1997, de deux jeunes riches du milieu Jean Louis Kitambala, propriétaire de l'usine locale de Coca-cola et Constant Bwanakawa, homme d'affaires de Beni. Leur assassinat toucha aux fibres de l'intolérable dans le monde local d'affaires qui menaça de prendre la revanche si les troupes rwandaises, sous commandement d'un certain Jean-Claude, ne déguerpissaient pas du milieu. En concertation avec la société civile locale, furent décrétées des journées « *ville-morte* » jusqu'au départ de la contrée du dernier militaire rwandais. Les commerçants menacèrent de délocaliser leurs activités vers la Zambie, la Tanzanie et le Kenya au cas où ils continueraient à être insécurisés par l'armée de l'AFDL. Décision qui serait néfaste pour l'Ouganda dont l'économie nationale perdrait d'énormes dividendes. Il n'est donc pas exclu que Kampala et Kigali se seraient concertés pour le retrait public des bataillons rwandais de Beni-Lubero.

Le lendemain, les troupes katangaises prenaient la relève mais toujours sous commandement rwandais voilé. La situation sécuritaire dans le milieu s'empirait davantage. Monsieur Aboubacar, commandant bataillon ville de Butembo, s'est comporté comme un loup dans une bergerie. L'administration et la sécurité de Butembo étaient désormais entre les mains des agresseurs, un sujet rwandais nommé Abarurema étant devenu chef-adjoint de cette entité. Les ambitions des agresseurs se dévoilent au public local. Ce qui explique le penchant local aux forces de résistance mayi-mayi et l'intensification de leurs assauts contre les troupes de l'AFDL et alliés. Cependant, à chaque affront avec les mayi-mayi, les troupes de l'AFDL se déchainaient contre la population civile.

A titre illustratif, en date du 20 février 1998, après des lourdes pertes dans ses rangs, le commandant Aboubacar ordonne à ses hommes de tirer sur tout ce qui bouge à Butembo. Cloisonnée, la population fut, deux jours durant, terrorisée et soumise aux enlèvements, aux massacres et aux viols des femmes. Plus de 500 garçons Nande furent tués dont un grand nombre enterrés vivants dans

des fosses communes au camp Kikyo⁴⁰⁴. Cet effectif s'alourdit au mois d'avril 1998. Pendant quatre jours, du 13 au 17 avril 1998, la population est affamée de force sur l'ordre du même commandant Tutsi. Personne n'était autorisée de sortir de sa maison ni de jour ni de nuit. Plus de 800 garçons Nande sont massacrés, la plupart enterrés toujours vivants⁴⁰⁵.

Dimanche, le 26 avril 1998, la jeunesse estudiantine du milieu qui demeurait alors l'unique force d'expression est séquestrée dans la chapelle universitaire du Graben pendant plus de quatre heures. Le même commandant Tutsi taxait le monde estudiantin local d'être en collaboration avec les milices mayi-mayi pour avoir osé réclamer la libération de leur professeur et d'autres notables locaux qui, sans ménagement, étaient déportés dans une prison militaire à Kananga, au Kasai Occidental, lors des événements du 13 au 17 avril 1998.

Dans son meeting improvisé lors de cette séquestration, montant sur l'autel, l'officier rwandais ne cessait de proférer des menaces en l'endroit des étudiants et de l'université catholique du Graben. « *Tutawatawala kwa kinguvu* », répétait-il, autrement dit, « *nous vous dominerons de force* ». Son discours redondait des menaces fermes d'élimination de toute résistance locale, de déstabilisation du milieu, du saccage et démolition en fond et en comble de l'université catholique du Graben accusée d'être le bastion de la résistance civile locale et de servir de rampe à la coordination des activités des milices mayi-mayi actives dans la contrée, etc.⁴⁰⁶ Il faut souligner que quiconque ne partageait pas l'idéologie de l'AFDL, osait remettre en doute la nationalité de certains hommes de ses troupes en les cataloguant des rwandais était d'office accusé de mayi-mayi. Stratégie de marketing politique qui, sous le RCD, fera que toute résistance sera qualifiée de génocidaire FDLR.

Dans leur stratégie de contrôler l'opinion locale, ils se lancèrent dans la chasse à l'élite intellectuelle du milieu. Le vice-

⁴⁰⁴ Rapport de la société civile Butembo-Beni, février 1998.

⁴⁰⁵ Témoignage des rescapés de ce massacre dont A.P.K. qui, lors de sa flagellation, perdit deux dents de sa bouche.

⁴⁰⁶ Dans ce discours incendiaire prononcé en swahili lors de son meeting improvisé dans la chapelle universitaire locale abondaient des sérieuses menaces contre tout ce qui fait la fierté de la contrée. Il est similaire à ceux prononcés sur la radio locale RTNC-FEC, respectivement le 20 février et le 14 février 1998 et dont les résultats sont ci-hauts mentionnés. Le professeur Jean Claude Willame détaille tous ces événements dans « Conflits et guerre au Kivu et dans la région des Grands Lacs », in *Cahiers africains*, n°39-40, Paris, L'Harmattan, 1999.

recteur d'alors de l'université catholique du Graben, revenu fraîchement des études de la France, fut la première cible. Ils l'accusaient d'avoir approvisionné les mayi-mayi en armes et munitions. Il fut arrêté et emprisonné. Pourtant, aucun déchargement des conteneurs d'équipements et d'ouvrages de la bibliothèque de cette université ne se déroulait sans la haute surveillance de forces de sécurité et de renseignement de l'AFDL.

Ce camouflage était similaire aux fusillades du 14 octobre 1996 à Kibumba, aux toutes premières heures de l'AFDL, sur le tronçon Butembo-Goma, de deux bus au bord desquels étaient les fanatiques de l'équipe locale de football « *Nyuki Multi-système* »⁴⁰⁷ et où périrent 105 jeunes Nande taxés d'Interahamwe. De même, le 22 février 1999, tous les chefs coutumiers et les administrateurs du Grand Nord, sur invitation du gouverneur de la province, à l'époque Monsieur Kanyamuhanga Gafundi, échappent miraculeusement à une fusillade des forces rwandaises leur tendue dans le parc des Virunga au niveau de Rwindi. Il y eut sept gros véhicules de transport brûlés, vingt personnes tuées par balles et plusieurs blessés graves⁴⁰⁸. L'objectif de cet attentat était d'éliminer les encadreurs traditionnels et administratifs de cette contrée en vue de la plonger dans d'interminables querelles de succession et profiter de ce vide pour installer aux trônes des gens de leur obédience, question de mieux asservir l'aire de Beni-Lubero⁴⁰⁹.

Il est, en effet, reproché aux *Bami* de Beni-Lubero, non seulement de soutenir la dynamique mayi-mayi, mais aussi d'avoir refusé les faveurs leurs proposées par les forces d'agression, à l'instar du refus de leurs prédécesseurs aux sollicitations de l'administration coloniale lors de la Mission d'Immigration des Banyarwanda au Nord-Kivu. Ces coutumiers avaient refuté les démarches belges de céder des concessions de terres aux immigrants rwandais moyennant argent et autres dons. Ils auraient volontiers accepté de les accueillir dans leur chefferie respective à l'unique condition que ces nouveaux-venus se soumettent aux normes coutumières quant à la gestion locale

⁴⁰⁷ Equipe locale de football dont le convoi avait été la cible des tirs à l'arme lourde, au niveau de Kibumba, pendant que ces jeunes se rendaient à Goma pour une compétition de football. Nombreux de joueurs et fanatiques y périrent et cela causa une plaie dans le milieu des jeunes Nande et nourrit un esprit de vengeance chez certains d'entre eux.

⁴⁰⁸ Les tués furent inhumés à Kiwandja tandis que les blessés furent conduits à l'hôpital général de Kayna, au sud de Lubero.

⁴⁰⁹ De l'entretien avec mwami S.M.

de la terre. Ceci ne fut pas le cas pour leurs collègues Bami de Rutshuru et Masisi qui ont, aussitôt, vu leur autorité remise en cause, voire détrônés par les immigrés. Et c'est donc les confrontations ou les contradictions permanentes entre les droits des occupants traditionnels (autochtones) et ceux des rwandais nouveaux-venus (allochtones) qui alimentent les tensions armées qui, depuis 1993, déchirent les communautés dans le Masisi et le Rusthuru.

En fait, la conception de la terre diffère d'une communauté à une autre. En Beni-Lubero, elle est un bien communautaire, en principe, inaliénable⁴¹⁰. D'où, les diverses stratégies locales de protéger ce patrimoine communautaire. A côté du recours aux armes, apanage des milices locales, on mentionne d'autres arrangements avec l'élite commerçante locale, les confessions religieuses et les coopératives paysannes, bref, le monde associatif local.

C'est dans ce contexte que sont mises sur pieds l'Union des Groupements pour l'Installation des Paysannats Agricoles (UGIPA) et la Coopérative pour le Développement Agricole et l'Installation Paysanne (CODAIPA). Ces structures sociales promeuvent le glissement et l'installation des populations des régions surpeuplées (hautes terres) vers celles moins peuplées (basses terres). Et cela, en vue de pallier à ce que des vastes étendues de terre n'y soient déclarées « terres vacantes » et donc susceptibles d'être vendues au plus offrant par l'Etat zaïrois. L'on comprend alors pourquoi ces initiatives locales sont freinées et mises en sacs dans le rayon de Kanyabayonga aussi bien par les FDLR ou Interahamwe que par les forces du RCD-Goma et alliés dernièrement dilués au sein du CNDP. Ceux-ci s'y livrent à d'immenses violations des droits humains. Ils y créent une situation humanitaire très désastreuse. Leur finalité est d'empêcher l'installation des paysans dans cette contrée au sol et sous-sol très riches. Ils s'apprennent ainsi aux infrastructures sociales telles les postes de santé, églises, écoles et autres installations de développement pour contraindre la population à émigrer.

Démontrant la méthode utilisée par ces forces dans leurs stratégies d'affamer la population et l'obliger à déguerpir, Colette Braeckman remarque que : « *...on n'attaque pas seulement, mais on emporte tout sur son passage...on détruit les stocks de nourriture. Dans certains cas, permettez-moi l'expression, on défèque sur les*

⁴¹⁰ Il faut néanmoins souligner la confusion ou l'incompréhension entretenue entre la conception coutumière de la terre et la loi foncière congolaise.

*stocks de nourriture dans les villages pour les rendre impropres à la consommation. Qu'est-ce que cela, s'interroge-t-elle, sinon, une guerre menée contre la population, contre le peuple pour l'affamer, l'obliger à fuir dans la forêt ».*⁴¹¹

Ce règne de terreur et d'usage de la violence comme instrument en vigueur sous l'administration de l'AFDL sera récupéré par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie, nouvelle rébellion « *made in Kigali and Kampala* ». A dire vrai, les instigateurs de la guerre d'août 1998, du fait qu'ils étaient aux commandes en Beni-Lubero, avaient longtemps mijoté et déblayé le terrain pour leur occupation « *libératrice* ». D'où leur stratégie de pourrir localement la situation, faire massacrer les populations civiles et rejeter la responsabilité aux bataillons katangais qui constituaient le gros de leurs troupes, théorie de « *bouc émissaire* » oblige. Ce qui fait qu'à l'avènement officiel du RCD, ce mouvement récupère cet astuce pour diaboliser les soldats katangais et ipso facto Mzee Laurent Kabila quand bien même, dans le milieu, ces katangais n'étaient que des simples exécutants des ordres de Kigali.

5.1.2.2. Le Grand-Nord sous le Contrôle du RCD

L'arrivée au Grand-Nord des forces militaires et alliés du RCD y est perçue comme la pire des provocations. Les populations locales n'avaient pas encore pansé les plaies susmentionnées leur causées par les anciens compagnons d'armes du Mzee Laurent Désiré Kabila. De cette manière, l'avènement de cette deuxième guerre d'agression eut un impact considérable sur le remaniement du paysage politico-militaire local. Cette mutation politique fut un puissant vecteur de la résistance bicéphale, d'un côté, la résistance non-violente civile, de l'autre, la résistance armée que connut tout le Kivu.

En effet, emboîtant le pas à Koen Vlassenroot⁴¹², il est clair que le nouveau contexte de la guerre et les déceptions populaires sous le bref règne de l'AFDL reliait directement ces réalités de base à la dynamique politique régionale sous forme de réseaux militarisés informels. L'implication directe des armées rwandaises et

⁴¹¹ C. Braeckman, « Les conséquences de la guerre sur la population civile congolaise », in *La crise congolaise. Enjeux et reconstruction nationale*, GRAPPE-Congo, L'Harmattan, Paris, 2001, p.100.

⁴¹² K. Vlassenroot, « Violence et constitution des milices dans l'Est du Congo : le cas des mayi-mayi », in *L'Afrique des Grands-Lacs*, op.cit. p. 132.

ougandaises, leur positionnement en tête des bataillons au sein de cette rébellion ragaillardissaient une nouvelle légitimité à la lutte des milices mayi-mayi contre ces armées d'agression et toute complicité locale avérée. Ce contexte d'agression hisse les mayi-mayi en bouclier des populations locales contre cette domination étrangère.

De son côté, le camp gouvernemental cherche à récupérer les combattants mayi-mayi. Par le biais d'un discours ultranationaliste, Kinshasa les intègre dans sa stratégie de constituer un bloc solide de résistance à partir des territoires occupés de l'est. En fait, dans le chef de Kinshasa, comme le fait observer Alphonse Maindo Monga Ngonda, « *en réfutant la thèse des rébellions internes, en niant toute légitimité à l'action de leurs chefs et en faisant campagne sur le thème de l'agression extérieure, le pouvoir de Kinshasa conforte la population dans sa représentation de la guerre. Pour le gouvernement, les rébellions internes demeurent une création artificielle des agresseurs. Leur complot n'est que la partie de l'iceberg dans ce conflit armé dont la partie invisible serait tout le monde occidental qui lorgne avidement les richesses congolaises* »⁴¹³.

Ce faisant, le régime de Laurent Désiré Kabila a infiltré ses agents secrets, conseillers et stratèges militaires à Beni-Lubero en vue de recadrer et consolider le potentiel des forces d'autodéfense populaire. Au besoin, ils les auraient aidés à coaliser avec les milices armées étrangères présentes dans la contrée dans l'unique finalité de déstabiliser les forces d'agression et leurs protégés locaux. Certains leaders mayi-mayi réconfortèrent ainsi leur position politique et militaire dans la sphère du pouvoir local, Kinshasa leur fournissant des armes, des munitions, des moyens financiers et des instructeurs.

La quête de l'appui gouvernemental au croisement de l'impunité croissante et une crise d'autorité dans le chef de la rébellion du RCD donnèrent une nouvelle pousse à la résistance locale. L'apport gouvernemental explique la « *surmilitarisation* » et la « *milicianisation* » accrue en Beni-Lubero. Il en est de même de l'intensification des affrontements armés contre les troupes d'agression et leurs protégés locaux.

Il sied de noter qu'à l'origine l'action des milices armées locales paraissait comme une révolte du bas vers le haut contre un système Mobutu trop oppressif en vue de parer à la marginalisation

⁴¹³ A. Maindo Monga Ngonda, « Survivre à la guerre des autres ; un défi populaire en RDC, in *Politique africaine*, n°84, décembre 2001, pp. 39-40.

socio-économique dont une large tranche paysanne de la population zaïroise était victime. A partir d'août 1998, la configuration et les agissements de ces milices mayi-mayi se démarquent difficilement de ceux de seigneurs de guerre locaux. En récupérant et maximisant à leur profit les déceptions du monde local d'affaires victime d'assassinats, de pillages et de vols orchestrés dans la contrée par les troupes rebelles et alliés, et en articulant leurs actions autour des attentes populaires locales, la dynamique mayi-mayi était désormais perçue comme l'unique alternative et force protectrice du milieu.

Dans cette logique, les milices locales ont été approchées par les messagers de Kinshasa pour ceinturer certains lieux stratégiques en vue de faire ombrage aux ambitions des troupes d'agression et par une certaine élite du milieu dans le but de sauvegarder ses intérêts. Ce n'est donc pas par hasard que ces combattants mayi-mayi ont occupé les carrières de mines, ont été opérationnels sur les tronçons routiers susceptibles d'alimenter financièrement les forces d'occupation et ont, tant soit peu, offert leurs services de gardiennage dans certaines fermes du milieu. Ils ont, un moment, servi des remparts de la contrée.

La militarisation intensive des campagnes en Beni-Lubero va également de concert avec le fait de soudoyer ces réseaux militarisés informels en vue de défendre les intérêts individuels fonciers, économiques et financiers. Les enchevêtrements divergents des agissements des forces d'occupation, de l'armée nationale congolaise et des tactiques locales de protection expliquent l'enracinement des milices mayi-mayi dans les zones riches en minerais. Ceci permet de comprendre la récurrence des combats sanglants dans ces rayons et les incessantes incursions mayi-mayi en milieux urbains en vue d'y déloger les forces d'agression.

L'usage de la violence armée contre l'agresseur devient alors une opportunité en elle-même de légitimation locale des actions des combattants mayi-mayi. Le contrôle du désordre devient une des stratégies savamment mises en place par les entrepreneurs de la guerre en quête effrénée de maximiser leurs intérêts égoïstes. On comprend aisément les facteurs catalyseurs de la pérennisation de conflits armés en Beni-Lubero. Il en est de même de la prolifération des milices mayi-mayi. Celle-ci est due à la constitution, par les jeunes marginalisés, des bandes armées, dans l'espoir de se tailler par l'usage de la violence une « *place au soleil* » ou, tout au moins, de voir se concrétiser leurs ambitions matérialistes.

Ces aspirations démesurées, à la croisée l'instrumentalisation politique, ont nourri les guerres fratricides que se sont livrées les milices mayi-mayi aux alentours dans ce milieu pour une mainmise sur les réseaux commerciaux locaux. Dans cette perspective, Koen Vlassenroot remarque que « *les guerres entre mayi-mayi et forces combinées du RCD et alliés est une guerre sans confrontation militaire ouverte, mais doit être comprise comme une forme extrême de l'exploitation des réseaux sociaux et commerciaux. Ce qui explique pourquoi la plupart des affrontements sont concentrés dans les régions riches en minerais et pourquoi la population locale à la fois est victime et y participe* ». Dans le même angle d'idée, se référant à Keen, il renchérit: « *l'image de la guerre comme une forme de contestation a parfois servi d'écran de fumée pour l'émergence d'une économie politique de temps de guerre dont les rebelles et le gouvernement lui-même peuvent profiter* »⁴¹⁴.

Dans cette perspective, les bénéficiaires de l'entreprise guerrière peuvent être plus soucieux de prolonger la guerre que de la gagner. Logiquement, il est question de capitaliser la capacité extractive des ressources financières garanties par le contexte de guerre mais dont la redistribution entre entrepreneurs est aussi à l'origine de schisme au sein des mouvements rebelles que des milices armées locales ou étrangères.

En fait, nonobstant la grande influence du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) à l'est du Congo, en mai 1999, cette rébellion se voit scinder en deux ailes sur base des tensions internes qui la sciaient. D'une part, l'on a le RCD-Goma, majoritairement dominé par les rwandophones qui cohabitent avec la minorité des nostalgiques mobutistes. Alliée de Kigali, cette aile était désormais présidée par Emile Ilunga Kalambo. D'autre part, l'on a le RDC-Kisangani, allié de Kampala, sous la houlette d'Ernest Wamba dia Wamba. Cette tendance deviendra, au terme d'innombrables tiraillements entre ses cadres, RCD-K/ML, toujours parrainé par Kampala mais désormais sous la gouverne de Mbusa Nyamwisi.

5.1.2.3. Contexte de la naissance du RCD-K/ML

La toute première dislocation au sein du RCD voit le jour dans la nuit du 15 au 16 mai 1999. Deux tendances se dessinent. D'un

⁴¹⁴ K. Vlassenroot, op.cit. p. 147.

côté, celle qui prône l'option du dialogue et donc l'ouverture des négociations avec Kinshasa. Elle est chapeautée par Wamba dia Wamba, alors président du RCD en remplacement d'Arthur Zaïdi Ngoma qui avait jeté l'éponge et vite rejoint Kinshasa. De l'autre, celle visant une victoire militaire sur Kinshasa, ayant en avant plan Lunda Bululu, coordonnateur de l'exécutif du RCD. Le président Wamba dia Wamba convoque le congrès du mouvement à Kisangani ; au même moment, en sa qualité de coordonnateur de l'exécutif, Lunda Bululu, programme la réunion du Collège des Fondateurs du mouvement à Goma.

Cette cacophonie savamment entretenue au sommet du mouvement reflète le malaise ressenti par certains membres du collège des fondateurs pour qui, le choix de Kisangani comme Quartier Général de la rébellion était hautement stratégique car les mettant à l'abri des pressions de Kigali. Ce qui rejoint l'attente du parrain ougandais qui voyait son influence s'amoindrir dans cette zone d'influence rwandaise et était par conséquent disposé à appuyer la démarche de l'aile de Wamba dia Wamba.

L'option de Kisangani ne devait cependant que rencontrer la méfiance et la résistance de la tendance dure de cette rébellion qui en était les vrais ténors, car bons élèves et uniques hommes de confiance de Kigali. En rejoignant Kisangani, les pro-Kigali se sentiraient plus éloignés de leur ancrage transfrontalier congolo-rwandais. Ce qui les insécuriseraient étant éloignés de Kigali, leur bouclier. Toutefois, cette mise à l'égard les mettrait à l'abri de la tutelle de Kigali leur permettant de s'émanciper de son joug. Ce que Kigali ne tolérerait certes pas au regard de la finalité poursuivie et des moyens conséquents y investis. En plus, une fois à Kisangani, plus rien ne les sécurisait dans cette partie d'influence ougandaise.

La dissension au sein du RCD est donc alimentée par des luttes internes de leadership et dans le chef de ses parrains. Les divergences de visions respectives de ces derniers sur la façon d'organiser les territoires sous leur contrôle et le partage du butin y étaient pour quelque chose. Peuvent ainsi être interprétés l'attitude des parrains, leur cautionnement de la scission de cette rébellion et leur appui à l'aile de leur propre obédience. Cette scission est parrainée et cautionnée par Kigali et Kampala. Cet éclatement reflète de manière éloquente la perception que chacun de ces parrains a de l'entreprise guerrière sur le sol congolais.

Ceci étant, les rebelles basés à Goma sous la guidance du Dr Emile Ilunga Kalambo demeurent sous la coupe des Rwandais, tandis que l'aile de Kisangani, patronnée par Ernest Wamba dia Wamba, vire entièrement sous influence ougandaise. Cette dernière se servait de la branche armée locale formée par l'UPDF, sur initiative de Mbusa Nyamwisi, dans le camp de Nyaleke, près de la ville de Beni. A l'origine, la création de ce centre de formation militaire était contestée et mal perçue par les caciques du RCD. Plus tard, une autre aile réfractaire du RCD-K/ML et beaucoup plus individualisée, dite RCD-National, pilotée par Roger Lumbala, sera opérationnelle dans le triangle de Watsa, Isiro et Bafwasende, avec cette dernière localité comme quartier général.

Le contrôle effectif de la ville de Kisangani, coïncidant avec l'exploitation du diamant en plus de l'or dans la province, sera au cœur des guerres ouvertes que s'y livreront les armées ougandaise et rwandaise. Pris au dépourvu par ses élèves des années 1990, l'UPDF, et dans sa suite le RCD-Kisangani, est contrainte de se replier sur Bunia, chef-lieu du district de Kibali-Ituri. Les Rwandais restent seuls maîtres de la ville de Kisangani.

Une fois à Bunia, les discussions autour de l'appellation de ce mouvement rebelle coiffé par Wamba dia Wamba sont nourries sur fond de clivage entre originaires et non-originares. Le camp de Wamba dia Wamba, non-originaire, opte pour la dénomination du Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Mouvement de Libération, RCD/ML. Tandis que le camp des originaires, autour de Mbusa Nyamwisi et de Tibasima, en souvenance et pour honorer la mémoire des victimes des guerres de Kisangani, préfère le nom du Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Kisangani/Mouvement de Libération, RCD-K/ML. A l'issue des tractations, l'option fut levée en faveur du RCD-K/ML.

5.1.2.4. La perplexité de l'évolution du RCD-K/ML

Le RCD-K/ML est la rébellion dont le contrôle s'étendait de Kibali-Ituri, en province Orientale, jusqu'à Kanyabayonga, au sud du territoire de Lubero. Il s'agit ici d'une force rebelle enclavée. Elle n'avait aucun front ouvert contre Kinshasa mais sera menacée d'inhibitions internes et des guerres ouvertes de la part de toutes les autres rébellions congolaises. Au terme de maints tiraillements à son sommet, en 2000, Wamba dia Wamba finit par s'effacer en faveur de

son rival d'alors Mbusa Nyamwisi allié aux originaires de l'Ituri dont John Tibasima et Adèle Lotshove. Cette alliance sera trop éphémère étant donné qu'en menant le front contre Wamba dia Wamba, Mbusa Nyamwisi voit son leadership mis en mal dans son propre fief de Beni-Butembo où la vedette lui est momentanément volée par les fidèles du président Wamba et les milices mayi-mayi.

Pendant qu'il essayait de ménager cette résistance locale, d'autres fissures internes à son mouvement font surface. Le Haut-Uélé et le Tshopo passaient sous contrôle du RCD/N de Roger Lumbala. En Ituri, une branche en consonance Hema, autour de Mme la gouverneure Adèle Lotshove et de John Tibasima, développant des discours anti-Lendu, y supporte très mal le leadership de Mbusa Nyamwisi, un Nande. Ce courant fut récupéré par Thomas Lubanga qui, en juillet 2001, crée l'Union des Patriotes Congolais (UPC), une milice armée Hema avec l'appui de l'UPDF.

Cette nouvelle donne pousse la branche fidèle à Mbusa Nyamwisi à se tourner vers les Lendu avec qui elle renforce les liens en vue de mettre cette communauté à l'abri des menaces qui pesaient sur elle de la part de l'UPC. Le RCD-K/ML consolide alors militairement les capacités défensives des Lendu, péché que ne lui pardonne pas le milieu Hema. C'est dans ce contexte qu'on voit les premières recrues Lendu au centre de formation militaire de Nyaleke près de la ville de Beni. Une fois formés, ils feront corps avec l'Armée du Peuple congolais (APC), branche armée du RCD-K/ML.

Au même moment, Mbusa Nyamwisi était en mauvaise posture aux yeux de son allié ougandais qui continuait à lui fabriquer des pièces de rechange et à soutenir les multiples hostilités contre son camp. L'UPC de Thomas Lubanga devenait une menace réelle à partir de son alliance avec le RCD-Goma et Kigali du 06 février 2002. Cette nouvelle alliance a permis à l'UPC de déloger l'APC et alliés Lendu de Bunia et environs pour confiner le RCD-K/ML en Beni-Lubero.

En vue de sauver sa face et sous pression de Kampala, le RCD-K/ML fusionne avec le Mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba et le RCD-N de Roger Lumbala pour donner naissance au Front de Libération du Congo (FLC en sigle), avant de faire cavalier seul.

A partir du 11 novembre 2001, pendant que le RCD-K/ML essaie péniblement de se réorganiser, mises à part les pressions internes civiles et armées des mayi-mayi, ce mouvement connut des

guerres ouvertes cumulées de la part du RCD-N, de l'UPC et alliés, de la coalition MLC, RCD-N et UPC, du RCD-Goma et alliés.

Il faut signaler que, conformément à l'esprit de l'Accord de Lusaka de 1999, les troupes rwandaises et ougandaises devant quitter obligatoirement le territoire de la RDC⁴¹⁵ ne s'étaient cependant pas retirées de l'est de la RDC. Dans leurs stratégies d'y perpétuer leur mainmise, elles ont continué de soutenir les rébellions et les milices congolaises, voire d'y susciter des nouvelles. Celles-ci ont pour mission d'y perpétuer l'entreprise des forces d'agression.

Bref, le RCD-K/ML, aux prises aux luttes internes et fractionnelles pour la gestion de son territoire, était également sous pression des dynamiques régionales et des exigences internationales concernant la tenue du dialogue inter-congolais. Au regard de toutes ces entraves et de sa situation d'enclavement politique, toutes les alliances nouées avec d'autres acteurs de la conflictualité armée dans la région n'ont fait que le desservir de plus face aux télescopages de la part de ses adversaires politiques. Nonobstant sa force militaire, le fait de son enclavement le plaçait, aux yeux de ses détracteurs et de la communauté internationale, au rang des rébellions de seconde zone qu'on appellera plus tard, lors dialogue inter-congolais, les entités par rapport aux composantes.

5.2. Le RCD-K/ML, entre pesanteur locale et forces externes

Dans le premier temps, c'est tout le territoire jadis sous contrôle du RCD-K/ML qui reste le cas empirique d'analyse nourrie par l'examen des liens existant entre les jeux politiques internes et les pressions régionales qui font que cette partie soit longtemps demeurée dans la conflictualité armée sans cesse alimentée par divers acteurs en compétition. Dans le second moment, l'analyse sera recadrée sur cette rébellion dans ses seules limites de Beni-Lubero.

⁴¹⁵ Cf. rapport de HRW, Ituri : "couvert de sang" - violences ciblée sur certaines ethnies dans le Nord-est de la RDC, juillet 2003, p.5. "Après de nouvelles pressions internationales et des navettes diplomatiques, le gouvernement de la RDC a signé des accords bilatéraux avec le Rwanda (juillet 2002) et l'Ouganda (septembre 2002), préparant ainsi la voie aux retraits des troupes de ces deux pays. Les soldats rwandais sont partis officiellement de la RDC en octobre 2002 tandis que les troupes ougandaises ont commencé leur retrait peu de temps après. Début 2003, l'Ouganda a brièvement augmenté le nombre de ses soldats en Ituri mais sous la pression internationale, l'Ouganda amorce le retrait final de ses troupes en mai 2003.

De Bunia à Kanyabayonga, la menace de guerre pesait sur le RCD-K/ML. Elle paraissait moins coller à la logique politicienne ethnique qu'à celle de prédation et de leadership.⁴¹⁶ La réduire de la sorte en un conflit interethnique serait faussé la réalité, le cours des événements et la trajectoire politique congolaise dans cette région. Pour mieux en saisir les méandres, il est indispensable de replacer cette analyse au cœur de la cohorte des enjeux politico-militaires et affairistes qui secouent ce pays depuis août 1998 et de l'instabilité régionale qui remonte à la décennie 1980. Dès lors, cette contrée est restée le champ d'atermoiements de toute manœuvre politicienne.

C'est l'unique partie à avoir été gérée, tour à tour, par toutes les factions rebelles et qui héberge une myriade de milices locales. Ces entrepreneurs locaux pérennisent les combats des acteurs nationaux et régionaux. Les tensions politiques entre Kampala, Kigali et Kinshasa et les enjeux du dialogue inter-congolais y sont pour beaucoup. Tous les rebelles congolais y ont soutenu des milices locales afin d'étendre la base de leur pouvoir et de s'appuyer sur elles lors des négociations. Dans cette entreprise, ils étaient et leurs reliquats sont encore, dans une certaine mesure, soutenus par les groupes résiduels de leurs parrains respectifs. C'est donc un cercle infernal de violence dont cette étude se propose d'étayer les enjeux. Le contrôle de cette aire par le RCD-K/ML allié à Kampala, à partir du 19 mai 1999, voit proliférer les milices locales ayant la recrudescence de l'insécurité et le rebondissement des conflits armés comme effets dévastateurs.

Force est de scruter en détail les raisons profondes de ces vicissitudes politiques. Avant d'analyser les enjeux de la conflictualité armée en cette zone, penchons-nous un moment sur les indices internes et propres au RCD-K/ML qui ont été captivés et ont servi de ferment aux forces extérieures pour y pérenniser les conflits armés.

5.2.1. Instabilité institutionnelle au sein du RCD-K/ML

Issu d'un divorce politique, le RCD-K/ML était lui-même porteur des germes de guerre. Cette rébellion est teintée des conflits de pouvoir doublés des clivages multidimensionnels. Sa trajectoire politique est émaillée des crises de leadership à son sommet. Dès sa scission, de mai 1999, ce mouvement était miné par les querelles des

⁴¹⁶ J.F. Bayart & alii, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Ed. Complexe, 1997.

personnes, un leader chassant un autre. Ces guéguerres politiques le fragilisaient et le discréditaient davantage auprès de son parrain ougandais. Son territoire a, en outre, attisé la convoitise de tous les seigneurs de guerre. Les tergiversations de Bunia en disent lot.

En effet, une fois à Bunia, en 2000, la direction a créé un vide et une confusion politique et administrative dans tout son territoire. Deux tendances se dessinent désormais, le président Wamba et ses acolytes d'un côté; ses adjoints Mbusa Nyamwisi, Tibasima Ateenyi et leurs fidèles, de l'autre. Chaque groupe mit sur pied sa propre structure de gestion. Les ailes militaires reflètent aussi ces clivages internes. Le recrutement des ressources humaines était focalisé sur l'allégeance personnelle.

Au moins à trois reprises, les deux adjoints de Wamba ont tenté de l'évincer. L'Ouganda, leur allié commun, ne reconnaissant pas clairement de vainqueur, donnait l'impression de prendre partie pour les deux camps en même temps, stratégie de mieux les éponger financièrement. Car, en quête de leur maintien respectif, toutes les deux parties faisaient des grandes concessions financières en faveur de Kampala. Mises de côté les dividendes issues des trafics d'armes et d'exploitations illégales des ressources de la contrée dont bénéficiait Kampala, plus des 60% des recettes locales dont 20% subvenaient aux besoins de l'UPDF se trouvant en RDC, lui revenaient également⁴¹⁷.

Ces luttes de leadership s'alimentaient des accusations réciproques d'incapacité politique, de malversations financières, de manipulation ethnique, etc. Remettant en doute la loyauté de ses commandants assimilés à ses adjoints, en début 2000, Wamba crée sa propre Unité de Protection Présidentielle (UPP, en sigle) au sein des ex-FAZ où il recrute uniquement les Bakongo⁴¹⁸, originaires de sa province. Ce climat d'incertitude et de suspicions au sommet du RCD-K/ML alimente les mutineries, les tentatives d'éviction armée et contrecoups de force entre les deux tendances rivales.

⁴¹⁷ Selon un des nos informateurs, ancien cadre politique, parmi les plus influents de cette rébellion, rencontré à Kinshasa, le 08 mars 2006.

⁴¹⁸ Après l'éviction définitive de Wamba à la tête du RCD-K/ML, ses gardes de corps intègrent les rangs de l'UPC de Thomas Lubanga en guerre contre Mbusa Nyamwisi et ses alliés locaux en Ituri. Le gros des éléments armés de l'UPC ont rejoint les rangs du CNDP avec Bosco Ntanganda, ancien chef d'Etat-major de l'UPC en tête de liste. Stratège et homme de sale besogne pour le compte de Kigali, il sera auprès de Laurent Kunda, sa pièce de rechange.

5.2.1.1. Le séisme répétitif au sommet du RCD-K/ML

Suite à la confiscation des pouvoirs militaires et financiers à ses deux adjoints, en mars 2000, Wamba s'attire la foudre de la coalition Mbusa Nyamwisi et Tibasima Ateenyi qui, à la mi-avril 2000, cherchent à l'écarter de la direction du RCD-K/ML. Ils étaient soutenus par l'armée ougandaise qui les avait renforcés à monter leurs milices, à diviser le RCD-K/ML et finalement à s'opposer ouvertement à Wamba dia Wamba. Avec le brigadier général James Kazini, partenaire d'anciens généraux mobutistes, ils ont maintenu cet espace congolais comme terrain de chasse ouvert à tous les pillards.

L'arrestation, sur ordre de Wamba dia Wamba, en fin juillet 2000, du commandant du bataillon Usalama⁴¹⁹, Amisi Kitenge, principal conseiller militaire de Mbusa, a servi de socle à des putschs incessants contre Wamba. D'août à novembre 2000, à maintes reprises, le bataillon Usalama, fidèle au duo Mbusa-Tibasima, a attaqué la résidence de Wamba. L'attaque foudroyante est celle du 3 au 16 novembre 2000 contre la résidence de Wamba, sauvé de justesse par l'UPDF. Dans ce contexte très confus, le 11 novembre 2000, Mbusa Nyamwisi déclarait à la radio Candip de Bunia et au Monitor ougandais la destitution de son président Wamba.⁴²⁰

Il faut noter que l'ambiguïté de l'attitude ougandaise servait à dissimuler sa responsabilité dans la guerre en Ituri. Dans ce sens, le major Katirima déclarait, le 6 novembre 2000, que le mandat de l'armée ougandaise est le maintien de l'ordre dans les zones sous son contrôle ajoutant que « *nous ne pouvons pas accepter que des changements à la direction du RCD-K/ML soient opérés par la violence* »⁴²¹. A son tour, le général Katumba Wamala, dans un message radiophonique à l'endroit de la population de Bunia, disait que l'UPDF essaie de découdre les crises du RCD-K/ML « *sans verser*

⁴¹⁹ Le bataillon Usalama est constitué des premières recrues à avoir été formées au camp de Nyaleke. Il comptait 25% de Lendu, 15% de Hema, le reste provenant d'autres groupes tels les Nande, les Alur...Et, un bataillon du RCD-ML est composé de 750 à 1000 soldats. Information de notre entretien avec le lieutenant-colonel Evariste Somo, ancien chef d'Etat major adjoint de l'APC. Le bataillon Usalama est le fer de lance de Mbusa Nyamwisi et constitue sa garde rapprochée. C'est ce même bataillon qui a chassé J.P. Bemba, manu militari, de Beni.

⁴²⁰ Xxx, « Nyamwisi orders Wamba out of Bunia today », *The Monitor*, Kampala, le 11 novembre 2000.

⁴²¹ Xxx, « UPDF rush to rescue Wamba », *The Monitor*, Kampala, le 6 novembre 2000.

le sang des civils»⁴²². Le 17 novembre 2000, de retour à Kampala au terme d'un bref séjour à Bunia, le Colonel Otafiire avait dans sa suite, près de soixante hauts responsables des factions rivales. A leur absence, l'UPDF prit le contrôle de l'administration à Bunia⁴²³.

Lors des tentatives de réconciliation entre ces deux factions à Kampala, le face à face armé entre l'Unité de Protection Présidentielle de Wamba et le Bataillon Usalama, fidèle à Mbusa, se poursuivait dans la ville de Bunia. Des unités fortement armées gardaient les résidences de leurs chefs respectifs. Une équipe de partisans de Wamba, dirigée par Jacques Depelchin, et une autre du cabinet de Mbusa, prétendait chacune être la seule autorité légitime.

En réalité, aucune de ces administrations ne fonctionnait réellement et aucun des protagonistes ne jouissait d'un plein leadership dans le mouvement. Les deux ailes rivales étaient totalement absorbées par leurs rivalités que le contrôle du territoire disputé leur échappait effectivement faute d'un leadership clair. Ce vide politique faisait de l'UPDF l'unique force indispensable.

Par ailleurs, après l'avoir emporté sur Wamba, le penchant de Mbusa Nyamwisi vers le milieu Lendu lui a de plus en plus aliéné ses anciens soutiens Hema. En octroyant, début 2002, à Molondo Lomondo, nouveau gouverneur de l'Ituri en remplacement de Mme Lotsove, l'imperium sur l'APC, il confisque indirectement l'autorité de son ministre de la défense Thomas Lubanga, neveu à cette dernière. Ce penchant nourrit des frustrations dans le camp Hema. En avril 2002, l'on assiste à la mutinerie entre les militaires d'obédience Mbusa et ceux de Thomas Lubanga.

C'est une nouvelle scission consommée au sein du RCD-K/ML au lendemain de la défection du président Wamba. Dès lors Lubanga s'identifie à l'Union des Patriotes congolais (UPC) avec sa propre milice armée basée dans la localité de Mandro avant de prendre à l'APC le contrôle de la ville de Bunia. Tous les soldats fidèles à Wamba rejoignent l'UPC. Tout en faisant la guerre aux Lendu et alliés, la lutte de l'UPC se résumait en son slogan « *l'Ituri aux ituriens* » qui lui permit de s'enraciner dans ce district ayant fait la chasse aux non-originares.

A cette époque, la situation dans tout le territoire du RCD-K/ML se caractérisait par une carence d'autorité qui y consacrait les

⁴²² <http://www.hrw.org/french/reports/drc2001>.

⁴²³ Xxx, «UPDF takes over Bunia», *The Monitor*, Kampala, le 18 novembre 2000.

exactions armées à l'endroit des populations civiles. Cette cacophonie politique voit émerger d'autres dissidences armées encore plus petites, très personnalisées et dépourvues de toute idéologie politique claire.

5.2.1.2. Clivages calqués sur les figures politiques

Le RCD-K/ML, en tant que mouvement rebelle, était caractérisé par une concurrence d'influence qui divisait son personnel politique et militaire. Cette compétition entre entrepreneurs politico-militaires est pour beaucoup dans l'instabilité de ses institutions. Les manifestations en sont multiples.

Comme s'en rendrait bien compte Jean François Bayart⁴²⁴, ces rivalités vont des remaniements ministériels, aux coups d'Etats, des procès biaisés aux assassinats politiques, des réunions d'élites selon leurs milieux de provenance, aux campagnes des rumeurs colportées dans les laboratoires, des maquis et autres circuits aux séances de fétichisme et aux crimes rituels, etc. L'on y assiste également à la privatisation de l'espace public.

Une forme des stratégies de cette patrimonialisation des affaires publiques est, selon Achille Mbembe, la prolifération des structures de répression de la population ou de racket : armée, police, services de sécurité et de renseignement, administration, les antennes de coordination du mouvement, l'arrogance des cadres politico-militaires du mouvement se comportant comme dans une sphère sans loi. La politique en vigueur était plus dictée selon la logique de « *qui n'est pas pour et avec nous est contre nous* ». Autant de gangs incrustés dans ce mouvement et qui, en toute impunité agissaient aux frontières de l'officiel et de l'informel, du parallèle et du clandestin⁴²⁵.

En outre, le bicéphalisme à la tête du RCD-K/ML a fait, qu'aussitôt, hissé au rang de commissaire général en octobre 1999, Mbusa Nyamwisi s'est retiré dans le camp de formation de Nyaleke, près de Beni. Dans le chef de ce mouvement, Beni-Lubero est l'échine politique, la forteresse pour la survie politique et sociale de ses membres. Cependant les manœuvres dilatoires de certains ténors du RCD-K/ML, la gestion calamiteuse du territoire et les exactions

⁴²⁴ J.F. Bayart, « L'Etat », in : C. Coulon et D-C. Martin (Eds.), *Les Afriques politiques*, Paris, La découverte, 1991, pp. 214 -215.

⁴²⁵ A. Mbembe, « Pouvoir, violence et accumulation », *Politique Africaine*, n°39, sept. 1990, p.23.

graves à l'endroit de la population civile sous son contrôle ont fini localement par fragiliser cette rébellion.

Ainsi, malgré leur omniprésence au sein de la population, les services publics de ce mouvement exerçaient rarement leur pouvoir. Nombreux animateurs n'étaient pas nommés ni placés à leurs postes en raison de leur compétence ni dans l'intérêt de leurs sujets. Bien plus, pour leur survie et pour soudoyer leurs supérieurs hiérarchiques, ils accablaient la population par des taxes et amendes les unes plus arbitraires que d'autres. Les tracasseries de toute sorte en témoignent. Il en est de même de l'ingérence rebelle dans les procès judiciaires. Les bureaux de coordination de cette rébellion et ceux de ses services de renseignement, les camps militaires étaient transformés en cours et tribunaux. Tous s'érigeaient en justiciers et administraient arbitrairement des amendes. Le magistrat traditionnel et le chef coutumier étaient réduits en simples figurants, leurs institutions respectives étant vidées de leur substance en faveur des forces rebelles.

L'armée du peuple congolais (APC), branche armée du RCD-K/ML, était dans l'ensemble abandonnée à son triste sort. Bien que politisée, elle était réduite à la misère et condamnée à vivre sur le dos de la population qu'elle rançonnait, terrorisait et massacrait en toute impunité. Ce comportement était dicté par les conditions même de leur recrutement et de leur formation militaire basée sur l'allégeance personnelle. Ainsi, les forces de l'ordre, les services de sécurité et l'administration publique rebelle se comportaient comme des véritables loups dans la bergerie⁴²⁶.

Par ailleurs, une analyse du comportement politique des acteurs du RCD-K/ML fait ressortir à son sein l'existence d'un clivage politique d'un genre nouveau: un « *RCD-K/ML d'en haut* » et un « *RCD-K/ML d'en bas* » et dont les visions politiques divergent parfois. Ce second couve d'énormes tendances dont celle des courtisans de premières heures, celle des cadres sans grade académique parfois court-circuités par le courant des jeunes étudiants regroupés sous le vocable de la « *coordination estudiantine du RCD-K/ML* », tous en quête enfiévrée « *des miettes de la table du*

⁴²⁶ R. Kasereka Mwanawavene, *Bonne gouvernance, Société Civile et Poussées identitaires en RDC : Cas du Kivu (1990-2002)*, mémoire de licence, U.C.G/Butembo, inédit, 2002. p 22.

seigneur »⁴²⁷ sous le label de « *l'opération carbone 14* »⁴²⁸. Cette catégorie constitue l'aile extrémiste du RCD-K/ML et ses plus grands aventuriers. Elle est parfois en contradiction avec la vision de la hiérarchie du mouvement. Ses agissements ont localement terni l'image du RCD-K/ML et, ipso facto de son chef.

De surcroît, ces mêmes militants étaient segmentés selon les compétitions internes que s'y livraient certains hauts cadres politico-militaires. Ils étaient tiraillés entre plusieurs groupuscules initiés par les membres haut placés de l'exécutif. Entre autres stratégies de marketing politique en vue plaire au président Mbusa Nyamwisi ou de bénéficier sans heurt de l'affectation des recettes de la rébellion, figurait la mobilisation de plus d'adhérents au mouvement dans le camp des indécis, au besoin, leur coller une dénomination appropriée. Chaque groupe ne jurait que par son initiateur à qu'il rendait compte. La manipulation des milices armées locales tels les mayi-mayi servait aussi à certains cadres de bénéficier des recettes de la rébellion car devant servir des facilitateurs ou intermédiaires dans ces tiraillements savamment fabriqués.

Le RCD-K/ML d'en haut, lui-même, s'enlisait dans les spéculations très anodines beaucoup plus particulièrement suite à la fuite de responsabilité dans certains crimes commis localement par la rébellion. Une fois à Beni, deux camps se dessinent. Le front de Mbusa Nyamwisi se dresse contre celui d'Esdras Kambale Bahekwa. Encore qu'au cœur même du front Mbusa Nyamwisi se dessine le clan de Masumbuko Nyonyi Bwanakawa d'obédience de Wamba dia Wamba qui remet en question l'influence de Mbusa Nyamwisi dans le milieu. Cet aperçu aide à mieux comprendre les mutations politico-administratives au sein des institutions de cette rébellion dictée par l'appartenance « *wambiste* » ou de « *Mbusa boy's* ». Selon que c'est la tendance Wamba qui se trouve aux commandes, ses sympathisants s'arrogent tout le pouvoir et renvoient les « *Mbusa boy's* » en prison et vice-versa.

Il est à noter qu'à mal d'effectivité de leur pouvoir, certains animateurs ont recouru à la fibre religieuse. Les protestants

⁴²⁷ E. Boshab, RDC? *Entre la colombe et les faucons. Où vont les partis politiques ?*, Kinshasa, PUK, 2001.

⁴²⁸ Il s'agissait des petites primes octroyées aux fervents du mouvement chaque vendredi de la semaine. Une des stratégies d'achat de conscience et de fidélisation des militants du RCD-K/ML. Mais, il était aussi question de survie pour bon nombre des militants de cette rébellion.

majoritaires aux commandes de la rébellion se retrouvaient aux antipodes des catholiques. L'église catholique locale dont l'influence est indéniable dans ce milieu était prise pour cible par ces rebelles qui lui reprochait son franc-parler et l'accusaient d'inciter les chrétiens, par ses sermons teintés de la théologie de libération, à la résistance au pouvoir rebelle.

Le crédit et l'audition dont jouit localement cette institution ecclésiastique auprès de la quasi-totalité des habitants de la région mettait en déroute les ambitions hégémonistes de certains cadres rebelles. En dénonçant leurs dérives, l'église catholique faisait siennes les souffrances et revendications de la population meurtrie par ces guerres injustes mais savamment entretenues dans le milieu. Dans cette entreprise, l'église catholique a eu l'étroite collaboration de tous les autres courants religieux du milieu, de certains hommes d'affaires locaux, de certains chefs coutumiers et des leaders sociaux à la base, tous en quête de sauvegarder la cohésion sociale locale. Ce front de la société civile ou cette résistance civile non armée constituait un frein à l'emprise de toute force d'occupation dans la région.

5.2.1.3. Le RCD-Populaire

Cette scission bien éphémère a lieu à Beni-Butembo, au cœur même du fief de Mbusa Nyamwisi. Cette conspiration d'octobre 2000 se réclamant de Wamba avait pour finalité de désavouer Nyamwisi et le discréditer aux yeux de Kampala dans ses démarches d'évincer Wamba à la tête de la rébellion. Le gouverneur de la province du Grand-Nord, Nyonyi Bwanakawa et Paulin Siwako, superviseur des dépenses publiques pour le compte Wamba dia Wamba, ont organisé cette résistance contre le camp de Mbusa au moment critique des putschs de Bunia de novembre 2000⁴²⁹.

Nommé à la tête de cette entité, par arrêté n° 001/0063/CAB/PR-RCD-ML/2000, du 30 septembre 2000, en

⁴²⁹ Un gouverneur du RCD-Goma au Nord-Kivu était basé à Goma tandis que celui du RCD-K/ML restait à Beni, ladite province ayant été scindée en deux selon les armées d'agression. La ligne territoriale de séparation se trouve en pleine cité de Kanyabayonga. Dans le processus de réunification, la province du Nord-Kivu a recouvert son unité administrative bien qu'administrativement, les pratiques criminelles rebelles y sont encore très vivaces et entretenues par le reliquat nostalgique de ce mouvement rebelle.

remplacement du colonel Kayisavira Mbake⁴³⁰, suspendu par la lettre n° 0061/001/CAB/PR-RCD-ML/2000, du 29 septembre 2000, Nyonyi Bwanakawa poursuit la mission d'inspection des finances initiées par le président Wamba en vue de démettre les fautifs de leurs fonctions. Il est question d'une manigance visant de purger de l'administration rebelle tout soutien à Mbusa Nyamwisi. Pour cette finalité, ce nouveau gouverneur suspend de leurs fonctions pour '*détournement des deniers publics*' son vice-gouverneur Busanga Malihase, le maire de ville de Butembo, sieur Malekani Saghassa, Charles Rukwata, chef de ressort de la direction générale d'impôts de Butembo, sieur Kibelenge, chef d'antenne de Butembo du commerce extérieur, etc.

Bref, c'est une véritable chasse au sorcier. Tous les fidèles de Mbusa Nyamwisi sont démis de leur fonction et remplacés par une nouvelle élite qui se réclame du professeur Wamba dia Wamba qui, à son tour, venait de suspendre Mbusa Nyamwisi du Commissariat général du RCD-K/ML. Pour raison d'assainir ce mouvement, et sur ordre de son président Wamba dia Wamba, Bwanakawa Nyonyi avait mission d'arrêter et emprisonner avec la complicité des commandants ougandais tous les cadres politico-militaires influents dans le milieu et qui soutiennent Mbusa Nyamwisi⁴³¹. Ceux-ci croupirent dans les geôles souterraines érigées et surveillées par l'UPDF.

S'étant mis à l'abri de toute résistance locale de la part de ces Mbusa boy's, Nyonyi Bwanakawa crée, le 13 octobre 2000, le « *RCD-Populaire* »⁴³² dont les partisans s'étaient rendus à Kampala pour présenter leur position aux pourparlers de réconciliation entre les deux

⁴³⁰ Monsieur Kayisavira Mbake est le premier gouverneur du Grand Nord. Désigné oralement, en date du 01 septembre 1999, lors d'une réunion avec les dignitaires du milieu au Centre d'Accueil Protestant de Beni, par Mbusa Nyamwisi alors Commissaire général du RCD-K/ML, n'avait aucune base juridique ni de sa nomination ni de son investiture. Il avait plus d'allégeance à Mbusa qu'à Wamba. Celui-ci l'accusait de détournements de fonds qu'il avait mieux jugé de le remplacer par son fidèle Nyonyi.

⁴³¹ Parmi ces gens, nous citons les sieurs Paul Vikanza, Alems Muhesi, Archip, Godefroid, Bwambale Kakolele, Mbula Bwamukamo, etc.

⁴³² Nyonyi Bwanakawa est natif de la ville de Beni. Il est fils de Bwanakawa, commerçant local et ancien commissaire sous Mobutu. Lui-même a été député national dans les rangs du MLC sous la transition. Son appui local s'est effrité aux yeux de ses admirateurs du fait qu'il ait choisi le camp de J.P. Bemba réputé localement pour les actes de cannibalisme et d'anthropophagie perpétrés contre les Pygmées et les Nande de l'Ituri.

camps, sous auspices ougandais mais qui, malheureusement, n'avaient pas eu lieu.

Natif de la ville de Beni, ce jeune gouverneur du Grand-Nord jouissait d'une grande popularité auprès de la jeunesse urbaine et avait de l'audience dans le monde mobutiste local, son père étant ancien député national sous le MPR de Mobutu. Cette popularité l'avait hissé à la tête, à moins de deux ans, respectivement de la cité et du territoire de Beni sous l'AFDL. Lors de la mascarade électorale initiée par le RCD-K/ML, en novembre 1999, Nyonyi Bwanakawa est plébiscité par la population pour présider à la destinée de cette ville nouvellement érigée par l'autorité rebelle. Avant que les dites élections soient amorcées, il est à l'avance élu par acclamation et porté sur tipoy (brancard) par ses admirateurs jusque dans les enceintes de la nouvelle mairie. C'est de là que Wamba le nomme à la tête du governorat rebelle de Beni-Lubero. La dénomination *RCD-Populaire* prendrait ses racines dans cette popularité dont bénéficiait son leader dans le chef de la population urbaine de Beni.

Au centre des querelles qui déchiraient les deux camps se trouvaient la perception et la gestion des taxes locales et surtout la manne douanière de Kasindi. La prise d'assaut de cette douane par les fidèles de Mbusa, fin novembre 2000, dans leurs tentatives d'asphyxier financièrement le camp de Wamba porté par Nyonyi Bwanakawa corrobore cette analyse.

Très éphémère, le RCD-Populaire a cédé devant le Front de Libération du Congo (FLC). Cette fusion était forgée, le 27 décembre 2000, par Kampala entre le MLC de J.P.Bemba, le RCD-K/ML qui était au bord de la débâcle, le RCD-N de Roger Lumbala et l'UPC de Thomas Lubanga. En un mot, c'est l'unité de commandement entre tous les mouvements rebelles et milices parrainés par Kampala. Nyonyi gardera son poste de gouverneur du Grand-Nord durant le FLC. Il faut dire qu'il a été la pièce maîtresse dont s'est servi le chairman J.P.Bemba dans sa stratégie d'éclipser politiquement dans le milieu Mbusa Nyamwisi et effacer ses fidèles dans la gestion des affaires sous le Front de Libération du Congo.

Sans ménagement face à ce défi direct à son autorité dans ce qui était considéré comme son fief natal, Mbusa Nyamwisi considérant lui-même l'entreprise locale des « *wamba boy's*

d'aventure suicidaire »⁴³³, Nyonyi Bwanakawa s'était ainsi attiré le courroux du RCD-K/ML. A la dissolution du FLC et, donc, à la résurgence du RCD-K/ML, il paiera en prison ses soutiens à Wamba et à Bemba pendant que ses collaborateurs choisirent la voie de l'exil.

5.2.1.4. Le Front de Libération du Congo (FLC)

Pendant que le RCD-K/ML était aux abois, le Mouvement de Libération du Congo (MLC) semblait offrir tout ce que les partenaires ougandais avaient espéré de leur alliance avec le premier mais sans jamais pouvoir l'obtenir. Dirigé avec poigne par Jean-Pierre Bemba, le MLC avait un commandement politique et militaire unifié. Il ne connaissait pas de dissensions internes ni les spectaculaires défections qui secouaient régulièrement le RCD-K/ML. De surcroît, il se retrouvait au front contre le gouvernement de Kinshasa alors que la RCD-K/ML se complaisait dans des luttes intestines sans aucune chance d'accéder au pouvoir à Kinshasa par les armes. Il faut dire qu'avec le MLC, Kampala lorgnait de près le pouvoir à Kinshasa. Raison pour laquelle, sur conseils de ses stratèges, Kampala avait tenté plus d'une fois de rapprocher ces deux rébellions en vue d'un front commun contre le régime de Kinshasa.

C'est dans ce sens qu'un protocole d'accord avait déjà été antérieurement signé entre ces deux factions, le 30 juillet 1999, à Dar El Salam mais sans résultats escomptés. Le but affiché était la couverture par le RCD-K/ML d'une partie des dépenses de la guerre que le MLC menait contre Kinshasa. Actif sur terrain, le MLC devait bénéficier d'une dotation en hauteur de 70% des recettes de la partie contrôlée par le RCD-K/ML. Celui-ci devait également renforcer les fronts du MLC par l'envoi de ses bataillons à Gbadolite⁴³⁴. Mbusa Nyamwisi s'était dérobé aux prérogatives de cet accord jugé de léonin par les traders de son mouvement. En fait, la mise en vigueur de cet accord dépouillait le RCD-K/ML de ses recettes vu qu'il était astreint également à d'autres corvées financières, à l'égard de Kampala son

⁴³³ « Mbusa Nyamwisi : Wamba n'est plus à l'ordre du jour », in *Le Millénaire*, No. 009, novembre 2000.

⁴³⁴ Cet accord fut aussitôt décrié de léonins par les cadres du RCD-ML. Ce qui fait que François Mwamba chargé des finances pour le compte du MLC et qui avait déjà élu domicile à Beni sera contraint de rejoindre son ancien fief de Gbadolite. Néanmoins, les trois bataillons envoyés par Mbusa Nyamwisi à l'époque renforcer les rangs de l'Armée de Libération du Congo avaient carrément intégré cette dernière.

parrain, estimées à 60% des recettes. Cette alliance fut rééditée, une année plus tard, avec la fusion beaucoup plus large et l'unité de commandement imposées à tous les mouvements rebelles et milices armées parrainés par l'Ouganda.

En effet, criblé d'incessantes querelles de leaderships qui consumaient le RCD-K/ML, aux prises des critiques de l'opposition lors de la campagne électorale ainsi qu'aux pressions internationales dues à la présence et aux bévues de ses troupes sur le territoire congolais, le régime de Kampala a, pour redorer son image, fondu tous ses protégés congolais dans un seul mouvement, le Front de Libération du Congo, le 27 décembre 2000. Il a mis sur pied un comité exécutif commun avec une rotation annuelle à la présidence dont J.P. Bemba a assumé le premier mandat. La deuxième année, cette charge incomberait à Mbusa Nyamwisi, alors coordonnateur Exécutif de ce front.

En effet, bien que démis à la tête du mouvement, le système administratif pro Wamba exerçait encore le pouvoir par le biais de ses acolytes de l'UPC en Ituri et du RCD-Populaire en Beni-Lubero. C'est dire qu'à ce moment là, Mbusa Nyamwisi n'avait pas d'emprise directe sur terrain. Il ne pouvait même pas y fouler de ses pieds. Il n'avait donc pas assez de marge de manœuvre face à la démarche de fusion imposée par Kampala. Dans cette perplexité, l'offre de Kampala lui semblait favorable. Le FLC lui offrait l'opportunité de rejoindre ses positions face au défi posé sur terrain par le résidu wambiste. Cependant, lors de l'opérationnalisation de ce front, il s'est avéré que l'approche ougandaise masquait une stratégie d'éviction totale du leadership du RCD-K/ML par le Chairman du MLC. Cette démarche fut vite démasquée, décriée et anesthésiée localement.

Ce faisant, les divergences des visions politiques quant à la gestion de cette nouvelle alliance, le comportement plus prédateur dans le chef des animateurs principaux de ce front, la désorganisation locale des circuits financiers présageaient une hécatombe dans le milieu si des mesures préventives n'étaient pas vite prises. La mise aux arrêts des officiels et officiers du RCD-K/ML incitait à la désaffection et à l'insoumission des militaires de l'APC au commandement de J.P. Bemba.

Signalons qu'au lendemain de la naissance du FLC, J.P. Bemba avait directement érigé la ville de Beni comme son Quartier Général. Sa présence à Beni lui facilitait également d'avoir un regard direct sur la gestion de la société belgo-congolaise ENRA,

spécialisée formellement dans la commercialisation du bois et de la papaine et dont son père est actionnaire. Son cabinet se localisait dans les enceintes de cette société. Dans la foulée, toutes les institutions du MLC déménagèrent de Gbadolite et s'installèrent à Beni. Bemba y fidélise les nombreux ennemis que Mbusa s'était faits au cours de son agitation militaire contre Wamba.

Les partisans de Mbusa dans la région avaient le sentiment que le nouveau front les avait mis à l'écart surtout que l'UPDF maintenait en détention dix-sept hauts cadres de la branche du RCD-K/ML fidèle à Mbusa. En fait, suite aux attaques des mayi-mayi perpétrées contre les bataillons ougandais déployés à Butembo, le 11 septembre 2000, l'UPDF avait arrêté plusieurs hauts collaborateurs de Mbusa soupçonnés d'entretenir des contacts réguliers avec ces guerriers traditionnels. Ces hauts cadres du RCD-K/ML étaient enfermés, disons mieux, enterrés dans des trous à moitié remplis d'eau dans le camp militaire de l'aérodrome de Rughenda à Butembo. A l'avènement du FLC, leurs conditions carcérales sont durcies sur ordre du commandant suprême du front qui exige leur transfert à Beni dans le complexe de l'ENRA où ils étaient soumis chaque jour à des passages à tabac.

En plus, la mise en quarantaine de Mbusa Nyamwisi par les ténors du FLC et son exil prolongé en Afrique du Sud, plongeait davantage ses partisans dans le désarroi. Il en est de même du traitement inégalitaire infligé aux militaires de l'APC intégrés dans les rangs de l'Armée de Libération du Congo (ALC). Cette marginalisation du RCD-K/ML et la guerre que l'ALC menait contre la RNL/Vurondo pour le contrôle des zones de transit des minerais localisés à l'ouest de Butembo rapprochèrent enfin ces deux dynamiques armées locales.

Car, dès son implantation dans le territoire du RCD-K/ML, les visées du FLC se révèlent être plus prédatrices. Le circulaire n° 001/Coord.-Adj./FEP/FLC/01/2001, du 22 janvier 2001, émanant de François Mwamba, alors coordinateur adjoint du FLC aux finances et à l'économie, intimait ordre à tous les gérants de banques de Butembo-Beni de fermer tous les comptes du trésor et de bloquer tous les mouvements jusqu'à nouvel ordre.⁴³⁵ Cette instruction avait,

⁴³⁵ « Transmission, Acte et Instructions, » Le Coordinateur Adjoint de l'Exécutif, Front de Libération du Congo, Gbadolite, le 22 janvier 2001, n°. 001/Coord.-Adj./FEP/FLC/01/2001.

localement, alimenté un intense débat sur les intentions réelles du FLC dans la région.

C'est ainsi que le 6 février 2001, suite au climat tendu entre le MLC et le RCD-K/ML, Mgr Sikuli Melchisédech, Evêque de Butembo-Beni, exhorte l'exécutif du FLC de s'intéresser à la résolution des problèmes de la population plutôt que de ne voir uniquement les ressources de la région. Le prélat mettait en garde contre le fait que les clivages observés au sein du FLC pouvaient dégénérer à des affrontements sanglants comme à Bunia, si les chefs rebelles s'obstinaient à poursuivre leurs intérêts égoïstes au détriment des peuples de la région⁴³⁶.

En fait, le FLC empochait des taxes à l'entrée comme à la sortie des marchandises via la douane de Kasindi. JP Bemba avait placé ses hommes à la tête des entreprises de café et de bois, même à la douane. Par mois, le seul poste douanier de Kasindi, faisait entrer plus d'un million USD dans les caisses rebelles⁴³⁷. La « *guerre du coltan* », du 29 février au 09 avril 2001, sur le tronçon routier Butembo-Manguredjipa opposant l'ALC soutenue par les troupes ougandaises aux mayi-mayi de la RNL/Vurondo figure parmi tant d'illustrations des ambitions prédatrices de cette rébellion dans la région. Craignant pour la population civile, principale victime de ces guerres, la société civile locale ne cessait d'interpeler les deux camps sur le débordement de leur belligérance et les invitait à privilégier l'intérêt collectif de leurs administrés.

Ce climat de guerre permanent et les exactions en l'endroit de la population civile y ternissaient davantage l'image du FLC dont le président, en personne, était soupçonné d'être le commanditaire direct de certaines violations graves des droits humains. C'est effectivement sous le FLC que, pour la première fois, l'on assiste à Butembo, en pleine journée, aux vols à main-armée par les militaires de ce front.

Il en est ainsi, à titre exemplatif, du braquage, le 23 mai 2001, du magasin Sondirya Magateso, aux alentours de 13 heures, (heure locale) par les militaires du FLC sur ordre du lieutenant-colonel Freddy Ngalimo, commandant bataillon en ville de Butembo de

⁴³⁶ « Point de vue de Mgr Sikuli sur le FLC, » diffusé par l'Eglise catholique, Butembo, le 6 février 2001.

⁴³⁷ Information livrée, le 19 mars 2001, par J.P.Bemba, lui-même, lors de la table-ronde sur le « Phénomène mayi-mayi » tenue dans les enceintes de la Procure de Butembo.

l'ALC. Le butin de ce hold-up était de 63.000\$, US. Dans la nuit du 5 au 6 juillet 2001, les militaires du FLC encadrés par les officiers ougandais avaient attaqué le village de Lukanga pillant, brûlant les maisons, tuant les paysans et perpétrant des viols, y compris dans l'internat de la place. Que dire de la recrudescence des vols des panneaux solaires détachés nuitamment des toits des maisons et d'autres biens de valeur dont la destination finale était Gbadolite en province de l'Equateur⁴³⁸. D'autres violations flagrantes de droits humains incombant aux militaires de ce front abondent dans les annales de la société civile locale⁴³⁹.

Cette attitude de mépris dans le chef du FLC, son comportement prédateur et les exactions militaires à l'endroit des populations civiles ressuscitaient les milices mayi-mayi ambitieuses de voler à la rescousse des populations meurtries et spoliées par ces nouveaux occupants. Ces guerriers traditionnels s'apprirent simultanément aux aérodromes et à tous les camps militaires du FLC et de l'UPDF. Ils érigèrent des barricades sur toutes les voies d'évacuation possible des minerais destinés aux troupes ougandaises. Beni-Lubero revivait, dès lors, au rythme de la guerre d'usure que les mayi-mayi menaient contre le camp de Bemba et alliés.

Par ailleurs, dans sa quête du leadership national, Jean-Pierre Bemba entraît déjà en catimini contact avec le RCD-Goma pour une éventuelle fusion de deux factions rebelles, le FLC et le RCD-Goma, dont il rêvait devenir président. La matérialisation de cette unité ferait de lui l'unique interlocuteur face à Kinshasa, voire une alternative incontournable au président Joseph Kabila lors du dialogue inter-congolais qui pointait à l'horizon. Dans ses calculs stratégiques, il avait oublié cependant de prendre en compte la perception locale et celle de son parrain ougandais de cette alliance nouvelle ainsi que de

⁴³⁸ Ces informations m'ont été confirmées par certaines compagnies d'aviation locales qui, à l'époque, desservaient les villes de l'Equateur dont étaient originaires les militaires du FLC basés à l'époque à Butembo-Beni.

⁴³⁹ Suite aux viols et autres violations graves des droits humains dans la contrée, le consortium des associations féminines de Butembo-Beni décréta une journée ville-morte le 08 juillet 2001. Ces femmes exigeaient le retrait des troupes ougandaises et le départ des militaires du FLC du milieu. Lors de leur marche de colère, elles proféraient des menaces sérieuses à l'endroit de ces militaires. Pour calmer leurs ardeurs, un procès public fut organisé, le 10 juillet 2001, au stade Matokeo de Butembo. Deux militaires furent condamnés à la peine capitale. Sans aucune marge d'interjeter appel, ils furent pendus illico sur le poteau du stade, puis fusillés aux yeux de tous les spectateurs.

sa répercussion sur sa propre rébellion. Dans tous les cas, cela paraissait comme une trahison. Dans le milieu, c'était pactiser et rouvrir les portes à ceux qui, quelques années auparavant, avaient séquestré, massacré, pillé la population de cette contrée et assassiné son élite. Dans le chef de son parrain, tendre la main à Kigali par le truchement du RCD-Goma, après s'être débarrassé dans le milieu du gros de l'UPDF, était une insulte aux yeux de Kampala⁴⁴⁰.

Ces démarches, désavouées localement, ne devaient que lui attirer le courroux populaire vite matérialisé par les mayi-mayi et capitalisé aussitôt par les partisans du RCD-K/ML pour y réhabiliter Mbusa Nyamwisi. Tous les ingrédients étant réunis, les militaires de l'APC fidèles à Mbusa Nyamwisi et les mayi-mayi de la RNL/Vurondo constituèrent un front commun pour forcer Bemba à décamper du milieu. Cette opération dite « *sauvetage* » eut la bénédiction de Kampala sensible aux inquiétudes lui exprimées par la dynamique civile de Butembo-Beni mais aussi en vue d'étouffer dans l'œuf les manœuvres dilatoires de ralliement du FLC au RCD-Goma⁴⁴¹. C'est dans ce contexte que l'on y assiste au retour triomphal de Mbusa Nyamwisi et à la résurgence du RCD-K/ML.

Ayant tiré leçon de toutes les manœuvres de son éviction, de l'attitude fluctuante de son parrain ougandais, des pressions locales et de l'opportunité offerte par le dialogue inter-congolais, conscient des menaces pendantes aux portes du territoire sous son contrôle, Mbusa Nyamwisi opte enfin pour l'alliance avec le gouvernement de Kinshasa. Ce qui donne un ballon d'oxygène, un facteur accélérateur du processus de négociation de Sun-City.

⁴⁴⁰ En fait, l'acte final de « La table ronde sur le phénomène mayi-mayi » tenue dans la salle Maurice de la procure de Butembo, du 19 au 21 mars 2001 sous les auspices de la société civile locale, exigeait le retrait immédiat et sans condition des troupes ougandaises de Beni-Lubero. Ce document fut signé par J.P. Bemba, le colonel Burundi (représentant de Kampala), tous les chefs de factions mayi-mayi du milieu et le président de la société civile locale. Ce qui poussait J.P. Bemba d'exiger à Kampala le retrait précoce de l'UPDF de cette contrée cela étant perçu comme la condition sine qua non de faire la paix avec les milices locales.

⁴⁴¹ Un de membres influents du G8 local m'a dit que si Museveni ne répondait pas favorablement à leurs doléances, ils étaient prêts à délocaliser leurs activités commerciales dans la partie contrôlée par Kinshasa. Ce qui ferait perdre d'énormes sommes d'argent à l'économie ougandaise.

Avant de nous pencher sur les altercations entre diverses dynamiques dues à ce virement de donne, il est important d'avoir une idée claire sur le pourquoi de la perte du contrôle de l'Ituri par le RCD-K/ML. Cela permet de mieux comprendre les enjeux de guerres vécues dans tout le territoire jadis sous contrôle de ce mouvement.

5.2.2. *Interaction entre diverses dynamiques armées en Ituri*

La conflictualité armée en Ituri a été l'une de plus sanglantes connues à l'est la RDC. Bien qu'ayant une teinte ethnique, observons que la guerre de l'Ituri, tout comme celles du Nord-Kivu, relève du pillage des ressources très manifeste dans la conjonction d'au moins trois très vives conflictualités foncière, commerciale et politique. Les ingérences externes y sont réelles mais présupposent des tensions locales initiales pour générer un cycle de violence collective et donner naissance à des « *liaisons dangereuses* »⁴⁴² entre acteurs du dedans et ceux du dehors.

A ce titre, elle est à placer dans le contexte géopolitique confus que connaît la RD Congo depuis le 2 août 1998 et qui secoue encore toute la région des Grands Lacs. La guerre en Ituri se révèle être un écheveau complexe de conflits locaux, nationaux et régionaux qui, en l'absence de toute autorité centrale, s'est exacerbée après qu'une dispute locale entre Hema et Lendu eut été envenimée par l'armée ougandaise d'occupation et les clivages rebelles. Son amplification était étroitement liée aux jeux d'alliances qui se nouaient et se dénouaient entre divers acteurs de la guerre plus large que vivait la région entière.

Au regard des diverses milices rurales, des groupes ethniques en confrontation et des dynamiques extérieures impliquées dans cette guerre, Vlassenroot et Raeymaekers⁴⁴³ pensent qu'il serait aberrant de considérer la guerre en Ituri comme une « *rage aveugle* ».

C'est dans cette même logique que la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits humains en RDC, épinglant le cas de l'Ituri, déclarait « *malgré l'apparence ethnique du conflit, les*

⁴⁴² T. Vircoulon, « L'Ituri ou la guerre au pluriel », *Afrique contemporaine*, n°210, 2006, p.142.

⁴⁴³ K.Vlassenroot et T.Raeymaekers, « Le conflit en Ituri », in *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2002-2003*, L'Harmattan, Paris, 2003, p. 208.

causes profondes de celui-ci demeurent économiques »⁴⁴⁴. Ce qui, quelques mois au paravent, faisait déjà dire à Amnesty International que la rivalité entre les forces combattantes pour s'approprier les ressources naturelles jouait « *un rôle majeur – sinon le rôle principal – dans l'évolution et la prolongation de la crise en Ituri* »⁴⁴⁵. Aucun doute que cette guerre portait en elle-même les germes d'une guerre civile, d'un crime organisé et de l'agression des États voisins.

L'Ituri était transformé en un champ martial entre Kampala, Kinshasa et Kigali par factions rebelles et milices armées locales interposés. Sa désintégration politique est due au conflit grandissant entre Kigali et Kampala, à la manipulation de leurs protégés congolais et à une carence de cohésion politique au sein du RCD-K/ML dont les institutions étaient très instables à cause des luttes de leadership qui le consumaient.

À l'heure où ce conflit englobait plus d'acteurs et des zones plus vastes, l'Ouganda s'en servait pour rester dans cette riche région, exploitant ses minerais, son commerce et expédiant ses ressources humaines à la mort⁴⁴⁶. Les divers appuis politico-militaires aux responsables locaux ont stimulé la formation des milices armées sur une allégeance personnalisée et communautaire. Dans le paysage si mouvant, il n'est pas étonnant que les alliances s'y fussent nouées sur le socle purement ethnique.

Cette conflictualité armée mérite une analyse approfondie à la lumière de ses liens avec les luttes nationales et régionales. Plus larges, celles-ci rendent beaucoup plus complexe ses méandres et difficile la compréhension de ses véritables enjeux politiques qui ont fait que le RCD-K/ML soit confiné dans les seules limites de Beni-Lubero et du territoire de Mambasa.

5.2.2.1. Identification des acteurs locaux

La médiatisation des groupes ethniques dans la guerre de l'Ituri voile les vrais instigateurs et les véritables mobiles, la raison d'être de toute une constellation d'acteurs politico-militaires et

⁴⁴⁴ Rapport intérimaire de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme en RDC, 24 octobre 2003 (A/58/534).

⁴⁴⁵ Amnesty International, « Au bord du précipice : aggravation de la situation des droits humains et de la situation humanitaire en Ituri », mars, 2003, p.4.

⁴⁴⁶ ASADHO-Agir Ensemble, « L'Ouganda sacrifie la population civile congolaise », Kinshasa-Lyon, février 2001, p.10.

économiques dans cette conflictualité armée. A l'instar de Léonard N'Sanda Buleli⁴⁴⁷, nous sommes persuadé que la forme et l'intensité qu'avait prises l'ethnicité sur la scène politique locale en Ituri demeurent conditionnées par les stratégies politiques savamment montées par les entrepreneurs de ladite guerre.

Filip Reyntjens⁴⁴⁸ parlait déjà de l'habileté dont font montre les entrepreneurs de la conflictualité armée dans la région et de leur aptitude à jouer à divers rivaux des conflits. Ils mettent en scène une multitude de dynamiques selon le dictat de leurs intérêts. Ils ont une prompte capacité d'adaptation aux mutations sur la scène politique à tous les niveaux de pouvoirs dans la logique de l'ennemi de mon ami est mon ennemi.

Observons que l'Ituri abrite une dizaine de groupes ethniques dont les Hema et les Lendu, bien que représentant une faible partie de sa population, ont été plus médiatisés à cause des conflits armés qui les déchiraient. A leur côté, on trouve les Bira, les Alur, les Lugbara, les Nyalu, les Ndo-Okebo, les Lese, etc.

Le contexte de belligérance a fait apparaître un autre nouveau groupe, celui des « *non-originaires* ». Ce sont les « *étrangers* » bien que congolais du fait d'avoir leur racine culturelle hors de l'Ituri. Dans ce groupe viennent au premier plan les Nande, catégorie la plus importante du point de vue démographique, de leur prédominance dans le monde local des affaires, de l'emprise politico-militaire du RCD-K/ML perçu en Ituri comme une rébellion des Nande ainsi que de leur emprunte évangélique dans ce district.

En effet, l'émergence de Mbusa Nyamwisi, un Nande, comme chef du RCD-K/ML, la concentration des activités économiques de la région entre les mains des Nande, la nomination de Mgr Janvier Kataka, Evêque de Wamba en qualité d'Administrateur du diocèse de Bunia, etc., autant de faits qui ont soulevé la question de la place des Nande en Ituri. Leur savoir-faire leur a valu la sympathie de certaines communautés de la contrée mais aussi leur a aliéné d'autres tels les Hema qui, en quête du leadership multisectoriel, les ont rangés dans le box de leurs ennemis.

Les leaders politiques Hema ont instrumentalisé l'ascension fulgurante des Nande dans la sphère écono-financière et

⁴⁴⁷ L. N'Sanda Buleli, *Ethnicité et « géopolitique » au Maniema (RD Congo)*, L'Harmattan, Paris, 2005, p.1.

⁴⁴⁸ F. Reyntjens, *op.cit.* p.1.

sociopolitique en Ituri. Les Nande ont été présentés aux miliciens de l'UPC et à leurs alliés locaux comme étant à la base de leur misère. Ce qui fait que ces combattants ont déclenché des hostilités contre les Nande et toutes leurs activités dans les zones sous leur contrôle.

Bref, les forces armées locales impliquées dans la conflictualité armée en Ituri étaient l'Union des Patriotes Congolais (UPC) de Thomas Lubanga, le Front pour l'Intégration et la Paix en Ituri (FIPI), la coalition entre le Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'Intégrité du Congo (PUSIC) chapeauté par le chef Khawa Mandro, un Hema insatisfait de l'UPC, le Front Nationaliste et Intégriste (FNI) de Floribert Njabu Ngabu, un Lendu et les Forces Populaires pour la Démocratie au Congo (FPDC) des Alur et Lugbara avec Thomas Unen Chen comme chef. On y ajoute la Force de Résistance Patriotique en Ituri (FRPI) qui regroupe les Ngiti avec à la tête Dr Adirobo, la Force Armée Populaire du Congo (FAPR), une composition variée avec le commandant Nyamulenge Jérôme Kakawave basé dans le rayon de Mahagi-Aru, etc. Une autre force armée à intégrer dans cette constellation d'acteurs est l'APC, pluriethnique mais dont le chef de file est un Nande Mbusa Nyamwisi.

5.2.2.2. De l'emprise des acteurs externes en Ituri

Il ressort de ce qui précède que considérer les Hema et les Lendu comme seuls acteurs de la conflictualité armée en Ituri ne reflète pas la réalité concrète du terrain. Cette contrée abrite de ce fait une multitude d'acteurs locaux, nationaux et internationaux. A titre illustratif, l'UPDF sous-couverte du RCD-K/ML a géré cette contrée depuis les affrontements de Kisangani jusqu'au lendemain de l'Accord Cadre de Sun-City. Début 2001, sous les couleurs du FLC, le MLC a étendu son autorité sur tout le territoire jadis contrôlé par le RCD-K/ML profitant des mésententes de leadership qui le déchiraient. Le RCD-N, allié du MLC et de l'UPC, exploitait les richesses minières de Watsa, Isiro, Nyanya et Bafwasende. Le RCD-Goma n'était pas resté en marge vu le poids géopolitique que lui fallait le contrôle de l'Ituri, porte d'entrée en Ouganda.

Nul doute que la guerre en Ituri était directement liée au contexte régional d'instabilité et de rivalité rwando-ougandaise. Cette dernière a déclenché en plein district d'Ituri une âpre compétition entre rebelles congolais et milices locales. A l'instar de tout le territoire jadis contrôlé par le RCD-K/ML, l'Ituri a fait l'objet de

convoitise de la part de tous les mouvements rebelles jouissant chacun du soutien d'un des pays agresseurs. Ils y sont longtemps restés très actifs par le biais des milices locales. Ce qui explique la prompt régionalisation des tensions locales en Ituri.

C'est dire que les articulations entre les armées nationales ougandaise, rwandaise et congolaise, les mouvements rebelles congolais et les dynamiques armées locales ont exacerbé largement les conflits armés dans cette région. L'ingérence ougandaise dans les tensions purement internes en Ituri⁴⁴⁹, la convoitise rwandaise concrétisée par son alliance du 06 janvier 2003 avec l'UPC de Thomas Lubanga et le souci de Kinshasa de restaurer son autorité dans cette aire congolaise en se servant du RCD-K/ML désavoué dans la contrée, y ont envenimé la confrontation armée entre diverses dynamiques guerrières.

Cette interconnexion entre les dynamiques du dedans et les forces du dehors permet d'appréhender la complexité de la conflictualité armée en Ituri et de lever la thèse de la guerre interethnique qui aurait ensanglanté cette partie congolaise. Les faits probants de cette belligérance plaident pour une analyse multidimensionnelle de ce phénomène. Sa meilleure appréhension exige de toute étude d'en scruter minutieusement les dessous de cartes en termes d'enjeux. Ce qui permet de mieux comprendre l'intensification de ce conflit armé et les raisons de basculement d'alliances entre seigneurs de guerre de la région.

5.2.2.3. Les non-dits des pressions extérieures en Ituri

Il faut rappeler qu'au milieu de la décennie 1990, l'autorité centrale zairoise avait perdu toute emprise sur ce district. Ce vide étatique a vu la recrudescence des tensions locales mettant en jeu les paysans agriculteurs et les éleveurs. Ces tensions entre la houe et la vache seront instrumentalisées par les armées d'agression. Ces dernières amplifient la militarisation de la région par les trafics illicites et à la circulation massive d'armes. Celles-ci ont renforcé la capacité offensive des troupes rebelles et des milices locales. Il est clair qu'en soutenant militairement les factions rebelles et les milices

⁴⁴⁹ Human Rights Watch, *L'Ouganda dans l'Est de la RDC: une présence qui attise les conflits politiques et ethniques*, mars 2002.

très actives dans cet espace, les régimes de Kampala et de Kigali en sont des grands catalyseurs en quête d'énormes dividendes.

Observons à ce sujet que l'Ituri est l'une des régions les plus riches du Congo avec des réserves d'or de Kilo Moto, de diamants, de coltan, de bois, de pétrole, etc. Ces pays voisins, leurs soldats et leurs nombreux obligés ont profité de ces immenses ressources et de forte valeur, y compris le commerce transfrontalier et les revenus douaniers. Des rapports indépendants dont ceux des experts des Nations-Unies lient ce soutien militaire aux pillages de ces ressources. Nul doute qu'un réseau d'élite de soldats ougandais et rwandais, d'officiels, de politiciens rebelles et de miliciens locaux et des firmes internationales aient pillé les ressources naturelles de cette contrée.

Cette bousculade dans le pillage des richesses congolaises accrédite l'hypothèse d'Euloge Boissonnade⁴⁵⁰ selon laquelle la guerre congolaise serait plus économique que de formation d'une nouvelle élite au Congo. Soutenant cette thèse, Gaspard Bagalwa Muheme⁴⁵¹ démontre que nonobstant leurs multiples facettes, les guerres congolaises de la dernière décennie avaient des visées purement économiques. Décrivant les acteurs de ces mêmes guerres, Colette Braeckman va jusqu'à leur consacrer tout un ouvrage, « *les nouveaux prédateurs en Afrique centrale...* »⁴⁵².

La confiscation et l'exploitation directe des richesses congolaises ont atteint des proportions trop inquiétantes que le Conseil de Sécurité de l'ONU fut persuadé de la nécessité d'exercer la pression sur les instigateurs extranationaux et les entrepreneurs internes de ce pillage. Le rapport d'octobre 2002 du groupe des experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse en RDC conclut qu'un réseau d'élite de soldats ougandais, d'officiels et de politiciens, de rebelles locaux et d'entreprises internationales ont pillé le Congo pour leur propre bénéfice et pour financer la guerre⁴⁵³. Tous les autres rapports onusiens et d'organisations non-gouvernementales internationales ont confirmé ces pillages systématiques.

⁴⁵⁰ E. Boissonnade, *Kabila clone de Mobutu*, Paris, Moreux, 1998, p. 229.

⁴⁵¹ G. Muheme, *Ces guerres imposées au Kivu*, Bruxelles, A. Bruylant, 1999, p. 93.

⁴⁵² C. Braeckman, *Les nouveaux prédateurs, politiques des puissances en Afrique Centrale*, Paris, Fayard, 2003.

⁴⁵³ Conseil de Sécurité des Nations-Unies, " *Final Report of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the DRC,*" octobre 2002.

Les mêmes sources révèlent que le contexte de conflictualité a permis aux hommes d'affaires Hema d'augmenter leur profit à partir d'activités commerciales. D'après ce Panel, les Hema ont rempli un rôle important dans les opérations d'entreprises criminelles en transportant les produits d'Ituri de l'autre côté de la frontière en Ouganda, sous la protection des troupes ougandaises et en rapportant de l'essence, des cigarettes et des armes, sans taxes⁴⁵⁴.

Les autorités rwandaises ont également espéré profiter de cette manne. C'est dans cet esprit que, le 6 janvier 2003, l'UPC de Thomas Lubanga a officiellement signé un accord d'alliance militaire avec le RCD-Goma, soutenu par le Rwanda. L'accord est l'indicateur le plus probant allant jusqu'à consacrer la présence des militaires rwandais en Ituri en renfort à l'UPC.

La découverte du pétrole dans le graben et le lac Albert, zone qui enjambe la frontière ougando-congolaise est un indice que la rivalité militaire perdurera dans cette partie de la RDC. L'annonce, au 31 mars 2003, de Heritage Oil, à la fin de l'exploration de ces nappes de pétrole, que la zone a le potentiel pour devenir un nouveau bassin pétrolier d'importance mondiale ne fait que renforcer cette analyse. L'on notait déjà qu'en plus de son contrat d'exploration avec le régime de Kinshasa, cette multinationale serrait ses liens avec Kampala et les milices locales⁴⁵⁵. Les relations sans cesse tendues entre l'Ouganda, le Rwanda et la RD Congo n'échappent point à cette nouvelle donne. Elles relèvent aussi les risques accrus de voir la conflictualité armée rebondir et ébranler de nouveau toute la région.

Depuis leur désaccord de 1999 dû au contrôle des zones minières de Kisangani, Kigali et Kampala s'accusaient de déstabilisation réciproque de leur régime respectif à partir de cette zone nord-est congolaise. Kampala reprochait à Kigali de soutenir des groupes armés hostiles telle l'Armée de résistance du seigneur, de former d'autres milices comme l'Armée de rédemption du peuple ougandais et d'avoir appuyé le challenger de Museveni aux élections présidentielles de 2001, le colonel Khiza Bessiga.

Kigali, à son tour, affirmait que son ancien parrain accordait l'asile politique à ses opposants et, pire encore, entretiendrait des camps de formations militaires des FDLR et autres opposants à Kigali. Ce qui, aux yeux de Kigali, est une menace directe à sa

⁴⁵⁴ Ibidem, § 121.

⁴⁵⁵ Rapport de Human Rights Watch, op.cit.

sécurité⁴⁵⁶. Prenant cette menace très au sérieux, Kigali a freiné la restauration dans cette zone de l'autorité de Kinshasa à qu'il adressait les mêmes griefs. Certes que l'exploitation des richesses dont recèle la région restait l'enjeu majeur. Sinon, l'on ne comprendrait pas le soutien que la Rwandese Defense Force (RDF) apportait à la milice de l'Union de patriotes congolais. Avant même l'accord du 06 janvier 2003, Kigali apportait déjà son soutien clandestin à cette milice.

Cheuzeville⁴⁵⁷ rapporte, à ce sujet, que dès le mois d'août 2002, à l'abri des regards indiscrets, des petits porteurs en provenance de Kigali se posaient régulièrement sur les aérodromes environnant Bunia et y déchargeaient des armes et munitions pour l'UPC. A l'époque, les instructeurs militaires rwandais étaient présents au camp de Mandro, la base du chef Kahwa.

Dans ce même sens, le 18 septembre 2002, la radio onusienne Okapi émettant de Kinshasa, relayait des informations selon lesquelles le 16 septembre 2002 à 18h10', un avion en provenance du Rwanda avait largué des armes, des munitions et des uniformes à Mandro. Dès lors, l'UPC portait de nouveaux uniformes et de nouvelles armes. Le 7 octobre 2002, les mêmes sources onusiennes parlaient de la présence des éléments de l'APR à Bunia telle qu'affirmée par le major ougandais David Muhoozi. Ceux-ci étaient, selon les mêmes sources, habillés en civil et étaient attendus au camp de Mandro.

De son côté, Mbusa Nyamwisi⁴⁵⁸ affirmait à maintes reprises la présence d'armes, de munitions et de soldats rwandais sur les pistes d'atterrissage d'Irumu et de Mongbwalu mais vu sa position d'acteur dans cette tragédie, personne ne le croyait. Les mêmes révélations seront, par la suite, confirmées par le chef Kahwa, lui-même.

Indexant et confondant respectivement les régimes de Kampala et de Kigali au sujet du trafic d'armes en Ituri, Kahwa relatait qu'en août 2000 lorsqu'il combattait les Lendu, il était accusé d'être du côté rwandais et des rebelles ougandais de l'ADF. C'est alors que les ougandais l'ont combattu. En vue d'y remédier, il en a parlé

⁴⁵⁶ Lire à ce propos l'article de B. Leloup, « Tentatives croisées de déstabilisation dans l'Afrique des Grands Lacs. Le contentieux rwando-ougandais », *Politique africaine*, n°96, Paris, Karthala, 2004, pp.124-130.

⁴⁵⁷ H. Cheuzeville, *Kadogo ; Enfants des guerres d'Afrique centrale. Soudan-Ouganda-Rwanda-RD Congo*, L'Harmattan, Paris, 2003, P 185.

⁴⁵⁸ Lors de notre entretien personnel avec lui, de son passage à Bruxelles, le 06 mai 2005.

au président Museveni. Par la suite, le 28 août 2000, lui et 705 militaires de l'UPC ont intégré durant six mois le camp ougandais de formation de Kyakwanzi.

De surcroît, l'arrestation de Thomas Lubanga et son extradition à Kinshasa par Kampala était une raison de plus pour prendre complètement distance de Kampala et de se tourner inévitablement vers Kigali par le biais du chef d'état major James Kabarebe⁴⁵⁹. L'alliance de l'UPC avec Kigali était de la sorte une alternative au parrain ougandais plus hésitant mais trop exigeant. Aux yeux de Kigali, cette alliance était une ouverture pour s'enraciner en Ituri, au besoin en faire leur base arrière d'éventuelles attaques contre Kampala. C'est dans cette logique que les instructeurs militaires et même les hommes de troupes rwandais étaient actifs sur terrain aux côtés des miliciens de l'UPC.

Ainsi donc, la militarisation de l'Ituri va de pair avec l'articulation des luttes de leadership qui ont lieu à divers niveaux : d'abord au sein des milices locales, ensuite, entre mouvements rebelles, enfin, au niveau régional entre Kampala, Kigali et Kinshasa misant chacun sur ses substituts locaux et ses propres réseaux internationaux.

Concernant l'implication de Kinshasa, il sied de reconnaître que jusqu'en avril 2002, la partie gouvernementale congolaise avait joué un rôle mineur en Ituri. Avec l'Accord de Sun City, il a voulu saisir de l'ouverture que lui offrait son nouvel allié dans la région, à savoir le RCD-K/ML, pour y accroître son influence. Celle-ci ne devait, cependant, que se heurter aux résistances des réseaux criminels militaro-commerciaux y entretenus par les armées ougandaise et rwandaise. Ces liens savamment montés étaient également profitables aux milices locales et aux diverses factions rebelles qui s'y livraient la guerre. Misant d'abord sur la reprise du contrôle des ressources et le renforcement des forces militaires de son allié local, le RCD-K/ML, Kinshasa avait manqué de stratégies cohérentes pour intégrer efficacement cette contrée.

Contrairement à l'Ouganda qui a simultanément manipulé plusieurs liens politiques locaux, le gouvernement de la RDC a travaillé essentiellement et visiblement avec un seul acteur du terrain,

⁴⁵⁹ Human Right Watch, « *L'Ouganda dans l'Est de la RDC : une présence qui attise les conflits politiques et ethniques* », juin 2002 et chronologie IRIN sur l'Ituri, décembre 2002.

le RCD-K/ML. Or ce dernier parrainait les milices Lendu et alliés impliquées activement dans la guerre en Ituri. Ces faits y ont servi de croque-en-jambes aux actions gouvernementales. Ils ont plus terni l'image et ont fait perdre toute crédibilité, toute impartialité de Kinshasa dans le chef des groupes ethniques Hema et alliés.

Somme toute, Kinshasa y avait été piégé par son allié, le RCD-K/ML. La présence des instructeurs en provenance du gouvernement central dans le centre de formation de Nyaleke où étaient formés les sujets Lendu lui a fait perdre sa neutralité dans la conflictualité armée en Ituri. Instruire militairement les originaires des communautés d'Ituri considérées comme ennemies par les Hema avait ipso facto compromis Kinshasa dans le processus de réunification nationale. Les Hema estimaient que Kinshasa armait indirectement les Lendu par le canal du RCD-K/ML, son nouvel allié local.

Toutefois, cette alliance avait permis à Kinshasa de décliner un affrontement ouvert avec l'Ouganda. En contrepartie, il avait avalisé le retrait progressif des forces ougandaises, une période de contrôle conjoint sur la zone frontalière, insistant sur la responsabilité ougandaise d'aider à restaurer l'ordre dans la zone. A la tête de toutes les interventions gouvernementales se trouvaient Vital Kamerhe et Ntumba Luaba, respectivement commissaire chargé de la paix régionale et ministre des droits humains. A plusieurs reprises, ils s'étaient rendus à Bunia en vue de persuader les acteurs locaux de se joindre aux discussions à Kinshasa jusqu'à la séquestration, le 26 août 2002, de Ntumba Luaba par le chef Kahwa. Son relâchement fut conditionné par la libération de Thomas Lubanga. Le retour de ce dernier en Ituri fut une grande victoire pour l'UPC.

Il en sera de même lors de la tentative par Kinshasa de déployer les policiers gouvernementaux dans la ville de Bunia. Ceux-ci furent molestés et chassés manu militari par les hommes de Thomas Lubanga. Ces humiliations reflètent la faiblesse de Kinshasa due à l'inefficacité de ses protégés locaux et surtout de sa non-maîtrise des réalités locales en Ituri. Kinshasa se trouvait paradoxalement en terre inconnue sur son propre territoire national.

A l'époque, aux yeux des leaders de l'UPC, le contrôle de l'Ituri par le gouvernement légal était plus ressenti comme une menace à leur leadership local et comme un frein à l'épanouissement de leurs activités criminelles. Ainsi, l'autorité de Kinshasa y était perçue non pas en tant que sujet de la réunification nationale mais plutôt comme un prédateur des ressources de la contrée.

Cette perception était plus auditive suite à la signature, au lendemain de l'Accord-cadre, d'une licence exclusive d'exploration pétrolière avec la compagnie canado-britannique Heritage Oil Company pour la zone située en RDC dans le lac Albert et la vallée de la Semliki. Il s'est avéré sur terrain que cet accord n'octroyait pas carte blanche au gouvernement congolais pour la mainmise sur toute cette région d'autant plus que l'influence de son nouvel allié s'amenuisait sur une large partie de la zone pétrolière.

Au sortir de Sun City, Mbusa Nyamwisi s'est trouvé dans l'incapacité totale de rentrer à Bunia et, par conséquent, d'y exercer son impérium. Le RCD-K/ML y avait perdu tout contrôle malgré les liens entretenus avec ses relais locaux, les milices Lendu, elles aussi, en mal de leadership en Ituri.

5.2.2.4. Les enjeux de la conflictualité armée en Ituri

L'Ituri est, du point de vue de la géologie, l'une des régions les plus riches de la RDC. On y trouve des réserves très considérables d'or (cas de mines de Mungwalo et Kilo Moto), de diamants, de coltan, du pétrole, de cassitérite, d'ivoire, des peaux de léopard, d'okapi, y compris les revenus du commerce transfrontalier, d'autres produits de grande valeur dont des quantités appréciables de café, du bois, de la papaine, des poissons de Kasenyi, etc., autant de richesses dont Kampala et Kigali se considèrent comme privés par nature.

En initiant ou en appuyant des acteurs locaux dans la manipulation de la violence armée dans cette aire, ces pays voisins en ont profité pour s'implanter directement dans les zones aurifères et y contrôler tous les réseaux économiques ainsi que tous les flux financiers. Suite à sa localisation proche du lac Albert et de la frontière ougandaise, l'Ituri est un lieu de commerce transfrontalier qui offre des opportunités lucratives quant à la taxation à l'entrée comme à la sortie des marchandises.

Les seigneurs de guerre ont hypothéqué ces richesses minières et naturelles non seulement en vue de se fidéliser leurs parrains respectifs mais aussi pour honorer les factures d'achats d'armes et munitions. On y signale également des fréquents vols des bétails, du café et d'autres ressources.

Bernard Leloup⁴⁶⁰ note à ce propos que le système d'exploitation était mis en place dès la première guerre de 1996. Celle-ci permit aux soldats qui étaient au Congo de se rendre vite et parfaitement compte du potentiel de ressources de ce pays. Ce qui explique que, lors du déclenchement de la guerre d'août 1998, les officiers supérieurs ougandais et rwandais et leurs associés congolais savaient avec exactitude la localisation de ces richesses et les bénéfiques susceptibles d'être tirés de leur appropriation. Raison pour laquelle les forces ougandaises ont joué un rôle déterminant dans la conquête des régions de Watsa, Bunia, Beni et Butembo⁴⁶¹.

Ce qui explique que les partisans de la décision de s'engager dans ce conflit se recrutaient parmi les officiers supérieurs qui avaient servi dans l'Est du Zaïre pendant la première guerre et qui avaient déjà une idée des bonnes affaires que l'on pouvait y réaliser. Si la défense de leur sécurité respective est la raison officielle de leur présence armée au Congo-Kinshasa, tout indique que ces agresseurs avaient sans nul doute des desseins plus économiques et financiers.

Quelques mois avant que n'éclate la guerre de 1998, le général Salim Saleh et le fils aîné du président Museveni se seraient rendus dans la région pour une mission d'exploration, le montage de sites stratégiques et de réseaux d'exploitation des richesses de la région⁴⁶². Ces officiers connaissaient les secteurs dont on pouvait tirer le plus grand profit. Ils s'étaient ainsi organisés de manière à ce que leur commandement local serve partout leurs communs objectifs économiques et financiers. Ainsi donc dès les premières heures de l'agression, les structures et les réseaux financiers et mafieux étaient déjà mis en place. Un mois, à peine, après l'ouverture des hostilités, le général James Kazini s'y livrait déjà à des activités commerciales.

Ce qui ne devait qu'aiguiser l'appétit de Kigali, des rebelles congolais et même du gouvernement de Kinshasa. Il est certain qu'il revenait légalement à ce dernier de s'y déployer pour recouvrer son intégrité territoriale et sa souveraineté mais les stratégies mises sur

⁴⁶⁰ B. Leloup, «Le Rwanda et ses voisins. Activisme militaire et ambitions régionales», *Afrique contemporaine*, op.cit. p. 83.

⁴⁶¹ Les visées économiques en Ituri comme en territoires de Beni et de Lubero dont les deux villes principales sont Beni et Butembo sont identiques à quelques différences près. Nous y reviendrons très largement dans le second chapitre.

⁴⁶² Révélation livrée par le Général Kazini lors de son meeting tenu au stade de Tsaka-Tsaka à Butembo, le 24 juin 2000.

pieds prouvent en suffisance que les richesses de cette contrée venaient à première position.

Tout pousse à penser qu'aux yeux de toutes les parties belligérantes, la position géostratégique du territoire jadis contrôlé par la rébellion du RCD-K/ML et les ressources qu'il regorge font de lui un nœud de leurs influences et de leurs stratégies politiciennes dans toute la région des grands lacs. Kampala et Kinshasa s'en servaient comme un bouclier dans la relance de leurs relations diplomatiques mais aussi dans leurs stratégies réciproques de contrer l'influence rwandaise sur toute la partie Est du Congo. Au même moment, pour le régime de Kigali, ce territoire demeurait l'unique obstacle à son hégémonie totale dans toute la partie orientale de la RDC. La raison non avouée de cette convoitise rwandaise est le potentiel minier et forestier. La douane de Kasindi, génératrice d'importants revenus était également au centre de toutes les convoitises. Des explications plus politiques et conjoncturelles, note Bernard Leloup⁴⁶³, s'ajoutent à ces motifs économiques et financiers pour les armées nationales en vue d'y asseoir leur impérium.

C'est dans cette même logique que la partie septentrionale du Nord-Kivu était transformée en un champ martial entre le régime de Kigali, de Kampala et celui de Kinshasa par l'entremise de leurs protégés locaux. Ce faisant, Beni-Lubero s'est retrouvé à l'épicentre des tiraillements entre diverses dynamiques armées hégémoniques de la région. C'est un territoire à la jonction de l'influence rwandaise et de celle ougandaise. Au même moment Kinshasa voulait s'en servir comme tête de pont dans sa conquête des territoires occupés de l'est.

5.2.3. Le retour du RCD-K/ML et son alliance avec Kinshasa

Pendant que Mbusa Nyamwisi craignait pour sa sécurité personnelle au cas où il regagnait Beni sous le FLC, en septembre 2001, ses acolytes lui ont balisé le terrain en y délogeant par la force des armes J.P.Bemba. Cette guerre contre le Front de Libération du Congo signait irrémédiablement sa disparition.

Après la prise de Beni, le RCD-K/ML tente en vain de se diriger vers Bunia pour s'imposer par la force. Entre temps, J.P. Bemba s'est blotti à Gbadolite d'où il réorganise son armée et mijote

⁴⁶³ B. Leloup, « Le Rwanda et ses voisins. Activisme militaire et ambitions régionales », op.cit. p. 85.

sa revanche sur Mbusa Nyamwisi. Novembre 2001, sous couvert du RCD-N de Roger Lumbala, il lance une vaste offensive contre les positions de Nyamwisi dans la province Orientale à la porte de Kisangani. Roger Lumbala se fait passer au devant de la scène comme le grand meneur du jeu. Cette coalition voilée reprend au RCD-K/ML les localités de Bafwasende, de Nyanya, la perte d'Isiro et de Watsa, réputées en minerais⁴⁶⁴. Le RCD-K/ML reste néanmoins maître du territoire de Mambasa demeuré longtemps à l'abri des tensions qui sectionnaient l'Ituri.

Ces menaces de guerre pendantes aux portes de Beni-Lubero, les télescopages internes au RCD-K/ML, les pressions de la société civile locale, les résistances mayi-mayi et la position ambiguë de son allié ougandais prêt à l'évincer, n'offraient plus à Mbusa Nyamwisi d'autre alternative que de s'allier au camp de Kinshasa. Les diverses séances du dialogue inter-congolais, le progrès dans la normalisation des relations politiques entre Kampala et Kinshasa, la foulée de visites effectuées par le général Salim Saleh à Kinshasa étaient une aubaine pour lui de lancer ses contacts avec le camp gouvernemental.

Ce lien avec Kinshasa fut accueilli avec faste au niveau de la population locale. Ce geste répondait aux aspirations de la base et même des milices armées locales qui combattaient l'autorité rebelle et se réclamaient toujours du côté gouvernemental. Tirant profit de ces relations, les lignes d'aviation avaient été rouvertes entre Beni et Kinshasa, la capitale. Sur la scène nationale, Mbusa Nyamwisi se hisse ainsi en pionnier de la réunification nationale.

La branche armée de son mouvement, l'APC était dès lors disposée à intégrer l'armée gouvernementale. Pour cette fin, Kinshasa lui a fourni une logistique militaire adéquate et des instructeurs loyalistes. Ceux-ci étaient en pieds d'œuvre au centre de formation militaire de Nyaleke en territoire de Beni. Par crainte d'être avalés dans les rangs de l'APC⁴⁶⁵, les combattants mayi-mayi optèrent pour une formation séparée dans le camp de Mangango, sur l'axe Beni-Mambasa, créé pour cette circonstance.

⁴⁶⁴ Watsa est réputée pour ses mines d'or et de diamants, Bafwasende, pour ses mines de diamants et de coltan, Isiro et Nyanya étant connues surtout pour les mines d'or. C'est aussi la plaque tournante du commerce frauduleux de l'ivoire, peaux de léopards et d'okapi, etc.

⁴⁶⁵ De nos entretiens de Goma du 17 juin 2009 avec les chefs de milices mayi-mayi encore actives en Beni-Lubero.

Cette nouvelle alliance avec Kinshasa, du fait de sa coloration plus militaire, fut perçue dans le chef d'autres mouvements rebelles, qui du reste en voulaient toujours au RCD-K/ML, comme une trahison et une violation de l'Accord de Lusaka. Pour eux, Mbusa Nyamwisi était désormais « *la brebis galeuse à ôter de la bergerie* » et, vu le danger qu'il représentait pour leur sécurité et leurs revendications dans les négociations de Sun-City, Beni-Lubero était à rayer sur la carte des zones rebelles. Ces faits alimentent ouvertes les guerres dans cette contrée.

C'est ainsi que le RCD-K/ML se retrouvait à nouveau sous les feux croisés de la coalition armée MLC-alliés dans sa partie nord-ouest tandis que la partie sud de Lubero ployait sous la foudre des armes du RCD-Goma et alliés. Timothy Raeymaekers écrit à ce sujet : « *en 1999-2003, Beni-Lubero fut menacée – directement ou indirectement – par le MLC de Jean-Pierre Bemba, le RCD-National dirigé par Roger Lumbala, l'UPC et enfin le RCD-Goma qui débute une brève offensive au sud-Lubero à l'été 2003* »⁴⁶⁶.

5.2.3.1. La guerre du MLC contre les positions du RCD-K/ML

Avide des richesses que regorge cette région et en quête du positionnement politique lors du dialogue de Sun City, le chairman du MLC force militairement les portes du RCD-K/ML prétextant que ce dernier avait violé l'Accord de Lusaka en se ralliant à Kinshasa. Après avoir récupéré Bafwasende, Isiro et Watsa des mains du RCD-K/ML, la coalition armée MLC, RCD/N et l'UPC amorçait à nouveau une avancée spectaculaire sur les positions du RCD-K/ML. La devise assignée à cette reconquête était « *Effacez le tableau* »⁴⁶⁷. Du 12 octobre au 26 décembre 2002, cette coalition récupère les localités d'Epulu, Mambasa et Komanda, porte ouverte sur Beni.

⁴⁶⁶ T. Raeymaekers, « L'économie politique de Beni-Lubero », in K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, *op.cit.* p. 64.

⁴⁶⁷ Cette opération armée était baptisée par le Quartier Général de la coalition d'« *effacez le tableau* ». Ses stratèges comptaient rayer toute trace du RCD-K/ML de la cartographie de mouvements rebelles, tourner la page et en finir une fois pour toute. Mais les combattants au front l'ont interprété en termes de tout raser, tout piller, tout incendier à leur passage au point de manger la chair humaine des proches du RCD-K/ML.

Observons que l'opération montée à partir de Gbadolite s'était déroulée en deux phases distinctes⁴⁶⁸. Le 12 octobre 2002, pour la première fois, les forces de cette coalition armée avaient pénétré à Mambasa par l'ouest où elles contrôlaient déjà, la localité d'Epulu. Elles se sont emparées de Mambasa, provoquant la fuite de la majorité des habitants. Le lendemain, elles prenaient d'assaut l'agglomération de Mandima, située à six kms plus à l'est de la cité de Mambasa. Elles avaient conservé le contrôle de Mambasa, Mandima et leurs environs jusqu'au 28-29 octobre 2002, date à laquelle elles sont battues en retraite au bout de plusieurs jours de combat avec l'APC renforcé par la coalition des milices mayi-mayi actives en Beni-Lubero.

Les mêmes forces de la coalition reprirent Mambasa le 28 novembre 2002. A partir du 18 décembre, elles ont avancé vers le sud, sur la route menant à Beni via Byakato et Mangina, et vers le sud-est, via Komanda et Erengeti. La veille du nouvel an 2003, elles se heurtent, dans les environs des cités de Mangina et d'Erengeti à une forte résistance de la part de l'APC coalisés déjà avec les éléments Mayi-Mayi toutes tendances locales confondues. L'appui logistique et militaire de Kinshasa ainsi que le renfort de l'ADF-NALU portaient aussi leur fruit. La menace extérieure commune avait donc poussé toutes les forces armées du milieu à se souder et mener un front commun contre l'ennemi.

Par ailleurs, il sied de reconnaître que l'avancée des forces de la coalition fut définitivement stoppée surtout grâce aux pressions de la communauté internationale. Celles-ci s'articulaient plus sur les révélations du prélat catholique local, Mgr Sikuli Paluku, concernant les actes d'anthropophagie et de cannibalisme dont étaient victimes les populations civiles de la part des troupes de la coalition. Ces dénonciations du prélat provoquèrent un tollé au sein de la communauté internationale qui exigea l'arrêt immédiat des combats et le retrait inconditionnel, dans l'esprit de l'Accord de Lusaka, des troupes de la coalition de toutes les localités conquises. Elle leur imposa un le cessez-le-feu inconditionnel signé à Gbadolite le 31 décembre 2002. Ces pressions internationales obligèrent les forces de la coalition chapeautées par le MLC de se replier plus au nord en janvier 2003 et à abandonner entièrement le territoire de Mambasa, fin janvier 2003, au contrôle du RCD-K/ML.

⁴⁶⁸ Lire le Rapport de Minority Rights Group, "Effacez le tableau", 6 juillet 2004, <<http://www.minorityrights.org/admin/download/pdf.>>

Les actes d'anthropophagie et de cannibalisme y étaient dirigés contre les Nande de Mambasa, pris pour cible à cause de leur lien ethnique avec le leader du RCD-K/ML. Ils étaient également menés à l'endroit des pygmées accusés de servir d'éclaireurs à leurs parrains Nande de l'APC, branche armée du RCD-K/ML.

En fait, un effectif très considérable des pygmées du territoire de Mambasa, chasseurs vivant de la pêche et de la cueillette dans la forêt, sont très proches des Nande qui les hébergent dans leurs familles en vue de leur socialisation à la vie moderne, la scolarisation de leurs enfants et leur intégration dans la société locale. Nombreux ont ainsi l'étiquette d'être des « *Bambuti-Nande* ».

Leurs maîtrises de la forêt et des eaux ont fait que les forces de la coalition les soupçonnent de servir des guides aux forces ennemies du RCD-K/ML dont ils étaient plus proches de part cette cohabitation. Dans la finalité de les décourager dans cette entreprise périlleuse, les guerriers de la coalition en étaient venus aux actes barbares d'anthropophagie et de cannibalisme à l'endroit des pygmées kidnappés⁴⁶⁹. Cette pratique reflète une croyance chez certains peuples selon laquelle en consommant la chair d'une personne, l'on acquiert sa force. Il se peut que les militaires de la coalition estimaient qu'il leur fallait manger la chair et boire le sang des Nande et Pygmées pour être invulnérables aux balles ennemies à l'instar des *mayi-mayi*. Il s'agit d'une tactique pour semer la terreur et la panique dans le camp adverse. Celle-ci pourrait indiquer que les instigateurs de cette guerre ont su que la peur du cannibalisme terrorise les victimes et les rend plus obéissants que la simple peur de la mort si fréquemment affrontée dans la vie quotidienne.

Réagissant aux fermes critiques formulées à son endroit par la communauté internationale, aux violations graves du droit international humanitaire lui imputées par les associations locales de défense des droits humains et les organismes internationaux, J.P.Bemba avait fait juger, en février 2003, le lieutenant-colonel Freddy Ngalimo et vingt-six de ses compagnons d'armes pour « *extorsion, viol, assassinat, pillage et désobéissance aux ordres* » pendant que le commandant des opérations Didi Widi Mbuilu Masamba alias Ramsès VIII dit le « *Roi des Imbéciles* » n'était pas

⁴⁶⁹ Rapport de l'Équipe spéciale d'enquête de la MONUC sur les événements de Mambasa du 31 décembre 2002 au 10 janvier 2003, S/2003/674, 02 juillet 2003 <<http://www.un.org/french/docs/sc/letters/2003/cslet03.htm>> .

inquiété. Cette parodie de justice avait pour finalité d'occulter des actes qui cadrent avec les crimes de guerres et crimes contre l'humanité perpétrés par une armée rebelle sous haut commandement de J.P. Bemba⁴⁷⁰.

Mises de côté les pertes à vies humaines, l'esclavage humain auquel étaient soumis les otages de cette coalition et les pillages des biens, cette guerre déversait des milliers des déplacés sur des routes et aggravait davantage le drame humanitaire dans la région de Butembo-Beni qui accueillait les rescapés des guerres de l'Ituri et tous les déplacés des luttes armées internes des milices locales. Pendant que l'attention locale et internationale était focalisée sur ces exactions en Ituri, le RCD-Goma et alliés s'activaient, à son tour, à partir de la partie sud de Lubero.

5.2.3.2. L'offensive du RCD-Goma et alliés au sud de Lubero

Contrairement au RCD-K/ML, le RCD-Goma n'a jamais su se mettre à l'abri de l'influence de son parrain rwandais. C'est d'ailleurs cette crainte de s'éloigner de Goma pour ériger son quartier général à Kisangani qui a nourri la scission du RCD, consommée définitivement le 19 mai 1999.

Fort de l'appui de Kigali et de ses accointances internationales, le RCD-Goma justifiait son attitude belliciste par la même astuce que son parrain, à savoir la présence des génocidaires rwandais à l'Est de la RDC. Cette stratégie est très payante face à une communauté internationale frappée d'une cécité et d'une profonde culpabilité face à ce drame rwandais de 1994. L'autre manœuvre rebelle est de focaliser leur action sur la fibre ethnique. Même actuellement, les groupes résiduels du RCD-Goma, encore actifs dans la région, misent eux aussi sur ces deux questions en vue de vite captiver l'opinion internationale.

La réalité en est qu'une certaine élite tutsi, avide du pouvoir, instrumentalise l'ethnicité, prend en otage sa propre communauté en l'endoctrinant sur la nécessité d'asseoir son leadership sur tout l'Est du Congo en vue de sa sécurité totale. Le cas du général Laurent Kunda et de son CNDP en est exemplatif. Tout en prétextant défendre les Tutsi congolais, Laurent Kunda était devenu, en perspective, un

⁴⁷⁰ Ces actes de cannibalisme et tant d'autres crimes de guerre commis en Ituri ont déjà fait l'objet d'enquêtes de la part de la Cour Pénale Internationale.

danger pour sa propre communauté. Dans les faits, celle-ci est loin d'être unanime pour approuver les méthodes du CNDP qui avivaient les tensions avec les communautés autochtones et voilaient les ambitions égoïstes de ses animateurs ainsi que l'exploitation illégale des ressources de la région. Son éviction inattendue à la tête du CNDP par son propre parrain rwandais prouve en suffisance les accointances de cette rébellion avec Kigali. Celui-ci est le véritable « *faiseur et tombeur* »⁴⁷¹ des seigneurs de guerre dans la partie congolaise sous son influence.

C'est donc dans la quête d'étendre son emprise sur toute la partie est de la RDC qu'il convient d'interpréter les menaces des guerres brandies par le RCD-Goma contre les positions du RCD-K/ML partant de la partie sud du territoire de Lubero. Les pressions rwandaises sur ce fief du RCD-K/ML visaient à y amoindrir l'influence ougandaise et à briser dans l'œuf le rapprochement entre Kampala et Kinshasa par Beni-Lubero interposé.

Craignant un nouveau front de Kinshasa contre ses positions partant de cette contrée sous influence ougandaise, la conquête des localités dotées de facilités aéroportuaires paraissait, dans le chef de Kigali, très stratégique car susceptible de prévenir la menace à la pérennité de son ascendance sur l'est du Congo. Avec la mainmise sur la contrée de Beni-Lubero, Kigali verrait son influence s'étendre du nord au sud, de Bunia à Uvira. A côté de cet enjeu, il y a aussi les potentiels économiques et financiers de cette contrée qui attisaient la convoitise rwandaise, par le canal du RCD-Goma.

C'est dans cette perspective que s'explique, entre autres, la guerre ouverte de mars à juin 2003, durant laquelle l'ANC et alliés volent de victoire à victoire jusqu'à la prise de la cité de Lubero, le 19 juin 2003. Cette conquête est matérialisée par l'arrivée triomphale dans la cité de Lubero, le 30 juin 2003, d'Eugène Serufuli, alors gouverneur du Nord-Kivu (Petit Nord) pour l'installation officielle d'un nouvel administrateur d'obédience du RCD-Goma, en la personne du Major Maombi.

Il en est de même de l'offensive de décembre 2004 menée contre les FARDC par les éléments dissidents de l'ANC, réfractaires au processus de brassage des anciennes armées belligérantes. Repliés dans le Rutshuru et le Masisi, au lendemain de leur débâcle de Bukavu de juin 2004, sous la bénédiction du commandant de la 8^{ième}

⁴⁷¹ Expression de C. Braeckman.

région militaire, ancien haut officier de la rébellion du RCD-Goma et du gouverneur de l'époque du Nord-Kivu réunifié, ces dissidents ont réincarné le RCD-Goma sous le costume du CNDP.

Toutes les offensives du RCD-Goma et allié au sud de Lubero visaient à arracher à Mbusa Nyamwisi la partie sous son contrôle pour l'éclipser totalement dans les négociations politiques de Sun-City. De même, il était question d'empêcher le déploiement des forces de Kinshasa dans cette partie. Et ce, en vue de faire jonction avec l'Ituri de Thomas Lubanga déjà acquis à la cause de Kigali.

Cette offensive de printemps 2003 fut arrêtée de justesse à la porte de la ville de Butembo grâce aux pressions de la communauté internationale et, plus particulièrement des Etats-Unis, persuadée du danger de la régionalisation de l'instabilité que représentait la chute de Butembo-Beni et l'entrée en danse de Kampala. Les troupes du RCD-Goma et alliés furent alors sommées de se retirer des nouvelles positions conquises et d'en abandonner le contrôle au RCD-K/ML dans l'esprit des Accords de Lusaka.

Pour le chef de la délégation du RCD-Goma aux pourparlers de Bujumbura du 19 juin 2003, Me Joseph Mudumbi, le retrait des militaires du RCD-Goma était conditionné par la rupture de l'alliance du RCD-K/ML avec Kinshasa. Car, disait-il, « *nous ne pouvons nous retirer des positions défensives que nous occupons dans le territoire de Lubero que si les forces armées congolaises (FAC) quittent l'Est de la RDC et reviennent à leurs positions conformément à l'accord de Harare* ». Il ajoutait, en substance: « *il faut que le désarmement des forces négatives (les miliciens Interahamwe et les soldats des ex-FAR) soit effectif et que Kinshasa cesse tout soutien et ravitaillement aux forces négatives qui se trouvent dans l'Est du pays* »⁴⁷².

Ces négociations de Bujumbura, sous les bons offices du représentant du secrétaire général des Nations-Unies au Congo, Amos Namanga Ngongi, étaient suivies d'un protocole additionnel signé à Beni, le 28 juin 2003. Le but consistait à l'arrêt immédiat des hostilités et au retrait des troupes du RCD-Goma et alliés des localités conquises. Ce retrait fut effectif au bout des multiples tractations.

Cette invasion du territoire du RCD-K/ML était aussi une occasion de rapine pour les combattants du RCD-Goma et alliés.

⁴⁷² Informations relayées sur la radio Okapi, captée de Butembo, le 19 juin 2003, à 19 h, heures locales au même moment où la cité de Lubero tombait entre les mains du RCD-Goma et allié.

Pendant que le politique négociait, les militaires s'adonnaient en cœur joie à dépouiller systématiquement les localités conquises. Plus de 4.757 bovins ont été pillés par les troupes du RCD-Goma, le petit bétail (moutons, chèvres et volailles) et d'autres biens de fortune n'étant pas pris en compte⁴⁷³. Les témoignages sur les pillages du cheptel et leur chargement dans des camions en direction du Petit-Nord abondent au sud de Lubero⁴⁷⁴. Selon certaines sources, ce bétail aurait servi à réhabiliter les fermes de Rutshuru et de Masisi abandonnées depuis 1993. Ces pillages connotent la face cachée de ces guerres d'invasion partant de la partie sud du territoire de Lubero.

En fait, depuis la décennie 1990, la contrée de Kanyabayonga a été la cible de plusieurs attaques armées. Au moment où nous couchons ces lignes, les menaces de guerre planent toujours sur cette contrée déjà mise en sac par les pillages perpétrés par toutes les parties belligérantes. Les tensions toujours tendues dans cette partie sud de Lubero suscitent un profond questionnement sur les réels enjeux que représente l'aire de Kanyabayonga dans la conflictualité armée au Nord-Kivu⁴⁷⁵.

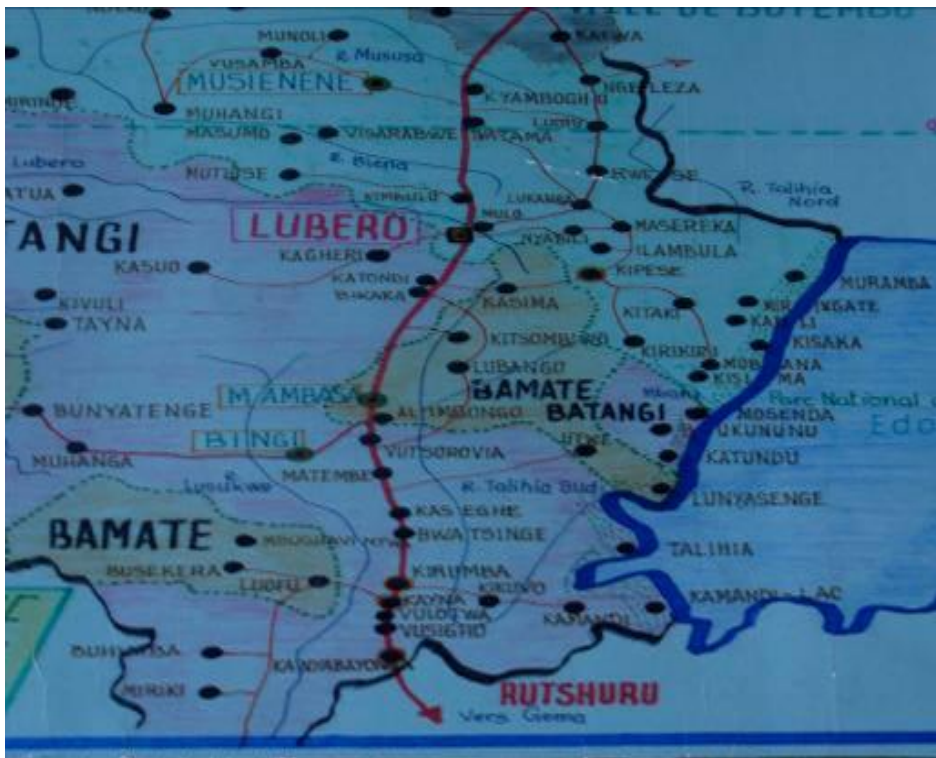
Qu'il nous soit, à présent, loisible de nous pencher et de scruter les faits politiques de terrain en vue de mieux pénétrer les méandres des guerres en répétition qui désorientent les populations et désorganisent les circuits socioéconomiques locaux et provinciaux partant de la partie sud de Kanyabayonga.

⁴⁷³ Rapport ACOGENOKI (Association des éleveurs du Nord-Kivu), septembre 2003.

⁴⁷⁴ Voir également le rapport de la société civile du Grand Nord, de septembre 2003.

⁴⁷⁵ Mémorandum de la société civile du territoire de Lubero du 17 novembre 2009.

Carte n°4 : Aperçu de la partie sud du territoire de Lubero



Source : Bureau Caritas de Butembo-Beni

5.3. Kanyabayonga et la conflictualité armée au Nord-Kivu

A l'issue de nos investigations sur la conflictualité au Nord-Kivu, il s'avère que la localité de Kanyabayonga a, à maintes reprises depuis 1993, servi de champ de bataille entre différentes forces armées. Les premières étincelles débutent avec les opérations militaires successives baptisées « *Kimya et Mbata* » en territoires de Masisi et de Rutshuru durant lesquelles les FAZ tout en soutenant la population d'expression rwandophone prétextaient départager les paysans en guerre.

Au sein du chapitre précédent, nous avons déjà eu à démontrer comment cette zone a été transformée en champ martial sous l'AFDL. En décembre 1998, la même entité est prise en étau entre les tirs du RCD et des mayi-mayi, lesquels affrontements se soldent par la mainmise du RCD sur la région. Cependant, en mai 1999, suite à la scission du RCD, la contrée de Kanyabayonga passe sous contrôle du RCD-K/ML allié à Kampala. La contrée va vibrer au rythme des vives tensions entre l'armée ougandaise et l'armée rwandaise avec le renforcement de leurs troupes respectives, en amont comme en aval des guerres successives de Kisangani.

Depuis lors, la partie sud du territoire de Lubero connaît des conflits armés mettant sur scène les armées d'agression, les rebelles congolais, les milices locales et étrangères (FDLR), les réfractaires de l'ANC (branche armée du RCD-Goma) et les *Local Defense*⁴⁷⁶ hostiles au processus de brassage des anciennes armées belligérantes, les éléments du CNDP et alliés, les FARDC, etc. La récurrence de la conflictualité armée dans cette aire nous mène à nous questionner sur le pourquoi de ce cycle de violences armées dans le rayon de Kanyabayonga. Quelle est la place qu'occupe cette aire au sud de Lubero dans la conflictualité armée au Nord-Kivu ?

5.3.1. *Kanyabayonga, un enjeu socio-spatial?*

En parcourant la carte de l'« *Atlas Historique, Histoire de l'humanité, de la préhistoire à nos jours* »⁴⁷⁷, l'on se rend compte que Kanyabayonga figure parmi les contrées congolaises orientales qui ont connu un peuplement très ancien en Afrique interlacustre. Il s'agit de l'une des régions qui sont signalées dans cet Atlas comme ayant connu l'agriculture depuis le 2^{ième} millénaire avant Jésus-Christ. Des recherches archéologiques révèlent ici, comme ailleurs au Grand-Nord, des traces attestant cette ancienneté d'une humanité encore unanime⁴⁷⁸.

⁴⁷⁶ Local Defense est la milice armée montée de toute pièce par Eugène Serufuli, gouverneur d'alors du Petit-Nord parrainée par l'ANC et alliés bien que majoritairement Hutu. Aujourd'hui, elle s'est transformée en Mayi-mayi Mongols.

⁴⁷⁷ B. Jacques et alii, *Atlas historique, Histoire de l'humanité, de la préhistoire à nos jours*, Paris, Hachette, 1987, p. 9.

⁴⁷⁸ La découverte historique et archéologique de l'homme d'Ishango et de la première calculatrice lui attribuée en est une manifestation et une preuve scientifique de taille.

Loin de décrire tous les mouvements de peuplement au sud de Lubero, disons que les populations du milieu sont des Nande Batangi et Bamate. Elles y avaient accueilli leurs frères et sœurs, notamment les Baswagha et les Bashu, qui étaient venus les aider à faire face à la guerre qui, dans le temps, les opposaient au Barenga. D'autres communautés avaient massivement afflué dans la région avec le tracé de la route Goma-Beni. Ils y ont élu domicile influencé par l'installation des colons, au lendemain de la conférence interafricaine des sols tenue à Goma en 1948. Parmi ces peuples figuraient les Hunde, les Nyanga et les Renga. L'implantation du paysannat, en 1950 dans le milieu, a vu croître un très grand besoin de la main-d'œuvre. Cette situation a milité pour l'arrivée de la première vague des réfugiés Banyarwanda dans ce rayon.

Entre les années 1953 et 1957, en effet, la Mission d'Installation des Populations (M.I.P) introduisait dans cette partie la première vague des Banyarwanda. Leur centre d'accueil était localisé à Biriseke, d'où, quelques uns ont été orientés vers Miriki et les autres vers Busekera, milieu favorable à l'élevage. Avec cette nouvelle donne d'immigration, la région de Kanyabayonga devenait un milieu de « *métissage* » à une grande échelle des différentes communautés du Nord-Kivu. A cette vague, se sont ajoutés d'autres immigrants rwandophones à 1996 dont les réfugiés fuyards des massacres perpétrés contre leurs camps par l'APR en appui à l'AFDL.

Concernant le développement des grandes agglomérations dans cette contrée, il serait dû aux mesures, d'une part, de l'interdiction de la circulation automobile nocturne dans le parc des Virunga intervenue vers les années 1970, d'autre part, celle du mouvement de regroupement des villages, lancé par le MPR entre 1971-1974. D'autres décisions politico-administratives prises au cours de cette période eurent comme retombée le développement d'un embryon de cité à Kanyabayonga, à Kayna et à Kirumba, trois localités alignées à l'entrée nord du parc des Virunga. Il en est de même de la cité de Kiwanza, à l'entrée sud du même parc. La concentration des populations dans ce milieu apparaît comme un fruit d'un long processus d'implantation. Faudrait-il rappeler que les territoires de Beni et de Lubero sont les plus peuplés dans toute la partie est de la RDC.

Derniers à s'installer dans la région et nonobstant leur statut des réfugiés, les Banyarwanda y ont été au centre des tensions au milieu de la décennie 1990. Il faut dire que les événements au Rwanda

d'alors ont eu un impact très considérable dans les milieux rwandophones du Kivu. Les manœuvres d'accaparement illégal des terres d'accueil et leur implication directe dans l'un ou l'autre camp au conflit au Rwanda voisin commençaient à susciter des réels questionnements dans le chef des populations autochtones.

Le génocide rwandais de 1994 et les tueries qui s'en ont poursuivi sur le territoire congolais perpétrées par les soldats de l'APR ont, en plus, créé dans l'imaginaire du monde paysan local des clichés négatifs du rwandais. Localement, le rwandais est souvent associé, à tort ou à raison, à celle d'un tueur indifférent, un assassin insensible aux souffrances du voisin pourvu d'atteindre sa finalité.

Ces faits réunis ont vu surgir le phénomène mayi-mayi. Cette dynamique d'autodéfense populaire craignait que le sud de Lubero ne serve au désengorgement du Rwanda par l'installation définitive des Hutu rwandais indésirables à Kigali. En outre, la présence de ces réfugiés Hutu dans le milieu servirait de prétexte au régime de Paul Kagame d'y déchaîner son armée qui, lors de ses opérations, ne dissocie pas les anciens génocidaires de la population civile. Cette crainte avait été répercutée et instrumentalisée par certains politiciens du Nord-Kivu pour dresser les communautés autochtones contre celles allochtones.

L'on comprend, dès lors, pourquoi cette contrée demeure au centre des rivalités armées mettant aux prises les armées nationales, les mouvements rebelles, les milices locales et étrangères (FDLR et Interahamwe) et, au plus bas niveau, les autochtones et ceux qui sont perçus localement comme allochtones.

A ce sujet, il faut rappeler que le retrait de l'armée ougandaise de cette localité avait laissé libre champ à l'armée rwandaise. Le retrait précipité de l'UPDF y avait fragilisé davantage les positions du RCD-K/ML qu'il a été contraint de céder aux exigences du RCD-Goma et de son allié pour la mise sur pieds des patrouilles mixtes dans la cité de Kanyabayonga et environs. Stratégie qui a permis à la rébellion d'Azarias Ruberwa de s'y enraciner au détriment de celui de Mbusa Nyamwisi.

Dans le même sens, certaines informations, fournies par le camp des aigris du RCD-K/ML, signalent qu'il y aurait eu un accord secret avec cette rébellion et celle du RCD-Goma pour le maintien de cette frontière de Kanyabayonga par les deux parties. En contrepartie, le RCD-K/ML devait mensuellement verser une caution pécuniaire au RCD-Goma. Le non-respect des termes de cet accord (sorte de

redevance) par le RCD-K/ML serait chaque fois l'élément déclencheur des guerres ouvertes entre les deux rébellions, le RCD-Goma et alliés voulant faire le recouvrement par la force. Ce faisant, le RCD-K/ML serait lui-même auteur de sa propre déstabilisation.

Administrativement, la cité de Kanyabayonga est tiraillée entre deux territoires notamment celui de Rutshuru, à dominance rwandophone, et celui de Lubero, en majorité Nande. Depuis la guerre de l'AFDL de 1996, cette situation est à la base des confusions, dans le chef des autorités locales, pour l'orientation des rapports administratifs à leur hiérarchie. Un moment, la police locale de cette agglomération était sous commandement de Rutshuru pendant que l'administration civile était supervisée par Lubero. La même cité se trouve partagée entre deux collectivités : la collectivité-chefferie des Batangi (Nande) et la collectivité de Bwisha (Hutu). Elle est longtemps demeurée l'objet des querelles entre ces collectivités pour une question de frontière.

Selon les Batangi, leur collectivité s'étendrait jusqu'à Mabenga (Kahunga), en plein territoire de Rutshuru, alors que les Banyabwisha (habitant de Bwisha) fixent leur frontière dans la vallée de Kasando séparant la cité de Kayna de celle de Kirumba. Cette dimension territoriale a rebondi au devant de la scène pendant les guerres qui ont opposé le RCD-Goma et le RCD-K/ML. Au sein des revendications de leaders de chaque camp, l'idée de contrôle d'un territoire qui leur appartiendrait de plein droit refaisait surface.

Du point de vue culturel, la localité de Kanyabayonga est en cheval entre deux diocèses catholiques, le Diocèse de Butembo-Beni et celui de Goma. Au regard des faits concrets de terrain, l'on est tenté de penser à un différend entre ces deux diocèses. L'édification et l'inauguration, en pleine guerre de 1998, par Mgr Faustin Ngabu, Evêque de Goma de la paroisse Saint Charles Lwanga (Kabasha), à moins d'un kilomètre de la paroisse Saint Jean Baptiste de Butembo-Beni renforce ce constat. Cette nouvelle paroisse se situe sur le versant de la même cité mais jadis sous contrôle du RCD-Goma.

L'on peut lire dans ce geste l'ambition bien qu'inavouée d'y promouvoir l'influence rwandophone, question identitaire oblige. Comment l'interpréter autrement au moment où la conflictualité y atteignait les dimensions vertigineuses que le Swahili cédât place au

Kinyarwanda lors des cérémonies religieuses⁴⁷⁹. La langue devient, de la sorte, un instrument d'influence, une arme au service de la volonté du puissant. N'est-il pas vrai que la langue est une des valeurs fondatrices les plus évidentes de l'identité communautaire et culturelle? Ce clivage culturel y a mis un terme au dialogue de la houe et de la vache qui cimentait les relations inter-communautés.

Un de nos interviewé estime que ces faits révèlent à quel point, depuis novembre 1996, « *l'Eglise catholique de Goma n'a pas su demeurer au milieu du village. Les prises de position du prélat local pour le RCD-Goma ont fragilisé la société civile du Petit-Nord. Il demeure un pion-roi sur lequel les forces armées actives dans cette partie se sont basées pour la matérialisation de leurs plans* »⁴⁸⁰. Sur la même lancée, Stanislas Bucyalimwe Mararo, reprenant le terme de la lettre d'un groupe des chrétiens du diocèse de Goma⁴⁸¹, note à ce propos : « *l'évêché catholique de Goma, bien impliqué dans le secteur de l'élevage à travers ses fermes de Lushebere et Cyangurube n'aurait pas les mains propres dans le délicat dossier de la militarisation de la province du Nord-Kivu* »⁴⁸². Ces faits poussent certains paroissiens de Kanyabayonga et de Kasando en diocèse de Butembo-Beni, victimes des affres de ces guerres, à lui imputer la responsabilité des pillages et saccages subis localement de la part des militaires du RCD-Goma et alliés⁴⁸³.

⁴⁷⁹ Il nous a été confirmé qu'avant l'inauguration de cette paroisse, le Swahili était la langue commune parlée lors des grandes manifestations religieuses dans la contrée en vue de permettre à toutes les communautés qui y cohabitent de dialoguer. Il servait de ciment dans les relations intercommunautaires. Il faut dire qu'à part les Nande et les Hutu, on y retrouve les Hunde, les Nyanga, les Tembo, les Tutsi et d'autres ethnies originaires du Sud-Kivu.

⁴⁸⁰ De l'entretien du 12 janvier 2008, à Goma, avec Me Luhindi Fataki, coordonateur de la société civile de Goma de 1996 à 2002.

⁴⁸¹ C. Sebikali et R. Nyabirungu, « Signe de temps. Lettre de quelques chrétiens du diocèse de Goma résidant à Kinshasa à Mgr Faustin Ngabu après un rendez-vous manqué, Kinshasa, le 28 janvier 1992 », *Amahindure*, n°8, juin 1992, p.12.

⁴⁸² S. Bucyalimwe Mararo, Pouvoirs, Elevage bovin et la question foncière au Nord-Kivu, op.cit. p. 25.

⁴⁸³ Des entretiens avec les chrétiens catholiques (de Butembo-Beni) des paroisses de Kanyabayonga et de Kasando qui ont été pillées par les militaires du RCD-Goma et alliés en juin 2003 et en octobre-décembre 2004. Cette analyse a été partagée par un des pères assomptionnistes, de la paroisse de Luofu, devenue la cible permanente lors de toutes les incursions des FDLR, des éléments du CNDP.

Soulignons que ce clivage apparent de l'église catholique du Nord-Kivu reflète localement les obédiences politiques de chaque diocèse. Certains observateurs disent qu'au Grand-Nord, l'Eglise Catholique a su faire la part des choses en ne ralliant aucun camp des belligérants. Elle est demeurée la lampe allumée pour éclairer la cité et s'est investie dans la consolation des affligés de la guerre. Ses démarches et ses prises de position ont ainsi aidé à consolider la dynamique de la société civile du milieu. Néanmoins, le RCD-K/ML lui reprochait de soutenir la dynamique mayi-mayi dans le milieu. L'engagement de l'église catholique locale au côté de la population civile victime des affres de guerres à répétition, lui a attiré la foudre de toutes les rébellions et milices locales qui lui reprochaient d'avoir été plus politique plutôt que de demeurer l'agent de l'évangélisation.

5.3.2. Les convoitises aux alentours de Kanyabayonga

Il est question ici de présenter, sous l'angle géopolitique, la chaîne des causalités des conflits armés au sud de Lubero. La quête du contrôle des circuits économiques et financiers au sein de ce territoire peut raviver les entrepreneurs de la guerre. Dans ce sens, C.P. David remarque que « *les besoins économiques traduisent la volonté pour un mouvement rebelle de s'extraire d'une situation de dépendance et de raréfaction de ressources, au point que la guerre est perçue comme étant la seule issue possible* »⁴⁸⁴. A ce même propos P. Claval écrit que « *pour vivre, les Etats doivent jouir des ressources suffisantes, avoir accès à celles qui manquent sur leurs territoires et disposer des marchés leur permettant de gagner les devises indispensables pour solder leur importation* »⁴⁸⁵.

Dans cette logique, il n'est pas exclu que l'accès à la diversité de richesses que regorge l'aire de Kanyabayonga y alimente les guerres en vue de se tailler une meilleure position dans la nouvelle configuration sociopolitique congolaise. Il en est de même de la quête du leadership régional dans cette partie d'Afrique où, à en croire F. Leriche, l'on assiste à « *la remise en question dans le nouvel ordre*

⁴⁸⁴ C. P. David, Op cit. p. 150.

⁴⁸⁵ P. Claval, Op cit. p.84

géopolitique moderne des traditionnelles 'zones d'influence' des alliés de la guerre froide »⁴⁸⁶.

Les richesses de cette contrée ne sont pas en marge des visées des guerres en vue d'augmenter la puissance économique de leurs instigateurs. La partie sud-ouest de Kanyabayonga est la plus concernée, particulièrement les secteurs de Lutunguru, de Muhanga et de Bunyatenge. Il en est de même de la vaste vallée de la Luholu. On y trouve de l'or, du diamant, du coltan, de la tourmaline, du wolframite, du saphir, du fer, etc. Aux dires de M. Kambisa : « *dans ces secteurs, les minerais sont en grande quantité. L'or de la région serait de la lignée du filon de l'Afrique du Sud à Kilomoto dans la Province Orientale et son exploitation doit être industrielle. Ces minerais ne sont pas tous exploités. L'or, le diamant et le coltan ne le sont jusqu'à présent que de façon artisanale* »⁴⁸⁷.

Il y a donc de quoi aiguïser la convoitise des protagonistes de la région en quête des moyens financiers pour combler l'effort de guerre, l'achat d'armes et munitions et se créer des conditions sociales favorables. L'activisme et les incursions incessants dans ces localités des groupes armés de tout bord, des troupes d'agression et des militaires rebelles ne sont donc pas fortuits. Ce qui justifie les extorsions des minerais et l'esclavagisme auquel les creuseurs des minerais sont soumis par les hommes en armes dans les mines de la contrée. Ces derniers ont fini, eux-mêmes, par extraire des minerais aux côtés de leurs otages civiles. Ceux-ci sont également contraints à cultiver les champs pour le compte des occupants⁴⁸⁸.

Les mayi-mayi actifs dans cet axe ont bénéficié eux aussi de ces minerais. Ils ont érigé des barrières routières et prélevé des taxes en accord avec certains notables et les négociants locaux des minerais. Pour mieux maximiser les recettes, ces milices ont quadrillé tous les sites miniers. Dans la même finalité, elles ont noué des alliances, à contre nature, avec les FDLR pour faire face aux pressions armées du RCD-Goma et alliés.

⁴⁸⁶ F. Leriche, « La politique africaine des Etats-Unis : mise en perspective », in *Afrique contemporaine*, Agence française de développement n° 207, 2003, p. 20.

⁴⁸⁷ Lors de notre entretien personnel avec lui, à Kanyabayonga, le 22 juin 2008. Il est un ancien agent de la MGL et faisait référence au rapport d'inspections y entreprises par la MGL aux années 1954.

⁴⁸⁸ Témoignage recueilli à Bingi, le 26 juin 2008, d'un creuseur de minerai fuyant les exactions des Interahamwe dans la localité de Bunyatenge.

Ce rayon étant censé se trouver sous le contrôle du RCD-K/ML, celui-ci n'était pas non plus en marge de la prédation. Son administration délivrait les autorisations d'exploitation minières et du bois à certains commerçants du milieu. Elle prélevait également des taxes sur les carrières sous leur contrôle tout en projetant étendre cette effectivité sur d'autres localités qui leur échappaient.

Cependant, la situation y est très confuse du fait qu'on ne sait pas avec exactitude quelle milice armée est au solde de quel acteur rebelle. Toutes les ailes armées s'y relayaient dans l'exploitation des ressources rares. L'enjeu majeur de leurs rivalités s'y dessinait autour des sites miniers. La situation sécuritaire s'y empirait davantage du fait qu'aucun acteur ne voulait abdiquer au profit de son rival. Malgré l'exploitation rudimentaire des métaux précieux, leur acquisition a garanti leur survie et augmenté leur puissance économique respective.

Pour la population locale, la cacophonie entretenue par la présence des milices rwandophones déblaie le terrain à la matérialisation de leurs ambitions d'occupation et d'exploitation des richesses rares du milieu et des activités agro-pastorales⁴⁸⁹. Les agissements auxquels se sont livrés les belligérants dans cette zone connotent les rivalités économiques érigées entre les Banyarwanda et les Nande quant à la monopolisation du commerce et du secteur agro-pastoral au Nord-Kivu.

Quant aux milices mayi-mayi, le cheptel est très déterminant dans leurs manœuvres d'y perpétuer le climat de guerre. Les vols de récoltes dans les champs de paysans et la consommation excessive de la viande font que l'environnement agro-pastoral de cette zone est propice pour la mobilisation des nouvelles unités et l'enracinement de leurs maquis. Ces combattants s'entourent des mythes dont l'unique prescription, encore observée jusqu'à ce jour, demeure le précepte de « *ne jamais se nourrir d'herbes sous peine de tomber sous les balles adverses* ». Les FDLR s'y nourrissent même des fruits des fermes et des récoltes pillées dans les champs des paysans.

Le RCD-K/ML, pour sa part, y avait instauré un système de contribution pécuniaire et à nature à titre de soit disant effort de guerre. Il y eut aussi d'autres taxes aussi arbitraires auxquelles étaient astreints les fermiers. Tirillés entre plusieurs groupes armés, ces fermiers sont victimes de plusieurs tracasseries. Ils sont parfois

⁴⁸⁹ Observation faite lors de notre entretien à Kanyabayonga, le 22 juin 2008, par M. Malikidogo, actuel président de la société civile du territoire de Lubero.

accusés de fournir du bétail ou du lait à telle faction ennemie. D'où des amendes arbitraires auxquelles ils sont soumis et les pillages, les vols récurrents de leur bétail. Une autre source, porteuse de germe de guerre, est le contrôle des ressources de la réserve naturelle de Tayna et de Kasugho. La faune et la flore de cette réserve sont susceptibles d'attiser les tensions entre les groupes armés.

5.3.3. *Kanyabayonga, un nœud géostratégique?*

En cheval entre deux aires géographiques, deux factions rebelles aux ambitions divergentes, deux zones d'influences concurrentes, deux zones culturelles, deux administrations territoriales et ecclésiastiques, Kanyabayonga est un nœud géostratégique de taille dans la conflictualité armée au Nord-Kivu. Depuis 1993, les armes y font la loi du fait que la zone s'interpose entre plusieurs tendances paradoxalement opposées : armées nationales, forces rebelles, milices locales, groupes armés étrangers et autres dynamiques internes méso et micro-sociétales. La question foncière et la mainmise sur les sites miniers sont un élément capital dans l'interaction entre les forces en présence.

Les disputes autour de la terre accouplées de la lutte armée pour l'exploitation des richesses du milieu dominant la compétition socio-économique et politique au Nord-Kivu. Pour ainsi dire qu'outre sa position géostratégique, porte d'entrée au Grand-Nord, les enjeux socio-économiques y constituent un des grands mobiles de l'instabilité permanente, corollaire des luttes violentes qui y déchirent les dynamiques du dedans à la jonction de celles du dehors.

Les tensions dans cette partie sud de Lubero sont étroitement liées à une lutte plus régionale pour le contrôle économique et la quête du leadership national et régional. Sa maîtrise est un enjeu politique et socio-économique pour tous les protagonistes. De manière plus spécifique, le contexte de guerre dans la région de Kanyabayonga pousse une catégorie d'hommes d'affaires, de politiciens, autorités traditionnelles et propriétaires fonciers de la région à développer des nouvelles stratégies pour le contrôle effectif de leurs biens et domaines terriens. Mais ils s'y heurtent aux forces exogènes alimentées par la donne nationale et régionale.

La conflictualité s'y révèle être un écheveau complexe des craintes locales qui, à l'emprise des pressions extérieures et en l'absence de toute autorité publique crédible, s'enlisent dans une

spirale des violences impliquant toute une constellation d'acteurs aussi bien locaux, nationaux qu'extranationaux. Les ambitions divergentes de ces dynamiques ne font qu'y perdurer l'instabilité et l'insécurité pendant qu'une certaine élite politique de la région tire le maximum de ce contexte pour se conforter sur l'échiquier politique tant provincial, national que régional.

L'aspect régional s'y manifeste suite à l'existence des foyers d'instabilité dans les pays voisins et surtout à travers les multiples alliances scellées entre les divers acteurs de ces conflits armés. Ces jeux d'alliances lient étroitement la conflictualité récurrente dans cette zone avec l'environnement régional instable. L'on peut dire que la ligne de front s'est déplacée du Kasai jusqu'au sud de Lubero du fait de l'imbrication ambiguë entre les forces armées du RCD-Goma et alliés, du RCD-K/ML et alliés, du camp de Kinshasa appuyés par les armées angolaises, zimbabwéennes et namibiennes. Il en est de même de l'activisme de la nébuleuse dynamique mayi-mayi et des FDLR dans le même rayon. Autant d'acteurs directs et indirects en présence dans les guerres de Kanyabayonga.

Ainsi donc, la zone de Kanyabayonga est passée sous contrôle de plusieurs armées nationales, factions rebelles, milices armées locales et groupes armés étrangers. En cette phase, trois filières essentielles d'explications, certes mêlées et imbriquées, confirment notre hypothèse.

Les motivations de ces diverses factions armées antagonistes s'expliquent par la conquête de territoire et l'exploitation de ses richesses : matières premières, agropastorales et autres ressources rares que regorge la région en vue d'augmenter leur puissance politique et économique respective. L'avidité de s'emparer des richesses naturelles et d'autres potentialités économiques de la région, la maîtrise de certains « *lieux forts* »⁴⁹⁰ avivent les hostilités dans cette partie. Le fait que celle-ci domine les escarpements de la Rwindi et de Kabasha, cela permet militairement d'avoir une vue et une projection panoramique sur tout danger et de réagir efficacement⁴⁹¹.

Dans la même configuration, aux yeux du RCD-Goma et alliés, Kanyabayonga était le dernier boulot d'étranglement à faire

⁴⁹⁰ La convoitise de la région porte, en outre, sur l'accident physique, sa rupture spatiale, disons mieux sur sa topologie. Chaque faction rebelle ou milice cherche ainsi à contrôler cet espace où peut s'articuler et se nouer des stratégies de puissance.

⁴⁹¹ Les Coulisses n° 146, Spéciale fin d'année 2004, p. 4.

sauter ou à mieux maîtriser pour marcher sur le territoire sous contrôle du RCD-K/ML. Alors que dans le chef de ce dernier et de ses alliés, Kanyabayonga était une porte ouverte pour prendre d'assaut Goma, quartier général du RCD/Goma et amoindrir l'influence rwandaise sur la province du Nord-Kivu.

Par conséquent, la maîtrise de cette zone par l'un des belligérants constituait un atout majeur, un poids géostratégique de taille sur l'échiquier local, national et régional. La quête effrénée du contrôle de cette « *frontière multifaciale* »⁴⁹² s'est érigée ainsi de facto entre les deux tendances rebelles et parrains rivaux, entre milices locales et groupes armés étrangers, entre les besoins socioéconomiques d'affirmation des communautés locales et y a alimenté la guerre de manière répétitive. Kanyabayonga est érigé à « *mur de Berlin* » entre les deux zones d'influence : rwandaise et ougandaise, d'un côté comme de l'autre.

Cette brève analyse de la zone de Kanyabayonga dans conflictualité armée au Nord-Kivu augure largement les enjeux des guerres vécues dans toute la région de Beni-Lubero, sous contrôle du RCD-K/ML, alors mouvement rebelle.

⁴⁹² Frontière géographique (territoriale), économique, démographique, culturelle, religieuse et politique.

Chapitre 6 :

LES ENJEUX DE LA CONFLICTUALITE ARMEE EN BENI-LUBERO

Les guerres en Beni-Lubero voilent des agendas des belligérants. Ce territoire est au cœur de nombreux enjeux géostratégiques. A part les visées rwandaises de faire jonction avec l'Ituri et d'étendre son influence sur toute la partie Est de la RDC par le truchement du RCD-Goma et de l'UPC de Thomas Lubanga, il est clair que les richesses y stimulent davantage les troupes armées. Kampala profitait des querelles internes au RCD-K/ML et de replis communautaires en Ituri pour y demeurer omniprésent. La crainte de plus d'autonomie de ce mouvement, son protégé local, faisait que Kampala y suscitait d'autres dynamiques alternatives.

Captivant les clivages identitaires, les officiers ougandais ont soutenu les milices ethniques en Ituri au détriment du RCD-K/ML. Dans la même finalité de limiter les manœuvres de cette rébellion, mais aussi et surtout en vue d'augmenter leur puissance économique, le réseau du général Kazini a fabriqué de toute pièce le RCD-National présidé par Roger Lumbala qui contrôlait l'axe Isiro et Bafwasende, réputé pour la diversité des pierres précieuses. Ce même réseau a suscité et alimenté d'autres milices plus ethniques en Ituri.

Au même moment Kampala devait faire face aux ambitions rwandaises sur toute cette partie septentrionale congolaise. La gestion efficace des relations transfrontalières entre élites Nande et Kondjo est aussi au centre des préoccupations de Kampala. Il faut noter que les velléités autonomistes Kondjo ont longtemps attisé la censure politique à Kampala de tout lien entre les élites politiques de ces deux peuples par crainte d'une solide alliance susceptible de déstabiliser le régime en place.

D'autre part, Kinshasa voulait se servir du territoire jadis sous contrôle du RCD-K/ML, son allié d'alors, comme bouclier et base aérienne en vue de contrer les troupes d'agression rwandaise, les visées rebelles du RCD-Goma et du MLC.

C'est dans ce contexte combien confus que chacun de ces trois régimes, a suscité ou parrainé les milices locales et les actions de groupes armés étrangers selon le dictat du moment. Les milices

armées locales constituaient une nébuleuse qu'elles ont même échappé au contrôle de leurs initiateurs. L'articulation entre les diverses dynamiques locales et les pressions extérieures multiformes aux ambitions contradictoires est à la base de la pérennisation de la conflictualité armée dans cette région.

6.1. Les enjeux des coalitions armées en Beni-Lubero

Il s'agit ici d'entrer en profondeur des méandres des coalitions armées contre les positions du RCD-K/ML au lendemain de la signature de l'Accord-cadre de Sun-City du 19 avril 2002 et de l'alliance scellée entre cette rébellion et le régime de Kinshasa.

Observons à cet effet que la présence des officiers du camp gouvernemental congolais dans les rangs des APC inquiétait les factions rebelles rivales du RCD-K/ML. L'ouverture de son territoire aux forces de Kinshasa, partant de la ligne aérienne de l'aérodrome de Wagenia en ville de Beni, lui a fallu la décapitation politique et la foudre de ses pairs rebelles. Bien que Kampala ait soutenu cette démarche, certains officiers ougandais actifs au Congo et les autres factions rebelles décriaient ce virement de cap du RCD-K/ML. D'autre part, il est certain que chaque belligérant voyait dans le contrôle effectif de ce territoire un tremplin géostratégique de taille à brandir lors des négociations de Sun-City ainsi qu'un atout économique incontournable pour le leadership national et régional.

6.1.1. Les enjeux socio-économiques en Beni-Lubero

Kampala fait valoir que cette région est stratégique pour la sécurité de sa frontière. Kigali prétend la même chose bien qu'il n'ait aucune borne commune avec Beni-Lubero. Un fait que tous taisent, cependant, est que la contrée sous étude offre d'abondantes richesses naturelles et ressources financières. Sont situées dans ce rayon les anciennes carrières de la MGL (Mines de Grands Lacs) dont Butembo était le siège. Son sous-sol recèle d'indices et d'une large gamme de minerais: or, diamant, wolfram, cassitérite, fer, uranium, ardoise, Coltan, minerai composé de colombium et de tantale utilisés dans l'industrie aérospatiale et de téléphones, quartz, étain, pyrochlore, béryl de pemgatitas, etc. Le niobium, récemment découvert par des géologues allemands et américains à Lubero, est un minerai rare utilisé dans le domaine spatial du fait de sa forte résistance à la

chaleur. Il entre dans la composition des aciers spéciaux inoxydables, réfractaires et austénitiques⁴⁹³. La récente découverte des nappes de pétrole dans la vallée de la Semliki et dans le lac Albert, sont autant des facteurs qui incitent ces pays à vouloir y demeurer omniprésents.

Outre les minerais, la contrée héberge l'un des plus importants centres commerciaux de la région, vu les grandes quantités de marchandises importées de l'Asie du sud-est, des zones franches des émirats arabes du Golfe, de Bruxelles et des Etats-Unis via le port de Mombasa sur l'océan indien. Le dynamisme des affaires y a suscité un niveau d'activités économiques et sociales très attractives.

Il faut rappeler que cet élan socioéconomique résulte de la conjugaison locale d'efforts entre milieux d'affaires, d'églises, de leaders coutumiers et du monde associatif. En l'absence de toute puissance publique, ils ont fourni des services multisectoriels à la population locale⁴⁹⁴. Bien que la guerre y ait paralysé les circuits économiques et financiers, ébranlant les canons, cet élan social a fait, paradoxalement de Lubero-Beni un « *oasis de développement* » dans un Congo-Kinshasa en plein délitement. Ce décollage multisectoriel a envenimé les rivalités entre les Nande, les Hema et les Banyarwanda dont l'opérationnalisation revenait à leurs milices armées respectives.

Cette vitalité du Grand-Nord sera sérieusement mise en mal sous les dernières guerres que connaît l'est du Congo. Timothy Raeymaekers⁴⁹⁵ se rend compte que cet essor local de développement, ce qu'il qualifie « *d'île de prospérité* » est « *sérieusement freinée à partir de 1996, lorsque l'AFDL commença sa campagne contre Mobutu de l'est du Zaïre vers Kinshasa* ».

Dans le même angle d'idées, nonobstant la désarticulation des services douaniers, le peu d'activités survivantes au poste douanier de Kasindi⁴⁹⁶ suffisaient, à elles seules, à entretenir également une concurrence féroce entre les belligérants. Les entrées financières de cette douane ont alimenté la guerre dans cette région au point d'y attirer Kinshasa, nouvel allié du RCD-K/ML.

⁴⁹³ E. Boissonnade, *Kabila clone de Mobutu*, Paris, Moreux, 1998, p. 350.

⁴⁹⁴ Les secteurs économique et social sont entièrement pris en charge localement et financés par des particuliers.

⁴⁹⁵ T. Raeymaekers, « L'économie politique de Beni-Lubero », in K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, *op.cit.* pp. 60 ; 63.

⁴⁹⁶ J.P.Bemba avait déclaré lors de séances de la table ronde sur les mayi-mayi, tenue à Butembo du 19 au 21 mars 2001 que Kasindi, à lui seul, fait entrer plus d'un million de dollars américains par mois.

Ce même territoire regorge d'abondantes et variées richesses. A part les ressources minières, l'économie de la contrée est essentiellement agricole. Les conditions bioclimatiques très favorables sont à la base de la floraison agricole. C'est une agriculture à la fois vivrière et industrielle. L'on y localise également d'importants cheptels, des espèces rares de faune et de flore, les pêcheries bien qu'encore rudimentaires dans le lac Edouard. Le bois de cette contrée est de qualité et diversifié. En grande partie, il est destiné à l'exportation. D'après les statistiques de l'OFIDA/Nord-Kivu, 1800 camions chargés des grumes, de bois d'œuvre, de café, de quinquina et d'autres écorces médicinales, de thé sont entrés en Ouganda entre 1998 et 2003, soit une moyenne de 300 camions par an, tous enregistrés par les fonctionnaires des douanes de Kasindi⁴⁹⁷.

Dans le domaine énergétique et touristique, la contrée offre de grandes possibilités de construction des centrales hydroélectriques de petite et moyenne puissance. En temps de paix, ce territoire présente également des éléments attractifs dans le secteur touristique. On pense au beau paysage du graben longeant la Semliki, au mont Ruwenzori avec ses neiges éternelles, au mont Kyavirimu, auberge des gorilles de montagne. Il en est de même du parc de Virunga, une fois réhabilité, avec ses multiples espèces animales et végétales, de la réserve forestière de Tayna, du site historique d'Ishango, des éléphants blancs et d'autres animaux rares des parcs de Virunga et de Maïko.

L'accès à ces ressources et le contrôle effectif des ceintures d'affaires sont au centre des affrontements armés entre les belligérants. La pérennisation du climat de guerre s'y explique donc par la quête de contrôle et d'exploitation des ressources naturelles et des réseaux économique-financiers du milieu.

6.1.2. Les guerres des minerais

De façon particulière, celles-ci se déroulent dans la partie ouest de Butembo et dans l'axe Kasugho-Bunyatenge-Luofu, au sud-ouest du territoire de Lubero, zones réputées pour leurs sites miniers. Des indicateurs tangibles accèdent ce contrôle et cette exploitation des sites miniers et des flux financières en tant qu'enjeu majeur dans les conflits armés que connaît cette contrée.

⁴⁹⁷ Information reçue d'un entretien téléphonique avec un agent de l'OFIDA/Kasindi ayant voulu rester dans l'anonymat, le 19 juillet 2004.

A titre illustratif, du 8 au 10 novembre 2000, on assiste aux combats armés dans la localité de Butughe-Kikerere, à 12 km au nord-ouest de la ville de Butembo. Les mayi-mayi de la RNL/Vurondo avaient intercepté et confisqué une cargaison de coltan d'une valeur approximative de 70.000\$ us. Cette manne appartenait aux troupes ougandaises. Sa récupération était au centre des affrontements intenses entre les deux camps. Au cours de ces combats, il y eut des incendies des villages. Des paisibles paysans dont certains étaient en pleine kermesse de mariage, furent pris pour cible par l'UPDF.

Dans la même foulée, on peut mentionner d'autres combats sanglants entre mayi-mayi de RNL/Vurondo et l'UPDF dont ceux du 29 mars au 09 avril 2001 dans les localités de Biambwe et Manguredjipa à 75 km de Butembo. Avec la complicité du FLC, l'UPDF voulait créer un couloir d'évacuation des minerais au lendemain de la signature de l'accord passé entre mayi-mayi, FLC et UPDF, lors de la « *Table Ronde sur le phénomène mayi-mayi* »⁴⁹⁸, et ce, avant le retrait des troupes ougandaises de Beni-Lubero tel que consigné dans ledit accord. D'autres combats armés ont été observés dans les zones minières du sud de Lubero dont l'enjeu majeur est la mainmise sur les sites miniers et le cheptel de ce rayon.

Il est à noter que l'indéterminable quota de rémunération aux alliés ougandais avait fragilisé les liens entre le RCD-K/ML et son parrain. Mises à part les sommes d'argent allouées chaque mois aux bataillons ougandais présents aux côtés du RCD/K-ML, ce mouvement avait conféré les exploitations minières et forestières de l'Ituri, de Manguredjipa et celle de Mangina à ses alliés ougandais.

L'extraction des ressources de la région par les sujets ougandais couverts par l'UPDF exaspérait le patriotisme des mayi-mayi de la RNL/Vurondo. De surcroît, leur exploitation échappait entièrement au contrôle de l'exécutif du RDC-K/ML. Cela suscitait des aigris au sein même des cadres politico-militaires de cette rébellion dont certains ne lésinaient pas sur les moyens de les en empêcher.

De la sorte, ils livraient les informations nécessaires et détaillées aux milices mayi-mayi sur d'éventuelles opérations

⁴⁹⁸ C'était du 19 au 21 mars 2001 sous la facilitation du professeur Abbé Malumalu, à l'époque recteur de l'Université Catholique du Graben. Moi-même, en tant que président du syndicat des étudiants de Butembo-Beni, j'étais membre de l'équipe du secrétariat de ces assises.

d'évacuation, pour le compte de leurs alliés, des minerais vers les centres urbains. Ils montaient ensemble des stratagèmes de prendre d'assaut ce butin, au moment opportun. Ce qui explique, en partie, les tensions tendues et le climat de suspicion entre l'UPDF et le RCD-K/ML, son protégé local. A ce propos, un ancien haut cadre politico-militaire du RCD-K/ML nous a déclaré en substance : « ...à chaque fois que l'UPDF était attaquée par les mayi-mayi, ils l'imputaient sur le RCD-K/ML. Cette attitude avait suscité le climat de mépris de part et d'autre surtout que nous, cadres rebelles, nous étions de loin exploités par l'UPDF qui se tapait la part du lion des recettes de notre mouvement. Nous n'avions même pas le droit de regard sur les activités auxquelles se livraient ces mercenaires sur notre propre territoire »⁴⁹⁹.

Que dire d'autres combats et de nombreuses incursions du RCD-Goma et alliés dans les localités regorgeant des minerais et autres ressources rares au sud-ouest de Lubero ? Qu'en est-il des activités des FDLR dans ce même espace et des guerres fratricides que s'y livrent encore les factions mayi-mayi et les FARDC ?

L'on sait que toute cette bande de Bunyatenge à Kasugho, celle de Muhangi à Etaütu via Manguredjipa sont réputées pour leurs mines d'or datant de l'époque coloniale, du diamant, du coltan et de tant d'autres minerais⁵⁰⁰. Les populations environnant ces sites miniers vivent au rythme des affrontements armés entre milices mayi-mayi, les groupes armés étrangers et les armées rebelles et alliés. Dans l'axe Bunyatenge-Kasugho, certains de ces sites sont actuellement contrôlés par les FDLR qui, en complicité avec les mayi-mayi de PARECO, y extraient des minerais à leur guise.

Autant d'éléments tangibles de la quête d'intérêts plus financiers et économiques en Beni-Lubero par tous les entrepreneurs de la conflictualité armée, y compris même les firmes internationales à l'instar de la société forestière Dara-Forest.

⁴⁹⁹ Lors de notre entretien réalisé à Beni, le 23 mai 2008, avec un ancien cadre politico-militaire du RCD-K/ML et maintes fois emprisonné par l'UPDF pour complicité avec les mayi-mayi.

⁵⁰⁰ Voir Schéma provincial d'aménagement de secteur de mines et énergie-Ministère des TPAT/1989.

6.1.3. La société forestière Dara-Forest

Il s'agit d'une société ougando-thailandaise installée en mars 1999, en pleine guerre, dans la région, spécialement dans la périphérie de la cité de Mangina. Une année auparavant, le régime L.D.Kabila avait refusé de lui octroyer le certificat d'exploitation. Cependant, elle avait trouvé des arrangements avec les autorités rebelles du RCD-K/ML. Salim Saleh aurait facilité les contacts, assortis des frais de commission⁵⁰¹, avec les autorités de cette rébellion. Cette firme travaillait en marge de toute norme du commerce international à en croire le rapport des experts des Nations Unies.

Au début, elle achetait les produits forestiers et louait les services des particuliers notamment les bûcherons congolais en partenariat avec les ougandais. Les profits la poussent à monter une scierie mécanisée dans les périphéries de l'agglomération semi-urbaine de Mangina, riveraine de la forêt équatoriale, pour une production industrielle. En 2000, le RCD-K/ML lui octroie une concession de 100.000 hectares⁵⁰².

L'abattage des arbres ne respectait aucune norme en la matière et les produits bruts sortaient par la douane de Kasindi sous escorte militaire ougandais. Ils étaient exonérés de toute taxe. Les informations recueillies auprès des douaniers à Kasindi le certifient et prouvent que le RCD-K/ML n'avait aucun contrôle sur cette société⁵⁰³ qui, chaque année, exportait, selon le Panel d'experts onusiens, environ 48000 mètres cubes de bois d'œuvre⁵⁰⁴.

Le même rapport onusien établit une collusion entre la société Dara Great Lake Industries dont Dara-Forest est une filiale et la société jumelle ougandaise Nyota Wood industries⁵⁰⁵. Avant son évacuation vers l'Asie, l'Europe ou l'Amérique du nord, le bois provenant du Grand-Nord était traité d'abord dans l'usine ougandaise de Namanve supervisée par Prossy Balara, lui-même actionnaire.

⁵⁰¹ Information nous livrée par un ancien haut cadre du RCD-K/ML qui a requis l'anonymat.

⁵⁰² Journal les coulisses n°115 du 20 octobre-5 novembre 2002, p.34.

⁵⁰³ Entretiens menés auprès des douaniers à Kasindi du 24 au 28 mai 2007 et en ville de Beni, auprès d'anciens membres de la brigade anti-fraude sous le RCD-K/ML, le 29 mai 2008.

⁵⁰⁴ Rapport du Panel d'Experts sur l'exploitation illégale des ressources et autres formes de richesse de la RDC, 12 avril 2001 (S/2001/357), §47-54.

⁵⁰⁵ Ibidem.

Localement, cette société était supervisée et gérée par John Kottran et Pranée Chanyuttasart, tous ressortissants thaïlandais.

Il faut noter que cette firme ne s'était pas investie uniquement dans l'exploitation du bois. Elle exploitait et commercialisait en toute illégalité du diamant, de l'or, du coltan et d'autres minerais dont une des preuves est le contentieux autour de dix tonnes de coltan, entre John Kottran et un opérateur économique de Butembo, Monsieur Masasi, un des courtiers locaux de cette société⁵⁰⁶. Lorsque ce dernier réclamait son dû auprès de cette société, il a été la cible des persécutions. Dans la nuit du 24 avril 2001, un commando fut mandaté par John Kottran pour assassiner ce commerçant à son domicile sis au quartier Kitulu, n°60 cellule Ngwasi. S'étant sauvé de justesse, sa fille âgée de 12 ans succomba aux balles de ses bourreaux.

Saisie de ces irrégularités mais aussi voulant se faire entendre par la communauté internationale dans le cadre de pillage des ressources du Congo, la RNL/Vurondo prend en otage le personnel de cette société dont vingt-cinq agents des nationalités étrangères suédoise, thaïlandaise, kenyane et ougandaise⁵⁰⁷. Il ressort que l'implication des firmes internationales dans le pillage des ressources dans la partie sous contrôle du RCD-K/ML était facilitée par des réseaux militaro-commerciaux transnationaux.

6.1. 4. L'exploitation militaro-commerciale du milieu

A côté des firmes internationales, on trouve d'autres réseaux qui extrayaient frauduleusement des richesses de cette contrée. L'on cite le réseau constitué des hauts officiers de l'UPDF dont les commandants affectés en Beni-Lubero servaient des points de chutes locaux. Il est vrai que la question des finances dans la partie sous contrôle du RCD-K/ML impliquait pratiquement tous les acteurs armés opérationnels dans la région y compris une poignée des commerçants locaux rodés dans la filière des minerais et qui, durant la

⁵⁰⁶ Entretien du 4 juin 2007 avec un ancien agent de DARA-FOREST, M. Floribert Nduhi, domicilié à Butembo.

⁵⁰⁷ Lors de mon entretien à Goma, le 18 juillet 2008, avec Kambibaya, délégué de cette milice dans le cadre du Programme Amani. Il m'a relaté que cette prise en otage cadrait avec leurs visées de démanteler tous les réseaux d'exploitation illégale des ressources de la région au lendemain de la publication du rapport du Panel des Nations-Unies sur les pillages des ressources congolaises.

guerre, ont su minutieusement jonglé avec tous les chefs rebelles congolais et les milices de la région.

Les personnages clefs de ce réseau militaro-commercial étaient les généraux ougandais Salim Saleh et James Kazini. Leurs acolytes les colonels Noble Mayombo, Kahinda Otafiire, Burundi et Peter Karim en faisaient également membres. Parmi les entrepreneurs privés, on mentionne Sam Engola, Jacob Manu Soba et Manasse Savo ainsi que d'autres membres de la famille Savo. Les autorités rebelles membres du réseau nommément cités dans les différents rapports onusiens et ceux indépendants d'ONG internationales sont notamment Wamba dia Wamba, Mbusa Nyamwisi et Tibasima⁵⁰⁸. Les sociétés Victoria, Trinity Investment, LACONMET, SAGRICOF, etc., qui ont été opérationnelles à Butembo-Beni, figurent dans les rapports onusiens. Certains opérateurs locaux ont été également cités, à tort ou à raison, dans ces différents rapports.

Ce réseau a tiré d'énormes recettes de l'exportation de matières premières, du contrôle des importations des produits de manufacturiers et de l'évasion fiscale. Dans leurs mécanismes de monopoliser localement le marché minier, il procédait par les intimidations militaires des concurrents locaux, en escroquait d'autres par l'usage de la fausse monnaie tournée dans les ateliers nigériens et en assassinait les moins chanceux. Les armées d'agression sous couvertes de celles rebelles servaient des machines d'exécution de ces manœuvres criminelles. Il y a eu d'autres crimes commandités directement par les rebelles ou les miliciens eux-mêmes.

En Beni-Lubero, le colonel Burundi, commandant-secteur de l'UPDF, avait un contrôle physique sur toute cette contrée. Quatre ans durant, secondé les capitaines ougandais Balikudembe et Kibira, il a étendu son impérium sur tous les centres urbains et financiers du milieu. Il a en vain lancé les conquêtes de certaines campagnes pourvoyeuses économiques des centres urbains. Pour ce faire, il se servait de l'administration rebelle du RCD-K/ML pour réunir l'enveloppe financière due à ses militaires et à sa hiérarchie ougandaise. Ces recettes étaient perçues sous formes des diverses taxes : permis d'exploitation, d'importation des marchandises et

⁵⁰⁸ Additif du Rapport des Experts de l'ONU sur le pillage des ressources de la RDC, 2002 et Nicaise Kibelbel Oka, « Le nord-est du Congo : la poule aux œufs d'or pour les seigneurs de guerre », in *Les Coulisses*, n° 115, 2002, p. 33.

véhicules, licences d'import-export, etc. Toutes les transactions des membres de ce réseau étaient exonérées de toute imposition fiscale.

Le même réseau utilisait son emprise pour contrôler le secteur bancaire local. Ce mécanisme lui permit d'avoir une mainmise sur les capitaux d'exploitation près des opérateurs économiques et commerciaux. De cette manière, ce réseau y a capturé l'économie. Les activités commerciales y étaient désormais soumises à un sérieux contrôle de la part de l'UPDF.

Sous le FLC, l'on assiste à l'introduction à grande échelle des faux billets de dollars américains sur les marchés locaux. Ces billets étaient payés aux militaires du FLC, à titre de leur solde. Ces militaires les imposaient alors à la population locale à tous leurs achats. Les commerçants qui détectaient à l'avance ces faux billets et osaient les refuser étaient, sans procès, menottés, chicotés et accusés des contrefacteurs. La sanction était la prison souterraine dite « *Mabusu* », (trou rempli en moitié d'eau sale) assortie des lourdes et arbitraires amendes en échange de leur libération.

Entre 2001 et début 2002, le colonel Otafiire, insatisfait de toutes les faveurs lui octroyées par la rébellion, oblige les opérateurs économiques locaux à lui abandonner le marché de carburant en ville de Beni. Les commerçants de Butembo étaient alors astreints à des frais douaniers élevés à moins qu'ils ne souscrivent au système fiscal de « *préfinancement* ». Celui-ci implique le versement anticipé des sommes d'argent, à l'exécutif de la rébellion, par les hommes d'affaires du milieu, pour bénéficier d'un niveau d'imposition réduit à la douane lors d'opération d'importation et d'exportation.

Très risquant pour les hommes d'affaires de la contrée, ce système était dicté par l'instabilité institutionnelle de ce mouvement doublée de l'esprit prédateur de certains de ses animateurs. Incertains de leur survie politique, ces derniers en ont profité pour marchander ce régime fiscal auprès des commerçants en vue d'encaisser en privé d'énormes sommes d'argent quitte à livrer au bénéficiaire le document y afférent. Il s'agissait également d'une stratégie rebelle de contourner les exigences du parrain ougandais trop encombrant en la matière. Ces arrangements échappaient aux services rebelles officiellement compétents et donc, à l'œil de l'UPDF.

C'était la haute criminalité organisée dans la finalité d'asphyxier l'économie et désorganiser les circuits financiers locaux, paupériser davantage la population longtemps victime de la gestion prédatrice sous Mobutu et meurtrie par des décennies de guerres.

6.2. Les rouages financiers propres au RCD-K/ML

Dans cette séquence, l'objectif est d'analyser le circuit financier à travers les mécanismes d'extraction et d'allocation des ressources sous le RCD-K/ML. Il est question de jeter un regard critique sur l'administration financière développée par les cadres du RCD-K/ML qui, parfois, savaient manœuvrés pour se soustraire frauduleusement des exigences de leur allié ougandais. Il y a donc lieu de distinguer deux types de circuits financier de cette rébellion : le circuit officiel et l'autre souterrain.

Du point de vue du circuit formel, on fait allusion aux rapports de l'administration rebelle – branche politique et territoriale - avec les opérateurs économiques et financiers. On peut énumérer les moyens financiers issus des opérations de dépotage, des taxes spéciales dites de développement, des taxes de péage route, des taxes sur achat des matières précieuses, des impôts ordinaires assortis d'exonérations dues aux préfinancements de cette rébellion, des autorisations d'exploitation des ressources naturelles de la contrée, etc., toutes les mesures prises en vue de réguler la vie économique sans ambages.

Il s'agit, par ailleurs, des ressources en provenance des services publics officiels comme les entreprises publiques mais aussi des recettes à l'importation comme à l'exportation, du trafic aérien, des redevances sur achat des matières précieuses, etc. Parmi ces entreprises publiques, figurent :

*La Direction Générale des Impôts (DGI) dont les recettes provenaient des vignettes, des plaques numérogiques, des cartes roses, des taxes sur bénéfiques dans les entreprises privées, des taxes spéciales de circulation routière et d'autres impôts auxquels le contribuable est officiellement soumis.

*L'Office de Douane et Accises (OFIDA) qui, contrôlant les importations et exportations ainsi que les produits d'accises et de consommation, a été le service le plus convoité et ciblé par les forces belligérantes. Cependant, ce service d'OFIDA a été géré comme une boutique privée par les parrains successifs des rébellions congolaises. La douane de Kasindi a servi de vache laitière aux officiers de l'UPDF actifs dans la contrée ainsi qu'aux hauts cadres rebelles. Elle a aussi été au cœur de déchirements internes au sein du RCD-K/ML. Son contrôle a également été un enjeu majeur dans les guerres que d'autres factions rebelles livraient au RCD-K/ML. Bien qu'éphémère,

la faction mayi-mayi d'un certain Katswamba a tenté de prendre d'assaut ce poste douanier. Il en est de même du commando du colonel Kakolele pendant que Jean-Pierre Bemba trônait à Beni.

*La Direction Générale des Recettes Administratives et Domaniales (DGRAD) : ce département s'occupe d'autres taxes fiscales avec une contrepartie payée auprès d'autres services publics (déclaration de mariage, de naissance, de décès, taxe cadastrale) et d'autres entreprises publiques en œuvre dans cette région.

A côté de ce circuit officiel, plusieurs mécanismes officieux d'enrichissement personnel ont été mis sur pieds par la rébellion et ses alliés ougandais. Le système de monopole et de fixation de prix sur les produits agro-pastoraux du milieu en est un reflet. La finalité était est de mieux maîtriser le circuit commercial local. Leurs méthodes vont du pillage au harcèlement en vue du contrôle sans précédent de toute l'économie. Ces méthodes ont causé la faillite de beaucoup d'entreprises locales, surtout dans le camp de celles qui ne se sont pas mouillées dans la guerre.

On remarque, par ailleurs, un afflux massif des biens de consommation ougandais sur les marchés locaux. Certains produits manufacturiers ougandais tels les savons de lessives, la bière, les limonades, etc., ont mis à sac les productions locales et déséquilibré le champ d'action des produits congolais. Certaines usines du milieu ont dû fermer leurs portes, telles COOBKI, SAIBU, le Complexe Théicole de Butughe, etc. Ils ont également ruiné les paysans par l'imposition des prix et des conditions de vente. Il en est ainsi du prix dérisoire du café, de l'huile de palme, des arachides, du riz, des bananes, de la papaïne, du soja, du quinquina, de la viande, etc., achetés sur les marchés locaux.

Confrontés à la misère, les paysans n'avaient pas d'autres alternatives que de vendre en shillings ougandais pourvu de se mettre à l'abri des faux francs congolais et dollars américains injectés dans le circuit financier local par les mêmes rebelles. Cette criminalité financière n'a fait qu'éponger davantage la population longtemps meurtrie par les guerres. Les commerçants et les agriculteurs paysans pris dans ce piège sont tombés en faillite. Celle-ci a poussé certains d'entre eux à intégrer ou d'appuyer la dynamique mayi-mayi pour raison d'éventuelle vengeance.

Cette exploitation illégale va au-delà des ressources minérales et agricoles. Elle concerne aussi les transactions financières, les taxes locales et les recours à une main-d'œuvre bon marché. Les banques,

les compagnies aériennes et celles d'assurances locales traitaient directement avec Kampala. Un système de recouvrement des impôts dit précompte BIC appliqué dans certains cas a été mis en place par les autorités rebelles. D'après eux, ces impôts avaient pour finalité de financer ou d'appuyer l'effort de guerre alors qu'il était connu que le RCD-K/ML n'était nulle part au front.

En réalité, une grande partie des fonds collectés était expédiée à Kampala par l'entremise du commandant-secteur de l'UPDF basé à Beni pendant qu'une autre somme était empochée par l'exécutif de cette rébellion. En fait, il y avait une confusion dans la gestion financière quotidienne du RCD-K/ML. Les finances de cette rébellion ont connu une ruée d'interférences qu'il était difficile d'identifier le véritable chef de file entre son exécutif et les officiers ougandais⁵⁰⁹. Il faut observer que tous les enjeux, même internes en ce mouvement, se tramaient autour des finances au point que le commissariat des finances était l'unique poste attrayant et très convoité par toutes les tendances internes en cette rébellion.

6.2.1. Le système propre aux autorités territoriales du RCD-K/ML

L'administration publique rebelle n'a pas su se soustraire de la politique du ventre en vigueur sous la rébellion. Ces pratiques criminelles allaient du sommet jusqu'à l'huissier rebelle. Il sied de rappeler ici que les autorités rebelles du RCD-K/ML ont, très rarement, exercé leur pouvoir malgré leur omniprésence au sein de la population. L'existence d'une multitude de taxes et d'amendes dont elles accablaient les administrés en sert d'indicateur. L'administration rebelle était caractérisée particulièrement par l'abandon des tâches régaliennes au secteur privé. Cette réalité colle aux réalités de l'administration provinciale du Grand Nord dont la ville de Beni abritait les institutions.

Aucun de gouverneurs de cette entité n'a eu les mains propres dans la gestion financière de ladite province. Le premier gouverneur, le colonel Kayisavira Mbake, également vice-gouverneur chargé des finances à Goma, sous la transition, actuellement député provincial, était démis de ses fonctions pour gestion prodigue et détournement

⁵⁰⁹ N. Kibel'bel Oka, Qui dirige le RCD-K/ML: Wamba, Mbusa, Tibasima ou l'Ouganda ? In *Les Coulisses*, n° 85, Novembre 2000, p. 13.

des deniers publics⁵¹⁰. Son mandat a été marqué par une gestion privatisée et précarisée de ladite province. Les recettes de cette province constituaient une cuisine privée d'un club très fermé d'amis, à l'époque, caciques du « *Mbusa boy's system* » que d'autres hauts cadres politico-militaires du mouvement en étaient écartés. Ce club des soi-disant piliers locaux du RCD-K/ML s'arrogeait indûment les finances de cette provincette et épinçait ainsi l'économie du milieu. Wamba dia Wamba, président de ce mouvement, confirme ces faits en soutenant : « *pour nous, cette guerre est une surcharge, pour d'autres, une poule aux œufs d'or* »⁵¹¹. Cette gestion calamiteuse a suscité des remous au sein des cadres rebelles dont certains jugèrent mieux, suite à la marginalisation dont ils étaient victimes, de pactiser et de soutenir l'élévation à ce poste du maire de Beni qui, à l'époque, était l'alternative plus rassurante.

Dans le chef de ces frustrés du système Kayisavira Mbake, Monsieur Masumbuko Nyonyi Bwanakawa était plus rassurant en tant que gouverneur. Sa nomination sema la panique dans le camp dur du RCD-K/ML incarné par le colonel Kayisavira Mbake et, dans sa suite, le maire d'alors de Butembo, Monsieur Déogratias Malekani Saghasa.

Cependant, le nouveau gouverneur Nyonyi Bwanakawa n'avait pas la marge de manœuvre dans son action politique. Il dépendait plus de Wamba dia Wamba qui, ne maîtrisant pas les réalités du milieu, lui dictait les décisions et actions à prendre.

En quête d'asseoir son impérium dans sa provincette, Nyonyi Bwanakawa décréta une taxe dite « *taxe conjoncturelle* » dans la finalité avouée de subvenir au paiement des salaires des enseignants de ce territoire. Mais très vite, cette taxe vire en une aubaine d'enrichissement personnel. Ce gouverneur a eu à payer juste un seul moi. L'enseignant eut à percevoir une somme environnant 12.5\$, US et le montant total pour cette paie de prime à tout le personnel enseignant de sa circonscription était estimé à 27.640,00 USD.

L'entièreté des recettes de cette taxe – ne parlant que de celle-ci, a été gérée dans la plus grande discrétion de son initiateur, vite rejoint dans son entreprise par J.P.Bemba sous le drapeau du FLC. Le comité de gestion institué pour la circonstance était tout simplement et carrément ignoré. Sous le Front de Libération du Congo, cette entité

⁵¹⁰ Selon les conclusions de l'équipe d'inspection des finances mise en place par le président Wamba, en septembre 2000.

⁵¹¹ N. Kibel'bel Oka, op.cit., p.19.

est transformée en un patrimoine privé et personnalisé du chairman du MLC dont le gouverneur Nyonyi devait faire le compte chaque soir.

Cette prise de position pour Wamba dia Wamba et la collaboration avec J.P.Bemba coûteront la prison à Nyonyi Bwanakawa et à son adjoint Kasereka Wa Kakombo, à la dissolution du FLC. Bon nombre de leur entourage prendront la voie de l'exil. Le prétexte avancé par RCD-K/ML était la gestion prédatrice de Beni-Lubero caractérisée par le détournement des deniers publics dont la preuve tangible était le secret entretenu sur l'affectation des recettes de la « *taxe conjoncturelle* ». Toutefois, la persécution de Nyonyi Bwanakawa répondait plus à un règlement de compte politique.

Pendant que dernier purgeait sa peine en prison, son successeur, le gouverneur Sikuli Vasaka Makala, en date du 3 novembre 2002, change juste la dénomination de « *taxe conjoncturelle* » à « *taxe sur consommation* »⁵¹², tactique politicienne qui voile la même taxe.

Il s'agissait d'une initiative louable de remédier tant soit peu à la précarité financière du corps enseignant en Beni-Lubero. Dans cet esprit, les autorités provinciales et le monde local d'affaires avaient convenu d'une taxe à l'importation. Les recettes issues de cette taxe étaient d'office destinées à payer la prime à ces enseignants. Des marchandises diverses en provenance de l'Occident ou de l'Asie payaient le droit d'entrée au nom de cette taxe en raison de 100\$ à 200 \$ us par conteneur. Cette somme aussitôt perçue par l'OFIDA/Beni était versée sur le compte de ladite province. Entraient aussi dans cette catégorie de marchandises comme le lait, les piles tiger, bêches, houes, coupe-coupe : 100\$ us/conteneur, les divers chargements d'articles venus du Kenya, de l'Afrique du Sud ou du Nigeria : 150 \$ us par conteneur⁵¹³. Sous le mandat de Sikuli Vasaka Makala, aucun franc de cette taxe ne sera octroyé aux enseignants.

Accusé de gérer la province comme une boutique privée, Sikuli démissionne en faveur de docteur Eric Kamavu qui abandonne la mairie de Butembo à Julien Kahongya pour assurer la gestion transitoire du Grand-Nord jusqu'au 18 juin 2004. Bien qu'éphémère, car en pleine fièvre du processus de réunification nationale et de la mise sur pieds du gouvernement de transition issu de l'Accord de

⁵¹² J. Honlay, « Quand la taxe conjoncturelle devient taxe sur consommation » In *Les coulisses* n° 105, mars 2002, p. 2

⁵¹³ Ibidem, p.12.

Sun-City, sa gestion servit toutefois pour consolider financièrement une poignée des hauts cadres de cette rébellion en phase de se transmuter à parti politique.

Il est à souligner que les répercussions de la gestion calamiteuse de cette entité pendant la rébellion s'y font encore sentir jusqu'à ces jours. La réunification de la province du Nord-Kivu s'inscrivait dans l'esprit de l'Accord de Sun-City. Au terme de cet accord de paix, le gouvernement central s'engageait à respecter et à honorer certains contrats passés, payer certaines dettes contractées par les anciens rebelles.

La matérialisation de l'unité nationale passait carrément par la réunification de la province du Nord-Kivu. Chose qui, durant la transition, ne fut pas effective du fait de la persistance des administrations rebelles parallèles nostalgiques de la rébellion. A l'instar de Koen Vlassenroot⁵¹⁴ qui a si bien démontré la persistance de l'administration du RCD-Goma au Masisi entretenue par une structure militaire parallèle basée sur des unités de la force de défense locale (LDF), une organisation 'parastatale' non-gouvernementale (TPD) et un contrôle quasi-total de l'appareil administratif, de même au Grand-Nord, les pratiques criminelles du RCD-K/ML ont perduré au-delà de la transition consacrée à Sun-City.

Ce qui fait que pendant toute la transition congolaise, le gouverneur du Nord-Kivu Eugène Serufuli Ngayabaseka, catalyseur d'administration parallèle dans la partie sous influence rwandaise, n'avait pas pu asseoir effectivement l'autorité provinciale au Grand Nord où les mêmes stratégies d'esquive lui étaient opposées. Dans la même logique, certains anciens dignitaires rebelles du RCD-K/ML, n'ayant plus accès aux moyens financiers et figurant parmi les grands oubliés du partage du pouvoir de transition auraient recouru à certains commerçants opportunistes sollicitant auprès d'eux des prêts. En contrepartie, ils leur signaient des documents antidatés dans l'esprit du système de préfinancement instauré durant la rébellion. Kinshasa, au terme de son alliance avec le RCD-K/ML, était contraint de respecter l'esprit de ces actes supposés tous passés sous la rébellion⁵¹⁵. Ces résidus rebelles y court-circuitent encore l'action gouvernementale.

⁵¹⁴ K. Vlassenroot, « Terre et conflit : le cas du Masisi », in K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, *op.cit.* pp. 92-95.

⁵¹⁵ Informations de nos enquêtes auprès d'anciens hauts cadres rebelles du RCD-K/ML, Beni, le 24 avril 2007.

En fait, le gouverneur Eric Kamavu avait concrétisé l'unité de la province du Nord-Kivu en passant les clés au vice-gouverneur en charge des finances, économie et développement de ladite province réunifiée, le colonel Kayisavira Mbake, celui-là même qui fut le premier gouverneur du Grand Nord.

Devant l'escalade de la reprise de guerre due aux événements de Bukavu d'avril 2004, les dispositifs sécuritaires avaient été renforcés dans cette contrée. Au cours de la semaine du 14 au 20 juin 2004, des renforts logistiques et humains y étaient déployés pour consolider les positions des FARDC au sud de Lubero⁵¹⁶. Ce vice-gouverneur n'avait plus regagné Goma car responsabilisé par Kinshasa d'approvisionner les troupes au front. C'était une nouvelle opportunité lui offerte sur un plan en or pour s'y arroger les recettes publiques au nom de « *l'effort de guerre* ».

En somme, pendant longtemps, certains cadres rebelles du RCD-K/ML qui se targuent encore être des « *Mbusa boy's* » ou « *les piliers locaux* » de son mouvement se sont adonné, en toute impunité, à ce genre des magouilles. Jusqu'à la veille des élections démocratiques, les frais de douane de Kasindi continuaient indument d'être perçus par certains anciens cadres du RCD-K/ML bien que transformé en parti politique. Dans la même logique de redistribution frauduleuse des dividendes, d'autres pratiques similaires consistaient, dans le chef d'anciens compagnons d'armes, à ce que des chefs militaires ou de sécurité convoient des marchandises à l'importation comme à l'exportation et, en retour, empochaient ce qui devait être payé en tant que frais de douane.

En ville de Butembo, le trio maire de ville, commandant bataillon-ville, chef de sécurité et de renseignements a littéralement dépouillé l'antenne locale de l'OFIDA de ses prérogatives pour empocher les frais de douane et d'autres taxes y relatives. La perception de certaines taxes publiques – péage route et taxes du parking « *La Victoire* » en ville de Butembo - a été octroyée à un groupe restreint d'anciens compagnons de la rébellion, actuellement « *conseillers* » locaux de ce parti politique.

D'autres pratiques criminelles y sont encore aujourd'hui attribuées aux groupes résiduels rebelles, anciens cadres politico-militaires du RCD-K/ML, frustrés pour n'avoir pas trouvé leur compte

⁵¹⁶ Rapport de l'Observatoire Social du Graben sur les phénomènes politico-militaires de Lubero-Beni durant les mois de juin et de juillet 2004.

dans les institutions congolaises. Abandonnés à leur triste sort, ces clans RCD-K/ML, nostalgiques de l'anarchie rebelle continuent à déambuler dans les maquis armés encore actifs à l'est de la RDC au sein desquels ils ne font que se recycler. Leur activisme y entretient un climat d'insécurité permanente. Tous les clans d'anciens compagnons d'armes rebelles ou miliciens ne sont pas à hauteur de sécuriser la contrée surtout qu'ils sont prêts à faire la guerre et à déstabiliser toute autorité qui oserait s'apprendre à leurs intérêts ou démanteler leurs réseaux. En quête de sécurité physique personnelle ou collective, l'impunité y est ainsi garantie à ces réseaux criminels qui y perpétuent encore des zones de sans droit⁵¹⁷. C'est dire que toute quête de sécurisation et de pacification de cette région doit tenir compte de cette donne de la persistance locale des pratiques rebelles.

6.2.2. Circuit financier informel

Ce circuit informel n'est pas aisé à analyser avec exactitude, chiffres à l'appui. Ce sont des pratiques souterraines entre les cadres du RCD-K/ML d'en bas et les autres acteurs du terrain. L'intransigeance financière des alliés ougandais et leur implication directe dans la perception des recettes ont été à la base de la mise sur pieds d'une administration parallèle sous l'unique maîtrise des Mbusa boy's. Ce circuit informel donnait un oxygène financier aux cadres locaux de ce mouvement. Il y a eu également une interaction avec entre eux et certaines milices actives dans la région.

On note une collaboration entre certains cadres rebelles et les milices mayi-mayi, voire étrangères (FDLR et ADF-NALU) actives dans cette région. Cette synergie bien que tumultueuse et, elle-même prédatrice, était stratégique pour dissuader l'extraction des minerais et autres ressources naturelles par les armées d'agression. Les miliciens locaux proches du RCD-K/ML recevaient parfois un appui financier et étaient fournis en armes et munitions par cette rébellion pour des tâches spécifiques leur assigner. Pour certaines activités souterraines,

⁵¹⁷ En été 2005, lors d'une rencontre avec Kyaghandu/Belgique, à la question de savoir pourquoi l'impunité se portait bien dans ses rangs, Mbusa Nyamwisi répondait que d'une part, sa sécurité personnelle n'y serait plus garantie s'ils sanctionnaient les bévues de certains de ses sympathisants. Il ajoutait que pour la même raison, il préférerait se mettre à l'abri loin de Beni-Lubero. Lors de la même séance, il reconnaissait n'avoir jamais eu la main libre d'organiser la rébellion telle qu'il le projetait suite aux diverses pressions exercées en son endroit.

cette tendance rebelle était couverte par certains commerçants locaux. En rebours, ces derniers bénéficiaient, d'un régime spécial, en termes d'immunités judiciaires, fiscales, douanières et sécuritaires. En outre, il y a eu des cadres politico-militaires qui se sont convertis en hommes d'affaires gagnant même plus que leurs collaborateurs commerçants. Ce qui a donné naissance à une nouvelle classe militaro-commerçante caractérisée par le gain facile car exemptée de toute fiscalité.

L'on signale une autre accointance entre la dynamique commerçante locale et les milices armées de la contrée. Certains hommes d'affaires locaux, surtout ceux dont les activités s'orientent dans l'achat et vente des minerais et ceux en quête de sécurité pour leurs affaires (mines, usines, fermes et villas de campagne, etc.), ont développé des mécanismes d'achat de la sécurité soit auprès de la milice contrôlant l'entité où sont localisées leurs affaires, soit auprès de l'armée du RDC-K/ML. Ces services de sécurité privée percevaient, en revanche, de l'argent, des biens matériels (habits militaires ou civils, antennes paraboliques, étaient dotés en moyens de communication et de transport, ...) ou des biens en nature (octroi des vaches, des chèvres, moutons, poules,...).

Il y aurait également un système de sous-traitance des circuits financiers des chefs miliciens par certains jeunes commerçants. Un milicien qui, ne sachant pas lui-même fructifier son butin de guerre, se confie, pour cette fin, à un jeune commerçant du milieu. Parfois, le non-respect des termes de leurs arrangements par une des parties ou son ralliement au camp adverse pouvait inciter les milices à se faire la guerre. De même, la non-observance des principes de base dans le chef de ces sous-traitants les expose aux assassinats ciblés sous forme de règlement de compte. Peuvent ainsi être expliqués certains assassinats ciblés, les fusillades et incendies de certains véhicules, les pillages de certaines fermes, etc.

Par ailleurs, il y a lieu d'observer un appui financier et juridique à certaines églises de réveil ou rivales de l'Eglise catholique locale, celle-ci étant perçue par le RCD-K/ML comme une menace à son emprise dans le milieu. Les relations entre ces deux institutions n'étaient pas toujours au bon terme du fait de leurs divergences sur la nécessité de la guerre et surtout sur la manière dont était géré Beni-Lubero sous la rébellion. Certains cadres de ce mouvement n'hésitaient pas de s'apprendre à l'Evêque Sikuli qu'ils qualifiaient de « *kipingamizi* », c'est dire un obstacle à leurs ambitions.

A propos de la perception et de l'allocation des ressources locales, les secteurs financier et économique ont connu une large hémorragie fiscale sous le RCD-K/ML. Une partie a certes servi à l'achat des armes et munitions pour la sécurité du mouvement et de son leader contre les adversaires avides de l'évincer et de récupérer son territoire, au traitement de ses cadres, à la formation de son aile militaire, etc. Une bonne part a permis d'honorer les engagements du mouvement auprès de son allié ougandais et de soudoyer les différents officiers ougandais actifs dans cette partie. Il se fait même que, pendant une certaine période, le RCD-K/ML n'avait pas une mainmise sur toutes ses institutions financières surtout que son allié ougandais détenait le monopole de l'extraction des ressources pour raison de soutien politique, d'encadrement militaire ou de fourniture en armes et munitions, etc. De ses relations avec son parrain ougandais, il ressort que l'unique œuvre que le RCD-K/ML lui reconnaît est de lui avoir doté d'une armée (l'APC) qui a fait ses preuves sur le champ martial⁵¹⁸.

Il est évident qu'une autre partie de ces finances ait alimenté les caisses noires du mouvement, au profit des seuls hauts cadres tandis que les opérations souterraines constituaient les avoirs des militants à la base, le petit soldat, lui, se nourrissant sur le dos du paisible paysan.

En bref, ce mouvement rebelle a été caractérisé par, une gestion patrimoniale qui alimentait les clivages en son sein. Les évasions fiscales, les exonérations, les fraudes, le système de précompte banque et d'imposition forfaitaire, etc., profitaient à une poignée d'officiers et des ténors de la rébellion. D'autres militants et les combattants du mouvement se faisaient payer sur les contribuables. La population civile entière était immolée sur son propre autel étant donné que la capacité distributive de ce mouvement s'exerçait non en faveur de la population, moins encore de tous les militants rebelles mais, bien au contraire, entre les dinosaures de la rébellion. Cet esprit prédateur consacrait un laisser-aller notoire au sein du RCD-K/ML. Le culte de la violence consacré par l'impunité aux militants du mouvement fait que les pratiques criminelles y perdurent même jusqu'à ce jour.

⁵¹⁸ Papier du 15 février 2008 de notre équipe d'enquêteurs auprès d'anciens hauts cadres politico-militaires du RCD-K/ML, mouvement rebelle.

On comprend alors que cette rébellion ne répondait pas aux impulsions du milieu, ni aux demandes des individus, moins encore à la promotion d'une quelconque communauté. Elle était l'affaire d'une poignée des hauts cadres rebelles, du parrain ougandais et de certains notables locaux acquis à sa cause. Pour pallier à cette oppression rebelle, les populations locales ont spontanément, et sur fond des velléités caractéristiques du RCD-K/ML, développé des modes d'actions populaires nécessaires à leur survie.

6.3. Dispositifs locaux de survie à la base

L'on est en face des mécanismes initiés localement par la population en quête d'une certaine garantie sécuritaire en vue de se maintenir et de sauvegarder son dynamisme malgré le climat de guerre. Faisant allusion à un certain essor local pendant cette rébellion, peut-on penser à l'existence d'un quelconque cadre de concertation entre les différentes couches sociales et les dynamiques guerrières actives dans ce territoire ? L'élan local d'entrepreneuriat et de développement endogène est-il dû à l'emprise de la rébellion du RCD-K/ML dans ce milieu ?

Cette interrogation nous stimule à nous pencher sur les types des liens ayant existé entre la rébellion et la population locale qui, par moment, était prise en étau entre les feux croisés des miliciens et des troupes rebelles et alliés. Après quoi, nous aborderons les mécanismes d'adaptation développés localement en vue de vivre et de maintenir un certain élan local malgré la guerre et donc, une certaine perception du politique par la base. Il est important de se pencher aussi sur les actions de cette rébellion qui lui ont fallu le rejet populaire et y a davantage incité à l'auto-prise en charge locale.

6.3.1. Perception locale du RCD-K/ML

Un journal local, les rapports de la société civile, des ONGD et même d'autres observateurs indépendants relatent des faits panoramiques en Beni-Lubero sous le RCD-K/ML et ce, au-delà des clichés fallacieux d'une rébellion authentiquement Nande, donc d'émanation locale. L'on peut lire, à ce sujet : « *dans le territoire de Lubero et particulièrement dans la ville de Butembo et alentours, chaque jour se commet un meurtre. Et tous les assassinats ont lieu aux alentours de 19 heures. La population ne comprend rien de ce*

macabre exercice alors que les éléments de l'APC patrouillent le jour comme la nuit. On s'interroge sur tous ces crimes crapuleux dans une entité qui compte une pléthore d'agents de sécurité et de renseignements. Les tueurs de nuit ciblent toutes les catégories, du prêtre au charretier en passant par le commerçant, l'infirmier, le vendeur, le chauffeur, la ménagère, etc. On est ahuri de constater qu'à chaque crime commis les militaires du RCD-K/ML arrivent toujours les premiers sur le lieu, eux-mêmes ramènent la dépouille à son domicile sans aucune enquête. En clair, ils connaissent les habitations de leurs victimes »⁵¹⁹.

D'autres sources affirment que l'incompétence des autorités rebelles à tous les niveaux était à la base de cette boucherie humaine. On le constatait par l'absence de collaboration entre les autorités à travers des communiqués publics contradictoires. Il y a également lieu de noter l'indiscipline au sein de l'APC. On ramassait n'importe qui et, de surcroît, on lui donnait une formation militaire à la hâte. Le non-paiement de la solde à ces militaires rebelles, la libération des brigands, la quiétude des malfrats et des indisciplinés du mouvement, la coalition entre tous ces gangsters dans un contexte de la sacralisation de l'impunité nourrissait un climat de violence et d'insécurité récurrentes dans la contrée.

Ces faits sont épinglés dans le mémorandum de la société civile locale. On peut en substance lire : « ...sous le territoire sous contrôle du RCD-K/ML, nous assistons impuissants à la banalisation et à la désacralisation de la vie humaine : l'insécurité permanente est entretenue, des meurtres et assassinats, des vols et viols opérés par des hommes en armes et en uniformes, des pillages organisés, des rapt, des coupures de route, des arrestations arbitraires suivies de tortures, la maintenance des cachots souterrains, etc. »⁵²⁰.

On ne peut limitativement énumérer les cas de crimes crapuleux, de pillages et d'insécurité dans cette partie du Congo et passer sous silence le cas frappant de la paroisse catholique Notre Dame de Lourdes de Bingi qui, le 22 décembre 2001, a connu pillage, profanation, incendie ainsi que sa population violée et égorgée par

⁵¹⁹ Les Coulisses, n° 110, pp12-15, juin 2002, ne font que confirmer ou relayer des faits que nous avons nous-mêmes vécus sur terrain, à l'époque en tant qu'activiste des droits humains au sein du Réseau Wima, GADHOP, de la Commission Justice et Paix, et du Centre d'Etudes Juridiques Appliquées (CEJA).

⁵²⁰ Mémorandum de la société civile du Grand Nord n°002/BC/SC-GN/2002 du 29 avril 2002

l'Armée du peuple congolais (APC) du RCD/K-ML. Comme pour corroborer la thèse selon laquelle ce mouvement rebelle rangeait l'Eglise catholique locale dans le camp de ses principaux ennemis.

Les cadres de cette rébellion accusaient les hommes de couvent de radicaliser les chrétiens par leurs homélies qui dénonçaient sans arrêt le non-sens d'une « *libération* » qui n'est que pillage des ressources du pays et paupérisation de la population dont le double calvaire se résume en pertes humaines et matérielles, en déplacement massif des populations, etc.⁵²¹ Du fait de ces dénonciations, ce clergé romain était accusé de soutenir la dynamique mayi-mayi de la contrée.

Une large opinion locale incrimine la branche d'extrémistes de cette rébellion qui continuent, même à ces jours, d'endeuiller la contrée, soit pour raison des règlements de comptes, soit dans la finalité de déstabiliser toute autorité locale qui n'est pas de leurs, conformément à la pastorale du déluge: « *si pas nous, personne d'autre* ». Il y a certains militants du RCD-K/ML qui, jusqu'à ces jours, estiment que cette contrée, surtout la ville de Butembo et celle de Beni, demeure leur chasse-gardée. Dans leur conception, l'administration de ces entités leur incombe donc de plein droit. Sur ce, aucune autorité urbaine qui n'est pas de leur famille politique n'a le droit d'y trôner sous peine d'être déstabilisée par tous les moyens. Ainsi s'expliqueraient les actes criminels à coloration terroriste qu'y subissent impunément les populations civiles.

Celles-ci sont également victimes d'autres exactions de la part d'autres milices actives dans la contrée. Ces dernières ont entretenu des relations tumultueuses avec la rébellion du RCD-K/ML.

6.3.2. Les relations entre RCD-K/ML et les milices locales

Comme le constate Marc-Antoine Pérouse de Montclos⁵²², il y a difficulté de définir une milice, son appellation étant abusivement banalisée pour désigner les divers groupes en présence sur les lignes de front. Dans ce travail, la définition du phénomène milicien a été élargie sur la base d'une notion très subjective d'autodéfense populaire qui autorise l'attaque préventive. En fait, les armées rebelles

⁵²¹ Ces informations certes contenues déjà dans « *Les coulisses* », n°102-103, du 15 février 2002 nous ont été confirmées par le curé de cette paroisse lors de notre entretien, à Bingi, du 21 juin 2008.

⁵²² M.A. Pérouse de Montclos, la privatisation de la sécurité en Afrique subsaharienne : le phénomène milicien dans le sud du Soudan, op.cit.

sont aussi des milices mais que nous évitons de traiter comme telles pour ne pas les confondre avec les milices mayi-mayi moins organisées et d'autres milices étrangères.

L'analyse des factions mayi-mayi actives au Grand-Nord présage les liens très complexes entre elles et le RCD-K/ML. Il y en a des mayi-mayi taxés de « *made in RCD-K/ML* ». De fois et en certains endroits, les milices ont été des forces supplétives à l'Armée du Peuple Congolais, branche armée du RCD-K/ML.

Les relations entre cette rébellion et les milices locales étaient parfois coopératives, tantôt conflictuelles. Ils nouaient des alliances qui se défaisaient selon les enjeux du moment. A titre illustratif, en date du jeudi 21/02/2002, le commandant des mayi-mayi du Front Ruwenzori-Lubwe, Fabien Mudoghu était entré triomphal à Butembo à bord du pick-up lui offert par le RCD-K/ML et lui remis par le colonel Kakolele Bwambale après un mariage conclu entre le RCD-K/ML et sa milice. Un mois avant, le commandant Vita Kitambala venait de s'allier à ce même mouvement. Le RCD-K/ML les nourrissait d'espoirs de les amener au dialogue inter-congolais qui se profilait à Sun City et de les prendre financièrement en charge.

Non satisfait, et accusant son allié de non-respect de ses engagements, Mudoghu regagne son maquis de Muhola, le 05 mars 2002 au terme des violents combats l'opposant à son ancien allié, le RCD-K/ML. Il mit en garde ce mouvement rebelle qu'il accusait de perpétrer le climat de terreur et de vengeance, signal fort d'hypothéquer la paix au Grand Nord⁵²³.

D'autre part, le RCD-K/ML a excellé dans la manipulation des factions mayi-mayi en les opposants les unes aux autres. La finalité sous-jacente consistait à fragiliser la résistance mayi-mayi en vue de se rendre seul maître du terrain. Dans ce sens, le RCD-K/ML a incité la faction mayi-mayi de Fabien Mudoghu à s'apprendre à la RNL/Vurondo qui devenait de plus en plus agaçante et très intransigeante vis-à-vis du RCD-K/ML et alliés. Ce qui explique l'appui militaire du RCD-K/ML à la milice de Mudoghu dans ses assauts contre les positions de la RNL/vurondo. Mais au lendemain de ces guerres fratricides, après s'être servi de Mudoghu contre la RNL/Vurondo, voulant être seul maître à la commande, le RCD-K/ML tourne son fusil contre ces mayi-mayi de Mudoghu, lors de

⁵²³ Issue de notre entretien susmentionné avec le commandant Fabien Mudoghu.

l'opération dite « *one coq* ». Débutée avec relativement de succès à Beni contre la milice de Vita Kitambala, également alliée de cette rébellion, le 03 juillet 2003, la tentative de désarmement forcé des combattants de Mudoghu fut accueillie avec une farouche résistance du 04 au 10 juillet 2003. Ces miliciens seront pourchassés dans leur retranchement par l'APC.

Cette expédition contre la milice mayi-mayi de Mudoghu s'était soldée par les incendies des villages entiers, les pillages des maisons et cheptels, les vols et viols, les massacres des populations civiles et d'autres exactions susceptibles, au regard du droit international humanitaire, d'être qualifiés des crimes de guerres et crimes contre l'humanité.

Le Centre d'Etudes Juridiques Appliquées documente ces crimes en l'endroit de la population civile en ces termes : « [...] *Les opérations militaires menées officiellement contre les combattants mayi-mayi par le RCD-K/ML ont, en fait, été dirigées contre les paysans dans plusieurs dizaines de villages situés dans un rayon de 80 km à l'ouest de Butembo. Depuis plus de trois mois, ces villageois sont soumis aux pires harcèlements et sont les victimes quotidiennes de violations massives des droits de l'homme commises par les combattants mayi-mayi et par les militaires de l'A.P.C., la branche armée du RCD-K/ML. Les affrontements entre ces deux forces en présence dans les villages ... à une dizaine de kilomètres de Butembo ont été très violents et lourds de conséquences sur les populations civiles. Les paysans de ces villages sont en effet victimes de destruction de leurs maisons, d'incendies de villages entiers, de meurtres ou d'assassinats, de pillages, de viols, de tortures et de toutes autres sortes d'harcèlements...* »⁵²⁴.

Le champ de bataille s'étant transporté de la ville en la campagne, les effets collatéraux en sont logiquement le déplacement massif des populations, l'abandon des récoltes, des biens, de bétail, l'insécurité alimentaire, etc.

Il ressort que l'on ne peut pas parler des liens de complicité entre les milices mayi-mayi et la force occupante du RCD-K/ML. Leurs relations sont plus tumultueuses que coopératives. C'est dire

⁵²⁴ Rapport du Centre d'Etudes Juridiques Appliquées (CEJA), « Violations massives des droits de l'homme par les combattants mayi-mayi et les troupes du RCD-K/ML à l'Ouest de Butembo », in *Racines* n°2-3, *Revue trimestrielle*, juillet-août-septembre 2003, pp.118-131.

que nonobstant le soutien conjoncturel dont jouissaient le RCD-K/ML de la part de la dynamique locale mayi-mayi, lors notamment des guerres ouvertes contre ses positions, ces liens ne sauraient en aucun cas être qualifiés ou perçus en tant que berceau de cette rébellion.

De sa part, réduite en esclave, la population locale n'avait pas d'autres alternatives que de se soumettre par moment aux exigences du maître du terrain. De surcroît, la négociation n'est possible que lorsqu'on est en position égale des forces. Ce qui est loin d'être le cas de la population à la base qui était en position de demande des mesures de grâce face à ses bourreaux. Il n'y a donc jamais eu de cadre de concertation entre la population locale et les dynamiques guerrières de la région.

Toutes les manœuvres développées localement n'étaient que des stratégies d'esquive ou d'accommodation dictées par le contexte de la guerre. Selon les circonstances, les liens entre les deux camps se caractérisaient tantôt par la résignation, tantôt par la soumission aux desiderata de la force occupante. Il s'agissait des relations de fournisseur-client tel le cas des combattants qui vendaient de force le butin de leur braconnage aux villageois ou, celui des paysans qui, sous la menace du fusil, creusaient des minerais pour le seigneur de la guerre. Qu'en est-il de la sphère des opérateurs économiques locaux?

6.3.3. Relations entre seigneurs de guerre et sphère locale d'affaires

Loin d'analyser l'essor commercial en Butembo-Beni à la seule lanterne de la guerre, force est d'appréhender les rapports combien complexes établis entre certains hommes d'affaires locaux et les seigneurs de guerre sur le plan politique, militaro-stratégique et dans les réseaux commerciaux.

6.3.3.1. Les liens entre le RCD-KML et le monde local d'affaires

En ce domaine, plusieurs théoriciens de l'économie de la guerre sont unanimes que l'argent constitue les nerfs de la guerre. Comme qui soutiendrait qu'il faut avoir les moyens de sa politique pour se maintenir dans pareil tourbillon politique.

Dans cette logique, le RCD-K/ML a instauré un système financier lui permettant de se maintenir du point de vue politique et militaire, en tant que force rebelle. De son côté et en quête de sa survie socio-économique, le monde local d'affaires a pris des

dispositifs en vue de faire face à la ruse des seigneurs de guerre. Excepté les taxes, les impôts et autres redevances qu'elle percevait, l'autorité rebelle avait imaginé une formule spectaculaire de « *préfinancement* ». Ce système consistait, pour les hommes d'affaires, à payer à l'avance, sur demande de la hiérarchie du RCD-K/ML, les frais de dédouanement de leurs marchandises avant même que celles-ci n'arrivent à la douane. C'est la tarification forfaitaire et anticipative des produits importés ou exportés. Cette prédisposition était dictée par les exigences financières de son parrain ougandais mais aussi une stratégie de garantir un oxygène financier à cette rébellion nourrie par l'incertitude politique du lendemain.

Les calculs économiques rationnels faisaient que les hommes d'affaires soucieux de gros bénéfices trouvaient cette formule très avantageuse bien que très risquant vu l'incertitude qui planait sur la longévité de cette rébellion. Mais ne dit-on pas « *qui ne risque rien n'a rien* »? En fait, le simple calcul économique montre qu'en préfinançant la rébellion, le tarif de dédouanement de leurs marchandises était sensiblement réduit. Ce qui a expliqué l'adhésion de certains commerçants à ce système.

Dans pareil contexte, il n'est pas surprenant qu'il y ait eu ceux-là qui payaient de grosses sommes pour avoir un chèque à blanc pour leurs opérations transfrontalières peu importe la quantité. Ces arrangements ont donné naissance à la pratique de parrainage de conteneurs entre commerçants acquis à la cause, les officiers du RCD-K/ML et les officiers de l'UPDF.

La quête d'enrichissement facile dans le chef des rebelles a favorisé d'autres magouilles au poste douanier de Kasindi. Les officiers militaires mandataient leurs subordonnés pour escorter les marchandises jusqu'à destination, question de leur « *graisser la patte* »⁵²⁵. Cette escorte s'accapare, à son tour, de tous les autres frais dus aux services habilités d'assister au déchargement et au dépotage des produits manufacturés. De la sorte, les autorités rebelles asphyxiaient financièrement les services compétents en la matière en percevant dans des bureaux privés, non seulement les frais de douane mais aussi toutes les autres taxes y relatives. Cette prédation a fort marqué la gestion rebelle dans cette contrée.

⁵²⁵ Expression courante, en usage localement, pour voiler le système de corruption et de concussion mis en place par les autorités rebelles.

Dans la même logique prédatrice, les marchés publics étaient attribués aux fans de la rébellion. Ce choix n'était pas fortuit. Il voilait d'énormes commissions versées à la hiérarchie rebelle par les bénéficiaires de ces marchés. Les projets très juteux revenaient de plein droit aux mentors de ce mouvement rebelle pendant que les projets non lucratifs étaient relégués aux calendes grecques ou abandonnés au monde associatif et aux confessions religieuses.

A titre exemplatif, citons la perception par un groupe très restreint des vétérans commerçants locaux de la taxe « *péage-route* » conditionnée officiellement par la réfection de l'axe routier visé mais surtout par la rétribution à l'avance d'un pourcentage convenu à l'autorité rebelle. Il fut de même de l'attribution du marché de la construction et de la supervision des parkings publics en villes de Butembo et de Beni mais dont les dividendes étaient réparties entre ces vieux hommes d'affaires et l'administration rebelle.

L'on a également noté l'immixtion des autorités rebelles dans la gestion des fonds destinés à la construction de l'hôtel de ville de Butembo. Cet important chantier dont la construction a démarré en 2002 sur l'initiative propre de la population locale autour de la fédération locale des entrepreneurs du Congo a pour source de financement, une taxe gérée pour cette fin par la FEC locale.

Cette avidité rebelle a bénéficié, dans une moindre mesure, à une poignée d'hommes d'affaires locaux opportunistes mais qui ont su vibrer au rythme de la vicissitude guerrière. Pour dire qu'une bonne tranche d'hommes d'affaires locaux agissant en toute légalité, craignant les répercussions néfastes en aval de ces pratiques, ont vu leurs entreprises tomber en faillite car soumis à plus d'un régime de taxation et à des tracasseries d'une multitude des forces armées.

Selon Polycarpe Ndivito, président la Fédération des Entrepreneurs du Congo/Butembo, « *cette catégorie d'entreprises, victimes des stratagèmes rebelles, constitue plus de 60% d'entreprises commerciales locales, autant des ménages qui retombent dans la misère vue le caractère beaucoup plus familial des affaires dans le milieu* »⁵²⁶. Notre interlocuteur conclut que « *le climat de guerre dans cette région a été plus néfaste pour le monde d'affaires que l'on ne puisse se l'imaginer. A dire vrai, il n'y a jamais eu de cadre de*

⁵²⁶ Entretien réalisé à Butembo, le 24 juin 2007.

négociation avec l'autorité occupante mais juste des pratiques d'accommodation pour des raisons de survie »⁵²⁷.

Au regard du nombre de commerçants locaux tombés en faillite durant les deux dernières décennies, il convient de reconnaître que le climat de guerre n'a pas profité à l'élite commerçante locale. Il y a certes eu résurgence d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs économiques composée essentiellement d'anciens hauts cadres politico-militaires rebelles et de certains agents des services générateurs de recettes qui ont su tirer profit du flou du régime financier érigé sous la rébellion mais dont l'inexpérience fait que leurs activités ont eu également du mal à résister aux télescopes des réseaux commerciaux préexistants.

Il faut noter, par ailleurs, qu'ayant tiré leçon des pillages des années 90, les commerçants locaux ont depuis lors investi leur capital dans le foncier et l'immobilier, capital-refuge et sécurité financière. Nombreux avaient recentré leurs affaires à Butembo en attendant la stabilité politique nationale. Faute des structures bancaires fiables dans le milieu, ils ont estimé mieux protéger leur capital en le refugiant dans le secteur de l'immobilier et du foncier. Cette quête de capital-refuge est un des facteurs explicatifs de l'édification des villas, de la naissance de villes et d'agglomérations semi-urbaines en Beni-Lubero en pleine période d'instabilité politique congolaise. Cette poussée des villas est facilitée également par la machine artisanale de la fabrication des briques ainsi que l'existence d'un sol argileux.

L'élévation de ces villes ne doit pas occulter les pratiques criminelles rebelles néfastes pour l'économie et l'avenir de cette région. La réalité en est que, loin d'être profitable à la région, la gouvernance rebelle a aggravé la misère de la population locale. Aucune réalisation communautaire n'y est à son actif. Il en est de même de tous les maquis armés actifs dans ce territoire qui continuent à y hypothéquer son avenir.

6.3.3.2. Les milices locales et la dynamique commerciale du milieu

L'autre moyen de sauvegarder le dynamisme des affaires essentiellement en milieu rural, de faire la paix avec les milices locales ou étrangères, maîtres du terrain, a été la souplesse d'adaptation à leurs exigences. Les commerçants soudoient ces

⁵²⁷ Ibidem.

groupes armés en vue de préserver leurs intérêts dans les zones sous leur influence. Il est question de payer auprès des forces armées actives dans la contrée leurs prestations de gardiennage pour la sécurisation des biens et activités situés en zones sous leur contrôle. Les fermiers se sont ainsi conformés aux redevances fixées par les milices, en termes de dons en nature ou en produits manufacturés soit de façon hebdomadaire, soit mensuelle. Il y a eu aussi d'autres arrangements sous formes des cotisations pécuniaires dont les fermiers devaient s'acquitter auprès de chefs des milices et continuent à le faire dans les actuelles zones en conflits.

Une autre catégorie des commerçants dont le gros des activités consiste à l'achat et vente des minerais demeuraient en contact permanent avec les milices en vue de sécuriser leurs opérations d'évacuation de leurs minerais (coltan, or, cassitérite, diamant, etc.) des coins sous contrôle de la milice vers les centres urbains. Il y a eu également des négociants des minerais qui étaient carrément devenus parmi les sponsors des milices qu'ils côtoyaient pour l'achat des minerais dont les miliciens disposaient ou qu'ils pillaient auprès des émissaires de l'UPDF, soit qu'ils avaient dépouillé les passant ou les creuseurs dans leur rayon d'action. Ainsi, les quartiers généraux de certaines milices grouillaient d'affaires car convoités par les négociants des minerais, butins de guerre.

Le contexte de guerre prévalant, l'élite commerciale et les leaders locaux de la société civile locale n'ont pas tari en imaginations. Ils ont inventé des stratégies de fidélisation de tous les entrepreneurs politico-militaires actifs dans la contrée.

6.3.3.3. Stratégies locales de fidéliser l'autorité occupante

D'entrée de jeu, signalons que les populations dans les zones en tension ont une capacité tactique d'actions caractérisée par la promptitude d'esprit et la créativité très poussée qui leur permet de ne pas tarir en imagination face aux exigences rebelles et donc, de ne pas tellement subir les guerres. Elles ont développé des mécanismes à la fois d'accommodation et d'esquives face à la force occupante.

M. de Certeau⁵²⁸ reconnaît, à ce propos, que cette tactique est l'art du faible qui s'en sert constamment pour tourner les événements,

⁵²⁸ M. de Certeau, *L'invention du quotidien*. T1. Arts de faire, Paris, Gallimard, 1980 (rééd.1990), p.17ss.

même défavorables, en « *opportunités* ». Cette capacité tactique, a permis aux populations locales de faire face, dans leur vécu quotidien, aux conditions concrètes et immédiates dues à l'usage permanent de la violence dans leur environnement immédiat.

Leurs manœuvres sont toutefois limitées et risquées suite à leur position d'assujettis. Ces dynamiques civiles sont faibles du fait qu'elles agissent sur le « *territoire des autres* ». Ces tactiques ont lieu, coup par coup, en saisissant les ouvertures offertes à chaque moment en vue de faire face aux contraintes leur imposées. Il s'agit d'actions complexes impliquant, à la fois, des calculs et des machinations. C'est avec raison qu'Alcinda Honwana⁵²⁹ les qualifie « *d'agents interstitiels* ». Situés dans les interstices d'où ils agissent, ils sont amenés à produire une myriade des pratiques significantes ressemblant à des « *frontières errantes* ».

Une des tactiques localement courantes consiste à la prise en charge communautaire des militaires et des milices par le truchement de la fédération locale des entrepreneurs du Congo (FEC). Cette démarche permet de sécuriser tant soit peu la contrée. Elle consiste à ce que ce syndicat du patronat local leur octroie régulièrement des denrées alimentaires, des vêtements et souliers, des nécessaires de toilette et du carburant en contrepartie de ne pas tracasser la population locale et donc d'y garantir la sécurité des personnes et de leurs biens. C'est une réponse locale aux exactions de la part des instigateurs de l'insécurité grandissante dans la région dont le monde local des affaires pâtit également.

Ces pratiques remontent au lendemain de pillages orchestrés par les militaires de FAZ aux années 1990. En vue de faire face aux perquisitions intempestives dont leurs véhicules faisaient l'objet, aux pillages de leurs entreprises, les commerçants locaux s'organisent de mettre sans contrainte, et de façon rotative, leur moyen de déplacement et d'autres bien de première nécessité à la disposition des forces locales de sécurité selon que le besoin l'exige. Dans ce sens, les commandants locaux de l'armée et de la police canalisent toutes requêtes de leurs troupes respectives auprès du bureau de la FEC par l'entremise du maire de ville. Ces pratiques ont été en application pendant toutes les périodes d'occupation, de l'AFDL jusqu'au RCD-K/ML en passant par le RCD et le FLC.

⁵²⁹ A. Honwana, "Innocents et coupables. Les enfants-soldats comme acteurs tactiques", cité par M. de Certeau, *op.cit.*

Vu l'impraticabilité des voies routières, certains commerçants ont investi dans les compagnies d'aviation. Celles-ci étaient régulièrement réquisitionnées de force pour le transport d'hommes de troupes, d'armes et munitions à destination des zones à tensions. Les propriétaires ne devaient que chercher des arrangements avec les chefs rebelles en termes d'exonérations ou d'autres facilités administratives en fonction des services prestés⁵³⁰.

Dans le même esprit, les commerçants achètent des véhicules pick-up 4x4 aux hommes de troupes et de voitures de luxe à tous les commandants bataillons en fonction au Grand Nord. L'équivalent était versé en argent liquide aux chefs des milices locales mais au regard de la garantie sécuritaire de chacune d'elles. C'est dire que la dynamique commerciale locale a tant soit peu fidélisé aussi bien les milices que les militaires rebelles et alliés, selon que les uns et les autres étaient intéressants dans la sécurité de la région. Les milices contrôlaient toutes les campagnes riches en minerais et les rebelles les axes principaux, postes douaniers, administraient et prélevaient des taxes dans les grandes agglomérations.

Ce qui a fait dire à un officier militaire, haut gradé du RCD-K/ML, que *« toutes les fois que l'APC voulait en découdre une fois pour toute avec les milices actives dans la contrée, elle se trouvait sous pression du bailleur qui leur est commun, à savoir le monde d'affaires local. Pour cet officier, le monde local d'affaires était devenu le seul acteur à même de calmer les esprits et l'unique arbitre du jeu. Les finances étant les nerfs de la guerre, tous les acteurs politico-militaires courtoisaient les commerçants locaux pour le parrainage de leurs actions respectives »*⁵³¹.

En un mot, tous les mouvements rebelles qui ont eu successivement à gérer ce territoire et les chefs de milices locales se trouvaient plus dans une position de « redevabilité » à l'endroit du monde commercial local dont ils avaient l'obligation des résultats en termes de garantie sécuritaire. Autrement dit, la prise de position de cette dynamique commerciale en concertation avec la société civile locale pouvait imprimer un nouveau sceau aux dynamiques armées actives dans le milieu.

⁵³⁰ De notre entretien libre avec feu Dr Kambale Kisonia dit « Kidubaï », à Butembo, le 12 mai 2006.

⁵³¹ Entretien réalisé à Kinshasa, le 29 septembre 2006 avec un groupe d'anciens hauts officiers du RCD-K/ML en attente de leur affectation dans l'armée nationale.

A titre illustratif, lors des guerres du MLC et du RCD-Goma et alliés contre le RCD-K/ML, ces forces vives locales ont mobilisé toutes leurs énergies pour que Butembo-Beni ne tombe pas entre les mains de l'ennemi. Elles ont usé de toute leur influence sur le RCD-K/ML et les milices mayi-mayi du milieu pour qu'ils fassent un front commun contre l'envahisseur. Toutes les couches sociales de la contrée étaient invitées à poser un geste, en signe de soutien aux combattants au front. Un compte fut ouvert pour l'occasion dans toutes les antennes locales de la CADECO pour le versement volontaire d'au moins un dollars américains à titre d'effort de guerre. Les magasins et d'autres boutiques de la place donnaient chacun un carton de biscuits et de sardine ou leur équivalent en monnaie américaine. Ces faits reflètent l'activisme de la société civile locale en quête de la sécurité et d'une paix durable dans cette contrée.

6.3.3.4. Le combat non violent de la société civile locale

La lutte de la société civile va de la prise en charge de la survie de la base populaire aux messages forts à l'endroit des forces d'occupation faisant valoir l'instauration de la paix comme une priorité absolue. Malgré les dangers qui la guettent, elle a lutté et continue à se battre en vue de « *changer les rapports de forces en forces de rapports* »⁵³². Elle a su y incarner le rôle de la « *lampe allumée qui ne peut pas être cachée sous le boisseau, mais qui doit éclairer tous les habitants de la cité* »⁵³³. Elle est l'unique force crédible qui réconfortait et vaguait au mieux être de la population du milieu. Son rôle était très important dans les alertes, les dénonciations, les médiations entre belligérants, etc. Son succès est dû en la confiance que lui inspirent ses leaders et surtout à la position tranchée de l'église catholique locale.

Cet engagement civil s'enracine dans la lutte menée par l'Archevêque de Bukavu, Mgr Emmanuel Kataliko résumé en ces mots: « *...face au malheur infligé à nos peuples, nous devons parler* »⁵³⁴. Le combat non-violent de ce prélat pour la liberté et la paix de

⁵³² Mgr Sikuli Paluku, dans son Allocution à l'ouverture du Symposium International pour la Paix en Afrique (SIPA), tenu à Butembo du 27.02 au 01.03.2001.

⁵³³ Evangile de Jésus Christ, selon Saint Marc: 4, 21.

⁵³⁴ "Nous devons parler", Testament cher à Mgr Kataliko, du 03 octobre 2000, la veille de sa mort, adressé à ses collègues dans l'épiscopat réunis à Rome, faisant allusion à sa relégation injuste par le RCD-Goma, du 26/02/2000.

ses ouailles a impulsé au sein de la société civile autant de Bukavu que de Butembo-Beni un élan déroutant les agendas des forces d'occupation. Ce qui, le 12 février 2000 lui valut la relégation et la mort qui s'ensuivit le 04 octobre 2000.

Ce combat de la société civile locale n'a certes pas mis un terme définitif aux appétits politiques dans la contrée, néanmoins il a contribué à mener les seigneurs de guerre à s'inscrire dans la logique de la paix et de la réunification nationale. Malgré les menaces qui pesaient sur elle, la société civile locale n'a pas désarmé. A maintes reprises, elle a initié des concertations et susciter le dialogue entre les différents protagonistes en Beni-Lubero.

En effet, du 27 février au 1er mars 2001, Butembo accueillait le Symposium International pour la Paix en Afrique (le S.I.P.A.) auquel prenaient part active les représentants de la société civile congolaise et de l'Europe occidentale. Lors des cérémonies d'ouverture de ces assises, J.P. Bemba, alors président du FLC, poussé par l'ovation publique, affirmait que la paix et la sauvegarde de l'intégrité territoriale congolaise étaient le leitmotiv de son combat politique. Dans la déclaration finale, le symposium priait tous les protagonistes à « *montrer davantage de patriotisme et de compréhension face à la souffrance du peuple* »⁵³⁵. Soucieux de l'appui populaire dans la région, Bemba a signé le livre d'or de ces assises, implorant le pardon pour tous les forfaits commis par ses troupes auxquelles il ordonnait de se retirer des zones rurales pour rejoindre leurs casernes en villes de Butembo et de Beni⁵³⁶.

Cette quête d'emprise politique au Grand-Nord par le Chairman sera mise en rude épreuve à l'issue de la table-ronde sur le « *Phénomène mayi-mayi* »⁵³⁷, tenue sous la facilitation de la société civile locale, du 19 au 21 mars 2001. Elle réunissait tous les chefs mayi-mayi de la contrée. Ceux-ci promettaient de faire la paix avec le FLC en l'unique condition du retrait immédiat des troupes ougandaises représentées aux assises par le colonel Burundi. Un

⁵³⁵ *Document final du symposium sur la paix en Afrique (S.I.P.A.)*, tenu à Butembo du 27 février au 1^{er} mars 2001.

⁵³⁶ Ibidem ; voire également : ONU, IRIN, "DRC: Bemba orders withdrawal to barracks", Bulletin d'information n°1127 pour les Grands Lacs, le 5 mars 2001.

⁵³⁷ Actes de la table ronde sur le « phénomène mayi-mayi », du 19 au 21 mars 2001 et dont le facilitateur était le vice-président d'alors de la société civile du Grand-Nord et vice-recteur de l'Université Catholique du Graben, le Professeur Abbé Malumalu

accord fut signé en ce sens au terme de multiples tractations entre J.P. Bemba et Kampala dans la nuit du 20 au 21 mars 2001.

Concrètement, ce fut la toute première solution à caractère régional mais fruit de l'initiative civile locale en réponse à un conflit armé mettant aux prises diverses dynamiques armées. De ce dénouement, on retiendra la volonté de retrait des troupes ougandaises et la collaboration entre le FLC et les milices mayi-mayi dans l'instauration de la sécurité et de la paix dans le milieu.

Loin des pressions internationales, Butembo se libérait de façon non-violente de l'UPDF. Le mouvement de son retrait fut observé, pour la première fois, à la frontière ougando-congolaise bien que nombre de ses officiers s'étaient retranchés dans les casernes en ville de Beni. Bien que cet accord vole en éclat, quelques semaines à peine, en soi, cette initiative a la valeur d'avoir réuni autour d'une même table tous les protagonistes de la conflictualité armée dans la contrée. C'était une opportunité pour ces acteurs de tabler sur leurs positions divergentes et d'en trouver un point d'entente. C'était également un plat d'or rêvé pour le FLC qui, malheureusement, ne sut pas en profiter pour asseoir localement son autorité.

Beaucoup d'autres initiatives de pacification de la région ont été entreprises par la même dynamique civile. L'on se souviendra, entre-autres, que c'est du retour de la négociation entre la RNL/Vurondo et le camp de Fabien Mudoghu dans les enceintes de la paroisse catholique de Bunyuka, toujours sous les auspices de la société civile locale, que le colonel Ndungo de la RNL fut enlevé, torturé et assassiné sous les ordres de Mudoghu⁵³⁸.

6.3.3.5. Les retombées locales de la gestion du RCD-K/ML

L'installation des institutions du RCD-K/ML à Beni a rapproché la plupart des cadres politico-militaires de cette rébellion de leur terroir, Mbusa Nyamwisi, chef de fil, étant lui-même originaire du coin. Cet ancrage local a favorisé le trafic d'influence, le clientélisme, le favoritisme, d'autres pratiques informelles et criminelles. En première vue, en tenant compte des liens sociaux entre certaines personnalités de la rébellion et certains commerçants locaux, il est facile de conclure directement à une collaboration évidente entre cette sphère politique et le monde d'affaires local.

⁵³⁸ Témoignage de Somo Mwaka, rescapé de cet assassinat.

En aval, l'on oublie que la triste expérience de la chasse aux militants du MNC/L et collaborateurs des Simba mulele-mayi des années 1960 demeure encore très vive dans l'esprit de bon nombre d'hommes d'affaires de la contrée. Ceux-ci étaient très réticents face à cette rébellion. Ils s'étaient réservés de s'embarquer dans une aventure sans issue, sous peine d'être, un jour, victimes des représailles de la part du vainqueur. Mbusa Nyamwisi était perçu dans le cercle de l'élite politique et commerçante locale comme étant plus à la solde de ses alliés que de sa propre communauté. En plus le contexte de guerre et d'insécurité croissante avait fortement handicapé la circulation des personnes et désarticulé les circuits économiques locaux. Ce qui explique la froideur et la grande prudence avec laquelle le RCD-K/ML fut localement accueilli. Nous avons déjà démontré la façon dont le monde d'affaires, l'élite sociale du milieu en ont payé le lourd tribut en termes d'assassinats, des relégations, d'emprisonnements, des pillages, des vols, des braquages, bref, de délabrement total du tissu socio-économique local.

Du point de vue du dynamisme local des affaires, il faut noter que depuis la décennie 1970, Butembo rayonnait déjà en tant qu'important centre d'approvisionnement d'autres régions du pays. Mais dès 1990, l'impraticabilité des axes routiers et l'insécurité généralisée ont sensiblement réduit ce trafic régional. Sous les dernières guerres, l'on y assiste à la multiplication de « *barrières routières* », aux tracasseries multiformes sous le vocable de « *péages-routes* ». Des frontières ad hoc furent érigées entre différentes aires rebelles. Des « *taxes douanières* » étaient indûment perçues sur des marchandises en vue de franchir ces nouvelles frontières, les personnes devant payer un « *laissez-passer* » tenant lieu d'un visa d'entrée officielle dans un autre espace. Ces agissements ont eu des répercussions néfastes sur l'économie locale.

Pour y faire face et en vue de desservir les agglomérations de la région les plus enclavées faute des voies routières praticables, quelques hommes d'affaires locaux ont recouru aux petits avions cargo ou vieux Antonov loués auprès d'opérateurs ukrainiens ou russes tandis que les plus démunis se sont servi de transport à vélo ou tout simplement au dos. Ces petites compagnies aériennes, bien qu'elles ployaient sous les menaces intempêtes des réquisitions anarchiques de la part des forces rebelles, ont tant soit peu permis à certaines agglomérations très enclavées surtout de la province orientale et de l'Équateur de faire face à la carence des produits

manufacturiers de première nécessité. Elles ont également facilité la mobilité d'une catégorie de personnes et les ont mises à l'abri des attentats perpétrés contre les convois routiers dans le parc Virunga sur l'axe Butembo-Goma.

Il s'ensuit que la dynamique commerciale locale a subi des répercussions néfastes des guerres et de l'insécurité. Avec les méventes, les flux d'importation et d'exportation ont fortement diminué. Par conséquent, les revenus liés au commerce se sont également détériorés. En tout, ils représentent entre plus au moins 20 à 40% de ceux de 1994-1995. Plusieurs commerçants affirment ne plus réaliser des bénéfices et qu'ils travaillent juste pour maintenir l'activité⁵³⁹.

Au lieu de promouvoir davantage les activités commerciales locales, l'enracinement local du RCD-K/ML, les guerres que lui ont livrées les factions rebelles rivales et alliés, l'insécurité généralisée dans les campagnes suite à l'implantation des milices mayi-mayi, aux actions des FDLR et de l'ADF-NALU, etc., ont plus servi des facteurs destructeurs et annihilateurs du dynamisme social et des circuits commerciaux de la contrée. Ils ont servi à isoler ce milieu de ses débouchés. Les inventus sont bradés et les capitaux immobilisés ou investis en refuge dans l'immobilier et le foncier. C'est sans doute, avons-nous souligné, un des facteurs qui expliquent une certaine transformation urbanistique de Butembo et de Beni, le boum de construction en dur en pleine période de guerre. Ainsi donc, si une poignée d'opérateurs économiques locaux a bénéficié d'un parrainage politico-militaire rebelle, force est de remarquer que, pour la majorité des commerçants, le climat de guerres a déprimé leurs entreprises.

Dans ces circonstances, ce serait erroné de penser que l'amélioration du bien-être de la population locale ait préoccupé l'autorité rebelle tant l'aspect sécuritaire a été le moindre de ses soucis. Les guerres fratricides entre les factions rebelles et les milices armées locales ont insécurisé les populations en villes comme dans les campagnes. Les bandes militarisées dépourvues, à leur origine, de toute ressource financière ont tiré leur épingle de ce contexte en développant des stratégies d'extraction des profits économiques⁵⁴⁰.

⁵³⁹ O. Kambale Mirembe, op.cit, pp154-155

⁵⁴⁰ F. Van Acker et K. Vlassenroot, « Les mai-mai et les fonctions de la violence milicienne dans l'est du Congo », in *Politique Africaine*, n° 84, décembre 2001, p.105.

Ces rivalités ont poussé des milliers des civils sur la route gonflant l'effectif des déplacés internes de guerre et des réfugiés dans les pays limitrophes. Ils abandonnent leurs champs et prairies. Les retombées de ce déplacement forcé sont néfastes du point de vue de la sécurité physique, financière et alimentaire des civils. Il en est de même de la désorganisation des marchés locaux. Les mouvements entre ville-campagne ont brusquement changé. La campagne n'alimente plus la ville comme autrefois mais c'est désormais la ville qui nourrit la ville ainsi que la campagne. Les principales activités des populations de la région, à savoir l'agro-pastoral et le commerce, sont perturbées à cause des conflits armés.

Concernant l'observance des principes fondamentaux des droits humains par tous les protagonistes dans la conflictualité armée en Beni-Lubero, le tableau panoramique est très sombre. Nous avons déjà ci-haut noté les exactions graves à l'endroit de la population susceptibles d'être qualifiés de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Entre dans cette catégorie, les actes de cannibalisme et d'anthropophagie commis en Ituri par les troupes de la coalition MLC, RCD-N et UPC. Il en est de même d'autres exactions qui font déjà l'objet de poursuite judiciaire au niveau de la Cour Pénale Internationale contre certains seigneurs de guerre en Ituri. Les banques de données sur les crimes commis lors des offensives du RCD-Goma au sud de Lubero restent inexploitées jusqu'à ces jours.

Quant aux guerres fratricides internes en Beni-Lubero sous le RCD-K/ML, les tiroirs des ONGD locales en sont pleins dont l'APC, les diverses factions mayi-mayi locales et les milices armées étrangères actives dans ce rayon sont les présumés auteurs. A titre indicatif, le rapport du CEJA sur les enquêtes diligentées du 13 août au 30 septembre 2003 - ne citant que celui-là parmi tant d'autres - documente de manière concise et précise les exactions commises sur les populations civiles par l'APC, branche armée du RCD-K/ML et les mayi-mayi du Commandant Mudoghu⁵⁴¹.

En un mot, la gestion de territoires de Beni-Lubero par le RCD-K/ML a handicapé au plus haut niveau l'élan économique du milieu tel qu'observé aux années 1980. Le rayon des flux commerciaux s'est dès lors très sensiblement rétréci.

⁵⁴¹ In *Racines*, revue trimestrielle du CEJA, N° 2-3, Juillet- Août - Septembre 2003, pp. 118-131

Conclusion partielle

On le voit, les relations entre tous les groupes armés et leur environnement endogène se caractérisent, d'un côté, par une attitude de résignation, et de l'autre, par les mécanismes d'adaptation et de souscription aux corvées multiples leur imposées par la force armée occupante. Entrent dans cette catégorie les enrôlements forcés dans les rangs de combattants, les fournitures en aliments aux combattants, la participation forcée aux travaux communautaires, les paiements de taxes et d'impôts à l'occupant, les apports en bétail ou en argent frais par fermier de la zone. Il y a également les prestations obligatoires des services en faveur des combattants : creuser de minerais en faveur de la milice, servir d'intermédiaires pour certaines opérations délicates de la milice, tel le renseignement ou l'espionnage, construire des cases pour les combattants, leur préparer à manger, à boire, laver leurs habits, l'esclavage sexuel auquel y sont soumises les femmes, etc.

Mis de côté, cette sorte d'esclavagisme rebelle, il y a certains réseaux tissés sur la fibre commerçante entre certaines milices et les populations environnantes. Il y a notamment des réseaux de femmes prostituées qui, poussées par le goût de lucre, se rendent volontairement dans les camps des miliciens. Dans ce même esprit, on signale, dans l'axe Kasugho-Bingi, comme d'ailleurs dans toute la zone de Kanyabayonga, la commercialisation de l'huile de palme, du chanvre et de la liqueur traditionnelle appelée '*kanyanga*', denrées rares dans les maquis, qui servent actuellement pour cimenter les liens entre la population, les FDLR et les mayi-mayi de la PARECO-FAP. Ces produits sont au centre des activités commerciales très florissantes entre les paysans et ces milices.

Certains militaires FARDC et certains casques bleus en quête des minerais y côtoient également ces mêmes combattants FDLR et mayi-mayi dans le cadre du commerce illicite d'armes et des minerais. La réalité de terrain en est que, les FARDC ne sont guère en guerre contre ces miliciens, leurs fournisseurs en minerais. Ils sont plutôt des partenaires dans les affaires.

Le dernier rapport des experts onusiens⁵⁴² pointent du doigt, à part les réseaux internationaux dont jouissent les FDLR, certains commandants locaux des FARDC qui leur fournissent des armes et

⁵⁴² Rapport de novembre 2009 sur les sources de financements et d'autres soutiens aux FDLR.

des minutions, leur servent d'agents de renseignements en cas de toute attaque contre leurs positions en échange des minerais. Certains membres de la MONUC seraient tentés par ce commerce des minerais qu'ils achètent par personnes interposées. Il en est de même d'un club des commerçants opportunistes qui approvisionne les FDLR, la PARECO-FAP et d'autres milices actives dans la région en produits de première nécessité en échange de ces mêmes minerais. Ils leur servent également d'intermédiaires dans d'autres réseaux plus vastes et transfrontaliers avec les marchands d'armes ougandais. Certaines capitales occidentales servent de rampe de coordinations de ces actions criminelles encore intenses à l'Est de la RDC.

De ce qui précède, on s'en aperçoit de l'émergence d'une nouvelle dynamique régionale transfuge du processus de sécurité et de pacification en cours. C'est une transmutation de la conflictualité armée dans cette partie orientale du Congo-Kinshasa où d'autres nouveaux réseaux sont en train de se tisser entre les milices étrangères actives au Nord-Kivu et les forces armées nationales de la région, les milices armées locales et un club des commerçants congolais reliés aux réseaux plus vastes extrarégionaux. Ces liens servent à armer de nouveau les FDLR et à renforcer financièrement, voire militaires leurs nouveaux partenaires locaux.

L'implication et l'articulation entre ces diverses dynamiques dans la pérennisation des actes criminels et de l'insécurité dans la région rendent difficile toute recherche de la paix. Le processus de paix actuel en RDC demeurera fragile aussi longtemps que le système en vigueur au Congo-Kinshasa continuera à tolérer, voire à parrainer les pratiques criminelles en son sein : la corruption, le détournement des deniers publics, des soldes des militaires au front, la fornication et à garantir l'impunité aux auteurs. Ces indicateurs nous font dire que les forces actives dans cette région ne sont pas en danger de guerre mais plutôt de paix.

La complicité de certains militaires congolais, l'implication locale des milices et de certains hommes d'affaires peu scrupuleux dans l'activisme des groupes armés locaux et étrangers ne font qu'y perdurer la conflictualité armée au point d'y servir de nouvelle soupape à l'éventuel retour des forces d'agression. Ces agissements hypothèquent la sécurité et la paix dans toute la partie orientale du Congo-Kinshasa ainsi que les chances de stabilité de toute la région des grands lacs d'Afrique centrale.

CONCLUSION GENERALE

Cette recherche porte sur les « *Dynamiques locales et pressions extérieures dans la conflictualité armée au Nord-Kivu (Beni-Lubero)* ». La persistance, depuis des décennies, d'un climat de guerre entretenu dans les territoires de Beni-Lubero interpelle au départ de cette étude.

D'où la question qui sert de fil conducteur : Pourquoi la conflictualité armée se pérennise-t-elle en Beni-Lubero ? Quels sont les facteurs qui incitent, alimentent et enracinent les dynamiques armées dans cette contrée ? Quelle est l'empreinte environnementale sur leur mutation ? Comment conditionnent-elles l'avenir de la région ?

Comme postulats de départ, nous avons avancé qu'il faille tenir compte du contexte de singularité qui a contribué à la naissance, à la propension et à l'enracinement des milices armées dans cette partie septentrionale du Nord-Kivu. Un accent particulier a ainsi été mis sur les périodes d'invasions qui remontent des razzias des arabisés, passent par l'occupation coloniale, la rébellion des années 1960 et culminent dans les guerres successives d'agression de la décennie 1990. La désintégration étatique congolaise, la couvaison de zones de tensions au Kivu et l'implosion de la région entière des Grands Lacs ont servi de détonateur à ce phénomène.

Ce faisant, la montée des entrepreneurs privés rodés dans la manipulation de la violence armée s'y pose en tant que forces alternatives à la crise de l'Etat. Elle reflète une dynamique de gouvernementalité en situation de crise. D'où la nécessité d'analyser les mécanismes de transformation des maquis armés en présence et leur capacité mobilisatrice du capital environnemental.

A ce titre, cette recherche s'est proposé d'examiner, d'une part, le contexte de singularité qui a vu émerger dans la contrée des maquis armés et qui a milité pour leur prolifération dans toute la région de Beni-Lubero. D'autre part, elle a analysé les enjeux de guerres qui ont alimenté l'imbrication, et donc l'influence réciproque, entre les diverses forces en présence. Ces enjeux sont au cœur des stratégies de substitution et de sous-traitance locale des dynamiques du dehors par celles du dedans. La persistance d'un climat de guerre,

nous a stimulé à nous pencher sur la valeur géostratégique du contrôle de Beni-Lubero dans la géopolitique nationale et régionale.

L'exploration de ces hypothèses a permis de lever le flou sur les enjeux et de percer les méandres, si complexes soient-elles, de l'enchevêtrement des diverses dynamiques en présence. Une attention particulière portait sur les rôles et les actions des seigneurs de guerre, les liens existants avec leur environnement et les mécanismes de débrouille développés par la population à la base.

Il était donc question de cerner et d'offrir un cadre de compréhension des stratégies de pérennisation de la conflictualité armée dans la partie septentrionale de la République démocratique du Congo telles qu'entreprises par les acteurs extérieurs, y répercutés par les armées nationales, appropriées par les mouvements rebelles et y perpétuées par les milices « *dissidentes* ». Dans ce sens, il était nécessaire de ressortir les encrages locaux de la conflictualité sur lesquels ont misé les forces externes. Il va sans dire que le territoire sous examen se trouve à l'épicentre des tendances et des revendications tant internes qu'externes très contradictoires. Il a du mal à faire face à des télescopages ambigus entre les acteurs du dedans et ceux du dehors.

Ce faisant, l'analyse géopolitique et celle de la politique par le bas se sont invitées dans la mise au point de ce travail. Elles ont permis de scruter les manœuvres de pérennisation du climat de guerre au Grand-Nord et de jauger l'importance que requiert son contrôle dans la géopolitique nationale et régionale.

Au terme de six chapitres, il résulte que la pérennisation de la conflictualité armée dans cette aire se déroule dans un cadre géostratégique et sur les données géopolitiques dont le contrôle et l'exploitation du territoire nourrissent les rivalités armées et enchevêtrent les alliances entre les forces locales et les dynamiques externes. Cette articulation des dynamiques internes avec celles de l'extérieur a placé notre terrain d'étude au confluent d'influences entre Kampala, Kigali et Kinshasa relayées dans le milieu par les milices armées interposées. La crise de l'Etat congolais, la criminalisation de la sphère publique dans cette partie sous le Zaïre et sous l'AFDL y ont servi de rampe aux entreprises de seigneurs de guerre.

Il est à souligner que l'actuel processus de démocratisation en RDC a très peu d'impact sur ces pratiques criminelles. La légitimation d'anciens mobutistes, la cooptation de certains chefs rebelles sans, au

préalable, avoir démantelé leurs réseaux criminels, le sacre de l'impunité en style de fidélisation politique font que le régime de Joseph Kabila reconforte plus la logique patrimonialiste et l'utilisation par certains animateurs des postes publics à des fins privées. Ces privilèges leur octroyés par l'actuel pouvoir congolais demeurent ainsi la meilleure garantie de couvrir les actions criminelles que perpétuent les réseaux institués sous Mobutu et lors des guerres d'agression. Ils servent à perdurer la guerre dans la partie orientale de ce pays. Les rentes multiformes tirées de ce chaos étatique servent des socles dans l'encrage local des dynamiques guerrières et y plaident pour le maintien du quiproquo.

De cette manière, notre étude s'inscrit dans l'approche théorique de la criminalisation de l'Etat en Afrique subsaharienne. La désintégration de l'Etat congolais dans cette partie y a balisé le terrain aux pratiques de prédation, aux pillages de ses ressources et à la satellisation du territoire national. Kampala et Kigali en ont profité pour y ériger leurs zones satellites à leur faveur. Les chefs rebelles, les milices armées locales et étrangères en ont fait de même. D'une certaine manière, les résidus de toutes ces dynamiques armées, connectés aux réseaux transnationaux, y perpétuent encore cette entreprise criminelle.

Autant des facteurs explicatifs de la pérennisation de la conflictualité armée à l'est de la RDC et, plus particulièrement, en Beni-Lubero. Il en découle que la thèse des conflits interethniques est loin de s'appliquer à ce cas d'espèce du Grand-Nord. Il est ici utile de « *rejeter des explications qui substituent des alibis pour les causes* »⁵⁴³ et de « *mettre de côté les arguments forgés pour les raisons de la cause* »⁵⁴⁴. L'instrument ethnique y masquerait les agendas d'entrepreneurs militaro-commerciaux dont les réseaux y désarticulent les tissus économique-financiers à tous les niveaux.

L'avidité des seigneurs de guerre, l'instabilité institutionnelle des rébellions, les scissions intempestives caractéristiques des milices armées locales sont très déterminantes dans la pérennisation locale des tensions. Celles-ci y servent aisément des pistes d'atterrissage aux

⁵⁴³ S. Bucyalimwe Mararo, "Land, power, and ethnic conflict in Masisi, 1940s-1994", in *The International Journal of African Historical Studies*, Vol.30, n°3, 1997, pp.503-537.

⁵⁴⁴ Lettre-réponse de Mgr Emmanuel Kataliko aux autorités du RCD-Goma suite aux faits qu'elles lui reprochaient et qui justifieraient la décision de sa relégation dans son milieu natal.

dynamiques extranationales. La jonction entre ces dynamiques est capitale dans la criminalisation continue de cet espace, la position politique y étant sécurisée par des actions économique-financières.

Cette quête enfiévrée des richesses avait stimulé toutes les administrations rebelles et miliciennes à éponger les populations se trouvant sous leur contrôle. Ce qui suscite la convoitise réciproque des territoires jugés plus juteux. La mainmise sur ces sites miniers et autres milieux financièrement attractifs ont alimenté les guerres fratricides qui ont déchiré les forces armées dans cette région. En outre, le partage du butin de la guerre a, faute de leadership consistant, été à la base de la segmentation des milices mayi-mayi.

La pérennisation de la conflictualité armée y est également due à l'instrumentalisation de la question foncière, à la carence de la cohésion (idéologie) interne au sein des milices mayi-mayi, à l'instabilité institutionnelle dans le RCD/K-ML, rébellion réputée pour ses clivages internes de leadership, à la lutte de leadership régional entre Kigali et Kampala par le territoire congolais interposé, au récent rebondissement des nouvelles alliances entre milices étrangères (FDLR, ADF-NALU) et les milices locales dont nombre des leaders sont d'anciens lieutenants rebelles congolais.

Par ailleurs, pour des raisons géostratégiques et des enjeux géopolitiques, Beni-Lubero est au cœur des convoitises entre Kampala et Kigali. Chacun veut y accroître son influence par l'entremise du contrôle direct du leadership local. Le premier veut y préserver ses acquis alors que le second cherche à faire jonction avec l'Ituri pour raffermir sa tutelle sur toute la partie est de la RDC. Nul doute que les intérêts économique-financiers constituent des enjeux majeurs dans cette conflictualité armée.

Somme toute, la conflictualité armée que connaît le Nord-Kivu est un écheveau très complexe des facteurs locaux, nationaux et régionaux. Elle est la conséquence logique de la crise étatique congolaise, de la préexistence des zones de tensions à l'est du pays, du contexte d'instabilité sous-régionale récurrente et du crime organisé par les pays voisins. L'imbrication de ces différents facteurs offre l'opportunité d'émergence, de propension et de compétition entre les dynamiques armées en présence pour le contrôle du territoire et l'exploitation de ses richesses.

Dans cet esprit, nous confirmons, à la suite du Panel d'experts onusiens, que même si le retrait des troupes ougandaises a donné *« l'impression que les activités d'exploitation ont été réduites, [...] en*

fait elles continuent [...]. L'UPDF a pu retirer ses troupes, tout en laissant derrière elle des structures qui permettent à des officiers militaires et à leurs associés, y compris des chefs rebelles, de continuer à tirer profit de ces activités »⁵⁴⁵. Il en est de même de l'APR qui, en prévision du retrait de ses troupes, avait mis sur pieds des structures qui voilent les stratagèmes rwandais tout en assurant son omniprésence dans la captation des richesses congolaises et son diktat sur la température politique de cette province.

Comment passer alors de ce climat de guerre à une économie de paix ? L'objectif est ici de surmonter les facteurs de la conflictualité armée, d'éradiquer ses causes et de briser les reins des réseaux criminels qui y entretiennent le cycle infernal de violence et d'instabilité politique.

Seule une approche globale et transversale reposant sur la connaissance des réalités de terrain, les agendas des acteurs, l'identification de leurs points de convergence et tenant compte des exigences extranationales a plus des chances de réussir. La paix doit s'appuyer sur les acteurs qui y ont intérêt, autour d'un plan par étapes et objectifs limités, dans une perspective commune en long terme.

La sécurisation et la pacification de cette région plaident pour l'effectivité et la stricte observance en RDC de la bonne gouvernance, piédestal d'un Etat de droit. Il faut une gouvernance qui responsabilise les collectivités locales, sources de création des richesses nationales et de promotion du mieux être social. Une large autonomie locale exige la mise en place d'une administration comptable de ses actes et redevable vis-à-vis de ses électeurs.

Le pouvoir congolais doit cesser d'être un prestige que l'on possède pour devenir une fonction que l'on assume en toute responsabilité et dont la récompense suprême doit être l'honneur d'avoir rendu service à la nation de façon irréprochable. En ce sens, l'Etat congolais doit plus s'investir dans une politique de création d'emplois régulièrement bien rémunérés. Car le chômage suscite des mécréants, crée des frustrés qui usent de l'autochtonie comme arme pour discréditer ou discriminer à l'empoche une catégorie sociale étiquetée d'allochtone. Les efforts doivent être conjugués pour éradiquer le système de marginalisation et de frustration de certaines couches sociales. Il faut vider la question foncière, la question de la

⁵⁴⁵ §§97 et 99 de l'Additif du Rapport final du Groupe d'experts, op.cit., du 10 novembre 2001 (S/2001/1072).

nationalité congolaise, garantir l'éducation primaire et secondaire gratuite et obligatoire à tous les jeunes en âge de scolarisation.

Par ailleurs, le système clientéliste érigé en mode de gestion politique dans pratiquement tous les Etats de la région est la racine même de toutes les guerres dans la région des Grands-Lacs. Dans ce sens, la conflictualité armée est corollaire de la carence d'une gouvernance démocratique enracinée et appropriée à la base. Elle manifeste le déni d'espace d'opinion et de liberté d'expression aux populations de toute la sous-région.

Nous estimons ainsi, à la suite de Philippe Hugon⁵⁴⁶, que l'effectivité de la démocratie représentative dans tous les Etats de la sous-région des Grands-Lacs est un atout politique majeur pour y limiter les conflits armés. L'essentiel concerne les jeux de contre-pouvoir et la constitution d'une société civile forte complémentaire d'un Etat de droit. Loin d'une démocratie de décalcomanie, l'opérationnalisation de ce processus démocratique doit prendre en compte les pratiques locales préexistantes, recettes de la gouvernance démocratique locale impliquant le concours effectif des institutions traditionnelles légitimes.

Certes qu'il manque un centre de stabilité et de sécurité dans cette région de Grands-Lacs du fait que tous ses Etats ont plus ou moins achoppé dans leurs processus de démocratisation, qui a été dévoyé par les réticences autoritaires au changement. Dès lors qu'y subsisteront des grands espaces territoriaux non soumis à la gestion démocratique, la paix tardera à s'instaurer et à s'enraciner faute d'un leadership réellement démocratique dont les effets émergents doivent stimuler une gouvernance participative et une diplomatie de paix avec tous les pays voisins. Raison pour laquelle la réhabilitation des équilibres internes et interétatiques dans les pays de la sous-région est un enjeu de taille. Il doit passer par la promotion d'un Etat des droits avec une incidence directe dans l'environnement sous-régional en tant que norme intériorisée par les collectivités locales et en vigueur dans les relations interétatiques de la région.

Le concept américain « *d'Etat pivot* »⁵⁴⁷ pour concevoir ce nouveau modèle démocratique, source de sécurité et de paix sous-

⁵⁴⁶ P. Hugon, Géopolitique de l'Afrique, SEDES, 2^e Ed., Paris, L'Harmattan, 2009, p.161.

⁵⁴⁷ Sessanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu, Les politiques publiques de sécurité en Afrique subsaharienne; Ares, n°49, volume XIX, Fascicule 3, mai 2002, pp.19; 26.

régionale pourrait se prêter à cette analyse. Cet Etat pivot doit être un centre géopolitique et géostratégique mieux outillé pour impulser la stabilité politique dans toute la sous-région. Il doit être un centre de gravitation démocratique qui, par son rayonnement, doit servir de vitrine de développement socio-économique à ses pairs de la région. La RDC dispose de tous les atouts pour devenir cet Etat pivot, centre de gravitation de la stabilité régionale. Aucun doute, la stabilité et le développement du Congo-Kinshasa constituent un préalable de taille pour la sécurité, la paix et le développement de toute cette sous-région des Grands-Lacs.

Il n'est donc pas vain d'espérer un jour au renforcement de la coopération sous-régionale autour d'une approche de gestion concertée bénéficiant à toutes les communautés congolaises et à tous les peuples de la sous-région des Grands-Lacs. Mais l'illusion serait de croire à l'existence des solutions simples et rapides. Ne dit-on pas qu'il est plus aisé de faire la guerre que de construire la paix ?

Il s'avère que la sécurité ne peut pas être le fruit des seules mesures politiques qui tiennent compte des seules manifestations et ne s'attaquent pas aux causes de la violence, encore moins aux raisons profondes de la récurrence des conflits armés. Comme c'est toujours le cas dans toute mutation politique, l'on doit s'attendre à de fortes résistances dans le chef de ceux qui, localement et au niveau extranational, ont tiré d'énormes profits de l'absence de règles formelles en usant des réseaux militarisés informels et transfrontaliers. Il n'est pas exclu qu'au terme d'autant d'années de guerre, les pêcheurs en eau trouble déploient leurs stratagèmes pour faire capoter tout processus cadrant avec la quête de la paix et la relance d'un plan de stabilisation régionale.

Dans le contexte actuel, la priorité est de reconstituer les forces congolaises de sécurité agissant dans un cadre national avec en esprit le projet de sécurité collective sous-régionale. D'une part, la mise en place d'une armée congolaise réellement républicaine s'impose. D'autre part, la transparence dans la commercialisation des matières premières de la région, le contrôle des avoirs des seigneurs de guerre (anciens comme nouveaux) et obstruer toutes leurs sources de financement figurent parmi les moyens essentiels de dilution de la conflictualité armée au Nord-Kivu. Cela implique une profonde réforme du système fiscal congolais. La réhabilitation et la redynamisation de la police des frontières, la reconstitution de services de l'Etat civil, la stricte observance de la gouvernance

démocratique locale s'invitent même dans le redéploiement de la puissance publique congolaise dans toute sa partie orientale.

La paix n'étant pas seulement l'absence de guerre implique, en outre, une approche dynamique et créative de la part des communautés locales, l'établissement d'un nouvel environnement juridique indépendant, car il n'y a de paix ni de sécurité sans justice impartiale. Ce qui nécessite l'accouchement par le peuple d'hommes et de femmes capables de présider à sa destinée, pétris d'une diplomatie de paix communautaire, nationale et avec les Etats tiers. Négliger ce profil civique est un grand risque de demeurer victime des opportunistes et de l'impérialisme des régimes voisins, un peuple incapable de s'assumer se voyant toujours imposer un maître.

Face à toute résistance des forces du statu quo, cette mutation ne peut alors se concrétiser que grâce à la détermination et aux luttes actives non-violentes de la société civile organisée. Elle doit donc être le fruit d'une quête du peuple épris de liberté, de paix et de développement, engagé dans la lutte malgré les obstacles du parcours. Ce revirement ne doit pas se faire en vase clos. Il a besoin d'une solidarité accrue extérieure qui se traduise par un appui concret à cette dynamique civile, aux espaces locaux et aux couloirs régionaux de paix qui se profilent à travers divers mécanismes communautaires et intercommunautaires de résolution des conflits, à la conférence régionale sur la paix, la stabilité et le développement des Etats de l'Afrique centrale et à la redynamisation de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL). Et ce, pour la stabilité et le développement durable, non seulement du Nord-Kivu mais aussi de tout le Congo et de toute la région des Grands-Lacs.

Il est évident que la stabilité de l'est de la RDC dépend très largement du diapason des relations amicales entre les Etats de la région dont les intérêts communs et partagés des communautés transfrontalières doivent servir de piédestal à la revisitation du modèle d'intégration sous-régionale en vigueur. La sécurité et la paix durables dans cette partie d'Afrique sont plus fonction de la cohésion sociopolitique interne et sous-régionale que d'arsenaux militaires dont dispose chaque Etat.

Dans ce sens, nous épousons la perspective tracée par Sessanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu⁵⁴⁸. La sortie du cercle vicieux de l'insécurité vécue dans la région des Grands-Lacs suppose que

⁵⁴⁸ S. H. Dja Kaseng Kapitu, op.cit. p.23.

certains Etats énoncent et mettent en œuvre une politique publique de sécurité rationalisée. Une telle politique devrait répondre à au moins trois critères cumulatifs qui sont : *la capacité à redéfinir les équilibres de la stabilité politique interne et sous-régionale autour de la congruence démocratique, la capacité de réhabiliter les fondements économiques de la paix par une lutte effective contre la pauvreté au niveau interne et créer un espace de gestion de la prospérité économique au niveau sous-régional et, enfin, la capacité de soutenir une expression crédible des politiques globales de sécurité et de stabilité collective.* Un Etat qui y parviendrait ferait bénéficier ses voisins et tous ses partenaires bilatéraux et multilatéraux d'une stabilité et d'un mode durable de création et de redistribution des richesses.

Notre conviction est que les actions diplomatiques entreprises dans la région en vue de résorber la conflictualité armée ne peuvent être viables que si les causes structurelles et les facteurs profonds en termes de pauvreté, de marginalisation sociale, d'inégalités régionales, de non-respect de règles démocratiques, de non-transparence des circuits économiques ou d'insertion dans une économie mondiale criminelle sont annihilés.

Le rôle de médiateur et de tiers garant du respect du contrat social doit être assuré face aux Etats de la sous-région par des organisations internationales et les puissances étrangères. Les actions prioritaires à mener concernent l'instauration de la sécurité, de la paix et la relance des programmes de développement durable.

La coopération internationale s'impose donc pour lutter contre les trafics illégaux d'armes, réguler le commerce des produits finançant la guerre, contrôler les offshores liés aux économies mafieuses et contrer les réseaux criminels qui alimentent la guerre à l'est de la RDC. Dans ce cas d'espèce, « *le processus de Kimberley signé fin 2002 concernant la traçabilité et la transparence des diamants de la guerre est un exemple à transposer avec l'Initiative de transparence des Industries Extractives (ITIE) préconisée par la commission pour l'Afrique 2005* »⁵⁴⁹.

⁵⁴⁹ P. Hugon, op.cit, pp.158-160.

ANNEXE I :

GUIDE D'ENTRETIEN

A. Concernant les milices locales et les mouvements rebelles

Quelle est l'histoire de votre milice armée (ou rébellion). Quelle en était la finalité ? A votre avis, y aurait-il un contexte spécifique qui aurait milité pour son émergence ? Si oui, lequel ? Quels sont les moments singuliers qui ont marqué la trajectoire de votre groupe armé ? Dès son origine jusqu'à ces jours, votre groupe armé est-il resté intact, sans fissure ou division en son sein ? En cas de scission, quels en sont les causes et les conséquences ? Quels sont les facteurs qui ont freiné l'assise de votre groupe armé dans le rayon sous son contrôle ? Autrement dit, avez-vous eu des difficultés ou obstacles majeurs à faire asseoir, de façon effective, votre groupe armé dans le territoire localisé dans son rayon d'action ?

Quelles relations entre votre milice armée et son environnement endogène (local) ? Quels genres de liens entreteniez-vous avec la population sous votre occupation ? Quels mécanismes de mobilisation à la base ? Quel leitmotiv avancé de la part des mobilisateurs en vue de captiver (séduire) plus d'adhésions à votre milice ? A quel niveau, votre milice armée organisait-elle les questions sociales, politiques et économiques ? Quelle est la place des chefs traditionnels dans l'organisation sociopolitique de la contrée contrôlée par votre milice ? Qui y sanctionne la justice ? Comment y est organisée la sphère économique (fiscalité) ? Comment les activités commerciales sont-elles régulées dans les contrées sous contrôle de la milice ? Quels liens entre votre groupe armé et le monde d'affaires local, entre votre milice et la société civile locale ? Les relations entre votre groupe armé et les autres milices locales congolaises actives en Beni-Lubero, en Ituri et au Nord-Kivu ?

Quelles relations avec votre environnement exogène ? Quelle était l'audience du gouvernement de Kinshasa dans votre milice ? Vos liens avec les armées d'agression et les différents mouvements rebelles (AFDL, RCD, RCD-K/ML ou FLC) qui ont eu à gérer Beni-Lubero ? Qu'en est-il des liens ayant existé entre votre milice armée et les groupes armés étrangers actifs dans la contrée ? Quels étaient vos

marchés d'écoulement des minerais exploités dans votre rayon d'action ?

Comment la conflictualité s'était-elle traduite à la base au sein du territoire sous votre gouvernail ? Votre milice a-t-elle su maîtriser ou gérer le territoire sous son contrôle ? En ces jours, où en êtes-vous avec votre objectif de départ ? Est-il resté le même ou a-t-il changé et pourquoi ?

De quelle manière, votre milice armée a conditionné l'avenir dans la zone qu'elle contrôlait ? Quels sont les mécanismes développés par les populations sous votre occupation pour faire face au climat de guerre ? Que diriez-vous du relatif maintien d'un certain dynamisme de leurs activités ? Selon vous, y a-t-il eu des « centres » de négociations entre votre groupe armé et la population locale ? Et de quel genre ?

Pourquoi les poches de tensions internes en Beni-Lubero ? Quels sont les facteurs extérieurs qui auraient influencé les dynamiques locales dans la conflictualité armée en Beni-Lubero ? Pourquoi les permanentes menaces de guerres aux portes du Grand Nord (territoires de Lubero et de Beni) ? Quelle place occupe la région de Kanyabayonga dans la conflictualité armée au Nord-Kivu ?

B. Au sujet des groupes armés étrangers

Comment l'ADF-NALU et les FDLR (Ex-FAR & Intirahamwe) ont exploité le contexte zaïrois (vide d'Etat) pour s'approprier des vastes espaces à l'est de la RDC ? Quel effet a eu l'environnement congolais d'alors sur leur évolution ? Comment ce phénomène armé purement ougandais et/ou rwandais s'est intégré aux réalités locales congolaises ? Quel serait l'impact de la porosité et de l'existence des communautés transfrontalières sur ce phénomène ? Quelle interaction entre ces groupes armés étrangers, l'armée nationale congolaise, les milices armées locales, les armées rebelles et alliés actives dans la province du Nord-Kivu ? Autrement dit, qu'est-ce qui, dans cette région, a milité pour le rapprochement entre ces milices étrangères, le leadership rebelle et le gouvernement de Kinshasa ? A quel niveau les dynamiques locales se sont-elles articulées avec ces forces étrangères ?

Y a-t-il eu intégration locale de ces milices armées étrangères ? Quels liens tissés entre ces groupes armés étrangers et la population civile située dans les zones sous leur contrôle ?

Qu'en est-il du phénomène récurrent de recyclage ou de la circulation des combattants dans divers groupes armés actifs au Nord-Kivu? Quel est leur impact sur le quotidien de la population locale? Comment ces dynamiques armées conditionnent-elle l'avenir dans cette partie orientale de la RD Congo ?

Quelles perspectives de sortie de l'impasse au niveau provincial et de toute la région ?

C. Les personnes ressources

Notre population cible était très variée. Elle était constituée de tous les chefs des milices armées mayi-mayi qui ont été actives ou qui le sont encore, dans une moindre mesure, en Beni-Lubero. Tous les anciens chefs rebelles, les anciens hauts cadres politico-militaires et certains anciens militants des mouvements rebelles qui ont, un moment, géré Beni-Lubero.

Nous nous sommes intéressés également à tous les chefs coutumiers du Grand-Nord. Les chefs de fil des groupes armés étrangers et leurs compagnons d'armes figuraient aussi parmi nos ressources privilégiées. Il en est de même de certaines notabilités du Nord Kivu : leaders sociaux à la base, chefs de confessions religieuses, professeurs d'universités, animateurs de la société civile locale, responsables des ONG locales, députés provinciaux du Nord-Kivu, députés nationaux et sénateurs élus de Beni-Lubero, hommes d'affaires du milieu, commandants locaux des FARDC et de la Police nationale, etc.

Nous nous sommes enfin ressourcez auprès de certains chefs de localités contrôlées par les milices, des fonctionnaires sous les rébellions armées, des démobilisés et de la population paysanne vivant dans des zones jadis contrôlées par les milices mayi-mayi ou étrangères.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages

Adam B., *Conflits en Afrique: analyse des crises et pistes pour une prévention*, Bruxelles, Complexe, 1997.

Badie B. et Smouts M.C., *Le retournement du monde: sociologie des relations internationales*, 3^e Ed., Paris, Presses de Sciences Po/ Dalloz, 1999.

Badie B. et Smouts M.C. (sd.), *L'international sans territoire*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Cultures et conflits », 1996.

Badie B., *Un monde sans souveraineté. Les Etats entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard, 1999.

Idem, *L'Etat importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

Idem, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité du respect*, Paris, Fayard, 1995;

Bagalwa Muheme G., *Ces guerres imposées au Kivu*, A. Bruylant, Bruxelles, 1999.

Balencie J-M. et De La Grange A. (sd), *Mondes rebelles* Paris, Editions Michelon, 1999.

Bayart J.F., Ellis S. et Hibou B., *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Paris, CERI, 1997.

Bayart J.F., *L'Etat en Afrique: la politique du ventre*, Fayard, Paris, 1989.

Bazenguissa Gongga R., *Milices politiques et bandes armées à Brazzaville: Enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés*, CERI-FNSP, Paris, 1996.

Behrend H., *La guerre des esprits en Ouganda 1985-1996. Le mouvement du Saint-Esprit d'Alice Lakwena*, Paris, L'Harmattan, 1997.

Bergmans L., *Les Wanande : une peuplade aux pieds des Monts de la lune*, Editions A.B.B., Butembo, 1973.

Idem, *Les Wanande, T1. Les Baswagha. Aperçu historique*, Editions A.B.B. ; Butembo, 1970.

Idem, *Les Wanande, T2. Croyances et pratiques traditionnelles*, Editions A.B.B., Butembo, 1971 ;

Boissonade E., *Kabila clone de Mobutu*, Moreux, Paris, 1998.

Boniface P., *Les guerres de demain*, Paris, Le Seuil, 2001.

- Boshab E., *RDC? Entre la colombe et les faucons. Où vont les partis politiques ?*, Kinshasa, PUK, 2001.
- Bourmaud D., *La Politique en Afrique*, Paris, Montchrestien, 1997.
- Bouthoul G. et Carrere R., *Le défi de la guerre (1770-1974) : deux siècles de guerres et de révolutions*, Paris, PUF, 1976.
- Bouthoul G., *Le phénomène guerre*, Paris, Payot, 1962.
- Braeckman C., *L'enjeu congolais. L'Afrique centrale après Mobutu*, Fayard 1999.
- Idem, *Les nouveaux prédateurs, politiques des puissances en Afrique Centrale*, Paris, Fayard, 2003.
- Châtaigner J.M. et Magro H. (Sd.), *Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007.
- Chauprade A. et Thual F., *Dictionnaire de géopolitique*, Ellipses, Paris, 1999.
- Chauprade A., *Géopolitique, Constantes et changement dans l'histoire*, Ellipses, Paris, 2001.
- Idem, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Ellipses, Paris, 1999.
- Cheuzeville H., *Kadogo ; Enfants des guerres d'Afrique centrale. Soudan-Ouganda-Rwanda-RD Congo*, L'Harmattan, Paris, 2003.
- Coquery-Vidrovitch C., *Afrique noire. Permanences et ruptures*, L'Harmattan, Paris, 2^{ième} Ed. 1985.
- Coser L.A., *Théorie sociale des conflits*, 1964.
- Courmont B. et Ribnikar D., *Les guerres asymétriques. Conflits d'hier et d'aujourd'hui, terrorisme et nouvelles menaces*, 2^e Ed., revue et augmentée, Paris, IRIS/Dalloz, 2009.
- David C.P., *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*. 2^{ième} Ed. revue et augmentée, Paris, Sciences Po., 2006.
- Idem, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 2000.
- De Certeau M., *L'invention du quotidien. T1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980 (réed.1990).
- De Montbrial T. et Klein J. (Sd.), *Dictionnaire de stratégies*, Paris, PUF, 2006.
- De Sequeira Carvalho J.A., *La dynamisation des initiatives locales. Une force synergique de développement*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- De Villiers G., *Le pauvre, le hors-la-loi, le métis. La question d'économie informelle en Afrique*, Bruxelles, CEDAF, 1992.

- Derriennic, *Les guerres civiles*, Paris, Presse de Sciences politiques, 2001.
- Ellis S. (Sd), *L'Afrique maintenant*, Paris, Karthala, 1995,
- Ellis S., *The mark of Anarchy*, Londres, Hurst and co., 1999.
- Géré F. (sd.), *Dictionnaire de la pensée stratégique*, Paris, Larousse-Bordas, 2000.
- Giri, *L'Afrique en panne. Vingt-cinq ans de développement*, Paris, Karthala, 1986.
- Grawitz M., *Méthodes des sciences sociales*, Ed Dalloz, 3^{ième} Ed., Paris, 1976.
- Hegel F., *La phénoménologie de l'esprit*, 1812.
- Hérodote, *Revue de géographie et de géopolitique*, La Découvertes, Paris, n°134, 3^{ième} Trimestre 2009.
- Hibou B. (Sd), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999.
- Hibou B., *Retrait ou redéploiement de l'Etat ?* Paris, Karthala, 1998.
- Hugon P., *Géopolitique de l'Afrique*, SEDES, 2e Ed., Paris, 2009.
- Igue J.O, *Le territoire et l'Etat en Afrique. Les dimensions spatiales du développement*, Paris, Karthala, 1995.
- Issaka Souaré K., *Guerres civiles et coups d'Etats en Afrique de l'Ouest. Comprendre les causes et identifier des solutions possibles*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- Jacques et alii, *Atlas historique, Histoire de l'humanité, de la préhistoire à nos jours*, Paris, Hachette, 1987.
- Kabuya Lumuna S., *Les conflits de l'Est du Zaïre, repères et enjeux*, Publication du ministère de la presse du Zaïre, Ed. SECCO/LIN, 1997
- Kakule Muwiri et Kahindo Kambalume R., *Identité culturelle dans la dynamique du développement*, FIUC, Académia Bruylant, Presse de l'Université Catholique du Graben, LLN/Butembo, 2002.
- Kamba P., *Violence politique au Congo-Kinshasa*, L'Harmattan, Paris, 2008.
- Lanote O., *Guerre sans frontières en République démocratique du Congo*, Bruxelles, GRIP, Complexe, 2003;
- Lasserre F. et Gonon E., *Manuel de géopolitique. Enjeux de pouvoir sur des territoires*, Armand Colin, Paris, 2008.
- Lugan J-C., *La systémique sociale*, 2^e édition, Paris, PUF, 1996.
- MacGaffey J., « Long-distance trade, smuggling and the new commercial class: the Nande of North Kivu », *Entrepreneurs and Parasites. The struggle for indigenous capitalism in zaïre*, Cambridge University Press, 1987.

- Idem, *Entrepreneurs and parasites. The struggle for indigenous capitalism in Zaïre*, Cambridge University Press, 1987.
- Marchesin P., *Les nouvelles menaces. Les relations nord-sud des années 1980 à nos jours*, Paris, Karthala, 2001.
- Marvin H., *Cannibals and Kings. The Origins of Culture*, Vintage, New York, 1977.
- Mathieu P. et Willame J-C., *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands-lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, Harmattan, Paris, 1999.
- Mazrui A., *Cultural forces in world politics*, London, James Currey, 1990.
- Mbembe A., *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.
- Idem, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*, publié avec le concours du CNRS, Karthala, Paris, 1996.
- Médard J.-F. (sd.), *Etats d'Afrique noire. Formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1999.
- Misser F. et Vallée O., *Les Gemmocraties. L'économie politique du diamant africain*, Paris, Desclée de Brouver, 1997.
- Morvan H., *Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu*, Life & Peace Institute, Suède, 2005.
- Mucchielli A., *Les Sciences de l'information et de la communication*, Paris, Hachette, 2001.
- Mugangu Matabaro S., *La gestion foncière rurale au Zaïre. Réformes juridiques et pratiques foncières locales. Cas du Bushi*, L'Harmattan/Academia/Bruylant, Paris/LLN, 1997.
- N'Sanda Buleli L., *Ethnicité et « géopolitique » au Maniema (RD Congo)*, L'Harmattan, Paris, 2005.
- Nouschi M., *Lexique de géopolitique*, Armand Colin, Paris, 1998,
- Pourtier R., *L'Afrique centrale entre incertitudes et renouveau, in Afrique contemporaine*, Paris, 2005.
- Raison J.P., *Economie politique et géopolitique des barrages routiers ; Madagascar, les urnes et la rue*, février-mai, 2002
- Ratzel F., *La géographie politique. Les concepts fondamentaux*, traduit de l'allemand par F. Ewald, Fayard, 1987.
- Reyntjens F., *L'Afrique des Grands Lacs en crise. Rwanda, Burundi: 1988-1994*, Paris, Karthala, 1994.
- Idem, *La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique Centrale*, Harmattan, Paris, 1999.

- Rezsohazy Rudolf, *Pour comprendre l'action et le changement politiques*, Duculot, LLN, 1996.
- Romkema H. et Vlassenroot K., *Gouvernance et leadership dans l'est de la RDC*, mai 2007.
- Rosière S. (Sd.), *Dictionnaire de l'espace politique. Géographie politique & géopolitique*, Armand Colin, Paris; 2008.
- Rosière S., *Géographie politique et Géopolitique. Une grammaire de l'espace politique*, Ellipses, Paris, 2003
- Rufin J. C. (Sd.), *Les nouveaux mondes rebelles. Conflits, terrorismes et contestations*, Ed. Michalon, Paris, 2005.
- Idem (Sd), *Mondes Rebelles. Guerres civiles et violences politiques, L'encyclopédie des conflits*, Ed. Michelon, 1999.
- Sindjoun L., *Sociologie des relations internationales africaines*, Karthala, Paris, 2002.
- Sommier I., *Les mafias*, Paris, Montchretien, 1998
- Thual F., *Contrôler et contrer, stratégies géopolitiques*, Ellipses, Paris, 2000.
- Tirefort A. (Sd.), *Guerres et paix en Afrique noire et à Madagascar, XIXième et XXIème siècles*, PUR, Remes.
- Tshibwabwa Kuditshini J., *Le courtage politique, les guerres de ressources naturelles et la francophonie: analyse critique et éléments pour une paix durable en RDC*, Centre d'Etudes po, Unikin, 2004.
- Tshonda Omasombo J. (Sd), *Le Zaïre à l'épreuve de l'histoire immédiate. Hommage à Benoît Verhaegen*, Kathala, Paris, 1993.
- Tsisembe M., *Géopolitique de la paix en Afrique médiane, Angola, Burundi, république démocratique du Congo, Ouganda, Rwanda*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- Vercauteren P. (sd), *L'Etat en crise : souveraineté et légitimité en question ?*, Secrétariat de la FIUC, Paris, 2000,
- Verhaegen B., *Rébellions au Congo Maniema*, TII, CRISP, Bruxelles et IRES-Lovanium, 1969,
- Vlassenroot K. et Raeymaekers T., *Conflict and social transformation in Eastern RD Congo*, Gent, Academia Press, 2004.
- Idem, *Conflit et transformation sociale à l'est de la RDC*, Gent, Académia Press, 2004
- Von Clausewitz K., *De la guerre, traduction de Nicolas Waquet*, Éditions Rivage poche, 2006.
- Idem, *Théorie du Combat*, Economica; 1998.
- Watzlawick P., *Une logique de la communication*, Paris, Editions du Seuil, 1972.

Willame J-C., *Les "faiseurs de paix" au Congo. Gestion d'une crise internationale dans un Etat sous tutelle*, Bruxelles, Editions Complexe-Coédition GRIP, 2007.

xxx, *Conflits politico-ethniques au Zaïre. Livre blanc sur la situation des droits de l'Homme dans les provinces du Shaba (Katanga) et du Nord-Kivu. Gouvernement de Transition du Zaïre*. Ministère de la communication et presse, Kinshasa, 1993.

Yameogo H., *Repenser l'Etat Africain, ses dimensions et prérogatives*, Paris, L'Harmattan, 1993.

Ziegler J., *Les rebelles*, Paris, seuil, 1985, p.10.

2. Articles et revues

Adam B., Guerres africaines. De la compétition ethnique à l'anomie sociale, in *Etudes rurales*, Ed. de l'EHESS, n°163-164, 2002.

Allain J. C. (Sd.), "Guerres et conflits en Afrique noire", in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°181, Paris, 1996.

Banégas R. et B. Jewsiewicki B. (sd), *RDC, la guerre vue d'en bas*, in *Politique africaine*, n°84, déc.2001.

Barnes W., « Kivu : l'enlèvement dans la violence », in *Politique africaine*, n°73, mars 1999.

Battistella D., "Guerres et conflits dans l'après-guerre froide", in *Problèmes politiques et sociaux*, Paris, La Documentation Française, n°799-800, 1998.

Bayart J.F., « La guerre en Afrique : dépérissement ou formation de l'Etat ? », *Esprit*, n°247, novembre 1998.

Idem, « L'Etat », in Coulon C. et Martin D.C., (Eds.), *Les Afriques politiques*, Paris, La découverte, 1991.

Bayart J.F., Geschiere P. et Nyamnjoh F., « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », in *critique internationale*, n°10, janvier 2001.

Bazenguissa-Ganga et Yengo P., « La popularisation de la violence politique au Congo », in *Politique africaine*, n°73, mars 1999.

Bedoum, A., « Les conflits en Afrique Centrale : un défi pour le PNUD », in *Centre d'Oslo sur la Gouvernance*, décembre 2003.

Bennafla K., "Mbaïboum: Un marché au carrefour de frontières multiples", in *Autre part*, n°6, Ed. de l'Aube, 1998.

Berghezan G. et alii, « La guerre du Congo-Kinshasa. Analyse d'un conflit et transfert d'armes vers l'Afrique centrale » ; in *Les Rapports du GRIP*, février, 1999.

Bigo D., « Nouveaux regards sur les conflits? », in *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de sciences Po, 1999.

Braeckman C., « Congo : l'engrenage informel d'un conflit régional », in *Le soir*, 16 sept. 1998.

Idem, « Congo/Un milliard de dollars attendent repreneur. Sur la piste du fabuleux trésor des Simba », in *Le Soir*, Edition Liège, mardi 03 janvier 2006.

Idem, « Les conséquences de la guerre sur la population civile congolaise », in *La crise congolaise. Enjeux et reconstruction nationale*, GRAPPE-Congo, L'Harmattan, Paris, 2001.

Bucyalimwe Mararo S., « Pouvoirs, Elevage bovin et la question foncière au Nord-Kivu », in *Annuaire des Grands Lacs*, Paris, L'Harmattan, avril 2001.

Idem, "Land, power, and ethnic conflict in Masisi, 1940s-1994", in *The international Journal of African Historical Studies*, Vol.30, n°3, 1997.

Charlier P., « La vieille dame, la pieuvre, la boîte et les autres » ou les métaphores de l'organisation, dans *Recherche en communication*, Métaphores I, 1994.

Collier P., "Doing well out of war: an economic perspective", in M. Berdal et D. Malone, *Greed and Grievance. Economic Agendas in Civil Wars*, Boulder, Co., Lynne Rienner, 2000.

David C.P., « Guerres et conflits », dans *Le dictionnaire des sciences humaines*, Paris, PUF, 2006.

De Villers G. et Omasambo Tshonda J., "Zaire. La transition manquée (1990-1997)", *Cahiers africains*, n°27-28-29, Institut africain, CEDAF, L'Harmattan, Tervuren-Paris, 1997.

De Villers G., « La guerre dans les évolutions du Congo-Kinshasa », in *Afrique contemporaine*, Paris, 2005.

De Villers G., Omasombo J., Kennes E., "République démocratique du Congo. Guerre et politique. Les Trente derniers mois de L.D. Kabila" (août 1998-janvier 2001), *Cahiers africains*, n°47-48, Tervuren-Paris, 2001.

El Kenz A., « Les jeunes et la violence », in *L'Afrique maintenant*, (Sd Stephen Ellis) Karthala, Paris, 1995.

Ellis S., « Liberia 1989-1994: a study of ethnic and spiritual violence », *African Affairs*, n°94, 1995.

- Fourchard L. et Soares B., « Violence et ordre politique au Nigéria. Le Nigéria sous Obasanjo: violences et démocratie », in *Politique africaine*, n°106, juin 2007.
- Gervais-Lambony P., « Guerres, conflits et recompositions territoriales en Afrique noire », in *conférence* du 10 février 2003.
- Ghabali V.Y., « Les guerres de la post-bipolarité : nouveaux acteurs et nouveaux objectifs », in *Relations internationales*, n°105, printemps 2001.
- Gordadze T., « Les nouvelles guerres du Caucase (1991-2000) et la formation des Etats post-communistes », in *Guerres et sociétés, Etat et violence après la guerre froide*, CERI, Paris, Karthala, 2003.
- Hérodote, « Géopolitique d'une Afrique médiane », in *Revue de géographie et de géopolitique*, n°86/87, 1997,
- Hibou B., « Retrait ou redéploiement de l'Etat » in *Critique Internationale*, n°1, automne 1998.
- Honlay J., « Quand la taxe conjoncturelle devient taxe sur consommation » In *Les coulisses* n° 105, mars 2002.
- Hugon P., « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », in *Hérodote, Revue de Géographie et de Géopolitique*, Paris, La Découverte, 2009.
- Idem, « Les conflits armés en Afrique: Apports, mythes et limites de l'analyse économique », *Revue Tiers Monde*, t. XLIV, n°176, octobre-decembre 2003.
- Jacquemot P., « Ressources minérales, armes et violence dans les Kivu (RDC) », in *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n°134, 2009.
- Kangitsi Katembo, « Les causes des conflits du pouvoir politique traditionnel dans les collectivités-chefferies des Wanande du Nord-Kivu », in *Journal of Oriental and African Studies*, vol. 6, 1996.
- Kasereka Mwanawavene R., « Le Kyaghandanda, couloir de paix chez les Nande », in *Racines de Paix en Afrique. A la rencontre des traditions de paix dans la région des Grands Lacs*, Institut de la Vie, Bruxelles, août 2005.
- Kataliko E. (Mgr), « Contribution à l'objectif 80 en territoires de Beni et Lubero. 'Aide-toi et le Ciel t'aidera' », in *Congo-Afrique*, n°56, juillet 1971.
- Kenz Ali El, « Les jeunes et la violence », in *L'Afrique maintenant*, (Sd Stephen Ellis) Karthala, Paris, 1995
- Kibel'bel Oka N., *Journal « les Coulisses »* n° 146, Spéciale fin d'année 2004.

- Idem, Journal « les coulisses » n°115 du 20 octobre-5 novembre 2002.
- Idem, « Le nord-est du Congo : la poule aux œufs d'or pour les seigneurs de guerre », in *Les Coulisses*, n° 115, 2002.
- Idem, Qui dirige le RCD-K/ML: Wamba, Mbusa, Tibasima ou l'Ouganda ? In *Les Coulisses*, n° 85, Novembre 2000.
- Kouassi Y., « Le processus de formation des guerres civiles en Afrique », in *Guerres et paix en Afrique noire et à Madagascar, XIXe et XXe siècles*, PUF, Remes, 2006.
- Lacoste Y., « Géopolitique d'une Afrique médiane », in *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n°86-87, La Découverte, Paris, 1997.
- Idem, « Géopolitique des tragédies africaines », in *Hérodote*, n°111, La Découverte, 4ième trimestre 2003.
- Le Bot Y., « Conflits armés, décompositions et recompositions identitaires en Amérique Latine », in *Guerres et Sociétés. Etat et violence après la guerre froide*, CERI, Paris, Karthala, 2003.
- Le Pape M., République démocratique du Congo: Des victimes sans importance, dans Fabrice Weissman (sd.), *A l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire*, Paris, Flammarion, 2003.
- Leloup B., « Tentatives croisées de déstabilisation dans l'Afrique des Grands Lacs. Le contentieux rwando-ougandais », in *Politique africaine*, n°96, Paris, Karthala, 2004.
- Idem, « Le Rwanda et ses voisins. Activisme militaire et ambitions régionales », in *Afrique des Grands-Lacs*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- Lemarchand R., «The Democratic Republic of Congo: from collapse to potential reconstruction», *Occasional Paper*, September 2001.
- Leriche F., « La politique africaine des Etats-Unis : mise en perspective », in *Afrique contemporaine*, Agence française de développement n° 207, 2003.
- Lubala Mugisho E., « L'émergence d'un phénomène résistant au Sud-Kivu (1996-2000) », in *Afrique des Grands Lacs, annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Idem, « Interventions militaires étrangères au Kivu : Prévention du Génocide ou voie de puissance ? », in *Afrique des Grands Lacs*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- Mafikiri Tsongo A. & P. Matthieu, « Guerres paysannes au Nord-Kivu, 1937-1994 », in *Cahiers d'Etudes Africaines*, L'Harmattan, Paris, 1998.

- Idem, « La problématique foncière au Kivu montagneux (Zaire) », in *Cahier du CIDEP* n°21, Paris, L'Harmattan, septembre 1994.
- Maindo Monga Ngonda A., « Survivre à la guerre des autres ; un défi populaire en RDC », in *Politique africaine*, n°84, décembre 2001.
- Mamadou D., « Privatisation des économies et des Etats africains », in *Politique africaine*, Karthala, n°74, 1999.
- Manahl C.R., « Violence politique et gestion des crises: Leçons de la région des Grands Lacs et d'ailleurs », in *Afrique des Grands Lacs, Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Marchal R. et Messiant C., « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », in *Critique internationale*, n°16, juillet 2002.
- Mathieu P. et Willame J.C., « Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs », *Cahiers africains*, n°39-40, Tervuren-Paris, 1999.
- Mayrargue C. et Toulabor C., « L'expression et la participation politiques en Afrique », in *Le politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherches*, Kathala, Paris, 2009.
- Mbembe A., « Pouvoir, violence et accumulation », in *Politique Africaine*, n°39, sept. 1990.
- Idem, « Du gouvernement privé indirect », in *Politique africaine*, Karthala, n°74, 1999.
- Médard J.F., « L'Etat néo-patrimonial en Afrique noire », in *Etats d'Afrique noire. Formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1999.
- Mwaka Bwenge A., « Les milices mayi-mayi à l'Est de la République du Congo: Dynamiques d'une gouvernamentalité en situation de crise », in *Revue africaine de sociologie*, n°72, 2003.
- N'Dimina-Mougala A.D., « Les conflits africains au XXe siècle. Essai de typologie », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, PUF, Paris, 2007.
- ONU, IRIN, « DRC: Bemba orders withdrawal to barracks », *Bulletin d'information pour les Grands Lacs*, n°1127 le 5 mars 2001.
- Prunier G., « La crise du Kivu et ses conséquences dans la région des Grands Lacs », in *Revue de géographie et de géopolitique*, n°86/87, 1997.
- Raeymaekers T., « L'économie politique de Beni-Lubero », in Vlassenroot K. et Raeymaekers T (Sd), *Conflit et transformation sociale à l'est de la RDC*, Gent, Académia Press, 2004.

- Raison J.P., “Les formes spatiales de l’incertitude en Afrique contemporaine”, in *Espaces africaines en crise*, travaux de l’Institut géographique de reims, 1983-1984.
- Reno W., « La ‘sale petite guerre’ du Libéria », in *Politique africaine*, n°88, déc.2002.
- Reyntjens F., « La rébellion au Congo-Zaïre : une affaire des voisins », in *Revue de géographie et de géopolitique*, n°86/87, 1997.
- Richards P., “Sur la nouvelle violence politique en Afrique: le sectarisme séculier au Sierra Leone”, in *Politique Africaine*, n°70, juin 1998.
- Rufin J. C.(dir), “Les conflits en Afrique”, in *Relations internationales et stratégiques*, n°23, Paris, 1996.
- Rufin J-C., “Les économies de guerre dans les conflits internes”, in *Economie des guerres civiles*, Hachette, 1996.
- Rutazibwa P., “Grands-Lacs: la question tutsi n’est pas un détail”, in *Agence rwandaise d’information (ARI/ANA)*, n°110 du 1 au 7 octobre 1998.
- Sebikali C. et Nyabirungu R., “Signe de temps. Lettre de quelques chrétiens du diocèse de Goma résidant à Kinshasa à Mgr Faustin Ngabu après un rendez-vous manqué, Kinshasa, le 28 janvier 1992 », in *Amahindure*, n°8, juin 1992.
- Sessanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu, *Les politiques publiques de sécurité en Afrique subsaharienne*; Ares, n°49, volume XIX, Fascicule 3, mai 2002.
- Tangri R., « Servir ou se servir? A propos du Sierra Leone », in *Politique Afrique*, Karthala, II (6), mai, 1982,
- Van Acker F. et Vlassenroot K., « Les “maï-maï” et les fonctions de la violence milicienne dans l’Est du Congo », in *Politique africaine*, n°84, décembre, 2001.
- Van Acker F., « La « Pembénisation » du Haut-Kivu : Opportunisme et droits fonciers revisités », in *L’Afrique des Grands Lacs*. Paris, L’Harmattan 1999.
- Vercauteren P., « Une perte de l’Etat » in *L’Etat en crise : souveraineté et légitimité en question ?* FIUC, Paris, 2000
- Vircoulon T., « L’Ituri ou la guerre au pluriel », *Afrique contemporaine*, n°210, 2006.
- Vitalis J., “Les crises africaines. Violence, pouvoir et profit”, dans *Etudes*, n° 3996, décembre 2003.
- Vlassenroot K. et Raeymaekers T., « Le conflit en Ituri », in *L’Afrique des Grands Lacs*, Paris, L’Harmattan, 2003.

- Vlassenroot K., "Violence et constitution des milices dans l'Est du Congo: Cas des mayi-mayi", in *Afrique des Grands Lacs*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- Weissmann F., "Liberia: derrière le chaos, crises et interventions internationales", in *Relations internationales et stratégiques*, n°23, Automne 1996.
- Willame J-C., "Banyarwanda et banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu", in *Cahiers africains*, n°25, Bruxelles-Paris, Institut africain, CEDAF, L'Harmattan, 1997.
- Idem, "Gestion verticale et horizontale des crises identitaires: le cas du Kivu montagneux", in *Revue de géographie et de géopolitique*, n°86/87, 1997.
- Idem, « Conflits et guerre au Kivu et dans la région des Grands Lacs », in *Cahiers africains*, n°39-40, Paris, L'Harmattan, 1999.
- Idem, « *Insécurité, violences et ressources naturelles au Congo-Zaïre* », conférence de Madrid du 25 mai 2007.
- Idem, « Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identité au Kivu » in *Cahiers Africains*, n°25, Bruxelles/Paris, Institut Africain/L'Harmattan, 1997.
- Idem, *Kabila prend le pouvoir*, n° 226-227, GRIP, Paris, 1997.
- Idem, *Insécurité, violences et ressources naturelles au Congo-Zaïre*, Madrid, le 25 mai 2007.
- Xxx, *Congo (ex-Zaïre), Un pays pillé par les seigneurs de guerre et les trusts impérialistes*, *Lutte de classe*, n°76, novembre 2003.
- Xxx, *L'expédition belge*, n°9-12 de septembre en décembre 1936.
- Xxx, *Quatorze ans d'horreur dans les maquis du Ruwenzori, une enquête de l'Asadho sur les 14 ans des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire par troupes rebelles et gouvernementales ougandaises et congolaises dans le territoire de Beni*, Nord-Kivu, 2004.
- Xxx « Mbusa Nyamwisi : Wamba n'est plus à l'ordre du jour », in *Le Millénaire*, No. 009, novembre 2000.
- Xxx « Nyamwisi orders Wamba out of Bunia today », *The Monitor*, Kampala, le 11 novembre 2000.
- Xxx, *Parti Socialiste sénégalais, Groupe d'étude et de recherche, Séminaire sur le thème: Les tendances et les clans*, 1er déc. 1984.
- Xxx, « *Point de vue de Mgr Sikuli sur le FLC*, » diffusé par l'Eglise catholique, Butembo, le 6 février 2001.

Xxx, « Transmission, Acte et Instructions », in *Le Coordinateur Adjoint de l'Exécutif, Front de Libération du Congo, Gbadolite, le 22 janvier 2001*, n°. 001/Coord.-Adj./FEP/FLC/01/2001.

Xxx, « UPDF rush to rescue Wamba », *The Monitor*, Kampala, le 6 novembre 2000.

Xxx, « UPDF takes over Bunia », *The Monitor*, Kampala, le 18 novembre 2000.

Xxx, *Bulletin des séances VIII*, n°2, 1937,

Young C., « Pluralism, ethnicity and militarization », in Laremon R.R. (éd.), *The causes of war and the consequences of peacekeeping in Africa*, Portsmouth, Heineman, 2002.

3. Thèses et mémoires

Kambale Mirembe O., *Echanges transnationaux, réseaux informels et développement local. Une étude au Nord-est de la République démocratique du Congo*, Thèse de doctorat, UCL, Presses universitaires de Louvain, 2005.

Kasereka Mwanawavene R., *Bonne gouvernance, Société Civile et Poussées identitaires en RDC : Cas du Kivu (1990-2002)*, mémoire de licence, U.C.G/Butembo, inédit, 2002.

Idem, *Dynamiques locales et géopolitiques régionales des pays de Grands Lacs. Cas du territoire contrôlé par le R.C.D.-K/M.L.*, Thèse de Master, inédite, Universiteit Antwerpen /Belgique, 2003-2004.

Idem, *Ethnicité et militarisation au Nord-Kivu*, monographie de Graduat en sciences politiques et administratives à l'UCG/Butembo, inédit, 1999.

Kataliko E. (Mgr), *Consolez, consolez mon peuple*, message aux fidèles de Bukavu, Noël 1999.

Kipasa K., *L'expérience vitale Nande, source nominative de Dieu Nyamuhanga*, mémoire, Grand séminaire Saint Mbaga Tuzinde, Cibanda-Mpungwe, Bukavu, 1982.

Luhindi Seya F., « *Le legs socio-politique du mode de production pré-capitaliste et colonial dans la société Nande au 30 juin 1960.* », mémoire, UNAZA, Kisangani, 1979.

Mafikiri Tsongo A., *Problématique d'accès à la terre dans le système d'exploitation agricole des régions montagneuses du Nord-Kivu (Zaire)*, thèse de doctorat, LLN, février 1994.

Muholongu Malumalu A., *La politique de recours à l'Authenticité au Congo-Zaïre sous le régime de Mobutu (1965-1997)*, thèse de doctorat en science politique, déc.1999.

Mwaka Bwenge A., *Les milices mayi-mayi dans les conflits et violences au Nord-Kivu (Mars 1993-février 2004)*, Mémoire D.E.S., Unikin, 2003-2004.

Paluku Kitakya A., *Interactions entre la gestion foncière et l'économie locale en région de Butembo, Nord-Kivu, République démocratique du Congo*, thèse de doctorat, UCL, Presses universitaires de Louvain, 2007

4. Rapports

Actes de la table ronde sur le « phénomène mayi-mayi, du 19 au 21 mars 2001.

ASADHO-Agir Ensemble, « *L'Ouganda sacrifie la population civile congolaise*», Kinshasa-Lyon, février 2001.

Document final du symposium sur la paix en Afrique (S.I.P.A.), tenu à Butembo du 27 février au 1er mars 2001.

Human Rights Watch, *L'Ouganda dans l'Est de la RDC: une présence qui attise les conflits politiques et ethniques*, mars 2002.

Rapport de l'Équipe spéciale d'enquête de la MONUC sur les événements de Mambasa du 31 décembre 2002 au 10 janvier 2003, S/2003/674, 02 juillet 2003.

Mémorandum de la société civile du Grand Nord n°002/BC/SC-GN/2002 du 29 avril 2002

Mémorandum de la société civile du territoire de Lubero du 17 novembre 2008.

Rapport ACOGENOKI (Association des éleveurs du Nord-Kivu), septembre 2003.

Rapport de Human Rights Watch, Ituri : "couvert de sang" - violences ciblée sur certaines ethnies dans le Nord-est de la RDC, juillet 2003.

Rapport de la société civile Butembo-Beni, février 1998.

Rapport de Minority Rights Group, "Effacez le tableau", 6 juillet 2004.

Rapports du Centre d'Etudes Juridiques Appliquées(CEJA)/Université catholique du Graben, 2003, 2004, 2005.

Rapports du Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses de la RDC, New York, 2002, 2003, 2004, 2009.